

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

ANATOMIE D'UNE DÉFAITE

Cinq études sur les origines profondes
de l'effondrement militaire français
1919-1939

THÈSE
présentée à l'Université de Genève
pour l'obtention du grade de Docteur ès sciences politiques
par
Ladislav MYSYROWICZ
(Genève)

THÈSE N° 226

En vente aux
ÉDITIONS DE L'ÂGE D'HOMME
Métropole 10
1003 Lausanne (Suisse)
1973




Digitized by the Internet Archive
in 2026

ANATOMIE D'UNE DÉFAITE

Cinq études sur les origines profondes
de l'effondrement militaire français
1919-1939

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

ANATOMIE D'UNE DÉFAITE

Cinq études sur les origines profondes
de l'effondrement militaire français
1919-1939

THÈSE

présentée à l'Université de Genève
pour l'obtention du grade de Docteur ès sciences politiques
par
Ladislav MYSYROWICZ
(Genève)

THÈSE N° 226

En vente aux
ÉDITIONS DE L'ÂGE D'HOMME
Métropole 10
1003 Lausanne (Suisse)
1973

La Commission mixte, composée des doyens des Facultés de droit, des lettres, et des sciences économiques et sociales, et du directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales, sur le préavis de M. Jacques FREYMOND, professeur à l'Université et à l'Institut, de M. Luc MONNIER, professeur honoraire de l'Université, et de M. Urs SCHWARZ, ancien professeur invité à l'Institut, autorise l'impression de la présente thèse, sans entendre par là exprimer d'opinion sur les propositions qui y sont énoncées.

Genève, le 9 février 1972.

Pour la Commission mixte :

Jacques FREYMOND,
Directeur de l'Institut universitaire.

Thèse N° 226.



PREMIÈRE PARTIE

Les militaires français
et le problème théorique
de la guerre.

Art ou Science ?

I. — LA CRISE DE LA DOCTRINE

1. — UNE DOCTRINE FRANÇAISE.

Au lendemain du 11 novembre 1918, l'armée française entre dans une crise permanente, peut-être non surmontée encore aujourd'hui mais dont le premier aboutissement direct a été la colossale et spectaculaire défaite de 1940.

L'armée de la victoire, couverte de gloire et remplie d'amertume, va osciller pendant 22 ans entre un orgueil extrême et un profond doute de soi. Intellectuellement, elle paraît incapable de prendre une juste mesure d'elle-même, de ce qu'elle vient d'accomplir et de ce qu'elle pourrait être encore capable de faire. Ses cadres revendiquent superbement une part prépondérante de la victoire acquise en commun, mais se sentent frustrés de gloire au profit des officiers de réserve et du « soldat inconnu ». L'état-major français proclame sa supériorité intellectuelle sur son rival allemand et entend ravir à ce dernier la place éminente qu'il occupait tantôt dans la hiérarchie militaire : « *Nous pouvons nous considérer à bon droit comme maîtres en l'art de la guerre, en ayant administré la preuve avec éclat* » (1); « *la place de l'Allemagne est à prendre dans le domaine de la pensée* » stratégique, déclare-t-on dans la *Revue militaire française* (2). L'hégémonie doctrinale de la *Kriegs-Akademie* brisée, c'est à l'Ecole de Guerre que devrait revenir le privilège de guider les spéculations tactiques des différentes armées du monde

(1) *Revue militaire française* (dorénavant R.M.F.), février 1925, pp. 146-7.

(2) R.M.F., 1921, p. 253; même thème in « *Chronique française* » de la *Revue militaire suisse* (dorénavant R.M.S.), août 1921, p. 409.

civilisé. « La victoire a été due d'abord à nos méthodes militaires », entonne un général d'Action Française (3); thème qui se retrouve également dans le *Temps*, sous la plume d'un autre général : « C'est la doctrine française [...] qui nous a menés à la victoire » (4). Et l'Académie de saluer la Marne « comme une œuvre d'art bien française », appelée à « rester dans les chefs-d'œuvre de l'esprit national comme les *Méditations* de Descartes et les *Pensées* de Pascal » (5).

La Marne est sans doute l'un des plus magnifiques titres de gloire de l'armée française. Il n'en reste pas moins vrai que cet éclatant fait d'arme ne fut, en somme, que le prodigieux sauvetage d'une campagne mal partie; un coup d'arrêt sans aboutissement immédiat. L'expression consacrée — le « miracle » de la Marne — traduit bien ce phénomène de rétablissement au bord de l'abîme. Analysant rétrospectivement cette bataille, il y avait lieu de se demander si l'ennemi n'avait pas laissé échapper sa proie. Si Moltke avait su coordonner plus fermement les mouvements de sa droite, si de malencontreuses difficultés de transmissions n'avaient entravé ses décisions, si la diversion russe ne l'avait incité, sur la foi de comptes rendus trop optimistes, à prélever sur le front Ouest des divisions qui firent provisoirement pencher l'équilibre numérique des forces en faveur de Joffre, c'en était peut-être fait des armées de la République (6). Hypothèses très légitimes dans l'analyse rétrospective, vu que les erreurs allemandes n'étaient pas imputables au plan d'opération, encore moins à la doctrine ou à une impréparation technique, mais à des circonstances assez forfuites, à un diagnostic légèrement erroné de la situation, à des erreurs de commandement, toutes choses qui n'auraient pu, bien sûr, être exploitées sans l'admirable sang-froid de Joffre et la bravoure de ses soldats.

(3) Général Lavigne-Delville, *Inquiétudes militaires*, Paris, 1924, p. 20.

(4) Général Lacroix, *le Temps* du 11 mai 1919. Cf. également *Revue Hebdomadaire* (dorénavant R.H.), 1^{er} février 1919, p. 17 ainsi que R.M.F., 1926, II, p. 249 et *le Correspondant*, déc. 1923, pp. 1009-1013.

(5) Henri Bidoux, « Le Maréchal Joffre à l'Académie française », in *Revue des deux Mondes* (dorénavant R.D.M.), janvier 1919, cité par Bui-Xuan-Bao, *Naissance d'un héroïsme nouveau dans les lettres françaises : Aviation et littérature*. Paris, 1961, (thèse), pp. 49-50.

(6) En août 1914, les Alliés disposaient à l'Ouest de 96 divisions, soit 2 millions d'hommes; les Allemands, de 86 divisions, soit 1.700.000 hommes. Si l'on compare les deux coalitions, on trouve 152 divisions du côté des Alliés et 146 chez les Empires centraux. Cf. P. Renouvin, *La crise européenne et la première guerre mondiale*, Paris, 1969, p. 220, et Henry Contamine, *La Revanche, 1871-1914*. Paris, 1957, p. 200.

Le défaut de prévision, les lacunes théoriques, les conceptions erronées, c'est, jusqu'à la Marne en tous cas, du côté français qu'elles abondent. Sur ce terrain, comparé à son rival, le bilan est nettement favorable à l'état-major allemand. Dès 1919, il est admis, par les esprits critiques, que la doctrine de guerre française s'est révélée à l'épreuve singulièrement inférieure à celle de l'agresseur. Et ce jugement est spontanément ratifié par le sentiment populaire. Car dans le peuple, le gradé d'état-major a mauvaise presse. Les anciens combattants n'ont pas ramené du front une très bonne opinion de lui. Il symbolise à leurs yeux « l'arrière » incompréhensif et « embusqué », d'où émanaient des ordres absurdes. On le tient pour le principal responsable des fausses manœuvres et du « bourrage de crâne » pendant le conflit, comme de l'impréparation matérielle de l'armée au moment du déclenchement des hostilités. C'est le « Poilu » qui a gagné la guerre; c'est lui qui est à l'honneur dans les discours devant les monuments aux morts; sa plus éclatante gloire à lui, c'est « l'enfer de Verdun ». Les officiers de troupe peuvent être associés à son apothéose, ainsi que les images d'Épinal d'une pléiade de Maréchaux; le breveté de l'Ecole supérieure de Guerre, par contre, est plutôt l'objet des sarcasmes populaires. N'avait-il pas inculqué aux fantassins un mépris insensé du « feu », enseigné que l'imprudence est la meilleure sûreté, que l'énergie rachète toutes les faiblesses et répare toutes les erreurs ? (7)

Les revues militaires françaises confessent, après l'Armistice, le manque de réalisme de leurs conceptions guerrières de la veille, et critiquent leur croyance passée dans la valeur suprême de l'offensive à outrance, le peu de cas prêté par eux à la puissance de feu de la mitrailleuse, leur dédain des fortifications de campagne, leur sous-estimation des gros calibres d'artillerie...

(7) La thèse de l'incapacité du grand état-major français dans la préparation du plan d'opérations ainsi que dans la conduite de la guerre fut lancée dans le public par l'ouvrage de A. Morizet, *Le plan XVII, étude sur l'incapacité de l'état-major* (Paris, 1920) et par l'essai retentissant de Jean de Pierrefeu, *Plutarque a menti* (Paris, 1923). Cf. à ce propos : Général ***, *Plutarque n'a pas menti* (Paris, 1924) et les comptes rendus de Jules Isaac dans la *Revue d'histoire de la guerre mondiale* (juillet 1923, pp. 168-174) et du colonel Feyler, directeur de la *Revue militaire suisse*, paru dans la *Revue de Genève* (1923, I, pp. 768-91). Voir encore : A..., « L'école de guerre et son enseignement », *Revue de Paris*, 15 juin 1920, pp. 783-94; colonel Cochin, « Responsabilités d'avant-guerre », *Correspondant* 10 avr. 1933, pp. 44-63; Jean Norel, « Les civils et la guerre. La prétendue faillite de l'art militaire », *Mercure de France*, 15 juillet 1923, pp. 499-504; Charles Millet, « La situation fautive de l'officier dans la nation », *Revue Hebdomadaire*, mai 1926, pp. 198-223.

Un lieutenant-colonel écrivait, dans la livraison de mars 1921 de la *Revue militaire générale*, que presque tous les officiers français d'infanterie « vous diront qu'ils ont constaté une infériorité technique de notre infanterie vis-à-vis des Allemands, qu'il s'agisse du tir, de l'emploi des mitrailleuses, de l'utilisation du terrain dans l'offensive et la défensive, de l'emploi tactique et de l'exécution des travaux de campagne, et même de la manœuvre proprement dite de l'infanterie, c'est-à-dire de l'emploi du feu et du mouvement » (8). Et, résumant l'opinion générale, il ajoutait : « Je n'exagère pas en disant que partout on jette la pierre à [notre] ultime doctrine d'avant-guerre » (9).

Cette ultime doctrine d'avant-guerre que la *Revue militaire générale* caractérisait et dénonçait en ces termes :

« Dans tous les travaux de toute nature, les manœuvres sur la carte et sur le terrain, il n'était jamais question que d'offensive et d'attaque; on envisageait bien le cas de l'arrêt, parce qu'on ne peut marcher indéfiniment jour et nuit, mais on n'étudiait guère alors que la question des avant-postes. Parfois, on abordait le problème si délicat de la manœuvre en retraite, mais, il faut bien l'avouer, le mot de défensive sonnait si mal à nos oreilles qu'on n'aurait pas osé en faire l'objet d'un exercice sur la carte, encore moins d'une manœuvre sur le terrain. [...]

La théorie de l'offensive était passée dans notre corps d'officiers à l'état maladif, c'était l'offensive à outrance qui devait nous tirer d'affaire dans tous les cas.

Comme conséquence, on ne tenait pas un compte suffisant des effets du feu, on employait encore des formations trop denses, on négligeait les liaisons; tout cela pour pouvoir aller plus vite, car une fois parti pour l'attaque, il n'aurait pas fallu s'aviser de s'arrêter en route.

Et c'est en grande partie avec ces idées et ces habitudes que l'armée française s'est précipitée dans la bataille avec une ardeur superbe, mais un mépris du feu qu'elle a payé cher ! » (10).

(8) Lieutenant-colonel P. A. Cour, « L'évolution des doctrines et règlements avant la guerre », *Revue militaire générale* (dorénavant R.M.G.) mars 1921, p. 163.

(9) *Ibid.*, p. 166.

(10) Lucius, « La refonte de nos règlements et notre doctrine de guerre », R.M.G., novembre 1920, p. 698. — L'historien Henry Contamine a tenté de réhabiliter quelque peu cette doctrine décriée. Selon lui, « bien plus que la faillite de la doctrine, il y eut inapplication des préceptes du temps de paix, fautes d'exécution de tel divisionnaire, de tel brigadier, de tel colonel. » Et d'ajouter que « nos cours d'Ecole de Guerre n'étaient pas plus fous que ceux de la Kriegs-Akademie » (*La*

Conclusion : « *Il faut bien le dire, le corps des officiers brevetés, c'est-à-dire l'état-major, n'a pas joui pendant la guerre d'une grande popularité. Tout le monde s'est accordé au contraire [...] pour lui jeter la pierre et pour glorifier le Poilu* » (11).

Car c'est toute la préparation de la guerre qui est décriée dans les organes techniques de l'armée. « Devant l'artillerie allemande », écrit en 1920 la *Revue d'Infanterie*, l'artillerie française, aux premiers jours de la campagne, se présente [...] avec une insuffisance de matériel que rendait surtout sensible l'absence d'artillerie lourde de campagne dans les divisions et corps d'armée » (12). Supériorité allemande dans l'utilisation des mitrailleuses et même dans le tir au fusil (13); supériorité allemande aussi dans l'emploi de la cavalerie qui a renoncé la première au combat à l'arme blanche (14). Supériorité également dans l'utilisation des réservistes (15). Et à propos des fortifications de campagne, en particulier de ces tranchées devenues si familières aux combattants de la Grande Guerre, cet aveu d'un chef de bataillon : « On ne peut guère contester la supériorité de la préparation allemande sur ce point. Et la stupéfaction de nos troupes fut grande au début de la campagne lorsqu'elles constatèrent avec quelle rapidité l'adversaire s'incrétait dans le sol pour y recevoir nos assauts et pour conserver les gains acquis. » (16) En effet, « dès les premiers contacts avec les Allemands, et notamment dans les attaques menées par nos armées du Centre [...] en Lorraine, nos troupes se heurtent,

Revanche, 1871-1914, Paris, 1957, pp. 231, 237, 249). Que ce fût à tort ou à juste titre, toujours est-il que la condamnation passée sur la doctrine en vigueur en 1914 eut des répercussions considérables sur la formation de la doctrine de 1940.

(11) Lucius, *op. cit.*, p. 713.

(12) *Revue d'Infanterie* (dorénavant R.I.), 15 nov. 1920, p. 629.

(13) L'infanterie française « pratiquait, en particulier, moins que sa rivale, le tir précis à la lunette, confié à des spécialistes, qui a abattu tant d'officiers français sur les premiers panoramas de la guerre, et tant de guetteurs aux créneaux des tranchées » et « surtout, elle tirait un moindre parti de ses mitrailleuses, en raison d'un certain flottement dans la conception d'emploi de l'arme automatique » (lieutenant-colonel Delmas, « Essai sur l'infanterie », R.I., 1933, I, p. 459; cf. aussi Z., « Note sur l'armement comparé de l'infanterie française et de l'infanterie allemande en 1914 », *ibid.*, pp. 485-490).

(14) Cour, *op. cit.*, p. 106.

(15) Au grand étonnement des Français, les troupes de réserves allemandes se révèlent, en 1914, pratiquement aussi bonnes que les troupes d'active, alors que ce n'est pas du tout le cas en France. Cf. notamment Raymond Recouly, *Histoire de la grande guerre*, Paris, 1934, p. 65.

(16) Chef de bat. Bouvard, « L'infanterie... », R.I., 1920, II, p. 560.

non sans un certain étonnement, à des positions organisées défensivement, où l'ennemi a su utiliser toutes les ressources de la fortification ». (17) Et plus tard, « à la bataille de la Marne, nouvel étonnement lorsque nous refoulons l'ennemi, de trouver certaines parties de son front jalonnées par des lignes de tranchées et des emplacements de mitrailleuses, que l'on vient voir avec curiosité, tant nous sommes peu habitué à faire de même ». (18)

On avoue que les Poilus ont mis du temps à « apprendre à remuer la terre » ; ils se sont lentement adaptés à la guerre de stabilisation, de sorte que le 9 mai 1915, lors de la Deuxième bataille de l'Artois, ce fut un « nouvel étonnement de nos troupes, [...] de trouver devant elles des défenses dont la résistance dépassait toutes les prévisions ». (19)

La guerre des mines, la guerre des gaz, ce sont encore des innovations allemandes... Certes, la plus grande surprise de la guerre, et décisive, *le char d'assaut*, fut l'œuvre des franco-britanniques ; mais cet engin n'entre pas en ligne de compte si l'on veut dresser le bilan de la préparation de guerre française. Cette invention ne supprimait pas cette question embarrassante : « pour quelles raisons, après quarante années d'efforts méritoires » faits par un corps d'officiers d'élite, « pour quelles raisons nous sommes-nous trouvés en état d'infériorité vis-à-vis des Allemands » au début de la guerre, spécialement dans l'infanterie ? (20)

A cela, un large courant de l'opinion publique avait une réponse toute faite : *l'état-major français est toujours en retard d'une guerre !*

Le Traité de Versailles n'était pas encore ratifié qu'un député de gauche s'écriait à la Chambre qu'on n'avait pas vécu la dernière des guerres, qu'il y en aurait encore, et qu'à la prochaine, l'état-major français se révélerait, une fois de plus, incapable d'empêcher l'invasion du territoire national. Jouant les augures, il allait jusqu'à prévoir l'argument qu'avanceraient les chefs militaires pour justifier leur échec : « *Si on nous avait laissé le Rhin, les choses se seraient passées autrement. La faute en est à ceux qui l'ont abandonné* » ! (21)

*
**

(17) Cour, *op. cit.*, p. 105.

(18) *Ibid.*

(19) *Ibid.*, p. 125.

(20) *Ibid.*, p. 163.

(21) Margaine, Chambre des députés, 2^e séance du 27 août 1919, *Journal Officiel*, compte rendu sténogr. des débats parlementaires (dorénavant J.O.), p. 4037.

2. — ART OU SCIENCE ?

De ce fait, dans la paix instable de Versailles, les cadres de l'armée française seront à la fois encensés et vilipendés, glorifiés et humiliés. Par contrecoup, l'idéologie militaire française sera marquée d'une sincère volonté d'échapper aux « errements » de la veille, doublée d'une orgueilleuse auto-satisfaction. L'idéal recherché sera une doctrine correspondant au *génie national* — comme il sied à des vainqueurs — mais sans être aussi irréaliste, aussi oublieuse des conditions concrètes de la guerre que l'avait été celle d'août 1914; une doctrine qui ne serait pas tributaire de la pensée germanique en général, et de Clausewitz en particulier — la *civilisation* latine n'a-t-elle pas vaincu en 1918 la *Kultur* allemande ? — mais qui éviterait de retomber dans les erreurs françaises de naguère. (22)

Or voici que cette tentative remet en question les bases mêmes de la stratégie et de la tactique. Le vieux débat est à nouveau ouvert : *art ou science de la guerre* ?

Sans doute, Clausewitz avait écrit des pages décisives à ce sujet et démontré de manière péremptoire que c'était mal poser le problème. En conclusion d'un chapitre intitulé précisément : *Art ou Science de la guerre*, il avait magistralement affirmé « que la guerre n'appartient pas au domaine des arts et des sciences, mais à celui de l'existence sociale. Elle est un conflit de grands intérêts réglés par le sang, et c'est seulement en cela qu'elle diffère des autres conflits. Il vaudrait mieux la comparer, plutôt qu'à un art quelconque, au commerce, qui est aussi un conflit d'intérêts et d'activités humaines; elle ressemble *encore plus* à la politique, qui peut être considérée à son tour, du moins en partie, comme une sorte de conflit sur une grande échelle. » (23)

Clausewitz admettait parfaitement la légitimité d'une *théorie* de la guerre, et pour cause ! Mais il la voulait dialectique et dépourvue de tout positivisme. Le grand amateur de stratégie que fut Engels ne manqua pas de signaler admirativement à

(22) On se tourne ainsi vers le *Discours de la méthode* de Descartes, pour y découvrir une règle de conduite dans le raisonnement stratégique, ou vers cet autre représentant du génie national, Paul Valéry, auteur d'un moderne *Discours de la méthode* — *l'Introduction à la méthode de Léonard de Vinci*. Cf. général Perrier de la Bâthie, *De Descartes au général X*, Paris, 1926, 236 p. (rééd. 1928); P. Valéry, *Les Cahiers*, Paris, 1957-1961, éd. fac. sim. en 29 vol., voir à la date du 27 oct. 1933, vol. XVI, p. 727.

(23) Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Première Partie, Livre II, ch. III, trad. par Denise Naville, Paris, 1955, t. I, p. 145.

Karl Marx la manière exemplaire dont Clausewitz s'était tiré du faux dilemme (24).

Il reste que la pensée militaire française ignora délibérément la voie féconde ouverte par le maître à penser de la stratégie allemande. La majorité des théoriciens militaires français (nous attribuons ici à ce mot *théoricien* son sens le plus large) concevaient, en effet, la guerre comme une science, au sens rigoureux du terme, c'est-à-dire comme un ensemble de connaissances positives, bien délimitées, dégageant des lois universelles et susceptible d'application pratique. En revanche, une petite minorité considérait la guerre avant tout comme un art empirique, impropre à une réflexion théorique systématisante. Entre ces deux tendances s'ébauchait parfois un compromis qui ne résolvait d'ailleurs rien : la guerre, à l'instar de la médecine, était *science* en tant que recherche théorique, et *art* en tant que pratique. (25)

Les adeptes de la « science » militaire formaient la tendance principale, mais ils se divisaient quant à la *méthode* à suivre. Une première école, dite historique, cherchait ses références dans les « leçons de l'histoire ». Une seconde école préférait recourir à la logique déductive, à l'analyse du terrain. (26)

(24) Engels à Marx, 7 janvier 1858, *Werke*, vol. 29, p. 252; cf. également l'*Introduction* de Pierre Naville à l'édition française précitée de Clausewitz, p. 22.

(25) Cf. général Camon, « La stratégie et son étude », R.M.G., 1937, I, pp. 542-570; et général Serrigny, *Réflexions sur l'art de la guerre*, Paris, 1921, p. 7 et *passim*.

(26) Le capitaine de vaisseau Castex distinguait ainsi entre une méthode historique ou synthétique, et une méthode matérielle ou analytique en matière militaire. Cf. *Revue de Paris*, 1^{er} et 15 mai 1927; cf. également R.M.F. avril 1922, pp. 103-110.

II. — L'ECOLE HISTORIQUE

1. — LA GRANDE GUERRE.

L'histoire a occupé, de tout temps, une place privilégiée dans la formation des chefs militaires. La guerre et la diplomatie, voilà deux métiers vieux comme le monde et dont l'apprentissage est surtout affaire d'expérience : sur le tas, au contact des aînés; dans les livres, au contact des grands maîtres disparus. Cependant, la guerre de 1914-1918 est apparue aux cadres de l'armée française comme un phénomène radicalement nouveau; comme un démenti sanglant de toutes leurs prévisions théoriques et comme une gigantesque révolution.

Sur des troupes qui avaient été dressées en vue de l'assaut à la baïonnette, le feu des armes automatiques fit l'effet d'une révélation. La guerre parut avoir subi une soudaine mutation : l'arme à feu, après plus d'un demi millénaire d'existence, semblait avoir fait brutalement crouler l'ancien régime militaire... Dans les Règlements français de 1913, Condé et Napoléon auraient pu s'y retrouver tant bien que mal; deux ans plus tard, le fil était rompu et leur désarroi eût été complet.

Si les anciens procédés étaient devenus caducs, fallait-il encore se fier à l'Histoire ? Elle survécut comme source de la doctrine en tirant parti de cette coupure même. La doctrine d'avant la guerre, on s'accordait à en dénoncer le caractère artificiel et périmé : cette doctrine avait péché par *idéisme*; la fonction de l'Histoire consisterait dorénavant à prémunir l'Armée « contre le danger des études purement spécula-

tives ». (27) Elle seule était « capable de fournir, en temps de paix, une base qui permette d'édifier une doctrine stratégique ou tactique, puis de définir les changements » à y apporter « si des conditions nouvelles venaient à apparaître ». (28)

Ainsi, loin d'être paralysée par la profonde mutation qui venait de se produire dans l'évolution de la guerre (mutation qui semblait particulièrement forte en raison des contre-sens commis auparavant), l'école historique se donnait pour tâche de recueillir les *données expérimentales nouvelles*. Et constatant que la Grande Guerre avait coupé le fil d'en enseignement plusieurs fois centenaire, elle voulait désormais se cantonner dans l'étude des opérations contemporaines. Il importait avant tout d'analyser le type de bataille qui avait été la révélation du dernier conflit et qui servirait d'archétype à ceux de l'avenir. L'école historique admettait volontiers qu'une nouvelle ère stratégique s'était ouverte avec la dernière guerre et tenait pour certain que celle-ci contenait l'énoncé de tous les problèmes militaires futurs, du moins du futur utile. L'expérience avait été exhaustive et faite dans les meilleures conditions possibles; l'emploi de toutes les armes avait été expérimenté; les procédés avaient subi la sanction des faits dans les conditions les plus modernes et les plus véridiques. C'est donc avec assurance qu'elle opposait la certitude *objective* de ses conclusions aux « rêves » des stratèges « en chambre »; la discrimination tranchante du champ de bataille, aux supputations toujours plus ou moins gratuites du temps de paix. Bref, l'histoire préserverait l'armée française contre son ancien péché : l'arbitraire doctrinal.

*
**

Le stratège « historisant » n'était pas sans se comparer aux autres savants. Certes, il ne pouvait vérifier ses hypothèses en laboratoire, à l'instar du physicien, ni observer tranquillement l'objet de ses recherches à l'exemple du naturaliste; mais il n'y avait là qu'une différence de degré et non de nature. Sur l'essentiel, les analogies étaient reconnues valables. La seule grande servitude du stratège était que ses investigations s'opéraient de

(27) Lieutenant-colonel René Tournès, *L'histoire militaire. But et utilité. L'enseignement de l'histoire dans les écoles militaires et préparatoires et à l'Ecole de Guerre*. Paris, 1922, p. VI et *passim*.

(28) *Ibid.*, p. 26.

manière plus discontinue que celles des autres chercheurs, et que, par conséquent, il lui fallait recourir aux techniques de l'histoire pour passer des observations aux déductions.

« La guerre est une science expérimentale dont l'expérience ne peut se faire » avait déclaré le célèbre mathématicien Henri Poincaré aux obsèques d'un grand chef. « Parole profonde », commentait le général Brossé dans la *Revue d'Infanterie* », qui, pour être absolument vraie, doit cependant être complétée par les mots : « En temps de paix. » De 1914 à 1918, en effet, pendant plus de quatre ans, les *expériences* sur la guerre se sont succédé sans interruption, sur un théâtre qui englobait presque toute l'Europe. Mais depuis le 11 novembre 1918, le rideau est tombé sur l'immense drame et de nouveau nous sommes dans l'impossibilité d'étudier par l'observation directe les lois de cette science *expérimentale*. Aussi sera-t-il pendant bien longtemps encore nécessaire, pour en discuter, de remonter aux leçons de la Grande Guerre. » (29)

Au fond, il n'existait qu'« une seule méthode, la méthode historique », soutenait un rédacteur de la *Revue militaire française*, car, disait-il, « si nous basons notre raisonnement sur des faits survenus au cours d'une guerre très récente, où l'on [a] utilisé des engins nouveaux, ou même au cours d'une manœuvre du temps de paix, ces faits appartiennent — lorsque nous les étudions et que nous en dissertons — au domaine du passé (passé ultra-récent, il est vrai). Dans ce cas, n'est-ce pas la méthode historique qui nous révèle la vérité ? Et avec de l'imagination, nous déduisons d'hier les conséquences de demain » (30).

2. — L'EXPÉRIENCE DU FEU.

Admettons que dans l'immédiat après-guerre, ces leçons d'un passé tout frais présentaient une base théorique solide pour une reprise des hostilités dans le court terme. Mais la pensée militaire n'opérait pas de distinction sérieuse entre la prévision à brève et à longue échéance. Bien plus, du fait d'une propension à la polémique rétrospective, assez courante en France, les leçons de 1914-1918 purent conserver tardivement une fausse jeunesse. Occupé qu'on était à instruire le procès des théories d'*avant-guerre*, on masquait l'anachronisme progres-

(29) Général Brossé, « La combinaison des armes », R.I., mars 1931, pp. 427-8.

(30) [Capitaine] R[ené] A[ndriot], R.M.F., juillet 1927, p. 127.

sif de la doctrine en vigueur. Et l'évolution technique se faisant imperceptiblement, rien n'incitait à rejeter tel jour, comme ça, tout ce qui avait été révélé avec tant d'éclat dans le calvaire des tranchées.

Néanmoins, après 1930, un certain décalage ne put manquer de se faire progressivement sentir, ne serait-ce que sous l'effet du choc mental provoqué, ici comme ailleurs, par la crise économique mondiale; par l'apparition aussi de nouvelles promotions d'officiers qui inclinaient à ne pas accorder une importance exclusive à un type de bataille qu'elles n'avaient pas connu et dont elles avaient instinctivement tendance à contester la pérennité. A la base, de nouvelles conceptions, non tributaires de la Grande Guerre, commençaient à éclore timidement. Or, les échelons supérieurs de la hiérarchie interprétèrent ce renouveau comme un revirement et un retour en arrière. La contestation du modèle de 1914-1918 s'opérant par la remise en cause du principe de la guerre d'usure, donc par davantage d'importance accordée au mouvement et à la manœuvre, les anciens virent dans cette tendance le reflet d'un mépris du feu, typique chez des soldats n'ayant connu que les tirs à blanc des terrains d'exercices, et il crurent y reconnaître leurs propres péchés de jeunesse. N'avaient-ils pas, au cours de la longue période de paix après 1870, désappris que le *feu tue* ? N'avaient-ils pas ensuite chèrement expié leur erreur ? Fallait-il que la nouvelle génération tombât dans le même piège ? L'expérience des aînés devait absolument être transmise aux cadets ! L'enseignement historique, succédané de l'épreuve du feu, devait les prémunir contre les fautes qu'ils avaient eux-mêmes commises au début du siècle, lorsqu'ils s'étaient éloignés des dures leçons des champs de bataille pour se laisser prendre aux vues exaltées du commandant de Grandmaison.

Cette appréhension s'exprime déjà en 1921, lors de l'élaboration des lois militaires : on peut la lire dans le rapport de la Commission de l'Armée de la Chambre : « *La plupart des mesures qui vous seront proposées s'inspireront des leçons du passé et devront rigoureusement tenir compte de l'expérience de la guerre. Il s'agit moins d'innover que de perfectionner.* » (31)

Cette méfiance envers une déviation possible devient plus vive dans les années trente; les mises en garde se multiplient alors et les changements admis sont prudemment minimisés. « On ne saurait être trop prévenu, à mesure que la guerre

(31) Rapport du colonel Fabry au nom de la Commission de l'Armée, Chambre des députés, 1921, Annexe n° 2710, J.O., p. 1718.

prend du recul, contre l'oubli des effets du feu, et contre toute tendance à faire du mouvement un facteur plus important que le feu », peut-on lire, par exemple, dans un cours de fortifications à l'Ecole d'application d'artillerie, donné en 1934. « Les règlements actuels mettent en garde contre cette tendance. Le mouvement y est essentiellement du feu. » (32) Citons encore le général Faugeron, qui encourageait l'armée à « réagir contre la théorie trop souvent émise » que la prochaine guerre serait différente de la précédente, et que, par conséquent, ce « serait folie de puiser dans celle-ci des leçons pour celle-là ». (33)

On réagissait ! Paul Valéry ayant, dans un discours retentissant, dénoncé les pièges de l'Histoire (34), l'état-major crut bon de riposter en invitant les candidats au concours d'entrée à Saint-Cyr à le réfuter dans leur dissertation (35)... A la veille de la Seconde Guerre mondiale, une exégèse quasi officielle du nouveau *Règlement d'infanterie*, remanié en 1938, admettait sans restriction que « plus on s'éloigne de la guerre de 1914, plus il est naturel que des appréhensions » accueillent une nouvelle édition du livre réglementaire; cependant, était-il déclaré pour apaiser les inquiétudes, *comparée à l'ancienne édition de 1928, la nouvelle ne contenait rien d'essentiellement nouveau* : « Le nouveau *Règlement* n'innove pas », il « ne fait que préciser » (36). Précisions d'ordre tout didactique et justifiées par l'arrivée d'une nouvelle génération d'officiers :

« La commission de rédaction du Règlement, tenant compte de la disparition progressive des cadres de la Grande Guerre, s'est imposé comme premier but de préserver de l'oubli certaines leçons que celle-ci a laissées si vivantes dans les cœurs et l'esprit des anciens combattants;

(32) Ecole d'application d'artillerie, *Cours de fortifications*, s.l. (lithographié), 1934, p. 92.

(33) Général Faugeron, « La recherche de la décision », R.M.F., 1932, I, p. 325. Cf. également Commandant Guigues, « Les missions individuelles du soldat au combat », R.I., 1931, I, p. 316.

(34) Paul Valéry, *Discours sur l'histoire* (prononcé le 13 juillet 1932 à la distribution des prix au Lycée Jeanson de Sailly), Paris, 1933, 53 p.; cf. égal. *Regards sur le monde actuel*, Paris 1931. Pour le retentissement de ce discours, cf. entre autres, le *Journal* d'André Gide, Paris, 1935, p. 511 et le *Journal littéraire* de Paul Léautaud, t. VIII, p. 319.

(35) Cf. Paul Valéry, *Les Cahiers*, op. cit., t. XV, p. 732 : « juillet 1932. Saint-Cyr. On a donné au concours le paragraphe sur les mauvais effets de l'histoire, avec invitation à me réfuter. D'où l'article de La Fouchardière dans l'*Œuvre*. »

(36) Capitaine Vernier, *Le nouveau Règlement d'infanterie*, comparaison avec le précédent, Paris, 1939, pp. 7-8.

elle n'a pas hésité à entrer dans le détail des divers procédés, fruit de l'expérience. » (37)

En 1934, un chroniqueur militaire du *Temps* exposait la même thèse en se plaçant sous le couvert d'un grand chef : « Plus l'expérience de la guerre fait défaut à une armée, plus il importe d'avoir recours à l'histoire pour servir de base à l'instruction à lui donner, écrivait en 1905 le maréchal Foch. Les longues périodes de paix favorisent en effet l'éclosion de doctrines, parfois séduisantes, mais aussi dangereuses, parce que souvent elles relèvent davantage du souci d'innover que de l'étude raisonnée du passé. » (38)

C'est que l'on prenait conscience d'une rupture possible dans la *transmission orale* des leçons du feu, qui avait « fait ses preuves pendant la Grande Guerre ». En effet, « les récits des combattants constituaient l'une des bases de l'instruction dans les dépôts; colportés dans les différents milieux de l'arrière, ils y créaient une certaine ambiance morale. C'est en partie grâce à eux que les recrues des classes mobilisées pendant les hostilités arrivaient au feu préparées à subir l'épreuve. » (39)

Cette transmission orale des leçons de 14-18 s'était naturellement continuée dans les années qui avaient suivi, les cadres ayant fait presque tous campagne. « Imprégnés de souvenirs du front, ils communiquaient à leurs hommes, parfois sans s'en rendre compte, l'expérience dont étaient lourds leurs moindres propos sur le combat.

» Au fur et à mesure que le temps s'écoulait, leurs rangs s'éclaircissaient et, pour ceux qui restaient, la guerre devenait plus lointaine et les souvenirs moins précis. Mais l'effet psychologique produit sur la fraîche sensibilité de la recrue par le témoignage d'un rescapé de la grande époque demeurait considérable ». (40)

Néanmoins, en 1939 la chaîne s'était usée et les souvenirs tactiques de la Grande Guerre étaient en passe de s'estomper.

(37) « Documents officiels : le nouveau *Règlement de l'infanterie*, du 6 juin 1938 », R.M.G., 1938, II, p. 869; cf. égal. le « Rapport au ministre » de la Guerre, in : *Règlement de l'infanterie*, du 6 juin 1938, II^e partie, *Combat*, Paris, 1939, p. 13; cf. égal. *Instruction sur l'emploi tactique des grandes unités*, du 12 août 1936, Paris, 1940, p. 15. Cf. aussi capitaine de Linarès, « Le nouveau Règlement d'infanterie », R.I., oct. 1938, p. 749.

(38) Général Baratier, « Constatations nécessaires », *le Temps*, 4 mai 1934, p. 1.

(39) Lieutenant-colonel Armengaud, « L'atmosphère du champ de bataille », R.I., 1939, I, p. 998.

(40) *Ibid.*, p. 999.

« Utilisons à plein les cadres anciens combattants qui nous restent », recommandait alors un lieutenant-colonel dans la *Revue d'Infanterie*. « Toute unité qui reçoit, à l'occasion d'une période, un fantassin authentique de la Grande Guerre, doit profiter de l'aubaine. » (41) La déviation, en cette année 1939, n'avait pas encore eu lieu; l'ancien combattant pouvait observer avec satisfaction que l'Armée était restée fidèle au passé; « l'expérience de la guerre a été complètement exploitée pour tout ce qui a trait à la tactique du combat aux divers échelons, à l'organisation sous toutes ses formes, à l'armement et aux divers matériels. Notre doctrine de guerre, nos procédés d'instruction en sont profondément imprégnés. Formulons le souhait qu'il en soit encore longtemps ainsi. [...] Toute la gamme de nos Règlements rend bien ce son réaliste qui plaît à l'oreille du vétéran du front. » (42)

La fonction de l'histoire était donc de servir de garde-fou contre les spéculations abstraites en perpétuant la grande leçon de la Grande Guerre : *le feu tue*. Elle était en outre une mine inépuisable de renseignements, un répertoire énorme de faits précis et concrets. Les calculs sont impossibles sans données, qui sont fournies par l'histoire, écrivait un militaire. Si on veut éviter des erreurs grossières, conduisant mathématiquement à des conclusions fausses, il est indispensable de recourir à la méthode expérimentale, qui ne peut être que la méthode historique. (43) La même confiance naïve s'exprime sous la plume d'un lieutenant-colonel breveté d'état-major, occupé à mesurer les effets probables d'un bombardement aérien sur Paris à partir des données de la Grande Guerre; il le faisait sans introduire dans ses calculs le moindre correctif ou une pondération quelconque afin de tenir compte de la différence de situation. « L'histoire nous prouve, écrivait-il en 1929 dans la *Revue des forces aériennes*, — et l'histoire, elle, a tenu compte du coefficient moral de la guerre, ce coefficient incommensurable dans tous nos raisonnements théoriques — que nos chances d'être atteints dans nos œuvres vives par le bombardement aérien sont dans le rapport 37/483, et les pertes de l'agresseur dans le rapport 13/37. » Comment était-il arrivé à des indices aussi précis ? 483 représentait tout simplement le total des *tentatives* de bombardement sur la capitale;

(41) *Ibid.*

(42) *Ibid.*, pp. 535-36.

(43) Capitaine de L'Escaille, « Le douhétisme, foyer pathogène », *Revue maritime*, 1933, I, p. 579.

37 était le chiffre des *raids effectifs* et 13 celui des *appareils ennemis abattus* ! (44)

3. — LES TANKS FRANÇAIS.

Pour saisir dans toutes ses implications l'esprit de cette méthode, regardons-y de plus près. C'est lorsqu'on la voit aux prises avec des armes non traditionnelles que les conséquences s'en révèlent à plein. Prenons l'exemple des chars de combat, lesquels, chacun le sait, n'avaient pas eu le temps d'arriver à leur pleine maturité technique à la fin de la Grande Guerre, et qui se perfectionnèrent donc pendant la période de paix qui suivit.

Examinons les travaux du colonel Perré, le meilleur représentant de l'école française en ce domaine. Officier tout à fait orthodoxe, absolument dans la ligne de la pensée officielle, toujours cité avec respect, il présente toute garantie à l'analyse. (45) Nous tenons là un spécimen représentatif de toute une école, et aucunement un de ces esprits en marge de leur milieu. Or, Perré, non content de recourir constamment à la méthode historique à l'égard d'engins qui n'avaient fait, somme toute, qu'une assez timide apparition sur les champs de bataille de la Grande Guerre, montrait de surcroît une nette préférence pour leurs tout premiers engagements. Ce faisant, son dessein n'était nullement anecdotique ou commémoratif, comme on pourrait l'imaginer : aucun attendrissement sur les débuts maladroits de mécaniques qui, depuis ces temps héroïques, avaient dû faire d'immenses progrès. Encore moins cherchait-il à suggérer que la doctrine des années trente n'était, en définitive, que la survivance abusive d'une technique périmée. Bien au contraire, Perré justifiait la *doctrine* de l'après-guerre, elle-même directe-

(44) Lieutenant-colonel Delaney, « L'attaque massive du territoire », *Revue des forces aériennes* (dorénavant R.F.A.), 1930, I, p. 523.

(45) Pour l'autorité doctrinale dont jouissait Perré, cf. Ecole militaire de l'infanterie et des chars de combat, *Cours d'emploi des armes*, Paris, (1937), tome II, p. 85, *nota*; R.M.G., 1937, I, p. 153; R.I., 1937, II, p. 647; R.I., 1938, I, p. 634; *l'Illustration* du 8 octobre 1938.

Perré accéda au grade de général et commanda, pendant la campagne de France, une division blindée. Jusqu'au bout il resta fidèle à la doctrine dont il avait été l'un des inspirateurs : en 1955, il s'en prit encore à de Gaulle, prétendant que *Vers l'armée de métier* reflétait « l'enthousiasme d'un néophyte tardif et présomptueux »; cf. général Perré, « De Gaulle, prophète de la guerre des blindés ? », *Ecrits de Paris*, juin 1955, pp. 70-79.

ment issue de la *pratique* de 1917-1918, par une démonstration historique. Dans un milieu croyant davantage au progrès technique, pareille démonstration aurait passé pour un cercle vicieux et aurait incité à prendre du champ par rapport aux anciens *credo*. Un exposé de l'historicité de la théorie aurait soulevé des questions sur la valeur de son fondement rationnel car son aspect relatif et contingent aurait été du même coup dévoilé. Mais Perré cherchait à prouver que la doctrine française des blindés descendait en droite ligne des expériences de la dernière guerre, et il insistait sur le fait que les modifications opérées depuis étaient négligeables. La Grande Guerre étant vérité révélée, il s'agissait bel et bien de démontrer qu'on y était resté fidèle. (46)

*
**

On sait que le point crucial de la stratégie des blindés était de savoir s'il convenait de les employer en liaison avec l'infanterie, ou bien s'il était préférable de les utiliser en grandes unités autonomes. En 1917, lors de leur premier grand engagement, les tanks français, partis à l'assaut des lignes ennemies sans accompagnement d'infanterie, avaient essuyé un cuisant revers : cinquante-deux appareils perdus sur un total de cent vingt-et-un. (47) A la suite de cette hécatombe — qui par ailleurs devait avoir d'heureux effets, les Allemands en ayant conclu que ces engins n'avaient pas d'avenir — le commandement français opta pour la protection des chars par des unités de fantassins. Jusqu'à la fin de la guerre (commentait Perré, en 1936, dans une revue théorique) « cette dernière leçon devait constituer un dogme indiscuté pour les équipages des chars; elle est restée une des idées de base de notre réglementation; aujourd'hui

(46) Peu avant la seconde guerre mondiale, le général Baratier, s'inspirant de Perré, justifiait par la ligne d'argumentation suivante la doctrine française des chars : 1° le commandement français est accusé de routine en ce qui concerne leur emploi; 2° il est donc nécessaire d'indiquer les bases théoriques sur lesquelles il se fonde; 3° or celles-ci ne sont autres que les expériences de 1917-18, qui ont été recueillies dans l'*Instruction provisoire* de 1921; 4° c'est pourquoi rien n'a été modifié depuis à ce texte fondamental. Cf. *le Temps* du 2 mars 1938, p. 1, c.r. par Baratier de l'ouvrage de Perré, *Batailles et combats de chars français*, où ce dernier avait rassemblé ses principales études. A remarquer que deux ans plus tôt, Baratier exposait d'une manière assez approbative les thèses du lieutenant-colonel de Gaulle.

(47) Lieutenant-colonel Perré, « Le premier engagement des chars français, (16 avril 1917) », R.I., avril 1936, p. 593.

certains esprits, séduits par les conceptions en faveur dans quelques armées étrangères, enthousiasmés par les progrès techniques du char, la remettent en question. Eh bien ! qu'il nous soit permis de formuler un vœu [...] : *Que les chars français conservent cette conception tutélaire de l'emploi en liaison avec les autres armes, l'infanterie en particulier; qu'ils l'adaptent avec mesure aux progrès de la technique plutôt que de la rejeter comme une vieillerie.* » (48)

Ce n'est pas encore le lieu de discuter le fond du problème : la liaison entre ces deux armes. Arrêtons-nous seulement sur l'état d'esprit qui se révèle dans le texte ci-dessus et qui se retrouve plus ou moins explicitement dans la plupart des travaux militaires français de cette époque. Remarquons en particulier l'utilisation de termes à valeur normative, religieuse même. Le mot dogme est véritablement pris, comme en théologie, dans son acception la plus positive. Signe infaillible d'un dogmatisme militant ! Il ne serait pas abusif de pousser plus loin le parallèle : le dogme a été *révélé* après une épreuve — l'échec du premier engagement des chars que nous avons évoqué précédemment — et, la révélation faite, le doute n'est plus permis. Le dogme subit néanmoins les assauts de la tentation : séductions du modernisme, mauvais exemples des voisins. On prie pour éloigner le mauvais esprit et conserver, le plus longtemps possible, une foi intacte, gage de salut.

*
**

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, la *Revue d'Infanterie* se félicitait encore de voir définitivement surmonté le danger de déviation de la saine doctrine : « *Nous nous bornerons, disait-elle, à constater que la conception française du char d'accompagnement a été pleinement justifiée par les succès de 1918, et qu'elle subsiste encore de nos jours.* » (49) Cette conception nationale avait, en effet, subi des attaques vigoureuses dans les années cruciales 1933-1936. Elle avait cependant réussi à les repousser; la crise moderniste avait été maîtrisée.

Quel n'était pas l'avantage historique de la France sur l'Allemagne, valable aussi longtemps qu'elle resterait fidèle

(48) *Ibid.*, p. 597.

(49) R.P. et M.M. « Les chars français », R.I., juillet 1939, p. 6.

à soi-même. La France avait construit 3870 tanks au cours de la Grande Guerre, dont 3473 livrés aux armées. Ces derniers avaient totalisé 4356 engagements ! (50) Devant ce palmarès, les Allemands faisaient piètre figure : 75 appareils capturés aux Alliés et rafistolés tant bien que mal. Sur cette base étroite, leur doctrine ne pouvait donc être que spéculative. Elle ne pouvait prétendre à la solidité, à la positivité de la doctrine française. Car la doctrine française, reflet d'une expérience sans égale, ne s'était point abâtardie depuis 1919. Elle n'avait point dévié des leçons fécondes des champs de bataille. « C'est le mérite — écrivait en 1939 la *Revue d'Infanterie* — de ceux qui se sont succédé à la tête de cette arme [les chars] d'avoir su rester fidèles à ces conceptions nées sous le feu, tout en les adaptant avec souplesse et prévoyance au développement de l'armement défensif et au progrès de la technique automobile et métallurgique. Pendant ce temps, presque toutes les autres armées (anglaise, américaine, russe, italienne, allemande...) succombaient tour à tour aux séductions de la vitesse, aux charmes prometteurs de brillantes cavalcades aux ailes ou sur les arrières. A certaine époque, il fallut quelque courage pour résister à la contagion qui commençait à se répandre sur nous. » (51)

N'allons pas croire que de telles professions de foi antimodernistes n'engagent que leurs auteurs. Les revues militaires françaises, sévèrement contrôlées, ne publiaient que des articles approuvés, ou précédés d'un chapeau rédactionnel émettant des réserves à leur égard et signalant clairement au lecteur leur caractère hétérodoxe. Au demeurant, les textes officiels expriment un point de vue identique, bien qu'en des termes plus elliptiques, plus nuancés, en des formules jésuitiques. D'ailleurs, il en va ici comme de toute orthodoxie : l'interprétation authentique du dogme, à un moment historique donné, doit s'effectuer à la lumière des commentaires des docteurs de la loi, chargés d'en expliciter le contenu concret.

Lisons à ce propos ce passage significatif du *Rapport au ministre*, accompagnant la *Nouvelle instruction sur l'emploi tactique des grandes unités* du 12 août 1936, qui en fixait officiellement l'esprit et les règles d'interprétation :

« La Commission de rédaction de l'Instruction provisoire de 1921 s'était proposée, aux termes du Rapport qu'elle adressait au Ministre, de fixer, d'après les enseignements de la guerre, dont tous les esprits étaient encore

(50) *Ibid.*, p. 8; cf. Perré « chars et statistiques », R.I., juillet-août 1935.

(51) *Ibid.*, pp. 9-10.

imprégnés, les conditions de l'emploi tactique des Grandes Unités.

Sans méconnaître l'importance des progrès réalisés depuis 1921 dans le domaine des moyens de combat et de transport, la Commission de rédaction a estimé, néanmoins, que ces progrès d'ordre technique ne modifiaient pas sensiblement dans le domaine tactique les règles essentielles établies par ses devanciers.

Elle a admis, par conséquent, que le corps de doctrine, objectivement fixé au lendemain de la victoire, par des chefs éminents venant d'exercer des Commandements élevés, devait demeurer la charte de l'emploi tactique de nos Grandes Unités ». (52)

4. — LE « JUSTE MILIEU ».

Perré se situait au centre. Représentant du « juste milieu » gouvernemental, il combattait ceux qui tiraient la doctrine des chars tant en avant qu'en arrière. Car il existait une aile ultra-conservatrice, nettement en retrait par rapport aux thèses officielles dont il était l'un des porte-parole attitrés. Lors de la guerre d'Espagne, une tendance de l'opinion militaire conclut à l'inutilité totale des blindés. Ainsi, le général Daubert s'écriait allègrement dans le *Mercure de France* : « Ferraille donc que les fameuses Panzerdivisionen, dont nos motorisateurs et nos métallurgistes agitaient l'épouvantail avec frénésie. » (53) Perré contre-attaquait en conséquence sur deux fronts :

[Les exemples historiques des chars au cours de la Grande Guerre] « ont peut-être pu sembler parfois légèrement anachroniques [ces dernières années]; mais les événements de la guerre d'Espagne, qui ont consacré, non pas la faillite des chars (comme l'ont dit certains commentateurs un peu trop simplistes) mais la faillite de quelques rêveries et anticipations à propos des chars, nous ont, plus que jamais, persuadé qu'entre nos vieux *zincs* de la guerre et les plus modernes appareils il y a non pas une différence de nature, mais une différence de degré, d'ailleurs atténuée

(52) Ministère de la défense nationale et de la guerre, *Instruction sur l'emploi tactique des grandes unités*, Paris, 1940, *Rapport au ministre*, p. 15; cf. également R.M.G., janvier 1937, p. 73. (Cette *Instruction* datée du 12 août 1936, « abroge et remplace l'*Instruction provisoire sur l'emploi des grandes unités*, du 5 octobre 1921.)

(53) Général Daubert, « Chars et anti-chars », *Mercure de France*, oct. 1937, p. 297.

par le développement des moyens antichars. Plus que jamais donc nous croyons à l'utilité, à la nécessité des études historiques sur l'emploi des chars dans la Grande Guerre. » (54)

A ce propos, un point de la doctrine des chars ne donnait pas entière satisfaction, à savoir les duels de chars contre chars. En effet, les Alliés ayant, comme il a été dit plus haut, conservé jusqu'en 1918 un monopole quasi total sur cette arme, la base « historico-expérimentale » était à cet égard plutôt mince. En l'occurrence, avouait Perré, on avait forcément dû se « résigner » à « laisser la parole au raisonnement toujours faillible et à l'expérimentation du temps de paix, toujours incomplète ». Néanmoins, on avait tout fait pour réduire cette marge d'arbitraire, en extrapolant à partir des rares « données d'expérience » dont on disposait tout de même, c'est-à-dire à partir des quelques duels auxquels tel ou tel des 75 chars marqués de la Croix de fer avait participé en 1918.

*
**

Nous avons fait précédemment allusion à la prédilection de Perré pour les premiers balbutiements des chars de combat. Était-ce seulement manie d'historisant ? Entraîné par la logique de la méthode historique, ou plutôt, poussé en dépit du bon sens par une méthode mal comprise, ce spécialiste a privilégié l'enfantement de la doctrine. Eloquentes sont les titres de ses principales études : « *Le premier engagement des chars français, le 16 avril 1917.* » (55) « *Première apparition des chars sur les hauteurs du Chemin des Dames.* » (56) « *Le baptême du feu*

(54) Lieutenant-colonel Perré, « Un coup de main avec chars (9 juillet 1918) », R.I., déc. 1938, p. 1117, lequel affirmait encore ailleurs : « L'on vous affirme sur un ton péremptoire et vaticinant que les armées de type classique sont désormais désuètes; que, dans la guerre de demain, tous les combattants seront embarqués à bord de véhicules cuirassés dont les vagues pressées risquent de submerger la moitié de notre pays en quelques jours, ou même en quelques heures. L'autre vous annonce, non moins péremptoirement, que la guerre d'Espagne a marqué la faillite du char ». Cf. Perré, « Le char moderne, ses possibilités et ses servitudes, son emploi dans l'attaque », R.I., mars 1938, p. 620.

(55) R.I., avril 1936, p. 532.

(56) R.I., juin 1936, p. 1112.

des chars légers. » (57) « *Naissance et évolution de la conception du char de combat en France.* » (58)

Mais ce culte des origines n'aurait-il pas une signification plus profonde ? Choissant le moment de la création, on plaçait inconsciemment la doctrine en sécurité, à un moment où le temps était figé, puisque en deçà c'était soit le néant soit l'erreur caractérisée. A rebours, insister sur les ultimes batailles, n'était-ce pas déjà se pencher sur le futur en gestation, sur un devenir suspendu accidentellement par l'arrêt des hostilités ? N'était-ce pas conduire à l'idée que la prolongation des hostilités aurait inéluctablement amené des transformations dans la tactique et la stratégie, et que par conséquent, il fallait *extrapoler* à partir des données les plus récentes en saisissant la tendance évolutive de la réalité militaire ?

5. — PLACE DE L'HISTOIRE.

Il n'est pas facile de mesurer avec précision l'importance de l'école historique dans la formation de la doctrine française, et d'une manière plus large, la place de l'histoire au sein de la réflexion militaire française entre les deux guerres. A-t-elle connu une régression au cours de cette période, comme d'aucuns l'ont prétendu ? Il se peut. (59) Toujours est-il que son influence est restée prépondérante jusqu'en 1940. N'est-il pas frappant qu'en 1920 le service historique de l'armée ait triplé ses effectifs par rapport à 1913, au point d'employer plus d'officiers que n'importe quelle autre section de l'état-major général ? Le cabinet du ministre de la guerre comptait 26 officiers, la section du chiffre 3, le secrétariat général 16, le Premier

(57) R.I., nov. 1938, pp. 619-88.

(58) R.I., janv. 1935, cf. égal. *Batailles et combats de chars français*, *op. cit.*, pp. 13-20.

(59) Le lieutenant-colonel René Tournès, dans un plaidoyer en faveur de l'histoire militaire, évoquait la « crise » de cette discipline et se plaignait que l'enseignement de l'histoire fût négligé au profit des exercices stratégiques, des manœuvres sur la carte et des manœuvres de cadres (lieutenant-colonel R. Tournès, *L'histoire militaire; but et utilité; l'enseignement de l'histoire dans les écoles militaires et préparatoires et à l'Ecole de Guerre*, Paris, 1922, chap. 3 : « La crise de l'histoire militaire »). Quant à Castex, il écrivait que « l'école matérielle est partout triomphante, sur mer et sur terre. Elle impose ses vues; elle refoule l'école historique » Cf. Capitaine de vaisseau Castex, « Les idées militaires contemporaines... », *op. cit.*, p. 109. Cf. encore général Duffour, « Le haut enseignement militaire », *Revue de Paris*, 1^{er} et 15 mars 1935.

Bureau 34, le Deuxième Bureau 44, le Troisième Bureau 13, le Quatrième Bureau 29, la section du personnel 4, la section d'Afrique 8, et la section historique 55. Seule la section administrative — nous sommes dans un appareil très bureaucratique — atteignait un chiffre équivalent (avec cependant deux civils en moins que la section historique). (60)

Le rapporteur du budget de la guerre, exercice de 1921, avait accompagné la présentation de ces chiffres du commentaire suivant : « Pour la section historique, l'accroissement de 40 unités [par rapport à 1913] est justifié par la nécessité de mettre sur pied un historique de la grande guerre. En réalité, cet accroissement nous a été présenté comme temporaire, mais ce temporaire durera une quinzaine d'années. » (61) Parallèlement, la Bibliothèque et Musée de la guerre, au Château de Vincennes, réunissait vestiges et témoignages sur les aspects civils et politiques de la Grande Guerre. (62)

Une évaluation faite à partir du contenu de la *Revue militaire française*, revue interarmes, ouverte en principe à toutes les tendances de l'orthodoxie, sera peut-être plus probante. Prenons comme échantillon les trois années allant du 1^{er} janvier 1934 au 31 décembre 1936; elles nous paraissent les plus significatives. Il s'agit en effet de la période au cours de laquelle la doctrine officielle française eut à subir la plus violente contestation et au cours de laquelle les armées des autres grandes puissances abandonnent les conceptions héritées de 1914-1918, à moins qu'elles ne l'aient déjà fait auparavant. Par ailleurs, la France n'est pas encore entrée dans la phase d'inhibition totale provoquée par le *Front populaire* et l'imminence d'une agression allemande.

La *Revue militaire française* n'est pas munie d'index; par contre elle possède une « table analytique », dont la ventilation est la suivante :

- 1° Histoire
- 2° Stratégie
- 3° Tactique
- 4° Politique générale (géographie)

(60) Cf. Henry Paté, « Rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1921, (ministère de la guerre) », Chambre des députés, annexe n° 1999 à la 2^e s. du 31 décembre 1920, *J.O.*, 1921, doc. parl., pp. 623-730.

(61) *Ibid.*, p. 667.

(62) La Bibliothèque et Musée de la guerre fut créée par décision de la Chambre des députés, le 23 juillet 1917.

5° Organisation et Economie

6° Armées étrangères

7° Divers

Considérée en soi, cette répartition — estimons-nous — est déjà révélatrice : il y a là une hiérarchie de principe sinon de fait. Stratégie découlant de l'Histoire, Tactique subordonnée à la Stratégie; prise en considération décroissante de la Géographie, de l'Economie, des armées étrangères. Bien entendu, il ne faudrait pas pousser trop loin la pédanterie, et ce schéma doit être accepté avec une pincée de sel. Nous osons tout de même affirmer, après nous être familiarisé avec la doctrine française, que ce tableau exprime une *correspondance*. Il est en accord avec la pratique théorique des militaires français et reflète assez bien l'ordre de leurs préoccupations. Sauf peut-être sur un point, que d'ailleurs les penseurs militaires français n'ont pas réussi à clarifier pour leur propre compte, à savoir les rapports entre la stratégie et la tactique. C'est un débat qui fut amorcé à plusieurs reprises sans être poussé suffisamment loin : à qui revenait le premier rôle ? Il semble que dans l'entre-deux-guerres, et au vu de l'expérience historique de 1914-1918, c'est la tactique qui eut le pas sur la stratégie. On devine immédiatement la portée d'une telle disposition.

Dans chaque livraison de la *Revue*, les articles sont en moyenne de dimension sensiblement équivalente. Les contributions qui dépassent les proportions courantes sont réparties sur plusieurs numéros. Un classement numérique de contenu opéré sur cette base donne les résultats suivants :

1° Histoire : 49 « unités ».

2° Tactique : 29 « unités ».

3° Armées étrangères : 13 « unités ».

4° Divers : 10 « unités ».

5° Politique générale (géographie) : 9 « unités ».

6° Stratégie : 7 « unités ».

7° Organisation et Economie : 6 « unités » (63).

(63) Voici, à titre comparatif, les données correspondantes pour les 3 années 1931-1933 :

— *Histoire* : 97 « unités », dont 29 pour l'histoire générale, 59 pour l'histoire 1914-18 et 9 pour l'histoire des T.O.M.

— *Tactique* : 31 « unités », dont 23 pour la tactique générale, 4 pour la tactique d'arme et 5 pour la tactique des T.O.M.

— *Stratégie* : 26 « unités ».

— *Politique générale* : 4 « unités ».

— *Organisation et économie* : 4 « unités ».

— *Armées étrangères* : 5 « unités ».

Ce tableau présente, en regard du classement *a priori* que nous avons examiné précédemment, un classement *a posteriori* à partir d'une réalité empirique. Dans chacun, l'Histoire occupe la première place.

Il est vrai que certaines des rubriques comprennent, dans la Table analytique, des subdivisions. Si, éliminant la rubrique fourre-tout « Divers », on les prend comme unités de compte, on aboutit aux données suivantes :

Histoire 1914-1918 : 27 « unités ».

Tactique générale : 24 « unités ».

Histoire générale : 13 « unités ».

Armées étrangères : 13 « unités ».

Histoire des T.O.M. : 9 « unités ».

Politique générale (géographie) : 9 « unités ».

Stratégie : 7 « unités ».

Organisation et Economie : 6 « unités ».

Tactique d'armes : 5 « unités ».

Toutefois, la répartition effectuée par la rédaction de la *Revue* masque partiellement certaines distorsions, elle réduit en particulier la place prépondérante de l'Histoire et singulièrement, de l'Histoire de la Grande Guerre, au sein de la production « théorique » de l'armée française. Sous la rubrique Stratégie, nous trouvons les *titres* suivants : « Un exemple caractéristique de la guerre pour l'Entente en 1914-1918, l'expérience de Salonique ». Ou encore : « La stratégie allemande en 1918 ». Sous la rubrique Tactique : « Franchissement des cours d'eau en période de mouvement, la bataille de la Meuse, 25-28 août 1914. » Sous Organisation et Economie : « L'économie allemande dans ses rapports avec la défense nationale pendant la guerre de 1914-1918. »

Une répartition révisée sur cette base donne, pour un total de 115 textes, 63 articles de caractère historique, dont 41 relatifs à la guerre de 1914-1918. (64)

*
**

Soit, sur un total de 168 articles ou fragments d'articles, 97 « unités » de caractère historique, sans compter que les autres rubriques sont, pour la plupart, d'inspiration historique, et tirent souvent leurs informations de l'expérience de 1914-18.

(64) Depuis 1919 fonctionnait une commission, présidée par le général commandant le *Service historique de l'armée*, chargée du choix des ouvrages devant figurer sur les rayons des bibliothèques d'officiers dans les garnisons de France et d'Outre-Mer. Les fonds achetés entre 1919 et 1932 se distribuaient de la manière suivante :

1. Art et sciences militaires 103.520 volumes

Autre indice du poids attaché à l'Histoire comme source de la doctrine : la censure. Le 25 août 1913, un décret avait autorisé les officiers de l'armée active à publier sans autorisation préalable, et en se prévalant de leur grade. Le 2 mai 1920, le *Règlement de service dans l'armée (discipline générale)* crut utile de restreindre cette liberté d'expression sur un point : la guerre qui venait de s'achever. (65) Cette restriction fut maintenue dans l'édition de 1924 du *Règlement*, qui stipulait, en son article 28, que les officiers devaient pour parler des années 1914-1918 « au préalable avoir obtenu l'autorisation de publier du Ministre de la Guerre, auquel le manuscrit est envoyé par la voie hiérarchique ». (66) Selon un processus fatal, cette interdiction s'étendit de fait, par la suite, à d'autres sujets. Il n'empêche que l'histoire de 1914-1918 occupa, du point de vue de la censure, et par conséquent du dogme, une position privilégiée. (67)

2. Sciences historiques et géographiques	88.803
3. Littérature	43.972
4. Marine et colonies	24.491
5. Sc. philos., législat. et politiques	20.388
6. Sc. math., phys., natur. et médecine	20.069
7. Sc. écon. et administration	11.167
8. Beaux-arts, arts et métiers	8.155
TOTAL	320.565

(Cf. Commandant Delbé, « Les bibliothèques d'officiers », R.M.F. janvier 1933, p. 98.)

(65) Cf. la *France Militaire* (dorénavant F.M.) des 4 et 10 mai 1920.

(66) Ministère de la Guerre, Etat-Major de l'Armée, *Règlement de service dans l'armée; Première partie, discipline générale*, Paris, 1924, p. 36.

(67) Cf. notamment *Bulletin mensuel de la X^e région militaire*, avril 1934, rappel concernant les prescriptions en vigueur et les sanctions prévues à cet égard; cf. également le témoignage du colonel Carrias dans son étude sur la *Pensée militaire française*, Paris, 1960, p. 317 ainsi que celui du général Laffargue, *Justice pour ceux de 1940*, Paris, 1952, p. 95, note 1; cf. aussi Paul Reynaud, *Mémoires*, vol. 1, *Venu de ma montagne*, Paris, 1960, pp. 424 et 507. A noter qu'en 1937, le commandement manifesta une certaine volonté d'ouverture : la *Revue militaire générale* remplaça la *Revue militaire française* en même temps que les études de caractère historique furent reléguées dans une revue spécialisée, la *Revue historique de l'armée*; sa parution était annoncée comme devant être un « organe de libre discussion ». « Nous voyons, écrivait le maréchal Franchet d'Esperey, le haut commandement déclarer close l'ère de la dictature intellectuelle, et cesser de traiter en hérétiques ceux qui s'obstinent à penser en dehors des canons officiels » (Cf. R.M.G., n° 1, janvier 1937, pp. 11 et *passim*). Le carcan de l'histoire fût ôté, mais quant au fond, il n'y eut pas de révolution.

L'Histoire servait donc de fondement à la doctrine, et en retour, la doctrine contrôlait l'Histoire à la source. Comme l'écrivait ingénûment un colonel : on avait tiré de la guerre de 1914-1918 une « doctrine de combat expérimentale » reposant sur « le dogme de la primauté du feu ». (68) Par conséquent, disait-il, « cette base [était] solide ». (69) La formule reproduit fidèlement la démarche d'une doctrine qui se prétendait « expérimentale », mais dont les « expériences » n'étaient que de l'histoire dogmatique et étriquée.

6. — COMPARAISONS.

Evidemment, les militaires français ne furent pas les seuls à pratiquer l'histoire militaire. (70) Mais dans les autres grands pays, Allemagne, Angleterre, Etats-Unis, U.R.S.S., cette pratique se faisait sur une échelle beaucoup plus restreinte. Et surtout, on s'y attachait moins exclusivement aux « leçons de la Grande Guerre ». Ce qui manquait le plus à l'historiographie militaire française, c'était le sens du relatif et la prise en considération du devenir.

Pour ce qui est des Allemands, la défaite subie ne leur permettait pas de se laisser hypnotiser par les opérations de 1914-1918. Et rien ne les incitait à contempler avec une telle complaisance cette période du passé. Pour eux, le temps ne s'était pas figé en 1918 et ils tendront à briser tout ce que cette date fatidique représentait comme liens. Mais en outre, de ce conflit qui leur était tout de même très actuel, qui leur pesait et dont ils voulaient se débarrasser, ils gardaient une vision ambivalente. Alors que pour les Français, seul le front occidental

(68) Lieutenant-colonel Delmas, « Essai sur l'infanterie », R.I., 1933, I, p. 466.

(69) *Ibid.*

(70) Récemment encore, un spécialiste suisse, le major Eddy Bauer, se disait déconcerté de constater « que les meilleurs penseurs des deux grandes nations militaires de l'Europe, tablant sur des éléments identiques » fournis par la méthode historique, « aient abouti à des conclusions rigoureusement contradictoires ». Cf. E. Bauer, *La guerre des blindés*, Lausanne, 1947, pp. 38-9. — La meilleure définition de la fonction que devrait remplir l'Histoire, dans la formation intellectuelle des officiers supérieurs et dans l'élaboration de la doctrine, nous l'avons trouvée sous la plume d'un ingénieur, qui demandait, dans la R.M.F. de février 1922, que la méthode historique soit dynamique, et qu'elle s'oriente vers l'étude de l'évolution des moyens de guerre plutôt que vers l'exégèse statique de la dernière guerre (Henri Michel, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, « Pour l'enseignement de l'organisation à l'Ecole Supérieure de Guerre », R.M.F., 1922, I, p. 209).

avait compté de manière décisive, de sorte que leur doctrine, tributaire de ses sources, avait retenu essentiellement la guerre de position. Outre-Rhin on avait fait une expérience moins unilatérale : guerre de tranchées à l'Ouest — désastreuse en dernier ressort —, brillantes manœuvres à l'Est. Si complaisance il y eut, ce fut au profit de la guerre de mouvement ! Mais de toute manière, le poids de l'histoire était assez bien réparti entre deux expériences complémentaires. D'où un certain nombre de conséquences qu'il est facile de discerner.

Si l'on se tourne du côté de l'Angleterre, on constate que les Liddell Hart et les Fuller étaient de fervents partisans de la méthode historique, et qu'ils s'en faisaient peut-être une conception aussi erronée que leurs émules français. Fuller comprenait la guerre comme une science; les principes fondamentaux en résidaient, à ses yeux, dans l'histoire militaire. Liddell Hart accordait une importance non moins grande à l'histoire.⁽⁷¹⁾ Mais en fait, tous deux traitaient Clio de façon beaucoup plus cavalière que leurs camarades d'Outre-Manche. Techniquement, ils faisaient de la très mauvaise histoire, mais en même temps, ils échappaient, sans le savoir, à ses pièges. L'histoire, telle qu'ils la pratiquaient spontanément était finalement inoffensive tant elle était arbitraire (la doctrine historique française était bel et bien arbitraire, mais à un autre niveau). Au lieu de s'appesantir scrupuleusement sur le détail de faits d'armes récents, au lieu de vouloir reconstituer fidèlement des opérations d'histoire contemporaine, avec l'intention plus ou moins arrêtée de les plagier quand l'occasion se présenterait, ils survolaient les siècles avec une audace téméraire. Evoquant les manœuvres d'Alexandre, d'Hannibal ou de Napoléon, faisaient-ils en réalité autre chose que des exercices de style ? Qu'y trouvaient-ils sinon une propédeutique ? L'histoire parcourue à tire d'aile ne leur fournissait pas, ne pouvait leur fournir, un savoir positif, mais seulement des suggestions, et plus encore, un cadre commode et flexible où exposer, l'air de rien, le résultat de leurs spéculations. Paradoxalement, l'analyse de la bataille punique de Cannes, refaite inlassablement par les militaires anglais (et allemands) comportait des leçons moins anachroniques que celle de Verdun. On ne courait pas le risque de la transcrire littéralement dans un ordre de bataille contemporain. (Entendons-nous bien : le manque de rigueur méthodologique d'un Liddell Hart ou d'un Fuller a pu leur laisser les coudées fran-

(71) Cf. Jay Luvaas, *The Education of an Army : British military thought, 1815-1940*, Londres, 1965, pp. 338, 395 et *passim*.

ches, les a empêchés de s'enfoncer dans un dogmatisme borné; il n'en reste pas moins que leur réflexion pèche par ce côté, même si ce manque de rigueur doit être considéré comme préférable à un rigoureux contre-sens).

En outre, l'état-major britannique fut contraint de faire de la prospective par une décision politique du gouvernement qui lui fixa, comme hypothèse de travail, une décennie de paix : « *no war for ten years* » ! Principe qui fut annuellement reconduit jusqu'en 1932. Loin d'y voir, comme le fait un glorieux maréchal britannique dans la *New Cambridge Modern History*. (72) une cause de retard dans la préparation militaire anglaise (la dernière hypothèse de travail repoussait en effet la perspective de conflit jusqu'en 1942), nous y verrions volontiers un facteur de progrès, du moins sur le plan théorique. Et l'on sait assez que ce sont les idéologues militaires anglais qui ont réalisé la première rupture mentale avec les schémas de la Grande Guerre, même si c'est en Allemagne qu'on en tira tout le parti possible. Qu'il y ait eu une relation causale entre l'effort de prévision imposé aux théoriciens anglais — pendant une dizaine d'années, ils durent anticiper constamment de dix ans — et l'aspect novateur de leurs spéculations stratégiques, cela nous paraît indubitable.

7. — UNE FAUSSE DIALECTIQUE.

L'histoire, telle qu'elle était pratiquée à l'égard des problèmes militaires, fut donc l'une des causes du sommeil de la doctrine de guerre. Pire : elle eut une action réactionnaire, au plein sens du mot. Une dialectique, inhérente à l'historiographie militaire française et à l'attitude de l'Armée envers son passé, n'est pas sans expliquer ce mouvement de pendule qui, pendant près d'un siècle, a balancé la doctrine militaire française de l'*offensive* à la *défensive* et de la *défensive* à l'*offensive*. Au début du Second Empire, les armées françaises, qui évoluaient comme au temps de Napoléon, avaient été, en effet, impressionnées, en Crimée et au cours des campagnes d'Italie, par la puissance meurtrière des nouveaux fusils et canons. Elles se détournèrent en conséquence de l'offensive de type napoléonien pour adopter une stratégie extrêmement prudente. Jusqu'à un certain point, la passivité des Bazaine et des Mac-Mahon au cours de la guerre de 1870 s'explique par les hécatombes de Magenta et

(72) Field Marshall Wavell, *New Camb. mod. hist.*, vol. XII, Cambridge, 1960, p. 268.

Solferino... L'Ecole Supérieure de Guerre, dominée par une vision historique simpliste et unilatérale de la défaite de Sedan, révisa peu à peu la doctrine de 1870. On oublia qu'à la bataille de Saint-Privat, par exemple, la Garde allemande, lancée à l'assaut en une masse compacte, avait succombé sous le feu des troupes françaises en dépit de son héroïsme impétueux. On ne retint plus que l'immobilisme fatal des troupes françaises et on crut découvrir dans l'audace dont avaient fait preuve les Allemands, la raison de leur succès, et dans le manque de dynamisme des défenseurs, la cause de leur échec. Voulant redresser le clou, on le courba dans l'autre sens. Hanté par la peur de l'inaction, qui avait conduit à la perte de l'Alsace et de la Lorraine, on prépara la Revanche en insistant sans relâche sur la primauté absolue du *mouvement* et de la *manœuvre*; braqué sur la ligne bleue des Vosges et la leçon de 1870, on négligea les enseignements nouveaux des campagnes de Mandchourie et des Balkans. Et à la suite du commandant de Grandmaison, on finit par ériger en règle qu'il fallait attaquer, attaquer toujours et partout afin d'imposer sa volonté à l'adversaire, la victoire étant surtout affaire de supériorité morale. La doctrine française se détourna des effets du feu, allant jusqu'à brûler les préliminaires du combat, à négliger la sûreté et le renseignement pour conserver son élan et courir plus vite à l'assaut... (73)

La doctrine de 1914 fut condamnée après coup comme l'avait été précédemment celle de 1870. On se raidit à l'excès contre l'ardente mystique de l'offensive à outrance et l'on versa, comme nous aurons encore l'occasion de le montrer, dans l'erreur inverse.



(73) L'Ecole de Guerre fut créée en 1876 et devint Ecole supérieure de Guerre en 1880; elle fut dominée, semble-t-il, par les partisans de la méthode historique; ses conclusions pénétrèrent peu à peu l'ensemble du corps des officiers, se matérialisant d'abord dans la Réglementation officielle du service en campagne, de 1895, encore relativement modérée. En 1906 paraît le livre du Commandant de Grandmaison, *Dressage de l'infanterie en vue du combat offensif*, où l'esprit offensif s'accroît. Puis c'est l'escalade avec ses fameuses *Deux Conférences faites aux officiers de l'état-major de l'armée* (février 1911), Paris, 1911. La doctrine ultra-offensive reçoit ensuite une sanction officielle dans les décrets du 28 octobre 1913, sur la conduite des Grandes Unités; du 2 décembre 1913, sur le service en campagne; du 20 avril 1914, sur les manœuvres d'infanterie; et prend corps dans le Plan XVII de Joffre. Cf. « Etude synthétique de l'évolution de l'armement », R.I., 1920, I, p. 40 et *passim*; Delmas, *op. cit.*, R.I., 1933, I, pp. 456-7; R. Castex, *op. cit.*, *passim*; colonel Cochin, « Responsabilités d'avant-guerre », *Correspondant*, 10 avril 1933, pp. 44-63.

Si l'anachronisme de la pensée militaire française trouve une de ses explications dans le recours méticuleux aux leçons de la veille — n'est-ce pas le sort de toute réflexion historique positiviste d'être prise à contre-pied par l'événement historique ? — cet attachement aveugle au passé est, quant à lui, la marque évidente d'une mentalité rétrograde. On avait beau répéter en France que l'état-major « est toujours en retard d'une guerre », celui-ci n'en continuait pas moins à courir après son ombre.

D'autant plus que la prochaine guerre, promise comme un avatar de la précédente, autorisait ces personnages qui l'avaient gagnée à demeurer activement à la tête de l'armée, au-delà des limites d'âge. Comment mettre à la retraite ceux qui passaient pour détenir les secrets de la Victoire ? Le syndicat des généraux bleu-horizon bloqua l'avancement à son profit : l'histoire, qu'ils incarnaient, fut mobilisée pour prolonger leur carrière. La loi du 8 juillet 1920, qui fixa à 62 ans la limite d'âge des divisionnaires, maintenait en activité jusqu'à 65 ans, et prévoyait même le maintien dans l'armée active jusqu'à 70 ans, des chefs qui avaient commandé une armée devant l'ennemi. (74) Quant aux parlementaires, en dépit de leurs critiques généralement oratoires à l'encontre de l'état-major, ils ne furent guère plus capables de renouveler leur vision d'anciens combattants. 1914-1918 leur avait conféré massivement des diplômes d'experts ès stratégie et tactique; seule la débâcle mettra en sourdine leurs compétences, nourries avant tout de réminiscences. Et que dire de tous les intérêts acquis ? C'était immanquablement par l'histoire de la Grande Guerre que le député, représentant une région d'élevage chevalin, inaugurerait son plaidoyer pour faire inscrire aux chapitres du budget de la guerre l'acquisition des chevaux de trait ou de selle de sa circonscription. Et ne parlons pas de la mobilisation de l'histoire au profit du « pinard des

(74) Cette loi du 8 juillet 1920 fut modifiée par un décret-loi de Painlevé, du 21 décembre 1927, qui maintint en service, contre l'avis de la Commission de l'armée, les généraux divisionnaires membres du Conseil supérieur de la Guerre atteints par la limite d'âge. A noter encore qu'un des porte-parole de l'état-major, le colonel Reboul, demandait dans *le Temps* du 22 août 1930 le recul de l'âge de la retraite (à partir du grade de colonel), afin d'attirer les jeunes dans l'armée par la perspective d'une retraite plus tardive. Au début de la seconde guerre, ce sont les adjoints directs des chefs de la guerre de 1914-18 qui se retrouvent aux postes de commandement (cf. Gamelin, *Servir*, I, *les Armées françaises de 1940*, Paris, 1946, *passim*), ce qui n'empêchera pas le grand état-major d'incriminer, au moment du désastre de 1940, le vieillissement des cadres (cf. *Situation des forces terrestres en présence le 10 mai 1940*, III : « Valeur combattive », in : Weygand, *Rappelé au service*, Paris, 1950, Appendice III, p. 570).

tranchées », ce « pinard » victorieux du « boche » et qu'il fallait donc faire ingurgiter, à très forte dose, au soldat du contingent.

Indiscutablement, des obstacles très réels entravaient en France les avenues du progrès. Il se révélait combien plus facile à l'armée de ce pays encore agricole d'acheter des montures plutôt que de construire des moteurs. Les leçons du passé présentèrent complaisamment ces faiblesses comme autant d'atouts. Tout s'est passé comme si, désespérant de garder la première place dans la course, l'institution militaire française avait choisi de sanctifier l'immobilisme, et réussi en même temps à masquer cet immobilisme par un mouvement illusoire : de l'offensive à la défensive. En fait, Versailles fut un testament intangible pour les soldats autant que pour les diplomates français, et c'est l'Histoire qui fut chargée de monter la garde.

Une certaine conception de l'Histoire est donc enfouie au centre de la doctrine militaire française. Réciproquement, on peut saisir une image de la stratégie française au cœur de son historiographie : histoire aussi statique que la Ligne Maginot, stabilisée sur la guerre de stabilisation, timorée à l'instar du règlement.

Dans la déroute de 1940, Marc Bloch surprit sur les lèvres d'un jeune Saint-Cyrien, bouleversé dans sa foi en la doctrine, cette étonnante question : « Faut-il croire que l'Histoire nous ait trompé ? » (75) Combien d'officiers français, et même de simples citoyens, ont dû pousser le même cri ? En dernière analyse, le problème dépasse même le cadre des conceptions stratégiques, pour rejoindre celui, combien plus vaste, des structures de la pensée politique française.

(75) Marc Bloch, *L'étrange défaite*; témoignage écrit en 1940, Paris, 1946, pp. 136-7.

III. — L'ECOLE MATERIELLE

1. — LE TERRAIN.

Tout de même, l'Histoire n'était pas l'unique source de la doctrine française. Il existait concurremment, disions-nous, une seconde école, appelée parfois « rationnelle » ou encore « matérielle ». Avouons d'emblée que ses principes n'étaient pas formulés aussi nettement que ceux de l'« école historique ». Elle s'intitulait « rationnelle » parce qu'elle faisait appel à la « raison » de Descartes et à la logique déductive, et « matérielle » parce qu'elle se fondait sur les propriétés physiques de l'armement et, surtout, du terrain.

La matière première de l'école « matérielle » était le « terrain », dont on envisageait la conquête méthodique selon sa nature objective, autrement dit, selon la raison.

Dans son principe, la méthode consistait à décomposer géométriquement le champ de bataille virtuel selon ses lignes de pentes, afin d'en découvrir les « compartiments ». Ces divers compartiments de terrain formaient autant de cases d'échiquier bien délimitées et relativement autonomes qu'on se proposait d'investir après en avoir analysé les propriétés tactiques. Une notice officielle, à l'usage des unités de chars, parue en 1937, en révèle le principe :

« Le terrain, considéré par rapport à une direction donnée, est généralement divisé dans le sens de la largeur et de la profondeur par une série de crêtes et de lignes de couverts qui forment écrans plus ou moins continus pour les rayons visuels et les projectiles des armes d'infanterie à tir tendu. Le champ de bataille constitue donc une

mosaïque de champs clos juxtaposés ou successifs, qu'on dénomme compartiments de terrain. Dans chacun de ces compartiments, les feux d'infanterie de la défense, combinés avec les tirs d'artillerie, sont étroitement solidaires, et l'assaillant ne saurait progresser sans avoir réalisé au préalable une neutralisation des observatoires. » (76)

Dans cette conception topographique de la guerre, les observatoires, les lignes de crêtes et les couverts jouaient un rôle primordial car c'est eux qui déterminaient la configuration des compartiments de terrain ainsi que les plans de feux à l'intérieur de ceux-ci. (77)

*
**

Il n'y a de science que du général. L'école matérielle devait donc, dans son effort de rationalisation, nécessairement supposer « toutes choses égales d'ailleurs » : la qualité de l'armement, la doctrine des adversaires, les forces en présence, etc... Dans de telles conditions, il lui était loisible de tirer de la seule variable critique qui restait en jeu — le terrain — des lois « scientifiques ». L'opération à conduire se déduisait logiquement de la topographie : l'effort principal devait porter sur le compartiment le plus avantageux; l'attaque par les terrains découverts s'imposait parce que les mitrailleuses et les tirs tendus de l'artillerie y connaissent leurs meilleurs rendements; il fallait s'emparer des crêtes les plus élevées parce que les observatoires qui y sont installés commandent des zones plus étendues...

Selon une tendance inhérente à cette approche du problème, le temps, lui aussi, allait se trouver, comme l'espace, découpé en compartiments étanches. La progression d'un casier au suivant s'opérait selon un horaire précis. La montre ponctuait les préparatifs d'artillerie et réglait les mouvements de la troupe, les entrecoupant d'arrêts prévus à l'avance. Le principe en était rationnel. Mais il n'avait pas échappé aux théoriciens que cette planification était aléatoire du fait d'une terrible inconnue : l'ennemi. Comment, dans un horaire d'attaque, tenir compte d'une résistance impossible à déterminer *a priori* ? On en vint

(76) Ministère de la guerre, état-major de l'armée, *Notice sur l'emploi des chars D, du 24 janvier 1929, mise à jour le 23 avril 1937*, Paris, 1938, p. 14; cf. égal. l'article 44 du *Règlement de l'Infanterie, II^e partie, Combat*, Paris, 1939, p. 65.

(77) « Le compartiment de terrain forme [...] une place d'arme », écrit le général Touchon dans un article sur : « La manœuvre des feux et le compartimentage du terrain », R.I., 1934, I, p. 234.

à neutraliser cet impondérable et à rendre « toutes choses égales d'ailleurs » en fixant, selon les termes d'un observateur lucide, une progression « assez lente, des arrêts assez prolongés pour compenser tous les incidents de combat susceptibles de mettre l'horaire en défaut. C'est-à-dire qu'on accord[ait] d'emblée à l'ennemi, sans même qu'il ait rien à faire pour les acquérir, tous les avantages qu'il [pouvait] espérer d'une résistance honorable, tandis qu'on s'interdis[ait] à soi-même de profiter des occasions où cette résistance se[rait] surmontée plus vite qu'on ne l'avait prévu ». (78)

En définitive, il restait si peu d'imprévu que la manœuvre était tuée dans l'œuf. Plus de surprise possible, tout était prédestiné; « l'insécurité et le manque de clarté », qui « sont de règle dans la guerre de mouvement », étaient bannis. (79) Par cette voie détournée, on postulait en fait la guerre de stabilisation, et on érigeait en lois immuables les conditions transitoires de 1914-1918. Car l'école matérielle, à force de chercher à éliminer l'arbitraire et le contingent, en était finalement réduite à travailler selon les barèmes de la guerre de positions, laquelle se prête excellemment à une mise en équations et en théorèmes. Insidieusement donc, l'histoire de la Grande Guerre réapparaissait, et, au-delà des fausses querelles de méthode, l'unité de doctrine demeurait sauve. Comme l'écrivait le commandant Perré : « [...] la guerre de positions possède une valeur pédagogique certaine; elle repose sur les mêmes principes que la guerre de manœuvres, mais tout y est prévu, préparé; tout peut s'y démonter; elle a le même intérêt que ces films projetés au ralenti, qui permettent d'étudier le mécanisme du galop d'un cheval ». (80) — Formés à cette école, les combattants français de 1940, pris dans le tourbillon de la *Blitzkrieg*, se trouveront dépourvus de réflexes.

Voici un texte, écrit en 1939, qui illustre l'effet paralysant de la méthode « matérielle ».

« [Il y a] inconvénient grave pour une troupe de sortir de son compartiment de terrain. Car on crée aussitôt, pour son infanterie et son artillerie, des charges supplémentaires de feux qui peuvent dépasser leur capacité. Et alors viennent les risques qui ne sont plus couverts par l'assurance-vie. [...] »

(78) Général Velprey, « Tactique d'hier et de demain », R.M.G., 1938, I, pp. 184-5.

(79) Capitaine Loustaunau-Lacau, « Principes pour la conduite du combat de rencontre », R.I., 1931, I, p. 1250.

(80) Commandant Perré, « Les chars à la bataille de la Malmaison », R.I., janvier 1932, p. 47.

Les compartiments de terrains dictent non seulement le choix des zones de progression, mais ils évitent ce qu'il y a de plus dangereux, c'est-à-dire les passages successifs de crêtes sur un terrain en tôle ondulée.

De plus, après chaque avance, quand l'équilibre subit une crise d'instabilité, ils permettent de *s'asseoir sur le terrain* en tenant avec des armes automatiques les compartiments voisins. [...]

Une avance est une poche. Le danger est sur les flancs. Bien garder les compartiments des flancs. S'asseoir puis repartir. Ainsi on brise, on désarticule la force de l'adversaire. Le compartiment est le principal facteur de cette érosion. » (81)

Le commandant Loustaunau-Lacau a bien su caractériser — après coup — la manière de ses maîtres à l'Ecole Supérieure de Guerre : « D'abord, ils étaient cartésiens. Je n'entends pas, écrit-il dans ses *Mémoires*, courir le ridicule de charger l'auteur du *Discours*, cette grande nef de l'intelligence, de l'erreur qui consistait à considérer comme une science exacte, comme une suite de théorèmes, un art fragile dans ses certitudes, puisqu'il se pratique à deux, et que, dans ces deux, l'autre exerce un effort de sens contraire, en cherchant à tromper. Pendant quatre ans, serviteurs aveugles des grands chefs, nos professeurs avaient enlevé des plateaux, conquis des observatoires, interdit le franchissement des coupures. Même pendant le rush final, tandis que Foch préparait l'offensive à revers de Lorraine, ils n'avaient eu qu'à enfoncer des murs, à les refouler, à les abattre pans à pans. » (82)

2. — CARTÉSIANISME ?

Nous avons vu que, pour les leçons du passé, l'édition de 1938 du *Règlement de l'infanterie* marquait un « progrès » par rapport à celle de 1928. Il en allait de même en ce qui concernait l'analyse du terrain. Comme le disait avec enthousiasme

(81) Lieutenant-colonel Kuntz, « Le compartiment de terrain », F.M., 5 janvier 1939; cf. également général Brossé : « toutes les grandes offensives de la guerre (de 1914-1918), ou presque toutes, sont venues mourir sur une crête » (R.I., 1931, I, p. 436); le maréchal Pétain, dans un discours remarqué à l'Ecole Supérieure de Guerre, le 6 avril 1935, déclarait : « Pour gagner la bataille, il faut d'abord déloger l'ennemi de la crête qui ferme l'horizon » (cf. les journaux du 7 avril 1935).

(82) Loustaunau-Lacau, *Mémoires d'un Français rebelle, 1914-1948*, Paris, 1948, p. 55.

siasme un commentaire officieux : « Le texte de 1928 n'analysait pas avec le même détail circonstancié : *hauts du terrain, angles morts, glacis, contre-pentes, dépressions, accidents de terrain, couverts, coupures, pentes aux ondulations molles, légèrement montantes vers l'ennemi*. Il n'y était pas non plus, à propos des bois, fait mention de *clairières, coupes, futaies sous taillis, arbres à feuilles caduques ou non, branches basses, modelés topographiques sous le couvert*. [...] A ces précisions concrètes apportées par le nouveau texte, on peut ajouter ce qu'il dit des différentes sortes de nuits — nuits claires, sans lune ou nuageuses; du petit jour; du brouillard du matin; des tempêtes de neige; du vent ou des fumées ». (83)

Définir, c'est à quoi se réduisait trop souvent ce « cartésianisme ». C'est ainsi qu'une étude sur la valeur stratégique de l'Ile-de-France commençait par passer en revue toutes les définitions possibles et imaginables de cette région. Le lecteur, après avoir pris connaissance des définitions historique, hydrographique, économique, sociologique de celle-ci, recevait celle que l'auteur trouvait opératoire *ad usum militare* : « *Négligeant l'avance champenoise, [l'Ile-de-France est] l'ensemble des terrains tertiaires occupant le centre du bassin parisien* ». Après cette précieuse définition, le lecteur de la *Revue militaire française* pouvait lire des développements non moins pertinents sur « l'histoire géologique des forêts de l'Ile-de-France », agrémentés de gracieuses allusions à Ronsard et Racine, pour être amené à constater que les forêts de la région parisienne possédaient, militairement parlant, un double caractère, de masque et d'obstacle : obstacle contre une invasion ennemie, masque protecteur d'une concentration française. Et le tout s'achevait, selon les meilleures traditions académiques, sur quelques réserves de principe et l'esquisse d'un programme de recherches à entreprendre pour dépasser le cadre des Forêts de l'Ile-de-France. Car on ne pouvait « déduire » des seules forêts de cette région tous les traits de géographie militaire qu'elle présentait. Il importerait encore d'« analyser les caractères de la falaise qui limite la province face à la Champagne et à la Picardie, des vallées qui convergent vers Paris, de l'agglomération urbaine qui constitue Paris et sa banlieue. Néanmoins, on pouvait tout de même supposer, à titre d'hypothèse, que « le caractère essentiel de l'Ile-de-France s'exprimait en fonction de l'alternance

(83) Capitaine Vernier, *Le nouveau Règlement...*, op. cit., pp. 12-13; cf. égal. R.M.G., 1938, II, p. 869, « Le nouveau Règlement de l'infanterie, du 6 juin 1938 ».

des forêts et des champs découverts : zone de rassemblement en arrière du front; zone favorable aux batailles défensives si l'ennemi progressait profondément sur notre sol. » (84)

On rencontre là deux traits spécifiques de la pensée militaire française de cette époque : une propension à la tautologie, et une inadéquation profonde envers son objet.

Ce nominalisme apparaît encore dans un autre type de travaux, qui prenait son modèle dans la science juridique. En voici un assez long exemple, que nous croyons devoir citer pour montrer concrètement de quoi il retournait :

« *Combinaison des feux dans le combat offensif.*

“ L'attaque est le feu qui avance ” (N° 135). “ Aucune troupe ne peut progresser sans éprouver de lourdes pertes tant que des organes de feu ennemis *tirent librement sur elle*. Il est indispensable, *par un feu approprié*, de réduire préalablement ces organes à l'impuissance, en obligeant le personnel à se terrer, ou tout au moins en rendant son tir désordonné et sans valeur. — On prend ainsi la *supériorité du feu*. ” (N° 140.) Conçu avec la préoccupation de mettre en action la totalité des armes susceptibles d'être utilisées, “ *le plan des feux*, dans l'offensive, doit tendre à développer toute la puissance possible afin de dominer sûrement le feu de l'adversaire ”. (N° 143.)

Acquérir et conserver la *supériorité du feu* sur l'ennemi pour pouvoir avancer, tel est donc le principe fondamental, indiscutable et indiscuté, de l'emploi des armes dans l'offensive.

Cependant le règlement ne va pas jusqu'à affirmer, au sujet de l'attaque, comme il le fait avec raison au sujet de la défense, que l'“ acte essentiel ” est l'établissement d'un *plan des feux*. C'est que, *pour l'infanterie, l'acte essentiel de l'attaque est le mouvement en avant* : “ avancer malgré l'ennemi, pour le chasser du terrain qu'il occupe ou pour le détruire ”, voilà le “ but ” de toute “ mission offensive ”.

Et le feu n'a de raison d'être, dans l'accomplissement d'une telle mission, qu'autant qu'il est *indispensable* pour permettre d'*avancer malgré l'ennemi*.

Il y a, là aussi, un principe fondamental qui ne devrait pas être perdu de vue et dont nous allons trouver l'application aux divers échelons du commandement.

A l'échelon du régiment

Comme dans la défense et pour les mêmes raisons

(84) Capitaine Richard Thoumin, « Les forêts de l'Ile-de-France, essai de géographie militaire », R.M.G., 1938, I, pp. 626-647. (Thoumin était l'un des premiers spécialistes français de géographie militaire.)

techniques, le colonel distribue généralement ses engins d'accompagnement aux bataillons engagés. Et son rôle essentiel, au point de vue du plan des feux, consiste encore à *organiser la coopération de l'artillerie* (N° 603). Il ne faut d'ailleurs pas se dissimuler que c'est là un rôle de premier plan. Car, si les seuls moyens de l'infanterie peuvent lui suffire, *dans la défense*, pour établir des barrages continus et infranchissables, dans l'attaque au contraire, les projectiles de l'artillerie, — ou les chars de combat, — employés en masse sont seuls généralement capables de *briser le plan des feux de l'ennemi* et de frayer un passage aux fantassins assaillants. Cela a été péremptoirement démontré pendant la guerre, et il n'est pas douteux qu'on *s'en apercevrait encore, dans une guerre prochaine, dès les premiers engagements sérieux.*

[...]

Constitution de la base de feux.

Le règlement précise, sans ambiguïté possible (n° 150), que la *base de feux* comprend “ principalement des mitrailleuses ”, qui en forment “ l'ossature ” (nos 36 et 589), “ et éventuellement des engins d'accompagnement ” — canons de 37 (n° 45) ou mortiers (n° 627) — et aussi que “ sa constitution, son action, et ses déplacements ” sont réglés par le chef de bataillon (n° 544).

Pourquoi faut-il que quelques illuminés, interprétant à faux ces prescriptions formelles, aient la manie de constituer de soi-disant « bases de feu » à l'échelon compagnie et avec des fusils-mitrailleurs ? Certes, dans une compagnie, les sections de fusiliers-voltigeurs (et, le cas échéant, “ les unités de mitrailleuses mises exceptionnellement à la disposition de la compagnie ”), qui composent la “ réserve ”, “ peuvent toujours recevoir des missions d'appui de feu ou d'occupation du terrain ” et être utilisées “ soit pour couvrir des flancs, soit pour appuyer la progression ” (n° 510). Il peut même arriver “ que le terrain mette momentanément des échelons en arrière dans des situations très dominantes et leur permette de tirer, sans danger, par-dessus ceux qui les précèdent ” (n° 146).

Mais *en aucun cas*, le règlement n'autorise à dénommer “ base de feux ” ces combinaisons fortuites, locales, passagères et constamment variables. Un tel abus de mots ferait perdre tout son véritable sens à l'expression “ base de feux ” et équivaldrait à confondre, dans un ordre d'idées analogue, “ l'accompagnement immédiat ” de certaines fractions d'artillerie avec l'action puissante et coordonnée des groupements d' “ appui direct ”.

Si l'on n'y prend garde, dès qu'un chef de section fera tirer deux fusils-mitrailleurs et trois V.-B. au profit d'un

groupe de combat, il prétendra bientôt, lui aussi, qu'il a constitué une " base de feux " (n° 4). » (85)

Tout ceci n'est, sans doute, pas dénué de sens : on remarquera que le commandant Paillé, dans son exégèse, s'élevait contre une interprétation exagérément statique du *Règlement*; par là, il nous fait entrevoir que les instructions, en soi déjà très défensives, avaient tendance à être appliquées de manière restrictive; la pratique en vigueur ne s'arrêtait pas à la *lettre* du *Règlement*, mais tirait toutes les conséquences de l'*esprit* qui s'y incarnait. Néanmoins, cette mise en garde, dont nous reconnaissons la qualité relative par rapport à son genre, prête à sourire. Encore une fois, ce n'est pas la performance du commandant Paillé qui est en cause, mais la pédanterie, pour un guerrier, de ces gloses. L'écart entre le titre du travail et son contenu, l'abîme entre le langage employé et la réalité concrète de la guerre, font irrésistiblement songer au Père Ubu.

*
**

De fastidieuses citations seraient nécessaires pour rendre tant soit peu sensible la différence existant, sous ce rapport, entre une revue militaire française et son homologue germanique (1920-1940). Les revues stratégiques et tactiques allemandes frappent par leur tour concret et leur ton réaliste (86). L'adéquation entre ce qu'on y lit et la sanglante technique de la guerre y est directement perceptible. On y apporte quantité de « tuyaux » pratiques, on y entre dans les détails du métier. Ce n'est pas que le niveau « intellectuel » y soit forcément plus élevé. Il s'agit d'autre chose. Revenons à Ubu; il nous fait toucher du doigt le fond du problème. Si les revues militaires

(85) Commandant Paillé, « Connaissance et emploi des armes et engins de l'infanterie », R.I., 1931, II, pp. 409-14 (les guillemets, parenthèses, italiques, sont dans l'original, les chiffres de références renvoient aux articles du *Règlement*).

(86) C'est d'ailleurs ce qu'observait le colonel Lauth, dans la R.I. : « Les Allemands se piquent, avant tout, d'être pratiques. Ils ne s'encombrent pas d'idées générales; ils traitent les questions au plan des exécutants; ils placent ceux-ci, brutalement, en présence d'une situation, *sans la justifier*, et leur laissent le soin de résoudre des problèmes dont souvent beaucoup de données sont absentes ou mal précisées. Cela bouleverse un peu nos idées de latins épris d'ordre et de clarification. » Cf. « Manœuvres des petites unités d'infanterie dans l'armée allemande, R.I., 1931, II, pp. 679-80.

françaises nous paraissent avoir souvent je ne sais quel air de farce, c'est probablement qu'on ne peut les prendre au mot : elles parlent de la guerre avec toute la gravité requise, comme si réellement elles y croyaient, à la guerre, et pourtant, on a parfois l'impression d'une mystification. Au fond, on a l'intuition, en les lisant, que les auteurs ne conçoivent pas tout à fait ce dont ils parlent. Si par contre l'équivalent allemand, malgré ses *ridicules* occasionnels, — ils ne sont pas absents — ne prête pas à rire, n'est-ce pas en raison du fait que l'on sent presque physiquement qu'une violence meurtrière se cache ici derrière chaque phrase ?



Inadéquation entre cette pseudo-science et son objet; décalage aussi entre son champ culturel et le monde contemporain. On ne trouve, dans cette production militaire, que fort peu de références à la littérature moderne, notamment étrangère, ou à l'économie, à la technologie; on y témoigne souvent une réticence tenace à utiliser des néologismes tels que « motorisation » ou « mécanisation » — les deux termes les plus exécrés peut-être par les écrivains militaires français de cette époque. Faut-il y voir un indice ? Écoutons le brillant capitaine Loustaunau-Lacau fustiger, dans la *Revue d'infanterie*, le mot « motorisation » : « Ce terme odieux et barbare » qui « connaît chaque jour un succès plus large, à tel point qu'il sera bientôt impossible de le supprimer. Nous avons résisté au mot « tank », qui indignait Clemenceau, pour prendre le mot « char », bien français. Continuerons-nous à prendre aux Anglais toutes les horreurs de leur langue, si élégante parfois ! Peut-être serait-il bon d'ouvrir un concours pour trouver le mot juste, bien sonore et qui dise ce qu'il doit dire ? » (87) Dans une autre chronique militaire, on peut lire ceci : « Avant de nous plonger jusqu'au cou dans la *mécanisation*, il faut nous excuser, une fois pour toutes, des horribles néologismes que cette tendance a fait naître. Le métier d'écrivain militaire était déjà bien ingrat, qui consistait à traiter avec quelque trois cents mots de sujets sévères, entre les deux écueils de la sécheresse et de l'excès de littérature. [...] Et voici que le vocabulaire militaire s'enrichit, mais d'une richesse de nouveau-riche, de tous les termes de l'automobile, de la radio, et de l'aviation.

(87) Loustaunau, R.I., 1931, I, p. 815.

Comment, dans ces conditions, voulez-vous qu'une phrase tourne rond ? » (88)

Qu'on ne prenne surtout pas cela pour une forme d'humour. Il suffit de feuilleter les revues françaises d'état-major pour constater que jamais elles ne se dérident. La répulsion envers le monde de la technique moderne rejaillit naturellement sur le plan linguistique (89). Il semble d'ailleurs qu'au fond de maint officier français sommeille un académicien, prêt à troquer l'uniforme réglementaire contre l'habit vert et l'épée de gala, et prenant avec gravité la « défense de la langue française ». Dans la littérature militaire on fait volontiers étalage de sa culture humaniste; on se plaît, le sujet dût-il ne point s'y prêter, à évoquer les fantômes de l'antiquité gréco-latine et les auteurs du grand siècle. Plutarque sera nommé à propos de chars d'assaut mais pas Ford; Mme de Thèbes sera citée à propos d'aviation mais rarement un homme de science contemporain (90). Et l'on voit, dans la *Revue d'Infanterie*, un lieutenant-colonel mêler, dans un *Essai sur le moral de l'infanterie*, ses souvenirs de « 14-18 » à ceux de son manuel d'histoire littéraire :

« Le drame qui a duré plus de quatre années a offert maintes occasions d'étudier sur le vif une multitude de combattants; l'observation des soldats de la Grande Guerre

(88) Loustaunau, *Chronique des revues militaires étrangères*, R.I., 1932, II, p. 141.

(89) Cf. encore R.M.F., 1925, I, p. 289 : « Motorisation, néologisme barbare »; R.I., 1929, I, p. 150 : « *Mécanisation, motorisation*, termes lourds mais à la mode ». En 1931, la parution d'un livre d'André Mouflet, *Contre le massacre de la langue française*, arrachait ces exclamations à la *Revue d'Infanterie* : « Ah ! le bon et sain livre ! Comme il vous donne le ferme propos de ne plus pécher contre la langue ! Oui ! comme le clame Pauline dans *Polyeucte* : « Je sais, je vois, je crois... Je suis résolue à ne plus être un « malfaiteur »..., à ne plus « massacrer » la langue française » (*sic*). Capitaine René Jeanroy (R.I., 1931, I, p. 633, « bibliographie »). Cf. encore R.I., 1939, I, p. 668.

(90) Il faut reconnaître qu'au cours d'une première période, allant de 1919 jusque vers 1924, les revues militaires sont relativement ouvertes tant aux opinions dissidentes qu'au monde extérieur. Ainsi voit-on la R.M.F. publier, en janvier 1923 une intéressante étude du Commandant A. de Tarlé sur « le règne des grands industriels en Allemagne », qui analysait avec pertinence la place occupée sur la scène politique allemande par des personnages tels que Walther Rathenau ou Hugo Stinnes; de même, en février 1923, une étude du Commandant Laurent sur la « Situation de l'Allemagne au point de vue des matières premières »; en mars, un article bien documenté sur « la Russie au début de 1923 », par le lieutenant-colonel Maurice Fournier... Par la suite, les centres d'intérêts se rétrécissent et les exposés tendent à devenir de plus en plus dogmatiques.

a permis de constater qu'ils subissaient l'épreuve du feu et réagissaient devant le danger de façon très différente.

Dans tout drame littéraire, il est possible de classer les personnages en trois catégories :

Les sympathiques, héros sans peur et sans reproches : les Cid, les Horace, les Roméo, les Cyrano de Bergerac.

Les antipathiques ou les grotesques, tyrans, monstres ou traîtres : les Néron, les Narcisse, les Othello, les Tartuffe.

Enfin, les personnages secondaires, foule anonyme et sans relief des figurants.

Poursuivant jusqu'à l'extrême la comparaison entre la fiction et la réalité, le parallèle entre ces figures imaginaires de la comédie et les acteurs de la guerre mondiale, nous classerons les combattants en trois grandes catégories : les héros, les lâches, les braves.

Selon une expression de critique dramatique restée classique, il importe de les peindre *tels qu'ils sont et non tels qu'ils devraient être.* » (91)

Et de citer encore Rabelais et le bon La Fontaine, et de décrire, en termes empruntés au *Roman de Renart*, la « gigantesque battue » dont est victime le fantassin des tranchées (92).

De surcroît, la *Revue d'Infanterie* proposait, en vue de la préparation à « l'interrogation orale de langue et littérature française » inscrite au programme officiel d'examens pour l'obtention du brevet de sous-officier, des modèles de *Lectures expliquées*, qui sont de véritables parodies du genre. Qu'on en juge d'après l'exemple suivant, portant sur le poème de Lamartine intitulé « Le chien du solitaire », qui était offert comme modèle d'analyse aux lecteurs de la *Revue d'Infanterie*. La première opération consistait à décomposer le texte considéré en ses diverses parties : « *Première partie.* — Du vers 1 au vers 12. Dans une apostrophe à Fido, le poète énumère un certain nombre de témoignages d'affection intelligente que lui prodigue son chien. *Deuxième partie.* — Vers 13, 14, 15, 16. Le poète se pose en adversaire de la thèse cartésienne d'après laquelle l'animal n'est qu' :

*Un corps organisé qu'anime une caresse
Automate trompeur de vie et de tendresse.*

Troisième partie. — Vers 17 et 18. Le poète pose sa thèse personnelle :

Non quand ce sentiment... etc.; etc. [sic]

(91) Lieutenant-colonel Besnard, « Essai sur le moral de l'infanterie », R.I., 1928, II, pp. 223-224.

(92) *Ibid.*, pp. 222, 226, 236.

[...] *Cinquième partie.* — Du vers 31 à la fin. Le poète, après avoir ouvert cette paradoxale parenthèse sur sa croyance en l'âme des bêtes, la ferme et, continuant l'apostrophe commencée à son chien Fido, l'appelle plus près de lui :

Et seuls à nous aimer, aimons-nous, pauvre chien. »

Après avoir ainsi divisé ce texte selon ses lignes de pente naturelles, l'interprète se posait une dernière question, significative : « Comment intituler ce morceau ? Non pas *Le chien du solitaire*; ce titre est trop vague et ne résume nullement l'idée maîtresse. Nous proposons : *Preuve de l'immortalité de l'âme des bêtes* ou : *L'âme des bêtes prouvée par le cœur des bêtes.* » (93) N'est-il pas extraordinaire de constater l'analogie profonde entre la manière dont est abordé ici l'analyse littéraire et le style avec lequel se règle l'attaque sur le terrain ?

3. — EXERCICES PRATIQUES.

Les exercices pratiques sur le terrain ne font que confirmer les traits marquants des exercices livresques. Voici en quels termes l'*Instruction sur la figuration des feux*, édition de 1934, prescrivait la simulation des combats :

« Devant chaque fraction [groupe, section] de l'unité à instruire est placé un fanion de couleur particulière. Les hommes porteurs de ces fanions se tiennent chacun à une distance de 50 à 200 mètres devant la fraction correspondante. Ils ne font pas partie de la troupe de manœuvre, et n'obéissent qu'aux indications de l'instructeur. Celui-ci leur fait prendre simultanément ou séparément, suivant les réactions ennemies qu'il veut faire éprouver à chacun des éléments de la troupe de manœuvre, diverses positions dont la signification a été fixée d'avance. Des bandes de toile [ou des rubans, des ficelles] indiqueront les points d'arrivée des projectiles. [...] Des tambours, placés à proximité des points où tomberaient les projectiles, indiquent aux exécutants, par des roulements, l'arrivée d'une rafale d'artillerie. » (94)

(93) Capitaine Jeanroy, « Lectures expliquées », R.I. janv. 1931, pp. 175 et ss. ainsi que R.I., févr. 1931, pp. 400 et ss, et mars 1931, pp. 610 et ss. L'analyse ne porte que sur le début du poème.

(94) Ministère de la guerre, Etat-Major de l'Armée, *Instruction sur la figuration des feux*, Paris, 1934 (chap. II, art. 1^o, § i), p. 12. Cf. également colonel Meilhan, « Figuration des feux dans les exercices de combat de l'infanterie », R.I., mars 1931, pp. 535-542.

On peut se fier au témoignage de ce reporter de *l'Œuvre* qui, relatant une manœuvre inter-armes organisée au cours d'une période de réserves, écrivait que les avions, prévus au programme, n'avaient pas décollé, que l'artillerie s'exerça seule, le lendemain, par mesure de sécurité, et que les chars d'assaut étaient figurés par des pelotons de fantassins, en « godillots » (95).

Ces méthodes surannées n'étaient ni attrayantes ni instructives, on s'en doute bien. On rencontre d'ailleurs, dans les périodiques militaires français, d'assez nombreuses doléances à ce sujet et nous savons quels arguments la « méthode historique » tirait de tout ceci. En février 1935, la *Revue d'Infanterie* publiait un projet d'amélioration des méthodes en vigueur, intéressant en cela qu'il montre le *terminus ad quem* des structures mentales de la pensée orthodoxe. L'auteur en question prenait bien soin, dans son introduction, de souligner la nécessité de rendre les exercices plus vraisemblables, plus réalistes, particulièrement lorsqu'on faisait travailler des réservistes, soldats déjà instruits militairement, se rebellant facilement contre des méthodes ineptes mais, par contre, capables de se passionner pour des engins modernes. Il était notoire que ces hommes, arrachés à leur vie familiale et à leurs occupations professionnelles, se montraient rétifs dans la mesure où ils ne pouvaient prendre au sérieux ce qu'on leur faisait faire (96).

L'exercice, conçu en tenant compte de ce programme, comprenait quatre moments entre lesquels étaient *décomposées* les situations concrètes de la guerre. Le schéma d'instruction du fantassin comportait ainsi les quatre colonnes suivantes : 1° situation, danger; 2° faits à produire; 3° moyens préventifs; 4° réactions à contrôler. Prenons l'exercice correspondant à une attaque de chars d'assaut :

Situation, danger : char.

Faits à produire : cycliste de l'unité s'avancant.

Moyens préventifs : ne se fait pas voir.

Réactions à contrôler : continue sa mission en s'efforçant de passer inaperçu, se terre à son passage ou change rapidement d'emplacement; fait le mort; s'efforce de séparer l'infanterie du char; attaque dans un pli de terrain, avec des camarades, les chars en difficulté.

(95) Yves Grosrichard, « Le réserviste n'est pas content », *l'Œuvre* du 20 septembre 1933, p. 5. Cf. également F.M. du 12 mai 1931, « Libres propos d'un fantassin; l'infanterie s'ennuie », p. 1.

(96) Lieutenant Carrère, « Physionomie d'une période de réservistes », R.I., février 1935, pp. 294-325.

Et voici l'exercice correspondant à un bombardement d'artillerie :

Situation, danger : obus.

Faits à produire : sifflet (coups brefs : artillerie légère; coups longs : artillerie lourde, rafales espacées); fanions rouges (points de chute, centre de la zone dangereuse).

Moyens préventifs : ne se fait pas voir des avions et des observatoires ennemis.

Réactions à contrôler : se plaque instantanément dans un trou et regarde le chef. En mouvement, manœuvre à l'imitation et à l'allure du chef pour passer entre les rafales; est couché à l'arrivée de chaque rafale. En station, s'il n'est pas guetteur, bondit dans l'abri, touche son masque, son outil, son arme. Prêt à bondir à son poste de combat en cas d'attaque (97).

Nous tenons là un raccourci saisissant de la doctrine de guerre française, de son esprit, au moment même où elle se voulait moderne.

Sans doute, les grandes manœuvres de l'armée française étaient-elles plus spectaculaires. Leur mise en scène comportait une figuration vivante : de vrais chars, et non des piétons ou des cyclistes; de vrais avions, et non des coups de sifflet. Mais dans ces grandes représentations, il y a, chacun le sait, peu d'inédit.

(97) *Ibid.*, p. 321. On trouve dans un article du capitaine Manie (« De quelques principes d'instruction », R.I., 1936, I, pp. 287-8) des aperçus intéressants sur la manière de travailler à l'« école du soldat » : le sous-officier instructeur réunit ses hommes pour leur révéler, par exemple, que le porteur du fusil-mitrailleur possède dans son équipement un pistolet avec trois chargeurs de neuf cartouches; puis vient une dissertation sur l'utilité de cette arme; ensuite, énumération minutieuse des différents accessoires contenus dans l'étui aux accessoires ainsi que des « chiffons placés dans la cartouchière de droite », de la bêche portative, du masque à gaz, de la musette, etc.; tout cela de la manière la plus livresque du monde; un autre article révèle qu'à Saint-Cyr « trop souvent » l'instructeur « pontifie pour affirmer des futilités ou des vérités premières » (capitaine Maurice Tabouis, « Réflexions sur l'éducation morale de l'officier », R.M.G., 1937, I, p. 177). On pourrait multiplier les témoignages; mais à quoi bon : on nous affirme que ces pratiques n'ont pas encore complètement disparu.

IV. — EMPIRIQUES ET SCEPTIQUES.

1. — IL FAUT PARIER.

En face des « scientifiques » se dressait la tendance de ceux qui considéraient toute théorie avec un profond scepticisme sinon avec hostilité, depuis surtout que la Grande Guerre avait infligé un démenti si cinglant aux spéculations militaires.

Certes, cette attitude n'était pas forcément antidogmatique. Ainsi le capitaine Morel soutenait-il que les dogmes étaient nécessaires à la structure militaire; justes ou faux, les articles de foi maintenaient l'unité intellectuelle de l'armée (98). C'est pourquoi, l'armée française devait « comme avant 1914, construire un système de guerre qui se tienne, qui, d'après ce que l'on peut et ce que l'on sait, ne soit pas impossible à appliquer » et, ceci fait, « bannir tout doute, toute hésitation » pour laisser aux événements guerriers à venir le soin de vérifier la théorie (99). La doctrine de guerre était donc un système hypothétique, auquel les naïfs et les simples croyaient ingénument, et que les esprits subtils respectaient parce que conscients de la nécessité du pari et de l'obligation de s'en tenir à ce que l'on a parié. Plus précisément, une distinction était à faire entre les deux phases successives d'un conflit. A l'ouverture des hostilités, les forces en présence combattaient selon leurs doctrines respectives : alors, deux systèmes théoriques plus ou moins spéculatifs se trouvaient opposés; le plus cohérent et le plus rigoureux pouvait

(98) Capitaine H. Morel, « Eloge du dogmatisme militaire », R.M.F., 1924, I, pp. 388-97.

(99) *Ibid.*, p. 393.

bien emporter le morceau dès ce premier *round*. C'est ce qui avait failli arriver en 1914. Si le plan Schlieffen avait été suivi jusqu'au bout, au lieu d'être édulcoré par Moltke, la victoire aurait probablement échu à l'Allemagne, mais l'état-major allemand n'avait pas eu le courage de s'en tenir au plan qu'il s'était tracé de longue date... Par contre, si aucune décision n'intervenait au cours de la première campagne, les armées en présence entreraient dans une phase empirique : il s'agirait alors, pour les cadres, de s'adapter le plus vite possible à l'épreuve du feu; de comprendre mieux que l'adversaire la réalité tangible de la guerre...

Ainsi, en temps de paix, la doctrine de guerre était une « hypothèse, le système tactique une convention »; le proclamer, disait Morel, revenait à « les soustraire à toute critique » et, par là, à « demander et exiger une obéissance absolue à leurs prescriptions » (100).

2. — UN ART SIMPLE.

Non moins représentatifs étaient ceux qui considéraient la guerre comme un art *intuitif et empirique*. Ne leur accordons pas trop vite la palme. Le militaire est facilement « anti-intellectuel », ce qui ne le préserve pas non plus du dogmatisme.

Cette tendance est presque absente de notre analyse parce qu'elle est, par définition, quasi muette : les hommes d'action, hostiles à la théorie par tempérament ou par éducation, ne justifient pas théoriquement leur abstention; ils considèrent volontiers que le caractère, l'instinct, la connaissance des élémentaires ficelles du métier, alliés à un gros bon sens et à du sang-froid, suffisent à faire un bon chef de guerre. Leur point de vue se résume en quelques adages : « la guerre est un art simple et tout d'exécution » (Napoléon); « la guerre est le plus mouvant de tous les arts » (Pétain). Comme le disait le général Serrigny : L'art de la guerre « a, comme tous les arts, quelques règles générales qui sont éternelles, ce sont les lois universelles de l'harmonie et de la proportion. Hors de là, il n'y a que des procédés essentiellement variables selon les temps et les lieux, les armements, le moral de la troupe qu'on commande et celle qu'on attaque » (101).

(100) *Ibid.*, p. 396.

(101) Général Serrigny, *Réflexions sur l'art de la guerre*, Paris, 1921, p. 7.

Vérités un peu courtes, convenons-en; mais que dire de plus ? Le commandant de Gaulle, dans *le Fil de l'Épée* notamment, a exposé avec brio et sagacité les thèses de l'empirisme militaire et s'est élevé contre les deux tendances du dogmatisme guerrier : l'historique et la matérielle (102). A ses yeux, la guerre *est un art*, et comme telle, elle suppose, aux postes de commande, de véritables artistes, c'est-à-dire des hommes supérieurs, rebelles au conformisme des écoles et puisant dans leur génie, par le travail et la méditation, leurs propres normes. D'où son apologie de l'instinct, et ses mises en garde contre le penchant national à l'abstraction, à l'*a priori*, à l'amour de la logique qui, s'alliant à l'autoritarisme inhérent à l'armée et au dogmatisme propre à l'enseignement, fait fleurir en France plus qu'ailleurs les rigides doctrines d'école... Ironie du sort : le plan de réforme des institutions militaires qu'il proposera dans *Vers l'armée de métier* sera, en 1935, officiellement rejeté au nom de « la logique et de l'histoire », c'est-à-dire au nom des deux écoles gardiennes de l'orthodoxie (103).

*
**

En dernier ressort, la querelle sur la guerre comme art ou science en recouvrait une autre, beaucoup plus profonde, à propos de la guerre d'usure. 1914-1918 avait été la négation brutale de l'art militaire, une boucherie méthodique et aveugle qui, abandonnant la décision à une stratégie sans subtilité, avait entraîné la ruine des vainqueurs comme des vaincus. La plus noble partie du métier, l'élément de jeu de la guerre, s'y était dissoute dans la fatalité quantitative. Or ceux qui entendaient réduire le coût monstrueux des conflits armés sans verser dans aucune forme de pacifisme, aspiraient à un retour aux règles de l'art, c'est-à-dire essentiellement à la manœuvre et à l'économie des moyens. Ce faisant, ils étaient enclins à nier les « leçons de l'histoire » et les déductions de l'école matérielle.

En 1914-1918, la stratégie était tombée dans une impasse du fait de la prépondérance du *feu* sur le *mouvement*. Le char

(102) Cf. « Doctrine a priori ou doctrine des circonstances ? », R.M.F., mars 1925; « L'action de guerre et le chef », R.M.F., mars 1928; *Le Fil de l'Épée*, Paris, 1932, *passim*.

(103) Rapport fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi portant modification à la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, par Jean Sénac, Chambre, 1935, annexe n° 5410, *J.O.*, p. 1068.

et l'avion pouvaient être les instruments de manœuvres renouvelées, à condition qu'on s'émancipât des schémas anciens. La formule de l'armée de métier allait répondre à la même préoccupation de retourner aux sources de l'art.

Art militaire ou science militaire, armée de métier ou armée de conscription, stratégie offensive ou défensive, chars d'assaut ou fortifications, voilà chaque fois deux pôles dont la commune signification était : refus ou acceptation de la guerre d'usure (104). Nous retrouverons cette alternative dans les chapitres suivants.

(104) Cf. entre autres, R.M.G., 1923, I, pp. 171 et ss; R.M.F., oct. 1935, pp. 5-41; *Correspondant*, 10 oct. 1932, p. 83; Souchon, *Feue l'armée française*, Paris, 1929, pp. 164 et ss.

DEUXIEME PARTIE

Offensive ou défensive ?

I. — PREVISION D'UNE NOUVELLE GUERRE

1. — PROSPECTIVE.

La prospective militaire française a donc revêtu, entre les deux guerres mondiales, la forme d'une rétrospective. L'anticipation du conflit éventuel s'est modelée sur le dernier conflit donné. Le futur a été imaginé comme projection du passé sans devoir en être, toutefois, la répétition pure et simple. Aussi le second terme n'est-il pas entièrement réductible au premier. On n'a pas tout dit au sujet de la pensée militaire française en disant qu'elle était rétrograde. Ce jugement ne suffit pas; il n'épuise pas le problème. Nous avons déjà indiqué que la doctrine n'est pas demeurée, simplement, en l'état où elle se trouvait, à la fin des hostilités, comme le serait un boulet planté dans le sol; qu'il s'agissait d'autre chose que d'une pure inertie. Si elle est restée prisonnière du passé, c'est par des liens qu'elle avait formés elle-même. Bref, elle était largement complice et ne cherchait guère à s'évader du cadre où elle s'était enfermée.

La doctrine de guerre française de cette période, aussi pauvre soit-elle, possède tout de même un certain contenu objectif. En tant que système, elle a été astreinte à un minimum de cohérence interne, qu'il faudra exposer; comme idéologie, elle reflète des préjugés sociaux et des intérêts matériels, que nous devons dévisager sans nous contenter d'y reconnaître de loin la silhouette de la « réaction ». Pour être immobile, elle n'en possède pas moins une structure réelle et trahit des motivations subjectives comme des déterminismes économiques et sociaux, que nous chercherons à percer.

*
**

Cette doctrine de guerre dérivée de 1914-1918 n'était donc pas l'historique exhaustif de ces quatre années de belligérance : l'histoire fut déterminante sur la doctrine à travers et en vertu de « leçons », qui en étaient comme la quintessence. Ces « leçons de la guerre » composent un vague système qui possède ses articulations et que l'on peut tenter d'énoncer pour soi. Il y a là comme une trame qui sous-tend l'idéologie mais qui n'apparaît clairement comme telle dans aucun texte. La doctrine militaire française de cette époque est assez insaisissable; en dépit de son dogmatisme, elle reste en quelque sorte « visqueuse ». On en perçoit le reflet dans les règlements militaires; on rencontre ici et là, par bribes, des justifications de son « projet » faites avec une relative bonne foi; on sent une unité profonde d'inspiration dans ses recherches. Mais d'exposé cohérent et systématique, s'offrant sans masque à la discussion, point. Cette doctrine — cette idéologie — est partout sans être visible nulle part, car elle s'est élaborée dans la pénombre et n'a pas été soumise à une critique rigoureuse et lucide.

Pareil mode de production théorique n'alla pas sans conséquence. Une analyse réflexive sérieuse n'aurait pas manqué de mettre en lumière le soubassement de la doctrine, aurait du moins contribué à clarifier certains présupposés, aurait mis en relief certaines options vaguement formulées. La solidité et la validité de l'ensemble auraient pu être contrôlées. Il n'en fut rien. L'armée, empêtrée dans son dogmatisme, manquant de confiance en elle-même, ne se livra pas à ce genre d'exercice. Quant au discours des hommes politiques, parlementaires, leaders de partis, journalistes spécialisés, il est en général à son niveau le plus bas quand il s'agit de problèmes relatifs à la Défense nationale. Les intellectuels, enfin, n'ont pas pensé la guerre; ceux de gauche, par dédain envers l'armée, ceux de droite, par conformisme; l'Université, par manque d'imagination et routine académique. Rien dans ce domaine capital ne fut entrepris par la science politique française ni par une autre branche du savoir universitaire.

2. — DEUX ÉCHIQUIERS.

Le postulat fondamental de la pensée stratégique française était sans doute l'éventualité d'un conflit armé avec l'Allemagne. Un instructeur britannique à l'Ecole supérieure de Guerre en avait été frappé; à ses yeux, la définition univoque

de l'ennemi éventuel constituait l'une des clés de la mentalité militaire française. (1)

Les autres conflits possibles s'apprécient alors en France toujours en fonction de la frontière du Rhin. De relativement autonome par rapport à l'obsession du danger allemand, il n'y a, au fond, que le spectre d'un gigantesque affrontement entre l'Orient et l'Occident, ou entre Blancs et hommes de couleur. D'ailleurs, géographiquement, seule l'Indochine se trouve potentiellement menacée sur un échiquier différent de celui sur lequel se déroule la partie franco-allemande. Et là-bas, l'impuissance française est compensée par le sentiment rassurant que la France n'est pas exposée seule en première ligne, comme sur le continent européen. Face au « danger chinois », les militaires français jouent volontiers les Cassandre et prêchent la solidarité des puissances conservatrices. « Ne se battra-t-on pas un jour pour la Chine, comme on l'a déjà fait, à moins que la Chine ne mette tout le monde d'accord en soulevant le monde jaune contre le monde européen ? » se demandait aux premiers jours de 1920 le général Malleterre, dans la *France militaire*. Sur « ces vagues et immenses confins de l'Europe et de l'Asie, que la marée bolchéviste submerge peu à peu, par alternances de flux et de reflux, se prépare peut-être la guerre future qui armera les hommes de l'Orient contre les hommes de l'Occident ». (2) Ce thème, apparu au lendemain de la Révolution d'Octobre, s'amplifie lors de la crise mondiale de 1930, encore que « sur le front de la guerre des races » (3) les militaires français se sentent moins directement concernés que leurs homologues d'Outre-Manche et d'Outre-Atlantique. Ils ne verront pas non plus, dans l'agression japonaise contre la Chine, un dangereux précédent pour la paix mondiale; au contraire. Ainsi, selon la *Revue militaire française*, c'est le Japon qui est menacé en Mandchourie et il « est menacé de la même manière que l'Angleterre aux Indes, les Etats-Unis aux Philippines, la France en Indochine et la Hollande en Indonésie ». (4) L'effort japonais y est « comparable aux grandes entreprises coloniales de la France et de l'Angleterre »; comme pour ces puissances, c'est « l'œuvre de cerveaux

(1) Capitaine Wintle, « The French and ourselves », *The Fighting forces*, oct. 1934, p. 313.

(2) Général Malleterre, « Entre hier et demain; le péril asiatique », *F.M.*, 4-5 janv. 1920, p. 1.

(3) Capitaine Morel, « Empire britannique 1930 », *R.M.F.*, mars 1931, pp. 379-80.

(4) R.C., « Intérêts russes et Japonais en Mandchourie », *R.M.F.*, sept. 1931, p. 418.

créateurs, protégés par un minimum de force et servis par un minimum de bras. » (5) La mainmise du Japon sur la Mandchourie semble stratégiquement avantageuse : « Au point de vue français, nous ne pourrions que nous réjouir de voir se constituer, en bordure de la Sibérie soviétique, un état sain, paisible et fort, qui, dressant devant les entreprises bolchéviques une solide barrière, couvrira nos possessions d'Indochine, menacées par le poison moscovite ». (6) La Chine, terre promise du bolchévisme, est considérée, dans les revues militaires françaises, avec une profonde aversion mais aussi avec un certain détachement : à d'autres, ce fardeau ! Mais on ne tolère pas la campagne chinoise contre les *Traités inégaux*, qui rappelle trop celle qu'entreprend pour sa part l'Allemagne contre le *Diktat* de Versailles. Ainsi que l'écrivait la *France militaire* : « tous les traités ont été plus au moins imposés. Tous sont inégaux. La France a un intérêt capital à ne pas laisser entamer le principe du respect des traités. » (7) Si, à long terme, l'avenir de l'Extrême-Orient apparaît aux observateurs militaires sous « des couleurs sombres » (8), l'appétit du Japon ne suscite pas de crainte pour l'immédiat : ne lui faudra-t-il pas du temps, beaucoup de temps, pour « digérer 400 millions de Chinois » ? (9)



Hormis le cas de la Chine, qui ne constitue pas un danger imminent au regard des observateurs militaires français et dont on espère que d'autres se chargeront de la contenir, c'est toujours la figure hostile de l'Allemagne qui se profile à l'horizon. Pourtant, dans les revues d'état-major, ce n'est pas elle qui est objet d'investigation et d'analyse, mais la guerre. Et on ne se demande pas quelle sorte de guerre entreprendra éventuellement l'Allema-

(5) Capitaine X., « Un aspect du problème mandchou », R.M.F., janv. 1933, p. 79.

(6) *Ibid.*, p. 94.

(7) P.B., « Les intérêts français en Mandchourie », F.M., 28 nov. 1931; cf. également Pertinax in : *Echo de Paris* du 13 sept. 1929.

(8) Capitaine de vaisseau Cadart, « La situation en Chine en 1931 et 1932 », *Revue maritime*, 1934, I, pp. 14-41.

(9) A. Meynier, « La question de Mandchourie à la fin 1931 », *Revue d'études militaires*, 1^{er} déc. 1931; cf. également capitaine Girvès, « La guerre civile en Chine », R.M.F., 1927, I, p. 195; X., « La question chinoise », *Armée, Marine, Colonies*, 13 mars 1927; général Rouquerol, « L'imbroglie chinoise ou les prodromes de la guerre du Pacifique », F.M., 22 mai 1928.

gne, mais plutôt : quel sera le caractère de la prochaine guerre ? — étant entendu qu'elle mettra la France aux prises avec sa voisine d'Outre-Rhin. (9 bis)

De fait, l'Allemagne concrète est étrangement absente des travaux militaires français. Elle existe comme puissance ennemie, comme pôle négatif que l'on peut dénoncer ou démasquer, mais que l'on connaît déjà : l'*Allemagne éternelle*, l'*antithèse de la France* !

3. — LA GUERRE TOTALE.

Le premier attribut de ce conflit futur, c'est qu'il serait total. Sous l'effet de la civilisation industrielle et de la politisation progressive des masses au cours du XIX^e siècle, la guerre avait suivi une ascension hyperbolique. Celle de 1914-1918 avait marqué un point d'inflexion décisif dans cette escalade; la prochaine se rapprocherait encore plus de l'asymptote. Or un tel conflit, mobilisant toutes les énergies populaires et mettant en jeu la survie même de la nation, ne se réglerait pas en quelques batailles. Comment la décision serait-elle rapide quand tout un peuple est en armes et qu'il combat avec l'énergie du désespoir ?

Il convient de remarquer qu'arrivé à ce stade, le raisonnement s'arrêtait à mi-chemin pour opérer un virage, refusant d'envisager les conséquences et les implications de ses prémisses. *Guerre totale, guerre d'usure et de longue durée... guerre de partisans* en cas de rupture du front; la conclusion — la guerre de partisans — était escamotée. Pour l'escamoter, il était nécessaire et suffisant de *postuler l'impossibilité de percer les lignes défensives*. En fait, rien n'était plus contraire à la formation intellectuelle et morale de l'officier français que la *guerrilla*.

(9 bis) L'Allemagne concrète est cependant observée de près par le Deuxième Bureau français, mais, il faut le dire, moins dans le but de préparer une riposte que pour constituer un dossier sur le réarmement illégal allemand. Cf. Georges Castellán, *Le réarmement clandestin du Reich, 1930-1935*. Paris, 1954, 571 p.

II. — LA THEORIE DU « FEU CONTINU »

1. — CAUSES STRATÉGIQUES.

Il était entendu qu'une ligne de feu continue et infranchissable se formerait sur le front (occidental) par un phénomène de saturation. La mobilisation générale rassemblerait des masses si considérables que, eu égard aux nécessités techniques de la dispersion des fantassins en présence des armes automatiques, les troupes finiraient vite par s'étaler sans solution de continuité, face à face, d'un horizon à l'autre. Les offensives par débordement des flancs seraient vouées à l'échec, car il n'y aurait bientôt plus de flancs débordables. En effet, le moment propice à une telle manœuvre ne se présenterait, théoriquement, qu'au début du conflit, c'est-à-dire avant la concentration complète des troupes et leur étalement jusqu'à des mûles infranchissables. Une tentative de débordement du front à ce moment initial ne laisserait pas d'être décelée par l'aviation de reconnaissance, ce qui ne ferait qu'accélérer l'étirement des lignes jusqu'à ses limites extrêmes. Aussi, cette période de mouvement — dans le sens longitudinal — serait-elle le prélude à la stabilisation. Tôt ou tard, les deux armées buteraient, sur leur gauche et sur leur droite, contre des obstacles naturels et infranchissables. En d'autres termes, dans l'hypothèse d'une manœuvre d'enveloppement par l'aile droite allemande, selon le fameux schéma de Schlieffen, on reverrait la course à la mer, comme en 1914. Si la tentative de débordement s'opérait par la Suisse, alors les deux armées se donneraient rendez-vous sur les Alpes. De toute manière, après la phase mouvementée initiale, et à moins d'une attaque brusquée, il n'y aurait plus de zone découverte permet-

tant de prendre l'adversaire de flanc ou de revers ou de s'infiltrer au travers de ses positions. Un barrage étanche, bien scellé à chaque extrémité, fermerait toutes les voies d'accès. Il ne resterait plus qu'à tenter de l'enfoncer, par des poussées frontales.

Par ailleurs, dans le système de la guerre totale tel qu'on le comprenait généralement en France, la préservation de l'intégrité territoriale était un impératif stratégique autant que politique. Les forces vives du pays étant directement relatives au « potentiel » de guerre, dont les composantes (potentiel démographique, industriel, agricole, etc.) sont intimement liées au territoire national, abandonner une fraction de ce territoire revenait par là-même à abandonner toutes les ressources mobilisables qu'il détenait. L'ennemi s'empresserait d'occuper et d'exploiter pour son propre compte les régions non défendues. (10) Or les marches du Nord et de l'Est de la France étaient à la fois les plus productives et les plus essentielles à la défense du pays. Il fallait par conséquent les mettre à l'abri, les couvrir au plus près. Le front continu tendrait ainsi à se mouler étroitement sur la frontière politique.

2. — GUERRE D'USURE.

La ligne continue une fois réalisée, la longue lutte d'usure commencerait. La défense y détiendrait un avantage incomparable, dû, en premier lieu, à la tyrannie exercée par la mitrailleuse sur le champ de bataille.

Les armes automatiques étaient impropres à l'attaque car, du fait de la rasance de leur trajectoire, elles pouvaient malaisément tirer par-dessus la tête de la vague d'assaut amie; en outre, elles étaient à peu près inefficaces contre des fantassins couchés à l'abri d'un pli de terrain ou dissimulés derrière le parapet d'une tranchée. En revanche, contre un personnel avançant à découvert, elles étaient capables, même en l'absence d'un réseau de barbelés, de réaliser l'*arrêt absolu théorique* — défini comme étant l'« impossibilité matérielle, pour qui que ce soit, serait-ce un mannequin mécanique, de continuer à progresser malgré le feu ». (11) On estimait qu'une seule mitrailleuse, en flancquement, réalisait cet arrêt absolu sur 60 mètres de fauchage et sur une

(10) Cette conception n'était pas sans se rattacher à l'expérience de la Grande Guerre, au cours de laquelle on s'était disputé avec acharnement, pendant près de quatre ans, la possession de très étroites bandes de terrain.

(11) Général Challéat, « Tactique et armement », R.I., 1931, I, pp. 638-40.

longueur de 600 mètres; au-delà, la gerbe de balles était encore mortelle mais de manière moins infailible. (12) Un expert affirmait que « pour défendre efficacement un carré de six kilomètres de côté sur un terrain moyen du nord-ouest de l'Europe, montagnes et grandes forêts exceptées, il suffis[ait], en gros, de soixante mitrailleuses et de deux cents fusils-mitrailleurs, 3 000 hommes assurant le service des pièces, les ravitaillements, les sécurités et travaux nocturnes »; pour passer outre, il fallait, « au bas mot », mettre en œuvre 30 000 hommes et 260 canons, soit dix assaillants pour un défenseur et une pièce d'artillerie pour une arme automatique. (13) Tout cela, uniquement pour mordre dans le carré de la défense; les défenseurs avaient encore la ressource de se replier après le choc et de bander leur arc plus en arrière, de sorte que l'assaillant devait ensuite renouveler l'attaque, l'entretenir, l'élargir. (14) Enfin, rien que pour opérer trois brèches dans un réseau de fil de fer barbelé de 30 mètres de profondeur, on estimait qu'il fallait tirer 700 obus explosifs de 75 mm sur terrain horizontal et 900 coups en contrepente, c'est-à-dire 25 tonnes de munitions que 3 batteries mettaient deux heures à débiter. (15)

« Le feu est le facteur prépondérant au combat. L'attaque est le feu qui avance. La défense est le feu qui arrête. Ces trois phrases, écrivait le commandant Le Brigant, inscrites comme trois balles lumineuses en tête de l'un des chapitres du *Règlement d'Infanterie*, traduisent l'un des enseignements décisifs de la guerre. L'arme à feu par excellence est l'arme automatique. L'infanterie en est dotée jusqu'à saturation ». (16) Avec la rapidité de son débit, la profondeur de son champ, son efficacité en flanquement, son économie et sa robustesse, elle était considérée comme un moyen de défense parfait.

*
**

(12) *Ibid.*

(13) Capitaine Loustaunau-Lacau, « Le retour à la manœuvre », R.I., 1931, I, pp. 678-9.

(14) *Ibid.*

(15) Challéat, *op. cit.*, p. 668. Selon un chroniqueur militaire de la *Revue des deux Mondes*, proche du haut-commandement, pour « rompre d'une façon certaine la résistance offerte sur un kilomètre par un seul bataillon, bien retranché et couvert par des fils de fer », il fallait mettre en action une centaine de chars et tirer plus de 100 tonnes d'obus (***, « La paix-guerre », 15 août 1939, p. 766). Cf. égal. le discours de Jean Montigny à la Chambre des députés, séance du 13 janv. 1939, J.O., pp. 29 et ss.

(16) Commandant Le Brigant, « Progrès du feu, décadence du tir », R.I., 1931, I, p. 251, qui déplorait qu'avec cette débauche de feu, les tireurs perdaient l'habitude de viser correctement.

La grande révélation de la Grande Guerre avait été que *le feu tue* et qu'en présence du feu, l'infanterie est paralysée. Se lancer, poitrine découverte, à l'assaut de positions défendues par des mitrailleuses et protégées par des barbelés, était courir à une perte certaine. Ce barrage mortel, on ne pouvait, en principe, ni le tourner ni s'infiltrer au travers. Il était étanche. Pour passer, il fallait donc, sur un secteur du front, rompre les mailles du rideau de feu tissé par les armes automatiques.

Pendant la dernière guerre, la méthode courante avait été d'utiliser à cet effet l'artillerie. Aux pièces lourdes revenait la tâche d'aveugler les observatoires de la défense, d'interrompre ses transmissions, d'obturer partiellement les champs de tir de ses armes automatiques, de décimer et de démoraliser ses réserves; aux « tubes » légers était confié le soin de neutraliser les nids de mitrailleuses et de disloquer les réseaux de barbelés. (17) Ce travail accompli, l'infanterie pouvait bondir en avant pour « nettoyer » et « occuper » le terrain conquis, capturer les soldats ennemis cachés dans les abris ou aplatis dans les trous et les tranchées et réduire au silence, avec ses armes à feu individuelles et ses grenades à main, les nids de mitrailleuses encore actifs... Une variante consistait à pousser la *vague d'assaut* derrière un *feu roulant* d'artillerie : les batteries allongeaient progressivement le tir, selon un programme strictement minuté, de façon à ratisser systématiquement le terrain à une allure constante; derrière cette muraille mouvante de feu et de fumée — qui devait être sans faille et strictement alignée — l'infanterie d'attaque effectuait sa progression et prenait possession du terrain.

Toutefois, mille difficultés se présentaient, qui rendaient la ruée des fantassins extrêmement périlleuse et la progression générale excessivement lente. Les préparations d'artillerie provoquaient généralement la riposte de la partie adverse et dégénéraient donc en longs duels d'artillerie; d'autre part, les servants des armes automatiques s'incrustaient dans le sol, de sorte qu'un coup droit au but était nécessaire pour les mettre définitivement hors de combat et les empêcher de relever la tête au moment où l'artillerie d'attaque allongeait le tir pour permettre aux vagues d'assaut d'intervenir. Les défenseurs avaient encore la ressource de procéder discrètement à un repli tactique sur une seconde ligne de défense afin de laisser l'assaillant se lancer dans le vide et le frapper alors qu'il était vulnérable au plus haut degré. Quant au *barrage roulant*, outre qu'il exigeait une consommation

(17) Général Brossé, « La combinaison des armes », R.I., 1931, p. 453 *passim*.

phénoménale de projectiles, (18) ce moyen ne convenait pas à toutes les formes de terrain : devant un obstacle d'une certaine hauteur, il s'immobilisait momentanément; en revanche, quand il passait en contrepente, il filait trop rapidement et perdait une partie de son efficacité. Son automatisme aveugle et rigide le faisait aller sur terrain accidenté, tantôt trop lentement, tantôt — et c'était plus grave — trop vite. De plus, après les premières péripéties du combat, survenait fatalement le moment où l'infanterie assaillante se trouvait accrochée par quelque obstacle imprévu et perdait le contact du rideau de feu protecteur. (19)

A supposer qu'une brèche ait finalement été ouverte dans un secteur, il n'en résultait pas de véritable exploitation. Tant que les forces vives du pays n'étaient pas épuisées, autrement dit, tant que le défenseur n'avait pas succombé à cette lutte d'usure, la ligne continue se reformait en arrière du point de rupture. Sans compter qu'à ce jeu l'assaillant s'épuisait nettement plus vite que son adversaire, le colmatage de la brèche s'opérait avec une relative facilité, du fait que le premier était freiné dans sa progression par la lenteur de sa propre artillerie, se traînant péniblement sur un terrain défoncé par le pilonnage initial, tandis que l'armée manœuvrant en retraite disposait de lignes de communications en bien meilleur état. Il fallait encore tenir compte du fait qu'une grande offensive exigeait des délais considérables pour coltiner jusqu'à la ligne de feu les munitions nécessaires. On estimait qu'il fallait un « minimum de trois jours, dans un secteur bien équipé », pour amener à pied d'œuvre

(18) D'après une étude remarquée, parue en 1937, la neutralisation des armes automatiques en vue d'une attaque nécessitait, en l'absence de chars d'assaut, un « barrage roulant à trois étages de feux » : le barrage roulant proprement dit; des tirs de ratissage de 75, en avant; et au loin, des tirs de protection de 155, sans compter l'artillerie de contre-batterie. Densité prévue : 5 groupes de 75 et 2 groupes de 155 au kilomètre. Or le déluge de feu déversé par tous ces tubes n'excluait pas entièrement la possibilité de mitrailleuses restées indemnes et capables de stopper momentanément la vague d'assaut, lui faisant perdre ainsi le contact avec le barrage protecteur (cf. Général Brossé, « L'appui de l'infanterie par l'artillerie », R.M.G., 1937, I, p. 581 et *passim*; R.I., 1937, II, p. 371). Le barrage roulant se déplace par bonds successifs de 100 mètres; sa vitesse moyenne, *sur un front stabilisé*, est de 100 mètres en 3-4 minutes; en *guerre de mouvement*, sur un terrain facile et devant un ennemi peu ou pas organisé, il peut être de 100 mètres en 2 minutes. Densité moyenne du barrage : 2 coups par minute et par 15 mètres de front; du ratissage : 1 coup par minute (cf. *Règlement de l'infanterie*, II^e partie, *combat*, Paris, 1939, pp. 76-77, art. 180).

(19) Cf. Lieutenant-colonel Abadie, « Coopération de l'infanterie et de l'artillerie d'appui direct dans le combat offensif », R.I., 1923, I, pp. 337-59.

et stocker le tonnage de projectiles indispensable pour une action offensive de quelques heures seulement. L'attaque échouait-elle ? Un nouveau délai de trois jours s'imposait alors pour réapprovisionner l'artillerie. Réussissait-elle à progresser de cinq ou six kilomètres ? Nouveaux délais, plus longs encore, avant d'entreprendre une nouvelle action, car, en outre, il fallait rétablir les communications (20). Enfin, l'assaillant courait de très gros risques à pénétrer trop profondément par le goulot d'une brèche éventuelle. Son avance creusait une *poche* dans le front, et ladite poche prêtait le flanc à des tirs convergents ; elle risquait d'être prise en tenaille par une contre-attaque, d'être coupée, encerclée et anéantie. Autant un front continu plus ou moins rectiligne se prêtait bien à la défense en n'offrant pas de prise à une attaque de flanc, autant les colonnes progressant par le goulot d'étranglement d'une brèche étaient exposées à l'encerclement et à l'anéantissement. (21)

Dans ces conditions, il était à prévoir que les opérations consisteraient plutôt en une collision frontale, sans véritable exploitation stratégique, jusqu'à l'épuisement de l'un des belligérants. Et dans cet affrontement, c'est le défenseur qui économisait le mieux ses forces. C'est donc lui qui risquait de l'emporter.



Quant à la surprise, il n'y aurait pas grand chose à en attendre, à moins d'une agression brusquée sans déclaration de guerre. Dans les conditions normales, la surprise était annulée par une contradiction interne du système : l'indispensable canonade préparant une opération offensive alertait les troupes menacées, de sorte que ces dernières pouvaient prendre leurs dispositions pour parer au danger. D'autre part, l'engagement étant frontal, le défenseur, pensait-on, aurait « toujours assez de temps pour boucher ses trous, se refaire un centre, appuyer ses ailes. » (22) Aussi bien, jusqu'au dénouement final, l'infanterie, dotée de la puissance meurtrière des armes automatiques, demeurerait la reine des batailles. C'est pourquoi l'instruction du fantassin français visait moins à le dresser en vue de la

(20) Cf. capitaine du Jonchay, « Réflexions sur l'emploi de la cavalerie blindée », *Revue de cavalerie* (désormais : R.C.), 1936, p. 348.

(21) Cf. général Chauvineau, *Une invasion est-elle encore possible ?* Paris, 1939, p. 36 et *passim*.

(22) Capitaine Loustaunau-Lacau, R.I., 1931, I, p. 1126.

manœuvre qu'à lui inculquer le sentiment de la puissance du feu. (23) Cela explique également les habitudes statiques de l'infanterie française, dont un lieutenant-colonel révélait, en 1935, les symptômes suivants : c'était l'avant-garde d'une division se portant à la rencontre d'un adversaire lui-même en mouvement et « faisant en six heures une marche de 4 kilomètres, sans que le moindre contact ait été pris » ; c'était une autre division d'infanterie « chargée d'une mission nettement offensive », et dont les avant-gardes parcouraient six kilomètres en six heures, « sans avoir reçu un coup de fusil » ; c'était encore un régiment d'infanterie exécutant une marche d'approche de « plusieurs heures, sans rencontrer aucun ennemi, et cela dans un dispositif préconçu d'attaque » et avec un « luxe de précautions » telles qu'au cours d'une progression au ralenti de huit heures, il ne put arriver au contact « d'une flanc-garde ennemie placée à 15 kilomètres » ; c'était enfin des éléments de reconnaissance appartenant à de petites unités, « s'arrêtant au moindre coup de feu lointain, ou s'immobilisant au lieu de manœuvrer par infiltration » ; des patrouilles « piétinant sur place » et des éclaireurs dont toute l'éducation semblait « avoir été dirigée par un esprit fait surtout de prudence ». (24) A tous les échelons, cet officier de coloniale diagnostiquait la même stagnation en présence du feu, si peu nourri fût-il.

*
**

(23) Commandant Guigues, « L'instruction du soldat en vue du combat », R.I., 1931, I, pp. 159-174.

(24) Lieutenant-colonel Hurst, « L'infanterie au ralenti », R.I., 1935, I, p. 830. *Le Temps*, jusqu'à la mort de Réginald Kann (tombé alors qu'il suivait la guerre du Maroc), publia quelques bonnes mises en garde de ce chroniqueur militaire — probablement le meilleur qu'ait eu la France. Dans le numéro du 6 janvier 1924 notamment, celui-ci, analysant les *Règlements parus*, regrettait d'y voir la manœuvre sacrifiée au profit du feu : « *Tenir compte de la puissance du feu est une chose, lui vouer un culte exclusif en est une autre, et c'est dans cette dernière direction qu'on paraît s'engager sous prétexte que la mitrailleuse est une arme d'une efficacité souveraine. [...] Je le répète, à la veille de 1870, on ne tenait pas chez nous un autre langage. [...] Je crains qu'en persévérant dans la voie où on entre aujourd'hui, on ne se laisse aller petit à petit, tout doucement et sans s'en apercevoir, à revenir à la tactique de la défense passive, à celle de Mac-Mahon et de Bazaine* » (p. 2). Cf. du même auteur, « Le dogmatisme dans l'armée », *le Temps* du 31 mars 1925, p. 2, inspiré par l'étude du capitaine de Gaulle, « Doctrine a priori ou doctrine des circonstances ? », R.M.F., 1^{er} mars 1925.

Cette conception était, au fond, celle de la guerre de siège, dont on retrouve les traits essentiels : fortifications, attaques frontales précédées de longs travaux d'approche, importance déterminante du terrain, et surtout des crêtes, rôle joué par les problèmes d'intendance et de ravitaillement, mobilisation totale des populations, durée des hostilités... (24 bis)

Dans cette optique, le danger le plus grave pouvant menacer la nation était de se trouver agressée par surprise sans qu'elle eût le temps de prendre les armes et d'organiser sa défense. D'où l'importance toujours plus grande attachée par les théoriciens militaires français, à mesure que l'Allemagne devint plus menaçante, au problème de la « couverture ». Avant 1914, l'armée française du temps de paix formait le fer de lance du dispositif militaire. Il s'agissait d'une armée de première ligne, prête à entrer rapidement en campagne. Depuis la Grande Guerre, il en allait autrement. Sa mission principale était désormais de protéger les forces latentes de la nation contre une agression brusquée, surgissant à l'improviste comme un coup de tonnerre dans le ciel bleu. C'était une force de couverture derrière laquelle devait, au moment critique, s'opérer la mutation de la nation pacifique en nation armée.

3. — DIVERGENCES FRANCO-ALLEMANDES.

Remarquons que la doctrine française supposait chez l'adversaire un comportement inverse mais symétrique au sien. Les deux protagonistes étaient censés observer les mêmes règles du jeu, sauf que le rôle de l'agresseur était dévolu à l'un et celui de défenseur à l'autre. Dans les *Kriegsspiele* et *manœuvres* du temps de paix, il en allait bien ainsi : partis rouge et bleu y représentent les deux faces parallèles d'un échiquier unique. Au cours de la Grande Guerre, il en avait été de même : après une phase de tâtonnements, la dure loi du feu avait obligé les belligérants à se plier à ses exigences et à se mettre à l'unisson.

Or, il apparaissait que depuis 1919 l'armée allemande prenait une direction doctrinale presque diamétralement opposée à celle de l'armée française, et qu'elle ne se laissait guère brider, intellectuellement, par la limitation de ses moyens matériels.

(24 bis) Le lieutenant-colonel Hassler (« Le feu défensif », R.I. 1932, II, p. 514) ne recommandait-il pas de s'installer en position défensive « pour une nuit comme si ce devait être pour des mois ».

Cette contradiction théorique entre les deux armées a été relevée à maintes reprises par les spécialistes français et leur a causé de l'anxiété, alors que les divergences qui les opposaient aux Anglais ne provoquaient qu'irritation ou fureur. Un général observait en 1923 que les Allemands revenaient à la manœuvre d'aile au moment où les Français trahissaient une nette préférence pour l'attaque frontale. « Nous pouvons être assurés, ajoutait-il, que les combattants suivront la doctrine de guerre dont ils auront été nourris pendant la paix; et si cette doctrine doit faire faillite, les changements nécessaires ne pourront se produire que très lentement ». (25) Un commandant découvrait, à la lecture et à l'analyse du Règlement allemand, le fameux *F.u.G.*, que l'état-major adverse poussait à l'extrême le culte de l'offensive, culte paradoxalement aussi fort en 1923, alors que l'armée allemande était théoriquement réduite à 100 000 hommes, qu'en 1914, lorsque le Reich pouvait mobiliser en quelques heures plusieurs millions d'hommes; et cette petite armée refusait de se laisser impressionner par son dénuement en moyens d'action tels que canons, chars de combat et avions. (26) Un colonel remarquait « le sentiment offensif » qui se faisait jour dans « chaque page du règlement » allemand. (27) D'ailleurs, en 1925, le correspondant allemand de la *Revue militaire suisse* affirmait bien haut la volonté de la *Reichswehr* de cultiver l'esprit offensif et de toujours combiner la défense dans une perspective de contre-attaque. Les lacunes allemandes en moyens de combat — avions, chars, artillerie lourde — ne devaient pas entraîner une crainte de l'attaque; elles seraient compensées par une mobilité accrue, une instruction supérieure, un camouflage plus poussé, et le recours aux actions nocturnes. (28) Quelques années plus tard, le lieutenant-colonel Reboul avertissait les lecteurs du *Temps* : « L'armée allemande est orientée vers la guerre offensive. Cela ressort de l'étude de ses règlements, du thème de ses manœuvres. Elle préconise toujours l'attaque d'aile par simple ou double enveloppement, ou l'attaque à revers, basée sur une mobilité et une technicité accrues ». (29) La doctrine

(25) Général Rouquerol, *F.M.*, 20-21 juin 1923, p. 1; cf. égal. le commandant Mabile, « La doctrine militaire allemande d'après guerre », *R.M.F.*, fév. 1923, pp. 167-180, qui remarquait que le règlement allemand maintenait haut et ferme le principe de l'offensive.

(26) Commandant Pujo, *R.M.G.*, 1923, I, 804.

(27) Colonel Jeanpierre, « Doctrines de guerre allemandes », *R.M.F.*, 1924, I, p. 229.

(28) « Chronique allemande », *R.M.S.*, sept. 1925, p. 453.

(29) Lieutenant-colonel Reboul, *le Temps* du 7 sept. 1931; cf. également Cathala, Chambre, séance du 10 déc. 1929, *J.O.*, p. 4209; général

allemande privilégie donc l'action, la doctrine française la protection; la première est offensive, la seconde défensive; ici, manœuvre d'aile, là, poussée frontale; celui-ci vise, en cas de rupture du front, à s'engouffrer par la brèche, et celui-là à l'élargir... Comme l'écrivait le général Brindel en 1929 : « l'organisation de l'armée allemande est précisément l'antithèse de celle de l'armée française ». (30)

Et pourtant la doctrine française, bien qu'essentiellement défensive et connaissant quel serait l'ennemi et quelles étaient ses tendances stratégiques et tactiques, ne constituait pas une parade précise contre l'agression attendue. Elle ne prenait pas pour référence les habitudes connues et la tactique réglementaire de l'adversaire; elle était défensive *a priori* et dans l'abstrait. Elle suivait une évolution interne unilatérale. Une des raisons en est probablement que les conceptions françaises s'étaient cristallisées avant le réarmement à grande échelle de l'Allemagne. Toujours est-il que la défensive française n'a guère profité de sa connaissance des procédés en faveur chez son adversaire.

Targe, *La garde de nos frontières*, Paris, 1930, p. 82; chef de bataillon Albert Vallet, *Tendances allemandes; quelques considérations techniques et tactiques*, (préface du général Guillaumat), Paris, 1931, pp. 31 et *passim*; colonel René Altmayer, « La doctrine militaire allemande », R.M.F., 1934, II, pp. 5-32; lieutenant-colonel Armand Mermet, *Siegfried Taktik*, Paris, s.d. (1938), *passim*.

(30) Général Brindel, « La nouvelle organisation militaire », R.D.M., 1^{er} juin 1929, p. 501.

III. — LA SECURITE

1. — FOCH ET PÉTAIN.

Dans la France de Versailles, le souvenir de l'invasion allemande pèse plus lourd que le sentiment de la victoire sur l'Allemagne : l'occupation du territoire a été une plaie trop saignante pendant quatre ans, les stigmates en sont encore trop vivants, et les réparations, trop chimériques. Certes, l'« affront » de 1871 a été lavé et l'iniquité du traité de Francfort, réparée. Mais cette leçon demeure : une victoire ne rachète pas nécessairement les dommages causés par l'invasion.

La paix ! Et, en cas de nouvelle guerre, que la lutte ne s'engage plus sur le sol de la patrie !

La protection des frontières contre une éventuelle agression allemande a été officiellement soumise aux délibérations des chefs militaires français dès 1919. Était-ce déjà un premier pas en direction d'une stratégie défensive ? Devant la question ainsi posée, les chefs se divisèrent : une tendance se cristallisa autour du maréchal Foch, une autre, autour du maréchal Pétain ; et comme il n'y avait pas urgence en la demeure, les discussions durèrent une dizaine d'années. (31) Essayons d'en percevoir le sens général.

*
**

(31) Cf. général Paul-Emile Tournoux, *Haut-commandement et défense des frontières du Nord et de l'Est (1919-1939)*, Paris, 1960, pp. 13-30.

Selon Foch, la question de l'organisation défensive des frontières était d'abord prématurée : on aviserait plus tard, dans les années trente; pour le moment, le Traité de paix garantissait à la France le contrôle de la rive gauche du Rhin et des têtes de pont sur la rive droite; la meilleure défense étant l'attaque, et les conditions de succès d'une attaque étant réunies, du moins pour une décennie, du côté français, on n'avait pas à se préoccuper du reste. Au demeurant, était-il possible et souhaitable de délibérer de précautions à prendre pour prémunir la France contre une invasion allemande sans définir du même coup une politique militaire globale ?

Du côté Pétain, on reconnaissait que la meilleure protection de l'intégrité du territoire national consisterait à porter la guerre sur le sol ennemi. Mais cela n'excluait pas un minimum de précautions défensives; d'autant plus que l'occupation de la Rhénanie par la France et ses alliés ne serait pas éternelle : elle viendrait même à échéance dans un délai assez rapproché. Il importait d'en tirer parti pour effectuer des études et des travaux défensifs, longs à mener à bien, et dont il convenait d'échelonner autant que possible les coûts d'investissements...

Le point de vue de Pétain était certainement le plus « à la page ». Celui-ci estimait, en accord avec les leçons de la guerre et avec l'opinion publique, que la préservation de l'intégrité du territoire national représentait pour la France un minimum de sécurité qu'il fallait lui assurer en tout état de cause. Et de recommander l'établissement d'un *front continu* que l'on organiserait dès le temps de paix au plus près de la frontière menacée.

A cela, Foch rétorquait que l'inviolabilité de la frontière était un dogme nouveau; que la construction de fortifications permanentes ôterait toute souplesse au plan d'opérations, essentiellement contingent; et que de tels travaux seraient trop dispendieux pour que la nation pût supporter, de surcroît, un gros effort budgétaire en faveur de l'Armée proprement dite: la modernisation de l'armement en pâtirait. En outre, était-il bon de rassurer pleinement l'opinion publique ? Une barrière fortifiée lui donnerait une fausse sécurité, diminuerait sa vigilance. La frontière militaire de la France ne coïncidait pas avec sa frontière politique : elle était sur le Rhin. Sur cette ligne de défense naturelle, qui formait un obstacle difficile à franchir et impossible à contourner, la France détenait un gage solide. C'est là que devait être sanctionnée toute velléité allemande de menacer la France. Aux termes du Traité, celle-ci possédait en Rhénanie un droit de garnison jusqu'en 1935. Ensuite, lorsque l'occupation

française viendrait à échéance — et peut-être serait-elle prolongée *sine die* ? — la zone comprise entre le fleuve et la frontière française resterait néanmoins démilitarisée, en vertu de ce même Traité. C'est là-bas que la guerre devait, le cas échéant, être portée. (32)

**

En 1920-1922, aucune majorité ne se dégagait du sein de l'aréopage militaire; deux conceptions de la guerre et de la paix se heurtaient de front, deux tempéraments aussi. Le pouvoir civil, au lieu de trancher pensa sortir les délibérations militaires de l'impasse où elles s'enfonçaient en les plaçant plus strictement sur le terrain technique. Réservant le problème d'une définition d'ensemble de la stratégie française pour les années à venir, le Gouvernement demanda aux grands Chefs de donner leur avis sur le meilleur moyen d'assurer à la France une protection efficace de ses frontières nationales.

**

Du même coup, on se rapprochait légèrement des thèses de Pétain. Le débat n'en fut pas plus aisé pour autant : aussitôt qu'on fût sorti du domaine des généralités, les deux conceptions se heurtèrent à nouveau.

L'hypothèse d'une invasion allemande étant prise comme base de travail, fallait-il chercher à *endiguer* ou à *canaliser* le flot de l'ennemi ? La tendance Foch, représentée par le général Guillaumat, penchait pour la seconde solution, c'est-à-dire pour un réseau de places fortes forçant l'agresseur éventuel à suivre un corridor déterminé le long de la route d'invasion : obligé de défiler entre certains points stratégiques, il deviendrait

(32) Cependant Foch nourrissait des doutes sérieux quant à la possibilité pour les Français de garder la ligne du Rhin sans détacher la Rhénanie, militairement et politiquement, de l'Allemagne. « La neutralisation des provinces rhénanes, disait-il en 1919, [...] n'empêche aucunement l'Allemagne de se saisir la première du passage du Rhin. Or, une fois le fleuve franchi, le problème pour elle est résolu. Pour les Français et pour les Belges, la perte du Rhin équivaut à celle d'une grande bataille. Il ne leur reste plus qu'à se replier sur leurs frontières, qui sont mauvaises, qui ne peuvent arrêter l'invasion. » Cf. Raymond Recouly, *Le mémorial de Foch; mes entretiens avec le maréchal*, Paris, 1929, pp. 200-201.

particulièrement vulnérable à une contre-attaque par une manœuvre de flanc. (33) Ainsi, on se réserverait à soi-même une bonne liberté d'action; le plan d'opérations pourrait faire appel à la surprise et au mouvement; les places fortes, échelonnées en profondeur, serviraient aussi bien à soutenir une offensive en territoire ennemi qu'à monter une contre-offensive à l'intérieur du périmètre national.

Ces conceptions étaient rejetées par Pétain et par ses collaborateurs qui se faisaient une image beaucoup plus *terrienne* de la guerre. (34) Le terrain sur lequel on aurait éventuellement à se battre n'était pas pour eux un élément neutre, un simple support logistique. Il ne s'agissait pas tant, dans leur esprit, d'organiser une défense vigoureuse *sur* le sol national que de préserver *ce sol* sacré contre les ravages de l'ennemi potentiel — le territoire national étant moins le lieu que l'objet des combats. (35)

On le voit, le nœud du débat était essentiellement normatif : importait-il, au premier chef, de défaire l'ennemi, quitte à le laisser pénétrer chez soi pour mieux le frapper, ou bien la

(33) Sur toute cette question, cf. général Tournoux, *op. cit.*, pp.19 et ss.; cf. aussi lieutenant-colonel Reboul, *le Temps* du 5 nov. 1929, p. 3.

(34) Philippe Pétain avait la réputation d'être de tempérament foncièrement défensif. En décembre 1918, Clemenceau confie à Barrès : « Pétain ? On ne pouvait pas continuer la guerre sans lui, et il ne pouvait pas finir la guerre » (Maurice Barrès, *Mes cahiers*, t. 12, Paris, 1949, p. 7.) Paul Reynaud écrira de lui, un peu abusivement : « docilement suivi par les ministères de la guerre successifs, [il] imposa à la France victorieuse l'armée défensive de la France vaincue en 1870 » (Paul Reynaud, *Mémoires*, t. 2, Paris, 1963, p. 459). Le général Gamelin lui fait porter la même responsabilité (*Servir*, t. 1, Paris, 1946, p. 94). Il est intéressant de noter qu'un proche du maréchal, le général J.-M. Bourget, a cherché à démentir la réputation de Pétain « défensif », cf. *Revue de Paris*, 1^{er} janvier 1931, pp. 57-69.

(35) En 1921 déjà, la balance penchait en faveur des conceptions de Pétain. La commission de l'Armée de la Chambre des députés déclarait officiellement que « le dogme de la frontière inviolable ne peut plus être discuté » (Rapport Fabry, J.O., annexes Chambre 1921, p. 1721). Ce « dogme » fut légalement sanctionné par la loi du 9 juin 1927 sur l'organisation générale de l'armée, qui affirmait à son article Premier : « L'organisation militaire du pays a pour objet essentiel la sauvegarde de l'intégrité du territoire national » (Chambre, 1927, J.O., p. 1785; cf. aussi Annexe n° 4877 à la séance du 13 juillet 1927, et Annexe n° 4827 à la 2^e séance du 20 mars 1931, Chambre; cf. aussi *le Temps* du 20 mars 1924); le général Gamelin, commandant désigné de toutes les forces armées, reconnaissait explicitement ce principe devant le Comité permanent de la défense nationale, quelques mois avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale : « Le maintien de l'intégrité du territoire est essentiel au début d'une guerre » (procès-verbal de la séance du 5 décembre 1938, cité in Gamelin, *Servir*, II, p. 373).

défense nationale avait-elle comme impératif catégorique de prémunir le pays contre les horreurs d'une nouvelle invasion ?

2. — GUERRE ET POLITIQUE.

Cette contradiction se retrouve à la Chambre, dont le premier débat militaire de l'après-guerre se cristallisa autour de cette antithèse : *la France devait-elle avoir l'armée de sa politique ou la politique de son armée — la politique de ses possibilités militaires ?* (36)

Ce genre de dilemme est sans doute l'aboutissement logique de la joute oratoire de type parlementaire; mais par delà cette question de forme, l'alternative ne laissait-elle pas sous-entendre qu'il existait en fait une contradiction entre les moyens et les objectifs de la politique extérieure ? entre les forces armées et les tâches qui leur étaient assignées ? Car, dans l'abstrait, les deux termes sont également vrais et ne devraient pas être opposables. Clausewitz, d'ailleurs, avait pris soin d'affirmer simultanément les deux axiomes : « *La guerre doit correspondre entièrement aux intentions politiques et [...] la politique doit s'adapter aux moyens de guerre disponibles.* »

Remarquons encore que, dans l'abstrait, on ne saurait dire où se loge la plus forte agressivité. S'agissant d'une grande puissance, la proposition : « *Ayons la politique extérieure de nos possibilités militaires* » n'est-elle pas plus lourde de conséquences que l'inverse ? De fait, pour la Troisième République victorieuse mais épuisée, ce fut là le slogan de la gauche pacifique et : « *il faut avoir l'armée de sa politique* », celui de la droite. Du moins jusqu'en 1935, date à laquelle la course aux armements étant lancée à fond, ce mot d'ordre perdit toute signification par manque d'élasticité dans les possibilités françaises.

La contradiction se réduisait, dans les années 1920, à peu près à ceci : *un ajustement entre les objectifs politiques et les moyens militaires étant nécessaire*, fallait-il y parvenir en portant, comme le voulaient les partis de droite, l'effort militaire à la hauteur des ambitions extérieures; ou bien fallait-il réduire, comme le demandait la gauche, les engagements extérieurs au

(36) Cf. Chambre, 25 février 1920, J.O., pp. 307 et ss. Cf. également général Fonville, « L'armée d'une politique », F.M., du 8 fév. 1921; Paul Reynaud, Chambre, 26 janvier 1937, J.O., p. 168; Weygand, in *Documents diplomatiques français*, t. 2, p. 457; Jean Fabry, « La défense nationale », R.M.G., janv. 1938, p. 21.

niveau de ce que tolérerait l'opinion ? Selon les uns, la réduction du service militaire à douze mois était inéluctable pour des raisons de politique intérieure et il fallait en tirer les conséquences logiques. A l'inverse, Foch, dans un article anonyme mais où sa griffe était reconnaissable, proposait un service militaire de durée variable, établi annuellement en fonction des besoins : on estimerait périodiquement les effectifs requis en fonction de la situation stratégique et, recensant la classe en état de porter les armes, on en déduirait son temps de service sous les drapeaux. (37) N'était-ce pas tirer la conséquence logique du concept : « avoir l'armée de sa politique » ? Dans le climat de la France d'alors, était-ce réaliste ?

3. — UNE NOUVELLE INVASION ?

Dès l'Armistice, la réduction de la durée du service militaire et l'allègement du fardeau des dépenses d'armement sont à l'ordre du jour. Ce n'est pas que le pays ait une confiance sereine en l'avenir, en la solidité de la victoire. Mais il est pris d'une grande lassitude.

« Nous n'avons pas vécu la dernière des guerres » s'exclame, en novembre 1919, l'organe des Pères jésuites (38). Une autre revue catholique déclare : « il y aura encore des guerres ». (39) « Le sentiment est général », note un capitaine, « que la paix actuelle n'est qu'une simple suspension d'armes et que la guerre est plus ou moins proche » (40); et un général : « L'espoir d'avoir vécu la dernière guerre aura été le rêve d'un jour ». (41) Dans *le Temps*, Eugène Lavissee s'émeut : « Après que l'on a cru fermement et dit et répété que cette guerre serait la dernière, après qu'on a consolé les deuils par cette certitude, on commence à prévoir et à redouter la guerre pour demain, pour après-demain, pour toujours ». (42)

(37) ***, « L'armée qu'il nous faut », R.D.M., janvier 1921, pp. 5-15; la paternité de cet article était un secret de polichinelle; on reconnaît d'ailleurs Foch immédiatement à son style. Cf. JRUSI, 1927, p. 284.

(38) ***, « Essai sur la crise de l'autorité », *Etudes*, nov. 1919, p. 160.

(39) Général X., « D'une guerre future; comment elle se présentera, comment y parer », *Correspondant*, 25 janv. 1920, p. 268.

(40) Capitaine Glasson, *La guerre future*, Paris-Neuchâtel, 1922, p. 7.

(41) Général Duval : *préface* à : B.A.R., *L'armée nouvelle et le service d'un an*, Paris, 1921, p. 5. Cf. aussi général Maitrot, *La prochaine guerre*, Paris, 1921, pp. VI-IX, ainsi que R.M.S., 1920, p. 149 (chronique française); R.M.F., 1921, I, p. 320.

(42) *Le Temps*, 17 avr. 1920.

La *Revue militaire générale*, dans sa première livraison (août-septembre 1919), ne se faisait pas d'illusions : « En somme, écrivait-elle, [l'Allemagne] demeure une nation unie de 70 millions d'âmes; elle conserve ses instruments de travail et la possibilité de réparer rapidement ses pertes. En Orient, le contre-poids russe n'existe plus, et nous, nous restons avec nos régions dévastées, nos industries ruinées, notre frontière ouverte comme en 1815, nos 38 millions d'habitants, avec, comme sauvegarde, des arrangements internationaux. Qui oserait nous garantir la permanence de ces engagements conclus d'enthousiasme un soir de bataille ? [...] C'est langage courant, un peu dans tous les milieux, qu'une guerre de revanche est inéluctable, et qu'elle se produira dans cinq ans peut-être, peut-être dans dix, en tous cas avant quinze. » (43)

Le danger de guerre n'est pas écarté, l'Allemagne ne restera pas désarmée, cela, l'opinion publique le saisit. Et pourtant, la plupart des électeurs, qui envoient siéger à la Chambre, en novembre 1919, une majorité nationaliste, se prononcent en même temps pour un service militaire réduit. Sur ce point, les socialistes et les radicaux donnent le ton, tandis que leurs adversaires de droite ne cherchent visiblement qu'à freiner le mouvement, à mener une action d'arrière-garde. Car la campagne électorale de 1919 se fait sous le signe d'une victoire à la Pyrrhus. Dans les circulaires envoyées à tous les foyers de France par les différentes listes de candidats, sur les affiches collées aux murs des villes et des villages, dans les réunions publiques, c'est partout la même litanie : la patrie est épuisée, meurtrie, au bord de la ruine. Un million et demi de morts; plus de cinq cent mille mutilés; des centaines de milliers de veuves et d'orphelins; 225 milliards de dettes; la destruction quasi complète de plusieurs départements... (44)

(43) R.M.G., août-sept. 1919, p. 57. Cf. encore J. Bainville, qui prédisait en 1920 : « Une grande Allemagne seulement blessée, attachée par des liens qui sont fragiles et qu'elle supportera plus mal d'année en année, [...] voilà ce qui dominera, et de très haut, toute l'Europe » (« La petite Entente ou le jeu de 32 cartes », R.H., sept. 1920, p. 373.

(44) Cf. Chambre des députés, annexe au procès-verbal de la séance du 28 juillet 1920 : Rapport fait au nom de la Commission chargée de réunir et de publier les programmes et engagements électoraux des candidats aux élections législatives de novembre 1919 (dite du *Barodet*), par Louis Marin, député, Paris, 1924, 1029 p. (*passim*). Cf. encore L. Marcellin, *Politique*, Paris, 1924, p. 9 (14 nov. 1918); Georges Guy-Grand, *Le conflit des idées dans la France d'aujourd'hui*, Paris, 1921, pp. 203 et ss; Charles Millet, « La situation fautive de l'officier... », R.H., mai 1926, p. 201.

Devant ce lourd passif, on réclame simultanément ces deux choses contradictoires : une armée réduite et une attitude inflexible envers l'Allemagne. Entre les deux, il faudra bientôt choisir.

*
**

Un temps, on put croire que le problème de la sécurité française se réglerait plus ou moins de lui-même, par la décomposition politique du Reich; qu'il suffirait, à l'occasion, de serrer sur le nœud coulant des réparations pour asphyxier l'adversaire terrassé. On s'aperçut, lors de l'aventure de la Ruhr, que le capitalisme anglo-saxon aussi bien que le bolchévisme russe interdisaient à la France de trop miser sur une telle politique. La France bourgeoise se voit confrontée à une pénible contradiction : l'Allemagne ruinée et affamée, c'est la mort du débiteur ou sa collusion certaine avec les Soviets; l'Allemagne reconstruite, c'est de nouveau, à plus ou moins long terme, l'inégale concurrence sur les marchés extérieurs, et le rapport des forces inéluctablement changé sur le Rhin.

Ces contradictions éclatent dans la *France militaire*. « L'Allemagne, réduite par la perte, définitive ou temporaire, des pays rhénans, polonais et silésiens, plus disloquée qu'elle ne le paraît [...], ne peut, ni maintenant, ni plus tard, faire produire à son sol toute l'alimentation qui lui est nécessaire. Tout lui manque à la fois [...]. La crise est à la fois alimentaire et industrielle : avant de pouvoir travailler, il faut manger », y claironnait le général Malleterre, en janvier 1920. Il poursuivait ainsi : « Que les Alliés prennent les mesures possibles pour ravitailler nos ennemis et leur donner le moyen de reprendre ainsi le travail et de payer leurs dettes, soit ! Mais, quant à nous apitoyer sur les enfants boches qui, dans quelques années, seront des hommes prêts à foncer de nouveau sur nous, non ! Le crime des pères est sur leurs têtes : qu'ils expient, à défaut de repentir ! » (45) Ce qui n'empêchait pas ce même général d'insister, à quelques jours d'intervalle, sur la nécessité d'une grande union occidentale comprenant la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, en vue de « conjurer le danger de l'Est »; le bolchévisme, avertissait-il, « fermé à l'Ouest par la Pologne, au Pacifique

(45) Général Malleterre, « En paix avec nos ennemis », F.M., 11-12 janv. 1920.

par le Japon, conserve une dangereuse voie de pénétration en Chine »; c'est là, concluait-il, « l'énigme de demain ». (46)

Un correspondant militaire des *Etudes* prédisait non moins stérilement la revanche des vaincus, la formidable coalition des peuples de l'Est :

« Faut-il rappeler que la France dépeuplée [...] va se retrouver en présence d'un bloc german surpeuplé et uni, par notre permission spéciale ? Or déjà l'on sait sur quelles bases nous organisons l'armée allemande — et non pas, hélas, les armées des Etats allemands — armée de métier, armée de cadres. Et les esprits les plus divers s'accordent pour admettre que ce peuple tenace, même tributaire, accroîtra sa richesse économique; même officiellement désarmé, cultivera l'esprit guerrier, et reprendra obstinément son plan de domination universelle. [...]

Sera-ce alors le triomphe facile d'une poignée de guerriers sur des peuples infestés de pacifisme ? Ou bien une migration plus effroyable encore de millions de Russes et de Jaunes encadrés par les Germains ? » (47)

Ces invasions, c'est sur le Rhin qu'on les arrêterait. Mais le Rhin, combien de temps le garderait-on ? « Une affirmation, écrivait le général Malleterre : le péril de la patrie finit au Rhin. Un souhait, une espérance : on y restera ! parce que les Allemands, heureusement, ne pourront pas, qu'ils le veuillent ou non, exécuter intégralement les conditions de paix. Et déjà, le fait de ne pas livrer les coupables, précédant celui de ne pas livrer les milliards, nous fait espérer que c'est Foch qui a raison. » (48)

La *France militaire* fait campagne, au nom de la sécurité, en faveur de l'occupation de la Ruhr. Il faut que l'Allemagne éprouve dans sa chair sa défaite militaire car, après quatre années d'affreux combats, « le peuple allemand est le seul pour sourire encore à la guerre. Chez lui, écrivait le général Fonville, la manie belliqueuse est congénitale; il l'a dans le sang. L'effroyable épreuve de 1914-1918 ne l'en a point guéri; il est

(46) Général Malleterre, « Le péril asiatique », F.M., 4-5 janv. 1920 et du même, « Le péril oriental », F.M., 18-19 janv. et 25-26 janv. 1920.

(47) X., « Essai sur la crise de l'autorité », *Etudes*, nov. 1919, pp. 160-161.

(48) Général Malleterre, « Le Rhin... où finit seulement le péril de la patrie », F.M., 8-9 fév. 1920. Cf. égal. général Malleterre dans *le Temps* du 12 janv. 1919, p. 3 : « Le front du Rhin doit rester un front militaire, tant pour la garantie des conditions de paix que pour barrer le passage à une nouvelle invasion : celle du bolchévisme ».

incurable; il n'est justifiable que de la camisole de force. Qu'on le maîtrise donc une bonne fois ! Qu'on le montre à genoux ! Qu'on prouve à la face de l'univers qu'il existe plus fort que lui, et aussitôt, tout rentrera dans l'ordre, *ipso facto*, sur la surface du globe ». (49)

L'Allemagne se redresse. « Malheur ! Quatre ans de boucherie, 1 400 000 morts, la dévastation de dix de nos départements, un fardeau économique qui nous écrasera pendant on ne sait combien d'années », voilà le bilan de la guerre. « Et c'est ainsi que, après sa victoire, la France se retrouve plus saignée, plus ruinée, plus endettée, accablée plus longtemps que ne se trouva la France de 1871, après sa défaite. » (50)

L'Allemagne prépare d'ores et déjà sa revanche; elle attend son heure; il faut la devancer ! « Militariste comme elle est restée, dans le sang, dans les moelles, et au surplus, maniaque de revanche, jamais l'Allemagne ne se soumettra pleinement aux exigences de désarmement telles que les formule le traité », écrivait, quelques mois plus tard, le même général. « Elle rusera, elle camouflera et, toutes les fois qu'on voudra y regarder de près, on la trouvera en flagrant délit. Or, le Traité nous confère le droit de conserver le Rhin tant qu'une quelconque de ses clauses demeurera en souffrance. Cela peut déjà mener loin. Mais il y a un complément en perspective. La Ruhr forme bastion avancé à l'aile gauche de notre ligne du Rhin. Que nous l'occupions et cette ligne se trouve consolidée au point de devenir inviolable. Que nous l'occupions, et l'Allemagne non seulement se voit privée de sa grande houillère et de sa grande fabrique de canons, mais elle perd une place d'armes précieuse d'où, le cas échéant, elle pourrait lancer, comme prélude d'une agression plus générale, une attaque brusquée à effet débordant [...]. L'Allemagne, on aura beau faire, ne désarmera pas, c'est au-dessus de ses forces. Alors ? Alors, tôt ou tard [...] nous y entrerons, dans la Ruhr. Quand nous y serons, restons-y. Et nous respirerons ! » (51)

*
**

(49) Général Fonville, « Vœu pour 1921 », F.M., 3-4 janvier 1921.

(50) Général Fonville, « L'Allemagne se redresse », F.M., 11-12 janvier 1921; voir également une remarquable étude du lieutenant-colonel M. Andriot, « L'Allemagne du Rhin en 1921 (juillet-août 1921) », *Correspondant*, 10 déc. 1921 ainsi que général Nudant, « A Cologne, après l'Armistice », *Revue de France*, 1^{er} janv. 1926.

(51) Général Fonville, « Notre sécurité est la Ruhr », F.M., 10-11 mai 1921.

Lorsqu'en janvier 1923, les troupes françaises entreprennent enfin cette occupation tant souhaitée, il leur est donné de mesurer *de visu* la vitalité de l'Allemagne, sa prodigieuse force potentielle, au-delà des faiblesses présentes. Le général Lavigne-Delville en tirait, en juin 1923, cette désagréable leçon : « Ce qui fait la force d'une nation — armée ou non, guerre ou paix, — c'est sa *population*, sa *puissance industrielle* et sa *discipline*. Sur deux de ces points, l'Allemagne nous est incontestablement supérieure. Nous avions espéré, sur le troisième point, *discipline*, que l'établissement du régime républicain vaudrait à l'Empire une crise d'assimilation, génératrice de faiblesse. Il n'en a rien été, semble-t-il, et la discipline nationale, du moins d'après ce que nous en voyons dans la Ruhr, est restée intacte ». (52) Le danger allemand ne se dissipera pas de longtemps pour la France; il existera « tant que la race germanique sera plus prolifique que la nation française, son paysan plus habile à tirer d'une terre ingrate un rendement supérieur, son ouvrier plus laborieux, plus discipliné, moins exigeant que l'ouvrier français, tant que ses industriels, ses financiers, seront plus audacieux, moins scrupuleux aussi, que les industriels et les financiers de chez nous ». (53) Le 10 novembre 1923, au surlendemain du putsch manqué de Hitler à la *Bürgerbräukeller*, le général Fonville poussait encore son cri de guerre :

« Il ne nous est pas désagréable de voir l'Allemagne [...] secouée, agitée, tourmentée. C'est la preuve qu'elle souffre et il est bon qu'elle souffre. Elle n'a pas connu, chez elle, les horreurs de la guerre; elle n'a pas des industries en ruines; des villes et des villages en miettes; des régions dévastées. Qu'elle subisse, à présent, dans sa propre maison, les conséquences de la guerre — cette guerre qu'elle a voulue — ce n'est que justice.

Et c'est salutaire. Car, à ce prix seulement, elle se pénétrera du sentiment de sa défaite — cette défaite que durant longtemps elle a si effrontément niée. [...]

Le Rhin ! Restons-y, restons-y et consolidons notre armée. De toutes les mesures que nous pourrions prendre pour nous garer des gestes dangereux de l'Allemagne, il n'y en aura jamais pour valoir celles-là.

Même si les menées de Ludendorff et de Hitler ne

(52) Général Lavigne-Delville, « Inquiétudes militaires », F.M., 16 juin 1923. Voir aussi : ***, « Dix semaines dans la Ruhr », *Correspondant*, 10 sept. et 10 nov. 1923; également général Mangin, « Lettres de Rhénanie », *Revue de Paris*, 1^{er} avril 1936.

(53) Général Lavigne-Delville, *Inquiétudes militaires*, Paris, 1924, pp. 153-4.

réussissent pas cette fois [...], elles sont pour nous une leçon qui montre que nous devons toujours les prévoir et être à même de nous en protéger. Le Rhin est et restera toujours notre meilleur moyen pour cela ». (54)

Quinze jours plus tard, le général levait les bras au ciel : « Il est invraisemblable que cinq ans, juste, après l'armistice de Rethondes, l'Allemagne soit redevenue un danger pour la paix. C'est ce qui a lieu pourtant » ! Et il montrait la masse du peuple allemand « tombée dans une apathie qui la prédispose à se rallier à tout pouvoir personnel qui fera briller à ses yeux un rayon d'espoir ». (55)

4. — LA COUVERTURE ?

Potentiellement, cette Allemagne humiliée et tourmentée se révélait plus puissante que la France. Celle-ci ne possédait à l'égard de sa rivale qu'un avantage temporaire. Le colonel Romain, brillant observateur de la scène germanique, (56) avertissait en pleine occupation de la Ruhr :

« [...] l'inflation du mark n'est pas la seule dont se sont avisés nos voisins : il y a aussi l'inflation de l'armée. [...] La plupart se figurent que la tentative de revanche, pour ardente qu'elle soit, est encore à échéance lointaine et que le soin d'y parer incombera à la génération future. [...]

On objecte que [l'Allemagne] ne voudra jamais risquer de porter la guerre sur son propre territoire et que, tant que nous tiendrons la Ruhr et même seulement la Rhénanie, nous pouvons être tranquilles. Voire. [...]

Ne nous illusionnons pas non plus sur la sécurité que nous garantit le Rhin. C'est un bon atout, certes; mais ce n'est pas un palladium à toute épreuve. L'obstacle a été franchi par surprise ou de haute lutte à toutes les époques et il peut l'être également de nos jours où l'armement moderne facilitera le passage [...].

Au reste, pour juger du degré de confiance où en est

(54) Général Fonville, « Les convulsions du Reich », F.M., 10 nov. 1923. Le lendemain, 11 novembre, la *France militaire* publie un long article, assez bien documenté, sur le putsch de Ludendorff et Hitler. Cf. encore F.M. du 16 nov. 1923 et 12 fév. 1924.

(55) Général Fonville, « Gare à l'Allemagne », F.M., 24 nov. 1923.

(56) Le colonel Romain donna plusieurs articles remarquables dans la R.H. Signalons en particulier une excellente étude relative à l'occupation franco-belge dans la Ruhr : « L'œuvre de la régie franco-belge des chemins de fer », janvier 1925, pp. 233-40.

venue l'armée allemande, il suffit de jeter un coup d'œil sur ses nouveaux règlements. Ils ont pour base non pas l'armée de 100 000 hommes que prescrit le Traité, mais une armée possédant les effectifs, l'armement et l'équipement de l'armée d'une grande puissance militaire moderne. On y fait évoluer des divisions pourvues d'un matériel supérieur à celui que nous prévoyons pour les nôtres. [...]

Tous ses règlements sont empreints d'un esprit offensif et qui ne dénote guère le sentiment de l'infériorité. On y préconise non seulement la tactique d'enveloppement qui était là-bas la panacée universelle d'avant-guerre, mais aussi la percée frontale, que ni les Moltke ni les Schlieffen n'avaient osé envisager.

Il n'est aussi que de remarquer la façon dont s'est haussé le ton des grands chefs [de l'armée allemande] ! » (57)

Rares furent ceux qui préconisèrent de tirer parti, à fond, de ce provisoire avantage stratégique. Le jeune député Paul Reynaud prit, à cet égard, une position en flèche; selon lui, pour une durée de quinze à vingt ans, correspondant à la relève des générations et à la durée légale de l'occupation en Rhénanie, la République victorieuse n'avait pas sujet de craindre sérieusement une invasion de son territoire; c'est à faire exécuter le traité qu'elle devait concentrer ses efforts. Bref, il fallait à la France, pour la période présente, non pas une armée de *couverture*, mais une armée d'offensive capable de frapper « vite et loin » pour étouffer dans l'œuf toute velléité allemande de se soustraire aux clauses de Versailles; une armée en mesure d'intervenir sur-le-champ pour contraindre les vaincus à honorer leur signature, faire payer les échéances des réparations; une armée organisée enfin pour intervenir à longue distance afin de tendre la main aux jeunes Etats d'Europe centrale et orientale, en cas de menace contre le *statu quo* territorial de l'Europe. (58)

Ces thèses n'étaient pourtant point sans failles; elles supposaient expressément le maintien du service armé à deux ans et reposaient sur une surestimation du rôle de la cavalerie montée. Plus réaliste, à ce point de vue, était ce capitaine G... qui, dans la *Revue militaire générale* d'août 1921, se prononçait en faveur d'une « armée à mobilisation rapide, capable de

(57) Colonel Romain, « La menace militaire allemande », R.H., nov. 1923, pp. 181-187.

(58) Paul Reynaud, « Avons-nous l'armée de nos besoins ou l'armée de nos habitudes ? », R.H., juil. 1924; « Le rêve de la sécurité », *ibid.* juin 1924; « Sommes-nous bons Européens ? », *ibid.* juin 1925.

mettre hors d'état, avant sa mise en garde, une nation plus lente à mobiliser »; selon le capitaine G..., le début d'un prochain conflit se caractériserait par l'entrée en lice de petites armées; la France devait donc se préparer à une guerre courte tout en prévoyant la possibilité d'une guerre de longue durée. Or l'armée du service obligatoire et universel était mal adaptée à cette fin; ce qu'il faudrait à la France, c'était une armée composée de 100 000 hommes de métier, mécanisée et couverte par un réseau de fortifications...

Les idées de Paul Reynaud ont pu prendre, après 1945, un air réaliste et même prophétique; elles étaient en fait utopiques une vingtaine d'années auparavant, et nous ne les évoquons que pour marquer une limite extrême, un *nec plus ultra*.

L'Allemagne ne peut songer pour le moment à envahir la France, reconnaissait un officier anonyme dans la *Revue Hebdomadaire*, en mars 1922; il lui faudrait de longs délais pour mobiliser ses forces et, à cause de l'occupation de la Rhénanie, elle ne pourrait effectuer sa concentration que profondément à l'intérieur du pays. D'où la question : Pourquoi ne pas en profiter pour nous constituer une solide armée permanente qui, renforcée d'une ou deux classes de réserve, serait en mesure d'envahir en quarante-huit heures le territoire ennemi, d'arrêter sa mobilisation et d'obtenir avec le minimum de pertes la solution du conflit éventuel ? Pourquoi ne pas nous orienter vers la guerre-éclair ? — La chose est malheureusement irréalisable, concluait-il très raisonnablement. L'opinion publique française répugnerait à ces « méthodes prussiennes »; de plus, militairement parlant, le succès de l'opération serait rien moins que certain. « Les quelques centaines de mille hommes que la France serait capable de lancer ainsi dans un pays de 70 millions d'individus seraient bientôt débordés, et l'expérience prouve que les attaques disproportionnées et insuffisamment alimentées, après de gros succès au début, s'éteignent d'elles-mêmes devant une résistance même infime ». (59)

Le commandant de La Rocque avait, lui aussi, donné son avis sur la sécurité du pays; et il ne pensait pas non plus que la France pourrait facilement dicter sa loi à l'Allemagne. En 1919, il avait été frappé par deux phénomènes concomitants et

(59) Nous ne connaissons pas l'auteur de cet article, dont les thèses anticipent étonnamment sur celles du futur colonel de Gaulle, capitaine en 1921.

(59) ***, « La réorganisation de l'armée et la durée de service », R.H., mars 1922, pp. 390-92; cf. également : ***, « La question de l'armée française », *Correspondant*, pp. 514-516.

apparemment contradictoires : d'une part, on voyait se constituer de nombreux groupes d'anciens combattants, ce qui démontrait, selon lui, la vitalité du sentiment militaire français; mais, d'autre part, l'opinion publique française marquait, en général, une profonde aversion à l'égard du service militaire obligatoire. Par conséquent, il fallait trouver une formule stratégique qui réponde à cette double tendance et qui ne soit ni entièrement défensive ni absolument offensive. La France ne pouvait se permettre d'orienter radicalement son armée vers la défensive et courir ainsi le risque de laisser détruire une partie de son territoire; mais, « sous prétexte que la meilleure mise en garde est encore d'attaquer », elle ne pouvait pas non plus risquer toute sa puissance, « en un coup de dé, sur le territoire d'un voisin agressif et turbulent ». L'idée sous-jacente, mais exprimée de manière un peu confuse, était une division du travail entre une *armée de milices* et une *armée de métier*. Le pays, fatigué des charges militaires mais avide de sécurité, entreprendrait des troupes territoriales pour la défense des frontières; les nationalistes ardents, quant à eux, trouveraient à s'engager dans un corps expéditionnaire préventif et répressif. (60)

De manière analogue, le général Mangin souhaitait recruter une importante *armée noire* grâce à laquelle on donnerait satisfaction au courant d'opinion en faveur d'un service armé à très court terme; puisant dans son réservoir colonial, une France de 40 millions d'habitants seulement, à faible natalité et à service réduit, serait tout de même capable de tenir en respect 70 millions de Germains prolifiques et militaristes ! (61)

La situation troublée des colonies et l'insurrection riffaine allaient dissiper ce rêve.

*
**

Mais au lieu de couper l'armée en deux, ne serait-il pas plus judicieux d'en répartir les tâches dans le temps : la France

(60) Commandant de La Rocque, « Le retour à l'armée », R.H., août 1919, pp. 3 et ss.

(61) La campagne du général Mangin en faveur d'une utilisation massive des contingents indigènes date de 1910 mais elle ne donna pas de résultats immédiats. Pendant la Grande Guerre, c'est progressivement que l'on fit appel au recrutement colonial : d'abord pour suppléer, dans les usines, les travailleurs mobilisés; finalement, pour combler les vides causés dans les unités combattantes par les batailles d'usure. Les colonies françaises proprement dites (à l'exclusion de l'Afrique du Nord)

posséderait, jusqu'à une certaine date, une armée à caractère offensif; ensuite, elle se mettrait sur la défensive? « Jusqu'à une année X, tant que nous monterons la garde au Rhin, écrivait dans la *France-militaire* un lieutenant-colonel, la guerre ne peut se produire que si nous la jugeons nécessaire; alors, nous prenons l'offensive, et probablement au plus vite; après cette année X, c'est l'Allemagne qui recommence sa garde au Rhin — c'est-à-dire la préparation d'une nouvelle invasion des Gaules; c'est l'Allemagne qui, probablement, entamera les hostilités, tandis que nous serons tout d'abord réduits à la défensive ». (62) Pour la première phase, il fallait une armée mobile et manœuvrière, « ce que nous n'avons pas »; pour la seconde, une armée résistante, arrêtant l'ennemi sur un front organisé.

L'occupation de la Rhénanie était prévue par le Traité de Versailles pour une durée de 15 ans : jusque vers 1935. C'est à cette date qu'était communément fixé le passage de l'offensive à la défensive. (63) Une quinzaine d'années de répit donc.

fournirent plus de 250.000 combattants sur les champs de bataille de la métropole; 40.000 d'entre eux y perdirent la vie. Un décret du 30 juillet 1919 envisagea l'utilisation systématique des contingents d'A.O.F., levés par tirage au sort, le temps de service pour les numéros sortants étant fixé à 3 ans; les recrues non incorporées devaient rester à la disposition de l'armée active pour une durée équivalente. Cependant, des considérations économiques et sociales empêchèrent de recruter d'importants contingents en A.O.F. : 23.000 indigènes en 1920; 13.000 en 1926; 16.395 en 1937. Au 1^{er} mars 1940, il y avait en Métropole, aux armées, 70 000 Nord-Africains et 20 000 indigènes coloniaux; 30 000 autres indigènes Nord-Africains et 55 000 indigènes coloniaux étaient à l'instruction ou en cours de transport vers la Métropole. Cf. Société des Nations, *Annuaire militaires 1923-1939*; R. Lassalle-Séré, *Le recrutement de l'armée noire*, thèse, Fac. de droit de Toulouse, Paris, 1929, 229 p.; Gamelin, *Servir, op. cit.*, III, p. 242. Voir encore : lieutenant-colonel de Thomasson, « Les bases de l'armée future », R.H., nov. 1919; capitaine Marchand, « La vocation coloniale de la France », R.M.F., mars 1929.

(62) Lieutenant-colonel A..., F.M., 29-30 avril 1921.

(63) Cf. par exemple Robert Duché, *Un plan de guerre contre l'Allemagne; étude stratégique*, Paris, 1929, qui prévoyait un plan de guerre offensif jusqu'en 1935, défensif ensuite. En fait, par suite de l'adoption du service d'un an (1928) et de l'évacuation anticipée de la rive gauche du Rhin (1929-1931), le tournant eut lieu, en ce qui concerne les plans de mobilisation français, en mai 1929; jusqu'à cette date, ils sont offensifs, à partir de 1929, défensifs (cf. Tournoux, *op. cit.*, pp. 332-41). Le tournant s'esquissa dès juin 1926 par suite des événements de Syrie et du Maroc qui mobilisèrent environ 230.000 hommes en dehors de la Métropole; il fut atténué par le fait même de l'occupation du Rhin; il s'agissait, alors, pour l'armée française, de tenir sur une ligne naturelle qu'elle contrôlait déjà — le Rhin —; de ce point de vue, il s'agissait déjà d'une stratégie défensive.

« L'Allemagne, épuisée, ne peut pas, d'ici à 15 ans, songer à faire la guerre », affirmait Raiberti, le 26 août 1919 à la Chambre des députés; (64) et le colonel Fabry reconnaissait qu'au-delà de cette période, c'était l'imprévu : la Commission de l'armée qu'il présidait, s'était « refusée à voir au-delà de l'occupation du Rhin », avouait-il en 1922 à ses collègues. « Elle a dit : Je bâtis mon système sur cette occupation. Cette occupation est valable pour 15 ans. Je me refuse à voir plus loin. ». (65) Or la date de l'évacuation de la Rhénanie coïncidait avec l'entrée dans l'armée des classes creuses, celles nées entre 1915 et 1920 et qui étaient déficitaires de 50 % environ par rapport aux classes d'âge normales. Pénible coïncidence qui fixait à l'avance la période 1935-1940 comme devant être la plus favorable pour une tentative de revanche allemande.

5. — B.A.R.

Il est temps d'examiner un manifeste paru au début de 1921, lequel exposait, comme on le constatera ci-après, un programme de politique militaire très analogue à celui qui sera effectivement adopté, plus ou moins consciemment, dans les années ultérieures. Il s'intitulait : *L'armée nouvelle et le service d'un an* et était signé des initiales B.A.R., avec une préface du général Duval. Certains crurent qu'il s'agissait d'un écrit socialiste. Le titre choisi semblait, en effet, le placer à la suite du fameux essai de Jaurès : *L'armée nouvelle*. D'ailleurs, le manifeste de B.A.R. se présentait comme une mise à jour, au vu de l'expérience de la Grande Guerre, des thèses du grand orateur socialiste. La S.F.I.O., du moins son aile droite, faisait alors campagne en faveur d'un service militaire réduit à 12 mois; B.A.R. préconisaient la même mesure, de sorte qu'on crut deviner, derrière ces initiales, la présence de Boncour, Auriol et Rognon. Le 28 mars 1922, Paul-Boncour évoqua ce texte au Palais Bourbon en démentant la paternité des socialistes, tout en déclarant qu'il se ralliait personnellement aux conceptions qui y étaient exposées. En fait, ajoutait-il à l'adresse d'André Maginot, ministre de la

(64) Chambre, J.O., 1919, p. 4005.

(65) Chambre, séance du 2 mars 1922, J.O., p. 594-5; cf. égal. Fabry, in *Revue de Paris* du 1^{er} janv. 1921, p. 8.

(66) Cf. l'intervention de Paul-Boncour à la Chambre, le 28 mars 1922, J.O., p. 1187; cf. aussi : Paul Bénazet, Chambre, 10 mars 1922, J.O., p. 743.

guerre, ce petit livre « a été écrit par des officiers qui sont beaucoup plus près de vous que vous ne pouvez le supposer, ce qui prouve que les idées que je défends à la tribune au nom du Parti socialiste ne sont pas étrangères à l'esprit et au cœur de beaucoup d'officiers, et des plus hauts placés dans la hiérarchie militaire ». (67) Ces officiers supérieurs de l'entourage du ministre Maginot ne devaient sans doute pas être des sympathisants socialistes : il s'agissait vraisemblablement d'officiers traditionnalistes et catholiques, car leur texte fut d'abord inséré dans le *Correspondant*, où les anonymes B.A.R. tenaient alors rubrique. (68) Mais c'est précisément cette circonstance qui en fait tout l'intérêt. Pour la première fois étaient exposées, et avec une grande clarté, les thèses qui s'attacheront plus tard au nom de Maginot et auxquelles se rallieront la majorité des parlementaires et des militaires français.

En ce qui concernait la stratégie, les conceptions de B.A.R. s'inspiraient directement de l'expérience de 1914-1918; on en réaffirmait les leçons essentielles : guerre d'usure, nation armée, fronts continus. En ce qui concernait les rapports entre la nation et l'armée, B.A.R. préconisaient vigoureusement l'abandon des anciennes mœurs militaires.

« L'armée vivant de sa vie propre, en marge des autres citoyens, avec une justice spéciale, des procédés spéciaux, un matériel spécial, un langage spécial, l'armée séparée de la nation et constituant un organisme complet, à part, et qui se suffit à lui-même, est condamnée. Ne doit demeurer en temps de paix, comme permanence militaire, que ce qui est indispensable pour protéger la mobilisation du pays. Tous les services qui existent dans la nation en temps de paix et qui sont susceptibles de se mobiliser sur eux-mêmes n'ont aucun besoin d'une représentation permanente dans l'armée active et peuvent être constitués de toutes pièces au moment du besoin.

Il faut se faire à cette idée que la permanence militaire du temps de paix est nécessairement incomplète et qu'elle représente, non pas une armée, mais un organisme d'éducation et de protection momentanée au début de la mobilisation. » (69)

(67) *Ibid.*

(68) Avant de paraître chez Plon (Paris, 1921, 154 p.) le texte de B.A.R. parut dans le *Correspondant* du 25 janvier (pp. 193-222), 10 février (pp. 383-424) et du 25 février 1921 (pp. 657-684) sous un titre moins Jauressien : « Organisation militaire; aspirations nationales » et sous une forme un peu abrégée et avec des variantes sans grande importance.

(69) « Cité » par Paul-Boncour, dans son discours du 14 mars 1922, *loc. cit.* La « citation » est en fait un résumé, par Boncour des pages 17 à 84 du livre de B.A.R., fidèle à l'esprit du texte.

Au niveau du plan de guerre, la France, selon B.A.R. se préparerait à passer progressivement de l'*offensive* à la *défensive*. Vis-à-vis de l'Allemagne, l'organisation militaire française devait « permettre *immédiatement* la contrainte; éventuellement et pendant *quatre ou cinq années*, l'intervention partielle, rapide et temporaire, pour souligner une décision du gouvernement; et enfin, *définitivement*, la défense et la garde de notre sol et de tous nos gains ». (70)

Le premier point est une allusion à l'occupation de la Ruhr, attendue et espérée dans les milieux militaires, en 1921 déjà; le second point du calendrier correspond à la phase « occupation de la rive gauche du Rhin »; le troisième, à l'évacuation de la Rhénanie. Simultanément, une réduction progressive de la durée du service obligatoire était prévue : la France conserverait d'abord le maximum de forces en vue de l'intervention escomptée; au cours de la seconde étape, elle abaisserait la durée du service militaire; enfin, elle instaurerait le service d'un an et se retrancherait derrière une formidable « muraille de Chine ». Effectivement, en 1923, lors de l'expédition de la Ruhr, le service de deux ans sera encore en vigueur; en 1924, il sera abaissé à dix-huit mois; en 1928 il sera réduit à un an, et à cette date sera décidée la création de la Ligne Maginot et promise, par anticipation, l'évacuation de la rive gauche du Rhin.

Voici comment B.A.R. entrevoyaient ces trois phases successives :

« L'Allemagne, aujourd'hui faible et désorganisée, emploie la force d'inertie pour ne pas payer ses dettes. Devant la carence des gouvernements de l'Entente, elle devient de plus en plus hardie; ses réclamations sont quotidiennes et ses refus constants. Nous sommes fatigués des conférences et de leurs conclusions négatives. Il nous faudra peut-être bientôt songer à cette solution militaire de l'après-guerre, dont on parle depuis trop longtemps. Si elle doit s'exécuter, ce sera sous la forme d'une vaste opération de police, menée par nos troupes, telles qu'elles sont, et avec les ressources dont elles disposent par le jeu normal des lois en vigueur.

Cette même Allemagne cherche et cherchera plus encore dans l'avenir, à nous créer des difficultés extérieures. Pour recruter des alliés, pour briser des barrières qui la gênent, pour s'annexer des peuples que leur misère nous rend hostiles, elle ne reculera devant aucune combinaison. Même après qu'elle aura commencé à payer,

(70) B.A.R., p. 15; cf. également l'analyse du manifeste de B.A.R. dans la R.M.F., 1923, I, p. 170.

même après que nous aurons pris des gages et que nous l'aurons obligée à des contrats précis, entraînant des sanctions, elle fomentera contre nous les pires intrigues, et il faudra que nous soyons assez forts pour lui faire craindre des représailles, chez elle.

Enfin, nous n'avons ni l'intention, ni les moyens de l'empêcher de se relever économiquement; nous devons souhaiter, au contraire, qu'elle redevienne prospère : un créancier n'est jamais fâché de voir se rétablir les affaires de son débiteur. Mais si l'Allemagne se relève; si elle redevient l'usine colossale et à grand rendement que nous avons connue; si, par une propagande intense et habilement conduite, elle se refait des clients avec des alliés, elle reprendra son esprit ambitieux et agressif d'avant la guerre. Elle regrettera les concessions faites, l'argent payé, les matières premières fournies, et cherchera, par une revanche bien préparée, à rentrer en possession de ses richesses. Il faudra qu'à ce moment, nous soyons si forts, si solidement organisés défensivement, si résolus à garder tout ce que nous aura donné notre long effort qu'elle hésite devant les mesures prises par nous, et que, si elle décide de passer outre, même avec des alliés nombreux, elle se heurte à un mur inébranlable, où elle vienne se briser pour toujours. » (71)

B.A.R. se plaçaient exactement dans l'axe de l'opinion publique, cherchant à concilier ces deux exigences inconciliables de la bourgeoisie française victorieuse : jouir de la paix la plus sereine et lever un extravagant tribut de guerre. A l'instar de la majorité des dirigeants, ils pensaient échapper à la difficulté en la rejetant sur les épaules de la génération suivante :

« Eh bien ! ce que nous voulons, ce que veut l'immense majorité des Français sortis enfin de la tourmente, c'est la paix, la paix sûre, garantie, solide, qu'aucune menace ne vienne troubler, qu'aucune alerte ne rende précaire, au moins pendant vingt ans. Dormir tranquillement, sans craindre de catastrophe au réveil, travailler avec la certitude d'un avenir fructueux, regagner patiemment par un effort de tous les jours que rien ne vienne interrompre, la prospérité, le bien-être et le calme que nous avons connus avant la guerre : voilà ce que nous voulons, industriels, commerçants, bourgeois de toutes les classes, travailleurs de toutes les catégories. Nous ne convoitons pas de territoires nouveaux en Europe, et notre domaine colonial nous suffit.

Nous voulons vingt ans de paix. Après quoi nous verrons [...]. Chaque génération conduit ses affaires au

mieux des circonstances. La nôtre a arraché le pays à la mort. Elle veille sur sa convalescence et parfait son œuvre en réclamant pour lui la sécurité et le calme, qui sont les conditions de son retour à la santé. Après quoi elle aura joué son rôle. Ne prévoyons pas au-delà. » (72)

Au fond, les auteurs ne semblent pas se faire beaucoup d'illusions; leurs propos ne reflètent pas un optimisme très solide. Le révisionnisme allemand leur paraît inéluctable; ils devinent qu'aucun problème ne sera résolu au moment de la relève des générations, mais à quoi bon y penser ?

« Amenés à souhaiter la réorganisation industrielle de l'Allemagne afin d'en tirer notre dû, nous sommes bien forcés de convenir que si elle redevient prospère, elle prendra conscience de sa force, et cherchera par tous les moyens, y compris la guerre, à éluder des obligations qui l'engagent pour 42 ans. Des circonstances dont nous ne sommes responsables qu'en partie, font que la Russie se rapproche de nos anciens ennemis, et que son hostilité à notre égard croît de jour en jour. La barrière orientale que nous avons élevée à grands frais reste précaire, et les petits Etats qui la composent ne s'entendent pas toujours entre eux. Notre sœur latine est souvent boudeuse, et la Grèce est contre nous. Enfin, et bien que les événements du passé aient divisé le monde en deux groupes ennemis qu'un danger nouveau remettrait face à face, même contre la volonté de certains des peuples qui les composent, aucune alliance formelle ne nous lie à l'Angleterre et à l'Amérique. [...]

Il est possible que nous ayons à lutter contre toute l'Europe continentale coalisée : c'est une hypothèse d'un noir pessimisme, mais il suffit qu'elle existe pour que nous l'envisagions. [...]

En résumé, c'est une vaste opération défensive que nous voulons monter, et qui consiste à mettre le territoire national à l'abri d'une agression, d'où qu'elle vienne et si forte qu'elle soit. » (73)

En conséquence de quoi, B.A.R. émettaient le vœu de voir ériger, tout au long des frontières du Nord et de l'Est, une « carapace inviolable », une « muraille de Chine [...] pourvue de tous les perfectionnements modernes, étayée de positions de deuxième et de troisième ligne, où chaque pouce de terrain constituera une forteresse dont la conquête coûtera des milliers

(72) *Ibid.*, p. 26.

(73) *Ibid.*, p. 28.

d'hommes, et où les machines de guerre protégées et le personnel dilué dans d'immenses espaces, n'offriront aux coups de l'ennemi que des objectifs insaisissables; champ de bataille repéré en tous ses points, où la zone de mort sera continue, et où les défenseurs invisibles en tous ses points interdiront toute progression. » (74)

B.A.R. pressentaient bien que la réconciliation avec l'Allemagne était improbable et que la France, à plus ou moins longue échéance, trouverait devant elle un formidable adversaire. Foch ne disait pas autre chose : « Le contrôle militaire inter-allié ne peut rien donner. Ce n'est qu'une apparence. On ne saurait empêcher un peuple de 65 millions d'habitants de développer et d'épanouir ses forces ». (75) Aussi bien n'était-ce pas sur ce point que les avis divergeaient, mais sur les conséquences à en tirer. La politique de Foch consistait à imposer à l'Europe l'obligation de rester indéfiniment en armes, toujours alertée pour fondre sur l'Allemagne au premier signal. Elle reposait de plus sur cette illusion que l'Angleterre pourrait être progressivement amenée à garantir la frontière de la Vistule en même temps que celle du Rhin.

B.A.R. avaient mieux saisi la subtilité des rapports franco-britanniques : possibilité pour le Quai d'Orsay de mener, jusqu'à un certain point, une politique non conforme aux intérêts anglais, mais obligation de ne jamais s'en éloigner trop, pour ne pas briser les liens naturels unissant les deux pays. Ils laissaient entendre que la France, pour autant qu'elle prît la précaution de mettre le droit de son côté, pourrait, dans l'éventualité d'une guerre franco-allemande, escompter d'entraîner l'Angleterre, et partant, l'Amérique, à ses côtés, en dépit d'elles-mêmes. En organisant défensivement ses frontières, en se préparant à résister seule contre plus fort que soi pendant une douzaine de mois, la France préserverait sa vocation naturelle à devenir une tête de pont inter-alliée.

« Un conflit armé sera obligatoirement dans l'avenir ou bien mondial, ou tout au moins continental, à cause des intérêts enchevêtrés liant indissolublement entre eux les groupes de pays qui ne peuvent être ennemis ou neutres sous peine de disparition. La France, par sa situation géographique et politique, se trouve l'avant-garde, sur le continent européen, d'une coalition inter-alliée : sans la coopération de l'Angleterre, il ne faut pas se dissimuler que la lutte est impossible, comme d'ailleurs l'Angleterre ne peut se dissimuler qu'en cas de conflit européen, sa

(74) *Ibid.*, p. 30.

(75) Recouly, *Le mémorial de Foch*, op. cit., pp. 200-210.

neutralité équivaldrait à un suicide, malgré tous les intérêts commerciaux engagés. La France constitue une tête de pont qui doit garder son territoire intégralement, non seulement à son profit, mais encore au bénéfice de renforts qui sont séparés d'elle par une mer ou un océan. » (76)

Le défaut de la cuirasse n'avait pas entièrement échappé aux trois auteurs : en attendant l'aide massive de ses alliés naturels, la France cumulerait, du fait de sa position défensive, une infériorité numérique absolue — 40 millions de Français contre 60 à 70 millions de Germains — et une infériorité stratégique relative sur le point de l'attaque — dispersion d'une défense linéaire face à la concentration de l'assaillant. Pour la France, la pierre angulaire de son système de défense devait être le facteur temps. Gagner du temps serait son maître mot. Il fallait que le feu continu, étayé par des fortifications solides préparées de longue date, offre une résistance assez durable pour permettre une totale mobilisation du peuple et des industries. Ceci fait, il fallait être en mesure d'attendre, pendant à peu près une année, l'arrivée des contingents alliés.

(76) B.A.R., p. 33; *Correspondant*, 25 janv. 1921, p. 208.

TROISIEME PARTIE

Le matériel : chars et avions

I. — LES CHARS

1. — UNE ARME STRATÉGIQUE ?

On trouve — c'est du moins notre thèse — à la base des conceptions militaires anglaises, françaises et plus tard allemandes, un choix fondamental et quasi instinctif en faveur, ici d'une guerre rapide, là d'une guerre longue; choix tributaire d'une certaine manière de penser le passé et d'imaginer l'avenir; choix plus ou moins conditionné par la géopolitique, le caractère des institutions militaires; mais choix qui allait se révéler, en fin de compte, justifié ou condamné devant l'histoire selon que l'avion et le tank imposeraient inexorablement ou non, le jour venu, un rythme très intense aux opérations militaires. Ce n'est pas tant pour avoir méconnu les armes motorisées que l'armée française a préparé, de 1919 à 1939, une guerre lente. C'est plutôt pour avoir parié sur une guerre longue et lente qu'elle fut amenée à négliger leur vitesse virtuelle. Nous verrons comment l'armée française fut incitée à parier dans ce sens et au prix de quelles contradictions. Ne croyons cependant pas qu'elle « ignore » tout bonnement les chars. C'est à juste titre que la *Revue d'infanterie* notait en 1934 : « Depuis quinze ans, il n'est pas de matériel de guerre qui ait provoqué autant d'études, d'expériences, d'anticipations et même de réalisations que les chars de combat. » (1)

*
**

(1) Perré, « Chars et anti-chars », R.I., 1934, II, p. 21.

Les engins à chenille, on le sait, étaient apparus pendant la guerre des tranchées et ils avaient considérablement contribué à la victoire alliée en permettant à leurs détenteurs de briser le système défensif allemand et de réaliser la percée.

Il faut cependant remarquer qu'avant 1940, il n'était pas évident que les chars de combat avaient ouvert, à la fin de la Grande Guerre, une nouvelle ère dans l'évolution de la stratégie. On pouvait fort bien, dans les années vingt et trente, reconnaître le rôle déterminant qu'ils avaient joué dans l'obtention de la victoire alliée, sans conclure nécessairement qu'ils en auraient un pareil dans le futur. L'apparition des tanks devant leurs tranchées avait été, pour les fantassins allemands de 1917-1918 une effrayante surprise; ils avaient été stupéfaits par cette arme inédite à laquelle ils n'avaient rien eu à opposer.

Toutefois, depuis l'Armistice, le tank n'était plus un secret pour personne et l'effet de surprise ne pouvait se répéter. Certes, il était interdit à l'Allemagne vaincue de posséder des chars, en vertu du Traité de paix : avantage stratégique certain pour la France, mais combien artificiel ! Outre-Rhin, on réussirait à la longue à tourner les interdits. De plus, sur le plan tactique une parade au blindé serait forcément trouvée un jour ou l'autre. Les chars opposés aux chars s'annuleraient réciproquement. Pire : suivant la lutte séculaire du canon et de la cuirasse, ils seraient éliminés du champ de bataille par des engins anti-chars, jusqu'à ce jour lointain où le pendule, revenant une troisième fois au même point, redonnerait provisoirement l'avantage à l'engin cuirassé.

Même sans verser dans la fausse dialectique du canon et de la cuirasse, on pouvait estimer que le tank, après avoir joué un rôle stratégique déterminant, ne conservait plus qu'une simple valeur tactique. Cet engin n'était-il pas un produit historique de la guerre d'usure ? La guerre d'usure, poussée à fond était une monstruosité; le blindé avait permis de terminer celle de 1914-1918 avant l'épuisement total et réciproque des belligérants. Sur le moment, l'arme avait causé un coup de surprise qui ne se reproduirait plus. Demeurait toutefois sa fonction de soupape de sûreté du système. S'il était vrai que les chars remettaient partiellement en cause la stratégie du front continu, ils en assuraient également la survie : en permettant d'en surmonter les contradictions internes. Telle paraît avoir été, au fond, la conception dominante en France, à laquelle s'en opposait une autre, d'origine anglaise : voyant dans le tank un facteur destiné à ruiner complètement le modèle de 1914-1918.

Donc, *guerre d'usure intégrale* malgré l'invention du tank

pour les uns; *guerre d'usure rénovée* par le tank pour les autres; *guerre d'usure abolie* grâce au tank pour les troisièmes.

La première de ces conceptions repose sur une vision schématique de l'histoire et ne mérite pas qu'on s'y arrête, sauf pour dire que dans les controverses militaires courantes, la seconde thèse a pu ainsi usurper la position avantageuse de « moyen terme » entre deux théories extrêmes. Ceci dit, voyons les postulats de la doctrine « française ».



Le problème essentiel qui s'était posé, au cours de la Grande Guerre, était, nous l'avons déjà noté, la tyrannie impitoyable de la mitrailleuse sur le champ de bataille. Il était, certes, possible, en faisant intervenir l'artillerie, de réduire au silence les mitrailleuses ennemies avant de monter à l'attaque; il était, par contre, plus difficile de les anéantir de manière certaine. Sous le feu, les armes automatiques se cachaient, s'enfouissaient dans le sol et se protégeaient tant bien que mal. Allez savoir si on les avait repérées et atteintes toutes ! Rustiques, elles supportaient bien les chocs; peu encombrantes, elles se laissaient facilement camoufler. Généralement, nombre d'entre elles sortaient indemnes du déluge de feu et profitaient de l'accalmie précédant la ruée des vagues d'assaut pour se remettre en position de tir. Après être restés tapis dans un trou d'obus ou dans un abri pendant que les canons se déchaînaient sur eux, les mitrailleurs relevaient la tête au moment où l'artillerie allongeait le feu pour permettre aux fantassins amis d'avancer. Ces derniers devaient par conséquent « fouiller » et « nettoyer » le terrain avant de l'occuper effectivement. Opérations qui se révélaient d'ordinaire très longues et très coûteuses. Nous en avons déjà parlé.

Le même genre de difficultés se posait si on poussait les vagues d'assaut derrière un « feu roulant » d'artillerie. L'infanterie d'attaque qui effectuait sa progression à l'abri du rideau mobile de fer et de fumée, était obligée de respecter, par crainte des éclats d'obus, une marge de sécurité, et là aussi, les mitrailleurs rescapés profitaient de ce décalage pour reprendre leur poste et tirer à bout portant sur les assaillants avançant, poitrine découverte. Ils pouvaient également, de loin, lancer des rafales continues à travers le rideau de feu et de fumée qui s'approchait d'eux, avec de bonnes chances d'atteindre les fantassins

qui suivaient. Or une résistance sporadique, un incident quelconque, suffisaient à rompre le contact entre la vague d'assaut et son bouclier mobile — qui respectait un horaire rigide. L'attaque entreprise dans ces conditions était extrêmement coûteuse. (2) Par contre, si on employait des tanks, ces terribles difficultés tactiques étaient levées : grâce à leur carapace, ils pouvaient s'avancer jusqu'à l'extrême lisière des éclatements d'obus et neutraliser, par leur propre feu, les nids de mitrailleuses encore vivants; en outre, écrasant les réseaux de barbelés mieux et plus vite que ne le faisaient les tirs de l'artillerie, ils frayaient la voie aux fantassins qui prenaient ainsi, sans trop d'accrocs, possession du terrain conquis. Engins d'accompagnement de l'infanterie, ils constituaient de la sorte une arme qui mérite le qualificatif de *tactique*.

*
**

Mais il existait concurremment, avons-nous dit, une conception qui répudiait les enseignements de la guerre d'usure. Elle prévoyait une utilisation des tanks que nous qualifierons de *stratégique* car elle leur assignait comme tâche de remplacer les longues préparations d'artillerie ou les feux roulants. Concentrés à l'improviste sur un secteur donné du front, employés en masse, ils avaient mission de bousculer d'emblée le dispositif adverse, de réaliser la percée ou d'envelopper les ailes ennemies et, passant aussitôt à l'exploitation, de désorganiser les arrières sans laisser à la défense le temps de se ressaisir. Des Britanniques se firent les avocats enthousiastes de cette doctrine; la *Wehrmacht* s'en inspirera ensuite et mettra le modèle au point. Polonais et Français, préparés à un autre type de guerre, en verront chez eux la brutale application.

2. — DIVERGENCES.

En 1923 déjà, la *Revue d'Infanterie* était amenée à constater que, de part et d'autre du Déroit, les travaux théoriques sur les chars de combat prenaient des orientations diamétrales-

(2) Pour une bonne description du « nettoyage » du terrain par une infanterie progressant derrière un barrage roulant, cf. lieutenant-colonel Bouchacourt, *Essai sur la psychologie de l'infanterie*, Paris, 1933, p. 57.

ment opposées. (3) Les Britanniques envisageaient la construction en série de petits tanks sommairement protégés, légèrement armés mais, en revanche, très rapides : une cavalerie légère mécanisée cherchant sa protection dans la vitesse, et destinée à remplir les missions traditionnellement réservées à la cavalerie du temps jadis. Les Français faisaient tout le contraire. Leurs préférences les orientaient vers les engins fortement cuirassés, peu manœuvriers mais particulièrement aptes à lutter aux côtés de l'infanterie.

Comme l'écrivait justement en 1931 le capitaine Loustaunau-Lacau dans sa chronique des armées étrangères : « les Français travaillent toujours à la cuirasse, les Anglais à la vitesse. [...] Char anglais égale char à emploi stratégique; char français égale char à emploi tactique ». Et il ajoutait, de manière significative : « Tant que la mitrailleuse est la reine de la bataille, n'est-ce pas dans cette dernière voie qu'il convient de travailler ? » (4) Argument spécieux, car la conception anglaise du char tendait précisément à mettre fin au règne absolu de la mitrailleuse. Un autre spécialiste français distinguait de même entre la « mobilité stratégique » et la « mobilité tactique » des chars et déclarait, conformément aux idées reçues dans son pays, qu'il ne fallait « pas hésiter » à sacrifier la première au profit de la seconde. (5)

L'état de la technique favorisait cette divergence entre l'*emploi stratégique* et l'*emploi tactique* des blindés. Souvenons-nous que l'industrie automobile était alors en pleine adolescence, ce qui fait que les spécialistes des tanks ne pouvaient manquer de se lancer dans des spéculations et des anticipations téméraires au sujet d'une arme qui en était tributaire. Puisque les tanks étaient liés au progrès des véhicules à moteur, ils bénéficieraient

(3) Lieutenant-colonel Gemeau, « Les tanks dans l'armée britannique. Le passé, le présent et l'avenir », R.I., 1923, I, pp. 520-35. Cf. également commandant Pingaud, « Etude sur la sûreté et le combat », R.M.F., 1923, II, p. 79; T..., « L'armée anglaise et ses grandes manœuvres », R.M.F., 1926, I, p. 409. A partir de 1927, l'opposition entre les conceptions britanniques et françaises est une vérité banale. Cf. entre autres, colonel Alléhaut, « Motorisation et conceptions militaires britanniques », R.I., nov. 1927; capitaine Perré, « L'évolution du char de combat en Angleterre », R.I., mai 1928; v.B., « Zweck und Ziel der Mechanisierung des englischen Heeres », *Deutsche Wehr*, 11 déc. 1929; capitaine Grisolli, « Kampf-wagenverwendung, — Grund der englischen und französischen Kampf-wagenvorschrift », *Militär-Wochenblatt* (dorénavant : Mil-W.) 25 avril 1931.

(4) Cf. R.I., 1931, I, pp. 199-200.

(5) Commandant Balland, « Le cuirassement et la protection des véhicules de combat », R.I., 1931, I, p. 571.

forcément d'améliorations techniques; mais dans quelle direction l'évolution se ferait-elle ? Elle fut posée sous forme de dilemme au lieu d'être conçue harmonieusement : *vitesse* ou *puissance* ?

Les querelles d'école contribuèrent certainement à cette polarisation et les passions combattives des militaires semblent s'être données libre cours dans ce débat. Mais le char de combat plus que les autres véhicules à moteur, combinait deux variables contradictoires pour un nombre de chevaux-vapeurs donné : la *charge utile* et la *mobilité*. Fallait-il amincir la cuirasse et alléger le « tube » afin d'obtenir la plus grande vitesse possible, ou bien, au contraire, utiliser la force motrice de l'engin pour lui faire porter de préférence une armure épaisse et un gros canon ? Certes, pour un moteur donné, toute une gamme d'appareils étaient concevables suivant une combinaison appropriée de ces trois paramètres : le calibre de la pièce d'artillerie, l'épaisseur du blindage et la vitesse kilométrique du véhicule. Toujours est-il que les Anglais manifestèrent une nette propension pour la solution « vitesse », et que les Français se déclarèrent, en général, pour la solution « puissance ». Thèse, antithèse. Les Allemands, entrant plus tard dans la lice, se trouveront dans la situation idéale pour opérer la première synthèse. (6)

Comme le remarquait en 1934 le capitaine Quénot, l'un des meilleurs spécialistes des thèmes tactiques allemands : « Il est intéressant [...] de suivre [les études allemandes sur les chars]. Ils n'ont, en ce qui concerne les chars, que leurs expérience manquée de la dernière guerre. Mais ils attachent, maintenant, à cette arme, une telle importance que leurs revues fourmillent d'études à leur sujet : les expériences américaines, anglaises, françaises, leur sont familières; leurs *Kriegsspiele* font toujours état de chars. » (6) Et deux ans plus tard, le lieutenant-colonel Baron, observant les *Panzerdivisionen* nouvellement créés, reconnaissait que les Allemands avaient fait œuvre de synthèse entre les deux conceptions rivales... (6 bis)



Le contraste initial entre les deux options se révèle pleinement en ceci : tandis que les Anglais, dans leur recherche de la mobilité, descendaient jusqu'à la tankette et même jusqu'au

(6) Capitaine Quénot, « La mentalité militaire et la doctrine de guerre de l'Allemagne », R.I., 1934, I, p. 861.

(6 bis) Lieutenant-colonel Baron, « Tendances allemandes », F.M., 20 mai 1936.

scooter individuel sur chenilles, en France, on projetait la construction de chars géants, véritables cuirassés terrestres qu'auraient accompagnés des appareils de moindre taille, tout comme sur la mer les grosses unités de ligne sont escortées, pour les opérations de détail, par des navires de plus faible tonnage. Un avant-projet, dû au lieutenant-colonel Velpry, n'imaginait-il pas la construction d'un gigantesque char de 600 tonnes, long de 15 mètres et large de 8, armé d'un canon de 155 mm et de 3 pièces de 75 mm, et recouvert d'une carapace de 25 cm devant le protéger de tous les obus jusqu'à ceux de 270 mm. (7) A ceux qui objectaient le coût exorbitant de pareils mastodontes, Velpry répondait que, répartis à raison de trois par kilomètre de front, ils ne reviendraient pas plus cher qu'une préparation normale d'artillerie sur un secteur comparable. (8) Des allusions à ce projet fantastique, les unes élogieuses, les autres critiques, jalonnent la littérature spécialisée de l'entre-deux-guerres et montrent qu'il n'était pas dépourvu de crédibilité; (9) d'ailleurs l'inventeur se targuait de l'appui du général Estienne, « le père des chars français ». (10) Le fait est que la

(7) Lieutenant-colonel Velpry, « L'avenir des chars de combat », R.M.F., août 1923, pp. 205-230.

(8) Cf. Velpry, « Chars blindés et chars cuirassés », R.M.F., avril 1924, pp. 92-118 et R.M.F. juillet 1925, pp. 62 et ss.

(9) Cf. Général Chédeville, « Motorisation des engins de combat rapproché », R.M.F., sept. 1929, p. 309; la *Deutsche Wehr* du 12 oct. 1929, p. 831 (« Kampfswagen im Bewegungskrieg ») y faisait allusion avec des réserves; de Stackelberg, dans la R.M.S. évoquait de manière neutre le « projet du colonel Velpry, spécialiste français en matière de chars de combat, représentant un véritable *croiseur terrestre*, puissamment armé et protégé contre les coups directs de tous les canons de campagne, y compris le 210 » (« La guerre des moteurs », R.M.S., 1931, p. 557). Cf. égal. Capitaine Chazal-Martin et capitaine Suire, « Etude mathématique de la puissance des armes anti-chars », R.I., 1939, II, p. 296. En 1937, l'ingénieur Camille Rougeron préconisait, *comme moyen terme*, un char de 200 t. muni d'un blindage de 190 mm (« Le compromis et les solutions extrêmes », *Revue de l'Armée de l'Air*, août 1937, p. 873). Cf. encore colonel Mainié, « L'attaque avec engins blindés », R.M.G., 1937, I, p. 160.

(10) Cf. Velpry, « Chars blindés... », *op. cit.*, p. 115. Notons que Velpry avait, au sortir de l'Ecole Polytechnique, choisi l'artillerie. En 1916, il fut chargé de suivre la construction des nouveaux engins sur chenilles; l'année suivante, c'est lui qui rédigea la première instruction sur l'emploi des chars d'assaut; il commanda ensuite le premier régiment de chars, formé en mai 1918. — Vers 1938, il semble s'être rapproché des conceptions du colonel de Gaulle en matière de chars; en 1940, il a atteint le grade de général et commande une Division cuirassée. Cf. général Velpry, « Tactique d'hier et de demain », R.M.G., fév. 1938, pp. 153 et ss; Maurice Ribet, *Le procès de Riom*, Paris, 1945, p. 98; Ministère des

doctrine française resta attachée jusqu'en 1940 au char lourd et lent, puissamment protégé aux dépens de la vitesse et du rayon d'action. (11)

Ne retenons pour lors que la propension anglaise à fabriquer des chars ultra-légers, et la tentation française de posséder des chars ultra-lourds. Même si ces deux armées seront amenées, après 1930, à se rallier à des solutions plus moyennes, elles n'en resteront pas moins durablement marquées par leur tendance d'origine. (12)

Quel était donc le sens et la portée de cette divergence, apparue dès la fin du premier conflit mondial, et assez forte pour que l'on pût opposer, dans les revues d'état-major, une « école anglaise » à une « école française » ?

*
**

Les antécédents historiques fournissent une première explication. Si, pendant la Grande Guerre, l'idée d'un véhicule cuirassé sur chenilles germa simultanément chez les deux alliés; si, d'autre part, l'invention fut développée de pair par des constructeurs français et anglais, on peut remarquer, cependant, que les deux partenaires ne sont pas tout à fait partis du même concept et n'ont pas exactement tiré les mêmes leçons de leur expérience du feu.

Le général Estienne, « le père » des chars de combat français, avait primitivement songé à réaliser un engin chenillé et cuirassé utilisable comme : *transport de troupes sur le champ de bataille balayé par les armes automatiques*. (13) Les Anglais,

armées, Etat-Major de l'armée de terre, Service historique, *Les grandes unités françaises (historiques succincts)*, Paris, 1967.

(11) Cf. *Bulletin belge des sciences militaires* (dorénavant B.B.S.M.), juillet 1935, p. 312; Heigl, *op. cit.*; Ribet, *op. cit.*, p. 225; *Les grandes unités françaises...*, *op. cit.*, *passim*.

(12) Selon le lieutenant-colonel Perré, l'incompatibilité entre le facteur *vitesse* et le facteur *puissance* a tendu, au milieu des années « trente », à disparaître, dans l'état de la technique d'alors, pour les tanks voisins de 20 tonnes, pour lesquels « une supériorité en puissance » correspondit à « une supériorité en mobilité ». Cf. lieutenant-colonel J. Perré, « Essai de classification positive des chars de combat », R.M.F., 1936, II, p. 93.

(13) R. P. (René Perré ?) et M. M., « Les chars français... », R.I., 1939, II, pp. 5-6. Cf. aussi lieutenant-colonel Perré, « Le premier engagement des chars français », *op. cit.*, R.I., 1936, I, pp. 532-597, et du même auteur, « Naissance et évolution de la conception du char de combat en France durant la guerre de 1914-1918 », R.I., janv. 1935, pp. 13-20.

quant à eux, avaient envisagé la construction d'un véhicule blindé et chenillé, lui aussi, mais pour *transporter un canon et frayer la voie à l'infanterie en écrasant les réseaux de barbelés et en muselant les mitrailleuses par son propre feu*. Du côté français, on se rallia à ce dernier point de vue et l'on se mit à fabriquer de concert des chars assez semblables. Voilà pourtant un premier germe de division au niveau du concept. Les conditions d'engagement des appareils allaient en apporter de plus virulents.

Il se trouve que l'armée anglaise expérimente, dès 1916, ses premiers tanks dans des actions partielles contre l'ennemi, au lieu de préserver, jusqu'au jour où une vaste opération de surprise serait possible, un rigoureux secret sur l'arme nouvelle. Par chance, le nouvel engin n'impressionne guère le commandement allemand, qui se borne à recommander l'élargissement de ses tranchées... Lorsque le commandement français lance à son tour sa première attaque à base de chars, il essuie un cuisant échec. Au point que dans certains milieux gouvernementaux, « on commence à parler de la faillite des nouveaux engins » et que l'on « discute l'utilité des crédits qui leur sont consacrés. » (14)

Dans le camp français on garde rancune aux Anglais de cet échec initial, dont on tire, sur le plan tactique, les leçons suivantes : les chars attirent le feu ennemi; il est dangereux pour eux et pour l'infanterie qui les suit de les faire progresser en colonnes profondes en vue de l'ennemi; devant un défenseur puissamment organisé et armé, ils doivent avancer sous la protection des feux de l'artillerie de soutien et se battre en liaison intime avec l'infanterie; on les fait déboucher à courte distance de l'adversaire. (15) Cette méthode (coopération étroite entre les chars, l'artillerie et la troupe) donne ensuite satisfaction au commandement français. (16)

(14) Cette première apparition des chars français se fait le 16 avril 1917, sur les hauteurs du Chemin des Dames, lors de la désastreuse offensive de Nivelle sur l'Aisne : 194 chars sont engagés; ils subissent une hécatombe. Cf. « Les chars de combat, leur origine et leur évolution pendant la guerre », R.I., 1921, pp. 15-39, ainsi que Perré, R.I., 1936, I, p. 548 et *passim*.

(15) Cf. notamment le *Règlement de l'infanterie* du 1^{er} mars 1928, II^e partie, Titre VIII, chap. 1^{er}.

(16) Cf. en particulier : Major T. E. Compton, « The French tanks », *Journal of the Royal United Service Institution* (dorénavant J.R.U.S.I.), 1920, II, pp. 637-653; lieutenant-colonel Barjon, « Les chars en liaison avec l'infanterie », R.I., 1924, I, pp. 728-748; général Passaga, « Le combat, ce que nous a appris la guerre », R.I., 1925, I, p. 20; commandant Balland, « Le cuirassement... », *op. cit.*, R.I., 1931, I, p. 568; Perré, « Les chars à la bataille de la Malmaison », R.I., 1932, I, pp. 47-83 et R.I., 1935, I, pp. 13-20.

Les Anglais s'en tiennent cependant aux procédés initiaux faisant des tanks une arme de surprise destinée à agir en avant de l'infanterie et réduisant au minimum les préparations d'artillerie... La surprise qu'ils ont déflorée sur le plan technique, ils la recréent sur le plan de la stratégie en réunissant, dans le plus grand secret, une masse de quelques 400 chars d'assaut — tous ceux dont ils disposent — sur un front de 10 kilomètres de large et les lancent à l'improviste, le 20 novembre 1917, contre les positions fortifiées allemandes. C'est la bataille de Cambrai, qui restera, aux yeux des tankistes britanniques et de leurs disciples, un modèle théorique. En dépit de quelques bavures sur le terrain, c'est ce jour-là que l'arme nouvelle conquiert ses titres de noblesse et c'est de là que date son organisation comme corps autonome. (17) Pendant tout l'entre-deux-guerre, le *Journal* du Royal Tank Corps célébrera le souvenir de ce fait d'armes.

Néanmoins, cette ruée massive des tanks britanniques à Cambrai ne conduisit à aucune révision doctrinale ni chez l'allié français ni chez l'adversaire germanique. C'est que l'expérience n'était pas assez éclatante pour vaincre les entêtements de l'amour-propre guerrier.

Les acteurs du fait d'armes de Cambrai étaient évidemment plus portés que leurs alliés et rivaux à en analyser les résultats avec optimisme. Ce qui comptait essentiellement à leurs yeux, c'était cette capacité qu'avait montrée la masse des chars à emporter d'assaut plusieurs positions successives. Et si leur offensive s'était essoufflée plus vite que prévu, si elle avait dû refluer ensuite devant la contre-attaque allemande, ils y trouvaient toutes sortes de circonstances atténuantes.

Les Français, par contre, insistèrent après coup sur les aspects négatifs de l'opération de Cambrai. Ils firent remarquer que le demi-échec des Anglais avait été assez net pour inciter Ludendorff à renoncer à la fabrication, en grande série, d'un modèle allemand de tanks. Si du reste, sur plusieurs secteurs du front, les soldats allemands, terrorisés par l'arrivée inopinée d'engins inconnus, s'étaient enfuis ou rendus, en revanche, là où ils avaient maîtrisé leurs nerfs, là où les canonniers avaient eu la présence d'esprit de braquer leurs « tubes » contre les

(17) « A short history of tanks in the Great War », *Journal of the Royal tank corps* (dorénavant J.R.T.C.), 1919, pp. 41-43; chef de bat. Durand, « L'emploi des chars à la bataille de Cambrai », R.M.F., févr. 1932, pp. 251-271. Notons qu'en 1917-1918 la vitesse de croisière des chars anglais était déjà supérieure à celle des chars français, cf. lieutenant-colonel Perré, « Rendement comparé des chars anglais et français durant la guerre 1914-1918 », R.I., juill. 1936, p. 173.

« monstres », ces derniers avaient essuyé des pertes sévères. On citait le cas d'un officier qui, resté seul à sa batterie, avait détruit de la sorte un nombre considérable de tanks avant d'être personnellement mis hors de combat. On soulignait enfin qu'avec l'arrivée de troupes fraîches, le commandement allemand avait été en mesure de contenir l'avance anglaise; de passer ensuite à la contre-attaque et de regagner presque tout le terrain perdu, menaçant même de prendre en tenaille les flancs de la poche anglaise. (18)

Les spécialistes français, analysant la bataille de Cambrai, mettaient donc en évidence les points faibles des procédés britanniques pour démontrer, *a contrario*, le bien fondé de leur propre doctrine, faisant du char un engin d'accompagnement de l'infanterie.

3. — VITESSE OU PUISSANCE ?

L'esprit de corps, le culte du souvenir, la routine et les rivalités inter-alliées semblent avoir perpétué, de part et d'autre, des différences somme toute accidentelles. Cependant, quelle que soit l'importance que l'on voudra attacher à ce genre de survivance, peut-on en rester là ? L'explication génétique ne devrait pas nous faire perdre de vue les autres conditionnements de la doctrine. D'ailleurs, confrontée aux travaux de la « jeune école britannique », « l'école française » ne s'est pas contentée d'affirmer inlassablement sa fidélité à un glorieux passé. Elle n'a pas rejeté les théories de Fuller et Liddell Hart au nom de son expérience historique seulement. Malgré leur attachement au passé, les militaires français auraient-ils combattu avec une si vive passion les conceptions « jeune-anglaises » si elles n'avaient heurté autre chose aussi ? Inversement, les vues de Fuller et de Liddell Hart auraient-elles pu avoir tant d'impact en Angleterre, si elles n'avaient paru résoudre avec bonheur le problème militaire de ce pays ? L'aversion des doctrinaires français envers les théories de la « jeune école britannique » était trop peu sereine pour plonger ses racines dans la vanité militaire seulement, ou dans la tradition.

Adopter la technique « vitesse » n'allait pas sans conséquences à moyen et à long terme. Cela impliquait soit que les chars

(18) Cf. « Les chars de combat... », *op. cit.*, R.I., 1939, II, pp. 33-34; lieutenant-colonel Gemeau, « Les tanks britanniques sur le front de Cambrai, 20-23 nov. 1917 », R.M.F., 1922, II, pp. 113-120; lieutenant-colonel Perré, « Rendement comparé », R.I., 1936, II, pp. 169-174.

formeraient un instrument de bataille indépendant; soit que les autres armes et services qui leur seraient associés se déplaceraient en même temps qu'eux. Ou bien le char de combat irait à une allure supérieure au reste de l'armée (équipée traditionnellement); dès lors il couperait fatalement les amarres, réclamerait tôt ou tard son indépendance — et alors, il faudrait créer toute une gamme de chars spécialisés pour que l'armée mécanique puisse remplir tout l'éventail des missions tactiques et stratégiques indispensables à son bon fonctionnement. Ou bien, refusant de laisser à l'arrière les autres armes et services, on se verrait dans l'obligation de les motoriser également. Ici, deux variantes théoriques se présentaient, selon que cette coopération s'établirait au niveau de *quelques unités spécialisées* ou avec *l'ensemble de l'armée* : autrement dit, se contenterait-on d'attribuer à l'armée blindée des éléments d'artillerie autotractée, des troupes portées sur camions, etc., ou irait-on jusqu'à doter l'ensemble des forces terrestres d'une capacité de déplacement analogue à celle des blindés ?

*
**

Opter pour les chars rapides impliquait donc, logiquement, soit une dualité dans les forces armées (armée ultra-moderne d'une part, armée territoriale de l'autre), soit une motorisation intégrale de toutes les unités (pour leur permettre de coopérer sur le champ de bataille avec les tanks ou de prendre sans retard possession du terrain conquis par les éléments de tête).

Cette dernière solution était celle de l'avenir; celle qu'aujourd'hui ont adoptée toutes les grandes puissances; celle que la *Wehrmacht* a été la première à réaliser. Mais, au lendemain de Versailles et jusqu'au milieu des années 1930, on n'osait y songer; pareille transformation n'était pas imaginée comme une possibilité concrète.

La formule dualiste, par contre, ne posait pas de difficultés majeures au système britannique. Avec l'abandon de la conscription et le retour aux traditions du volontariat, une dualité entre armée territoriale et armée de métier y existait et nul ne s'en plaignait. En période normale, seule comptait effectivement l'armée de métier, et il n'était pas impensable de la mécaniser et de la motoriser intégralement : d'autant mieux que l'on pouvait, en manipulant le courant des engagements, adapter les effectifs aux capacités de la production et aux possibilités budgétaires. Cette voie était-elle trop onéreuse, rien n'interdisait de méca-

niser une partie seulement de l'armée permanente, pour en faire un corps de choc et conserver le reste à d'autres fins. Armée de métier et armée mécanisée se combinaient harmonieusement puisque les machines, pensait-on, vaudraient des économies en personnel, et qu'il fallait des professionnels pour faire fonctionner de coûteuses machines.

Mécaniser et moderniser tout ou partie de son armée d'élite était même conforme aux nécessités stratégiques du Royaume-Uni, qui entretenait un corps expéditionnaire de volume modeste mais dont le champ d'intervention était un immense Empire (19). Cette « moto-mécanisation » devait logiquement s'effectuer au profit de la vitesse, vu les distances énormes à parcourir — vitesse réalisée, sans dommage, au détriment de la *puissance* car, dans le contexte colonial, point n'était besoin d'une protection à toute épreuve : les « rebelles » et « insoumis » contre qui on aurait à sévir ne disposeraient vraisemblablement que d'armes à feu légères. La solution idéale consistait donc pour l'Angleterre impérialiste à obtenir le maximum de mobilité compatible avec une cuirasse à l'épreuve des balles.

*
**

Cela ne pouvait être une formule séduisante pour la France. Comment la perspective de couper l'armée en deux n'aurait-elle pas heurté les idées reçues de ce pays égalitaire et centralisé à outrance ? Une réelle armée de métier aurait d'ailleurs nécessité une trop complète réforme du système en vigueur et passé trop facilement pour une mesure antirépublicaine, pour s'imposer. De plus, la motorisation du gros des forces armées françaises avait de quoi effrayer un pays qui entretenait sous les drapeaux plus d'hommes que l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis ensemble, et qui possédait une industrie mécanique beaucoup moins forte qu'aucune de ces puissances.

Enfin et surtout, le contexte stratégique était fort différent de part et d'autre de la Manche. La Grande-Bretagne raisonnait essentiellement en termes d'expéditions coloniales et transposait, dans l'hypothèse d'une intervention armée sur le vieux

(19) Cf. notamment Fuller, *The reformation of war*, Londres, 1923, 287 p., et du même, « Progress in the mechanicalisation (*sic*) of modern armies », J.R.T.C., 1925, I, pp. 14-20; B. H. Liddell Hart, *The remaking of modern armies*, Londres, 1927, 315 p. et du même, *When Britain goes to war, adaptability and mobility*, Londres, 1935, 339 p.

continent, des conceptions nées pour ainsi dire sous d'autres cieux. La « couverture » du Royaume-Uni, c'était, directement, la Royal Navy et, indirectement, l'armée de la République française qui l'assumaient.

Une participation anglaise à une grande guerre européenne ne pouvait — après 1918 — raisonnablement s'imaginer que faite aux côtés de la France, dont l'armée constituerait le corps de bataille principal. Le corps expéditionnaire britannique, s'il était équipé d'une manière moderne, jouerait peut-être alors, à une aile, un rôle stratégiquement décisif; ou bien, comme le préconisaient les adeptes d'une force mécanique indépendante, il trouverait un emploi fructueux sur un théâtre d'opérations secondaire, y menant une *guerre indirecte* : pendant que les Français encaisseraient le choc principal, le corps expéditionnaire mécanisé anglais découvrirait ailleurs de belles occasions de manœuvrer et frapperait à revers l'ennemi commun.

La France, par contre, était hantée par le danger de l'irruption brutale, sur son propre territoire, d'un voisin démographique-ment et matériellement beaucoup plus puissant qu'elle. Même quand elle organisait une expédition outre-mer, elle conservait la tendance à opérer avec des marges de sécurité considérables, comme cela s'était vu dans le Rif.

La prévision d'une guerre majeure, contre un adversaire colossal, sous-tendait l'ensemble des conceptions militaires françaises, tandis que le modèle d'une guerre secondaire, contre des forces sous-développées, marquait au coin les théories de la « jeune école britannique ».

Il est vrai que la crise économique mondiale déclenchée en 1929, et la montée du danger nazi, interdiront alors à l'Angleterre de songer trop exclusivement, sur le plan militaire, à l'Empire. La perspective d'avoir à participer à une guerre majeure sur le continent, devra bon gré mal gré être envisagée. Mais c'est précisément à cette date que les Fuller et les Liddell Hart amorcent le revirement doctrinal qui les rapprochera peu à peu des conceptions françaises. Dès l'automne 1929, au grand étonnement de la *Deutsche Wehr*, Fuller proclamait la supériorité des organisations défensives sur les armes offensives modernes (20). Quant à Liddell Hart, il ira jusqu'à prétendre, en 1934, que l'avantage de la défensive sur l'offensive était devenu tel que l'Angleterre, en cas de conflit franco-allemand, aurait intérêt à laisser l'armée française résister seule au choc de l'ennemi,

(20) *Deutsche Wehr*, 13 nov. 1929, pp. 921-22.

réservant son corps expéditionnaire pour un autre théâtre d'opérations (21).

4. — INTÉRÊTS MENACÉS.

De surcroît, les tanks, s'ils étaient organisés en grandes unités autonomes, menaçaient de jouer un rôle prépondérant dans l'organisation militaire, ravissant la première place à l'infanterie, reléguant l'artillerie à un rôle mineur et privant la cavalerie de ses chevaux sinon de sa raison d'être.

L'infanterie française, pléthorique depuis la fin de la guerre, lutta avec énergie pour conserver sa situation privilégiée de « reine des batailles » devant la montée des « jeunes armes de matériel ». Pendant la Grande Guerre, on avait conféré assez généreusement le grade d'officier à des hommes sortis du rang; à la démobilisation, on n'eut pas le courage de révoquer purement et simplement ces nominations. Résultat paradoxal : malgré les coupes sombres opérées par les hécatombes de 1914-1918, l'avancement dans l'armée française fut encombré jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale (21 *bis*). D'autant plus que le Parlement réduisit considérablement, au fil des années, les effectifs budgétaires : 35.100 officiers étaient inscrits au budget voté en 1923; 33.628 au budget voté pour 1925; 29.774 au budget voté pour 1927; 28.482 à celui voté en 1934. Après cette date, la courbe se redresse très légèrement, pour atteindre le chiffre de 29.451 officiers en 1939 (22). Ce trop

(21) Cf. L. Hart, « Economic pressures or continental victories », J.R.U.S.I., 1934, pp. 486-510; cf. encore : lieutenant-colonel Bairdsmith, « The theory and practice of mechanization », *ibid.*, p. 307; lieutenant-colonel B. Carey, « Wither the tank brigade », *ibid.*, 1935, pp. 745 et ss.; colonel R. H. Beadon, « Strategic theories of captain Liddell Hart », *ibid.*, 1936, pp. 747-760; cf. le débat Beadon-Sheppard, *ibid.*, 1938, pp. 58-68 et 291-298; ainsi que capitaine H. M. Curteis, « The doctrine of limited liability », *ibid.*, pp. 695-701.

(21 *bis*) Pendant la Grande Guerre, un officier d'infanterie sur trois perdit la vie, un sur cinq dans l'aviation, un sur dix dans la cavalerie, un sur onze dans l'artillerie, cf. J.O., Chambre, 2 mars 1922, p. 600.

(22) Cf. le débat à la Chambre sur le projet de loi sur l'aménagement et le dégagement des cadres militaires, le 5 novembre 1925, cf. également *le Temps* du 9 janv. 1926. Pour les effectifs, voir les *Annuaire militaires* de la S.d.N. et les discussions du budget de la guerre à la Chambre. A remarquer que les effectifs réels de l'armée française, tant pour les hommes que pour les officiers, sont légèrement supérieurs aux chiffres budgétaires car les congés et les permissions sont décomptés du budget. Pour donner un exemple : la loi du 20 mars 1939 fixa les effectifs globaux des officiers de l'armée de terre à 31.060 tandis que 29.451 officiers figuraient au budget. Sans être constant, l'écart entre les deux séries de chiffres est de cet ordre de grandeur.

plein se faisait durement sentir dans l'infanterie et la cavalerie, tandis qu'il y avait plutôt déficit dans les armes techniques. Les fantassins étaient donc psychologiquement sensibles à la menace potentielle que faisaient planer sur eux les machines, et ils craignaient d'être laissés pour compte par le progrès technique.

La mode est aux techniciens, se lamente la *Revue d'Infanterie*; l'infanterie a le culte de l'abnégation, mais « tout de même, il y a la mode, et la mode n'est pas à l'infanterie. En temps de paix, on s'y ennuie; en temps de guerre, il y a des places plus utiles pour les esprits distingués »; on n'y est qu'un « exécutant »; de plus, le métier y est triste : « L'infanterie métropolitaine n'a à offrir aux jeunes officiers ni la gloire des raids, ni l'intérêt des mécaniques, ni la vanité des calculs, ni l'attrait du cheval, ni la volupté des négresses. » (23)

Si on veut qu'elle ne périsse pas, il faut lui préserver une « mystique ». Ce sera le « moral », l'esprit de sacrifice et la vocation au commandement (24) !



Grande était la stupéfaction des fantassins et cavaliers français devant les tendances de la « jeune école anglaise ». *La France militaire* des 7-8 mars 1931 exprime bien leur émoi : « Il existe de l'autre côté du Détroit une jeune école débordante d'imagination et d'ardeur, qui n'hésite pas à préconiser une révolution complète dans la nature des forces terrestres, réclamant une arme d'où le cheval serait totalement exclu et qui ne compterait pas un seul combattant qui ne soit enfermé dans une carapace blindée, en un mot, une armée où la machine serait intégralement substituée au cavalier et au fantassin. Sans aller aussi loin [...] on sait que l'armée britannique n'en est pas moins entrée dans la voie d'une motorisation de ses forces armées de plus en plus étendue, se plaçant nettement à ce point de vue en tête de toutes les armées du monde. » (25)

L'infanterie française se déclarait prête à admettre une *motorisation* « prudente » et « raisonnable », c'est-à-dire effectuée

(23) Capitaine Morel, « Orgueil de l'infanterie », R.I., 1930, I, pp. 982-988. Sur la tristesse et la monotonie du service dans l'infanterie, cf. encore : capitaine d'artillerie coloniale Chambion, « Deux mois chez les fantassins », R.I., 1933, I, pp. 189-194.

(24) Morel, R.I., 1930, II, p. 70 et *passim*.

(25) F.M., 7-8 mars 1931.

lentement et de manière à ne pas bouleverser les structures existantes. Elle se montrait, en revanche, très réticente à l'égard de la constitution de grandes unités cuirassées. En 1923-1924, le gouvernement avait, malgré la résistance de l'état-major, imposé la constitution de vingt régiments de chars, dont quinze travaillant, certes, avec l'infanterie mais faisant néanmoins partie de la réserve générale et, pour ce faire, mis à la disposition du commandement (26). Quelques années plus tard, on revenait en arrière : la loi du 28 mars 1929, relative aux cadres de l'armée, ne prévoyait, en effet, plus que dix régiments de chars légers, disséminés dans les différentes unités d'infanterie, auxquels s'ajoutaient trois bataillons de chars légers et un bataillon de chars lourds faisant corps. Voici comment le général Brindel justifiait cette réduction, conforme aux vœux de l'état-major : « Vingt régiments de chars, recevant, instruisant et libérant chacun mille hommes par an, cela fait chaque année 20.000 hommes jetés dans les réserves, uniquement instruits dans la conduite et la manœuvre des chars, et, en dix ans, deux cent mille hommes ne connaissant absolument que les chars et inutilisables partout ailleurs. C'est tout de même beaucoup pour constituer les unités de chars, et c'est surtout beaucoup pour notre infanterie. » (26 bis) En 1936, le général Debeney, ancien chef d'état-major général, s'insurgeait encore contre l'idée, émise alors, de former plusieurs divisions mécanisées. Il ne fallait pas, prétendait-il, spécialiser « à l'avance des unités qui risqueraient de mal se prêter [en cas de guerre] à l'emploi fractionnaire » ; il suffirait d'en posséder une seule, pour permettre au Commandement de se familiariser avec ce genre d'instrument (26 ter)...

En 1940, la division cuirassée placée sous les ordres du colonel de Gaulle recevra des équipages formés de chefs de chars n'ayant jamais tiré le canon et de conducteurs n'ayant « pas fait quatre heures de conduite » (27); quant au Haut Commandement, chacun sait qu'il fit preuve alors du plus grand flottement dans le maniement de ces grandes unités.

On diminuait encore l'importance des chars en opérant une distinction entre « mécanisation » et « motorisation » : la première étant l'utilisation du moteur dans le combat et la seconde, son utilisation dans le transport. La « motorisation », dissociée

(26) Cf. *le Temps*, 25 mars 1924.

(26 bis) Général Brindel, « La nouvelle organisation militaire », R.D.M. 1^{er} juin 1929, pp. 484-85.

(26 ter) Général Debeney, « La motorisation des grandes armées », 15 mars 1936, p. 286.

(27) De Gaulle, *L'appel*, I, p. 32.

de la « mécanisation », était une mesure purement logistique, n'ayant d'autre conséquence que d'accorder plus de mobilité aux unités traditionnelles d'infanterie, à l'instar des lignes de chemin de fer. Cela ne changeait pas grand chose à leurs procédés de combat, car les troupes, arrivées à proximité de leur lieu d'engagement, étaient obligées de mettre pied à terre. La « mécanisation », dissociée de la « motorisation » et réalisée avec des appareils disséminés dans les différentes divisions d'infanterie, n'avait, elle non plus, aucun effet révolutionnaire. De surcroît la « motorisation » relevait de la direction de l'artillerie, tandis que la « mécanisation » dépendait de l'infanterie (27 bis).

Le blindé, utilisé épisodiquement et par petits paquets sur le champ de bataille ne faisait que donner un coup de pouce aux traditionnels troupiers; en somme, il remettait en marche l'ancien jeu de massacre arrêté par la tyrannie trop absolue de la mitrailleuse. Aussi l'*Instruction provisoire sur l'emploi des chars de combat comme engins d'infanterie*, du 23 mars 1920 — qui allait constituer jusqu'en 1940 le fond de la doctrine de cette arme — pouvait-elle écrire que « *l'affectation des chars à l'infanterie ne modifie en rien les procédés de combat de cette arme* » (28).

Des chars lents s'accouplaient bien avec l'infanterie à pied et ne remettaient pas le vieil équilibre des armes en question. Des chars rapides et constitués en grandes unités, libres de leurs mouvements, secouaient tous les dogmes hérités de 1914-1916. Le colonel Alléhaut, un des principaux porte-parole de l'armée en ce domaine et l'un des chefs de file de la doctrine française, « analysant les théories de la jeune école militaire britannique », notait avec indignation que celles-ci « ne tendent à rien moins qu'à condamner à la disparition les armes actuelles — infanterie, cavalerie, en particulier — et à leur substituer des forces exclusivement composées de machines » (29). Au demeurant, ces conceptions révolutionnaires lui paraissaient « plus séduisantes que sérieuses ». Selon lui, elles étaient « le fruit d'une brillante

(27 bis) Cf. Gamelin, *Servir*, II, p. 5.

(28) Cf. l'art. 36 (p. 20) de l'*Instruction*; cf. encore capitaine Perré, « Instruction de la troupe d'infanterie pour le combat en liaison avec les chars », R.I., 1925, II, p. 670. Le *Règlement de l'infanterie*, du 1^{er} mars 1928, est un peu moins catégorique, puisqu'il stipule : « L'attribution de chars à certaines unités ne modifie pas essentiellement les procédés de combat » de l'infanterie, cf. commandant J. P., « La refonte de la réglementation relative aux chars de combat », R.I., 1929, II, p. 474.

(29) Colonel Alléhaut, « Motorisation et conceptions militaires britanniques », R.I., 1928, I, p. 159.

imagination » et se basaient « sur des apparences impressionnantes, telles que l'assimilation qu'elles prétendent faire entre les opérations navales et celles d'une armée entièrement motorisée »; cependant elles ne résistaient pas « à un examen quelque peu serré des conditions dans lesquelles se déroulent les opérations terrestres ». Le verdict de ce spécialiste était des plus révélateurs : « La conception d'armées nationales, exclusivement composées de machines, est une utopie dangereuse, heureusement irréalisable. » (30)

En fait, le colonel Alléhaut et ses émules ne se donnaient pas la peine d'analyser sérieusement les théories de la « jeune école britannique ». Au lieu de les discuter et d'en réfuter les points faibles, ils dénonçaient le tout comme une « hérésie ». Certaines tournures anglaises prêtaient peut-être trop facilement le flanc à l'ironie; le colonel Alléhaut avait beau jeu de réfuter des prévisions fantaisistes, du genre de celle-ci, qu'il avait relevée sous la plume du colonel Fuller : « Il est très possible que les inventeurs trouvent des gaz capables de pénétrer à travers toutes les protections connues. Il n'y a pas de raison pour qu'un seul homme ne débouche pas simultanément cent récipients à gaz; il n'y en a pas davantage pour qu'il n'en débouche pas des millions; de ce fait, aujourd'hui, l'Angleterre pourrait être inondée de gaz par un dispositif électrique déclenché par un manchot assis au Kamtchatka, et averti par son indicateur que le vent est favorable. » (31) Humour anglais ? Toujours est-il que ce genre de fables ridicules pouvait discréditer, aux yeux de nombreux officiers français, les théories nouvelles. C'est à quoi s'attachait le colonel Alléhaut. Les mobiles de son attitude nous paraissent clairs à la lecture de ses différents travaux : il en allait des intérêts acquis de l'infanterie et de la cavalerie, et pour dire vrai, des intérêts acquis de l'armée française en général. Ces théories anglaises, si elles devaient être sérieusement prises en considération, ne mettaient-elles pas à nu la faiblesse militaire intrinsèque de la France, relativement aux autres grandes puissances ?

S'il fallait évaluer la puissance des armées selon leur degré de moto-mécanisation (et donc aussi selon le potentiel de l'industrie mécanique nationale), celle de la France ne manquerait pas de rétrograder. L'armée française ne pouvait *prétendre* rester

(30) *Ibid.*, p. 170. Cf. égal. général Alléhaut, *Motorisation et armée de demain*, Paris, 1929, 267 p. et *le Temps* du 21 janv. 1931, p. 1.

(31) Cité sans référence par Alléhaut, R.I., 1927, II, pp. 441-442. Nous n'avons pu retrouver le texte original, sur l'authenticité duquel nous ne nous prononcerons pas.

tranquillement au tout premier rang qu'en niant une théorie qui lui était défavorable.

*
**

L'infanterie fit campagne avec une nette conscience de ses intérêts particuliers. « L'infanterie ne peut être l'exutoire des autres armes ! » Pour faire un bon cavalier, il suffit de connaître les chevaux, pour former un sapeur, il suffit de prendre un bon ouvrier, mais pour un fantassin, « il faut autre chose », écrivait la *France militaire* dans un « éloge de l'infanterie » (32). Seule l'infanterie conquiert et conserve le terrain. « C'est donc à son profit que toutes les armes et que tous les armements collectifs doivent s'employer, à son service qu'ils doivent en tout temps être mis, à son *accompagnement intime* qu'ils doivent généreusement coopérer. » (33) Et un commentateur de renchérir : « L'armée est trop matérialiste » ; elle demande trop de matériel ! L'infanterie ne doit pas être sacrifiée aux autres armes ! « Il importe de ne pas la bourrer de matériel au point de paralyser son action ; il ne faut pas davantage [la] subordonner à l'action des armes mécaniques. » (34) Le *Mémento de l'infanterie* ne mâchait pas ses mots : « *L'infanterie est chargée de la mission principale au combat.*

Seuls des techniciens et des théoriciens frappés par le développement formidable des moyens de détruire qui a caractérisé la dernière guerre, ont pu penser que le rôle primordial dans la bataille allait passer aux armes de matériel. [...] Pour les durs sacrifices qu'elle a encore en perspective, pour qu'ils ne soient pas vains, pour qu'elle s'y prépare et pour qu'elle tienne, l'infanterie a besoin de se sentir choyée des autres armes, chérie de la nation.

Sa mission future reste capitale et justifie que le Règlement l'ait proclamée « plus que jamais, la reine des batailles et la base des combinaisons du commandement » (35). « Nulle arme, écrivait le lieutenant-colonel Besnard, ne se prête mieux [...] à une étude sur les forces morales [...] On ne saurait, en effet,, trop [lui] rendre hommage [...], couvrir d'assez de fleurs l'arme

(32) F.M., 16 juin 1928.

(33) Commandant Biswang, *Les engins d'accompagnement en France et à l'étranger*, Paris, 1925, p. 9.

(34) *Mercure de France*, 15 fév. 1926, pp. 204-5, c.r. du livre du colonel Alléhaut, *La guerre n'est pas une industrie*, Paris, 1925, 156 p.

(35) *Mémento d'instruction militaire générale...*, à jour au 1^{er} oct. 1935, Paris, 1935, pp. 56-58.

par excellence du sacrifice [...] Les fantassins [...] sont les vrais héros de la guerre, les splendides et les modestes artisans de la victoire, les poilus par excellence. [...] L'infanterie est clouée au sol, enlisée dans la boue. Ce termitte du champ de bataille, ce troglodyte des tranchées vit, dort, mange, souffre et meurt sur le sol dévasté de la patrie, au milieu de paysages lunaires. » (36) Le fantassin se sent en étroite communion avec la terre charnelle de la patrie, comme le marin l'est avec l'océan.

*
**

L'infanterie française se recrute principalement dans les masses rurales d'un pays relativement sous-industrialisé. D'ailleurs le fantassin français, gardien du sol de la patrie, de son intégrité contre les incursions des Germains (comparés parfois aux sangliers qui dévastent les cultures) n'est-il pas le spécialiste du *terrain*, dont il sait utiliser les propriétés tactiques et dans lequel il « s'incruste ».

D'où le caractère scandaleux des nouvelles théories anglaises qui ne voient dans le sol qu'un support logistique, un lieu de passage. Les fantassins ne sont pas des « martiens » ! La guerre continentale a d'autres lois que la guerre maritime ! L'Armée n'est pas une Navy ! Le terrain, cela s'occupe ! On en veut aux insulaires britanniques qui transposent leurs conceptions nautiques dans le domaine des opérations terrestres ; qui ne voient dans le « territoire » qu'un élément neutre et fluide sur lequel glisseraient des flottes d'engins mécaniques. « *Le char*, protestait Perré, *n'est pas la machine à gagner la guerre sans délai et sans douleur.* » (37) Il n'est pas non plus un navire : « *Seul un peuple de tritons et de sirènes, qui rêverait de guerroyer sur le continent, pourrait concevoir des opérations terrestres menées sous la forme des opérations maritimes.* Et c'est peut-être pourquoi Britannia, l'amphibie, qui n'attache à nos kilomètres carrés de sol continental ni la même valeur matérielle ni la même valeur sentimentale que nous, a été, il y a quelques années, séduite par cette conception dont elle se guérit d'ailleurs actuellement. » (38)

(36) Besnard, « Essai sur le moral de l'infanterie », R.I., 1928, II p. 221.

(37) Lieutenant-colonel Perré, « Le char moderne », R.I., 1938, I, p. 621.

(38) *Ibid.*

A propos d'une importante étude du général autrichien Eimannsberger sur la guerre des chars, le même Perré avançait encore cette objection : « *La mer est une route où l'on passe, que l'on peut vouloir utiliser ou contrôler, mais qu'on n'occupe pas; le sol continental, c'est l'aire où nous vivons, le socle qui supporte nos maisons, nos champs et nos usines; par conséquent, les problèmes d'occupation y constitueront toujours une des préoccupations majeures du commandement.* » (39) Alléhaut dénonçait avec la même vigueur cette « jeune école » imbue d'elle-même, « fanatisée » (40), appliquant sur terre les méthodes de la guerre navale : « Tout concourt à démontrer que la formule nouvelle, tendant à la substitution de la machine au combattant et de la flotte de tanks à l'armée classique à base d'infanterie, est une utopie dangereuse, fondée sur des postulats non contrôlés, échaffaudée sur des rêveries et des illusions. » (41) La motorisation et la mécanisation totales seraient des postulats valables à condition de pouvoir appliquer sur terre les méthodes de la stratégie navale, car « alors le terrain, sa conquête, le maintien de sa possession, cesseraient d'être le fondement même des opérations terrestres et la loi du nombre n'aurait plus la signification qu'elle a eue jusqu'ici, la force guerrière s'évaluant, non par la quantité des combattants, mais par la puissance même des machines » (42). Hypothèse absurde selon lui.

Quand les Allemands se seront ouvertement lancés dans la construction de divisions blindées, il sera malaisé de minimiser leur entreprise en prétendant y voir une transposition sur terre de conceptions maritimes; encore que les plaines de l'Est européen, aux molles ondulations, offraient peut-être une explication. Le 15 mars 1936, une des plus hautes autorités militaires françaises déclarait :

« Quant au rêve qui évoquerait au premier jour d'une guerre un raid audacieux s'élançant jusqu'au Rhin, il est sage de ne pas s'y attarder; on peut concevoir une opération de ce genre dans les plaines sans fin de l'Europe orientale; mais dans une Rhénanie très limitée, formée d'un terrain coupé, brisé et parsemé de nombreux villages, habitée par une population endivisionnée et armée

(39) Lieutenant-colonel Perré, « La guerre des chars », R.I., 1935, II, p. 975; cf. égal. R.I., 1939, I, p. 1141; cf. égal Mil. W. n° 34, 1936, pp. 1503-1505.

(40) Alléhaut, *op. cit.*, R.I., 1927, II, p. 596; également Loustaunau-Lacau, R.I., 1931, I, pp. 410-623; cf. encore lieutenant Gelot, R.I., 1938, II, p. 1034.

(41) Cf. Alléhaut, R.I., 1928, I, pp. 159 et ss.

(42) *Ibid.*

dès le temps de paix, l'entreprise se heurterait à de multiples et dangereux obstacles, à moins qu'on ne la laisse s'engouffrer dans un guêt-apens. » (43)

Certes, cette déclaration — de mars 1936 — doit d'abord s'interpréter en fonction de la conjoncture : l'argument est destiné à prouver le risque d'une réaction française en riposte à la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler. La France n'est pas en mesure de faire planer sur sa voisine une menace analogue à celle que l'Allemagne pourrait brandir à l'Est. Aveu d'impuissance, mais doublé d'une thèse rassurante en ce qui concerne l'hexagone français : la flotte des panzers, qui pourrait se déployer dans les vastes plaines de Pologne et de Russie, ne trouverait en revanche pas de voie navigable de l'autre côté — arrêtée qu'elle serait par les « bois, villages, escarpements très prononcés, rivières, fonds marécageux » de ce théâtre d'opérations, sans parler des fortifications permanentes érigées à grands frais.

*
**

Les théories nouvelles concernant les blindés furent donc primitivement considérées comme une scandaleuse idiosyncrasie d'insulaires britanniques :

« Marchand et banquier, l'Anglais qui possède au plus haut degré le sens économique de la guerre, la veut courte. Industriel à l'excès, il la veut mécanique. Insulaire et colonial, il raisonne plutôt corps expéditionnaire que nation armée, car celle-ci lui répugne. Ces trois préférences expliquent des tendances tactiques à allure révolutionnaire, mais qui ne portent que sur des forces réduites. En marine, l'Anglais reste conservateur. » (44)

L'Amérique suit-elle la même voie, c'est que chez elle « l'application intégrale de la science trouve, dans le domaine militaire, comme dans les autres domaines, des partisans passionnés » (45), c'est qu'elle est « ivre de modernisme et d'ailleurs tranquille quant à ses frontières » ; les Soviétiques font-ils de même, c'est que, entraînés par leur foi communiste, ils sacrifient

(43) Général Debeney, « La motorisation des grandes armées », R.D.M., 15 mars 1936, pp. 279-280; cf. égal. général Debeney, *La guerre et les hommes*, Paris, 1937, p. 74.

(44) Capitaine Loustaunau-Lacau, « Le retour à la manœuvre », R.I., 1931, I, p. 674.

(45) *Ibid.*

au culte du machinisme (46). Quant à la *Reichswehr*, son cas est clair : réduite « à l'impuissance par les Traités [elle] se donne une armée idéale, mais imaginaire ! » (47).

Le jour où cette armée existera en acier et non plus sur le papier, il suffira au commandement français de décréter dans le *Rapport au ministre*, du 12 août 1936, accompagnant le nouveau *Règlement* : « *En ce qui concerne l'emploi des chars, on ne saurait trop mettre en lumière qu'aujourd'hui l'arme anti-chars se dresse devant le char comme pendant la dernière guerre, la mitrailleuse devant l'infanterie.* » (48)

Idéologiquement, la doctrine française refusa les solutions hardies, les changements coûteux, les conceptions nouvelles adoptées par les armées étrangères au nom du « bon sens », du « juste milieu », de la « mesure latine ». Les Français, « champions du rationalisme », ne se laisseraient pas emballer par des idées « plus séduisantes que sérieuses » ; ils estimaient que les transformations devaient s'effectuer « par transitions prudentes ». Il fallait éviter les « excès » : le refus total de motoriser comme la chimère de la motorisation intégrale ; il fallait « rester dans une note raisonnable et prudente » ; ne pas tomber dans le « futurisme » ou le « cubisme » anglo-saxon ni dans les conceptions « wagnériennes » de l'armée d'Hitler.

*
**

Les *Règlements d'Infanterie* définissaient les chars comme des « *moyens d'action supplémentaire mis, temporairement, à la disposition de l'infanterie dont ils renforcent considérablement l'action, mais qu'ils ne remplacent pas* » (49). Un manuel d'infanterie commentait :

« Moyen important dans l'action combinée des différentes armes, le char n'est toutefois, actuellement, qu'un auxiliaire puissant de l'infanterie. Celle-ci doit pouvoir mener son combat de bout en bout, sans le secours du char, dont l'emploi ne doit pas avoir pour effet de suppléer à une diminution de l'infanterie, mais de permettre sa

(46) Cf. lieutenant-colonel Mendras, « Tactique rouge », R.I., 1931, I, p. 1114.

(47) R.I., 1931, I, p. 674, *op. cit.*

(48) R.M.G., 1937, I, p. 75, *op. cit.*; cf. égal. B.B.S.M., juin 1939, pp. 591-608 (les italiques sont dans le texte).

(49) *Règlement de l'infanterie*, mars 1928, *op. cit.*, II^e partie, chap. I, titre VIII : combat avec chars.

progression avec moins de pertes, en venant plus facilement à bout des nids de résistance et des mitrailleuses de l'ennemi. » (50)

Les tanks étaient donc étroitement subordonnés à l'infanterie et ne jouaient qu'un rôle d'appoint dans la bataille. L'infanterie devait pouvoir agir seule, sans l'aide des chars, et l'intervention de ceux-ci ne devait en rien alléger ses moyens d'action. *L'Instruction sur l'emploi tactique des grandes unités*, en vigueur jusqu'en 1936, précisait ces rapports d'interdépendance :

« L'infanterie est chargée de la maison principale au combat.

Précédée, protégée et accompagnée par les feux de l'artillerie, aidée éventuellement par les chars de combat et l'aviation, elle conquiert le terrain, l'occupe, l'organise et le conserve.

Sa tâche sur le champ de bataille est particulièrement rude, mais glorieuse entre toutes. » (51)

*
**

Hormis les engins blindés particulièrement lourds et destinés à la rupture d'une position fortifiée — placés de ce fait en réserve générale, à la disposition du commandement d'armée — les chars de combat ordinaires étaient donc des chars d'accompagnement de l'infanterie. Leur rôle subordonné se marquait organiquement par le fait qu'ils étaient répartis par petites sections de quelques unités entre les différents régiments d'infanterie et qu'en période d'engagement ils étaient soumis à l'autorité du colonel du régiment d'infanterie, quand ce n'était pas à l'un de ses subordonnés (52).

(50) *Memento*, *op. cit.*, p. 66 (souligné par nous).

(51) *Instruction provisoire sur l'emploi tactique des grandes unités*, du 6 oct. 1921, titre II, chap. 1^{er}, art. 1 : Infanterie et chars (édition refondue à la date du 13 juin 1930, Paris, 1934; cf. égal. *Règlement des unités de chars légers*, 3^e partie, *Service en campagne*, Paris, 1939, titre I, art. 1.

(52) Depuis le 1^{er} août 1920, les chars sont rattachés à l'infanterie; une section de chars, au combat, affectée à un bataillon d'infanterie, en vue d'une opération déterminée, relève entièrement du chef de bataillon, tout comme une compagnie de mitrailleuses. Il en est de même à tous les échelons. Cf. « Les chars de combat », R.I., 1921, I, pp. 15-39; commandant J. P., « La refonte de la réglementation relative aux chars de combat », R.I., 1929, II, p. 468; J.R.U.S.I., nov. 1938, « Tanks in attach »; B.B.S.M., 1939, I, pp. 591-608, *op. cit.*

Au point de vue administratif, une certaine marge d'autonomie fut laissée aux chars. Autonomie préservée par la Chambre des députés contre la volonté du Gouvernement et de l'état-major général, lesquels voulaient « *assurer l'interchangeabilité des cadres de l'infanterie avec ceux des chars pour briser l'esprit particulariste de ceux-ci* » (53).

Dans le projet gouvernemental, élaboré par l'état-major général, les chars étaient complètement absorbés par l'infanterie. Des partisans de l'autonomie firent alors valoir que « sous la tutelle de l'infanterie, cette arme neuve risqu[ait] de voir briser son essor », et la Commission de l'armée de la Chambre des députés proposa comme compromis de rattacher les chars à l'infanterie, « mais en tant que subdivision d'arme » (53 bis).

Mais sur le plan opérationnel, l'autonomie des chars s'inscrivait dans le « compartiment » du terrain. L'armée française, dans le montage en profondeur de ses attaques et aussi de toutes ses formes de progression, garde l'habitude, même avec le perfectionnement des engins mécaniques, de régler les affaires successivement, « d'horizon visible en horizon visible, ce qui veut dire, dans le cas le plus général, de crête en crête ». Pour ses plus petites comme pour ses plus grandes unités, elle admet « volontiers qu'après une avance plus ou moins profonde selon l'ordre de grandeur de ces unités », elle atteint une crête formant le premier de ses objectifs. « Un arrêt y est prévu pour préparer ou remonter une autre affaire. » On organise alors « une base de départ nouvelle » et l'on recommence selon le même processus (54).

C'était là une dernière entrave placée devant les virtualités manœuvrières des chars, et plus efficace à la longue que le frein constitué par la solution « puissance », lequel risquait de se disloquer à la longue.

Les chars gigantesques s'étant révélés impraticables, la *vitesse* des nouveaux engins ne put manquer de s'accroître *malgré la préférence donnée au développement du blindage*. Le compar-

(53) Cf. l'intervention à la Chambre, séance du 28 mars 1928, de Michel Missoffe, mandaté par le groupe U.D.R., J.O., p. 1036; cf. également la Proposition de résolution tendant à inviter le gouvernement à présenter un projet de loi relatif à la constitution d'un corps autonome des chars de combat », par Louis Dumat, annexe n° 4783, 2^e s. du 12 mars 1931, J.O., pp. 607-8; cf. également la protestation intitulée « On nous écrit », dans la *France militaire* du 20 mars 1928, p. 1.

(53 bis) Cf. le rapport Accambray, Chambre, annexe n° 5464, 2^e s. du 7 fév. 1928, J.O., p. 414.

(54) Cf. général Touchon, « La manœuvre de feux et le compartimentage du terrain », R.I., 1934, I, p. 230 et *passim*.

timentage du terrain veilla à ce que les tanks restassent quand même tenus en laisse par l'infanterie. Le colonel Velpry l'avouait franchement en 1927, dans un article de la *Revue militaire française*. Il y rappelait que « l'emploi des chars ne change rien aux méthodes de combat de l'infanterie » et vantait le système consistant à découper la profondeur du terrain d'attaque du bataillon d'infanterie en tranches successives, dans lesquelles les chars et l'infanterie restaient liés : « *Et puisque la crainte existe de voir les chars se séparer de leur infanterie pour mener un combat séparé, ajoutait-il, le moyen le plus sûr de les tenir en bride est de leur fixer des objectifs successifs relativement rapprochés.* » (55)

5. — DES CHARS TROP LENTS.

La condition *sine qua non* de la subordination permanente du char de combat à l'infanterie consistait à ne pas laisser le premier filer seul, en avant d'elle. Cela sous peine de voir leurs rapports s'inverser. Des formations de chars ayant une vitesse nettement différenciée de celle de l'infanterie tendraient, par une pente naturelle, à se constituer en arme autonome et revendiqueraient, de concert avec l'aviation, le titre de « reine des batailles ». Mieux : afin que soit occupé sans délai, dans leur sillage, le terrain qu'ils auraient conquis, les blindés pousseraient l'infanterie à se motoriser radicalement, elle aussi. C'est l'infanterie qui deviendrait alors arme d'accompagnement des chars, au lieu de l'inverse. Ce qui n'allait pas sans impliquer une restructuration de l'ensemble du système militaire.

L'option *vitesse* contenait donc en germe une cascade de changements, une éclosion de conceptions neuves s'emboîtant l'une dans l'autre et se fécondant mutuellement. En revanche, le problème abordé par l'autre bout demeurerait stérile et plat. Arme d'accompagnement de l'infanterie, le char français resterait tenu en laisse *et* par ses performances *et* par le compartimentage du terrain. De la sorte, il se laisserait parfaitement assimiler par la doctrine issue de la Grande Guerre, sans ouvrir la porte sur aucun avenir. La façade doctrinale ne demanderait qu'à être ravalée de loin en loin.

*
**

(55) Colonel Velpry, « Infanterie et chars de combat », R.M.F., déc. 1927, pp. 307-8.

A ces causes finales il faut ajouter, pour comprendre l'évolution de la doctrine française, le poids mort constitué par les milliers de chars légués par la guerre de 1914-1918, couramment en usage jusqu'en 1930 et encombrant les dépôts jusqu'en 1940 (56).

Le problème concret posé par les appareils fabriqués en 1917-1918 (ainsi que par les versions légèrement améliorées de ceux-ci) était plutôt leur *lenteur excessive par rapport aux fantassins à pied et aux cavaliers à cheval* (57). Tandis que les prototypes et les projets de chars français étaient généralement *lents* parce que *lourds*, l'immense majorité des tanks équipant l'armée française étaient lents, quoique légers, simplement parce qu'ils étaient de modèle ancien.

Les chars *Renault FT* possédaient, en effet, une vitesse de croisière légèrement inférieure à celle de la troupe (58). Placés en tête des colonnes de marche, ils en entravaient la progression normale; placés en queue, ils se laissaient progressivement distancer et devenaient inutiles au moment crucial de l'engagement. En outre, leurs haltes, dictées par les travaux réglementaires de nettoyage et de graissage, sans parler des pannes accidentelles, ne correspondaient pas aux pauses imposées, par la fatigue musculaire et l'alimentation, à l'organisme des fantassins.

L'expérience de la guerre du Rif montra à plusieurs reprises les chars, mis en retard par les difficultés du terrain et dépassés par l'infanterie, dans l'impossibilité d'intervenir dans des actions où leur engagement eût apporté des résultats décisifs. Pire :

(56) Fin 1935, l'armée française entretient encore quelque 3 000 chars Renault FT de type 1918; comme matériels neufs, elle possède en juillet 1936, 10 chars B1 de 32 tonnes, 120 D1 et D2 de 16 tonnes et 180 R35 de 7 tonnes (inachevés : il leur manque la tourelle et l'armement). En mai 1940, 500 Renault FT de 1918 seront encore en service dans l'infanterie (comme arme d'accompagnement).

(57) « Le char Renault, notait en 1933 la *Revue de cavalerie* (R.C., 1933, I, p. 51) est celui qui équipe l'armée française et il est très semblable à celui de la fin de la guerre, sauf en ce qui concerne les chenilles qui sont suspendues ».

(58) Les chars Renault FT de 7 tonnes avaient une vitesse maximum de 7 km/h, une vitesse moyenne de marche de 3,5 km/h (haltes comprises) et, en terrain de combat, de 2 km/h. Cf. *Règlement des unités de chars légers*, 4^e partie, *Description et entretien du matériel*, Paris, 1939, 294 p.; *Bulletin régional des écoles de perfectionnement et des amicales des officiers de réserve de la 2^e région*, juillet 1927, pp. 4-5; capitaine Perré, « Le char Renault FT et les marches sur chenilles », R.I., 1928, I, p. 122 et *passim*; XXX, « Réflexions sur le combat des chars modernes », R.I., 1933, II, pp. 506 et ss.

soulevant un nuage de poussière visible de loin et faisant un tintamarre affreux, il leur était arrivé de faire perdre à la colonne de fantassins l'effet de surprise escompté (59).

C'est une leçon analogue que le général Guillaumat dégagait, en 1928, des grandes manœuvres françaises en Rhénanie. Dirigées par ce général, partisan, on l'a vu, de l'offensive, elles avaient eu le thème suivant : « Une armée se rassemble dans la région [de l'Eifel] au sud de Trèves, sous la protection de ses divisions de cavalerie. L'intention du chef est de porter la guerre chez l'ennemi, le plus rapidement possible, et de mettre la main sur le massif montagneux de l'Eifel, afin de l'avoir derrière soi et non devant. Il fait donc avancer sa couverture générale en direction de Duren-Euskirchen. » (60). Le commandant en chef des troupes d'occupation confia, au terme de l'exercice, ses impressions à l'envoyé spécial de l'*Echo de Paris*, journal très répandu dans les cercles d'officiers français et qualifié à juste titre de « militariste ». Les chars de combat et les camions, telle était pour l'essentiel la leçon du général après ces manœuvres, avaient empêtré la progression des chevaux et des fantassins. Et le chroniqueur d'ajouter ce commentaire visiblement inspiré : « Et j'ai pensé malgré moi à la fièvre de motorisation qui s'est emparée, au lendemain de la guerre, d'une nation amie, d'une armée qui met aujourd'hui partout et en préconise l'emploi à tout propos, des camions et des chars, et semble vouloir appliquer sur terre les procédés de combat de la guerre navale — ce qui est sans doute une erreur. » (61)

En 1933, le problème concret du retard des chars par rapport aux fantassins se posait encore. On trouve à cette date dans la *Revue d'Infanterie* une étude du lieutenant-colonel Delmas réclamant qu'au plus tôt les nouveaux modèles de chars viennent remplacer auprès de l'infanterie « les types trop lents de la guerre, afin que cesse ce divorce d'action entre chars et infanterie qui vicie la plupart des manœuvres sur les parcours

(59) Cf. lieutenant Brouillard, « La première compagnie du 517^e régiment de chars au Maroc en 1926, R.I., 1928, II, pp. 750-751; lieutenant-colonel Blanc, « Une opération de guerre avec chars au Maroc », R.I., 1928, II, pp. 293 et ss; commandant Deygas, *Les chars d'assaut leur passé, leur présent, leur avenir*, Paris, 1937, p. 329. Par contre, le colonel Charbonneau évoquait les succès des tanks au Maroc dans la *Revue des troupes coloniales* de 1934, n° 119-120-121. Cf. encore G. de Montjou, « La guerre du Rif », *Revue de Paris*, 1^{er} août 1925, p. 599.

(60) Paluel-Marmont, « Les manœuvres du Rhin; ce que le général Guillaumat pense de la motorisation des unités », *Echo de Paris*, 9 nov. 1928.

(61) Paluel-Marmont, *ibid.*

difficiles ». Car, précisait cet officier, « sur les fortes rampes, les glacis coupés, le char actuel manque de moyens. Au lieu de foncer hardiment, pour aller neutraliser les résistances adverses et “ livrer l'objectif ” à l'infanterie, il piétine, perd l'avance qui lui avait été octroyée, se laisse atteindre. Et alors, de deux choses l'une : ou le fantassin stoppe, attendant que l'engin regagne sa distance et, en ce cas, le rythme prévu, l'élan de l'attaque sont brisés; ou le fantassin dépasse le char et va seul à l'abordage, n'ayant peut-être tiré de la collaboration du char que le grave inconvénient d'un démarrage dévoilé.

« Il faut que l'engin puisse allègrement mener l'infanterie sur les objectifs, en vertu de cette notion saine que la machine d'acier insensible doit ouvrir la voie à la poitrine de chair vulnérable. » (62)

On le voit, les *desiderata* de ce lieutenant-colonel d'infanterie étaient extrêmement modestes en soi, mais néanmoins en avance sur l'armement disponible. On aura également remarqué que les chars en service vers 1930 se faisaient distancer par l'infanterie *malgré l'avance* que cette dernière leur octroyait au départ.

Cette infirmité des chars est attestée par des partisans convaincus de leur utilisation. « Certains esprits, remarquait en 1922 le colonel Chédeville, ont pensé pouvoir dire que l'engagement des chars n'était opportun dans une zone donnée que si leur vitesse de progression était au moins égale à la vitesse présumée de l'infanterie de l'attaque. Une telle formule, plaisante au premier abord, restreint un peu trop, à notre avis, le cas où l'emploi des chars est à envisager. Imaginons, en effet, que pareille condition ne soit pas remplie : les chars suivront donc péniblement et de loin les premiers échelons de l'infanterie assaillante. S'ils ne parviennent pas à la rattraper, où sera le mal ? » (63)

*
**

Les vitesses différentes des tanks, des cavaliers et des fantassins constituaient un véritable casse-tête ! On comprend la protestation, dans la *France militaire*, de l'association des anciens combattants des chars d'assaut : « *Sur le terrain ou en manœuvre*

(62) Lieutenant-colonel Delmas, « Essai sur l'infanterie », R.I., 1933, I, p. 480.

(63) Colonel Chédeville, « Les chars de combat actuels et le haut-commandement, R.M.F., 1922, I, pp. 189-190.

[...] *neuf fois sur dix, le chef de bataillon qui prépare son ordre d'attaquer, et à qui l'on donne, pour l'aider, une section de chars, en est littéralement empoisonné* » ! (64)

Le témoignage du colonel Georges Ferré est concordant : « Dans les camps, combien de fois les fantassins, recevant l'appui de nos formations et voyant arriver l'officier de chars, désigné pour préparer, en liaison avec eux, leur action, lui disaient-ils : *Ah ! vous voilà ? Qu'est-ce que vous voulez que nous f... de vos coucous, vous êtes bien embêtants. Arrangez-vous comme vous voudrez !* » (65)

Le capitaine Perré avait exposé la solution correcte : en présence de l'ennemi, la vitesse moyenne de l'infanterie diminuée de moitié, et par là, devient tout à fait accessible au char. Si on pousse celui-ci « le plus en avant possible sur voie ferrée, si l'on prévoit son utilisation avec une échéance suffisante et si l'on organise sa progression en prévision de cet emploi par étapes sensiblement constantes, à une allure et sur des itinéraires indépendants, dans une atmosphère de sécurité telle qu'il soit débarrassé de toute préoccupation tactique autre que celle d'arriver à l'heure dite et au lieu indiqué, il sera toujours au rendez-vous. » (66)

*
**

La *Revue militaire suisse* avait l'habitude d'ouvrir ses colonnes aux porte-parole officiels des armées voisines. Nous y avons trouvé un exposé d'ensemble de la doctrine française des chars où on faisait le point de la question à l'intention des amis suisses. Il nous paraît intéressant d'en donner connaissance. (67)

L'auteur constatait, pour commencer, en se référant à la nouvelle « Instruction sur l'emploi des chars de combat, approuvée le 24 janvier 1929, par M. Painlevé, ministre de la Guerre », une baisse sensible d'intérêt, en France, à l'égard des tanks. Les illusions de 1919 s'étaient dissipées; alors, ils passaient

(64) Lettre de l'association des anciens combattants des chars d'assaut, F.M., 19 avril 1928 (avec un chapeau rédactionnel émettant des réserves).

(65) Colonel Georges Ferré, *Le défaut de l'armure; nos chars pouvaient-ils vaincre en 1940 ? Enseignements et perspectives nouvelles*, Paris, 1948, p. 69.

(66) Capitaine Perré « Le char Renault FT et les marches sur chenilles », R.I., 1928, I, p. 133-134.

(67) « Chronique française »; de « notre correspondant particulier » : « L'instruction sur l'emploi des chars de combat », R.M.S., juillet 1930, p. 351.

pour « l'arme moderne par excellence » ; on rêvait d'en généraliser l'emploi : « après l'infanterie, les chars n'ouvraient-ils pas un horizon merveilleux à l'artillerie, aux services, liaisons, états-majors et commandements ? » (68) Mais par la suite, une fois les « esprits calmés », on avait compris que les magnifiques « résultats obtenus en 1918 par les chars » étaient « autant dûs à la surprise qu'à leurs effets matériels proprement dits » ; et l'on se rappela « qu'à la guerre, jamais deux situations ne se présentent de façon identique ». Aujourd'hui, affirmait l'auteur, la mise au point est effectuée et « le char de combat est jugé au point de vue strictement objectif, dans les conditions nouvelles de la guerre future ». (69)

Le correspondant de la *Revue militaire suisse* expliquait alors le mode d'emploi des chars dans la bataille moderne. « Il convient de se faire une idée de leurs possibilités de rendement. Celles-ci ont leurs limites en dehors même des incidents à prévoir au cours de l'action ; elles dépendent avant tout des servitudes techniques qu'entraîne l'utilisation d'engins mécaniques complexes [...] ». Ces machines sont plus fragiles qu'on ne le pense généralement ; elles tombent facilement en panne, exigent un entretien soigneux... « Mais en plus de cela, les chars de combat sont visibles, bruyant ; ils attirent le feu, ils ne résistent pas au coup au but de l'artillerie, ni à ceux des engins anti-chars. Il importe donc de les soustraire jusqu'au dernier moment à l'observation ennemie, et, au cours de leur engagement, de les protéger par les autres armes. En outre, le terrain sur lequel on les emploie doit correspondre à leurs possibilités techniques : les zones moyennement couvertes et compartimentées leur sont particulièrement favorables ; le terrain sur lequel ils progressent ne doit pas être trop bouleversé par l'artillerie, ni être trop organisé défensivement : de là, ces reconnaissances préalables, générales ou de détail, indispensables pour fixer [leurs] possibilités d'emploi ou modalités d'engagements. Enfin, on ne doit pas négliger de tenir compte de l'usure du matériel et de la fatigue du personnel, qui exigent que l'on fasse des relèves en temps opportun ». D'où « un certain nombre de règles simples relatives à l'utilisation des chars de combat » (70) :

1° « Ils ne peuvent remplacer l'infanterie, et cette dernière exploite leur action au moment où elle s'exerce ». Autrement

(68) *Ibid.*, p. 354.

(69) *Ibid.* Sur la baisse d'intérêts pour les chars depuis 1928, voir la R.I., 1931, I, p. 199 ainsi que *supra*, la note 53.

(70) « Chronique française », R.M.S., août 1930, p. 402.

dit : liaison étroite et coopération intime de l'infanterie et des chars.

2° Il faut éviter leur dispersion au profit d'un trop grand nombre d'unités d'infanterie. On en conserve donc une bonne partie en réserve générale.

3° On les emploie sur de larges fronts, et on les fait déboucher par surprise.

4° On les emploie seulement quand il s'agit d'exécuter des attaques profondes. (71)

Quatre règles qui pourraient, remarquons-le, facilement induire en erreur le lecteur contemporain — le cas est fréquent. On pourrait imaginer qu'il est ici réellement question d'attaques « profondes » de chars, employés en masse, sur de « larges fronts », au plein sens du terme. Mais, la suite de l'article nous renseigne sur le contenu de ces formules. Le commandement — y apprend-on — procède d'abord, avant la bataille, « à des reconnaissances prudentes et minutieuses » ; les chars ne sont « mis à la disposition de l'infanterie qu'au moment où celle-ci peut avoir à les utiliser, compte tenu des délais nécessaires à leur mise en œuvre » ; si on en garde une « bonne partie en réserve générale », ce n'est pas pour former une masse stratégique assénant un coup de massue à l'ennemi mais plutôt pour donner un coup de pousse temporaire à certaines unités d'infanterie. On les prête au dernier moment mais assez tôt pour qu'ils puissent rejoindre la troupe qu'ils iront aider. Leur approche se fait de préférence la nuit :

« Les unités de chars légers, destinés à l'appui des avant-gardes, sont portés sur camions et progressent par bonds en arrière de ces avant-gardes. Les autres progressent soit à hauteur des gros des divisions de premier échelon, si leur engagement est prévu avec ces divisions ; soit en arrière de ces divisions, si leur engagement doit être postérieur. Elles font mouvement par chenilles ou bien, par va-et-vient de sections de transport, de point de stationnement en point de stationnement. » (72)

Ainsi, les chars destinés à l'*avant-garde* arrivent au dernier moment sur camions et progressent par « bonds » sous la protection des premiers éléments d'infanterie ; ils reçoivent une place et un rôle analogues à ceux d'une artillerie légère, progressant de compartiment de terrain en compartiment de terrain, de couvert en couvert, derrière les éléments de tête. Quant aux

(71) *Ibid.*

(72) *Ibid.*, p. 404.

autres chars, ils avancent soit parallèlement à la troupe, soit en arrière de celle-ci. Voici arrivé le moment crucial de leur engagement :

« Dans la nuit qui précède l'attaque, les unités de chars occupent leur position de départ, à proximité des unités d'infanterie qu'elles doivent appuyer et face à leurs objectifs. L'occupation de ces positions doit être dérobée à l'ennemi. Les bruits caractéristiques des appareils sont très atténués par l'emploi de la marche au ralenti; si cela est nécessaire, ils peuvent, en outre, être couverts par des vols d'avions à faible altitude, et des tirs d'artillerie; mais ces moyens sont à employer avec circonspection, pour ne pas devenir eux-mêmes des indices révélateurs d'attaque imminente.

Il y a intérêt à ce que les positions de départ des chars soient aussi près que possible de la base de départ de l'infanterie. Dans le cas contraire, on peut, ou bien faire partir les chars suffisamment tôt pour qu'ils se trouvent devant l'infanterie au moment où celle-ci part elle-même à l'attaque — ce qui a le grand inconvénient d'avertir l'ennemi; ou bien les faire partir en même temps que l'infanterie qu'ils s'efforcent de dépasser : cette dernière solution est préférable devant un ennemi organisé et en éveil. [...] L'attaque au petit jour est celle qui convient le mieux aux chars. [...]

Une fois les chars lancés, il convient de les protéger. Cette protection est, avant tout, assurée par une intime coopération des diverses armes et par une conception de manœuvre bien adaptée aux conditions d'emploi des chars. [...] » (73)

On aura remarqué les cercles vicieux d'une doctrine cherchant la sécurité des chars, non pas dans leur vitesse, mais dans une marche au ralenti. L'idéal auquel on tend est l'immobilisme.

6. — LES CHARS TENUS « EN LAISSE ».

Après 1930, l'armée française fut lentement dotée d'une série de chars possédant à la fois un blindage solide et une vitesse nettement supérieure à celle de la troupe à pied. Avec le temps, l'ancienne antinomie entre *puissance* et *vitesse*, qui paraissait si nette au début des années 1920, perdit de son acuité. Des moteurs, développant un nombre de chevaux plus élevé, avaient fait leur apparition; on avait trouvé le moyen de fabri-

(73) *Ibid.*, pp. 404-405.

quer des blindages à la fois plus résistants et plus légers; enfin, le char mastodonte, auquel on avait jadis songé en France, avait été écarté depuis qu'on avait dépassé le stade des discussions plus ou moins académiques, entre stratèges, pour entrer dans celui des réalisations pratiques.

L'armée française, bien que toujours fidèle à la solution *puissance*, construisait maintenant des blindés fortement cuirassés mais dont la vitesse de croisière dépassait quand même les huit kilomètres à l'heure. (74) Tandis que précédemment, les engins sur chenilles étaient souvent distancés par la troupe à pied, désormais, c'était la troupe à pied qui n'arrivait plus très bien à suivre la progression des engins motorisés...



La stratégie française des blindés n'en resta pas moins marquée jusqu'au bout par son enfance; ses engins persistèrent à manœuvrer selon un schéma inchangé, pour l'essentiel, depuis 1920. C'est que le léger et progressif accroissement de leurs performances, entre les deux guerres mondiales, ménageait les transitions et empêchait l'éclatement de la doctrine...

Certes, un aménagement doctrinal s'imposa dès qu'il devint impossible de maintenir les chars rigidement liés à la ligne de combat de l'infanterie. Il fut alors prévu qu'ils se porteraient *légèrement en avant* pour neutraliser les objectifs qui leur étaient désignés; cependant, une fois arrivés au but, ils attendaient sur place « en nettoyant » le terrain jusqu'à ce que le reste ait pu rejoindre et se réorganiser. Comme l'expliquait un colonel dans la *Revue militaire générale* de février 1937, les chars d'accom-

(74) Disons ici qu'en ce qui concerne la *qualité intrinsèque* des chars et leur *valeur tactique*, la voie française consistant à mettre l'accent plutôt sur la *puissance* que sur la *vitesse*, se révéla *a posteriori* supérieure à la voie opposée. Il s'avéra que les tanks ne pouvaient traverser le champ de bataille à des allures excessives. Le développement historique des chars a passé davantage par le renforcement progressif de leur cuirasse et de leur armement que par l'accroissement continu de leur vitesse. Aussi en 1940 est-ce l'armée française qui enverra à la bataille les meilleurs modèles de chars cuirassés, tandis que les *Panzer* allemands se révéleront, au premier usage, insuffisamment protégés : défaut qui sera réparé, et encore, avant la campagne de Russie. En revanche, les *Panzer* allemands de 1939-40 seront employés selon les meilleurs procédés stratégiques de l'époque, procédés intellectuellement issus de la solution *vitesse*. La solution française était matériellement la meilleure, mais mentalement peu féconde.

pagnement « livrent ainsi des fractions successives du terrain en faisant une série de bonds, tantôt [...] précédant [l'infanterie], tantôt l'attendant, mais toujours en restant à sa portée immédiate. Les chars de manœuvre d'ensemble agissent de manière analogue mais par bonds plus larges que les chars d'accompagnement. » (75)

On est donc resté fidèle à la conception des « champs clos » successifs; à cette différence près qu'à l'intérieur de chacun d'eux, les chars de « manœuvre d'ensemble » en particulier, évoluaient avec une plus grande liberté de mouvement qu'autrefois, et sans qu'il fût besoin de leur octroyer une avance au départ pour qu'ils « arrivent à l'heure au rendez-vous ».

Les fantassins ont cessé de tenir étroitement en laisse les blindés : une marge de 800 mètres, pouvant s'allonger jusqu'à 1 500-2 000 mètres dans certains cas (selon l'éloignement des « croupes » de terrain), leur est accordée. (76) L'artillerie d'accompagnement n'a plus à s'occuper du problème obsédant de la neutralisation des mitrailleuses ennemies, ni à participer à toutes les phases du combat de l'infanterie. Le rôle de cette dernière consiste-t-il encore à effectuer des tirs de ratissage systématiques et à construire des barrages roulants pour protéger la vague d'assaut ? Peut-elle se contenter de créer de grands « encagements » adaptés aux compartiments de terrain et aux horizons visibles, afin de bien délimiter les « champs clos » où s'engageront de concert chars et infanterie ? La question était encore débattue à la veille de la guerre.

De toute façon, à la limite de chaque case, des arrêts prolongés sont prévus. Ils sont justifiés par la « nécessité » de remettre de l'ordre dans le dispositif de l'infanterie (après la dislocation produite par son déplacement) et, le cas échéant, par des changements de ligne; (77) arrêts justifiés encore par le souci d'organiser sommairement la fraction de terrain conquise, ainsi que par les retards dûs à l'artillerie (obligée de changer son système d'observation et de liaison avant d'agir dans le compartiment suivant — opération particulièrement longue chaque fois que l'artillerie, au lieu d'allonger simplement son feu, était obligée d'avancer).

Le colonel Mainié, dans son étude, nous fournit d'intéressantes

(75) Colonel Mainié, « Offensive et défensive avec les engins blindés », R.M.G., 1937, I, p. 155.

(76) Colonel Mainié, « L'attaque avec engins blindés... », *op. cit.*, pp. 312-13. Cf. également général Dame, « La lutte militaire terrestre », *Revue des questions de défense nationale*, août 1939, p. 497.

(77) Au cas où les bataillons de première ligne seraient à bout de souffle après avoir franchi le compartiment de terrain.

précisions. On y voit les chars atteindre à la vitesse de 12 km/h leur objectif (OA), où ils s'arrêtent (à l'heure H + 10'); à ce moment l'infanterie débouche de sa position de départ (H + 10') et arrive au but une trentaine de minutes plus tard (à H + 45'). Ici, tout le monde se regroupe et observe une pause de trois quarts d'heure. Même système ensuite pour gagner l'objectif suivant (OB); sauf que cette fois-ci l'arrêt général est de deux bonnes heures, l'artillerie étant obligée de se déplacer, alors que sur OA, elle pouvait allonger simplement son tir.(78) On constate donc qu'après une progression d'une dizaine de minutes, les chars d'assaut, obligés d'attendre l'infanterie et l'artillerie, observent un temps mort d'une heure vingt dans le cas le plus favorable, et de trois heures vingt dans l'autre cas. Ces chiffres donnent un intéressant ordre de grandeur. Mais lisons à cet effet le commentaire qu'apportait Mainié à ces données :

« Ainsi donc [...], l'opération de rupture d'un dispositif défensif ennemi pourra sans doute se faire dans un temps plus vite que par le passé. En dépit de cette accélération, nous insistons sur la nécessité absolue de conserver un caractère extrêmement méthodique à cette conquête du terrain. Bien plus rapide et peut-être plus profonde [qu'en 1914-1918], elle visera à mettre successivement la main sur les différents compartiments du terrain qui s'ouvrent devant elle, nettoyant d'abord l'ensemble des organisations de la position occupée par l'infanterie ennemie, puis s'emparant de ses batteries et des centres de résistance établis en arrière de cette position. » (79)

*
**

Par ailleurs, au point de vue *mobilité* générale, l'infanterie française, à l'approche de la Seconde guerre mondiale, a fait, elle aussi, des progrès sensibles. Cinq divisions ont été progressivement motorisées, encore que leur armement ait à peine évolué depuis 1920. Changement logistique donc, mais qui a eu comme contrecoup la constitution d'une première *Division Légère Mécanique* (D.L.M.), suivie d'une seconde, tandis qu'une troisième est prévue pour 1940.(80) C'est que les divisions

(78) Colonel Mainié, *op. cit.*, pp. 296-303.

(79) *Ibid.*, p. 305.

(80) Cette première Division légère mécanique (D.L.M.) fut créée par un décret du 30 mai 1933, signé par le ministre de la Guerre Daladier; elle était à base d'automitrailleuses de 3,5 tonnes et non de chars légers

motorisées sont extrêmement vulnérables en cours de déplacement, l'infanterie portée sur camions devant mettre pied à terre puis se déployer avant d'être en position de combat. Les DLM sont là pour les couvrir pendant cette délicate opération et pour les éclairer pendant les trajets; elles constituent ainsi l'organe de sûreté et de découverte indispensable aux troupes motorisées. (81) Ce faisant, le haut commandement français dispose d'une masse de manœuvre appréciable mais à laquelle il manque une force de frappe sérieuse.

Fin 1938, le Conseil supérieur de la guerre, sur l'insistance du général Billotte, décide de faire quelque chose dans ce sens : deux divisions mécanisées sont à créer pour 1940. (82) C'est, sans nul doute, un grand pas en avant. Néanmoins, ici encore, le poids du passé se fait sentir : la dotation optimale en chars de ces divisions blindées n'est pas assurée; de plus, leur infanterie propre est liée à la route puisque portée sur *camions* et non sur *véhicules tous-terrains*; plus grave encore, ces divisions de choc sont affectées à divers corps d'armée d'ancien type, donc fondues dans le vieux moule au lieu de former une masse autonome, organisée et commandée en conséquence.

Même s'il existe, à certains égards, convergence avec les réalisations allemandes, le processus est inverse et la doctrine s'en ressent. Là, tout gravite autour des *Panzer* — arme de l'offensive brutale par excellence, entraînant dans son sillage divers échelons de combat dont le degré de mobilité est fonction de leur coopération plus ou moins rapprochée avec les *Panzer* de pointe... Ici, tout s'organise autour d'une infanterie classique et progressivement remodelée — les chars jouant, dans le dispositif d'ensemble, un rôle d'appoint.

et correspondait, comme puissance, à une demi *Panzerdivision*. Elle fut expérimentée au cours des grandes manœuvres d'automne 1935, en Champagne. En 1936, lorsque Daladier reprend après une absence de deux ans, le portefeuille de la défense nationale, il retrouve cette première DLM, seule de son espèce. Décision est prise d'en constituer deux autres pour 1940. Cf. Chambre, séance du 26 janv. 1937, J.O., p. 169; général ***, « Voici les divisions légères mécaniques », *Science et vie*, fév. 1937, pp. 87-96; R.M.S., sept. 1935; B.B.S.M., déc. 1935; J.R.U.S.I., 1936, I, p. 209; Weygand, *Mémoires*, *op. cit.*, II, p. 427; Gamelin, *Servir*, *op. cit.*, I, pp. 260-74 (à utiliser avec la plus grande prudence); Ribet, *op. cit.*, pp. 95-105; *Les grandes unités*, *op. cit.*

(81) Cf. *Notice provisoire sur l'emploi des unités motorisées et mécanisées*, approuvée le 3 juin 1935, R.M.F., 1936, II, p. 159; général de Gaulle, *Mémoires de guerre*, I, *L'appel*, Paris, 1954.

(82) De Gaulle, *op. cit.*, pp. 33-34 (édition de poche).

En mai 1940, ces deux divisions cuirassées seront presque complètes, et une troisième sera en formation.

Nous analyserons plus loin la tentative, faite sous l'égide du colonel de Gaulle, de briser les dogmes stratégiques français; lancée en 1933, elle connut son point culminant en 1935. Comme on le sait, elle ne réussit pas à modifier le cours des conceptions stratégiques françaises.

Abstraction faite de ce courant d'opposition « hétérodoxe », les travaux spéculatifs des militaires français, considérés globalement, se ramènent, dans les années précédant directement le second conflit mondial, à deux tendances principales. L'une tendant à minimiser à l'extrême les possibilités stratégiques des chars de combat; l'autre, acceptant d'en reconnaître l'efficacité, mais comme argument pour réclamer de l'Etat, en contrepartie, un renforcement du système défensif français. Tantôt on postule l'*impuissance* des chars devant les moyens de défense modernes; tantôt, au nom de leur *puissance*, on exige des fortifications accrues. Par contre, ce qu'on ne trouve guère dans la littérature militaire française, c'est une appréciation objective de l'arme blindée, avec, en corollaire, la recherche de parades concrètes et appropriées.

7. — MÉCANISATION ET GUERRE DE POSITIONS.

Dans le débat militaire français des dernières années d'avant-guerre, la notion de « mécanisation » fait l'objet souvent d'un retournement dialectique pour entrer dans le schéma contraire de la guerre de positions. L'apologie de la guerre de stabilisation adopte le concept de « mécanisation » comme un de ses arguments. C'est ainsi qu'on peut voir le commandant de Cugnac déplorer, en 1937, dans la *Revue militaire générale*, que l'infanterie française ait perdu l'habitude des tranchées. (83) Or, avertissait-il, « les réalités de la guerre ont plus de force que la mode » et il importerait de ne pas retomber dans l'erreur commise en 1914; une stabilisation est à prévoir, affirmait-il; et d'ajouter que « dans l'actuelle guerre d'Espagne, où les effectifs sont cependant très faibles par rapport à ceux qui seraient mis en ligne en cas de guerre européenne, la même paralysie [qu'en 1914-1918] se constate, malgré la présence de matériels jugés favorables au mouvement : chars et avions » (84). Phénomène d'autant plus grave à ses yeux que les officiers ayant l'expérience de la guerre de stabilisation se font rares. Et en conclusion, ces deux retournements : « pour réaliser la

(83) R.M.G., oct. 1937, p. 494.

(84) *Ibid.*, p. 496.

guerre de mouvement, soyons en état de vaincre ce qui s'oppose au mouvement, sachons emporter la position organisée » ; (85) sachons aussi « vaincre cet engouement, cette sorte de snobisme qui nous conduit à envisager comme seule possible, parmi toutes les formes de guerre, celle qui nous plaît le plus » (i.e. la guerre de mouvement). (86)

Si, pour réaliser la guerre de mouvement, il fallait préparer, selon le commandant de Cugnac, la guerre de stabilisation, la réciproque trouve également des avocats : puisque le char, écrivait un général dans la *Revue d'infanterie*, en novembre 1936, est vainqueur définitif de la fortification de type 1914-1918, il ne reste aux Français qu'à renforcer leurs fortifications (la Ligne Maginot) : « Contre un pareil mode d'attaque [les chars], une fortification renouvelée des croisés reprend toute sa valeur. Dans l'ordre guerrier comme dans l'ordre sociologique, il semble bien que nous revenions vers un nouveau Moyen Age. » (87) Cette idée de « retour » va chercher ses symboles plus loin encore. En voici un exemple, datant de 1934 et qui nous semble particulièrement révélateur :

[...] les Romains avaient imaginé une protection contre les éléphants écraseurs et [...] nous devons créer une protection contre les chars écraseurs. [...] Les Romains, dans les pays où l'Empire n'était point défendu par des fleuves, élevaient entre eux et les Barbares une barrière factice, un rempart immense. [...] Nous devons créer, nous aussi, un *limes infranchissable*.

Quand les brigands sont signalés autour de la maison, on barricade sa porte. Puis, couché à plat ventre, invisible, on observe par la chatière. Puis on tire sur les brigands par la chatière. » (88)

*
**

La doctrine française, qui paraissait hier rétrograde, se révèle aujourd'hui, écrit-on, en avance sur ses rivales. Non tributaire d'une mode passagère, fermement basée sur la grande

(85) *Ibid.*, p. 502.

(86) *Ibid.*, p. 503; cf. égal. R.I., 1938, I, p. 254.

(87) Général Clément-Grancourt, « Ficelles et Gibernes », R.I., nov. 1936, p. 821. Même idée in général Pichon, « Guerre d'hier et de demain », R.M.F., oct. 1935, p. 5.

(88) Lieutenant-colonel Moreau, *Guerre de demain; le combattant, essai de psychologie*, Paris, 1934, pp. 20-21.

expérience de « 14-18 », elle se trouve soudain confirmée par l'expérience de la guerre d'Espagne : les derniers sont les premiers.

La guerre d'Espagne a pour effet de renforcer les tendances défensives de l'armée française. Du point de vue géopolitique, elle achève un renversement complet de situation : dans les années vingt, c'est l'Allemagne qui s'estimait encerclée par un système d'alliances tissé par la France; à la fin des années trente, les différents maillons de la chaîne sont brisés, et c'est la France qui se trouve entourée d'Etats fascistes. L'arrivée au pouvoir de Franco ouvre la possibilité d'un troisième front contre la France, ce qui la condamne encore davantage à la défensive. En revanche, l'expérience de la guerre civile espagnole paraît confirmer, aux yeux des observateurs français, l'excellente tactique de la *défensive* et des procédés français.

Après la période de doute marquée par la campagne « gaulienne » en faveur d'un corps mécanisé ainsi que par la spectaculaire réalisation des Panzerdivisions allemandes, les Français se rassurent en constatant que les leçons de la Grande Guerre restent, somme toute, valables. Car, pour autant que le permettent les maigres effectifs mis en place de part et d'autre, le front espagnol se stabilise sur des lignes de feu continues.

Surtout, la doctrine française en matière de chars d'assaut paraît confirmée, notamment à la lumière de la bataille de la Guadalajara où une grosse colonne motorisée, en marche sur Madrid, est mise en pièces par quelques bombardiers. (89) Et

(89) Cf. en particulier général Armengaud, « Les leçons de la guerre d'Espagne », R.D.M., 15 août 1937, p. 759; Lieutenant Gelot, « Les enseignements de la guerre d'Espagne », R.I., nov. 1938, pp. 1033-1044; capitaine Goutard, « Le char en face de l'anti-char », R.I., août 1938, p. 292; général Dame, « La lutte militaire terrestre », *Revue des questions de défense nationale*, août 1939, p. 497; Paul Bénazet, *Défense nationale*, Paris, 1938, p. 39; jugement moins catégorique in général Duval, *Les leçons de la guerre d'Espagne*, Paris, 1938, p. 231 ainsi que du général Fuller (cf. Mil. W., 21 mai 1937, p. 2836). Cf. aussi major (belge) Wanty, « Une année de guerre en Espagne. Constatations et enseignements », R.I., avril 1938, pp. 917-955; général Chauvineau, *Une invasion est-elle encore possible?*, Paris, 1939, p. 107; dr. Helmut Klotz (ancien officier de marine allemand), *Les leçons militaires de la guerre civile en Espagne*, Paris, 1938; colonel X., « Les enseignements de la guerre d'Espagne », *Science et vie*, juillet 1937; *ibid.*, « Chars d'assaut et doctrines de combat en U.R.S.S. et en Allemagne », pp. 57-62. — Daladier, ministre de la Guerre, évoquait le 19 mai 1937, devant le Comité permanent de la défense nationale, la supériorité française en aviation et en chars, démontrée par « les résultats de la guerre d'Espagne » (*documents diplomatiques français*, 2^e série, t. V, Paris, 1969, p. 770, doc. n° 450, compte-rendu du Comité permanent de la Défense

ailleurs n'assiste-t-on pas à ce fait inouï : de gros tanks mis en flammes par d'intrépides fantassins armés d'un chiffon imbibé d'essence ? Les experts français de tout grade jubilent; l'un traite dans une revue les fameuses divisions blindées allemandes de « quincailerie » et déclare qu'on « ne va pas au feu avec des véhicules blindés avec du papier à cigarettes »; (90) l'autre prétend, à la Chambre des députés, qu'« en ce qui concerne nos chars d'assaut, notre supériorité est manifeste. Les événements de la guerre d'Espagne viennent de le montrer »; les *Panzer* allemands, sur le front de Madrid, « ont été percés comme des écumoires parce que les Allemands ont sacrifié la protection à la vitesse ». (91) Et, sur un autre terrain, lorsqu'une division blindée allemande, en marche sur Vienne pour appuyer l'*Anschluss*, voit un certain nombre de ses engins tomber en panne sur la route, c'est une pouffée de rires en France...

Sur le plan proprement tactique, on estime en France que les tanks ne sont utilisables que moyennant un luxe de précautions. Leur engagement devrait toujours être précédé par de minutieuses reconnaissances du terrain, tant par des avions d'observation que par des patrouilles. Les renseignements devaient porter sur les moindres détails : carrières, hauts taluts, prairies marécageuses, bouquets de bois touffus, fossés. Toutes opérations qui exigeaient des délais et qui justifiaient le maintien des chars en position d'attente avant de les engager, pour une durée assez longue ! (92)

La guerre d'Espagne prouvait clairement, selon un spécialiste, « que les progrès de l'armement favorisent la défense : ni les chars, ni les unités motorisées, ni l'aviation, ne sont susceptibles d'amener la prompte solution des conflits. Cela est hors de doute maintenant. La division cuirassée, qui a fait tant parler d'elle, constitue un objectif très vulnérable »; elle ne peut aller vite. « Les espoirs de ceux qui avaient vu dans la motorisation la panacée universelle se trouvent déçus par les événements ? Tant mieux. L'aviation, les chars, les unités motorisées sont incapables, à eux seuls, de gagner la guerre ». Le cheval verra son blason redoré. (93)

nationale, séance du 19 mai 1937 tenue sous la présidence de M. Edouard Daladier, procès-verbal). Cf. aussi interrogatoire de Daladier au procès de Riom, *in* Ribet, *op. cit.*, p. 99.

(90) Général Daubert, *op. cit.*, *Mercur*, oct. 1937, p. 302.

(91) De Chapedelaine, séance du 28 janvier 1937, J.O., p. 194.

(92) Cf. général Niessel, « La préparation des attaques de chars », F.M., 4-5 déc. 1938.

(93) Cf. Louis Garros, « Les leçons militaires de la guerre d'Espagne », *Revue de France*, juillet 1937, pp. 45, 47-48; R.I., sept. 1937, pp. 645-646.

Et le *Temps*, comparant fin 1938 l'armement de la *Wehrmacht* et celui de l'Armée française, découvrait que la première était mieux dotée, notamment en artillerie de campagne et en D.C.A. Il est pourtant, ajoutait le journal gouvernemental, « un domaine où la conception allemande semble s'être trouvée en défaut : celui du char de combat; les expériences espagnoles ont, en effet, révélé que l'effort industriel déployé en faveur des fameuses *Panzerdivisionen* a porté à faux. Sur ce point, au contraire, le haut commandement français a fait preuve d'une plus grande clairvoyance et il doit être félicité ». (94)

**

La « moto-mécanisation » est présentée par certains comme une cause probable d'immobilisme en cas de conflit. Si la France tient à ne pas voir, au moment fatal, ses armées paralysées, elle devrait ne pas trop mécaniser ses moyens d'action. C'est en restant fidèle au cheval et à la marche à pied qu'elle évitera, lors de la mobilisation générale, de voir ses forces tomber en panne sèche sur des voies de communications elles-mêmes obstruées par un afflux soudain et massif de colonnes motorisées, proie tentante pour l'aviation ennemie. Comme le déclarait un chroniqueur militaire du *Temps* au printemps 1939 : « En temps de guerre, l'excès de ce matériel [mécanisé] aboutirait presque inévitablement à l'engorgement des organes de réparation, même si l'on faisait appel à l'industrie privée de l'intérieur : le nombre des ouvriers spécialisés n'est, malheureusement, pas illimité dans un pays en grande partie agricole comme le nôtre, — ce qui n'est pas, d'ailleurs, sans présenter d'appréciables compensations, en cas d'hostilités prolongées; d'autre part, matières premières et rechanges peuvent, à la longue, nous faire défaut. D'où il résulte que la mobilité, si appréciable en soi, peut en certains cas se transformer en une véritable stagnation, fort dangereuse pour la bonne marche des opérations. » (95) Argumentation qui tirait une part de sa vraisemblance des postulats de la guerre d'usure, avec ses corollaires : le blocus et la guerre sous-marine. Restait à savoir si ces postulats

(94) « Les leçons militaires d'une crise », *le Temps*, 21 oct. 1938, p. 1.

(95) « L'armée française; l'abus du moteur », *le Temps*, 3 mai 1939, p. 1. A noter que l'on trouve le même genre d'argument sous la plume de Liddell Hart, voir de celui-ci : *When Britain goes to war*. Londres, 1935, p. 56.

étaient justifiés et si la vocation des chars n'était pas, précisément, d'empêcher la stabilisation des fronts.

*
**

Dans un article paru dans la *Revue d'Infanterie*, en août 1937, le lieutenant-colonel Fliccz reconnaissait que « notre territoire, avec les vitesses modernes, est devenu trop petit, il est resté trop précieux pour que nous acceptions, aujourd'hui où les invasions peuvent être si rapides et si totales, des solutions par l'espace seul, solutions qui peuvent être encore valables pour les Russes auxquels, si la Russie d'Europe est trop petite dans le cadre de leurs belles manœuvres en retraite, il reste la Sibérie. » (96) Selon lui, il n'était plus possible de colmater instantanément une brèche par les méthodes classiques. Une troupe qui recevait pour mission de tenir une position défensive avait besoin d'une trentaine de jours pour l'organiser définitivement. Pour faire face à l'attaque *mécanisée*, il fallait donc *mécaniser* la défense. Mais notre lieutenant-colonel ne faisait par là aucune allusion aux chars de combat. Ce qu'il avait en tête, c'était une « machine à tisser du réseau » de fil de fer; une « machine à creuser le fossé triangulaire antichar »; une « pelle mécanique » pour aménager les emplacements de tir; une « perforatrice » et une « bétonnière » spéciales pour tranchées et boyaux (97) Toute une machinerie enfin pour que, « la vitesse de stabilisation s'accroisse [...] dans les mêmes proportions que la vitesse de progression » des unités blindées de l'agresseur. (98)

Voici une autre proposition de la même encre. Un colonel en retraite de l'armée suisse avait préconisé, en novembre 1936, dans la *Revue militaire* de son pays, un type de fortifications qui lui paraissait, et à juste titre, mieux adapté aux conditions helvétiques qu'une fortification de type linéaire : il s'agissait d'établir, au cœur des Alpes suisses, une sorte de base fortifiée, un réduit national. L'année suivante, le lieutenant-colonel Montigny rendait compte dans la *Revue militaire générale* de ce projet et des polémiques qu'il avait suscitées dans les milieux militaires de la Confédération. En conclusion, Montigny émettait son propre point de vue :

(96) Lieutenant-colonel Fliccz, « Mécanisons la défense », R.I., 1937, II, p. 266.

(97) *Ibid.*, p. 273-274.

(98) *Ibid.*, p. 280.

« Jusqu'à nos jours on a fortifié avec des organisations fixes incrustées dans le sol. Pourquoi ? C'est qu'on n'avait pas d'autre moyen à sa disposition.

Or, ces fortifications tendent de plus en plus depuis cinquante ans à l'emploi presque exclusif du cuirassement.

Il est permis de se demander si l'industrie ne serait pas à même de réaliser des cuirassements, assez forts pour résister aux coups des calibres moyens, donc assez lourds, tout en étant assez mobiles pour pouvoir être transportés à vitesse réduite d'un emplacement à l'autre.

Ces emplacements seraient préparés à l'avance, ce seraient des cuves bétonnées assurant au cuirassement et à l'arme qu'il protège un supplément notable de protection.

Pour faire face à une attaque sur plusieurs positions, soit très rapprochées, soit quelque peu distantes, on construirait ainsi des emplacements de rechange sur les sites favorables aux diverses missions des armes; et les cuirassements mobiles y seraient installés dans le temps qu'accorderait l'ennemi entre le moment où il dessinerait sa menace et celui où il pourrait agir sur le front à défendre.

Il serait naturellement nécessaire d'adapter à ce délai la constitution de ces organes de *fortification cuirassée mobile*. Celle-ci avait déjà été envisagée il y a cinquante ans; les progrès de l'industrie depuis cette époque sont tels qu'il n'est pas déraisonnable d'en escompter la réalisation. » (99)

Dans la même optique, la *Revue de l'Armée de l'Air* publia en 1937 un article affirmant que devant la rapidité des attaques à base de chars, il y aurait grand intérêt à mécaniser la défense. Et de suggérer « *la machine à creuser les tranchées, à enterrer les mines, à poser les cables d'électrification, à faire des rigoles pour les inondations* »; la machine « *arroseuse d'ypérite* », la machine « *distributrice de chausse-trapes et de barbelés* ». La « *machine à faire des abattis; la bétonnière; la charrue à défoncer les routes, etc., qui existent plus ou moins dans la vie civile* ». (100)

C'est dans cette ligne de pensée que parut, en 1939, avec une préface du maréchal Pétain, la fameuse étude du général Chauvineau : *Une invasion est-elle encore possible ?* Il y était proposé essentiellement un plan de construction ultra-rapide d'une ligne continue fortifiée pour faire pièce à une irruption

(99) Lieutenant-colonel Montigny, « A propos de la fortification de la Suisse; la fortification bifrons et la fortification cuirassée mobile », R.M.G., 1937, I, p. 337.

(100) Capitaine (C.R.) Etienne « Les conséquences aéronautiques du creusement mécanique des tranchées », R.A.A., 1937, I, p. 389.

éventuelle de formations blindées allemandes sur territoire français. A la manœuvre motorisée devait s'opposer la « manœuvre bétonnée ». La condition essentielle du succès de la défense étant que « sa manœuvre soit plus rapide que celle de l'attaque », il s'agissait en conséquence de « manœuvrer avec du béton » plus vite que l'assaillant avec ses tanks. (101) Chauvineau imaginait rien moins qu'une ligne continue de 30 000 tonnes de barbelés et 6 000 abris en béton, à raison de dix par kilomètre, qui serait érigée avec une « rapidité extraordinaire » : tous les matériaux, gravier, sable, fer, ciment, etc., nécessaires à la construction de ces abris, seraient répartis en temps de paix, le long de la frontière dans des « dépôts » situés à proximité des lieux d'emploi; on y trouverait également les coffrages et les crénaux métalliques adéquats. Le terrain, quant à lui, serait secrètement étudié à l'avance en vue de ces travaux sans compter que des états-majors de construction s'entraîneraient de longue date à leur future « manœuvre »; les délais de construction seraient encore raccourcis par l'emploi de petites bétonnières conçues spécialement pour cette tâche. « Nous pré-

(101) Général Chauvineau, *Une invasion est-elle encore possible ? op. cit.*, p. 76. Le général Chauvineau fut, entre les deux guerres, professeur de fortifications à l'Ecole supérieure de Guerre et directeur de l'Ecole du génie. Ses conceptions en matière de fortifications furent d'abord vivement combattues (1925-1929) par l'inspecteur des troupes du génie, le général Normand, et triomphèrent en France après la mort de ce dernier, en 1929, se matérialisant dans la Ligne Maginot (cf. doc. allemands *Militär-Angelegenheiten*, Paris, microfilm cliché n° E.440487-8). — Notons qu'en 1930, Chauvineau fit paraître dans la R.M.F. un article sur « L'organisation du terrain et ses conséquences », où il affirmait que la fortification oblige l'ennemi à des efforts plus grands mais qu'« elle a également une propriété précieuse et unique : elle inscrit le devoir sur le terrain ». « Quand l'ordre de tenir est concrétisé par une tranchée, le devoir n'a plus d'élasticité » : le défenseur a plus d'intérêt à tenir qu'il n'en aurait à fuir en terrain libre. (R.M.F., 1930, I, pp. 249-50). — Selon le général Conquet, le livre de Chauvineau aurait été conçu en 1935; le manuscrit en aurait été soumis au maréchal Pétain en 1936, qui demanda à son chef d'état-major un rapport après lecture. L'avis fut défavorable; on estima « qu'il y aurait inconvénient à lancer un ouvrage dont le titre à lui seul, alors que les armements de l'Allemagne allaient croissant, pouvait favoriser les illusions ». Après avoir été rangé dans un tiroir, l'ouvrage aurait donc été publié, sur la demande de l'auteur, deux ans plus tard. (Cf. général Conquet, *L'énigme de notre manque de divisions blindées*, Paris, 1956, pp. 88-89). L'analyse interne de l'ouvrage confirme que certains passages ont été rédigés au début de la guerre d'Espagne. Ajoutons qu'au procès de Riom sur les responsabilités de la défaite, Daladier se servit copieusement de ce livre, préfacé par le maréchal Pétain, pour sa défense. Cf. Ribet, *op. cit.*, *passim*.

parons donc en temps de paix la défensive, prétendait le général Chauvineau, en construisant d'avance les pièces détachées d'une fortification de « série » qui serait montée très rapidement aux frontières dès le début d'une alerte et, par la suite, partout où l'on en aurait besoin ». (102) En effet, derrière cette première ligne s'édifierait une seconde et une troisième ligne de défense que l'ennemi mettrait chaque fois plus de temps à percer qu'on n'en mettrait à la bâtir... (103)

Ne disait-on pas, en 1936, au lendemain de la remilitarisation de la Rhénanie, que « la grande pensée de notre état-major, c'est de construire, derrière la ligne (Maginot), une seconde ligne, où l'on engloutira le béton par centaines de millions » ? (104) *Le Temps* n'écrivait-il pas, dans une éditorial visiblement « inspiré », à la veille de la seconde guerre mondiale,

(102) *Ibid.*, pp. 66-73 et *passim*.

(103) Un compte rendu du livre de Chauvineau, paru dans la R.I. d'août 1939 (« Une invasion est-elle encore possible ? », compte rendu par le lieutenant-colonel V..., pp. 407-410) jugeait cette étude « originale, audacieuse même » et méritant « d'être attentivement considérée et longuement méditée par les fantassins ». L'auteur du compte rendu émettait toutefois des réserves : « Admettons [...] que la *motorisation* incruste davantage la guerre dans le sol, mais convenons aussi que, parallèlement, la *mécanisation* fait tous ses efforts pour s'y opposer ». Et de conclure par ces mots : « beaucoup ne pourront écarter l'hypothèse que l'*exploitation* demeure encore possible, car en dix jours, sur chenilles, on fait beaucoup de choses, qui peuvent singulièrement contrarier l'optimisme des bâtisseurs d'abris ».

A noter enfin que l'ambassadeur de Belgique à Paris fit parvenir à son gouvernement, le 24 juin 1939, une analyse de l'ouvrage du général Chauvineau, faite sur la base d'extraits de l'ouvrage qui lui furent communiqués personnellement par le secrétaire général du Quai d'Orsay. L'ambassadeur écrivait notamment « que si l'on considère la question du seul point de vue de la défense du territoire français, le général Chauvineau a raison et que, à cet égard, la préface du maréchal Pétain contient de profondes vérités. Ce qu'on peut reprocher à cet ouvrage et à la préface du Maréchal, c'est qu'ils ne considèrent précisément le problème que sous l'angle militaire immédiat et négligent entièrement l'aspect politique et diplomatique de la question ». Cf. *Documents diplomatiques belges, 1919-1939*, Tome V, Bruxelles, 1967, n° 73, pp. 211-212.

(104) Jean Piot, « Démocratiser, moderniser », *l'Œuvre* du 30 mai 1936, qui ajoutait en conclusion : « Mais où sont, pour prévenir l'assaillant, les éléments de reconnaissance à grand rayon, les divisions de surprise; où sont, pour le disloquer, quand il aura franchi la première ligne, les troupes motorisées rapides ? Les godillots ? L'infanterie « reine des batailles » ? La baïonnette ? Est-ce que, dans la tragique hypothèse que nous voulons écarter, mais qu'on est bien forcé d'envisager quand on parle de défense nationale, il n'est pas temps aussi de prévoir « la grande relève de l'homme par la machine ? »

que l'armée métropolitaine, étant défensive, n'avait pas besoin de modifier ses structures; il s'agissait avant tout de boucher tous les trous : au Nord, la trouée Suisse, au Sud-Est, les passes pyrénéennes, au Sud, les approches de la Tunisie et du Maroc ? (105)

8. — CHARS ET CAVALERIE.

L'infanterie s'est donc approprié les chars de combat en fonction de ses propres besoins et de ses intérêts spécifiques. Mais comment se fait-il que la cavalerie n'ait pas exercé une pression en sens inverse ? Comment expliquer que le développement des tanks n'ait guère pu s'appuyer sur la nécessité, pour l'arme à cheval, de se moderniser et de se reconvertir à l'engin sur chenilles ? Le tank léger n'offrait-il pas aux cavaliers français l'occasion d'une renaissance ?

Certes, la cavalerie française s'estimait profondément déçue par l'expérience de la Grande Guerre. Plus que les autres armes, elle s'était préparée avec enthousiasme en vue d'une stratégie de mouvement. C'est à elle qu'aurait dû revenir, au début du conflit, la mission d'*explorer* en avant et sur les flancs des armées : par une tactique analogue à celle de la légendaire cavalerie de Murat, où la hardiesse du cavalier et l'aptitude du cheval à la course et au saut d'obstacles jouaient un rôle primordial. Elle avait rêvé d'une héroïque *rencontre*, à l'arme blanche, avec la cavalerie allemande... C'est à elle qu'aurait dû revenir la gloire de couronner la victoire si, un trou béant s'étant finalement ouvert dans le dispositif ennemi, elle avait pu y engouffrer la masse de ses escadrons et les lancer à la poursuite de l'adversaire défait.

Très différente fut la réalité de 1914-1918. Le grand tournoi équestre, à l'ouverture de la campagne, n'eut pas lieu : tout au plus, quelques combats entre patrouilles à cheval, dans la première semaine du conflit. D'ailleurs les dragons français, au lieu d'affronter des uhlans armés comme eux du sabre et de la lance, se virent attirés vers l'avant par leurs adversaires à cheval, pour être attaqués par des tirailleurs, embusqués à l'orée d'un bois ou à l'entrée d'un village. (106) Le cheval offrait une cible trop facile; l'ennemi l'avait compris le premier...

(105) « L'armée et l'empire », *le Temps* du 4 janvier 1939.

(106) Général Boucherie, « La cavalerie moderne », R.M.F., nov. 1933, pp. 214-215. Cf. également : commandant D'Amonville, « Tradition et progrès », R.C., juillet 1930, pp. 463-464.

En novembre 1914, il ne restait, de toute manière, plus d'espace libre sur le front ni de flanc découvert. Une fois les lignes cristallisées, la plupart des cavaliers n'eurent plus qu'à descendre humblement de selle pour combattre, immobiles, dans la boue des tranchées, après avoir troqué leur lance et leur sabre, leur cuirasse d'acier et leur casque à cimier, contre la tenue sale des ordinaires poilus. (107)

En novembre 1918, le rêve que la cavalerie française nourrissait encore de se lancer un jour à la poursuite de l'ennemi en retraite, ce rêve fut définitivement déçu. La puissance de feu allemande était encore trop forte, même à l'heure de la défaite, pour permettre aux Français une grande chevauchée en territoire ennemi.



Après l'Armistice, la cavalerie française se trouva naturellement contestée. Les événements s'étaient révélés contre elle; les progrès de la science, les fronts continus, les mitrailleuses, les gaz de combat, les avions de reconnaissance, les automitrailleuses, tout annonçait la mort d'une arme vieille comme la guerre, sauf reconversion de sa part. Or les tanks, qui auraient pu servir de base à son rajeunissement, étaient déjà accaparés par l'infanterie. La cavalerie, pour ne pas disparaître, tira les conséquences de son expérience de « 14-18 » : sa division type devint une sorte de division légère, combattant avec les mêmes procédés que la division (de ligne) de l'infanterie. Elle s'en distinguait essentiellement par ses trois brigades à cheval (mais qui se battaient à pied), ses chasseurs cyclistes (qui appartenaient d'ailleurs à l'infanterie) et son groupe d'automitrailleuses de reconnaissance. (108)

(107) Cf. entre autres : B.A.R., « Impressions de concours hippique. — La cavalerie victime d'après-guerre », *Correspondant*, 25 avril 1921, pp. 301-308; « De l'avenir de la cavalerie », par « un cavalier », *ibid.*, 25 mai 1922, pp. 601-630; chef d'escadron Brenet, « La cavalerie », R.C., sept./oct. 1931, p. 540. En 1914, il existait en France 10 divisions de cavalerie. Pendant la guerre, 4.880 officiers furent détachés dans d'autres armes : 4.000 dans l'infanterie, 220 dans l'artillerie, 600 dans l'aviation, 50 dans les chars et 10 dans le génie (cf. Aiglat, « Dialogue sur la cavalerie », *Correspondant* du 10 août 1925, pp. 353-354).

A noter que la suppression totale de la cavalerie à cheval fut réclamée avec force, dès 1925, par le général Camon (cf. : « La motorisation de l'armée », *Revue de Paris*, 1^{er} sept. 1925, pp. 144-156).

(108) Boucherie, *op. cit.*, pp. 216-222.

En 1927, il y eut une petite révolution dans la composition de ces divisions de cavalerie : une brigade à cheval sur trois fut supprimée tandis que les cyclistes cédèrent la place à un bataillon de dragons portés sur voitures tous-terrains. La nouvelle division de cavalerie posséda dès lors une composition mixte, avec éléments automobiles et hippomobiles étroitement imbriqués. (109) Ce système semble avoir eu la faveur des intéressés. Le caractère hippique de la formation, auquel ils tenaient beaucoup en raison des satisfactions qu'il leur procurait, était préservé. Par ailleurs, les mécaniques renforçaient considérablement et la puissance de feu et la vitesse d'intervention de l'unité, lui permettant ainsi de remplir, sans s'exposer outre mesure, les missions de reconnaissance, de sûreté et de prise de contact qui étaient les siennes... (110)

Toutefois, la fusion des chevaux et des moteurs posa, on l'imagine assez, de délicats problèmes *au feu* ou *dans les convois*. En 1932, le commandement décida de clarifier la situation : au sein de la division mixte de cavalerie fut constituée une brigade motorisée, réunissant les dragons portés sur camions tous-terrains, les motocyclistes et les automitrailleuses; la fusion des animaux et des mécaniques fit place à une juxtaposition des uns et des autres. Mais la tentation devint alors forte, pour la brigade motorisée, de chercher à exploiter les possibilités de ses engins, quitte à laisser en plan les éléments hippomobiles qui lui étaient associés. (111) La contradiction entre chevaux et moteurs, éliminée au niveau le plus bas, réapparaissait au sommet.

La solution rationnelle était, sans doute, de supprimer ce hiatus en créant progressivement des divisions de cavalerie

(109) La nouvelle division de cavalerie comprenait désormais : 2 brigades à cheval (de 2 régiments chacune); 1 bataillon porté sur voitures tous-terrains (dragons portés); 1 groupe d'automitrailleuses à 2 escadrons chacun; 1 détachement de génie; 1 régiment d'artillerie à 2 groupes de 75 (porté ensuite à 3 groupes). Décision fut prise de motoriser progressivement l'artillerie divisionnaire. Cf. général Boucherie, « L'évolution de la cavalerie vers la machine », R.M.G., 1937, I, pp. 402-422; général Brécard, « L'évolution de la cavalerie », R.M.G., 1937, I, pp. 3-12.

(110) En 1928, le rapporteur de la Commission de l'Armée se trouvait d'accord avec le Gouvernement, lors de l'examen du projet de loi relatif à la constitution des cadres et effectifs de l'armée, de conserver un caractère mixte à la cavalerie : motorisation partielle, le cheval gardant encore la prépondérance. Cf. Chambre, annexe n° 5464 à la 2^e séance du 7 fév. 1928, *Rapport...* par M. Accambray, député, J.O., p. 414.

(111) Boucherie, « La cavalerie moderne », *op. cit.*, p. 227.

entièrement mécanisées. La chose fut décidée au printemps 1933, et l'année suivante, une division de cavalerie était convertie en *Division Légère Mécanique* (DLM). Deux autres DLM devaient suivre, en principe, dans un proche avenir. (112) Nous y avons déjà fait allusion.

De fil en aiguille, on en était donc arrivé à une solution qui surmontait la contradiction interne entre les formations équestres et les formations motorisées. En même temps était résolue une des grandes faiblesses des unités motorisées de l'infanterie, lesquelles étaient extrêmement vulnérables en cours de déplacement; les DLM leur serviraient de bouclier et d'avant-garde. (113)

Si cette organisation n'avait rien de très révolutionnaire en soi, il n'en reste pas moins qu'un pas décisif avait été franchi, qui pouvait être rapidement suivi d'autres. La cavalerie, faisant peau neuve, n'allait-elle pas favoriser un mouvement de rénovation générale de l'armée ?

Mais il se trouve que ces transformations ne provoquèrent pas l'enthousiasme des cavaliers. Au sommet de la hiérarchie, on éprouva de la difficulté à manier les nouvelles unités, si différentes des divisions traditionnelles. *La nouvelle DLM « n'a pas été sans nous apporter quelques mécomptes », notamment au niveau du commandement supérieur*, avouait le général Brécard. (114) On avait cependant dû aller de l'avant parce que l'opinion française, voyant ce qui se faisait en Allemagne dans le domaine des *Panzerdivisions*, voulait obtenir quelque chose d'analogue. Néanmoins, ajoutait le général, « *après avoir assisté à l'éclosion de la 1^{re} division légère [mécanisée], j'estime qu'il eût été peut-être préférable, au lieu de former une grande unité difficile à manier, de laisser nos divisions de cavalerie avec leur constitution normale et de transformer les éléments motorisés de chaque division [de cavalerie] en une solide brigade formée de chars, [d'automitrailleuses] et d'un régiment de dragons portés* » : les « avantages très réels » de l'ancienne DC des années 1927-1934 consistaient justement « *en ce qu'elle était mixte* ». (115)

(112) Cf. *Supra*, note 80. — Le général Brécard précisait que la mécanisation de cette première DC fut entreprise « avant même qu'il fût possible de la doter d'un matériel suffisant » et que la constitution de la 2^e DLM fut retardée par la lenteur de sortie du matériel (*op. cit.*, pp. 4-9).

(113) Cf. *Notice provisoire sur l'emploi des unités motorisées et mécanisées de la cavalerie*, approuvée le 3 juin 1935, in R.M.F., juillet 1936, pp. 158-159.

(114) Brécard, *op. cit.*, pp. 9-10.

(115) *Ibid.*, p. 10.

D'autant plus que dans les grades subalternes, on restait très attaché au cheval; l'attrait de l'équitation entraînait pour beaucoup dans les vocations. Comme le disait le général Brécard : « *les jeunes officiers, entrés dans l'armée avec l'espérance de servir dans la cavalerie* » et qui « *au lieu de servir dans une unité montée, se sont vus dans l'obligation de se consacrer à un moteur, à une voiture à chenille ou à une auto blindée, ont éprouvé une déception facile à comprendre* ». (116) Ce même chef jugea d'ailleurs utile de s'adresser aux jeunes officiers de cavalerie, dans un grand hebdomadaire, pour les inviter à ne pas boudier les formations motorisées. (117)

9. — L'ACTION FRANÇAISE.

D'une manière générale, les cadres de la cavalerie paraissent avoir fait preuve d'une mentalité rétrograde quand fut posée la question de la modernisation de leur arme; ils se sont efforcés d'en ralentir la transformation inéluctable et ont constamment plaidé pour le maintien du cheval dans l'armée. Cette réticence envers le moteur est d'autant plus forte qu'à cet égard l'Allemagne est mieux placée que la France. Plutôt que de vouloir mettre les bouchées doubles pour opérer une reconversion pénible mais nécessaire, on s'accroche à la solution de facilité. « Nous devons y prendre garde, si nous faisons du char notre principal instrument de combat », écrivait le capitaine Daubert dans le premier fascicule de la *Revue de Cavalerie* paru après la guerre, car « nous nous engageons sur un terrain qui ne nous est pas favorable. L'industrie allemande, aujourd'hui en sommeil [...], se réveillera et redeviendra aisément plus puissante que la nôtre ». (118)

*
**

(116) *Ibid.*, p. 11. Cf. aussi Aiglat, *op. cit.*, p. 335. A noter qu'en revanche, la cavalerie était l'arme où l'avancement était le plus lent. Selon l'*Action Française* (10 mars 1933, p. 3) il fallait en moyenne, dans les années « trente », compter les délais suivants entre le grade de lieutenant et celui de capitaine : 4 ans dans l'aviation, 5 ans dans le génie, 6 ans dans l'artillerie, 11 ans dans l'infanterie et 14 ans dans la cavalerie.

(117) Général Brécard, « Aux officiers de cavalerie », *Vendémiaire*, 30 mai 1934, p. 9.

(118) Capitaine Daubert, « Le char remplace-t-il la cavalerie ? », R.C., janv. 1921, p. 45; à noter toutefois que ce premier fascicule de la R.C. s'ouvrait sur une prise de position moderniste du général Weygand, pp. 2-9.

La défense du cheval par rapport à la machine se fait d'après une conception surannée de la mobilisation générale, une conception qui raisonne moins en termes de potentiel de guerre qu'en termes de stocks. A ce compte, les chars coûtent cher car ils se démodent avant d'être usés; il faut sans cesse les renouveler; les chevaux, par contre, ne connaissent pas cette infirmité... Et, au moment critique, ne sera-t-il pas assez tôt pour ordonner une production massive des appareils; en revanche, le cheptel, si d'aventure on l'a laissé périlcliter, ne se reconstitue que très lentement : on ne force pas la nature...

L'automobile ne supprime pas le cheval, écrivait par exemple le général Rampont. « Ceci ne tue pas cela : l'arme blanche et l'arme à feu ont coexisté pendant plusieurs siècles; ne montrons pas un goût immodéré pour les autos. [...] Avec des finances obérées, n'allons pas nous encombrer d'un matériel oisif, stocké pendant des années et susceptible de se démoder ! Voilà dans quel esprit il faut étudier la question de la motorisation ». (119)

L'Action Française, qui recrutait dans le milieu cavalier nombre de ses fidèles, et qui s'en faisait aussi le porte-parole virulent, manquait rarement de critiquer les conceptions « passives » du commandement français et le manque de mordant de la doctrine officielle. On y prônait la manœuvre, la mobilité, le dynamisme dans le domaine stratégique, toutes vertus « cavalières ». Mais ces exigences étaient le plus souvent empreintes d'une profonde aversion à l'égard du progrès technologique et du machinisme. Dans la même veine, le capitaine Souchon, critique impitoyable de la doctrine stratégique de l'armée française, stigmatisait lui aussi le « matérialisme scientifique » qui régnait dans l'armée française, — l'attribuant, comme il se doit, à la contagion teutonne — et déplorait des innovations aussi néfastes que la « machine à écrire » : « facteur d'avilissement

(119) Général Rampont, « Cavalerie aux armées », R.D.M., 1^{er} janv. 1928, p. 204. Ce général, qui s'élevait contre « le terme barbare » de motorisation, soit dit en passant, n'était pas opposé au programme de modernisation prévu pour le court terme dans la cavalerie : remplacement des automitrailleuses sur roues par des engins sur chenilles; remplacement d'une section des trains régimentaires hippomobiles par des camions; remplacement des cyclistes par des dragons portés. Mais hors ces améliorations et pour la période allant jusqu'en 1940, « qui reste une période pleine de menaces en raison de la surexcitation morale de la nation rivale, toute transformation brutale et insuffisamment préparée par l'expérience serait prématurée et dangereuse; elle doit être condamnée » (*ibid.*, p. 206). Ainsi, c'était en raison même du danger allemand qu'il fallait freiner la modernisation de l'armée.

du commandement »; le « téléphone » : « l'instrument le plus pernicieux qu'on ait jamais inventé »; l'automobile enfin: dangereuse pour l'intelligence et le moral du chef ! (120)

D'une manière générale, les cavaliers, protagonistes du « mouvement » dans le domaine stratégique, restaient attachés à un monde en voie de disparition. Les conditions économiques et sociales ont sans nul doute contribué à ce blocage mental. Un général d'*Action Française* n'hésitait pas à déclarer, dans la page militaire du quotidien monarchiste où il tenait rubrique : « Quand vous aurez fait la guerre au cheval national nourri d'avoine nationale pour lui substituer l'engin alimenté par de l'essence étrangère, vous aurez détruit une force — un impondérable — sans savoir par quoi vous la remplacerez. » (121) A quoi il ajoutait un argument de classe : « Le dilemme se pose : cavalerie ouvrière ou cavalerie paysanne — aggravé encore si du paysan vous faites un ouvrier » ! (122) N'oublions pas à ce propos que la cavalerie constituait sous la Troisième République l'arme de répression par excellence des manifestations urbaines et des grèves ouvrières.

Le cheval trouve des défenseurs passionnés qui, à défaut d'arguments rationnels, lancent des formules à l'emporte-pièce. Tel cet officier irrité par un article en faveur de la motorisation, qui déclarait sans ambages, dans la *France militaire* des 10-11 février 1935, que le cheval est « le seul véritable tous-terrains, [...] l'irremplaçable instrument de déploiement et de décrochage. [...] s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer », mais malheureusement, il n'est « pas à la mode parce qu'il existe depuis trop longtemps ». Et le général Daubert, dissertant sur le « problème du tank » dans le *Mercure de France*, du 15 octobre 1937, entonnait ce mot d'ordre : « Ayons une politique de l'élevage, car, si étrange que puisse sembler cette assertion : la France, peut-être un jour, devra son salut au cheval. » (123)

*
**

(120) (Capitaine Lucien Souchon), *Feue l'armée française*, Paris, 1929, pp. 47-48. L'ouvrage de Souchon parut anonymement et fit grand bruit à l'époque, mais il ne contient rien de très original. Souchon avait la « mentalité du cavalier ».

(121) Général Lavigne-Delville, « La cavalerie méconnue », *Action Française*, 10 nov. 1931.

(122) *Ibid.*

(123) *Op. cit.*, p. 325.

Le fait est que les partisans naturels du *mouvement* avaient trop souvent partie liée avec des couches économiques et sociales en déclin. La résistance des cavaliers ne provenait pas seulement d'un attachement sentimental aux nobles traditions équestres. Mille liens que l'on perçoit plus ou moins obscurément, mais dont on ne peut douter, les unissaient à l'élevage chevalin. Une communauté d'intérêts, au niveau de la région et du milieu social, les coalisaient contre la motorisation et la mécanisation.

En 1933, lorsqu'il décida la création des DLM, le ministre de la Guerre Daladier prit en même temps la décision de supprimer 10 000 chevaux et mulets sur les 130 000 que l'armée possédait encore. (124) A la Chambre, la réaction des milieux intéressés est vive. Le député breton Vincent Inizan intervient en faveur de l'artillerie hippomobile; le radical de droite Le Bail demande à interpeller le Gouvernement « sur les dangers que la motorisation exagérée de l'armée fait courir, d'une part, à la Défense Nationale, d'autre part, à l'élevage chevalin qui subit déjà une si lourde crise. Au Sénat, Edmond Cavillon interroge le Gouvernement sur les mesures qu'il « compte prendre pour supprimer 10 000 chevaux ou mulets de l'armée sans nuire aux intérêts de l'élevage, dont la Défense Nationale aurait un impérieux besoin en cas de conflit » (125).

*
**

(124) L'art. 89 de la Loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1933 et tendant au redressement budgétaire, prévoyait que le nombre des officiers de l'armée active serait diminué de 5.000 avant le 1^{er} janvier 1938, par rapport aux effectifs existant au 1^{er} janvier 1933. Ce paragraphe souleva moins de protestations au Parlement que le suivant, qui stipulait : « Dans le même délai, le nombre des chevaux sera abaissé de 10.000 unités. La motorisation de l'armée sera poursuivie. Les modifications à la structure des unités motorisées seront réalisées par décret ». Cf. Sénat, J.O., p. 316; Chambre, J.O., p. 717, séance du 22 fév. 1933. A remarquer qu'en 1923, l'armée entretenait 185.250 animaux; en 1929 : 158.094 (effectifs budgétaires); les réductions affectent principalement les animaux cantonnés dans les territoires d'Outre-Mer : n'étaient-ils pas électoralement moins bien défendus ?

(125) Cf. Chambre 1933, J.O., pp. 714 et ss.; Sénat, 1933, J.O., p. 351, 1957. Cf. également Chambre 1922, J.O., pp. 3646-3649; 1926, J.O., p. 3808. A noter que plus de trois cents parlementaires étaient inscrits au *Groupe de défense de l'élevage chevalin* (*le Temps*, 2 juillet 1932). A remarquer encore ce fait plus que symbolique : en 1927, lors du vote du budget de la guerre, le Sénat diminua tous les postes de crédit, à l'exception du chapitre « fourrages », majoré de 500.000 francs, tandis que le chapitre « carburants » était amputé du même montant (J.O., p. 4063). En 1937, les crédits budgétaires pour les carburants et les

Dans cette question, il est intéressant de suivre les réactions de l'*Action Française*, encore que celle-ci n'ait pas eu, à proprement parler, de doctrine définie : plusieurs chroniqueurs militaires anonymes s'y livraient parfois à d'assez âpres polémiques. C'est néanmoins le point de vue « cavalier » qui dominait dans cet organe de presse en ce qui concernait les questions de motorisation et de mécanisation.

Jusqu'au début 1933, l'*Action Française* se déclarait résolument : pour le cheval et contre le moteur. Elle opéra sa conversion au moment où Daladier créa la première D.L.M. Les attaques contre le personnel dirigeant de la République ne cessèrent pas pour autant ; et l'*Action Française* ne prit pas position en tant que telle. Les choses se sont passées en douceur : Lavigne-Delville, l'ancien chroniqueur de la page militaire de l'*Action Française* et partisan du cheval, cède la place à d'anonymes correspondants, favorables dans l'ensemble, à la mécanisation. (126) Ce changement d'optique s'est probablement effectué sous l'influence de cercles proches du général Weygand, lui-même à la tête de l'armée à cette époque, et acquis à la modernisation de son arme d'origine.

Le 10 janvier 1933, un auteur, signant « RCC », se prononçait encore pour l'amalgame des chars dans toutes les divisions de couverture, à raison d'un bataillon « si possible » ou « tout au moins d'une compagnie » de chars par division d'infanterie, sans en laisser au corps d'armée. (127) « Sans doute,

ingrédients pour les véhicules à moteur de l'armée de terre s'élevaient à F. 30.566.630; les dépenses pour les fourrages de l'armée se montaient à F. 128.080.300 (cf. J.O., Lois et Décrets, 1^{er} janv. 1937, états annexés, p. 23).

(126) L'*Action Française* inaugura en 1928 une page militaire. Jusqu'au début 1933, elle fut dirigée par le général de cavalerie (à la retraite) Lavigne-Delville; elle servait d'organe aux intérêts chevalins conservateurs. (Le général Lavigne avait commandé la 5^e division de cavalerie à Meaux; le 13 mai 1928, il fut placé dans la 2^e section (réserve) du cadre de l'Etat-Major Général.) En 1933, cette page militaire, intitulée « Armée-Air-Marine », paraissait le premier du mois et le même jour que les mutations semi-mensuelles de l'Armée (en principe, le 10 et le 25 du mois). Les rédacteurs restèrent anonymes : « NNN », « RCC », « Miles », « Vivat », « H. de Trézène »... Une partie des divergences qui les opposaient sont apparemment à mettre au compte des différents particularismes d'armes. Le point de vue cavalier y prédominait. — De ton, cette page militaire était extrêmement acerbe envers le régime et le haut commandement. Quant au fond, elle était beaucoup plus conformiste que ne le laisserait supposer son agressivité verbale.

(127) R.C.C., « Chars et couverture », A.F., 10 janv. 1933, p. 6.

ajoutait « RCC », cette façon de faire est-elle en opposition avec les prescriptions réglementaires sur l'emploi des chars en masse et sur de grands fronts. Sans doute heurte-t-elle, au moins en apparence, quelques principes infiniment respectables : concentration des efforts, constitution de réserves à tous les échelons, etc... » (128) Mais tout cela n'avait guère d'importance à ses yeux : « car quel va être le rôle des chars divisionnaires ? Nous ne prétendons pas arrêter avec eux la poussée principale de l'ennemi à l'endroit où elle va se produire. Mais, en revanche, ils seront d'un précieux concours pour bloquer, dès leur origine, les actions secondaires, simulacres et trompe-l'œil, auxquelles manquera la puissance » ! (129) Quinze jours plus tard, « RCC » et un autre auteur, signant « Vivat », se prononçaient en faveur de l'arme blindée. Selon Vivat, il fallait la constituer avec des tanks lourds, ce qui permettrait à la France d'éviter « la fabrication en série, pour laquelle nous sommes moins bien outillés que certains de nos voisins ». (130) Cependant le 10 octobre 1933, était inaugurée une longue série d'articles consacrés à l'arme blindée; (131) ils étaient signés d'un pseudonyme —

(128) *Ibid.*

(129) *Ibid.*

(130) Vivat, « Motorisation et mécanisation », A.F., 25 janv. 1933, p. 3. — Notons que le 25 août 1933, le même Vivat dénonçait la doctrine française des chars : alors qu'ils étaient capables de prendre activement part à toutes les phases de la bataille, la doctrine officielle prescrivait le transport des chars en camions, par bonds successifs de couvert à couvert, derrière les fantassins d'avant-garde. A l'appui de cette doctrine, on invoquait les prétextes suivants : les chars voient mal (ce qui, rétorquait Vivat, était vrai pour le vieux char Renault); ils servent de cible à toutes les armes (ce qui était également vrai en 1918, quand, du fait de la stabilisation, des observatoires d'artillerie étaient postés partout); ils sont lents et ils risquent de s'user dans l'approche et de faire défaut au moment de l'attaque. Vivat estimait au contraire que les chars devaient être surtout utiles dans une situation mouvante. Il était d'accord avec la doctrine officielle en ce qui concernait la tactique de leur emploi contre une position organisée (attaque méthodique avec grand luxe de précautions) mais pour ajouter que c'était précisément ce genre d'attaque frontale contre une position organisée qu'il convenait d'éviter. « Si l'on envisage, comme il faut bien le faire aujourd'hui, des actions profondes de forces blindées en arrière du front ennemi, c'est au point faible de ce front qu'il faut chercher leur passage ». Le char, ajoutait-il, n'est plus, comme au moment de sa création, une arme de tranchée mais celle du terrain libre. (Vivat, « Notre doctrine d'emploi des chars », A.F., 25 août 1933).

(131) H. de Trézène, « L'héritage de la cavalerie », A.F., 10 oct. 1933, pp. 6-7.

« H. de Trézène » — derrière lequel on a cru ensuite reconnaître Charles de Gaulle. (132) Trézène combattait la conception du char puissant; il le voulait léger, rapide, et attribué exclusivement à la cavalerie. « Dès l'instant, affirmait Trézène, qu'apparaissait avec le moteur un mode de locomotion militaire de vitesse et de rayon d'action plus grands que ceux du cheval, il était [...] inévitable que la cavalerie cherchât à l'assimiler, voire à le monopoliser ». (133) Les blindés devaient être considérés davantage comme une arme de « manœuvre inondante » qu'une arme de choc, leur garantie étant dans la vitesse plus que dans la cuirasse. Par là, ils restituaient toutes ses propriétés à l'ancienne cavalerie. Un « commandement digne de ce nom » avait le devoir « de donner à la France son premier outil de sécurité en restituant à la cavalerie ce qui est son héritage direct et demeure dans sa pure tradition d'arme, l'arme cuirassée, englobant tout ce qui est blindé, car le blindage n'est plus guère que le moyen d'exploiter la vitesse, raison d'être de la cavalerie ». (134) Des cavaliers préconisent encore le cheval comme moyen de prise de contact, mais comme tel il « *est définitivement périmé* ». « L'affirmation est grosse, nous le savons; elle fera bondir d'indignation bien des cavaliers, mais nous en prenons la pleine et entière responsabilité. [...] Sans doute, c'est une grande tradition qui va disparaître, tout un idéal qui s'évanouit. Mais après avoir été un des derniers et des plus ardents à [...] défendre [le cheval], nous devons nous incliner devant les intérêts supérieurs de la patrie ». (135) La cavalerie n'est pas morte car la vitesse va devenir la « vraie reine de la guerre » et, « à terre, la vitesse appartient à la cavalerie »; le char doit, en conséquence, être enlevé à l'infanterie. Cette dernière avait son rôle à jouer

(132) Les ressemblances entre H. de Trézène et C. de Gaulle pouvaient induire en erreur; elles ne résistent cependant pas à un examen sérieux. Les conceptions cavalières de Trézène étaient en opposition avec celles du colonel de Gaulle, qui préconisait une armée mécanisée autonome. Trézène, comme nous le verrons plus loin, ne cite qu'une seule fois de Gaulle — qui était pourtant au centre de la discussion sur les chars — et c'est pour reprocher à son projet de faire une part trop large à l'infanterie (voir *infra*, la note 137). Récemment, l'organe monarchiste *Aspects de la France* saisit l'occasion d'un discours de Thierry Maulnier à l'Académie Française (lequel avait répété la légende de de Gaulle, critique anonyme dans l'*Action Française*) pour indiquer de bonne source que le colonel de Gaulle n'avait jamais écrit une ligne dans le quotidien royaliste. Cf. *le Monde* du 2 février 1966 : « Une mise au point d'*Aspects de la France*. »

(133) H. de Trézène, « L'héritage... », A.F., 25 oct. 1933, p. 3.

(134) Trézène, A.F., 9 sept. 1934, p. 5.

(135) *Ibid.*

dans « l'action de force, de rupture, avec l'appui de l'artillerie » contre les positions organisées de l'adversaire... (136)

Au début de 1935, Trézène adjurait encore ses camarades de comprendre leur véritable intérêt et d'accepter de bon gré la reconversion de leur arme : « La cavalerie française, écrivait-il, est en train de manquer la plus belle occasion de son histoire. Après quoi, fatalement, elle devra disparaître. On pourrait peut-être s'en consoler, si la France n'en devait pâtir. Une affaire va se perdre dans les sables, qui était inespérée pour la sécurité française comme pour la cavalerie. » (137) Grâce à la mécanisation, le destin des cavaliers, « les payant magnifiquement d'un trop long effacement, les sacrant, sur les modernes champs de bataille terrestres, chevaliers incontestés de la vitesse, alliée à une puissance nouvelle. La vieille religion de l'avant-garde allait reprendre son juvénile et étourdissant credo sous les cuirasses neuves ». Cependant, « comme si la cavalerie n'avait pas assez de détracteurs, on semble, comme à plaisir, préparer le jour imminent où les autres armes pourront lui dire : *Que faites-vous donc tant que nous ne faisons nous mêmes et avec plus de profit ?* » La faute, selon Trézène, en incombait aux « chefs responsables » qui orientent ou laissent orienter la cavalerie dans les formes les moins cavalières et les plus désuètes » (138). Un mois plus tard, c'est-à-dire aussitôt après l'échec du projet gaullien à la Chambre des députés, Trézène écrivait que « la protestation des amateurs de cheval a trouvé audience », et que c'est « à un freinage complet de la motori-

(136) *Ibid.*

(137) Trézène, « La cavalerie veut-elle sa déchéance ? », A.F., 24 fév. 1935, p. 3. Un fantassin signant « Miles », dans une « réponse à Trézène » parue dans l'A.F. du 1^{er} avril 1935 fit valoir qu'il était impossible de lutter contre l'Allemagne sur le terrain de la *mécanisation*; il était loisible à cette dernière de choisir son heure et de faire fonctionner jour et nuit ses usines d'armement. La France, quant à elle, ne pouvait faire que des prototypes. « L'armée cuirassée est l'outil de l'agresseur. Celui qui n'a pas voulu la guerre ne l'aura pas ou n'en aura pas assez. Il lui faut donc trouver autre chose » : le canon antichar. « Nous autres Français, nous devons espérer qu'il arrêtera les blindés, car nous ne serons pas les agresseurs sous blindage. En tout cas, là est notre salut, s'il existe, parce que nos faibles ressources nous permettront de nous barder, infanterie et cavalerie, de canons d'accompagnement, tandis qu'elles nous interdisent l'arme cuirassée. Quand on n'a pas la force de manier la massue de Goliath, il faut s'armer de la fronde de David » (Miles, « Cavaliers ou cuirassés : réponse à Trézène », A.F., 1^{er} avril 1935).

(138) *Ibid.*

sation et de la mécanisation que se résoud la cavalerie » (139).

Le 25 août 1935, *Vivat* contestait un décret du ministre de la guerre qui, « sous couleur d'une réorganisation du commandement » affectait dorénavant et d'une façon permanente certains régiments de chars à des infanteries divisionnaires ou à des brigades d'infanterie, les enlevant donc à la réserve générale. Si au moins, ajoutait-il, on avait affecté aux divisions les vieux chars Renault de la guerre, ç'aurait été une façon élégante de les mettre au « rencart » ; mais cette affectation avait porté sur les meilleurs bataillons de chars lourds que possédait l'armée. En outre, les chars, qui relevaient jusqu'alors de la direction générale de l'infanterie avec, cependant, une hiérarchie autonome jusqu'au grade de général de brigade, allaient passer dorénavant sous l'autorité directe des généraux d'infanterie (140). Fin 1935, Trézène s'en prenait une nouvelle fois à la jalousie des fantassins, à l'esprit borné des cavaliers, nostalgiques de « l'arme hippique qui meurt » et à la mauvaise volonté des techniciens, lesquels avaient « torpillé les difficiles essais de réalisation de la cavalerie » mécanisée... (141)

L'examen de la *Revue de cavalerie*, organe exclusivement militaire, laisse entrevoir la présence agissante des intérêts chevalins, laquelle se fait de moins en moins discrète au cours des dernières

(139) Trézène, « La cavalerie blindée, instrument technique du salut français », A.F., 24 mars 1935, p. 5.

(140) Vivat, « Les chars de combat : un saut en arrière », A.F., 25 août 1935, p. 5.

(141) Cf. Trézène : « Encore l'arme cuirassée », A.F., 10 nov. 1935, p. 6 ; « Vers de nouvelles doctrines de guerre », *ibid.*, 24 nov. 1935, p. 6 ; « Dernières nouvelles de l'arme cuirassée », *ibid.*, 10 déc. 1935, p. 6. — Comme la plupart de ses confrères, H. de Trézène annonça, en 1938, que l'expérience de la guerre d'Espagne concluait en faveur de la doctrine française en matière de chars, sans rappeler aucunement que cela condamnait par là même les thèses que lui, Trézène, avait si passionnément défendues dans l'*Action Française*. Et Trézène de critiquer hargneusement le « pensum » d'Eimannsberger, les « grimoires » de Guderian et autres généraux germaniques « pouvant être avantageusement accommodés en bouillie de perroquet » (cf. par ex. « Le massacre des chars », A.F., 25 juin 1938). Même activisme verbal dans l'organe des Croix de Feu ; ainsi, le 1^{er} janvier 1934, le colonel de La Rocque affirmait sortir de son « abstention » pour déclarer que la cavalerie était « l'exemple le plus frappant de notre dégénérescence intellectuelle » car il s'y manifestait « une opposition sacrée devant une saine tendance à la modernisation, au nom d'une tradition équestre mal comprise », suivie du « déchaînement d'une motorisation à outrance, anticipant, sinon sur l'invention, au moins sur la fabrication rationalisée des instruments à mettre en œuvre et sur le dressage du personnel » (La Rocque, « Controverses militaires », *Le Flambeau*, 1^{er} janv. 1934, p. 1).

années de paix. C'est, en effet, entre 1935 et 1939, que les défenseurs du cheval élèvent la voix dans les organes patronnés par l'état-major, en vue de freiner le mouvement de modernisation, si ce n'est pour faire marche arrière. Dans son fascicule de janvier-février 1935, la *Revue de cavalerie* se déclarait décidée à « raffermir, à l'égard du cheval, une foi que sape, inlassablement et sans contre-partie, une propagande, tantôt sournoise, tantôt violemment hostile », et dont le moment culminant correspond avec l'ouverture annuelle du salon de l'automobile ! (142) La presse était accusée de s'emparer de ce « prétexte » annuel pour « glorifier le moteur — le progrès — » et pour tourner en ridicule « le cheval — la routine ! » (143) Ce dernier serait victime d'« une conspiration du silence » quand il n'était pas l'objet d'une « critique haineuse » ! Contre l'agressivité des marchands de tanks et de camions, l'auteur évoquait le visage de « notre cavalerie pacifique et ignorée », avec ses « trois millions de chevaux représentant quelque dix milliards de francs ». Or ceux-ci, « compagnons de travail journalier de plus de 20 millions de ruraux » ne faisaient-ils pas vivre, de surcroît, « par centaines de mille, vétérinaires, négociants, maréchaux-ferrants, carrossiers, selliers, forgerons » ? (144) Et, à l'opposé du moteur, nourri de pétrole étranger, « toute cette activité silencieuse et sans défense, dont vit la moitié de la nation, est alimentée par des produits exclusifs de notre sol, dont elle consomme chaque année 50 millions de quintaux de foin, autant de paille, autant d'avoine, ce qui représente pour notre agriculture en mal de surproduction, un débouché de 6 milliards de francs ». Il fallait encore tenir compte des économies en engrais chimiques, puisque le cheval « rend à la terre nourricière, sous forme d'engrais animal, une partie de ce qu'elle lui a donné » (145).

En 1938, on pouvait lire, sous la signature d'un commandant, un article réclamant de l'armée qu'elle achète davantage de chevaux de selle, et au prix fort (146). A la même époque, un lieutenant-colonel examinait, dans cette même *Revue de cavalerie*, cette question « qui sonne désagréablement à des oreilles cavalières » : « faut-il conserver des formations à cheval dans la cava-

(142) L. Miquel, « La cavalerie rurale en France, R.C., janv./fév. 1935, pp. 1-15.

(143) *Ibid.*, p. 2.

(144) *Ibid.*, pp. 2-3.

(145) *Ibid.*, p. 3.

(146) Commandant de Montbrison, « L'élevage dans le Sud-Ouest », R.C., nov./déc. 1938, pp. 676-677.

lerie » ? (147) Après avoir concédé que l'Angleterre avait mécanisé à 50 % sa cavalerie et qu'elle marchait vers la mécanisation totale; que la Belgique avait totalement banni les quadripèdes de la cavalerie; que l'Allemagne, enfin, avait supprimé toutes ses grandes unités à cheval à l'exception d'une seule brigade (cantonnée en Prusse orientale), il concluait de manière plutôt surprenante : « Une dizaine d'années d'expériences [de mécanisation] ont calmé les enthousiasmes et les passions. On sait aujourd'hui qu'il n'y a pas de mécanique *tous terrains*, que l'avion lui-même n'est pas *tous terrains*, la boue, le sable, l'empêchent de s'envoler, les cailloux et les fossés l'empêchent d'atterrir... » (148)

Les tanks étaient présentés comme inférieurs au cheval non seulement en raison de « servitudes de terrain », mais encore de leurs « servitudes mécaniques » et de leurs « servitudes fonctionnelles » ! En effet, « le moteur consomme une ration déterminée en nature et en quantité d'un carburant, d'ailleurs d'importation » et « demande, à des périodes déterminées, un nombre d'heures de travail et des ingrédients souvent très divers, mais qui ne souffrent, eux aussi, ni réduction ni substitution », faute de quoi il cesse de fonctionner. Les tanks sont des « véhicules encombrants et, dès qu'ils ne sont plus en vitesse et au large, lourds à remuer et à tourner ». Enfin, « les formations motorisées ou mécaniques sont exposées à la paralysie absolue » en cas d'intempéries... (149)

La *Revue de cavalerie* ouvre alors complaisamment ses colonnes aux éleveurs lésés par la motorisation tant agricole que militaire. On y peut lire les doléances d'un canton d'élevage dans le Sud-Ouest, spécialisé naguère dans la production d'un cheval pour « dragons » et dont la mévente se répercutait sur toute une population de maréchaux-ferrants, de bourreliers, de carrossiers; l'armée était sollicitée d'augmenter ses achats de « troupiers » (150). Un autre article évoquait la situation désastreuse à Saint-Germain-en-Laye, spécialisé dans la production d'un type de cheval bien défini : « un animal de taille moyenne de 1,58 m à 1,80 m avec un garrot bien sorti et une bonne épaule, compact, près de terre, appuyé sur de forts membres bien d'aplomb et de bons pieds »; mais la « vulgarisation de l'auto-

(147) Lieutenant-colonel Dario, « Faut-il conserver des formations à cheval dans la cavalerie ? », R.C., janv./fév. 1938, pp. 12-28.

(148) *Ibid.*, p. 14.

(149) *Ibid.*, pp. 16-18.

(150) Jean Bajou, « Un canton d'élevage dans le Sud-Ouest », R.C., sept./oct. 1937, pp. 502-506.

mobile » dans les campagnes avait commencé par lui porter « un coup fatal » : « l'armée est devenue à peu près son seul client, et ce client devient de moins en moins sérieux par l'extension de la motorisation ». Il fallait donc élever le prix d'achat pratiqué par l'armée « si l'on veut encourager l'éleveur dans cet élevage, qui accuse un déficit inquiétant au point de vue de la mobilisation » (151). Enfin, un commandant de Rancourt se faisait le porte-parole des éleveurs berrichons producteurs du « bidet sancerrois », cheval de trait moyen employé dans l'armée et en voie d'extinction devant ses concurrents : l'automobile et le cheval de trait lourd. « Dès 1927, [...] le vent a changé : l'automobilisme, d'une part, la motorisation militaire, d'autre part, en raréfiant les achats de l'armée et en diminuant ceux des particuliers et notamment des limonadiers, des grands magasins, en un mot, du commerce, ont causé la mévente du cheval de selle et de trait léger ou moyen en faveur du trait lourd » ; transformation qui allait de pair avec une déchéance sociale : « aujourd'hui où l'éleveur a quitté le tube gris et les guêtres blanches pour la blouse, l'automobile a partout détrôné le cheval, le trait lourd tend à remplacer le trait léger et à supprimer le cheval de selle. » (152) C'était l'armée qui devait encourager ces productions en déclin.

*
**

(151) X..., « Le comité d'achat de chevaux de Saint-Germain-en-Laye », R.C., 1938, pp. 446-454.

(152) Commandant de Rancourt, « Le cheval berrichon et la défense nationale », R.C., janv./fév. 1939, pp. 59-72. A remarquer que le cheval de trait lourd n'est pas en déclin, même en présence de la motorisation, car il remplace pendant ces décennies, dans toute l'Europe, le bœuf comme animal de traction ; l'Allemagne possède une population chevaline plus importante que la France au dernier recensement avant la guerre, en 1932. Cf. R.C., 1938, p. 486. Voir encore les plaidoyers en faveur des intérêts chevalins dans le *Soldat de France* (« organe officiel de la Ligue française d'éducation par le cinéma, œuvre d'enseignement et d'éducation à la caserne », directeur : général Madelin ; n° 1, avril 1933, mensuel, puis à partir du 14 avril 1934, hebdomadaire). Cette feuille à laquelle collaboraient des militaires de haut rang, était un organe des différents groupes de pression cherchant un débouché, pour leurs surplus, dans l'armée : chevaux, « pinard », etc. En fait de propagande cinématographique, E. Servan-Schreiber, allant en automne 1935 dans un cinéma strasbourgeois, pouvait y voir successivement un film allemand, montrant un prestigieux défilé militaire devant Hitler, puis les actualités françaises montrant les manœuvres de l'armée française. « On n'y voit, notait-il, que des fantassins buvant du pinard, des cavaliers chargeant

Il faut remarquer que, pendant ce temps, l'industrie mécanique ne faisait guère de propagande en faveur d'une intensification du programme de motorisation de l'armée. Bien au contraire, son souhait était de voir les commandes militaires s'étaler sur une plus longue durée. Car depuis 1934, (et malgré la protection accordée par l'Etat aux chemins de fer au détriment des transports automobiles) les commandes de l'armée en camions et en chars d'assaut entretiennent une activité fiévreuse dans les usines. L'organe de l'industrie lourde française, l'*Usine*, se fait l'écho, en 1935, des difficultés « inouïes » qu'éprouvent les constructeurs à effectuer leurs livraisons de matériels dans les délais contractuels, notamment en raison du goulot d'étranglement que constitue la production des aciers et alliages spéciaux pour les cuirassements. L'industrie lourde ne montre pas d'agressivité envers les intérêts chevalins (153). Au contraire, elle a un intérêt objectif à freiner la reconversion de la cavalerie équestre en cavalerie mécanisée.

comme à Reichshoffen, voire comme à Fontenoy. Pas une unité motorisée, par un tank. Les Allemands paieraient pour le choix de nos films qu'on ne ferait pas mieux. D'ailleurs, la gêne des spectateurs français, l'ironie de certains spectateurs allemands ou peut-être alsaciens, suffisent à nous fixer. C'est ce que nous appelons montrer sa force pour ne pas être obligé de s'en servir ! » Cf. Emile Servan-Schreiber, *Regards sur un demi siècle*, Paris, 1964 (4 octobre 1935) pp. 146-148.

(153) Cf. les éditoriaux de l'*Usine*, hebdomadaire (Journal de l'industrie et de la métallurgie), et notamment les fascicules du 31 déc. 1931, p. 17; du 27 juin 1935, p. 17. A noter qu'à partir de 1934, l'industrie métallurgique française est littéralement « effrayée par les progrès de l'industrie lourde allemande ».

II. — L'AVIATION.

Comment le système statique de l'état-major français a-t-il réussi à incorporer l'aviation — arme dynamique par excellence — sans pour autant voler en éclats ni se modifier radicalement ? Telle nous paraît être la question essentielle. En ce qui concerne les chars de combat, nous avons vu quelles formules furent graduellement inventées, qui masquèrent la contradiction profonde entre une théorie penchant vers la stabilisation et une arme imposant le mouvement : de telle manière que la crise doctrinale latente fut finalement résolue par un renforcement des dogmes anciens. Ce qui, dans le système, aurait dû normalement constituer un élément de subversion servit, au contraire, à en étayer la charpente vermoulue. En ce qui concerne l'aviation de guerre française, un refoulement analogue est-il observable ?

1. — AVIATION ET GUERRE D'USURE.

A la fin de la Grande Guerre, l'armée française se trouve dotée d'un stock d'avions militaires qui lui assurent, avec le désarmement de l'Allemagne (154), la prépondérance dans le ciel européen. La France fait même figure de première puissance mondiale dans le domaine de l'aéronautique militaire. Sa flotte aérienne est supérieure au total des deux puissances les

(154) Cf. les articles 198 à 202 du Traité de paix conclu à Versailles.

mieux pourvues après elle — situation comparable à celle que maintenait, avant le conflit mondial, la Grande-Bretagne dans le domaine maritime, avec son *two powers rate*. Si l'on prend le relevé des appareils en service, en date du 1^{er} octobre 1921, chez les cinq puissances participant à la Conférence de Washington sur la limitation des armements, on constate que la France vient très largement en tête avec 1.722 avions; suivie par la Grande-Bretagne : 1.048 avions; les Etats-Unis et le Japon : 537 avions; et l'Italie : 491 avions. Cette supériorité est acquise à la France dans chacune des trois catégories classiques : Chasse, Bombardement, Reconnaissance et observation (155).

Au cours de la période 1918-1928, l'essentiel des crédits affectés par le législateur français à l'aéronautique militaire servira à l'entretien de cette imposante flotte aérienne ainsi qu'à sa rénovation partielle. Lorsqu'il s'agit de remplacer une tranche puis une autre de cette flotte, on se contente de performances légèrement accrues, ce qui s'obtient par l'amélioration constante des moteurs et des perfectionnements de détail qui ne remettent pas en cause les conceptions d'ensemble. Au demeurant, dans le palmarès des coupes et des tournois d'aviation, la France arrive régulièrement en tête de classement au cours de cette période d'après guerre (156).

(155) En date du 4 avril 1923, les effectifs de l'aéronautique militaire française s'élevaient à 1542 appareils, qui se décomposent ainsi : 452 bombardiers, 362 chasseurs, 728 avions de reconnaissance. Cf. *Annuaire militaire de la Société des Nations*, Genève, 1924, p. 520.

(156) La France détient la plupart des records de vitesse au cours de la période 1920-1931. Seuls les pilotes de la firme américaine Curtiss lui ravissent quelques palmes. Voici la liste de ces performances, qui marque bien l'évolution de la technique de cette période :

7/ 2/1920	275,862 km/h sur	Nieuport-Delage (France)
28/ 2/1920	283,864	Spad (France)
9/10/1920	292,682	—
10/10/1920	296,694	Nieuport-Delage (France)
20/10/1920	302,529	—
4/11/1920	309,012	Spad
12/12/1920	312,043	Nieuport-Delage
26/ 9/1921	330,275	—
21/ 9/1922	341,233	—
13/10/1922	358,386	CURTISS (U.S.A.)
15/ 2/1923	375	Nieuport
29/ 3/1923	380,751	CURTISS
2/11/1923	417,078	—
4/11/1923	429,025	—
11/12/1924	448,171	Bernard (France)

Ce dernier record, réalisé par l'adjudant Bonnet sur un avion de

A l'origine, aucune contradiction n'est donc visible entre l'aviation et sa doctrine d'emploi. Il est vrai, l'aéronautique militaire française est étroitement tenue en laisse par un commandement qui met l'accent sur l'engagement de toutes les armes en liaison étroite avec l'infanterie. La tendance française est de faire travailler les Ailes au profit direct de la Troupe. Prévoit-elle alors l'intervention au sol d'appareils d'assaut ? Est-elle acquise au bombardement *en piqué* ? Aucunement. Pour elle, *l'aviation est un œil avant d'être une arme; elle « est avant tout un instrument de reconnaissance, et le meilleur de tous »* (157). Comme l'écrivait un commandant, l'avion devait se développer techniquement en s'inspirant des leçons de la Grande Guerre. Au cours de celle-ci, il s'était révélé comme « un observatoire idéal mobile, dans le temps et dans l'espace, pouvant aller au besoin à la verticale des objectifs, et à basse altitude, fouiller le sol dans ses moindres replis, pénétrer le secret des tranchées et des trous d'obus, où morts et vivants de toutes nationalités se confondaient dans une même et trompeuse immobilité sous une uniforme carapace de boue » (157 *bis*). En conséquence, les appareils devaient accroître leur blindage plutôt que de rechercher une augmentation de vitesse (157 *ter*).

chasse *Bernard* équipé d'un moteur Hispano-Suiza de 600 CV *tiendra pendant 7 ans* (en ce qui concerne les avions proprement dits), ce qui indique que la technique aéronautique a atteint un palier. C'est aussi le dernier record français jusqu'au 25 décembre 1934, lorsque Delmotte, sur un *Caudron C 460*, atteint la vitesse de 505,848 km/h. — record qui lui est ravi le 13/9/1935 par l'américain Howard Hugues. Mais à cette date, les hydravions de course sont plus rapides : le 30 mars 1928 déjà, un hydravion italien dépasse le 510 km/h et le 23 octobre 1934, un autre hydravion atteint 709,209 km/h. L'Italie détiendra ce record jusqu'au 30 mars 1939, lorsqu'un *Heinkel He 112 U* atteindra la vitesse de 755 km/h, record qui sera légèrement amélioré le 27 avril 1939 par un *Messerschmitt Bf 113 R*.

D'une manière générale, on peut distinguer trois périodes. La première, dominée par la France (1920-1930), avec des appareils de chasse issus de la Grande Guerre et dont les performances atteignent un palier dès 1924. La seconde, dominée par l'Italie, avec des hydravions de course, avec un palier atteint en 1934. Enfin, une période marquée par la suprématie allemande, à partir de fin 1936 (dès cette date, *les avions de chasse* allemands sont les plus rapides de leur catégorie; mais en vitesse pure, ils sont encore devancés par les hydravions de course). Cf. René Maurer, « Le nouveau record absolu de vitesse... », *Science et Vie*, août 1939, pp. 99-108.

(157) N..., « Note sur l'aviation », R.M.F., 1923, I, p. 56; Loustanaulacau, R.I., I, 953.

(157 *bis*) Commandant Astruct, « La liaison infanterie-aviation », R.I., 1932, pp. 29-30.

(157 *ter*) *Ibid.*, p. 42.

Le rôle de l'aviation est bien défini par rapport aux autres armes; il consiste essentiellement à transmettre aux cerveaux d'état-major des renseignements stratégiques sur l'évolution de la situation, sur le front et sur les arrières de l'ennemi. « Le but principal, la raison d'être de l'aviation, c'est de donner l'appui de l'observation aérienne au commandement et aux troupes dans le double but : 1° de pénétrer la manœuvre de l'ennemi et de fournir au commandement les éléments de sa décision; 2° d'assurer pendant le combat la liaison avec les autres armes qui, la plupart du temps, sont aveugles et ont des moyens d'investigation limités. Or toutes les armes travaillent au bénéfice de l'arme principale, qui est l'infanterie. » (158)

Dans la mesure du possible, aucune arme ne doit empiéter sur une autre. « Chaque spécialité a un rôle bien défini, qui constitue son but principal et sa raison d'être »; étant donnée « la faiblesse relative de nos moyens », c'est ce but principal qu'il importe de remplir au premier chef. Seuls certains cas particuliers « peuvent justifier l'intervention au sol » des appareils (159). Si des avions blindés d'assaut ont été utilisés par les Allemands, à la fin de la Grande Guerre, comme arme d'accompagnement de leur infanterie, c'est qu'il leur manquait le véritable blindé d'accompagnement : le char d'assaut (160). L'armée française, quant à elle, amplement pourvue en engins appropriés, réservait l'intervention des avions au sol à ces moments cruciaux de la bataille, où tous les moyens sont jetés dans la mêlée pour arracher la décision à l'ennemi. En règle générale, elle entendait respecter une saine division du travail et préserver un harmonieux équilibre inter-armes.

**

Cette conception, liant étroitement l'aviation à l'armée de terre, allait, à la longue, se révéler assez intenable. Parfaitement logique au début des années vingt, vu la fragilité et les pauvres performances des machines d'alors, elle se vit remise en question au fur et à mesure du perfectionnement des appareils. Inéluctable était le divorce entre une infanterie, station-

(158) Chef de bataillon Escudier, « L'aviation en liaison avec l'infanterie », R.I., 1928, I, p. 37.

(159) *Ibid.*, p. 51. Cf. également colonel de l'aér. Guillemeney, R.I., 1931, II, p. 965.

(160) Cf. général A[rmengaud], *Revue des forces aériennes*, 1932, II, p. 874 ainsi que général Armengaud, R.D.M., 1^{er} juin 1933, p. 544.

naire et conservatrice, et cette arme, mobile par définition et rivée, plus que toute autre, au progrès technologique.

A cela, il y avait trois remèdes possibles. *Le premier* consistait à motoriser audacieusement les forces terrestres, à exploiter au maximum les possibilités de vitesse des chars, pour conjuguer leur action avec celle des escadrilles. *Le deuxième* revenait à sacrifier le développement de l'Aviation militaire pour la lier étroitement aux normes de la guerre de positions... Mais était-ce une solution ? La France pouvait-elle se réfugier délibérément dans l'abstention ? Si l'organisation militaire française résistait au mouvement et aux réformes profondes, elle était tout de même animée par le souci de préserver une imposante façade. Disons qu'elle recherchait la plus grande apparence de force qui fût compatible avec le minimum de changement. Motoriser radicalement l'armée, c'était trop lui demander; en rester indéfiniment à la technique aéronautique de 1920, c'était renoncer à toute crédibilité militaire. Que faire, sinon choisir la troisième voie possible, c'est-à-dire accepter (comme cela se faisait depuis toujours pour la Marine) le divorce entre l'Armée et l'Air ?

Mais n'était-ce pas se résoudre à une néfaste division des forces ? N'était-ce pas pécher contre le principe sacro-saint de la concentration ? Pas vraiment, si l'on en croyait *l'école italienne*, l'école du général Giulio Douhet.

2. — DOUHET.

Douhet et ses disciples préconisaient, depuis la fin de la Grande Guerre, la constitution d'une armée aérienne autonome et stratégiquement prépondérante, à l'instar de ce que Fuller et Liddell Hart réclamaient dans le même temps pour l'armée mécanisée. Mais tandis que les conceptions de la « jeune école anglaise » entraient en conflit ouvert et direct avec les structures idéologiques et matérielles de l'armée française, par contre les thèses douhétiques estompaient certaines des plus graves contradictions internes de la doctrine stratégique française. La doctrine douhétienne réclamait de l'Armée une amputation pénible mais qui sauvait l'essentiel; l'adoption des thèses de la « jeune école anglaise » exigeait, quant à elle, une reconversion profonde de l'ensemble... Un ralliement au système douhétien était en outre simplifié par le fait que, une fois dépouillé de son intransigeance doctrinale, celui-ci s'intégrait harmonieusement dans le modèle stratégique français.

Car les postulats de Douhet correspondaient en gros à ceux de l'état-major français. Le général italien fondait sa théorie sur les leçons historiques de « 14-18 », dont il admettait la pérennité en ce qui concernait les opérations terrestres proprement dites. Il attachait un poids décisif aux concepts de *guerre d'usure* et de *nation armée*; il adhéraît sans réserve aux dogmes de la supériorité du *feu* sur le *mouvement* et de la *défensive* sur l'*offensive*... Lors du prochain conflit comme au cours du précédent — estimait Douhet —, les forces terrestres se révéleraient absolument incapables d'arracher la décision sur le terrain : après une courte phase de concentration, les fronts se stabiliseraient et le feu continu des mitrailleuses ferait retomber les armées dans l'ornière de la guerre d'usure...

Toutefois, ajoutait Douhet, il n'en irait pas de même dans l'espace aérien. Là, pas de ligne de feu continue, pas de barrage infranchissable possibles ! C'est donc là qu'il convenait de porter l'effort de guerre principal, l'arme aérienne pouvant atteindre directement le cœur de l'adversaire en déversant sur ses agglomérations et ses centres névralgiques des tonnes de gaz mortels et de bombes incendiaires.

Du moment que les forces conventionnelles étaient incapables d'action offensive payante, la décision serait obtenue — selon Douhet — en bombardant les villes et en terrorisant les populations civiles au moyen de « l'aérochimie ». L'effondrement de la volonté de résistance ennemie, si laborieuse à provoquer sur le « front », serait amenée en frappant directement « l'arrière ». D'où l'intérêt de s'assurer la *maîtrise* de l'air, afin d'être en mesure de frapper sans coup férir. D'où encore, à défaut de cette situation de monopole, l'intérêt de posséder au moins la *suprématie* dans le domaine aérien.

Comment s'assurer ces atouts ? La première règle consistait à investir à outrance dans le domaine le plus rentable, militairement parlant. A cet égard, une aviation auxiliaire, travaillant en étroite liaison avec les troupes terrestres, en vue de résultats tactiques, était peu souhaitable; il en allait de même pour la Chasse; quant à l'Armée et à la Marine, elles devaient être réduites à la portion congrue. C'est la flotte des bombardiers qui constituerait l'arme stratégique par excellence et deviendrait la nouvelle « reine des batailles ». C'est en sa faveur que le gros de l'effort d'armement serait consenti.

Sur le plan des opérations militaires, les choses devenaient très simples : attaques préventives... Représailles massives ! L'idéal, selon Douhet, était l'agression par surprise. En bombardant à l'improviste les bases aériennes et les usines aéronau-

tiques de l'ennemi, on viserait d'abord à enlever à ce dernier la possibilité de riposter; ensuite, sans crainte, les escadrilles maîtresses de l'air empoisonneraient et incendieraient ses villes jusqu'à sa capitulation.

Douhet reconnaissait cependant que cette méthode pouvait ne pas jouer, soit que la victime restât continuellement sur ses gardes, soit que d'irrationnelles inhibitions empêchassent l'attaquant de déclencher de but en blanc son agression brusquée. Les belligérants auraient alors recours à une stratégie de destruction mutuelle jusqu'à l'usure de l'un des camps (161).

Cette conception unilatérale du rendement de l'arme stratégique aérienne, promue arme suprême, et en vertu de laquelle les autres investissements militaires devaient être sacrifiés, était irrecevable pour le haut commandement français comme d'ailleurs pour celui des autres puissances.

Irrecevable aussi, pour la classe dirigeante française et pour son opinion publique, était l'attaque surprise et le massacre de sang-froid des populations civiles. Mais pareil programme, pourquoi ne pas le prêter mentalement à l'Allemagne vaincue, avide de revanche et supposée capable de toutes les noirceurs ?

Le fait est que la doctrine douhétienne se diffusa dans le public français d'abord et avant tout sous cette forme de « projection ». Il va sans dire que la propagande n'était pas absente dans cette menace supposée; cependant, l'image se fixa dans les esprits jusqu'à vite devenir un fantôme. Notons-en quelques signes épars. En janvier 1921, René Doumic, directeur de la *Revue des deux Mondes*, jugeait utile, dans une conférence prononcée à l'Ecole Militaire de Saint-Maixant, de s'ins-

(161) Cf. Général Douhet, *La guerre de l'Air* (traduit de l'italien par Jean Romeyer, présentation d'Etienne Riché, préface du général Tulasne), Paris, 1932, 188 p. — La doctrine douhétienne fut largement discutée et commentée en France dans les différents périodiques. Ses deux principaux propagandistes furent le lieutenant-colonel en retraite Emile Mayer, officier « hérétique » (voir *infra*, p. 263) et le colonel d'active Paul Vauthier. Ce dernier était artilleur d'origine, sorti de Polytechnique; il fit partie de l'état-major de Pétain d'avril 1931 à octobre 1933, et d'octobre 1936 à octobre 1939. Cf. du lieutenant-colonel Mayer : « L'avenir de l'armée », *Revue des vivants*, 1^{er} avril 1930; « le général Douhet et l'arme de l'espace », *Revue politique et parlementaire*, 10 août 1935. Du lieutenant-colonel (puis colonel) Vauthier, voir : *Le danger aérien et l'avenir du pays* (préface du Maréchal Lyautey), Paris, 1930, 385 p.; *La doctrine de guerre du général Douhet*, Paris, 1935, 228 p.; « Les principes de la doctrine de Douhet », R.A.A., avril 1935; « Le général Douhet », *Revue de Paris*, 15 nov. 1935. — Notons que le maréchal Pétain fut, de 1931 à 1935, Inspecteur général de la défense aérienne et qu'à ce titre il s'intéressa au douhétisme.

crire en faux contre ceux qui voyaient déjà l'Allemagne « reprenant l'offensive et détruisant Paris sous les bombes de ses avions de commerce mués en avions de guerre » (162). Preuve que cette crainte était déjà assez répandue. A la même date, B.A.R. faisaient remarquer que la vision, évoquée dans la presse, « d'une nuée d'avions civils allemands, mués soudain en avions de bombardement et venant anéantir Paris, ne pouvait se réaliser que dans un avenir lointain » (162 bis). En 1922, la *Revue militaire générale*, notait avec anxiété le relèvement économique de l'Allemagne et l'accusait de préparer une « guerre plus scientifique » que la précédente : « une guerre où l'arrière souffrira autant que le front; où les villes seront empoisonnées ou détruites, où d'immenses zones de mort s'étendront sur toutes les régions du conflit. Le matériel de 1918 sera devenu un matériel archaïque » et la supériorité actuelle de la France en armements, cause de faiblesse ultérieure, tandis que le dénuement du Reich deviendra l'occasion d'un renouveau militaire (163). En 1923, la même revue militaire se plaignait de ces « confrenciers qui répandent l'idée » de la guerre aérochimique, et qui cherchent « à frapper l'esprit de leurs auditeurs en disant qu'un jour viendrait où les diaboliques Allemands seraient en état de détruire Paris en quelques heures » (164). Observons à ce propos que l'*Echo de Paris* mena une vive campagne contre le danger aéronautique allemand : le 31 octobre 1923, une manifestation était organisée sous le patronage de ce journal, à laquelle participèrent le général de Castelnau, l'industriel André Michelin, le commandant Brocart, et Henri de Kérillis. Ils dénoncèrent à tour de rôle le danger que faisait courir au pays l'industrie aéronautique allemande, capable de transformer en un clin d'œil ses avions commerciaux en avions de bombardement, et par conséquent, d'attaquer brusquement les villes françaises (165). La prochaine guerre, écrivait en 1925 le Suisse Ch. Burky, « ce sera une guerre chimique. La guerre mécanique est déjà dépassée » (166). Remarquons encore que le 3 décembre 1929, la Légation allemande à Berne communiquait à

(162) René Doumic, « Conférence sur l'officier », prononcée le 8 janvier 1921, publiée dans le fascicule de février 1921 de la R.I. (citation : p. 129).

(162 bis) B.A.R., *L'armée nouvelle...*, op. cit., p. 109.

(163) Cf. R.M.G., 1922, I, p. 278.

(164) R.M.G., 1923, I, p. 170.

(165) Cf. *Echo de Paris*, *Le danger aérien. Discours prononcés à la Sorbonne...*, Imprimerie de la Presse, Paris, 1923, 48 p.

(166) Ch. Burky, « La chimie et la guerre de demain », *Revue de Genève*, 1925, I, p. 426.

Berlin l'information « très confidentielle » que voici : un homme de confiance de la Légation s'était entretenu avec le général français Henri Fillonneau; celui-ci lui avait fait part des craintes nourries par ses compatriotes quant à la possibilité d'une attaque aérochimique allemande brusquée; à l'objection que l'armée allemande ne possédait pas, en tout état de cause, les appareils nécessaires pour effectuer un tel raid, le général français avait rétorqué que « les possibilités techniques allemandes sont si grandes qu'ils seraient en mesure de transformer en quelques heures tous leurs avions de commerce en de terrifiants appareils de guerre. Le général von Seeckt lui-même avait écrit que la *Reichswehr* constituait un instrument militaire plus moderne que l'armée de masse, peu maniable, de la France. A l'état-major général, on avait le sentiment angoissant que les Allemands possédaient quelque invention terrifiante, au moyen de laquelle ils pourraient, le jour venu, attaquer la France » (167).

Le modèle douhétien, prêté à l'Allemagne vaincue, correspondait à une réalité profonde, en dépit de son inexactitude; et c'est cela qui importe. Il rendait compte de cette réalité obscure : la France, dont l'opinion mondiale avait tendance à dénoncer les armements colossaux, éprouvait un poignant sentiment d'insécurité en face de cette Allemagne officiellement désarmée; la France — qui possédait une flotte aérienne numériquement formidable — redoutait cette voisine qui ne pouvait tout de même pas dissimuler des armements massifs. A cette énigme, l'imagerie douhétienne fournissait une explication simpliste mais métaphoriquement juste et d'un schématisme saisissant : la Ville-Lumière anéantie, c'était l'annonce d'un désastre irrémédiable, et une monstrueuse dérision jetée sur l'Armée; l'avion de commerce, métamorphosé soudain en bombardier, symbolisait bien le danger allemand; et les gaz toxiques, répandus sans préavis et sans discrimination sur les populations civiles, illustraient parfaitement les méthodes barbares que l'on prêtait instinctivement à l'ennemi...

3. — VITESSE OU PUISSANCE ?

En 1928 est créé en France un Ministère de l'Air, aux compétences civiles et militaires, qui ouvre la voie à l'autonomie de l'Aéronautique et à l'adoption des thèses douhédiennes, offi-

(167) Cf. Documents allemands microf., *Militärangelegenheiten*, n° E440428-0429.

ciellement sanctionnées par un décret ministériel du 1^{er} avril 1933 (168).

Après la période 1918-1928, caractérisée par la tutelle étroite de l'infanterie sur l'aviation, s'instaure une ère d'autonomie aérienne, qui prend fin en 1936.

En fait, cette période 1928-1936 comporte deux moments distincts, qui se nouent en 1933.

Les années 1928-1932 sont essentiellement marquées par une « politique de prototypes » : la course aux armements n'est pas encore lancée et l'effort du jeune ministère de l'Air consiste avant tout à encourager la recherche aéronautique. Pour ce faire, pas de fabrication en série mais une multiplication de projets, d'études. Par contre, dès 1933 démarre avec force la course aux armements, et le ministère de l'Air lance de grosses commandes aux avionneurs. Or, contrairement à ce qu'on pourrait penser, ces deux étapes ne se succèdent pas harmonieusement : les prototypes ne donnent pas naissance à des séries, la recherche qualitative ne débouche pas sur une fabrication intensive. Nous reviendrons plus loin sur ce point. Pour le moment, voyons l'aspect politico-militaire de la question.

L'aviation autonome répondait, ainsi que nous l'avons déjà dit, à une nécessité logique par rapport à la situation militaire française. Dans un contexte de tension internationale tel que celui qui régnait en Europe au printemps 1933, l'autonomie de l'aviation était idéologiquement attrayante, surtout pour les politiciens « de gauche ». Les thèses douhédiennes permettaient, en effet, de prêcher l'urgence du désarmement général, sous peine de cataclysme « aérochimique » ; d'espérer fonder la paix sur « l'équilibre de la terreur » ; de donner un contenu concret à l'assistance mutuelle, en dépit d'une stratégie *défensive* ; cela, tout en accordant à l'aviation la plus grande liberté et sans contrevenir aux dogmes fondamentaux de l'infanterie.

Voici quelques illustrations de cette polyvalence de l'aviation. « Le sentiment que j'ai, s'écriait Georges Richard au congrès de Tours de la S.F.I.O. (24-27 mai 1931), c'est un sentiment de peur et d'horreur en songeant à la guerre possible de demain. [...] Faut-il rappeler que la guerre de demain n'aurait plus rien de commun avec celle d'hier (*applaudissements*). [...] Les pre-

(168) Avant 1928, l'aviation dépendait d'une Direction générale, créée en 1926, et rattachée au Ministère des Travaux publics, auparavant avait existé un sous-secrétariat d'Etat à l'aéronautique, qui avait lui-même succédé à un Organe de Coordination générale de l'Aéronautique. Cf. Guy de Montjou, « Le ministère de l'Air », *Revue de Paris*, 1^{er} déc. 1928, pp. 617-618.

mières victimes de la guerre de demain, ce ne seraient pas les soldats dans les tranchées, ce seront les populations des grandes villes, ce seront les femmes, les enfants, les vieillards. La guerre de demain, ce seraient des villes détruites, ce seraient des pays entiers portant la civilisation du monde qui seraient détruits, rasés, en quelques instants. [...] Est-ce que ce serait une victoire, si notre malheureux pays de 40 millions d'habitants remportait les honneurs de la guerre après avoir détruit des milliers et des milliers d'ennemis, et que, faisant le bilan de la bataille, on trouvât 10 millions, 15 millions, 20 millions de cadavres répartis dans tous les centres et les campagnes de notre pays ? » (169)

Quatre ans plus tard, Marceau Pivert développait le même thème devant les congressistes du Parti : « Camarades, ceux qui pensent que l'on peut encore imaginer une invasion du territoire national, que l'on peut encore imaginer même un départ, avec un sac qu'on se mettrait sur le dos, savent-ils que c'est en une nuit que des centaines d'avions, des centaines de gaz et des milliers de bombes au phosphore peuvent réduire en cendres les grandes cités et entraîner le meurtre collectif de populations énormes ? Savent-ils que quelques minutes après, de l'autre côté, dans d'autres pays, d'autres destructions effroyables seront déclenchées ? » (170)

Le socialiste Paul Perrin écrivait dans un Rapport parlementaire qu'« un millier d'aviateurs résolus, pourvus de bonnes machines, disposant de 20.000 ou 30.000 tonnes d'un mélange habilement choisi, faisant une offensive aéro-chimique massive et brusquée et simultanée, peuvent, en 24 heures, [...] réduire à l'impuissance [le pays], sinon le tuer radicalement.

[...] Ainsi donc, en 24 heures, alors que l'armée, formidablement équipée, retranchée dans des abris inexpugnables, aura pu demeurer intacte, tout le reste du pays sera anéanti, les usines arrêtées, le ravitaillement en vivres et en munitions suspendu et la défense du territoire, par conséquent, devenue impossible et illusoire. » (171)

(169) Parti Socialiste S.F.I.O., XXVIII^e congrès national..., compte rendu sténogr., 1931, pp. 244-246.

(170) Parti Socialiste S.F.I.O., XXXII^e congrès national..., compte rendu sténogr., 1935, p. 195. Cf. également Ulysse Filipi, « Ce que serait la guerre de demain », *Cahiers de la démocratie*, n° 1, juin 1933, pp. 1-55.

(171) Chambre, Annexe n° 2201 à la séance du 30 juin 1933, Rapport fait au nom de la Commission de l'aéronautique, chargée d'examiner le projet de loi fixant le statut organique de l'armée de l'air (I^{re} partie — organisation générale de l'armée de l'air) par M. Paul Perrin, député, J.O., p. 1489.

à une séance du Conseil Supérieur de la Guerre, qu'avec une flotte de 400 avions (200 de chasse et 200 de bombardement capables de transporter une à deux tonnes d'explosifs chimiques à une distance de 1.000 kilomètres), la France serait garantie contre toute menace d'agression, compte tenu de la Ligne Maginot (173).

Cette notion de dissuasion, on la trouve encore sous la plume du pacifiste Armand Charpentier, qui écrivait à peu près à la même date dans *l'Œuvre* :

« Surtout, ne parlons point de supprimer l'arme chimique. Elle seule nous protège, car en raison du cataclysmisme que serait une guerre chimique, aucun homme ne peut être assez fou pour la déclencher. » (174)

Un autre spécialiste, Pierre Faure, soutenait la même thèse dans son ouvrage intitulé précisément *L'avion tuera la guerre* (1935). « Je mets au fait, déclarait-il, que si nous disposions d'une armée de l'air bien équipée, susceptible de porter l'incendie dans les principales villes de l'ennemi, dès les premières heures d'un conflit, ce conflit n'aurait pas lieu. [...] Le jour où nous posséderons une véritable armée aérienne, nous aurons tué la guerre. » (175)

L'idée d'une paix reposant sur la terreur aérochimique persistera jusqu'à l'époque de Munich; on la rencontre alors sous la plume des spécialistes les plus autorisés. Henri Bouché, directeur de *l'Aéronautique* (176) affirmait dans cette revue technique que « la véritable solution » du problème allemand « si para-

(173) Cf. la note n° 2, du 2 mai 1932, citée au Procès Pétain, Paris, 194, p. 99.

(174) Armand Charpentier, « Désarmement ou reconstruction des villes », *l'Œuvre* du 23 août 1932, p. 1.

(175) Pierre Faure, *L'avion tuera la guerre*, Paris, 1935, pp. 17-18 et 23; P. Faure avait déjà soutenu cette thèse dans un grand nombre de périodiques.

(176) Henri Bouché jouissait d'une grande autorité à la tête de sa revue. « M. Henri Bouché dirige la seule revue scientifique d'Aéronautique que nous possédions en France et a été l'expert de la France à la Société des Nations. C'est le seul expert français qui, par sa connaissance de problèmes aéronautiques et sa culture intellectuelle fasse autorité à l'étranger », écrit de lui l'ancien ministre de l'air Pierre Cot (*L'armée de l'air, op. cit.*, p. 50, note 1). Le général de brigade aérienne Hébrard le considérait de même comme le meilleur spécialiste français en matière aéronautique (cf. H. Hébrard, *25 années d'aviation...*, *op. cit.*). Sa position doctrinale paraît cependant plutôt complexe et marquée d'un profond pacifisme car il faisait partie du Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes. Notons enfin qu'Henri Bouché tint une importante chronique aéronautique dans *l'Illustration*.

doxale qu'elle paraisse, viendra, espérons-le, d'un surarmement aéronautique monstrueux, dont les effets possibles seront, de plus, aisément imaginables, surtout si quelques applications partielles facilitent la compréhension. Devant l'horreur de telles destructions, le spectre de la guerre reculerait » (177).

« Le problème de la défense nationale, écrivait un technicien dans la *Revue de l'Armée de l'Air* d'août 1938, pour la France ainsi que pour bien d'autres pays européens, est essentiellement un problème de défense contre une agression. Il en résulte immédiatement qu'il est nécessaire de créer une force capable non seulement d'arrêter une agression, mais, par sa seule existence, de la décourager d'avance. Car [...] le véritable objectif de la Défense Nationale française n'est pas de gagner la guerre, mais de conserver la paix. » (178)

Au niveau stratégique, l'autonomie de l'Air effaçait encore la contradiction entre la doctrine de guerre défensive de l'armée et le système d'alliances orientales noué par le Quai d'Orsay. En voici une illustration frappante, tirée d'une étude du général Armengaud — un des principaux porte-parole de l'état-major français — intitulée : *L'aviation et la puissance offensive de l'instrument de guerre de demain* (1932).

Armengaud imaginait avec réalisme l'hypothèse d'un coup de force allemand contre la Pologne en vue de lui arracher le fameux Corridor. La Russie soviétique était supposée complice de l'agresseur, tandis que la France et la Tchécoslovaquie étaient censées se ranger du côté de la victime. Dans cette hypothèse, estimait l'auteur, le plan d'opérations allemand consisterait logiquement à disposer ses forces en position de couverture sur le Rhin et en Bohême, et à jeter le gros de ses moyens en direction de la Vistule. Si tel était le cas, la France serait dans l'impossibilité d'apporter en temps voulu un secours efficace à son alliée. Même si elle décidait de soulager la Pologne par une attaque en direction de Mayence et de la Forêt Noire, cela

(177) H. Bouché, « Perspective de guerre aérienne ou de paix aéronautique », *Aéronautique*, juin 1938, p. 111 et R.M.G., oct. 1938, p. 586.

(178) Georges Kitcheff, « Conditions d'efficacité stratégique de l'aviation », R.A.A., août 1938, p. 856; cf. également du même auteur : « Suggestions pour un système européen d'assistance mutuelle aérienne », R.A.A., déc. 1938, pp. 1346-78, ainsi que son opuscule : *L'aviation pourra-t-elle éviter la guerre ?* Dunkerque, 1938, 48 p. — Au cours de la période 1920-1928 cette thèse apparaît timidement, sous forme de paradoxe ou d'utopie. Cf. par exemple général Cordonnier, « Fantaisies », F.M., 11 janv. 1928, ou Commandant A. L., « La civilisation tuera-t-elle la guerre ? », *Revue politique et parlementaire*, mai 1924, p. 161.

n'aboutirait à rien, car le front franco-allemand se stabiliserait avant longtemps. Le résultat le plus probable de l'offensive française serait une « avance plus ou moins profonde, après plusieurs jours d'efforts, au prix d'une consommation énorme de munitions et des pertes importantes », et cela « après de longs délais de mobilisation ». Donc, riposte inutile et dangereuse, laissant entière la pression germanique sur l'allié polonais. En revanche, une intervention de l'Armée de l'Air française, non soumise à de telles servitudes, fournirait une aide immédiate et tangible à la victime de l'agression. Bien plus, l'envoi d'escadrilles, en période de tension, à Varsovie, Prague ou Belgrade exercerait un effet dissuasif sur les intentions de l'agresseur potentiel et galvaniserait la volonté de résistance de la partie menacée, en lui apportant un gage de soutien actif en cas d'épreuve de force; enfin, si l'on en venait aux actes, une force de frappe serait ainsi immédiatement à pied d'œuvre (179).

L'armée française — affirmait à la même époque le périodique *les Ailes* — serait inapte, en cas de conflit, à prendre l'offensive avant le deuxième mois de la mobilisation générale. Elle était préparée à soutenir une lutte d'usure mais non à se porter au secours de ses protégés d'Europe centrale ou orientale au cas où ces derniers viendraient à être attaqués par une combinaison Allemagne-Russie ou Allemagne-Italie. Pour parer à une telle éventualité, il fallait disposer d'une force offensive indépendante : l'aviation (180).

**

(179) Général Armengaud, *L'aviation et la puissance offensive de l'instrument de guerre de demain*, Paris, 1932, pp. 131 et ss; l'essentiel de l'étude d'Armengaud a paru sous son initiale dans la *Revue des forces aériennes* : général de division A..., « La puissance offensive... », R.F.A., 1932, II, pp. 843-892; 1199-1226. A noter qu'Armengaud faisait partie de « l'écurie » Pétain; cf. de lui *Batailles politiques et militaires sur l'Europe. Témoignages (1932-1940)*, Paris, 1948, 339 p.

(180) Charles Bérande, « Pas un avion, par un pilote », *Les Ailes*, 21 janvier 1932, p. 5. Cf. également du même, « Le désarmement aérien », *Les Ailes*, 3 déc. 1931, p. 5, qui notait que l'aviation, support d'attaques démoniaques contre les populations sans défense, était spécialement dénoncée par les pacifistes. « Mais en contrepartie, les professionnels de l'internationalisme regardent l'Aviation avec une profonde tendresse car elle donne un corps et une base aux plus savantes combinaisons politiques. En effet, le ciel est son royaume, et le ciel ignore les frontières où des bipèdes — *homo-sapiens* — casqués et armés, veillent. Elle est d'essence internationale. Elle peut indifféremment perturber la paix par ses maléfices ou tuer la guerre par la peur de la guerre. [...]

Le commandement français répugnait à la formule douhétienne consistant à charger l'Armée de l'Air de l'essentiel des missions stratégiques, et il n'envisageait pas d'attaquer par surprise l'Allemagne.

En France, on s'inspira de Douhet pour résoudre la contradiction organique entre la vélocité de l'aviation et la lenteur de la troupe, ainsi que pour surmonter le hiatus entre la doctrine défensive et l'obligation d'envisager une forme d'intervention au dehors des frontières nationales. Pour ce faire, l'aviation fut organiquement disjointe du système militaire, quitte à être récupérée par ailleurs. L'aviation fut alors libérée de la tutelle directe de l'infanterie et reçut comme directive de se préparer à *coopérer* avec les forces terrestres traditionnelles, à *chasser* du ciel les appareils ennemis et à *effectuer des raids de représailles* ou de *bombardement lointain* en territoire adverse. En 1933, sous l'impulsion du ministre de l'Air Pierre Cot et du général d'aviation Denain, on opta pour une flotte aérienne complètement autonome mais capable de remplir simultanément cette triple mission : le Bombardement stratégique, le Combat aérien, le Renseignement (reconnaissance et observation).

Certes, antérieurement les escadrilles s'étaient déjà spécialisées, les unes dans la Chasse, les autres dans le Bombardement, les troisièmes (les plus nombreuses) dont l'observation et la reconnaissance aériennes. Mais dorénavant, les Français eurent tendance à remplacer la spécialisation par la recherche de la *polyvalence* des appareils. S'inspirant de Douhet, on visa à construire des « croiseurs aériens », aptes au Bombardement, au Combat

Elle sera le gendarme des nations ». Cf. encore l'intervention de Renaîtour à la Chambre des députés : « Si la guerre éclatait à nouveau, il n'y aurait plus de villes ouvertes, il n'y aurait plus de civils à l'arrière, qui ne risqueraient d'être bombardés comme les soldats du front. Au contraire si, comme nous l'espérons, la paix doit être définitive en un siècle et en un monde qui gardent de la guerre un souvenir horrifié, l'aviation, plus qu'aucune diplomatie, peut servir la cause du rapprochement des peuples » (J.O., p. 387). — Ajoutons que le 5 février 1932, le délégué français à la conférence du désarmement à Genève proposait la création d'une force aéronautique internationale à la disposition de la S.D.N. Et aux élections pour les législatives de 1932, quatorze députés du centre gauche firent campagne en faveur de l'internationalisation de l'aviation : Triballet, Brandon, Susset, Fiori (rép. soc. et soc. fr.); Delbos, Mitton, Chichéry, Paganon, Lassalle, Deyris, Dezarnaulds, Dalimier (rad.); Prentout (gauche ind.) et Delesalle (gauche rad.). Cf. leurs professions de foi électorales.

et au Renseignement; ils furent connus sous le nom d' « avions de bataille » ou de « multiplaces B.C.R. » (181).

Le général Debeney, hostile à la recherche de la vitesse par l'aviation (182), se montrait ravi par la doctrine des multiplaces B.C.R. « En embarquant plusieurs mitrailleuses avec leurs servants, écrivait-il, ou même des canons de petit calibre, l'avion a le moyen de fournir des feux dans toutes les directions, aussi bien au-dessus et au-dessous de l'appareil que dans le plan horizontal; il devient un hérisson de feux; groupez-en plusieurs dans une formation propre à croiser ces feux et vous obtenez une grosse boule ou un énorme fuseau qui promène dans l'air une puissance de feu plus que dangereuse à approcher et qui, en même temps, peut transporter un poids considérable de bombes à destination d'un objectif éloigné. L'avion devenu capable de remplir une mission malgré l'ennemi, c'est-à-dire en combattant, prend une valeur tactique toute nouvelle qui s'accroîtra encore lorsqu'un blindage saura protéger ses œuvres vives et ses passagers. » (183)

D'éminents experts firent valoir que la conception du « croiseur aérien », du « multiplace » aux nombreuses tourelles, de « l'avion unique » bon à toute espèce de missions et assurant sa protection grâce à ses nombreux postes de tirs, était foncièrement erronée; que vouloir créer des appareils polyvalents, qui se substitueraient parfaitement aux avions classiques de bom-

(181) Le plan Cot-Denain des « mille-dix » (voté en 1934), prévoyait une flotte aérienne composée ainsi : 310 multiplaces B.C.R., 350 chasseurs (dont une bonne fraction à 2 ou 3 places) et 350 bombardiers (avec préférence donnée au bombardement lointain); en comptant les forces qui devaient être disponibles en première réserve, l'armée de l'air française aurait dû compter 1.200 nouveaux appareils en été 1936. Cf. le débat sur l'aviation à la Chambre, les 26-28 janvier 1937, notamment les interventions de Pierre Dignac (J.O., p. 174), de Wiedemann Goiran (*ib.*, p. 199). Cf. également Pierre Cot, *L'armée de l'air (1936-1938)*, Paris, 1939, pp. 88-89. — Pierre Barjot révélait en 1937 que parallèlement au *croiseur aérien (multiplace B.C.R.)*, l'état-major de l'Air s'orientait vers le *cuirassier de l'air* (« supermultiplace »). Cf. Pierre Barjot, *L'aviation militaire française*, Paris, (1937), pp. 17-19. Cf. également R.F.A., 1935, I, pp. 205-208; R.A.A., 1936, II, pp. 936-938.

(182) « L'aviation s'est abandonnée à l'élan de sa jeunesse et n'a vu qu'un objectif : la vitesse, encore de la vitesse, toujours de la vitesse » (général Debeney, *La guerre et les hommes*, Paris, 1937, pp. 87-88; même thèse défendue par Debeney, in « Les exigences de la guerre de matériel », R.I., mai 1933, p. 604; Cf. également lieutenant-colonel Vauthier, « La défense du pays contre le danger aérien », R.M.F., janv. 1930, pp. 19-51.

(183) Debeney, *La guerre...*, *op. cit.*, p. 89.

bardement, de chasse et de reconnaissance, c'était rechercher la quadrature du cercle (184).

Certes, Douhet était assez averti des questions techniques pour comprendre l'impossibilité de « réunir sur un même appareil la vitesse de l'avion de chasse et les qualités — rayon d'action, charge utile, blindage — liées » jusqu'alors « à la vitesse modérée de l'avion de bombardement classique ». Aussi avait-il proposé un compromis, dans lequel la *vitesse* était sacrifiée au profit de la *puissance*, en préconisant un appareil plus rapide que le bombardier normal mais plus lent que l'intercepteur. Attaqué par la chasse, il la repousserait par la puissance de son armement et poursuivrait sa mission sans dévier de sa course.

Il faut rappeler qu'à l'époque, les monoplaces paraissaient avoir atteint leur plafond de vitesse, et l'on croyait entrevoir le jour où les gros porteurs voleraient à des vitesses à peine inférieures à ceux-ci (185).

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de la controverse qui opposa en France, entre 1931 et 1936, les partisans des monoplaces à ceux des multiplaces. Relevons simplement les thèses les plus intéressantes. L'ingénieur en chef du génie maritime Camille Rougeron faisait observer en 1931 dans *la Revue des forces aériennes* que Douhet avait commis la grave erreur de transposer dans le domaine du combat aérien des conceptions parfaitement valables pour le combat naval. Si, dans la marine, il pouvait être indiqué de sacrifier partiellement la mobilité à la protection et à la puissance de feu, en allait-il de même dans l'aviation ? Certainement pas. Et Rougeron de recommander aux autorités françaises de ne pas se laisser engouer par la doctrine italienne, d'attendre « tranquillement la publication » des performances des croiseurs aériens de l'Italie, et de suivre à cet égard « la politique prudente de l'Angleterre » (185). En sens inverse, le capitaine R. Coint-Bavart croyait « entrevoir le moment où les actions de la chasse contre les avions de bombardement deviendraient négligeables », et ceci pour deux raisons. 1° Une raison technique : « La différence des vitesses horizontales maxima des avions de chasse et des avions de bombardement ira en diminuant ». 2° Une raison physiologique : « L'avion de bombardement pourra atteindre des vitesses que

(184) Voir plus loin.

(185) Rougeron, « L'avion de bataille », R.F.A., 1931, I, pp. 155-168; du même, cf. « Douhet et la doctrine de l'unité de matériel », R.F.A., 1934, I, pp. 503-536 et 627-652.

l'avion de chasse ne pourra pas se permettre, tout au moins en action de chasse réelle; la chasse se réduira à une seule attaque en piqué ». Aussi se prononçait-il en faveur des multiplaces, et même des super-multiplaces de 30 à 50 tonnes, ajoutant : « l'emploi de moteurs à vapeur pour les très gros tonnages semble également pouvoir donner d'excellents résultats qu'il importe d'évaluer dès que possible » (185 bis). Par contre, le lieutenant de vaisseau Barjot rappelait qu'en aviation la vitesse constituait une protection meilleure que le blindage, et qu'en fait de puissance de feu, le tir axial des monoplaces était nettement plus meurtrier que le tir latéral des multiplaces (185 ter). Analysant en 1936 le retard technique de l'aviation militaire française, le capitaine Etienne l'attribuait à juste titre à l'influence néfaste des idées douhédiennes en France. L'imagination avait été frappée par la possibilité d'augmenter le tonnage des avions, ce qui signifiait davantage d'essence dans les réservoirs, davantage de bombes dans les soutes et une puissance de feu accrue. En fait, « Douhet aidant, on a[vait] sacrifié la vitesse aux tourelles pivotantes, éclipsables, aux couloirs de communication, aux postes de pilotage multiples, à l'universalité des missions » (186).

En l'occurrence, ce fut la guerre d'Espagne qui se chargea de montrer expérimentalement que l'universalité des missions était un leurre, et que pour les bombardiers, un léger accroissement de vitesse valait mieux qu'une tourelle de mitrailleuse en plus sous la carlingue ou à l'arrière.

Au milieu des années 1930, l'avion gros porteur hérissé de

(185 bis) Coint-Bavarot, « Esquisse d'un programme de matériel d'aviation militaire », R.F.A., 1934, II, pp. 1663-1188; du même, cf. « Les répercussions des progrès réalisés dans la construction aéronautique sur l'emploi des forces aériennes, R.F.A., 1931, I, pp. 468 et ss.; cf. encore : commandant Langevin, « La combinaison de monoplaces et de multiplaces », R.F.A., 1931, II, pp. 1224-1230 et commandant Romatet, « Monoplaces et multiplaces de chasse », *ibid.*, pp. 1421 et ss.

(185 ter) Barjot, « L'avion de bataille de Douhet est-il un archaïsme ? », R.F.A., 1933, II, pp. 1323-1332.

(186) Etienne, « La doctrine officielle de l'Aviation militaire française », R.F.A., 1936, I, pp. 123-136. — Pour une description technique des principaux multiplaces, voir *l'Aéronautique*, notamment les fascicules de janvier 1935 (« Le multiplace de combat Bloch 130 », pp. 11-12), décembre 1935 (« Le multiplace Potez 54 », p. 367). Le multiplace de combat Bréguet 460 M5, pour donner un exemple, comptait cinq hommes à bord, le chef de bord, le pilote, un mitrailleur avant, un mitrailleur arrière sur fuselage, un mitrailleur arrière sous fuselage, tous deux assis dans des tourelles tournant l'une de 180°, l'autre de 360° (*ibid.*, pp. 336-337).

mitrailleuses, véritable forteresse volante, devint donc caractéristique du programme aérien français. Nous avons dit les faiblesses intrinsèques de cette formule qui sacrifiait la vitesse, si précieuse dans les airs, à la puissance de feu et à l'universalité des missions. L'avenir a montré que le développement de l'arme passait par la spécialisation et la recherche des performances maxima. Dans la course aux armements aériens, les qualités moyennes étaient sans grande valeur. Viendrait-il à l'esprit d'un directeur sportif, pour disputer dans un tournoi international chacune des cinq épreuves classiques, d'engager ses champions de pentathlon au lieu du meilleur athlète de chaque spécialité ?

Néanmoins, on peut imaginer quelques bonnes raisons en faveur du programme français; mais pas celles avancées par ses promoteurs. Plus précisément, ce programme paraît avoir possédé des virtualités qui ne furent pas sérieusement analysées. En effet, tant que le Reich fut démuní d'une véritable force aérienne, tant que ses appareils restèrent encore soumis, dans une certaine mesure, aux entraves du Traité, tant que ce que l'on craignait principalement, était une transformation des avions de commerce allemands en bombardiers, une flotte aérienne reposant, pour une large part, sur les multiplaces B.C.R. était rationnelle. Dans l'absolu, ces appareils ne seraient pas les meilleurs possibles; relativement à ce que possédait l'adversaire, ils pouvaient suffire et permettre des économies. Mais cela n'avait de sens que si l'on était décidé, au moyen précisément de cette force préventive et répressive, à ne pas tolérer une renaissance de l'armée de l'air allemande. Contre une flotte aérienne déjà constituée, les avions bons à tout faire ne seraient probablement bons à rien; contre une flotte embryonnaire, ou infirme parce qu'obligée de se camoufler, ils pouvaient parfaitement convenir. Or, en 1933, l'aviation de guerre allemande ne valait pas encore grand chose. En 1936, la *Luftwaffe* était en passe de devenir incomparablement plus puissante que l'armée de l'air française. A cette date, un excellent *casus belli* s'offrit à la France, qu'elle aurait pu saisir si elle avait voulu déclencher l'épreuve de force avant qu'il ne fût trop tard. Pierre Cot, ministre de l'Air, n'indiquait-il pas à la séance du 29 juillet 1936 du Comité permanent de la Défense nationale que « si [...] nous avons actuellement de notre côté une légère marge de supériorité, dès 1937, la situation sera renversée et en 1938, la puissance de l'aéronautique allemande sera double de la nôtre » (186 bis).

(186 bis) Cf. *Doc. dipl. fr.*, t. 5, n° 67, p. 109. — D'autres, il est vrai, étaient plus pessimistes : le maréchal Pétain déclarait à qui voulait l'en-

Inutile de spéculer : le programme aéronautique français fut, comme le reste, réalisé en soi et pour soi, selon une conception abstraite de la sécurité et non en vue d'une application spécifique.

Donc, militairement parlant, la doctrine douhétienne aurait pu convenir à la France, la suprématie aérienne lui étant accordée d'emblée grâce au Traité de Versailles. Gageons qu'un régime dur n'aurait pas manqué d'en tirer les conclusions pratiques ou d'en faire le chantage. En revanche, pour la Troisième République, timorée et conservatrice, le modèle douhétien se révéla un poison. Au lieu de faire planer sur le Reich la menace aérienne, elle en devint la première victime. Comme l'affirmait Pierre Cot en 1934 : « de toutes les formes de guerre, la guerre [aéro]chimique est celle que redoute le plus l'opinion publique, du moins en France. Le Français s'inquiète à la pensée qu'un jour, ou plutôt une nuit, un agresseur pourrait brusquement déverser des tonnes de produits toxiques sur Paris ou sur les grandes villes » (187).

Nous avons indiqué plus haut que cette peur s'était propagée dès le début des années 1920, que plusieurs conférenciers brandissaient alors le spectre de la destruction de la capitale (188). Dix ans plus tard, c'était même devenu « la grande mode du jour » que d'aller écouter, au Club du Faubourg, le général des sapeurs-pompiers Pouderoux faire des « révélations sensationnelles » sur la guerre aérochimique; et ce thème était repris par d'autres conférenciers, il faisait recette (189). D'après Pouderoux, cinquante bombes incendiaires suffisaient pour mettre Paris à feu, le réduire en cendres; et il enseignait que, face au péril aérochimique, il n'y avait pas d'héroïsme qui tienne : la seule attitude valable serait la fuite (190). A la Chambre des députés, il y avait suffisamment d'orateurs disposés à répercuter

tendre que la guerre était proche et que les Allemands, « sans être encore *fins prêts*, pourraient entrer en campagne quand ils voudraient et *sans déclaration*, ils pourront envoyer mille avions sur Paris »; aucune parade possible : l'aviation allemande était, « en nombre et en qualité, supérieure à la nôtre, totalement désorganisée » (Maurice Donnay, *Mon journal, 1919-1939*, Paris, 1953, pp. 271-72 à la date du 26 nov. 1936). Cf. encore : Paul Valéry, *Les Cahiers, op. cit., passim*. Voir aussi Georges Castellán, *Le réarmement clandestin du Reich, 1930-1935, vu par le 2^e Bureau de l'état-major français*, Paris, 1954, pp. 173-176.

(187) Pierre Cot, « La guerre chimique telle qu'elle sera demain », *L'Œuvre*, 24 nov. 1934, p. 1; cf. également : Pierre Faure, « L'aviation militaire de demain », *R.H.*, juillet 1930, pp. 387-399.

(188) Cf. *supra* notes 162-163.

(189) Cf. Juvénal, 17 nov. 1934, p. 14.

(190) Cf. *Mercure de France*, 15 août 1936, p. 141.

ces propos défaitistes ou d'autres du même genre, émanant du professeur Langevin (191).

4. — L'AVIATION ALLEMANDE.

Si en 1933, lors du lancement du programme Cot-Denain, l'aviation militaire allemande était insignifiante (192), elle disposait cependant d'une excellente infrastructure et allait pouvoir d'emblée partir sur une base neuve.

Avant le coup d'Etat nazi, l'aéronautique allemande avait déjà réussi à se libérer des entraves tâtilonnes qu'avaient voulu lui imposer les vainqueurs. Indiquons brièvement les étapes de son affranchissement (193).

Les clauses aériennes du Traité de Versailles avaient interdit à l'Allemagne de posséder aucune aviation militaire. La confiscation de sa flotte aéronautique avait été le premier geste dans ce sens. Quant à la production des aéronefs civils, elle fut bloquée pour une durée de six mois, mesure qui fut unilatéralement reconduite, à l'expiration de ce délai, d'un nouveau semestre. Lorsque, en janvier 1921, celle-ci redevint libre elle se caractérisa d'emblée par ses tendances modernistes : recherche de l'aérodynamisme, utilisation du métal et des alliages spéciaux, etc. Ce voyant, les puissances alliées, par l'*Ultimatum de Londres*, lui imposèrent de sévères restrictions techniques, dans le but ou sous prétexte d'empêcher la renaissance d'une aviation de guerre allemande. Le 14 avril 1922, la Conférence des Ambassadeurs notifiait donc au Gouvernement du Reich 9 règles techniques visant à limiter les performances des aéronefs allemands. Les principales restrictions portaient sur les points suivants : interdiction pour les monoplaces d'avoir un moteur d'une force supérieure à 60 CV; interdiction de la télécommande; fixation du plafond maximum de vol à 4.000 m; limitation de la vitesse maxima (en pleine charge, à 2.000 m) à

(191) Chambre, séance du 18 déc. 1934, J.O., pp. 3305-3306.

(192) Cf. Georges Castellan, *Le réarmement clandestin du Reich (1930-1935)*, Paris, 1954, p. 173.

(193) Cf. Bouilloux-Lafont (rapporteur du budget de la guerre). « Genève et l'aviation allemande », *Revue de Paris*, 1^{er} déc. 1926, pp. 481-512; Guy de Montjou, « Les clauses aériennes du Traité de Versailles », *Revue de Paris*, 15 mars 1927, pp. 331-353; lieutenant-colonel Reboul, « L'aviation allemande en 1927 », *le Temps* du 19 juin 1927, p. 3; général A. Niessel, « Où en est l'aviation allemande ? », *Correspondant*, 10 août 1932, pp. 337-347; général de brigade aérienne H. Hébrard, *25 années d'aviation militaire (1920-1946)*, Paris, 1946, 297 p.

170 km/h; limitation de la charge utile à 600 kilos ainsi que de la quantité d'huile et de carburant par CV (selon un mode de calcul complexe).

Ces normes entrèrent effectivement en vigueur : le contrôle en était relativement facile et les Alliés disposaient d'organes de surveillance à cet effet (194). L'habileté du Reich fut ici de retourner ces règles contre leurs initiateurs mêmes. Un article du Traité de Versailles (art. 313) avait imposé à l'Allemagne la charge, unilatérale, d'assurer la sécurité aérienne aux avions des puissances alliées et associées transitant par son territoire; un autre article (art. 320) avait fixé jusqu'au 1^{er} janvier 1923 la durée de cette prestation obligatoire. Les autorités allemandes, lesquelles avaient déjà déclaré, lors de la notification des 9 règles, qu'elles iraient jusqu'à bannir de l'espace aérien allemand tout appareil non conforme à celles-ci, prirent donc, à partir de 1923, des mesures de rétorsion à l'encontre des compagnies anglaises et surtout françaises contrevenant à l'une des 9 règles. De la sorte, le trafic en direction de l'Europe centrale et orientale leur fut progressivement fermé (195).

Sous la pression de cette *Sperrungs-Politik*, la Conférence des Ambassadeurs fut d'abord amenée à adoucir les fameuses 9 règles (5 juin 1925), puis elle chargea la Société des Nations de contrôler elle-même la production aéronautique allemande (7 mai 1926). C'est alors que l'Allemagne retrouva *de facto* sa

(194) Voir *infra* la note 196.

(195) Les démêlés de la Compagnie Franco-Roumaine, généreusement subventionnée par le Gouvernement français, avec les autorités du Reich, fournissent une bonne illustration de la *Sperrungs-Politik*. Dès 1923, les autorités allemandes interdisent à la Franco-Roumaine le survol du territoire allemand, ses appareils contrevenant à certaines des 9 règles. La Franco-Roumaine se contente de supprimer son escale de Nuremberg et effectue d'un seul trait sa liaison Strasbourg-Prague. Une panne, qui oblige un de ses appareils à se poser en Allemagne, entraîne cette année la confiscation de l'avion et l'emprisonnement du pilote. En 1924, entre mai et octobre, douze appareils de la Franco-Roumaine subissent le même sort. En 1925, la Franco-Roumaine (devenue Compagnie Internationale de Navigation Aérienne : CIDNA) dérouta son itinéraire par la Suisse et l'Autriche; le survol des régions montagneuses se révèle dangereux; six accidents graves se produisent au cours de la saison de vol mai-octobre 1925; d'ailleurs les autorités suisses interdisent aux appareils de la CIDNA le passage par leur territoire. En 1926, le Reich a gagné l'épreuve de force. Avec les Anglais, le Reich agira en souplesse; dans un premier temps, il attire sur l'Allemagne une partie du trafic aérien britannique en direction de l'Est; dans un deuxième temps, il peut discrètement agiter la menace d'un non renouvellement des autorisations de parcours, sur la base des 9 règles. Cf. de Montjou, *op. cit.*, pp. 491-496.

liberté industrielle dans le domaine de l'aviation commerciale, et vit le contrôle militaire réduit au minimum (196).

Les entraves pesant sur l'industrie surmontées, les clauses militaires furent assez facilement vidées de leur substance. On connaît le processus du réarmement clandestin : bureaux d'études et prototypes envoyés à l'étranger; intensification du sport aérien; camouflage, etc. (197), toutes mesures peu redoutables en soi mais permettant ultérieurement une greffe rapide de l'aéronautique militaire sur l'aéronautique civile. Restait quand même un moment délicat : celui du passage du réarmement clandestin au réarmement ouvert (ou à peine voilé).

Cette opération, politiquement risquée, se fit précisément au moment où la France se lança dans son programme de rénovation aérienne (plan Cot-Denain) d'inspiration douhétienne. Nous avons dit précédemment que devant le dénuement de l'Allemagne en aviation de guerre, les multiplaces B.C.R. (et d'une manière plus générale, l'option *puissance* plutôt que *vitesse*) avait un fond de rationalité. Or l'Allemagne mit à profit le délai nécessaire à la réalisation du programme français pour lancer son propre programme, et elle mit résolument sur la *vitesse* et la fabrication en série.

(196) Lors de l'entrée en vigueur du Traité de Versailles fut constituée une Commission Internationale de Contrôle Aéronautique (CICA), commandée par l'Air Commodore Masterman; elle siégeait à Berlin et dépendait du Comité Militaire Interallié de Versailles (CMIV), présidé par le Maréchal Foch, auquel avait été adjoint une Commission des Clauses aériennes. La CICA comprenait 191 officiers, 348 soldats et 26 interprètes; elle était partagée en plusieurs sous-commissions, dont celle de la Production, présidée par le colonel français Dorand; les décisions de la CICA se prenaient au niveau de son Conseil des Représentants, où siégeaient les chefs de mission (l'Air commodore Masterman pour l'Angleterre, le colonel Dorand pour la France, le colonel Scelzo pour l'Italie, le commandant Moulin pour la Belgique, le colonel Segawa pour le Japon; un délégué américain participait de temps en temps aux séances avec une voix consultative seulement). En face de la CICA, le Reich créa un organisme qualifié pour traiter avec elle, la *Luftfahrtfriedenskommission* (Luftfriko). En mai 1922, la CICA cesse ses fonctions et est remplacée par un *Comité de Garantie* composé de 13 officiers, et dont la tâche essentielle est de veiller à l'application des 9 règles. La Luftfriko disparaît du même coup et est remplacée par un bureau affecté au *Reichsverkehrsministerium* et composé d'officiers. Lors de l'abolition des 9 règles, le Comité de Garantie disparaît (1926), seules subsistent des limitations purement militaires, assorties d'un vague droit d'investigation dévolu à la SdN. Cf. Bouilloux-Lafont, *op. cit.*; de Montjou, *op. cit.*; Reboul, *op. cit.*; Niessel, *op. cit.* Cf. également Michael Salewski, *Entwaffnung und Militärkontrolle in Deutschland, 1919-1927*, München, 1966, 421 p., *passim*.

(197) Cf. Castellan, *op. cit.*, pp. 139-173.

La production allemande prit le contrepied des tendances françaises. Non seulement elle opta pour les monoplaces de chasse au lieu des multiplaces de combat, mais encore elle sacrifia dans une certaine mesure la maniabilité, la charge utile et le rayon d'action de ses appareils à la vitesse, et opposa le tir axial (mitrailleuses et canons tirant dans l'axe de progression de l'avion) au tir latéral à travers tourelles coulissantes — lequel se révélait d'ailleurs peu efficace aux grandes vitesses (198). En 1936, les techniciens français éprouvèrent un choc en apprenant les performances de vitesse et de tir des nouveaux *Heinkel* et *Messerschmidt*, qui réduisaient à presque rien le programme douhétien de Cot-Denain. On se rendit compte que, dans l'éventualité d'un conflit armé avec l'Allemagne, cette dernière posséderait un double avantage : 1° dans l'attaque, car ses appareils ultra-rapides, utilisés comme escorteurs de bombardiers, étaient

(198) « A peine notre état-major de l'air s'était-il lancé dans la réalisation du fameux multiplace qu'une nouvelle doctrine se révélait comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. [...] L'avion de chasse monoplace, que l'on croyait surclassé par le multiplace de combat, reparut avec une arme nouvelle et terrible » (i.e. le canon aérien tirant dans l'axe de l'avion), cf. Pierre Barjot, *L'aviation militaire...*, op. cit., pp. 35-37. Cf. également R.A.A., 1936, II, p. 940.

La supériorité du monoplace de chasse sur le multiplace de combat résidait dans son plus grand aérodynamisme et dans la plus grande efficacité du tir axial sur le tir latéral. Mais ce n'était pas évident pour tout le monde. Un spécialiste français ne faisait-il pas remarquer que « sur les avions très rapides, le tir n'est possible que dans des directions voisines de l'axe de l'avion qui tire [...]. Le pilote devra donc nécessairement saisir l'avion ennemi dans le cône de tir à très petite ouverture qui se trouve à l'avant de son avion et l'y conserver pendant un temps suffisant pour évaluer les corrections de tir, importantes à ces grandes vitesses, puis pour exécuter le tir. Personne ne conteste, je le pense, (!) que cette opération sera pratiquement irréalisable par un monoplace de chasse [...]. Au surplus, les énormes vitesses envisagées empêcheront le chasseur d'approcher l'avion qu'il poursuit, à moins de 400 mètres en le tenant dans l'axe de tir ! A cette distance, il devra commencer à virer pour éviter la collision » (A. Verduran, « Problèmes posés à l'aviation de chasse par l'accroissement des vitesses », *Aéronautique*, janv. 1935, pp. 20-22; thèse analogue in *Aéronautique*, oct. 1934, p. 234). En ce qui concerne l'aérodynamisme, on peut citer à titre d'illustration la thèse de Pierre Faure : en aviation, la vitesse dépend, toutes choses égales d'ailleurs, de l'aérodynamisme de l'appareil; or « la finesse d'un avion de chasse, quelle que soit l'ingéniosité qu'on apporte à sa réalisation, ne peut être inférieure à celle d'un avion de plus grandes dimensions, dont les proportions peuvent être déterminées par l'étude des formes et des profils offrant la moindre résistance à l'avancement » (Pierre Faure, « L'aviation de guerre », *Revue de Paris*, 15 octobre 1938, p. 808). Cf. également Henri Bouché, « Si la guerre éclatait par l'aviation », *l'Illustration*, 15 juillet 1939, pp. 409-412.

plus efficaces que les multiplaces français; 2° dans la défense, parce qu'ils étaient des intercepteurs hors pair.

Devant la percée technique réalisée par la *Luftwaffe*, il ne restait à la France, à moins de jouer immédiatement son va-tout, qu'à réviser son programme aéronautique et à essayer de suivre l'adversaire sur son terrain à lui. Entre 1936 et 1940 seront lancés deux « plans » aériens français avec, comme objectif, de soutenir la course aux armements aériens avec l'Allemagne, la priorité étant donnée cette fois aux appareils de chasse. Au point de vue doctrinal, les thèses douhéliennes se virent pratiquement répudiées et la France s'aligna sur les conceptions en vigueur chez les autres « Grands ».

Il n'entre pas dans notre propos de faire l'historique de l'effort d'armement français au cours des quatre années 1936-1940. Bornons-nous à constater que les résistances à l'effort de modernisation, que nous avons décelées dans la cavalerie, se retrouvent partiellement dans le domaine aéronautique. L'industrie aéronautique française, en présence des besoins urgents de la Défense nationale, refuse de partager le gâteau avec les compagnies étrangères (notamment américaines), bien qu'elle se sente incapable de réaliser dans les délais utiles les grandes séries qu'on lui commande. Son souhait manifeste est d'étaler autant que possible les programmes de fabrication afin de se réserver les bénéfices du réarmement sans avoir à effectuer de trop coûteux investissements ni à ouvrir le marché national à la concurrence étrangère. Sous une argumentation spécieuse, mais qui trouve un écho chez les militaires, elle préconise la maintien de techniques périmées et semi-artisanales.

5. — LA CRISE FRANÇAISE.

La commande des « mille-dix » avions, passée en 1934 à l'industrie aéronautique, désorganisa la production de cette branche à la base fragile. La politique des prototypes, qui avait été la règle au cours des six années précédentes, ne l'avait guère préparée à une fabrication de masse; les prototypes n'avaient pas été étudiés pour cela mais en vue d'accomplir des performances. Les avionneurs n'avaient pas été incités à standardiser leurs pièces ni à rationaliser leur production ou à effectuer de coûteux investissements. Les chiffres suivants parlent d'eux-mêmes : 332 prototypes différents auraient été construits en France au cours des dix premières années d'après-guerre;

le 1^{er} janvier 1930, le ministère de l'Air aurait passé commande de 115 nouveaux appareils de 37 modèles différents ! D'où une éclosion de petits bureaux d'études plus ou moins éphémères. Et quand un constructeur se trouve en difficulté, il semble que les autorités aient eu tendance à le renflouer par des commandes. Alors que la production, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, était concentrée dans cinq grandes entreprises, la France totalisait une quarantaine de petites fabriques d'avions (199). Selon le rapporteur de la Commission sénatoriale des finances, « toute la politique du ministère de l'Air a consisté pendant un certain nombre d'années, à assurer l'existence de ces quarante usines. On répartissait entre elles les commandes, on leur demandait de construire un prototype et on leur passait des commandes pour des appareils qui étaient déjà surclassés, dans une large mesure, par la construction étrangère » (200). Dans ces conditions, quelle légèreté de la part du gouvernement de commander en 1934, sans assainissement préalable de l'infrastructure, le millier d'appareils du plan de « rénovation aérienne ». Pour l'industrie, cette commande eut de fâcheuses conséquences. Etant de type semi-artisanal, elle n'arriva pas à « digérer » les crédits qui lui étaient accordés pour ses investissements et de nombreux goulots d'étranglement se firent sentir au niveau des matières premières, des techniciens, des équipements. Nous manquons d'une étude sur le mécanisme

(199) Cf. les différents débats sur l'aviation à la Chambre notamment l'intervention de H. Gamard à la séance du 3 février 1930, J.O., p. 372; et du même, le 6 mars 1931, pp. 1657-1660; cf. l'interpellation de Renaitour à la Chambre, séance du 29 janvier 1932, J.O., p. 260. Renaitour relevait encore l'« hypertrophie démesurée des cadres supérieurs » dans l'aviation militaire française, provoquant une « multiplication des emplois et des bureaux inutiles, qui deviennent rapidement nuisibles » (Cf. *Marianne*, 25 nov. 1937, p. 3). Selon « Gistroit » (pseudonyme), le chroniqueur spécialisé de l'*Action Française*, il régnait une corruption extraordinaire au ministère de l'air; l'extension injustifiée de la politique des prototypes avait sa source dans la pratique des pots de vin et le trafic d'influence politique. Cf. A.F., 25 mai 1933, p. 5.

(200) Cf. Sénat, séance du 28 juin 1934, J.O., p. 848 et ss. Selon A. de la Grange (sénateur du Nord et président de l'Aéro-Club de France), les constructeurs promettaient toujours « de produire un grand nombre d'appareils dans un délai très court »; l'état-major n'en demandait pas plus; « sans doute, chacun savait-il, au moment de la signature du contrat, que les délais prévus seraient largement dépassés, mais on aimait à se bercer d'illusions, et comme le retard n'entraînait pas de sanctions, personne n'y perdait, sauf la Défense nationale. » (A. de la Grange, « Où en est notre aviation ? » *Revue de Paris*, 1^{er} août 1939, p. 507).

exact de la crise qui a secoué la production aéronautique française à cette époque; il suffira ici de noter les plaintes concordantes des milieux intéressés. En 1935 déjà, le rapporteur de la Commission de l'aéronautique de la Chambre avouait officiellement que les industriels français seraient incapables d'absorber de nouvelles commandes. Et de s'élever contre la « vogue incontestable » dont jouissait la construction métallique. Et de préconiser un usage plus généreux du bois et de la toile dans la construction des cellules d'avions, au lieu du duralumin coûteux et lent à produire (201).

C'est ainsi que l'ingénieur en chef de l'aéronautique Grimault alléguait : « Les bois, nécessitant peu d'outillage, sont moins chers pour les appareils construits en peu d'exemplaires, alors que les alliages d'aluminium se prêtent mieux à la fabrication en grande série » (201 bis). Le fascicule de décembre 1938 de la revue *l'Aérophile* développait le même genre d'argument dans un article intitulé précisément « Bois ou métal ? ». Le métal permettait une production accélérée pour les grandes séries et possédait de meilleures qualités pour le stockage; il avait par contre les inconvénients suivants : 1° nécessité d'un outillage très important; 2° prix de revient élevé; 3° besoin d'ouvriers spécialisés; 4° longueur de la mise en route d'une série; 5° impossibilité d'effectuer des réparations de fortune. Le bois avait les avantages inverses; un seul défaut : les essences nécessaires — épicéa, acacia, pin sylvestre — n'existaient pas en quantités suffisantes dans le pays. En France, concluait *l'Aérophile*, l'aviation militaire a adopté presque entièrement la construction métallique tandis que l'aviation civile a continué la construction en bois. « Toutefois, concluait-on, il y a lieu de constater actuellement un retour très net vers le bois : quatre prototypes de chasse et deux de bombardement viennent d'ailleurs d'être commandés entièrement en bois »; par contre, en Allemagne, le métal dominait nettement. « Il est hors de doute que si, en France, on pouvait garantir un approvisionnement régulier des usines en ce qui concerne le bois, en cas de conflit, une orientation très nette vers la construction bois ou mixte se ferait immédiatement sentir. » (201 ter)

Fin 1935, Henri Bouché faisait état du « surmenage » de

(201) Cf. Chambre, Annexe n° 5223, 27 juin 1935, Rapport fait au nom de la Commission de l'aéronautique..., par M. de Nadaillac, pp. 1211 et ss.

(201 bis) Ing. Grimault, « Le 10^e salon d'aviation », R.M.F., 1927, I, p. 233.

(201 ter) XXX, *l'Aérophile*, déc. 1938, p. 272.

l'industrie aéronautique sous le coup de la course aux armements. Et il lançait cet avertissement : « Il importe que la collectivité française ne s'abuse ni sur les forces de son industrie, ni sur celles de l'Armée de l'Air dont on a crû devoir hâtivement doter le pays. » (202) A la même époque, *l'Usine* relevait la gêne de trésorerie de certains constructeurs, qui s'étaient endettés pour essayer de réaliser les commandes considérables qui leur avaient été faites pour la Défense nationale. Il semble que plusieurs constructeurs, notamment Blériot, épuisèrent ainsi leurs liquidités vu que les banques, en cette période de dépression, menaient une politique restrictive tandis que, par ailleurs, les pouvoirs publics ne payaient qu'à la livraison (203). *L'Usine* récriminait également contre les normes techniques trop poussées, à son gré, imposées par l'administration française; ainsi, le concours instauré par elle pour l'établissement du pilotage automatique sur avions gros porteurs s'était révélé si difficile que seules des firmes étrangères, Siemens, Sperry, furent capables de présenter des offres (203 bis). D'une manière générale, l'industrie des accessoires pour avions paraît avoir constitué l'un des goulots d'étranglement du réarmement aéronautique français (204).

En 1935, un chroniqueur de *l'Action Française* était en droit de déplorer que les dirigeants eussent mis la charrue avant les bœufs, « l'achat » leur étant apparu comme « le premier moyen mis en jeu pour rénover notre aéronautique » (205). Tel paraît bien avoir été l'un des vices fondamentaux de la politique française de réarmement : on crut, dans la course contre l'Allemagne, posséder un atout décisif dans le meilleur état des finances publiques. Comme si cet argent pouvait se transformer sans délai et sans préparation en avions *made in France* (206).

*
**

(202) H[enri] B[ouché], « Retour de l'apparence à la réalité », *Aéronautique*, déc. 1935, p. 330. Cf. également H.B., « La course aux armements aériens et l'industrie aéronautique », *Aéronautique*, juin 1935, p. 150.

(203) Cf. *l'Usine*, 28 nov. 1935, p. 3.

(203 bis) Cf. *l'Usine*, 21 mars 1935.

(204) Cf. à ce propos les remarques de Corniglion-Molinier dans *Marianne*, 15 déc. 1937, p. 3 : « Où en est notre production aéronautique ? »

(205) *Action Française*, 24 nov. 1935, p. 5.

(206) Cf. par exemple le compte rendu de la séance du 19 mai 1937 du Comité permanent de la Défense nationale, *Doc. dipl. fr.*, 2^e série, t. V, n° 450, pp. 767-773.

La nationalisation partielle, en 1936, de l'industrie aéronautique française créa la base d'un assainissement de la production, encore qu'il fallut attendre jusqu'en 1938 pour que la rénovation de l'outillage se fasse sentir. Elle eut pour résultat positif incontestable de regrouper les principaux constructeurs français en grandes compagnies où l'Etat avait une participation majoritaire : Sociétés nationales du Centre, du Midi, du Nord, de l'Ouest, du Sud-Est et du Sud-Ouest. Mais la *Luftwaffe* avait déjà pris une avance considérable sur sa rivale.

« Nous nous excusons de revenir sur le passé, écrivait en août 1937 le directeur de l'*Aéronautique*. Mais pourquoi faut-il qu'en 1934 les gouvernements au pouvoir dans les *grandes démocraties* occidentales aient fait si bon marché de leurs responsabilités générales pour assumer une responsabilité particulière dans le démarrage de la course aux armements aériens ? Nous avons alors une *avance* militaire indéniable; or qui pouvait croire que — face à une Allemagne industrielle et soumise à la dictature — nous pourrions, dans la course ouverte, conserver cette marge de supériorité ? Aujourd'hui, tout le mal est fait. Quarante mois écoulés ont permis à l'Allemagne de mobiliser sa puissance aéronautique et, en même temps, d'établir sa première armée de l'air. » (207) Six mois plus tard, il demandait aux pouvoirs publics de rester « raisonnables » : « En lançant en 1934, sur des fabrications hâtives de série, une industrie aéronautique qui n'était pas équipée pour la production, en l'obligeant à absorber des crédits qu'elle ne pouvait que gaspiller, on n'avait obtenu d'une industrie fantôme qu'une ombre de force aérienne. La nationalisation de cette industrie a paré au plus pressé; elle a donné le moyen de constituer et de répartir l'équipement industriel, tout en poursuivant les fabrications de série. A un rythme misérable ? à un rythme sur lequel aucune action n'était immédiatement possible. Cette misère, la nationalisation l'a révélée; elle ne l'a pas faite. Et la révélant, elle a obligé d'y porter remède. » (208) Dans la même veine, la *Revue de l'armée de l'air* s'indignait contre ces « hommes qui, avertis de la relative faiblesse de la France, ont cependant voulu ou favorisé en 1934 — face à une Allemagne totalement dépourvue d'aviation militaire, mais capable d'en établir une à l'échelle de ses ressources et selon les méthodes d'efficacité

(207) H[enri] B[ouché], « L'instrument de nos besoins et de nos possibilités », *Aéronautique*, août 1937, p. 193.

(208) H[enri] B[ouché], « Pour une production aéronautique réfléchie », *Aéronautique*, déc. 1937, p. 270.

forcée qui sont celles des dictateurs — le démarrage de la course aux armements aériens » (209). En juillet 1938, cette même revue revenait sur la question et dénonçait « l'opération lamentable qui, de juin 1934 à l'automne 1935, a consisté à détraquer l'industrie aéronautique française en voulant lui faire transformer de toute urgence en avions et en moteurs les milliards qu'elle était incapable d'absorber » (210). Selon l'organe de l'armée de l'Air, il convenait, au lieu de poursuivre dans cette voie funeste « d'accroître la force réelle du pays en relâchant un effort démesuré »; de toute manière, l'Allemagne avait une capacité de production six fois supérieure à celle de la France dans le domaine aéronautique. La revue demandait en conséquence d'intensifier plutôt l'effort sur le plan de la défense passive (211). En juillet 1939 enfin, la revue *l'Aéronautique* demandait aux autorités françaises de résister autant et aussi longtemps qu'elles le pouvaient à la construction en série :

« — parce que, ne préparant aucune guerre pour une échéance fixe, [la France] a toute chance d'arriver trop tard ou trop tôt avec ses séries successives;

— parce que la seule série aéronautique efficace est offensive, alors que la France ne peut envisager que la contre-offensive, si l'offensive d'autrui lui en laisse les moyens;

— parce que les exigences de notre Défense nationale sont multiples et ses moyens techniques — recherche, production, mise en œuvre — étroitement limités;

— parce que toute exagération dans le sens de la série se traduira chez nous par une stérilisation partielle de l'étude, à supposer que nous gardions l'ambition de produire en série des prototypes français;

(209) R.A.A., éditorial, sept. 1937, pp. 963-964.

(210) Henri Bouché, « La force nationale et la résistance à l'agression par surprise », R.A.A., juillet 1938, p. 730. Selon *le Temps* du 24 octobre 1938, l'industrie aéronautique était « incapable de sortir, à la fin 1938, des avions présentés au salon de l'air de 1936 » et en était réduite, « pour occuper le personnel des usines nationalisées, à fabriquer des appareils présentés au salon de 1934, démodés depuis deux ans ». Cf. encore : XXX, « Questions aériennes », *le Temps*, 10 nov. 1938; Henri Bouché, « Les forces aéronautiques en présence », *l'Illustration*, 19 nov. 1938. — Le 17 août 1938, le général Vuillemin, chef d'état-major général de l'armée de l'Air, est invité en visite officielle en Allemagne. Lui et les officiers français qui l'accompagnent sont frappés par la qualité des installations techniques allemandes, le parfait entraînement des pilotes, les performances des nouveaux appareils de chasse mais surtout « la cadence à laquelle ces matériels sont réalisés ». Cf. Paul Stehlin, *Témoignage pour l'histoire*, Paris, 1964, pp. 86 et ss.

(211) Ing. en chef Camille Rougeron, « L'aviation sur l'échiquier européen », R.A.A., juillet 1938, p. 735.

— parce que nous perdrons fatalement cette ambition, si l'effort de série se produit trop longtemps, à mesure que nous constaterons entre nos constructions de série et celles de l'étranger, des décalages cependant naturels, puisqu'ils résulteront de la disparité des forces qui s'affrontent;

— parce qu'enfin, la pire solution serait de s'obstiner sur la seule série française, même excellente, en acceptant parallèlement la série étrangère pour les moteurs, ce que nous sommes en train de faire.

Or une aviation n'est sûre d'elle-même et n'est grande — à son échelle — que si elle est autonome et homogène dans tous ses éléments : avions et moteurs, équipements, personnels, le tout progressant en parallèle et en coordination étroite. » (212)

*
**

Disons, pour clore ce chapitre, quelques mots sur les conceptions de défense passive nées en France dans le climat de la peur aérochimique.

En 1930 parut une étude due à la plume du lieutenant-colonel Vauthier et publiée avec une préface du maréchal Lyautey; on y préconisait une solution qui n'était pas sans analogie avec la Ligne Maginot, dont il était beaucoup question à cette date.

(212) H[enri] B[ouché], « Facilités et dangers de la construction en série », *Aéronautique*, juillet 1939, p. 257. — Marcel Déat écrivait en janvier 1939 qu'« en septembre dernier, si l'on s'en tient aux appareils vraiment modernes, l'aviation française se trouvait dans un rapport [...] de 1 contre 70 avec l'aviation allemande »; il ajoutait que « sous peine de déséquilibrer notre industrie métallurgique, nous ne pouvons gonfler indéfiniment nos usines d'aviation » (Cf. Marcel Déat, « Le nombre n'est pas tout », *L'aérophile*, janv. 1939, p. 2). Cette estimation est certainement trop pessimiste. Plus proches de la réalité paraissent les chiffres donnés par la revue *L'Air* du 29 janvier 1939. Selon *L'Air*, la production mensuelle des avions de guerre français fut de 44 appareils en moyenne pendant la période janvier-août 1938; de 53 appareils de septembre à novembre 1938, de 73 appareils en décembre 1938; 130 pilotes seulement avaient été formés pendant l'année écoulée (p. 46).

Selon Louis de Chapedelaine, la force de travail occupée dans l'aéronautique dans les grands pays européens était la suivante en 1936 : France, 35.000 ouvriers faisant 40 heures hebdomadaires; Grande-Bretagne, 70 000 ouvriers faisant 42 heures; Allemagne; 100.000 ouvriers faisant 52 heures; U.R.S.S., 200.000 ouvriers faisant 42 heures. Cf. Chambre, séance du 28 janvier 1937, J.O., p. 195. — Selon un autre spécialiste, la production française était en 1937 de 40 cellules d'avions par mois, pour 130 en Grande-Bretagne et 180 en Allemagne (Corniglion-Molinier, « Où en est notre production aéronautique ? », *Marianne*, 15 déc. 1937. p. 3.

Vauthier proposait essentiellement de reconstruire Paris en fonction du danger aérochimique et, subsidiairement, du danger révolutionnaire. Il s'agissait de concentrer la population de la capitale dans de gigantesques tours fortifiées au sommet par une épaisse dalle de béton. En temps de guerre, les habitants évacueraient les étages élevés — bourrés de sable et d'autres matériaux freinant la chute des bombes — ainsi que les étages inférieurs, afin d'échapper à la nappe de gaz toxiques recouvrant les rues; la population de ces immeubles fortifiés se réfugierait aux étages du milieu. (213)

Le projet du lieutenant-colonel Vauthier fut, quelques années plus tard, l'objet d'une critique de l'ingénieur Rougeron, spécialiste lui aussi de la guerre aérochimique. (214) Selon lui, les tours fortifiées n'étaient qu'un palliatif. Pour détruire Paris, avait-il calculé, il suffirait de bombarder systématiquement l'agglomération, à raison de 2 tonnes de gaz à l'hectare — 14 000 tonnes pour la superficie de la capitale proprement dite — soit un bombardement de 2 semaines à raison de 1 000 avions transportant une tonne de bombes par jour.

Il n'y avait qu'une parade au danger aérochimique : la dispersion des habitants des agglomérations selon un plan qui en ferait des cités-jardins; de la sorte un bombardement aérochimique, même intensif, perdrait pratiquement toute efficacité.

(213) Cf. Lieutenant-colonel Vauthier, *Le danger aérien et l'avenir du pays*, Paris, 1930, 385 p., *passim*. Le socialiste P. Renaudel se référa à Vauthier ainsi qu'à Douhet dans son Rapport à la Chambre sur le budget du ministère de l'Air, exercice 1934, cf. Annexe 2734 à la séance du 29 déc. 1933, J.O., p. 664; le plan Vauthier est également cité in J. Boyer (et al.) *Protection contre les attaques aériennes ?*, éditions du Comité national de lutte contre la guerre et le fascisme, Paris, s.d. (1932 ?), 23 p.; cf. également A. Charpentier, « La guerre chimique et l'évacuation des villes », *l'Œuvre*, 19 janv. 1932. Cf. également le plan exposé par le colonel Reboul pour évacuer rapidement la Capitale en cas d'attaque aérochimique, in *Science et Vie*, nov. 1934, pp. 383-91. Ajoutons enfin que le problème de la protection de la population parisienne contre les attaques aérochimiques a donné lieu à de vifs débats au Conseil municipal de la ville de Paris, notamment en 1935; l'extrême-gauche soutenant l'inutilité de la défense passive, mesure dont le seul objet, selon elle, était de militariser la classe ouvrière et de préparer la guerre, tandis que la droite préconisait un plan d'évacuation rapide de la population. Voir notamment la séance du 3 avril 1935. Cf. *Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris*; Cf. égal. la proposition de Charles Trochu et de 29 conseillers municipaux parisiens, en 1936, de construire des autoroutes souterraines pour évacuer la population parisienne en cas d'attaque aérochimique, citée in *L'Aérophile* de juillet 1938, p. 155.

(214) Après Hiroshima, C. Rougeron s'est spécialisé dans la guerre atomique.

Rougeron sentait qu'une telle opération ne serait pas facile à mettre en œuvre. Il ne la trouvait pourtant aucunement utopique :

« Soumis désormais au même danger que le militaire, le civil devra se résigner aux mêmes sacrifices. Ils sont faibles. Dans les deux hectares de cité-jardin que lui allouera une loi agraire d'inspiration militaire, chaque habitant trouvera sa nourriture, son chauffage, et l'abri en sape à double entrée pour quatre personnes où il pourra se réfugier quand les bombes dévasteront les immeubles érigés en surface. A la densité de 2 tonnes à l'hectare de bombes à très forte teneur d'explosif qui lui suffirait à abattre ces constructions sur leurs habitants, l'aviation de bombardement devra substituer une centaine de tonnes à l'hectare de bombes de pénétration. L'habitant perdra ses biens, mais aura la vie sauve. » (215)

Chaque famille pourrait donc soutenir un siège en règle et subsister en économie fermée pendant que les avions gronderaient au-dessus des têtes. Aux objecteurs éventuels, Camille Rougeron rétorquait le plus sérieusement du monde que les lacustres avaient bien édifié leurs villages en fonction des dangers extérieurs, et que le Moyen Age avait également bâti ses cités dans un but analogue de protection. Et de conclure :

« La transformation des [agglomérations] peut être rapide. Pour y contraindre, l'Etat détient aujourd'hui des moyens plus puissants que n'en ont jamais eu les régimes abolis. Il suffit d'en user. Pendant des dizaines de siècles, la législation fiscale a été établie en fonction des besoins militaires d'un pays. L'impôt sert aujourd'hui à faire régner un savant équilibre entre la production des graminées, des solanées [...]. Lorsque l'Etat voudra reprendre la plus ancienne de ses attributions, quelques années de manie-ment de l'impôt foncier et de la contribution personnelle mobilière suffiront à adapter l'habitation aux nécessités de la guerre aérienne. » (216)

(215) Camille Rougeron, « Le bombardement des immeubles d'habitation, R.A.A., juin 1936, p. 673.

(216) *Ibid.*, p. 674.

QUATRIEME PARTIE

L'armée de métier : une alternative possible ?

L'ARMÉE DE MÉTIER

Cette doctrine militaire, que nous avons cherché à caractériser dans les chapitres précédents, n'a rencontré, en France, entre les deux guerres, qu'une seule alternative globale et véritablement étudiée : il s'agit, on le sait, du projet d'armée de métier préconisé dès 1933 par le lieutenant-colonel de Gaulle.

C'est à travers l'analyse interne de *Vers l'armée de métier*, et en examinant la controverse soulevée par ce livre, que nous tenterons de mesurer le degré de flexibilité, si l'on ose dire, du système militaire français à cette époque. Ce sera l'occasion aussi d'approfondir quelques-unes des questions que nous avons déjà effleurées.

En quoi consistait essentiellement la solution de rechange proposée par de Gaulle ? Sur quelles forces put-il s'appuyer dans sa campagne ? Quelles furent les raisons essentielles de son échec ? Voilà les premières interrogations qui se posent à nous.

1. — LE PROJET GAULLIEN.

Puisque le projet gaullien s'est incarné dans un livre, commençons par l'analyser en cherchant à en saisir la logique interne et le caractère d'historicité. (1) Exercice préalable d'autant

(1) Charles de Gaulle, *Vers l'armée de métier*, éd. Berger-Levrault, Paris, 1934, 211 p. (B.N. Rés. PV 521). Nos citations sont faites d'après la 2^e édition de *Vers l'armée de métier*, Paris, 1944, 211 p., beaucoup plus accessible que la première. Nous l'avons collationnée avec la première : elle est absolument identique à la version originale, contrairement aux allégations d'Alfred Fabre-Luce. Ce dernier affirme dans son *factum* intitulé *Le plus illustre des Français* que de Gaulle a par la suite

plus nécessaire que cet écrit est généralement l'objet d'interprétations anachroniques.

En 1934, lorsque parut *Vers l'armée de métier*, le problème le plus brûlant en France était celui de la « couverture », c'est-à-dire de la sécurité entendue au sens le plus étroit. La crainte d'une agression brusquée allemande, latente depuis l'Armistice, était devenue une hantise nationale. Et dans la doctrine officielle, la « couverture » se confondait presque avec le problème militaire français.

Il était généralement entendu que la France ne lancerait pas une attaque-surprise contre l'Allemagne; et il fallait à tout prix, qu'en cas de conflit armé, la mutation du pays en « nation armée » pût s'opérer dans les meilleures conditions de sécurité. Au fond, c'était là surtout une *question de temps*, mais compliquée du fait que, depuis l'invasion de 1914, les Français n'envisageaient plus de *gagner du temps en cédant éventuellement du terrain*. Les troupes de couverture auraient, dans la conception française, à arrêter l'ennemi à la frontière même et à tenir, grâce au système fortifié, jusqu'à ce que le gros de l'armée, constitué par la levée en masse, soit en état d'entrer en ligne.

Vers l'armée de métier s'ouvre sur ce problème de la « couverture »; mais dans une autre perspective que celle que nous venons d'évoquer.

Ce besoin d'une couverture armée est, pour de Gaulle, une servitude imposée en propre à la France, qui, seule parmi les grandes puissances, possède une frontière ouverte. L'Angleterre, le Japon, les Etats-Unis sont protégés par l'Océan; l'Italie est abritée par la barrière des Alpes et les distances rendent la Russie insaisissable. Quant à l'Allemagne, ses centres vitaux sont géographiquement bien répartis et, du point de vue stratégique, avantageusement disposés. Par contre, la France, sur l'une de ses frontières, est démunie de protection naturelle. Ce défaut de la cuirasse laisse son cœur exposé : l'appareil

remanié son texte pour parfaire « à bon compte sa figure de prophète ». S'il est vrai que la réédition de *l'Armée de métier* faite en 1944, à Alger, par l'Office Français d'édition, contient une phrase supplémentaire sur l'aviation (« Mais surtout, en frappant elle-même à vue directe et profondément, l'aviation devient par excellence l'arme dont les effets foudroyants se combinent le mieux avec les vertus de rupture et d'exploitation des grandes unités mécaniques »), il est faux que « les rééditions postérieures [à celle d'Alger] contiennent » également la phrase incriminée. Soit dit en passant, l'édition d'Alger comprend d'autres variantes, que Fabre-Luce n'a pas relevées, car elles ne justifiaient pas son allégation de truquage. Cf. Alfred Fabre-Luce, *Le plus illustre des Français*, Paris, 1960, pp. 47-48.

administratif de ce pays, centralisé à l'extrême, ainsi que l'essentiel de ses richesses productives sont concentrés dans l'agglomération parisienne et dans les marches du Nord et de l'Est : à la merci d'un revers initial. Pour qui vient d'en face, la frontière du Nord-Est est d'accès aisé : le relief y favorise l'invasion; sur la route, ni lignes de hauteurs dominantes, ni fleuve parallèle au front, rien pour freiner son avance. Le tracé de la frontière ne lui est pas moins avantageux : celle-ci dessine un arc de cercle attirant les coups concentriques; percée en un point, c'est l'effondrement général.

En cas de conflit armé, l'ennemi cherchera d'autant plus naturellement à frapper au Nord-Est que sa propre pesanteur l'entraîne déjà dans cette direction. L'Allemagne, devenue, au XIX^e siècle, une grande puissance industrielle, commerciale, maritime, a déplacé son centre de gravité du Sud au Nord. Le fameux plan de Schlieffen n'était que la traduction militaire de ce nouvel état de choses : « Quel traité de neutralité aurait détourné vers Nancy un peuple que sa masse sollicite vers Charleroi ? Demain, peut jouer le même destin ». Tout l'y conduit : ses principales lignes de chemin de fer, « les routes en palier de Westphalie et de Flandre », les « canaux sans nombre de la Ruhr et des Pays-Bas », la nécessité de couper la France de l'Angleterre. Aussi, « déterminés à nous frapper au cœur par la voie la plus courte et la plus facile, les Germains ne prendraient-ils pas comme direction principale les sources de l'Oise, défaut de notre fragile cuirasse » ?

Cette vulnérabilité fait que la France vit dans l'obsession du danger allemand. Et de Gaulle de tenir cette faiblesse pour responsable du déclin de grandeur national.

« Combien de projets avortés, d'espérances déçues, d'échecs dans nos entreprises, faute d'une bonne clôture au domaine ! L'empire de la mer perdu, notre expansion sous hypothèque, les alliances qu'on paie trop cher, les chantages subis, les abandons par force acceptés, et dans le peuple, sans cesse obsédé par la même menace, le trouble, les divisions, les dégoûts. » (2)

La France, pouvant être attaquée à l'improviste et recevoir de but en blanc un coup mortel, doit donc posséder un système de défense immédiat. C'est bien ce qu'elle a tenté d'établir en construisant sa fameuse ligne fortifiée. « On ne saurait, concède l'auteur, estimer trop haut l'appoint que les ouvrages permanents peuvent offrir à la résistance ». Mais d'émettre aussitôt

(2) De Gaulle, *op. cit.*, p. 12.

quelques graves réserves : « ces organisations, outre qu'il faudrait leur donner des garnisons suffisantes, n'ont qu'une profondeur restreinte » et « laissent découverte toute la région du Nord ». Autrement dit, la barrière est trop mince (on peut l'enfoncer) et elle est incomplète (on peut la contourner), et de surcroît, mal gardée. Elle ne ferme même pas la voie naturelle de l'invasion. Il s'ensuit qu'une importante fraction de l'armée française doit être cantonnée en position de couverture au Nord, y être concentrée en vue de la riposte active.

Or l'armée allemande se prépare techniquement à une guerre de vitesse; elle dresse ses moyens en vue d'une irruption rapide. La parade française, la couverture, devrait logiquement être en mesure de se déployer au premier choc. Avec une stratégie statique, cette couverture se verra forcément bousculée; l'assaillant, « venu à couvert des forêts rhénanes, mosellanes, ardennaises, trouvant pour déboucher un terrain partout perméable, [aura] beau jeu de choisir les lieux et les temps. (3) Le défenseur, s'il reste passif, se voit surpris, fixé, tourné [...]. Au contraire, mobile, entreprenant, [...] il court là où il faut, pare à l'imprévu,

(3) *Ibid.*, pp. 39-40. Il est difficile d'apprécier, en l'occurrence, si de Gaulle se démarque ou non, discrètement, de la doctrine française en ce qui concerne la valeur défensive du massif des Ardennes.

Pendant la Grande Guerre, les attaques dans les forêts furent décevantes pour les Français : bataille de l'Argonne, bataille des Vosges, combats dans la forêt d'Houthulst. Comme l'écrivait en 1937 le général Brossé, « en 1918, nous avons toujours cherché à tourner les massifs boisés, en évitant de nous jeter sur eux. Cette manœuvre conserve toute sa valeur aujourd'hui » (général Brossé, « L'appui de l'infanterie... », R.M.G., 1937, I, p. 598, et du même, « La combinaison des armes », R.I., 1931, I, p. 471). Les raisons en étaient que les chars circulaient mal dans les forêts et que, à cause de l'effet de dispersion des obus éclatant contre les troncs d'arbres, les barrages roulants d'artillerie y étaient impraticables. Le *Règlement d'Infanterie* (2^e partie, « Combat », éd. 1939, art. 461) et l'*Instruction sur l'emploi tactique des grandes unités* (éd. 1940, art. 473-4) spécifiaient que les « massifs boisés ne font pas en principe l'objet d'attaques profondes », que « leur débordement est la règle », et que par conséquent, en position défensive, l'essentiel était d'occuper les lisières. — C'est pour cette raison doctrinale principalement que le massif des Ardennes, où s'arrêtait l'organisation défensive française, fut insuffisamment organisé par le Commandement français en 1940. Relevons ce que le capitaine Thoumin écrivait en 1937 à propos de ce secteur : « L'Ardenne française constitue une zone d'obstacles propices à la défensive et permet de tenir un front étendu avec des effectifs relativement faibles. Dans la bataille offensive, au contraire, elle impose la tyrannie d'un terrain qui s'oppose au déploiement des forces et à la liaison des armes, arrête ou ralentit la progression des engins *tout-terrain*, empêche l'observation aérienne et terrestre. Pourtant, ce même terrain ménage de puissants effets de surprise à celui qui, méprisant ces difficultés, osera quand même s'y conduire

tire à lui l'initiative [...]. C'est donc en manœuvrant que l'on couvre la France. » (4)

Les fortifications et l'armée de caserne ne fournissent pas une couverture efficace. Surtout que le peuple français, malgré la menace constante de l'invasion qui pèse sur son existence, se révèle souvent maladroit dans les premières rencontres. L'histoire montre qu'il entre habituellement en campagne avec des conceptions erronées, dues à son penchant inné pour les systèmes abstraits. Alors que l'Allemand, « méthodique préparateur », excelle dans la phase initiale des conflits, son adversaire ne sait pas frapper à bon escient dès les premiers coups. Le génie français consisterait plutôt à « réagir dans l'épreuve » à se « rassembler alors qu'il est en pièces », à se redresser dans la « résistance ». Encore faut-il que le temps lui en soit laissé, que tout ne soit pas d'emblée perdu.

Loin de partager la foi jacobine dans l'invincibilité des citoyens levés en masse à l'appel de la patrie en danger, l'auteur affirme qu'il conviendrait de doter le pays d'une élite militaire, laquelle, formée dans l'isolement et le recueillement, serait toujours prête, intellectuellement, moralement et matériellement, à repousser une agression brusquée allemande.

Il s'agirait par conséquent, non pas d'abolir le service militaire obligatoire, mais de le compléter par le recrutement d'une armée de volontaires qui en serait l'épée et le bouclier.

*
**

Le second chapitre du livre, intitulé « technique » contient une apologie de la machine, qui tranche avec l'idéologie militaire ambiante en France. Pour en arriver à la thèse que la complexité des armements mécaniques requiert à leur service des spécialistes professionnels. Bref, la technique militaire moderne suppose une armée de techniciens, une armée de métier... Argumentation peu solide, remarquons-le en passant : comme s'il était vraiment impossible de former des spécialistes militaires au sein d'une armée de conscription, et même au sein d'une armée de milices ? Et quand bien même certains engins délicats,

offensivement » (capitaine R. Thoumin, « L'Ardenne Française. Etude de géographie militaire », R.M.G., juillet 1937). Implicitement, le lieutenant-colonel de Gaulle paraît soutenir une thèse analogue; malheureusement, sa pensée, ici, n'est pas très claire.

(4) *Ibid.*

les chars de combat, les avions, gagneraient à être confiés à des professionnels, s'ensuivait-il que ces derniers, plutôt que d'être répartis dans les différentes unités de l'armée nationale, devraient constituer un corps d'intervention autonome, doté de toutes les armes accessoires et de tous les services indispensables pour aller au feu ? Mais en admettant que certains spécialistes fussent nécessaires, était-il absolument souhaitable de les constituer en armée de métier ? N'était-il pas plus économique de les affecter dans les divers régiments fournis par le service obligatoire ? L'auteur évitait d'aborder franchement ce point.

A noter aussi que certaines critiques formulées par de Gaulle à propos de la ligne Maginot sont assez contestables. On s'accorde généralement à reconnaître aujourd'hui qu'une des faiblesses du système fortifié français est d'avoir immobilisé des contingents qui stratégiquement auraient pu être employés ailleurs. Au Parlement, les avertissements n'avaient pas manqué : n'allait-on pas gaspiller des milliards en béton pour économiser du personnel, et ensuite, réclamer un renfort de personnel pour protéger le béton ? De Gaulle ne versait-il pas dans cette erreur lorsqu'il prétendait qu'il fallait des troupes d'élite, des soldats de métier, pour rendre la ligne Maginot efficace ?

*
**

L'idée sous-jacente mais qui n'ose s'affirmer avec brutalité, c'est que l'instruction militaire et paramilitaire française est dépourvue d'efficacité en ce qui concerne l'apprentissage du combat et le maniement des engins.

Le conscrit et le réserviste français sont en train de perdre la fibre militaire de leurs ancêtres. Il ne se fait presque plus rien de bon dans la caserne routinière française. Il faudrait sauver la flamme en assurant une formation spéciale à une élite, en dehors de l'atmosphère corruptrice du siècle; faire en sorte que l'esprit militaire puisse se revivifier dans un cadre propice, dans un milieu qui maintienne les vertus guerrières et qui soit en même temps un champ d'expérimentation pour l'art de la guerre. Au fond, l'armée de métier se présente comme le remède à la crise pacifiste que traverse le pays. Les masses françaises sont moralement démobilisées; depuis la victoire, elles acceptent de très mauvais gré des sacrifices qui, pour la génération précédente, allaient de soi. La nation armée est devenue une sorte de mythe. On feint de croire que « par le seul fait qu'il se

lèverait, le peuple aurait la force, l'adresse et la vertu. Dès lors, assembler des troupes permanentes, distraire des citoyens de leurs travaux et de leur milieu, leur inculquer quoi que ce soit qui se distingue du cours ordinaire de la vie, cela serait inutile, voire dangereux. Pour un peu, l'on poserait en principe qu'une nation combat d'autant mieux qu'elle s'y est moins exercée, comme Emile acquit l'instruction pour n'avoir pas fait d'études ». (4 bis)

De surenchères en surenchères, le législateur réduit de plus en plus le service actif. On parle déjà « de huit mois, en attendant qu'on propose six ou quatre ». Les officiers de carrière passent leur temps à instruire des recrues, par deux fournées annuelles, sans jamais disposer d'unités capables d'un rendement poussé.

Cette situation a de lourdes conséquences sur le plan intellectuel. La doctrine s'en ressent, ainsi que toute la préparation de la guerre.

On voit que l'exigence de technicité, justifiant aux yeux de l'auteur l'armée professionnelle, doit s'entendre au sens large. L'armée de métier est réclamée moins pour résoudre des problèmes spécifiques — piloter un avion, conduire un char — que pour rénover l'esprit militaire français et permettre d'expérimenter de nouvelles méthodes de guerre.



Tout étant lié, la rénovation de l'armée ira de pair avec un changement de style sur le plan de la politique étrangère. Au-delà de la couverture et des expériences tactiques, l'armée de métier deviendra l'instrument d'une nouvelle diplomatie. Si la sécurité immédiate et l'apprentissage du combat moderne sont les premières tâches de l'appareil militaire, celui-ci ne saurait se limiter toutefois à cela.

Avec le système exclusif de la nation armée, le Pouvoir français ne peut recourir à l'*ultima ratio* qu'en cas de danger mortel pour le pays. La nation armée suppose nécessairement un type de guerre totale et vice versa. Le besoin se fait sentir de posséder en outre, dans la panoplie, un instrument plus flexible, adapté à des enjeux moins énormes que la menace de l'asservissement; permettant par conséquent de prendre des ris-

ques calculés sur la scène internationale. D'ailleurs, l'hypothèse en vue de laquelle a été bâti le système de la nation armée pourrait bien ne plus être d'actualité. Le temps des « annexions démesurées » est passé. « Après d'intenses bouillonnements, le monde s'est cristallisé. A vouloir le mettre en pièces, les plus féroces se briseraient les dents. L'ère des grandes conquêtes est close » ! (5)

La paix n'est pas assurée pour autant. Seulement, les conflits armés, au lieu d'être apocalyptiques, auront des objectifs limités. Placer la France devant le fait accompli, telle sera la tactique probable de l'adversaire : *Anschluss* de l'Autriche, annexion de la Sarre, de la Dalmatie ou de la Transylvanie... La France serait alors placée dans la cruelle alternative, soit de s'y résigner, « soit d'assumer le risque et l'odieux d'une lutte d'extermination ». D'où la nécessité de posséder une force d'intervention rapide, capable de riposter sur le champ à des coups soudains et limités sur un théâtre extérieur. Une nouvelle guerre mondiale ne serait toutefois pas à exclure pour autant. Des opérations restreintes pourraient, en dernier ressort, déboucher quand même sur un conflit majeur : « On imagine difficilement la guerre menée de bout en bout par quelques troupes spécialisées. [...] On doit compter que les passions s'échauffant à mesure des souffrances, les peuples cèderaient encore au mouvement d'entrer dans la lice. Mais, tout en se préparant au pire, les conquérants voudront d'abord tenter de trancher le nœud gordien d'un coup. » (6)

La prophétie paraissait juste, en 1933; une année plus tard, elle devenait très contestable.

Aux yeux de l'auteur, la France ne saurait évidemment pas se contenter de la stricte défense de son territoire national. « Ce qu'il advient, par exemple, de l'Europe centrale et orientale, du Danemark, de la Belgique, de la Sarre, de la Suisse, nous touche essentiellement. Aussi bien avons-nous signé des traités, souscrit à des pactes, pris des engagements, adopté une attitude qui consacrent une fois de plus cette interdépendance. » S'élevant contre une politique exclusivement défensive et isolationniste, de Gaulle se prenait même à regretter le manque d'agressivité de son pays, y voyant un danger pour la cohésion nationale :

« Il faudrait savoir, en effet, si quelque grand rêve national n'est pas nécessaire à un peuple pour soutenir

(5) *Ibid.*, pp. 80-81.

(6) *Ibid.*, pp. 83-85.

son activité et conserver sa cohésion. Le heurt d'idées et de passions, l'opposition des intérêts, en quoi consiste l'existence d'un Etat, risquent de devenir à la longue intolérables, s'il manque aux citoyens une espérance commune, qui atténue les divergences et rassemble les dévouements. [...] Si les masses de chez nous paraissent perdre aujourd'hui le sentiment de l'intérêt général, le manque d'ambitions extérieures n'est pas pour rien dans cette atonie. » (7)

Se référant enfin à des options qui manifestement ne sont pas les siennes, sécurité collective, repli national, l'auteur démontrait que, là encore, l'armée de métier s'imposait, que ce fût à titre de contingent national mis à la disposition de la Société des Nations, ou comme corps expéditionnaire envoyé dans les Territoires d'Outre-Mer.

A tout cela s'ajoute l'argument de la nécessité. Qu'elle le veuille ou non, la France est d'ores et déjà entraînée dans la course aux armements. Or le Reich, sur le terrain de la quantité, l'emportera aisément. La France, à la natalité déclinante et à la « production moyenne », ne saurait égaler « les fabrications massives de l'industrie lourde allemande », ni dominer par le nombre de ses régiments; sans compter que, chez sa voisine, « l'aptitude aux actions de masse » et la volonté collective sont supérieures aux siennes. Heureusement, tout prédestine la France « à briller dans le domaine de la qualité ».

Le programme gaullien se présentait ici comme une tentative désespérée d'indiquer à la France une voie de salut possible : grâce à une supériorité qualitative qui compenserait ses infériorités quantitatives. « Notre pays de ciel nuancé, de relief varié, de sol fertile, nos campagnes du beau blé, du bon vin, de la viande de choix, notre industrie des objets fins, des produits achevés, des articles de luxe, nos dons d'initiative, d'adaptation, d'amour-propre font de nous, par excellence la race des actions d'éclat et des groupements sélectionnés »... (8)

Le glissement de l'analyse rationnelle à l'idéologie et au verbalisme est patent. S'il était logique de soutenir que la France aurait avantage à entretenir une armée moins nombreuse, mais de meilleure qualité, pourquoi ériger cette distinction en antinomie et faire de la qualité l'apanage de la France, et de la quantité l'attribut de l'Allemagne ? Certaines évocations (« notre pays du beau blé, du bon vin, de la viande de choix ») incite-

(7) *Ibid.*, p. 86-87.

(8) *Ibid.*, p. 105.

raient presque à penser que l'auteur a transposé sur le plan militaire le stéréotype banal faisant de l'Allemand un goinfre et du Français un fin gourmet. Car cette distinction qualité-quantité, aurait dû reposer sur la technicité, en vertu des prémisses mêmes de l'auteur. Mais, à ce compte, n'était-ce pas, encore une fois, l'Allemagne qui détenait les atouts ?

De même que la doctrine officielle utilisait à contre-sens la distinction puissance-vitesse, de même le lieutenant-colonel de Gaulle dénaturait l'opposition, valable jusqu'à un certain point, entre la qualité et la quantité. Nous aurons à y revenir.



Dans la seconde partie de son livre, de Gaulle définissait le mode d'emploi et la composition de cette armée de qualité. Elle comprendrait sept divisions (six lourdes et une légère) « motorisées et chenillées tout entières, blindées en partie » et compterait un effectif de 100 000 hommes. L'articulation en serait de type ternaire. Chaque division aurait trois brigades : 1°) *une brigade blindée* à deux régiments (chars lourds et chars légers), plus un bataillon de reconnaissance; 2°) *une brigade d'artillerie* à deux régiments (pièces lourdes et légères) plus un groupe de DCA; 3°) *une brigade d'infanterie* à deux régiments, plus un bataillon de chasseurs. Chacune de ces divisions posséderait en propre : son bataillon de génie, son bataillon de transmissions et un groupe de reconnaissance. Des réserves générales viendraient renforcer le tout.

Les engagements des soldats seraient conclus pour une durée de 20 ans. Les six premières années à passer dans l'armée de métier; le reste, comme cadres subalternes dans cette espèce de milice que deviendrait l'armée de conscription subsistant à côté des troupes professionnelles d'élite.

Pour obtenir cet effectif de 100 000 hommes, il faudrait recruter 15 000 volontaires par année. Autrement dit, l'armée de métier serait formée en quatre/cinq ans, à partir du jour où on aurait décidé sa création. Elle serait donc prête en 1938-1939, dans le meilleur des cas.

Dans les années 1930, l'armée française éprouvait déjà le plus grand mal à recruter ses cadres subalternes; comment espérer, dans ces conditions, attirer un nombre encore plus élevé de soldats de métier ? A cette objection, l'auteur répondait que les difficultés d'embauche que connaissait l'armée de caserne

française s'évanouiraient dans le nouveau système militaire. Les candidats se faisaient à présent peu nombreux, à cause de la monotonie et du manque d'attrait des tâches qui leur étaient promises. L'armée professionnelle, mécanisée, prestigieuse et dynamique, susciterait par contre de nombreuses vocations au sein d'une jeunesse éprise d'aventures, ayant l'esprit d'équipe, la passion des belles machines et, depuis peu, en butte à la menace du chômage.



Sur le plan stratégique, l'armée de métier se détournerait forcément des « errements » de la Grande Guerre. Ses effectifs limités l'obligeraient à rejeter les dogmes sur la continuité des fronts et l'impossibilité de développer des succès locaux.

Le rôle essentiel de cette armée toujours sur le qui-vive consisterait à saisir des gages territoriaux dès les premiers jours d'un conflit, soit en vue de posséder une carte négociable, soit comme riposte à un coup ennemi. Par exemple, la France pourrait expédier son armée de manœuvre en Sarre, pour demander satisfaction sur un point du Traité, ou sur la « Danube souabe », pour prévenir l'*Anschluss* de l'Autriche avec le Reich, ou encore sur le Main, pour protéger la Tchécoslovaquie. (9)

Sur le plan des opérations militaires, l'auteur brossait un tableau de bataille inspiré des conceptions de Fuller et Liddell Hart, mais en tenant compte des objections françaises.

Cette armée 1° : agirait entièrement seule, au cours d'une opération d'envergure limitée, ou 2° : servirait de fer de lance à l'armée nationale, qui la relayerait pour l'occupation du terrain conquis.

Quant à la bataille proprement dite, elle était évoquée dans l'ouvrage de façon très suggestive, bien qu'en termes vagues et de manière plutôt littéraire :

L'armée de choc, tenue éparse dans ses éléments jusqu'à la veille du combat, « effectue sa mise en place en une seule nuit. Chaque division installe une base où l'infanterie braque ses canons et ses mitrailleuses. En arrière, l'artillerie se place [...]

(9) Après avoir été un moment en faveur, lors de la période de préparation de l'expédition dans la Ruhr, la théorie de la guerre limitée, avec prise de gage territorial, semble avoir été abandonnée en France après 1924. Cf. contre-amiral Castex, « Les objectifs géographiques », R.M.F., juillet 1931, pp. 14-49. — De Gaulle se démarque, ici, discrètement, des conceptions en vigueur en France.

pour intervenir d'après les événements avec le maximum de souplesse ». A une « bonne distance en arrière, les chars se forment en bataille ». Leur masse s'articule en trois échelons : chars légers, moyens et lourds, plus un échelon de réserve, attaquant en cinq ou six vagues, sur un front relativement étroit : 2 000 chars pour 40 kilomètres de front. (10)

Au moment du déclenchement de l'attaque, les chars légers interviennent les premiers et se « portent aux vives allures à la rencontre de l'ennemi ». Ils déterminent l'emplacement des premières résistances et indiquent aux engins plus puissants les cheminements favorables. Leur mission est donc d'éclairer et de couvrir le gros des cuirassés. Ces derniers progressent en manœuvrant sur le terrain d'après les circonstances, par fractions autonomes. « Chaque manœuvre consiste essentiellement à contourner ce qui tire pour l'attaquer dans son dos » plutôt que d'agir par le choc. La progression ne doit pas être ralentie à l'excès par « de lents nettoyages. Aussi, les éléments de tête s'y emploient-ils tout juste assez pour se frayer le passage et poussent vers l'objectif final le plus promptement possible ». Cette tâche est laissée à l'infanterie, qui prend immédiatement possession du terrain conquis grâce à ses véhicules à chenilles.

Les troupes motorisées et l'artillerie autotractée coopèrent de près avec les chars. L'armée blindée, qui possède son propre groupe d'aviation d'observation pour l'aider dans sa manœuvre sur le terrain, conjuguera son action avec celle de l'aviation de combat.

A l'aviation de bombardement, il manquait un complément au sol. En l'absence d'une force terrestre « capable de s'unir avec les flottes aériennes, celles-ci n'ont le choix qu'entre deux termes insuffisants : ou bien rétrécir leur action à la mesure de ce qui peut aider les armées à terre, ou bien, opérant isolément, ne contribuer que par des voies indirectes aux résultats collectifs ». L'armée de métier, rapide et manœuvrière, supprime le dilemme : il devient possible soit de faire intervenir l'avion dans la bataille terrestre, soit d'envisager une stratégie douhétienne combinée avec l'action des blindés.

*
**

Au point de vue du commandement, l'armée de métier, terrain d'élection des soldats de vocation, deviendra une pépinière de

(10) De Gaulle, *op. cit.*, p. 161.

chefs épris d'initiative. Et, aux « heures tragiques où la rafale balaie les conventions et les habitudes », c'est de son sein que surgira l'homme du destin, l'un de « ces personnages d'exception » qui sont le « suprême recours » de l'État.

L'auteur ne manquait pas de critiquer les pratiques en vigueur dans l'armée française, avec ses chefs âgés, ses règlements tâtilons, son instruction dogmatique, ses méthodes bureaucratiques et impersonnelles, son manque d'imagination et d'esprit d'entreprise.

A la fin du volume, il donnait à entendre que cette réforme ne se réalisera pas sans une secousse politique. L'armée est incapable de se réformer par elle-même. Et le régime instable des partis n'a aucunement la force d'imposer une solution neuve. Pour que l'armée de métier mécanisée voie le jour, il faut qu'un « maître » apparaisse à la tête de l'État. L'espoir est permis. « Mille signes annoncent, en effet, une prochaine adaptation. Il n'est point de groupement, de parti, de consul, qui n'invoquent le redressement, l'ordre nouveau, l'autorité. Nul doute qu'à bref délai, le jeu des institutions, suivant le mouvement des besoins, n'ouvre le champ aux résolus. » (11)

2. — LA CRISE DES CADRES.

Voilà donc dessinées, à grands traits, les lignes directrices de cet écrit qui proposait au public français une nouvelle orientation de la stratégie nationale et une refonte des institutions militaires françaises. Si nous avons fait ressortir au passage quelques inconséquences logiques de la démonstration de de Gaulle, c'est parce que s'y révèle, à notre avis, la faille essentielle de son système.

Vers l'armée de métier n'est pas un ouvrage de caractère scientifique, mais un discours idéologique et littéraire visant un résultat concret, un plaidoyer en faveur d'un programme d'action. Il serait vain de vouloir examiner à la loupe une argumentation qui ne cherche pas à analyser de manière désintéressée ou gratuite, mais à persuader.

*
**

(11) *Ibid.*, p. 210.

Cet ouvrage est une sorte de grand discours politico-militaire. Après en avoir saisi l'économie générale, il convient d'en donner une interprétation d'ensemble en tenant compte des préoccupations personnelles de l'auteur comme des circonstances dans lesquelles il s'est inscrit. Quant aux critiques de détail, nous les ferons en fonction et à la lumière des objections qui ont été émises par les contemporains.



Comme nous l'avons déjà indiqué *Vers l'armée de métier* est avant tout un projet conçu en réaction à la crise qui étreignait l'armée française depuis l'Armistice. A cet égard, ce livre prolonge les écrits antérieurs du militaire Charles de Gaulle. Son premier essai, *La Discorde chez l'ennemi*, n'affirmait-il pas, implicitement, à travers une étude sur les causes de la défaite allemande de 1918, que l'adversaire s'était effondré, moins pour des raisons strictement militaires qu'à la suite d'une grave crise politique et morale (12).

On peut déjà constater dans la *Discorde* une sous-évaluation du *facteur numérique* au profit du *facteur moral*. A noter encore que de Gaulle a, pour son premier livre, choisi un sujet aux confins du « politique » et du « militaire », et que les questions politico-militaires ne cesseront de le hanter. Relevons enfin que, de la défaite allemande, de Gaulle tirait une double leçon : 1° qu'un grand effort national ne peut s'accomplir dans la division interne; 2° que dans la guerre, à part quelques principes essentiels, il n'y a pas de système universel, mais seulement des circonstances et des personnalités. Deux principes élémentaires qui resteront, l'un au centre de tous ses discours politiques, pendant et après la Seconde Guerre mondiale; l'autre, qui forme la base constante de ses conceptions militaires. *Le Fil de l'Épée*, son deuxième ouvrage, insiste longuement sur ce

(12) Charles de Gaulle, *La discorde chez l'ennemi*, Berger-Levrault, Paris, 1924, réimprimé en 1944. Cette étude, de caractère historique, dans laquelle l'auteur a utilisé ce qu'il a pu apprendre de la situation intérieure allemande pendant sa captivité en Allemagne (1916-1918), a d'abord paru dans les fascicules de la *Revue militaire générale* : capitaine de Gaulle, « La défaite, question morale », I, R.M.G., avril 1922; II, R.M.G., mai 1922; « Le crépuscule d'un dieu », R.M.G., août 1922; « La fatale querelle d'un Chancelier et d'un Amiral », I, R.M.G., mai 1923; II, R.M.G., juin 1923; « L'envers d'un décor », I, R.M.G., nov. 1923; II, R.M.G., déc. 1923.

dernier point (14). Le chapitre initial de ce recueil est entièrement consacré à la thèse de la contingence de la stratégie; le chapitre final analyse les rapports entre « le politique et le soldat »; l'avant-dernier, relatif à la « doctrine », rappelle que « c'est sur les contingences qu'il faut construire l'action ». Nul doute que de Gaulle ait compté sur l'armée de métier (armée *réelle*, par opposition à l'armée *en puissance* de la mobilisation générale) pour arracher la doctrine militaire française à l'abstraction, en la mettant en contact avec l'expérience vivante.

Le Fil de l'Epée a été rédigé en référence à la crise de démoralisation de l'armée française. Selon l'auteur, les Français « nourrissant volontiers la conviction que des lois internationales parviendront à empêcher la guerre », se détournent de la carrière des armes et de tout ce qui est obligation militaire. Dans les rangs, chacun se dit « pourquoi suis-je ici ? Déjà toute l'espérance du siècle est dévorée ! »

« Tout [...] dans l'ambiance du temps, paraît se combiner pour troubler la conscience des professionnels [de la guerre]. Après avoir subi les cruautés de la force, les masses réagissent avec passion. Une sorte de mystique s'est partout répandue qui, non seulement tend à maudire la guerre, mais incline à la croire périmée, tant on voudrait qu'elle le fût. [...] Des combats, on ne veut évoquer que le sang, les larmes, les tombeaux, non plus la gloire avec quoi les peuples consolaient leurs douleurs. Il n'est point jusqu'à l'Histoire, dont certains ne défigurent les traits, sous prétexte d'en effacer la guerre. L'ordre militaire est attaqué dans sa racine. » (15)

*
**

(14) Charles de Gaulle, *Le Fil de l'Epée*, Berger-Levrault, Paris, 1932, réimprimé en 1944 et 1962. Ce petit livre réunit plusieurs conférences faites en avril 1927 à l'Ecole supérieure de Guerre, sous la présidence du maréchal Pétain, et publiées dans la *Revue militaire française*; le premier chapitre du *Fil de l'Epée* reprend sous une forme très légèrement remaniée « L'action de guerre et le chef » paru dans la R.M.F. de mars 1928; le second chapitre fait de même pour « Du caractère », R.M.F., juin 1930; le troisième chapitre, « Du prestige » avait paru dans la R.M.F. de juin 1931. Voilà pour les trois conférences d'avril 1927. Quant au quatrième chapitre, « De la doctrine », il reprenait sous une forme nouvelle un article publié par le capitaine de Gaulle dans la R.M.F. de mars 1925 : « Doctrine *a priori* ou doctrine des circonstances ? ». Le dernier chapitre, « Le politique et le soldat » était tout à fait inédit, ainsi que l'avant-propos. Pour les autres écrits de Charles de Gaulle entre les deux guerres, voir en fin de volume notre *Bibliographie*, ainsi que la suite du présent chapitre.

(15) *Le Fil de l'Epée*, *op. cit.*, (avant-propos).

Le remède à la crise morale de l'armée, diagnostiquée dans le *Fil de l'Épée*, devait être l'abandon de la nation armée et le retour à l'armée de métier.

Cette crise n'était d'ailleurs pas méconnue des observateurs des questions militaires. En janvier 1920, la chronique française de la *Revue militaire suisse* rapportait que « jamais l'armée n'a été plus divisée qu'elle ne l'est; jamais on n'y a vu tant de rivalités et d'écœurement. Jamais on n'y a vu un tel pacifisme et, pourrait-on presque dire, un aussi profond antimilitarisme » (16).

Multiples en étaient les raisons, à la fois banales et difficiles à cerner concrètement. Les unes tenaient sans doute au relâchement du nationalisme français après les hécatombes de 1914-1918 et à la réalisation des buts de guerre minima français (récupération des provinces perdues). En somme, l'armée avait perdu l'ancien aiguillon de la Revanche sans cueillir en contrepartie les lauriers d'une victoire éclatante.

Sur le plan matériel, la situation des officiers s'est dégradée, en termes absolus, avec l'inflation des années 1920, et en termes relatifs, avec l'enrichissement de nouvelles couches sociales et l'appauvrissement des anciennes « élites ».

Sur le plan professionnel, les causes du malaise ont de multiples racines.

Au moment où elle aurait eu besoin de repos, l'armée eut à fournir un effort « épuisant » dans la Ruhr et dans le Rif, occupations peu épiques. Ensuite, elle souffrit du climat ultrapacifiste de la période briandiste : elle est alors désœuvrée, sans confiance en soi, enfermée dans la routine bureaucratique.

Les aspects concrets de cette dépression restent encore mal définis; on ne saurait cependant la mettre en doute : trop de témoignages la confirment.

« Vous n'ignorez pas, c'est un fait que malheureusement tout le monde connaît » affirmait en 1925, à la tribune de la Chambre des députés, le général Nollet, ministre de la Guerre, « que l'armée traverse une crise matérielle et morale » (17).

Comme l'indiquait en 1926 le rapporteur de la commission

(16) [Lieutenant-colonel E. Mayer ?], « Chronique française », R.M.S., janv. 1920, p. 47.

(17) Chambre, 2^e séance du 27 février 1925, p. 1386; cf. également : général Lavigne-Delville, « Inquiétudes militaires », F.M., 3-4 juin 1923; lieutenant-colonel Reboul, « Le malaise de l'armée », R.D.M., 15 mars et 1^{er} avril 1925; « La crise de l'armée », *le Temps*, 25 mars 1925; Jean Fabry, « Où va notre armée ? », *Revue de Paris*, 15 sept. 1925; cf. encore F.M., 26 mars 1925 et Chambre, 1925, J.O., p. 2330.

de l'armée, elle ne possède plus, avec la réduction du temps de service à dix-huit mois, que des unités « exsangues »; les « cadres ont de médiocres dispositions morales », une « immense déception les envahit » (18). Quant à la troupe, elle « s'ennuie »; elle couche « des trimestres entiers dans les mêmes draps » et les « jeunes gens entrant au régiment emportent de leur temps de service un souvenir lamentable. Ils vont grossir les rangs des électeurs qui croient l'armée inutile » (19). Bouilloux-Lafont, rapporteur du budget de la guerre à la Chambre, avertissait à la même époque ses collègues que « l'armée voit sa foi en l'avenir s'affaiblir, et la gagner un scepticisme déprimant » (20).

Fin 1926, le congrès radical-socialiste, réuni à Bordeaux, s'émouvait de cette situation. Depuis la fin de la guerre, notait le rapporteur mandaté du parti, l'armée est en état de dépression qui va s'accroissant de jour en jour; il atteint aujourd'hui un point critique » (21).

Cette amertume était encore exacerbée par la campagne violemment antimilitariste organisée par le Parti Communiste (22).

L'armée de caserne de la République des camarades n'est plus un milieu propice à l'épanouissement des soldats de vocation; leur désenchantement devant une tâche ingrate et apparemment inutile, sans compensation d'aucune sorte, s'accompagne d'un regret nostalgique pour l'armée de métier, vivante et fraternelle. Frustration du soldat, qui ne se bat plus en duel, qui porte un morne uniforme, qui n'impressionne plus les femmes, qui combat dans les colonies sans que personne ne le sache... Amertume de l'officier qui passe, en temps de paix, pour inutile, et, à la mobilisation générale, pour pas plus malin que les autres. Comme l'écrivait, sur un ton désabusé, un soldat anonyme dans la *France*

(18) Cf. proposition de loi relative à l'organisation de l'armée déposée par Jean Fabry, Annexe n° 3040 à la séance du 22 juin 1926, Chambre (exposé des motifs).

(19) Cf. Jean Fabry, *l'Intransigeant*, 5 nov. 1926.

(20) Rapport présenté par Bouilloux-Lafont, Chambre, annexe à la séance du 18 déc. 1926, J.O., p. 4367; cf. également l'intervention à la Chambre du ministre de la Guerre Painlevé, séance du 27 nov. 1926, J.O., p. 3791.

(21) Cité par *le Temps* du 28 nov. 1926. Le 23^e congrès du parti radical, tenu à Bordeaux, discuta dans sa séance du 17 octobre le rapport sur la défense nationale, présenté par Fieschi, et se prononça en faveur du service d'un an et contre le projet du colonel Roux d'organiser une armée de milices; on trouve, notamment aux pp. 279-280 du compte rendu officiel des débats, des indications sur la dépression de l'armée, sur son moral plus bas que jamais, sa gêne matérielle.

(22) Elle atteint son maximum en 1927.

militaire, en 1928 : il est bien vrai que la Grande Guerre a été la « lutte victorieuse de la démocratie nouvelle contre les forces du passé, et en particulier, le militarisme ». Pour une fois, le langage officiel n'était pas de la propagande. La conséquence en est, « mes chers camarades, officiers et sous-officiers de métier, que nous avons, comme on dit vulgairement, prêté la main à une œuvre qui (toutes autres considérations un moment écartées) allait à l'encontre de nos intérêts entendus au sens littéral et égoïste du terme. La défaite de l'Allemagne impérialiste a sonné le glas des armées de métier, sauf à les ressusciter au bénéfice du nouveau Reich ». Ironie du sort, c'est nous qui devons « subir sur nos épaules le poids de la défaite du Junker de Postdam et du Feldwebel poméranien. Quant à la gloire du vainqueur, la voici maintenant indivise entre nous et le soldat-citoyen de la nation armée... » (23).

Même désillusion, accompagnée de nostalgie envers l'armée de métier, chez André Roujou, auteur de « pensées » militaires qui s'apparentent à la « philosophie » du *Fil de l'Epée* : « le service militaire universel est une invention allemande », y affirmait-il notamment, « tout à l'avantage de l'Allemagne, dont les habitants ont en général le goût de la discipline, et se plient aisément aux exigences du métier des armes. Il n'en va pas de même en France, où les aptitudes militaires sont le monopole d'un petit nombre ! » Et encore : « On pouvait aimer la guerre quand seuls les soldats de métier en supportaient les risques. Le service militaire universel a diminué un peu partout le prestige du panache et l'attrait de l'épopée » (24).



Un article du commandant de Gaulle, paru en 1929 sous le titre de « Philosophie du commandement », nous permet de comprendre ce qu'il escomptait, sur le plan psychologique, de l'armée de métier (25). Car il y proposait une interprétation des rapports entre l'esprit du temps et les institutions militaires, dans une étude historique, écrite un peu à la manière de Montesquieu. Se référant particulièrement à l'histoire antique, mais

(23) « Pourquoi a décliné le prestige de nos cadres victorieux ? », F.M., 15 mai 1928, p. 1.

(24) André Roujou, *Philosophie militaire*, Paris, 1932, p. 2.

(25) Commandant de Gaulle, « Philosophie du recrutement », R.I., avril 1929, pp. 507-519.

en pensant aussi, sans aucun doute, aux temps actuels, de Gaule distinguait trois grands types de soldats : le citoyen-soldat, le soldat de métier et le mercenaire.

Le *citoyen-soldat* — tel celui de la République romaine à son apogée — serait particulièrement apte à la *défensive*. Par contre, il ne serait pas « l'homme des aventures, le bon instrument des invasions, le guerrier des expéditions conquérantes, car la foule nationale répugne aux entreprises lointaines, à moins qu'elle n'y soit poussée par d'implacables nécessités économiques ou emportée par quelque torrent de passions sociales, morales, religieuses » (26). C'est quand vient l'heure de la résistance patriotique que le citoyen-soldat déploie toutes ses qualités : « Dans les guerres défensives, où il s'agit de protéger ou d'affranchir le sol natal, on peut tout attendre du citoyen-soldat. Encore faut-il savoir l'utiliser comme il faut, choisir judicieusement « les lieux où de puissantes raisons patriotiques ou morales excitent son courage », prendre soin d'adapter le plan d'opérations au « rythme de l'énergie nationale, temporiser lorsqu'elle s'abaisse, chercher la décision lorsqu'elle s'élève » (27).

Dans les périodes de prospérité et de sécurité immédiate, il arrive que les citoyens se lassent de porter les armes. Dans le pire des cas, c'est-à-dire lorsque « absorbés à l'extrême par leurs affaires ou amollis par leurs plaisirs », ils n'acceptent absolument plus de « servir ni de combattre », alors, ils chargent « des mercenaires, le plus souvent étrangers, de guerroyer pour leur compte : Carthage » (28). S'il reste cependant à la nation un fonds de vertu, la société spécialise une partie de ses membres dans la profession des armes; c'est alors que se forme une caste de guerriers. A ces professionnels, qui ne sont pas de purs mercenaires, mais des soldats de vocation, la patrie ne ménage pas les honneurs, escomptant d'eux, en retour, fidélité et protection. Les mercenaires agissent par cupidité; les soldats de métier, pour la gloire. Contrairement aux miliciens, ils aiment l'aventure, l'imprévu, les expéditions lointaines. En conséquence, ils sont l'instrument idéal des guerres livrées à l'extérieur des frontières nationales. Tandis que le chef placé à la tête d'une armée de citoyens doit se plier à l'opinion publique, celui qui commande à une armée de métier garde les coudées franches...

L'allusion est claire : l'armée nationale, dont dispose la République française, garde son utilité comme moyen de défense en

(26) *Ibid.*, p. 510.

(27) *Ibid.*

(28) *Ibid.*, p. 514.

cas d'agression allemande caractérisée. Une armée de choc, formée de soldats professionnels, serait en outre nécessaire pour appuyer la politique de la France, sans se laisser paralyser par le manque de dynamisme de la génération présente.

Vers l'armée de métier poursuit donc une réflexion propre à l'auteur. Ce livre est aussi au confluent de deux courants de pensée, perceptibles en France depuis la fin de la guerre : le courant hostile au principe de la nation armée, et le courant « motorisateur ».

Vers l'armée de métier doit se comprendre en fonction de cette double parenté. Si l'originalité des thèses gaulliennes, comme nous le verrons plus loin, n'est pas aussi grande qu'on l'imagine souvent, il faut tout de même reconnaître la qualité exceptionnelle de son analyse et de son anticipation. Entre les deux guerres mondiales, rien ne peut se comparer sous ce rapport à *Vers l'armée de métier*.

Rien, sauf une brève étude, parue peu après la démobilisation et passée complètement inaperçue.

L'auteur en est un obscur capitaine : L. Mérat (29). Son étude, intitulée « Extrapolations », fut publiée dans le fascicule de mars 1920 de la *Revue militaire générale*. Elle marque, à notre sens, un sommet dans l'art difficile de la prévision stratégique. La *Revue*, notons-le, fut scandalisée par la hardiesse de vues de l'auteur; une note rédactionnelle indiqua aux lecteurs qu'elle n'en partageait pas les conclusions.

Arrêtons-nous sur ce lumineux exposé.

3. — LE CAPITAINÉ MÉRAT.

Le capitaine L. Mérat reconnaissait, pour commencer, que les prévisions stratégiques à long terme sont, par essence, fragiles. Néanmoins, on ne peut se passer d'en faire. C'est longtemps à l'avance que de nos jours se prépare une guerre; et l'armée s'y prépare en fonction de l'image qu'elle se forge de l'avenir.

Il faut donc procéder avec méthode pour tenter de l'imaginer autant que possible. Le premier point est de saisir la ligne de force principale du mouvement historique.

Quelles sont les forces profondes qui déterminent, en dernière analyse, l'évolution des armements ?

(29) Nous ignorons tout de lui.

Notre société contemporaine étant technique et industrielle, c'est principalement le progrès de la technologie et de l'industrie qui gouverne les changements d'ordre militaire.

Or la guerre qui vient de s'achever a vu l'apparition de deux nouvelles armes, l'avion et le tank, qui, de par leur nature, resteront intimement liées au progrès de la science. Appelons-les : *armes supérieures* et appelons *armes inférieures* les autres.

Au sommet de la hiérarchie, l'aviation. Cette arme demeurera, plus que nulle autre, à la pointe du progrès; elle est d'ailleurs la plus indépendante des programmes militaires. Elle n'a pas eu le temps d'arriver à maturité au cours de la dernière guerre mais elle est destinée à jouer le principal rôle dans les combinaisons stratégiques futures.

Arme prépondérante, l'aviation sera de ce fait avant tout soumise à « la loi de la lutte contre l'ennemi de même espèce » (31). Autrement dit, le plus dangereux adversaire de l'aviateur sera l'aviateur ennemi.

De plus, l'aviation sera soumise à la loi classique de la concentration des forces. C'est-à-dire qu'elle devra intervenir en masse et opérer, de surcroît, en liaison aussi étroite que possible avec les armes terrestres. Pour que cette coopération soit fructueuse, ces dernières devront se motoriser hardiment.

Ainsi, la meilleure protection contre les attaques et les raids aériens résidera dans l'aviation de chasse. Dans la lutte en vue de la suprématie aérienne, elle aura un rôle capital. De ce fait, les chasseurs seront plus importants stratégiquement que les bombardiers. Quant à ces derniers, leur meilleur emploi ne consistera pas à frapper les populations civiles. C'est sur le champ de bataille qu'ils devront intervenir, où ils se substitueront avantageusement à l'artillerie classique.

Mérat prévoyait encore, pour une échéance plus éloignée, le formidable rôle logistique de l'aviation, qui deviendra un jour capable de transporter des unités entières de combattants, avec leurs tanks et leur matériel.

Au second degré de l'échelle : les chars de combat, liés moins étroitement à l'industrie automobile que l'avion de combat à l'aéronautique civile. « Nous pourrions considérer le tank comme l'arme prépondérante, écrivait l'auteur, si l'aviation ne semblait " en puissance ", pour employer un langage philosophique, encore supérieure. » (32) Les chars provoqueront, à plus ou moins bref délai, la disparition de l'infanterie traditionnelle.

(30) Mérat, *op. cit.*, p. 159.

(31) *Ibid.*, pp. 159-160.

(32) *Ibid.*, p. 162.

Comme les avions, ils devront être employés en masse dans leur « lutte contre l'ennemi de même espèce » et travailleront, comme il a été dit plus haut, en liaison intime avec l'aviation. Ils auront particulièrement à craindre les attaques aériennes. Voilà pour les armes supérieures.

L'artillerie, après avoir joué un rôle si décisif au cours de la guerre d'usure, perdra à l'avenir son importance, car l'aviation de bombardement et d'assaut remplacera ses gros calibres et le tank prendra la place occupée par les canons de petit et moyen calibre. Ayant à lutter contre les blindés, l'artillerie développera sa mobilité et, par conséquent, se rapprochera techniquement de ceux-ci. Autrement dit, les différences spécifiques entre les canons autotractés (chasseurs de chars) et les chars d'assaut s'atténueront considérablement. La seconde fonction de l'artillerie, plus importante, sera la défense contre avions. Il y aura spécialisation de la vieille artillerie en une défense anti-chars d'une part et une D.C.A. d'autre part (33).

Vient ensuite l'infanterie. Le capitaine Mérat remarquait que la marche y avait perdu de son importance et que la motorisation était devenue inéluctable. Elle n'avait plus droit au titre de « reine des batailles »; sa mission essentielle sera d'occuper et de conserver le terrain conquis par les tanks et l'artillerie. Quant à la cavalerie, elle est déjà désuète; elle « a terminé son époque, et rien ne sert de prêcher sa résurrection ». En effet, dans la découverte, elle sera supplantée par l'aviation de reconnaissance, et dans la poursuite, par les armes motorisées. (34)

Pour ce qui est des ouvrages défensifs, Mérat constatait : 1° que les tranchées étaient devenues anachroniques en présence des engins à chenilles et, 2° qu'à l'ère industrielle, la construction de grosses fortifications permanentes entraînerait des gaspillages budgétaires ruineux. « Recherchera-t-on une fausse sécurité dans des organisations fortifiées qui, pour être aptes à résister, devront également subir des changements importants ? » (35) En conséquence, le plus raisonnable serait de se contenter d'un *minimum* pour se prémunir contre un raid surprise de la part d'un voisin menaçant.

En conclusion de son étude, Mérat dégageait quelques leçons d'ordre politique : pour empêcher une course folle aux armements, un accord de limitation serait bienvenu; en revanche, un

(33) *Ibid.*, p. 164.

(34) *Ibid.*, pp. 166-168.

(35) *Ibid.*, pp. 165-166.

désarmement intégral serait dangereux car il concéderait automatiquement l'avantage à la nation la plus peuplée. Par ailleurs, le perfectionnement inéluctable des armes et des engins conduira à une spécialisation toujours plus poussée du matériel et des combattants. Il serait avantageux de revenir progressivement à l'armée de métier.

Et l'auteur concluait son étude par un éloge de l'imagination dans l'art de la guerre et un appel à l'esprit novateur.

**

L'étude du capitaine Mérat est unique en son genre; nous ne connaissons, pour cette époque et dans le domaine militaire, aucun texte aussi intelligent, aussi dénué de sophismes, à l'argumentation aussi géométrique... La méthode de de Gaulle, par contre, contient en germe, sous son brio, les travers communs à la littérature militaire française de son temps; de Gaulle, dans *Vers l'armée de métier* (comme dans ses autres écrits de l'époque) porte à la perfection l'argumentation littéraire et idéologique de ses frères d'arme; à cet égard et en faisant abstraction du fond, la composition de de Gaulle dans *Vers l'armée de métier*, est celle d'un prix d'excellence français, conforme aux exigences formelles en honneur dans l'armée. Il est certes important que chez lui, les citations soient toujours bien venues; que les images soient appropriées; que les périphrases soient compréhensibles, alors que chez ses émules les figures de style paraissent souvent gauches et la culture classique parachutée. Cela est important, mais seulement sur le plan personnel.

Vers l'armée de métier est un beau discours de visionnaire; ce n'est pas une démonstration rigoureuse. L'auteur s'en tient le plus souvent à la formule vague, qui ne vient pas rompre le style noble et soutenu de l'ensemble. Dans les passages les plus techniques, ceux qui ont trait à l'engagement des chars, il se contente d'énoncer que l'arme blindée s'avance « à la vitesse d'un cheval au galop »; que les tanks gravissent des talus « de trente pieds de haut » et qu'ils peuvent « culbuter les arbres de quarante ans », ou renverser des « murs épais de douze briques ». (36) L'ordre de grandeur est donné, dira-t-on ? Mais ailleurs, on nous apprend que les tanks sont couverts par des

(36) De Gaulle, *Vers l'armée de métier* (1^{re} ou 2^e édition), pp. 111-112; 116.

« organes assez puissants pour déchirer les voiles »; que « des nuages protecteurs dérobent aux vues de l'ennemi une partie du champ de bataille ». (37)

Pour sûr, ce manque de précisions et de références techniques aurait été impardonnable si l'objet principal du livre avait été l'emploi tactique ou la stratégie des formations cuirassées; et on comprend qu'à cet égard, les spécialistes soient plutôt restés sur leur faim.

Est-il étonnant, dans ces conditions, qu'il ait d'abord été remarqué comme performance littéraire ? Cela a certainement valu à l'auteur une audience plus large que ce n'aurait été autrement le cas. Il est en tous cas typique que la plus sérieuse alternative à la stratégie nationale française entre les deux guerres ait retenu l'attention, en grande partie, pour ses mérites stylistiques. (38)

En ce qui concerne plus précisément les blindés, les thèses exposées dans l'*Armée de métier* s'inscrivent à la suite de plusieurs anticipations, dont nous avons déjà parlé précédemment : celles du général Estienne, du colonel Fuller, du capitaine Liddell Hart...

De Gaulle a reconnu dans ses *Mémoires* sa dette intellectuelle envers ces précurseurs; (39) ces idées faisaient d'ailleurs tout simplement partie du domaine public.

La filiation entre le plan préconisé par de Gaulle et les conceptions du général Estienne est évidente. « Réfléchissez », avait déclaré ce dernier dans une célèbre conférence, prononcée en 1921 devant des officiers d'état-major, au formidable avantage stratégique et tactique que prendrait sur les lourdes armées du plus récent passé, 100 000 hommes capables de couvrir 80 kilomètres en une nuit avec armes et bagages, dans une direction quelconque et à tout moment. Il suffira pour cela de 8 000 camions et de 4 000 chars à chenille, montés par une troupe de choc de 20 000 hommes. Pour la clarté de l'exposé, nous les appellerons encore fantassins, artilleurs, cavaliers, mais tous ces soldats ne constituent plus qu'une seule armée qui peut, c'est sa caractéristique essentielle, combattre de près, aborder l'ennemi, et cela toujours par surprise. [...]

Voici d'abord les chars de rupture de cinquante, cent tonnes peut-être, qui s'avancent dédaigneux des détours, sous le couvert, soit de la nuit, soit d'un épais brouillard naturel ou

(37) *Ibid.*, pp. 145, 159, 162, 172.

(38) Voir *infra*.

(39) Cf. général de Gaulle, *Mémoires de guerre*, op. cit., I, pp. 10-11.

artificiel, écrasant tous les obstacles, éventrant les maisons; l'infanterie blindée, l'artillerie d'accompagnement les suivent, profitant du chemin tracé; les premières lignes ennemies surprises sont bientôt rompues; et voici les chars rapides d'exploitation, comme jadis la cavalerie, pour achever la victoire. En même temps, de puissants canons sur voie ferrée, dirigés par des observateurs aériens, utilisent leurs énormes portées pour battre les derrières du champ de bataille.

Poursuivi, les chars dans les reins, l'ennemi ne peut se rétablir; il est défait sans retour, comme au soir de Cannes ou de Iéna.

Et quelques jours plus tard, complétés en personnel, en chars, en munitions, en essence, nos 100 000 hommes se retrouvent prêts à porter un nouveau coup à 100 kilomètres de là. » (40)

Ces thèses furent exposées en 1922 par un jeune député de gauche, Jacques Duboin, à la Chambre des députés. (41) Voici à ce propos un long extrait de son intervention, qui illustre l'attitude des parties en présence :

« *Jacques Duboin* : [...] Une grande transformation domine la dernière guerre : l'intervention du moteur mécanique dans les transports d'abord, puis, par l'emploi de la chenille [...] sur le champ de bataille comme arme de combat. C'est cette arme puissante et nouvelle, qui a permis de terminer la guerre un an plus tôt. Ce sont les Allemands eux-mêmes qui le disent.

Je demande où est l'effort du gouvernement pour moderniser l'armée. Comment expliquer dans le projet de loi [sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la défense nationale] la présence de 157 000 chevaux et de 67 régiments de cavalerie ? (*très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche*). Je ne vois même

(40) Les passages essentiels de cette conférence du général Estienne, prononcée le 7 mai 1921, se trouvent cités par le député Jacques Duboin, Chambre des députés, séance du 14 mars 1922, J.O., p. 787; par le commandant Deygas, *Les chars d'assaut, leur passé, leur avenir*, Paris, 1937, pp. 338-340 et par le major (suisse) Eddy Bauer, *La guerre des blindés*, Lausanne, 1947, pp. 639.

(41) Jacques Duboin, né en 1879 près de Genève, fut député de la Haute-Savoie de 1921 à 1928. Il fit la guerre comme capitaine d'artillerie. Etabli à Paris comme banquier et industriel, il était candidat de la gauche dans sa circonscription savoyarde et siégeait à la Chambre dans le groupe des « gauches républicains démocratiques ».

pas la création d'une direction de cette arme nouvelle : les chars de combat. [...]

De Rougé : Quand les routes et les ponts auront sauté, comment ferez-vous passer vos armées ? (*interruptions à l'extrême-gauche et sur divers bancs à gauche*).

Jacques Duboin : A travers champs, mon cher collègue. [...] C'est précisément quand les routes ont sauté qu'on se sert d'appareils à chenilles.

De Rougé : Elles iront vite, vos chenilles ! [...]

Jacques Duboin : [...] Vous ne pouvez plus défendre la cavalerie ni comme moyen de transport, ni comme arme de combat (*interruptions au centre et à droite, vifs applaudissements à gauche*).

De Monicault : [comme tacticiens] il y a [ici] des personnes plus qualifiées que nous !

Jacques Duboin : [...] Oh ! les raisons n'ont pas de galons. M. Winston Churchill a déclaré l'autre jour, à la Chambre des Communes, qu'on avait réalisé un appareil à chenilles capable de faire 35 km à l'heure [...].

Messieurs, ne trouvez-vous pas que cette discussion rappelle la controverse qui s'est élevée il y a 60 ans, lorsqu'il a été question de remplacer la navigation à voiles par la navigation à vapeur ? Les marins de l'époque disaient qu'il était impossible de naviguer sans voiles [...]. C'est absolument comme lorsque vous dites qu'on ne peut avoir une armée sans cavalerie. [...]

Jean Fabry (rapporteur général de la commission de l'armée) : Et le pétrole, et l'essence ?

Jacques Duboin : [...] Une armée moderne [...], c'est une armée qui se reconnaît à l'odorat : elle sent le pétrole et elle ne sent pas le crottin (*rires et applaudissements*). C'est une armée où le moteur mécanique joue le principal rôle. [...]

Jean Fabry : Les idées exposées par notre collègue Duboin méritent d'être écoutées. Il peut apparaître ici comme un précurseur, mais ce sera le seul reproche que l'on pourra lui adresser. Il va beaucoup trop vite. [...]

.....

Maginot, ministre de la guerre : Vous parlez de moderniser l'armée; sur ce point vous devez avoir satisfaction, étant donné qu'en 1918, on prévoyait douze à treize chars d'assaut par division, et qu'aujourd'hui nous en prévoyons 74 [*sic*] (*Applaudissements au centre et à droite*).

Jacques Duboin : Monsieur le ministre, n'invoquez pas d'arguments de ce genre. Il est certain que vous avez augmenté le nombre des régiments d'artillerie d'assaut, mais au lieu de les conserver à effectifs réguliers, vous les avez fait passer de trois à deux bataillons; de sorte que

vous êtes parvenu à avoir le même nombre de chars, mais le double de colonels (*Applaudissement et rires à gauche et à l'extrême gauche*).

Maginot : Il faut pourtant bien que les régiments se dédoublent et même se détripilent.

Jacques Duboin : Mais ce sont les moyens qui n'augmentent pas.

[...] Qu'importent les lourdes armées du temps d'autrefois, si elles ne peuvent se mouvoir qu'à la vitesse de dix kilomètres par jour ! Vous représentez-vous l'avantage formidable que représenterait une force de 100 000 hommes seulement, mais capable de couvrir 120 kilomètres dans une nuit, avec armes et bagages, n'importe où, à n'importe quel moment ?

Le général Estienne, sous les ordres duquel j'ai eu l'honneur de servir, le créateur et le chef de l'artillerie d'assaut [...] estime que 100 000 hommes suffiraient pour obtenir les résultats dont je viens de vous parler. [C'est ce qu'il déclarait] dans une conférence [...] qu'il a faite tout dernièrement [...]. [Or], par le traité de Versailles, vous avez imposé aux Allemands une armée qui va être réduite à 100 000 hommes et, chose plus grave, qui se composera uniquement de 100 000 rengagés, c'est-à-dire de 100 000 permanents. Supposons que les Allemands, qui ne sont pas des adversaires négligeables et auxquels nous pensons toujours, forcément, lorsque nous nous occupons de choses militaires, réalisent l'armée moderne dont je viens de parler ! (*Interruption à droite. — Très bien ! très bien ! à gauche.*) » (42)

Et le jeune député de conclure en réclamant une armée très mobile « parce que c'est la mobilité qui permet la surprise » et que « 100 000 hommes capables de faire 150 kilomètres dans une nuit valent mieux que 600 000 qui ne pourraient le faire qu'en huit jours. (*Applaudissements à gauche*) ; « une armée en état de s'installer en cas de conflit » tout de suite en Rhénanie pour mettre nos troupes à l'abri des inventions diaboliques » que pourraient imaginer les Allemands. Mais « il y a deux solutions » à écarter » *a priori*. La première est celle de l'armée de métier [...], bien que vous en ayez doté l'Allemagne, par le Traité de Versailles. La seconde est celle qui consiste à garder les jeunes gens à la caserne plus d'une année... (43)

Nous avons reproduit cette longue passe d'armes car elle est révélatrice d'attitudes que l'on rencontre ailleurs à l'état plus

(42) Chambre des députés, séance du 14 mars 1922, J.O., pp. 785-787.

(43) *Ibid.*, pp. 787-788.

diffus; on y voit comment les positions étaient cristallisées au départ. En schématisant un peu, disons qu'à gauche on était plutôt moderniste mais antimilitariste, et à droite, militariste mais antimoderniste. Et en définitive, l'antimilitarisme des uns se conjugua avec l'antimodernisme des autres. La gauche eut l'énergie d'imposer en 1924 le service de 18 mois et, 4 ans plus tard, celui d'un an; les structures et la mentalité de l'armée n'en restèrent pas moins celles du service de trois ans.

4. — VON SEECKT.

Les choses en étaient là lorsqu'en 1928 le général von Seeckt proclama hautement que les 100 000 soldats de métier de la *Reichswehr* représentaient une force supérieure à la multitude sans cohésion de l'armée nationale française. (44)

Le premier à s'interroger publiquement fut le général de Castelnau. La France pacifique, déclarait-il en substance dans *l'Echo de Paris*, se fie naturellement à la nation armée, qui lui donne une armée de couverture et lui fournit des réserves disponibles en cas de mobilisation générale. L'armée de métier est plus intéressante pour l'Allemagne; elle lui permet d'envisager l'éventualité d'un accord de désarmement tout en préservant une force considérable, à la limite des effectifs autorisés par l'accord conclu. Par ailleurs, l'armée de métier favorise les combinaisons offensives. « On peut se demander, ajoutait-il, si les conceptions offensives qui ne sont d'ailleurs pas absolument irrationnelles, du général von Seeckt, sont de nature à entraîner dans notre pays l'adhésion des pouvoirs qualifiés. Loin d'être possédés par l'esprit de conquête, ils sont plutôt dominés par la pensée de garantir la sécurité de nos frontières et la défense du territoire. [...] ». (45)

Quelques semaines plus tard, ce fut au tour du général Rouquerol d'intervenir. Analysant les thèses du général von Seeckt, il concluait dans la *France militaire* que le pays n'aurait rien à

(44) Le général von Seeckt, qui venait d'abandonner le commandement de la *Reichswehr*, développa cette thèse de la supériorité de l'armée allemande sur l'armée française dans une conférence (« Les armées modernes ») publiée en 1928 dans la revue allemande *Nord-Sud*. Cette conférence sera répétée en hiver 1929 en Suisse alémanique et publiée dans la *Thurgauer Zeitung* du 13 janv. 1930.

(45) Général de Castelnau, « Les armées et la guerre modernes, d'après von Seeckt, ancien commandant en chef de la *Reichswehr* », *Echo de Paris*, 9 juin 1928, p. 1; « La conférence du général von Seeckt », *ib.*, 10 juin 1928, p. 1; « Armée de métier et désarmement général », *ib.*, p. 1.

gagner à l'adoption d'une armée de métier, car il était impossible d'y enrégimenter la jeunesse comme cela se faisait Outre-Rhin. Si la France consentait à réduire ses effectifs à une petite armée de métier, elle tomberait fatalement à la merci de sa puissante voisine, capable, elle, de décupler sournoisement les forces de sa Reichswehr. (46)

Le général Camon examinant, lui aussi, les conceptions de von Seeckt, en prenait prétexte pour se prononcer contre « la mystique de la barrière fortifiée », le dogme de la nation armée, et préconiser l'adoption d'un programme hardi de motorisation. (47)

En octobre 1928, chose assez surprenante, ce fut l'organe de la C.G.T., *le Peuple*, qui aborda ce problème, sans prendre clairement parti ni *pour* ni *contre* l'armée de métier. Cette neutralité fut remarquée. (48)

A la même date, le *Times* faisait ce commentaire : « Ce n'est pas un secret [...] que certains cercles militaires aimeraient remplacer la masse actuelle de recrues mal formées par une force professionnelle très spécialisée et à grand rendement. » (49)

L'armée de métier gagnait des adhérents, les préventions traditionnelles diminuaient. Notons l'intervention de *Paris-Phare*, organe parmi d'autres de la « génération du feu », qui s'en prit carrément au système de la nation armée. Jaurès, y disait-on, « aurait tort aujourd'hui. L'heure n'est plus à la levée en masse. Elle est aux soldats bien préparés, bien entraînés, sachant tirer le meilleur parti d'un matériel perfectionné. Elle est aux armées moins nombreuses, mais très mobiles, où le tank remplace une compagnie, l'avion un escadron, ou, suivant son affectation, une batterie. Dix hommes en remplacent 500, et souvent davantage. A condition toutefois que ces hommes connaissent leur métier. Car la guerre de demain ne s'improviserait pas : il faut savoir la faire pour pouvoir vaincre. » (50)

Paris-Phare critiquait l'état-major qui restait cramponné à la conception ancienne de la nation armée malgré l'impopularité des périodes infligées aux réservistes; ce qui avait de graves

(46) Général Rouquerol, « La conférence du général von Seeckt », *France Militaire*, 12 juillet 1928, p. 1.

(47) Général Camon, « A propos d'une conférence du général von Seeckt », *R.H.*, 4 août 1928, pp. 94-100.

(48) Henri Fontanier, « Armée de métier ou nation armée ? », *Le Peuple*, 15 oct. 1928.

(49) *The Times*, 18 oct. 1928, p. 15 : « French army and conscription ».

(50) *Paris-Phare*, 20 nov. 1928, p. 3 : « La défense nationale et la défense sociale sont compromises par la routine et la politicaillerie ».

conséquences sur le plan électoral, les communistes possédant là un excellent cheval de bataille. Et de publier une interview anonyme d'un « officier supérieur, adversaire déclaré du *rien-faire* et sachant être de son temps. »

« La question est infiniment grave, nous a-t-il dit. Vous avez raison de parler bruyamment et énergiquement. Au gouvernement comme à l'Etat-Major, vous rencontrerez une vive approbation. Il y a des plaies qu'il est dangereux de laisser sans remède. Les périodes de réserves constituent pour l'armée une menace de gangrène. Il faut les supprimer. Leurs derniers partisans objectent seulement qu'il est nécessaire d'habituer les cadres au maniement des effectifs de guerre. Mais nous devrions avoir, dans le nord, l'est et le sud-est, des formations à effectifs de guerre qui seraient à la fois une protection permanente pour nos frontières et une excellente école pour les cadres.

D'ailleurs, jamais l'armée n'a exigé plus de métiers qu'aujourd'hui. Si bien que l'effort de l'Etat-Major devrait tendre à multiplier le nombre des militaires de carrière jusqu'à la solution idéale qui serait la constitution, sinon d'une armée de métier, du moins d'une armée de techniciens. Le malheur, c'est que ces tendances seraient combattues par ceux-là mêmes qui paraissent pourtant les plus qualifiés pour les soutenir. Vous devriez dire cela aussi : Dans les temps modernes, le danger d'une armée prétorienne, d'une armée de coup d'Etat ne saurait exister. La vocation militaire n'exclut pas le loyalisme républicain, ni le loyalisme tout court. » (51)

Cette intervention de *Paris-Phare* reçut un écho très favorable d'un journal ultra-pacifiste : *La Volonté*, (52) qui en reprit les arguments à son compte, en exprimant toutefois la crainte de voir la droite faire de l'armée de métier sa plate-forme électorale, ce qui aurait pour effet d'en ruiner l'idée « chez les gauches ». Le service à court terme, réclamé par la gauche, ne peut vivre

(51) *Ibid.*, p. 6.

(52) *La Volonté*, journal pourri et ultra-pacifiste avait comme rédacteur en chef Aimé Méric et comme directeur Albert Dubarry; y collaboraient régulièrement : Séverine, Victor Margueritte, Gustave Rodrigues, Armand Charpentier, A. Dauzat. *La Volonté* faisait alors campagne en faveur de l'objection de conscience, du rapprochement franco-allemand, de l'évacuation de la Rhénanie, du rattachement de Dantzig et du « Couloir polonais » au Reich, du danger aérochimique. Or ce journal était stipendié par les fonds secrets allemands, Dubarry toucha personnellement de grosses subventions en 1926-1928. Cf. *doc. all. microf. Amb. Paris, Beeinfluss. d. Presse*, clichés L 520134 et ss. Rappelons que le « véreux » Dubarry fut gravement compromis dans l'affaire Stavisky.

sans la convocation fréquente de réservistes. « Or, ces appels, le peuple français n'en veut plus, et les députés le sentent si bien qu'on assiste à cet illogisme : les partisans les plus ardents de la nation armée demandent la réduction, voire la suppression des périodes d'appel ». Et en conclusion : « Armée de techniciens ! Va pour la nouvelle formule, plus conforme à l'esprit moderne. Elle réduira au minimum les hécatombes éventuelles, cela nous suffit. » (53)

L'organe du Comité des Forges, le *Bulletin quotidien de la Société d'études et d'information économiques* (ronéotypé) prit lui aussi discrètement position en faveur de l'armée de métier :

« Pour notre part, nous croyons qu'une évolution logique, à ne considérer que les éléments techniques du problème, tend vers une armée de techniciens combattants, qui n'ont pas besoin d'être extrêmement nombreux, étant donné l'efficacité des outils qu'on leur mettrait entre les mains; techniciens auxquels la mobilisation générale viendrait apporter le concours de manœuvres, aides, conducteurs de camions, pris dans la masse de la nation et à qui suffirait en peu de temps une préparation sommaire ». (54)

*
**

Le débat prit une telle ampleur qu'en septembre 1929, le général Debeney, chef d'Etat-Major général, crut devoir entrer

(53) *La Volonté* du 5 déc. 1928, Libres opinions : « Armée de techniciens, ou le renfort imprévu », par Albert Dauzat. Celui-ci se référerait à l'article précité de *Paris-Phare* et rappelait son combat, mené depuis quelques années, avec une poignée de pacifistes de gauche (Armand Charpentier, Georges Pioch notamment) contre la conception « surannée » et « dangereuse » de la nation armée.

Le 11 déc. 1928 le même journal s'en prenait aux radicaux et aux socialistes qui « continuent à suivre la réalisation de ce formidable bobard qui s'appelle la nation armée », ainsi qu'aux communistes, « agenouillés devant cette vieille grue métaphysique qui s'appelle la révolution » et qui, « comprenant que désormais les révolutions ne peuvent se faire qu'avec les armées, poursuivent le rêve de transformer les armées nationales en armées révolutionnaires, transformation qui, en temps de paix, ne pourra se faire que lorsque les poules auront des dents ». Or la guerre des gaz a rendu les armées parfaitement inutiles. « La vérité, quelque paradoxale qu'elle semble, c'est que seules les nations désarmées sont à l'abri d'une guerre. Quand les peuples n'ont pas d'armée, leurs gouvernements ne sont pas tentés de pratiquer une politique d'impérialisme et personne ne songe à les attaquer » (*La Volonté*, 11 déc. 1928, Libres opinions : « Les armées deviennent inutiles », par Armand Charpentier).

(54) N° 273 du 29 nov. 1928.

en lice (55). Fait rarissime pour un personnage d'un tel rang, il publia dans la *Revue des deux mondes* un long article pour justifier l'organisation militaire française et réfuter son homologue allemand. Peut-être avait-on jugé en haut lieu qu'une des plus hautes autorités militaires nationales devait donner la réplique à von Seeckt et calmer l'opinion française :

« Précisément, un tout récent chef d'état-major général de l'armée allemande, un homme dont l'opinion fait autorité chez nos voisins, a, dans une conférence publique, développé [...] une hypothèse qui semble avoir été bien accueillie de son auditoire.

[L'armée de métier allemande], solide et par nature rapidement prête, serait jetée, dès la déclaration de guerre ou même avant, sur l'adversaire éventuel, bousculerait sa couverture insuffisante ou surprise, pénétrerait profondément dans son territoire où elle s'installerait provisoirement. [...]

Si ce tableau peu engageant [commentait le général Debeney] n'avait eu pour effet que de convaincre le public de la nécessité de mettre des fortifications solides à nos frontières, il n'eût pas été inutile; mais chose curieuse, il a servi surtout à convaincre de l'excellence de l'organisation allemande et de la médiocrité de l'organisation française actuelle. On ne s'arrête pas à l'idée que l'Allemagne puisse chercher à tirer le meilleur parti possible d'une organisation imposée par le traité de Versailles et qu'avec une énergie qu'il faut reconnaître, elle travaille à employer ce qu'elle a — en attendant d'avoir mieux. Non, on a conclu que l'organisation actuelle de l'armée allemande était la forme type de l'armée moderne et, sous couleur de progrès, beaucoup d'esprits se jugeant d'avant-garde ont ressuscité à cette occasion les vieilles conceptions de l'armée de métier. » (56)

Debeney ajoutait que parmi les adversaires de l'organisation militaire française, telle qu'elle fonctionnait, « nombreux, très nombreux » étaient « les partisans d'une armée de métier ». Il remarquait que les doctrines politiques les plus opposées se rejoignaient sur ce terrain technique : « les uns parlent d'armée

(55) Le général Debeney fut chef d'état-major général de l'armée de janvier 1924 (en remplacement du général Buat décédé) à janvier 1930, date à laquelle il fut remplacé par le général Weygand. En 1928, un décret le maintenait à vie dans les cadres actifs de l'armée (*Echo de Paris*, 16 avril 1928, p. 3).

(56) Général Debeney, « Armée nationale ou armée de métier », R.D.M., 15 sept. 1929, pp. 242-243.

qualitative opposée à l'armée quantitative, les autres parlent de groupement des forces permanentes aux frontières » mais c'est toujours pour arriver à un résultat identique : la constitution de deux armées, « l'une prête à marcher du jour au lendemain, l'autre qui se formera sous la protection de la première » (57).

Debeney estimait qu'à moins de compter 300 000 hommes, une armée française de métier serait incapable d'agir *défensivement*, et cela en supposant achevé le système fortifié en construction. Pour pouvoir remplir une mission *offensive*, il lui faudrait posséder au minimum 400 000 soldats professionnels. Puisque la France avait une politique défensive, il suffisait de considérer la première hypothèse seulement. Or, ajoutait le chef d'état-major, la France serait actuellement incapable de fournir ces 300 000 engagés. Peut-être serait-il possible de pallier cette difficulté en constituant d'une part une armée de première ligne, d'autre part une armée de réserves, mais cette division de l'Armée en deux échelons se révélerait bientôt dangereuse :

« Sans doute, dans les premières années de l'expérience, les deux armées seront l'objet de la même sollicitude et, bénéficiant d'ailleurs des mœurs actuelles et de la vitesse acquise, l'entretien de l'une comme de l'autre se poursuivra avec le même zèle. Mais que les circonstances économiques deviennent pressantes, que la situation financière se resserre quelque peu, l'inconvénient ne paraîtra pas dangereux de faire des économies de temps sur l'instruction ou des économies d'argent sur l'armement de l'armée de l'intérieur, pourvu que l'armée des frontières reste abondamment pourvue. [...] Au début, la séparation ne sera qu'une imperceptible ligne de démarcation; mais le temps se chargera de l'élargir en fossé et, au jour tragique où une agression se produirait, le pays constaterait brusquement la rupture entre les deux armées. » (58)

L'armée active de première ligne lui paraissait autant dangereuse en ce qui concernait la doctrine. Les cadres des frontières « manœuvreront sans relâche, bataillons, régiments, escadrilles, groupes de batteries; ils courront de manœuvres de division en manœuvres de division et les camps retentiront d'une joyeuse ardeur. J'avoue la crainte qu'il ne manœuvrent trop bien et que peu à peu ne sorte de ce mécanisme une doctrine tactique inspirée par les expériences du champ de manœuvres au lieu et place des enseignements du champ de bataille; cela

(57) *Ibid.*, p. 243.

(58) *Ibid.*, p. 249.

aussi s'est déjà vu et se solde durement au contact des réalités. Mais surtout, je crains pour ces cadres l'oubli du principe essentiel à toute force de guerre, je veux dire la conviction qu'à tous les grades, la base première du commandement, c'est la connaissance de l'homme — et on ne connaît l'homme qu'en instruisant la recrue et le réserviste : cette instruction qu'on appelle individuelle établit vraiment le contact direct, répété, familier du chef avec l'homme, elle les révèle l'un à l'autre et établit les bases affectueuses de leurs rapports » (59).

Le chef d'état-major admettait parfaitement que l'armée française actuelle serait incapable de mener une action offensive. « Mais la chose importante, ajoutait-il, est de savoir si la politique, dont l'armée n'est que l'instrument, comporte ou ne comporte pas des opérations de ce genre, si cette politique, répétons-le, est pacifique ou agressive. Veut-on faire des conquêtes ? Et alors lesquelles ? Le Gouvernement a fait son choix, le Parlement l'a approuvé, il est tout de même permis de penser que le pays le ratifie, car, enfin, personne n'a encore précisé la conquête ou l'agression que la France d'aujourd'hui pourrait se proposer. » (60)

Les remous provoqués par les déclarations de von Seeckt ne se dissipèrent pas pour autant. H. de Kérillis, dans l'*Echo de Paris*, résuma, à l'intention de ses lecteurs, l'essentiel des arguments de Debeney, mais non sans y ajouter ce commentaire :

« Si je me rapportais aux lointains enseignements du général Weygand, je serais tenté de craindre qu'une petite, mais solide armée de vétérans superbement entraînés soit capable de ne faire qu'une bouchée d'un tas de jeunes soldats d'un an, fatalement mal instruits. Vieille histoire de la légion et de la horde, avec cette aggravation que la guerre scientifique, la guerre de l'avion, du zeppelin, de la T.S.F., du canon, de la mitrailleuse, de la machine à gaz, augmente encore la supériorité du vrai professionnel. » (61)

Le *Mercure de France* ricanait : « Il n'y a qu'un type véritable d'armée moderne, c'est celui que les vainqueurs ont imposé à l'Allemagne vaincue et que ces mêmes vainqueurs lui reprochent,

(59) *Ibid.*, p. 250.

(60) *Ibid.*, pp. 263-264; le général Debeney reprit ce texte pour en faire le premier chapitre de son opuscule *Sur la sécurité de la France*, Paris, 1930, pp. 12 et ss.

(61) *Echo de Paris*, 16 sept. 1929, p. 1. A noter que *La Voix de la Terre* du 3 janv. 1930, p. 2, (journal agrarien), publia une réfutation, signée « lieutenant-colonel X », de l'article du général Debeney dans la *Revue des deux Mondes*.

ce qui est assez risible. » (62) H. de Jouvenel, citant le général Nollet — celui-là même qui avait présidé au désarmement du vaincu — affirmait : « Le traité de Versailles a doté l'Allemagne de la véritable armée moderne »; et il établissait ce diagnostic : « Ayant assuré à l'Allemagne l'armée la plus offensive au moindre prix, nous semblons si bien hésiter entre l'armée de métier, l'armée nationale et la milice [...], que notre politique militaire reste mal définie. Les chefs ne sont pas contents. Le contribuable non plus. » (63)

Le capitaine Souchon, qui venait de publier anonymement un pamphlet, *Feue l'armée française* (sic), (64) vint porter la contradiction à Debeney dans la *Revue hebdomadaire*. Réfutant point par point l'article du chef d'état-major général, Souchon admettait cependant l'hypothèse d'une politique stratégique défensive pour la France. Ce qu'il reprochait essentiellement au commandement, c'était d'envisager seulement, en cas d'attaque allemande, la résistance sur place et non la manœuvre : « Nous n'avons, écrivait-il, jamais reproché autre chose à notre armée future — mais cela nous suffit — que de nous laisser pour espoir maximum de contenir l'assaillant, non de le vaincre, et de nous vouer à une guerre interminable. » (65)

La polémique provoquée par von Seeckt eut un prolongement au Parlement. Lors de la présentation du budget de la guerre devant la Chambre, Daladier reprocha au Gouvernement d'entretenir l'armée la plus nombreuse du monde, et de sacrifier le matériel aux effectifs. (66) *Effectifs ou matériel ?* Nouveau dilemme.

(62) Jean Norel, « Questions militaires », *Mercure de France*, 1^{er} juillet 1929, p. 185.

(63) H. de Jouvenel, « Enquête sur l'armée », *Revue des Vivants*, 1929, pp. 712-713.

(64) Ce pamphlet, paru anonymement, fit grand bruit à l'époque parce qu'on y dénonçait avec véhémence les carences du service d'un an. Il était dû au capitaine Lucien Souchon mais on l'attribua au début à une « haute personnalité » militaire. Cela explique probablement le succès de ce livre, somme toute peu intéressant. Cf. ***, *Feue l'armée française*, Paris, 1929, 250 p.. A noter que Souchon, dans un livre paru en 1920 et intitulé le *Passifisme* (sic) avait admis la nécessité d'un service très court, les Français ne voulant plus perdre leur temps à la caserne, et préconisé en outre une nouvelle conception de la guerre pour éviter le retour des batailles d'usure. « Armée de métier ? » demandait-il. — « La question est posée »; quant à la levée en masse, c'était selon lui une idée révolue (pp. 182 et ss).

(65) Capitaine Lucien Souchon, « Levée en masse ou armée active ! », *R.H.*, 12 oct. 1929, pp. 144-145.

(66) Cf. Chambre, 9 déc. 1929, *J.O.*, p. 4201. Le budget pour 1930 prévoyait un crédit de 6.495.000.000 francs pour des effectifs budgétaires de 440.419 hommes.

Daladier insistait sur l'esprit créateur et moderne qui animait l'armée de métier allemande, affirmant qu'en cela elle tranchait avec l'armée routinière française. On peut discuter à l'infini, dit-il, du nombre d'officiers et de schupos encasernés, du total des mitrailleuses, ce qui compte avant tout, c'est l'esprit d'invention et l'effort intellectuel de l'armée allemande. « Voilà ce qui m'inquiète, cette motorisation intense, ce souci de la mobilité et de la rapidité, cet accord constant avec les grandes industries, ce développement de l'aviation commerciale, devenue la première du monde. » (67)

Pierre Cathala, au nom de la gauche sociale et radicale, établit, lui aussi, un parallèle entre l'armée de caserne française et l'armée de von Seeckt. Il expliqua que cette dernière n'était pas seulement une armée de coup de main, mais qu'elle préparait encore et surtout l'encadrement de la nation toute entière pour le temps de guerre. Nous avons par contre en France, ajoutait-il,

« une armée qui est nombreuse lorsqu'on prend le total de ses effectifs, qui est coûteuse lorsqu'on dépouille les chapitres du budget; mais, lorsque nous essayons de pénétrer dans la vie intime de cette armée, avons-nous le sentiment que cette armée, qui est encore toute auréolée des prestiges de la victoire, apporte ce sentiment de confiance en elle-même qui devrait se traduire, pour le pays, dans un sentiment de sécurité totale ? Messieurs, que constatons-nous ? Critiques des chefs, malaise des cadres, inquiétude du pays. Lorsque nous nous tournons vers nos corps de troupe, nous voyons des garnisons maintenues; mais lorsque dans ces garnisons, dans les bâtiments nombreux conservés par l'administration militaire, nous cherchons nos anciens régiments [...], nous avons le sentiment qu'ils ont disparu » (68).

Cathala était conscient de la faiblesse de l'armée française et de son infériorité en face de l'armée allemande; il paraissait être tenté par l'armée de métier, mais sans plus. Une telle armée, avouait-il, serait difficilement acclimatable en France. Et comme ce pays ne pouvait imiter la formule allemande, il ne restait, selon lui, qu'à demander à l'Allemagne d'instaurer un service militaire de courte durée à la française.

**

(67) *Ibid.*, J.O., p. 4207.

(68) Chambre, 10 déc. 1929, J.O., p. 4207.

Le débat sur le thème *armée de métier* ou *armée de conscription* se poursuivit pendant l'année suivante avec plus d'intensité encore.

Sans vouloir relever toutes les prises de position à ce sujet, on peut noter d'abord l'étonnement d'Albert Lebrun, président de la Commission sénatoriale de l'armée qui observait que « les esprits les plus fermes qui, naguère, au moment du vote des grandes lois militaires, avaient considéré comme l'une des conquêtes essentielles de la République l'organisation du service militaire obligatoire et égal pour tous, se demandent si, après tout, c'est bien là le système idéal » (69). Néanmoins, à l'Assemblée nationale, le député Croix de Feu Xavier Vallat fut pratiquement seul à enfourcher ce cheval de bataille, et encore le fit-il assez prudemment. « Pourquoi [...] ne pas nous orienter délibérément, nous aussi vers l'armée de métier ? » demanda-t-il à ses collègues qui réagirent par des « mouvements divers ». « Elle est chère, j'en conviens, mais son coût n'est-il pas compensé, socialement et économiquement, par la suppression du service militaire obligatoire ? Par ailleurs, il n'est pas niable que le potentiel d'une armée de métier est infiniment supérieur, pour une action directe et rapide, à celui d'une armée de réservistes. » Et ce député de l'extrême-droite se félicitait de « voir que l'armée de métier, jusqu'à présent rituellement stigmatisée de la qualification d'armée prétorienne » était « prônée en faveur par de jeunes esprits de gauche, comme M. de Jouvenel » (70).

En été 1930, le débat reprit de plus belle avec la parution d'un livre du général von Seeckt, *Pensées d'un soldat*, dans lequel l'ancien chef de la *Reichswehr* développait à nouveau le thème de sa fameuse conférence.

Dans le *Matin*, Stéphane Lauzanne se mit à réclamer la constitution d'une armée de 250.000 techniciens, recrutés par engagements, servant six ou huit ans, et pouvant, en quelques heures, se concentrer sur telle ou telle frontière, sans que la lourde machinerie de la levée en masse eût à fonctionner (71). *L'Echo*

(69) Cf. Sénat, séance du 26 mars 1930, J.O., p. 491.

(70) Chambre, 12 juin 1930, J.O., p. 2457. X. Vallat faisait probablement allusion à un article de H. de Jouvenel « Motifs d'une enquête », dans la *Revue des Vivants*, mai 1929, ouvrant un débat sur le thème : armée nationale ? armée de milice ? armée de métier ? Paul-Boncour, Jean Fabry, Lucien Souchon, le colonel de La Rocque, et un représentant anonyme de l'état-major y participèrent. Cf. *Revue des Vivants*, « Enquête sur l'armée », mai 1929-déc. 1930. Cette enquête traduisit un malaise assez général mais ne dégagait pas de conclusions bien nettes.

(71) Cf. les « leaders » de Stéphane Lauzanne dans le *Matin* tout au long du mois d'août, en particulier dans le numéro du 12 août,

de Paris lui emboîta le pas quelques jours après (72). Et surtout, le *Temps* se mit de la partie, dans un grand éditorial en première page :

« C'est de notre organisation militaire qu'il s'agit, et nous ne craignons pas de réclamer hautement sa révision, l'expérience ayant prouvé qu'en l'état actuel des choses, l'organisation que nous nous sommes donnée ne paraît nous assurer, ni dans le présent, ni dans l'avenir immédiat, la sécurité qui était notre but.

Non certes, l'heure n'est plus aux rêves [...]. On avait fait fond, avec trop de confiance peut-être, sur une Allemagne modelée selon les formules habiles de Stresemann, et voici que tout d'un coup, à titre de conséquence de l'évacuation rhénane, nous voyons se dresser les Treviranus, les Loebe, les von Seekt, avec au poing, des menaces non dissimulées. Et si, à ces menaces, on en ajoute d'autres qui, périodiquement, font retentir les échos alpins, nous sommes bien amenés, *volens, nolens*, à nous demander si nous sommes outillés, organiquement et mécaniquement, pour nous couvrir, le cas échéant, contre les effets d'une tornade venue de l'Est. [...]

Alors ? Les moyens que nous a donnés notre récente réorganisation sont-ils assez puissants pour parer ce possible coup de bélier ? Tout est là. Or, nous dit M. Maginot, le service d'un an est loin d'avoir procuré à notre armée une augmentation de force, et il n'est que trop certain que notre couverture ne se trouve plus aujourd'hui suffisamment étoffée. Et, en effet, avant qu'arrivent à la rescousse les trois classes de disponibles, nous ne disposons, pour surveiller et tenir 800 kilomètres de frontières que de 180.000 jeunes soldats ayant une dizaine de mois de service, au mieux. En l'état actuel de notre fortification aux frontières, quelle figure feraient ces minces effectifs devant

« L'armée certaine et l'armée incertaine », où il disait ses préférences pour l'armée de métier, soustraite à l'emprise des députés : « Une plaie existe, qui gagne de jour en jour : c'est l'incursion du Parlement, souvent mû par des considérations purement d'ordre électoral, dans la durée du service du soldat national. Moissons, épidémies, inondations, tout tend à devenir prétexte pour qu'une partie du contingent soit soustraite de son instruction. » Cf. encore n° du 15 août : « L'armée française assure-t-elle la sécurité de la France ? Elle ne résoud pas l'angoissant problème de la couverture » ; n° du 20 août : « Est-ce pécher contre la défense nationale que de vouloir une armée de techniciens pour assurer la sécurité de la nation ? » ; n° du 23 août : « L'armée de soldats et l'armée de gymnastes ».

(72) Cf. A. Pironneau, « L'angoissant problème de notre couverture », *Echo de Paris*, 19 août 1930, p. 1. Cf. égal. général Targe, *La garde de nos frontières*, Paris, 1930, p. 74.

une masse de 250.000 ou de 400.000 vétérans ?... Sans préjuger les résultats du choc, nous n'en aurions pas moins, une fois de plus, *la guerre chez nous* et de cela, nous ne voulons plus. [...]

[...] Il nous faut donc déchanter et reconnaître que l'adoption du service d'un an a été une imprudence. Aussi bien se pose, impérative, la question de savoir comment y remédier, et, à nouveau, entre les systèmes, il va falloir choisir.

Pour les uns, parmi lesquels s'inscrivent plusieurs grands chefs, la frontière ne sera couverte que par un dispositif semblable au dispositif qui menace de nous être opposé : donc armée de métier, c'est-à-dire armée à la fois qualitative et quantitative. Les autres se rallieront peut-être à la formule de M. Maginot [...]. » (73)

Quant aux porte-parole de la gauche, ils se déclarèrent généralement contre l'armée de métier. Paul-Boncour, dans une série d'articles parus au mois d'août 1930 dans le *Journal*, s'interrogea à propos du livre de von Seeckt : L'ancien chef de la *Reichswehr* était-il sincère ? Ses propos ne visaient-ils pas à tenter la France, à lui proposer un système qui donnerait la supériorité à l'Allemagne ? Et de dénoncer le bon accueil réservé dans certains milieux français à ces idées d'Outre-Rhin. La faveur avec laquelle l'opinion française accueillait ces projets d'armée de métier reflétait, selon le leader socialiste, une lassitude, inquiétante du point de vue démocratique. La solution ? Une armée internationale (74).

Dans *l'Ordre*, le lieutenant-colonel Magne, examinant le problème « du point de vue technique », concluait également que le but du livre de von Seeckt était politique et visait à fortifier le moral allemand et à intimider les Français (75). Dans la *République*, Albert Bayet posa carrément la question : « Si les Allemands, avec un petit nombre de soldats de métier, sont à ce point à redouter, qui nous empêche de l'être autant qu'eux ? Qui nous empêche de constituer une armée professionnelle ? »

(73) « Révision nécessaire », *Le Temps* du 26 août 1930, p. 1. Le correspondant particulier du *New York Times* à Paris fut stupéfait par ce débat et par la nervosité des cercles politiques à ce propos et y consacra deux longs articles ; mais le journaliste semble avoir commis un contresens en attribuant à Maginot la paternité des articles cités ci-dessus du *Temps*. Cf. *New York Times*, 26 août 1930, p. 8, « Army leaders and Maginot, of the Poincaré group, demand a professional army », by Carlisle Mac-Donald, special correspondent ; *ibid.*, 31 août 1930, suppl. III, p. 3, « France may revise her army system ».

(74) Cf. le *Journal*, 18-20 août 1930.

(75) Cf. *l'Ordre* du 20 août 1930.

Or, cela ne pouvait se faire en maintenant le service d'un an; il faudrait, dans cette éventualité, lui substituer le service de six mois. Ainsi, la France pourrait posséder une armée de choc pour contrecarrer les premiers efforts d'une armée de choc adverse sans abandonner le système de la nation armée, nécessaire pour une guerre de longue durée. Selon ce grand notable du radicalisme, de telles idées n'étaient pas le moins du monde chimériques et « les officiers jeunes et qui réfléchissent les discutent couramment » (76). Autre son de cloche radical avec Daladier qui, dans le même quotidien, minimisait le danger de l'armée von Seeckt. Une armée de choc ? il faudrait nécessairement la doubler par des volontaires et des vétérans pour intervenir au dehors, et on risquerait le sort de la nation sur le coup de dé d'une première bataille. Qu'on se rassure : la *Reichswehr*, même épaulée par les effectifs de la police militarisée allemande, serait incapable de se livrer à une offensive brusquée contre la France (77).

Dans la campagne de presse en faveur de l'armée de métier, on soupçonna la présence agissante et secrète de l'état-major, ou de certains de ses éléments. Il semble plutôt que le livre de von Seeckt ait servi de catalyseur, chez des chroniqueurs militaires et chez des officiers du rang, sans que le haut commandement soit intervenu.

L'armée de métier, question devenue brûlante précisément au moment où la France se lançait dans la construction de la Ligne Maginot (1928-1930) fut sans doute « ruminée » par les soldats professionnels, insatisfaits du fonctionnement de l'armée d'un an et de la stratégie passive qu'impliquait nécessairement la barrière fortifiée. Malheureusement, les traditions de discipline de la Grande Muette, ou plus exactement, les restrictions apportées (et subies) au droit d'expression des officiers d'active, empêchèrent qu'un débat au grand jour, avec la participation de tous les intéressés, pût s'instaurer. Les organes militaires (*Revue militaire française*, *Revue de cavalerie*, *France militaire*, etc.) n'avaient même pas de « courrier des lecteurs » ou de véritable rubrique « libres opinions ». En ce qui concerne les journaux dits « militaristes » (*l'Echo de Paris*, *le Matin*, *l'Action Française*), ils cherchaient trop, en règle générale, à infléchir

(76) Cf. *La République* du 20 août 1930.

(77) Cf. *La République*, 21 août 1930, p. 1.

Daladier avait pourtant indiqué, trois ans plus tôt, sa préférence en faveur d'une armée de 12 divisions (au lieu de 20), fortement outillées et capables d'arrêter net une agression; une armée de cadres et de manœuvres. Cf. Chambre, 16 juin 1927, J.O., p. 1915.

les décisions dans tel ou tel sens pour être d'irréprochables rapporteurs. Et au Parlement, les cadres de l'armée n'ayant pas le droit de vote, aucune pression venant de la base ne pouvait s'y exprimer valablement; du fait des contacts personnels possibles, l'opinion et les intérêts du sommet de la hiérarchie étaient bien défendus par les députés « nationaux », mais souvent aux dépens des cadres de la troupe (du colonel au lieutenant).

Or, les porte-parole plus ou moins autorisés de la haute armée se sont immédiatement désolidarisés de la campagne en faveur de l'armée de métier. L'armée de métier ? « C'est bientôt dit, et plus vite dit que fait », déclarait en septembre 1930 le général Fonville dans la *France militaire*. « Dans l'état actuel de la pensée française et des goûts de notre jeunesse, serions-nous sûrs de trouver à recruter 300.000 soldats de métier ? » Ce ne serait d'ailleurs là qu'une armée de choc, derrière laquelle il faudrait organiser les forces nationales; et l'exemple de 1870 est peu encourageant... (78)

Le général Debeney prit le soin de présenter publiquement la thèse du gouvernement (79), et à Genève, le général Requin, chef de la section militaire de la délégation permanente française à la S.d.N., assura Briand que « l'état-major était étranger aux emballements récents et artificiels de notre presse sur l'armée de métier » (80). A la rentrée parlementaire, le très influent président de la Commission de l'armée, le colonel Fabry, déclara vigoureusement à la tribune de l'Assemblée :

« J'ai entendu proposer l'armée de métier. J'en suis un adversaire résolu [*applaudissements sur un grand nombre de bancs*]. Tant qu'il me sera permis de monter à cette tribune, je m'opposerai de toutes mes forces à la création d'une armée de métier, d'abord, parce que c'est seulement un instrument offensif [*applaudissements*], ensuite parce que le jour où une armée de métier utilisée comme instru-

(78) Général Fonville, « Devant les menaces allemandes », F.M., 11 sept. 1930, p. 1.

(79) Cf. général Debeney, *Sur la sécurité de la France*, Paris, 1930, pp. 12 et ss.

(80) Cf. général Requin, *D'une guerre à l'autre*, Paris, 1949, pp. 139-140. Requin dirigea la section militaire, navale et aéronautique française auprès de la S.D.N. de 1923 jusqu'en 1931, date à laquelle le ministre Maginot l'appela pour en faire son chef de cabinet. En 1940, Requin commandait la IV^e Armée française, près de Sedan. Sur ce général, voir les mémoires de Weygand, *op. cit.*, I, p. 375; Gamelin, *op. cit.*, II, p. 37; Paul-Boncour, *op. cit.*, p. 194.

ment défensif est bousculée, il n'y a plus rien derrière. C'est 1870 qui recommence [*applaudissements*]. » (81)

En 1931, on cesse à peu près de s'interroger sur l'opportunité d'un changement dans les institutions militaires françaises; on ne fait plus de concessions à ceux qui murmurent dans les rangs en faveur de l'armée de métier. La cause est politiquement et militairement condamnée, et les partisans éventuels du système von Seeckt, réduits au silence.

Les radicaux, cheville ouvrière de toute combinaison parlementaire, ne voulaient pas entendre parler d'un abandon éventuel du système jacobin de la nation armée, et se montraient plus que jamais attachés au service d'un an. « Certains pensent », déclara nettement Paul Bernier, rapporteur « militaire » au congrès radical-socialiste de 1931, « que la fondation d'une armée de métier devrait être envisagée, qu'il y aura lieu de prévoir, pour 1935, un allongement de la durée du service militaire. Nous avons estimé que nous devrions être intransigeants à cet égard, que nous ne pouvions pas plus revenir sur la question d'une coûteuse armée de métier que penser à un allongement du service » (82). La crise économique mondiale, qui se faisait maintenant sentir en France et qui avait de sévères répercussions

(81) Chambre, 27 nov. 1930, J.O., p. 3608; cf. également l'éditorial de Jean Fabry : « Pas d'armée de métier », F.M., 3-4 nov. 1930. Une « armée de métier ? Mais avec qui et pourquoi faire ? Depuis six mois, de divers côtés, on la propose pour prendre la place de l'armée nationale de conscription qui ne suffirait plus à sa tâche essentielle : assurer la défense et l'inviolabilité du sol national ». Mais s'il fallait transformer l'organisation militaire, l'armée de métier serait une mauvaise solution. Elle est impossible à réaliser en France en ce moment. « Une armée de métier ? Pour quoi faire ? Pour nous *défendre*. L'erreur pourrait être mortelle. L'armée de métier est un instrument *offensif*. Elle ne peut, sur la *défensive*, donner une sécurité suffisante. Battue, elle n'a rien derrière elle, que des poitrines découvertes. [...] Un peuple qui accepte la forme défensive écarte obligatoirement la solution de l'armée de métier ». Autre raison : l'armée nationale est le seul moyen de faire accepter aux citoyens le devoir de la défense nationale. D'ailleurs, en raison de la crise démographique française, l'armée de métier « demeurerait impossible à réaliser »; il était déjà tellement difficile de recruter les 106.000 militaires de carrière de l'armée d'un an. Cf. encore colonel P. A. Coue, « L'anachronisme d'une armée de métier », F.M., 9-10 nov. 1930, p. 1, qui demandait comment on pourrait songer à « ramener chez nous l'opinion » à l'armée de métier « lorsque depuis plus de 50 ans, on n'a guère cessé de l'en dégouter ». Cf. encore colonel Lebaud, F.M., 28 nov. 1930, p. 1. « Le besoin de techniciens pour la couverture impose-t-il le retour à l'armée de métier ? »

(82) Congrès radical de 1931, intervention du rapporteur P. Bernier, compte rendu analytique, p. 127.

sur le budget, interdisait d'envisager l'adoption d'une coûteuse armée de spécialistes, bien payés et bien équipés. Comme le déclarait la toute puissante Commission sénatoriale des finances, toute organisation autre que l'armée d'un an serait trop chère (83).

Le porte-parole habituel de la droite modérée sur les questions de politique étrangère et de sécurité nationale, Bouilloux-Lafont, se prononça définitivement, lui aussi, à la tribune de la Chambre; examinant l'hypothèse d'un retour à l'armée de métier, il déclara très fermement que le service obligatoire, égal pour tous, était trop conforme à l'esprit et aux traditions françaises pour qu'on soit tenté de l'abandonner (84).

La ligne officielle était bien définie par Humbert-Ricolfi, ancien sous-secrétaire d'état à la Guerre et président de l'Office national des Combattants :

« Nous pouvons affirmer que pour notre démocratie, la sécurité du pays se trouve étroitement liée à la paix internationale. Il est donc naturel que notre organisation militaire prenne pour symbole : “ défendre, uniquement défendre ”.

La nation armée, telle que nous la concevons, peut seule conserver un caractère défensif. Toute formule qui s'en éloigne est fatalement une formule offensive, puisque l'armée de métier, de par sa formation même, est celle du coup de main et du coup de force.

Des raisons de source historique, morale, la nature de nos institutions républicaines, démontrent que notre pays ne pouvait accepter une armée de métier. En face d'un agresseur déjà sur notre sol, aucune restriction n'existe plus pour une grande nation [...]. » (85)

Seule voix discordante : celle de Louis Dumat. Membre des Jeunesses patriotes de Taittinger, un des plus jeunes députés de la Chambre, lié à *l'Echo de Paris* et à la Fédération nationale catholique du général de Castelnau, Dumat déposa le 12 mars

(83) Sénat, Rapport fait au nom de la comm. des finances par M. Mahieu, annexe n° 219 à la séance du 13 mars 1931, p. 348 : « Armée de métier ou armée de milices, l'une et l'autre de ces organisations serait plus chère encore que l'organisation actuelle. Et pourtant, celle-ci ne nous assure que difficilement la sécurité qui nous est nécessaire; avec elle, le problème d'une couverture susceptible de résister à un coup de folie et à une attaque brusquée se pose dans toute son acuité et appelle toute notre attention. Comment se présenterait-il avec une armée de métier ou avec les milices ? Dans des conditions plus difficiles encore très probablement. Et pourtant, il faut établir et assurer notre sécurité en dépensant moins qu'aujourd'hui ».

(84) Séance du 24 février 1931, J.O., p. 1106.

1931 une « proposition de résolution tendant à inviter le gouvernement à présenter un projet relatif à la constitution d'un corps autonome de chars de combat et de la motorisation ». L'exposé des motifs reprenait en fait les thèses du général Estienne et plaidait pour une armée de spécialistes à base de chars. La proposition fut renvoyée à la Commission de l'armée et enterrée (86).

*
**

Disons, pour récapituler, que l'armée de métier eut constamment des partisans, des nostalgiques, en France après la Grande Guerre. Le début des années 1920 eût été théoriquement le moment le plus favorable pour en recréer une. Mais précisément, les dirigeants français avaient calculé qu'ils assureraient la prépondérance de leur pays en conservant pour eux-mêmes le système de la conscription et en privant l'Allemagne vaincue. Cette supériorité française fut indéniable au moment de la

(85) Humbert-Ricolfi, *Profils de trois législatures, 1919-1932*, Paris, 1932, p. 145.

(86) Annexe n° 4783 à la 2^e séance du 12 mars 1931, Chambre, J.O., p. 608. Louis Dumat reprochait à l'infanterie de se subordonner trop étroitement les chars, et à la Commission de l'armée, de se rallier trop facilement sur ce point aux idées gouvernementales (c'est-à-dire de l'état-major, à qui on laissait toute latitude sur ce point, et qui était dominé par les fantassins). « Toutes les nations, écrivait Dumat dans son rapport, travaillent la question des chars de combat et toutes s'orientent vers la recherche d'une vitesse de plus en plus grande. Dans les conflits futurs [...], la mobilité, la rapidité seront, comme par le passé, mais avec d'autres moyens, les principaux facteurs de succès; eux seuls rendent possible la surprise ». On dit que les armes automatiques de l'infanterie créent la stabilisation. Mais « pourquoi subir cette stabilisation chez nous, sur notre sol ? Pourquoi ne pas créer l'arme des chars, qui permettra la rupture de l'équilibre et portera dès les premiers coups de fusil le combat hors de notre pays ? » La ligne de fortification n'offre pas une couverture invulnérable, car elle peut être tournée ou forcée par l'aviation et les formations motorisées. Plutôt que des forteresses « ne semble-t-il pas que nous serions mieux défendus si nous avions, à 80 ou 100 km de la frontière, en des villes ou des camps choisis, des unités motorisées ». Or, les chars sont actuellement maintenus par l'infanterie « dans une étroite dépendance et une telle vassalité que toutes leurs tendances vers le progrès risquent d'être notablement réduites ». A noter encore que le lieutenant-colonel Poidebard aurait préconisé, dans un numéro spécial de *Plans* (juin 1931), « un organe de combat motorisé, rapide et à grand rayon d'action, toujours sur pied de guerre et outillé pour agir en liaison avec l'aviation » (cité par les *Nouvelles littéraires* du 11 juillet 1931, p. 9, « Revue des Revues »; cependant la vérification que nous avons faite dans *Plans* n'a pas confirmé cette citation).

signature du Traité de Versailles puisque l'armée française maintenait alors trois classes sous les drapeaux et que la *Reichswehr* n'était, au début de son existence, qu'une armée-miniature. Cet avantage disparut au fil des années, par une double évolution. D'une part, l'armée française se rétrécit comme une peau de chagrin avec le vote de la loi de 18 mois (1924) puis de 12 mois (1928); d'autre part, l'armée-miniature allemande se transforma progressivement en une armée-cadre, doublée de forces paramilitaires plus ou moins camouflées, et formant des réservistes par le biais de libérations anticipées et secrètes. Alors que l'armée française d'un an, éduquée dans les traditions de la vieille armée de caserne, avec ses pertes de temps et ses corvées désuètes, se révélait un instrument sans aucun ressort, la *Reichswehr*, façonnée par le général von Seeckt, pouvait, soit être employée comme troupe de choc, soit servir de noyau aux gros effectifs fournis par une éventuelle levée en masse de la population. Et quand ce digne successeur de Scharnhorst affirma hautement que ses troupes professionnelles, grâce à leur cohésion morale et leur entraînement poussé, bousculeraient sans peine, « comme un chien dans un magasin de porcelaine », les lourdes divisions françaises, composées d'éléments disparates et mal dégrossis, on se troubla en France. La thèse du général von Seeckt eut d'autant plus d'impact, en 1928-1930, que cette période marquait un tournant stratégique pour la France : mise en application du service d'un an, évacuation anticipée de la Rhénanie, premiers chantiers de la ligne Maginot, déclenchement de la crise économique mondiale, première grande poussée de fièvre nazie...

5. — DE GAULLE.

Après coup, on peut penser que ces années 1928-1930 auraient été psychologiquement et matériellement assez propices à un éventuel renouvellement des structures militaires françaises : à cette date, l'opinion commença à prendre conscience du danger allemand, sans être encore paralysée, comme elle le sera bientôt, par l'imminence supposée d'une agression allemande. De plus, la crainte d'un coup d'état fasciste, avec la complicité de l'armée, n'existait pas encore à cette date, et on ne s'était pas encore irréversiblement engagé dans la construction de la fameuse barrière fortifiée. Une agitation en faveur de l'armée de métier, plus vigoureuse que celle qui fut entreprise par certains journaux en août 1930, aurait peut-être pu donner des résultats : surtout si l'état-major s'était engagé à fond. Mais

c'était bien là le *hic*. Aussi, faute d'être orchestrée, la tentative avorta; quant à la velléité d'instaurer en France le système des milices, ce n'est même pas la peine d'en parler, tant elle fut vaine.

En 1932, aucune voix ne s'élevait plus pour préconiser l'abandon par la France du système de la nation armée, (87) encore que l'échéance proche (1935) des classes creuses ne manquait pas d'inquiéter les responsables.

La polémique était apaisée lorsque, en 1933, le commandant de Gaulle entreprit de la ranimer.

En mai 1933, il faisait paraître dans la *Revue politique et parlementaire*, un premier article intitulé « Vers l'armée de métier ». (88) En novembre, il ouvrit dans le quotidien catho-

(87) Nous n'avons noté que quelques très faibles prises de position en 1932 pour l'armée de métier, d'ailleurs vaguement liées à la conférence de désarmement qui se tenait alors à Genève sous l'égide de la S.D.N. Le 10 janvier 1932, la Ligue des droits de l'homme ayant organisé un débat sur le désarmement, un auditeur demanda à Jacques Kayser, membre du Comité central, si l'égalité des armements était compatible avec un système de recrutement différent en France de celui de l'Allemagne et des puissances anglo-saxonnes. Celui-ci répondit qu'il fallait en effet des systèmes identiques, mais fit remarquer que l'armée de métier se heurtait en France « aux préjugés démocratiques »; il comprenait pour sa part, dit-il, « la légitimité des inquiétudes » qu'elle [pouvait] faire naître »; pourtant [c'était] le seul système compatible avec le désarmement » (Cf. *Cahiers de la Ligue des droits de l'homme*, 10 mars 1932, pp. 161-163). Par ailleurs, une minuscule revue de tendance « trotskysante », à ce qu'il semble, intitulée *Révolution*, fit paraître un curieux article en été 1932 (mais il faudrait savoir si cette petite revue n'était pas payée) où il était dit que si on se plaçait par hypothèse sur le terrain de la défense nationale, « on doit à l'heure présente admettre l'existence d'une armée de métier, ou tout au moins d'une armée de conscription à longue durée du système du service actif. [...] Le système des milices, c'est l'armée du stade de la petite industrie, de l'artisanat, de la boutique; c'est l'armée de la petite bourgeoisie, républicaine et patriote — oui, mais pas socialiste ». Quant à « l'armement du prolétariat ? Belle formule, qui sent la poudre et rappelle les barricades, mais formule dépassée. Il nous faut, avant de penser à cette armée, penser au désarmement de l'adversaire, c'est-à-dire à la destruction même de l'armée » (Jean Itard, « Armée et socialisme », *Révolution*, juillet-août-sept. 1932, pp. 6-12). Enfin, Chasseigne, député appartenant au groupe communiste « unité ouvrière », dans une interpellation à la Chambre en date du 28 octobre 1932, reprocha à l'état-major français d'être « hypnotisé par l'armée de métier que constitue la *Reichswehr* et de rester intellectuellement figé aux conceptions de 1914, avec offensive à outrance et manœuvre d'aile ! Notons enfin, dans *L'Œuvre* du 3 décembre 1932, p. 1, « La milice sans tanks ni canons lourds », une prise de position en faveur de l'armée de milices.

(88) Charles de Gaulle, « Vers l'armée de métier », *Revue politique et parlementaire*, 10 mai 1933; la F.M., du 5 octobre 1933 en a publié de

lique de gauche, *L'Aube*, une sorte d'« enquête » sur le thème « Nation armée ou armée de métier ? », dirigée par lui en sous-main et où il donna une longue et anonyme *interview*. (89) En janvier 1934, il publiait un nouvel article, « Forçons une armée de métier » dans la *Revue des Vivants*, (90) puis son livre, *Vers l'armée de métier*; enfin, en janvier 1935, dans la *Revue hebdomadaire* : « Comment faire une armée de métier ». (91)

Non content d'exposer par la plume son programme, de Gaulle entra en relations avec des journalistes et des politiciens, se prodigua en démarches diverses dans le but de propager son plan et de faire directement appel à l'opinion publique.

L'« enquête » de *L'Aube* avait cherché à promouvoir l'armée de métier en faisant ressortir les avantages qu'elle présentait dans la perspective d'une limitation des armements, dans le cadre du plan maximum français présenté à Genève par Paul-

larges extraits en p. 1; la R.M.F. en a donné un compte rendu anodin (juill. 1933, p. 142).

(89) « Une enquête de *L'Aube* : Nation armée ou armée de métier » par André Lecomte. L'enquête d'André Lecomte lui a été inspirée par de Gaulle (cf. *l'Appel*, p. 13 et l'excellente étude de Fr. Mayeur, *L'Aube, étude d'un journal d'opinion*, Paris, 1966, pp. 112-113). Donnèrent leur opinion : Champetier de Ribes, président du parti démocrate populaire, *L'Aube* du 8 nov. 1933, p. 2; J. Monteilhet (auteur d'un important ouvrage : *Les institutions militaires de la France*, Paris, 1932, 472 p.), *L'Aube* du 8 nov. 1933; Philippe Serre (député de Briey, du parti « Jeune République »), *L'Aube* du 10 nov. 1933; le pacifiste Marc Sangnier, *L'Aube* du 15 nov. 1933; le général en retraite Targe (ancien membre du Conseil supérieur de la guerre), *L'Aube* du 17 nov. 1933; le commandant Nachin, *L'Aube* du 21 nov. 1933; Pierre Cathala, *L'Aube* du 23 nov. 1933, et enfin, une longue réponse anonyme du commandant de Gaulle, dans *L'Aube* du 25 nov. 1933 (« L'opinion d'un de nos grands techniciens »), suivie d'une intervention du lieutenant-colonel Mayer, dans *L'Aube* du 29 nov. 1933. La F.M. du 17 janv. 1934 a publié un extrait de la réponse de de Gaulle, p. 1.

(90) Cet article de de Gaulle parut dans un numéro spécial de la *Revue des Vivants*, janv. 1934 : « Sommes-nous défendus ? Le malaise de l'armée ». Le sommaire contenait les articles suivants consacrés à cette question : Paul Painlevé, « La loi d'un an »; colonel X., « A loi nouvelle, organisation nouvelle »; Civis, « Restaurons l'armée nationale »; Ch. de Gaulle, « Forçons une armée de métier ».

(91) De Gaulle avait eu l'intention de publier cet article dans la R.M.F. mais le général Colson, sous-chef d'état-major de l'armée en refusa l'insertion (cf. la lettre de Colson, en date du 17 déc. 1934, publiée en « annexe » au t. 1 des Mémoires de P. Reynaud, *op. cit.*, p. 507. La R.H., probablement après une démarche de Paul Reynaud, publia cet article dans son fascicule du 12 janvier 1935.

Boncour. (92) Mais les réponses publiées dans *l'Aube*, bien que favorables en principe, laissaient percer chez la majorité des adeptes une conviction assez fragile. Ainsi, Champetier de Ribes admettait bien que des armées professionnelles étaient seules compatibles avec l'organisation de l'Europe — son idéal en politique étrangère — mais il s'inquiétait du péril qu'elles constitueraient pour les institutions démocratiques. (93) Monteilhet était favorable à l'abolition de la conscription mais à condition de la remplacer par une armée de métier *faible*. Marc Sangnier ne répondit que par des phrases creuses et par une référence à l'enseignement pontifical de Benoît XV qui avait condamné la conscription universelle. Le général Targe se déclarait « d'accord en théorie » mais objectait que la technicité des nouvelles armes n'impliquait pas nécessairement des professionnels, et que, d'ailleurs, on chercherait, en tout état de cause, à rétablir la conscription sous forme d'organisations paramilitaires, de sorte qu'on n'aurait rien résolu. Pierre Cathala ne se prononçait pas catégoriquement. Quant au colonel Mayer, il estimait que les armées de métier étaient « incontestablement » un « danger pour les institutions républicaines » ; d'ailleurs, en fervent douhétiste, il ne voulait ni d'armée de métier ni d'armée de conscription : « plus d'armée du tout », tout pour l'aviation ! Seuls le commandant Nachin, ami personnel de de Gaulle (94), et Philippe Serre (95), s'étaient pleinement ralliés aux thèses défendues par le propagandiste de l'armée de métier.

(92) De Gaulle envoya ses écrits à Paul-Boncour; celui-ci manifesta le désir de le connaître; la rencontre eut lieu, semble-t-il, à fin 1935/début 1936. Cf. Paul-Boncour, *Mémoires, op. cit.*, p. 218 et de Gaulle, *l'Appel*, p. 14.

(93) Par la suite, les démocrates populaires s'abstinrent de prendre position en faveur de l'armée préconisée par de Gaulle; notons qu'Ernest Pezet, député du Morbihan, inscrit au groupe des démocrates populaires, penchait également en faveur de l'armée de métier, mais craignait, en 1933, qu'il ne fut déjà trop tard (cf. *l'Aube* du 19 déc. 1933).

(94) Cf. colonel Lucien Nachin, *Charles de Gaulle, général de France*, éd. Colbert, Paris, 1944, 121 p. (l'exemplaire de la Bibliothèque Publique de Genève contient quelques additions et corrections de la main de l'auteur).

(95) Philippe Serre avait fondé vers 1930, avec Georges Izard et Jean Luchaire, un comité pour la suppression du service militaire obligatoire en France (cf. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30*, Paris, 1969, p. 125, note 5). En 1936, il défendit brillamment le projet de de Gaulle à la tribune de la Chambre des députés. Dans le même ordre d'idée, notons que le pacifiste Théodore Ruysen s'était prononcé, indépendamment de de Gaulle, en faveur de l'armée de métier en tant que facteur de désarmement (cf. son article, intitulé « Armée de métier et armée de conscription », *Cahiers de la Ligue des droits de l'homme*, 10 mars 1933, pp. 154-159).

On le voit, l'enthousiasme des personnalités interrogées n'était pas bien grand.

Cette enquête terminée, de Gaulle se tourna vers un autre journal catholique, mais de tendance diamétralement opposée. Ayant fait valoir, dans les colonnes du quotidien démocrate-chrétien de Francisque Gay, les avantages de l'armée professionnelle *comme facteur de détente internationale*, il s'associait maintenant à *l'Echo de Paris* pour y vanter les avantages de l'armée de métier *comme facteur de réarmement national*. *L'Echo de Paris* servait de porte-parole aux catholiques nationaux, dont le général de Curières de Castelnau, le « capucin botté », était le leader. Le nom de ce général était presque le symbole de l'offensive à outrance du type 1914. Nous ignorons si de Gaulle est personnellement entré en contact avec lui. Ce qui est certain, c'est qu'il reçut l'appui complet d'André Pironneau, rédacteur en chef et chroniqueur militaire attitré de *l'Echo de Paris*, qui passait, en outre, pour l'organe officieux de l'état-major. (96)

En janvier 1934, Pironneau déclenchait dans les colonnes de son journal une campagne de presse qui allait durer plus de douze mois, en faveur du projet conçu par de Gaulle. Passons sur les péripéties de cette action de propagande qui consista à utiliser toutes les occasions qui se présentaient pour réaffirmer la nécessité de l'armée de métier. (97)



En raison de l'entrée en lice de *l'Echo de Paris*, et vu certains liens qui rattachaient de Gaulle au maréchal Pétain, *Vers l'armée de métier* passa pour exprimer des vues quasi officielles. (98) Surtout que, dans l'été 1934, lors de la sortie de ce

(96) La Fédération nationale catholique était présidée par le général de Castelnau, aidé de Jean Le Cour Grandmaison; Pironneau et H. de Kérillis en étaient membres actifs.

(97) Cf. de Gaulle, *l'Appel*, *op. cit.*, pp. 12-13. Cf. principalement *l'Echo de Paris* du 11 janvier, 8 fév., 24 avril, 7 juin, 24 juin, 7 juillet 1934, 21 janv., 25 juin 1935.

(98) La *Revue militaire suisse*, (général X..., « chronique Française », R.M.S., juillet 1934, p. 363) relevait que de Gaulle était proche du maréchal Pétain, dont il avait été le chef de cabinet quelques années auparavant; même information dans les *Militärwissenschaftliche Mitteilungen*, 1935, pp. 479-480. En fait, de Gaulle avait fait partie du cabinet du maréchal comme « officier chargé de ses écritures et travaux person-

livre, une convergence semblait se dessiner entre les thèses qui y étaient défendues et que Pironneau propageait sans relâche, et la ligne politique de l'équipe ministérielle au pouvoir. En effet, le président du Conseil Doumergue n'avait pas encore déçu l'attente de ceux qui espéraient, après l'émeute du 6 février, voir un homme fort à la barre de l'Etat; Barthou, au Quai d'Orsay semblait, quant à lui, orienter la diplomatie française vers une action préventive et répressive à l'égard de la nouvelle Allemagne; et le maréchal Pétain, ministre de la Guerre, dissimulant son attentisme profond en se donnant l'air de préparer une décision, promettait publiquement de tout mettre en œuvre pour ne pas prolonger la durée du service militaire. (99)

Dans ces conditions, presque tous les milieux influents restèrent dans l'expectative. On évitait de se prononcer nettement pour ou contre un plan de réforme militaire lancé par un colonel inconnu, et peut-être cautionné par « le Maréchal ». La *Revue militaire française* se borna à indiquer que *Vers l'armée de métier* contenait des idées « intéressantes », encore qu'on « pourrait peut-être » lui « opposer quelques objections »;(100) la *France militaire* se montrait plus réservée, mais sans agressivité aucune. (101)

nels » (cf. la lettre ouverte de Loustau-Lacau au général de Gaulle, in *Le Monde* du 30 oct. 1954). Si l'on en croit le colonel Nachin, ami personnel de de Gaulle, le 10 mars 1934, « le maréchal eut, un instant, l'intention d'appeler de Gaulle auprès de lui, comme chef de cabinet, mais d'habiles manœuvres, ne faisant entrevoir que d'éventuelles successions, provoquèrent de sa part une abstention pleine de dignité (Nachin, *op. cit.*, p. 81). Rappelons que de Gaulle était attaché, depuis 1931, au Secrétariat général de la Défense nationale.

(99) Le 3 juillet notamment, le maréchal Pétain déclarait devant la Commission de l'armée de la Chambre : « En ce qui concerne la durée du service au cours des années creuses, je tiens à vous dire que nous prétendons rester dans le cadre de la loi d'un an, et qu'à moins d'événements nécessitant des mesures exceptionnelles de sécurité, une augmentation de la durée du service militaire ne sera pas envisagée » (les journaux). Pour pallier la diminution des effectifs, le maréchal entendait intensifier l'incorporation des militaires de carrière. Le 24 novembre, le général Maurin, successeur de Pétain à la Guerre, réitéra ces assurances sur le maintien de la loi d'un an. Pétain fit constamment la sourde oreille aux demandes de l'état-major de rétablir sans délai le service de deux ans. Cf. Weygand, *Mémoires, op. cit.*, II, pp. 422-424 et Gamelin, *Mémoires, op. cit.*, II, pp. 120-130.

(100) Cf. R.M.F., août 1934, pp. 264-265.

(101) Cf. « Armée de métier ou armée nationale », F.M., 27-28 mai 1934, p. 1. Cet éditorial anonyme, inspiré sans doute par Fabry, évoquait en conclusion la gravité de la situation internationale, raison suffisante en elle-même pour rejeter l'armée de métier. Le 8 juin, la *France militaire* publiait de larges extraits de *Vers l'armée de métier*;

La plupart des chroniqueurs militaires semblent avoir réagi au plan de Gaulle avec un certain embarras. Citons comme exceptions le colonel de La Rocque, qui avertit, dans le journal Croix de Feu *Le Flambeau*, du 1^{er} janvier 1934, que l'augmentation de la durée du service était inévitable et que le recrutement de spécialistes en vue d'éviter cette mesure n'était qu'un leurre (102); et en sens inverse, le capitaine Souchon qui admettait avec de Gaulle la nécessité de transformer complètement le système militaire français. (103) Mais ailleurs, on restait prudent. Dans le *Journal des Débats*, le général Duval, bien que très impressionné par les thèses du jeune colonel, avouait qu'il était moins utile de spéculer sur « la forme à donner à une armée de métier que de savoir si cette armée de métier [devait] être voulue »; il ne voyait qu'une certitude, « qu'il n'[était] pas possible de conserver sans changement notre état militaire actuel ». « Peut-être, ajoutait-il, l'organisation proposée par le colonel de Gaulle est-elle la seule qui nous [permettrait] d'échapper à une augmentation importante de la durée du service » ? (104) Dans le *Temps*, le général Baratier se ralliait à demi au projet de Gaulle mais en l'interprétant de manière si conservatrice qu'il n'apportait plus grand chose de neuf par rapport à l'organisation existante... (105)

Les chroniques militaires consacrées à l'armée de métier au cours des dix premiers mois de l'année 1934 trahissent une incertitude fondamentale, comme si ces auteurs, habitués à recevoir un mot d'ordre, s'étaient trouvés désarmés devant l'absence de prise de position officielle. Le manque de clarté qui s'y révèle, les réserves prudentes qui s'y font jour reflètent une profonde perplexité. (106)

le 31 octobre, le même journal notait qu'à la suite de ce livre, « de nombreux Français, civils et militaires, se sentent attirés par l'armée de métier »; à tort, vu l'impossibilité de juxtaposer ce système à celui de la nation armée. Cf. également F.M., 14, 17, 21 nov. 1934.

(102) La Rocque, « Controverses militaires », *Le Flambeau* du 1^{er} janv. 1934.

(103) Cf. *L'Ordre*, 24 juillet 1934, p. 1.

(104) Général Duval, *Journal des débats*, 16 mai 1934, p. 3.

(105) Cf. Général Baratier, *le Temps*, 8 mars 1934, 10 sept. 1934, 21 sept., 6 nov. 1934, p. 1.

(106) Outre les articles déjà cités, voir lieutenant-colonel Magne, « Devant l'Allemagne réarmée — faut-il créer une armée de métier ? » *Le Petit Journal*, 1^{er} déc. 1933; capitaine Nemo, « Armée, réveille-toi », *Vendémiaire*, 24 janv. 1934; général Madelin, « Allons-nous vers l'armée de métier ? », *Vendémiaire*, 13 juin 1934; général Madelin, « Les solutions rapides et nouvelles », *ibid.*, 22 août 1934; cf. encore la *Revue d'études militaires*, 1^{er} juillet 1934, p. 41.

Quant aux politiciens, d'ordinaire si pressés d'entrer dans l'arène, ils restèrent d'abord dans l'expectative, à l'exception des communistes. *L'Humanité* interpréta d'emblée la promesse du maréchal Pétain de ne pas allonger la durée du service actif grâce à l'engagement accru de spécialistes comme une mesure dictée par la peur d'armer le prolétariat : « La peur de l'armée populaire, liée aux masses, hante l'état-major », déclarait Vaillant-Couturier, en juillet 1934. « Plus la lutte des classes s'aggrave et plus il s'efforce de recruter, par voie d'engagement et de rengagement, les soldats dont il espère, par les avantages qu'il leur offre et par la longue séparation qu'il leur impose d'avec leur milieu d'origine, faire des instruments dociles ». (107)

Mais, début novembre 1934, le cabinet Doumergue fait place à une nouvelle combinaison ministérielle : Flandin à la présidence

(107) Vaillant-Couturier, « Obéissance passive et armée de métier », *Humanité*, 5 juillet 1934, p. 1.

Dans les *Cahiers du bolchévisme*, A. Mortier, spécialisé dans les questions militaires, avertissait dans le courant de l'été 1934 que l'état-major voulait les deux ans. « Il les veut, d'une part, parce qu'il est un moyen pour l'impérialisme français d'affirmer publiquement sa volonté de défendre ses privilèges par la force, de l'autre, parce qu'il est un facteur essentiel de son potentiel de guerre ». Selon Mortier, l'armée avait besoin de spécialistes, mais leur recrutement par engagements coûtait trop cher; il était donc inutile d'opposer la politique des effectifs à celle du matériel. Les deux ans était un moyen économique d'en recruter (A. Mortier, Le service de 2 ans et la lutte contre la guerre, *Cahiers...*, 15 juillet-1^{er} août 1934, pp. 880-885). Peu après, Mortier évoquait le problème des soldats de métier, issus pour la plupart des classes laborieuses et rappelait la tactique définie à leur égard par la conférence de juin 1934 du PCF : mener une grande campagne d'agitation dans les casernes « en tenant compte de la haine des soldats envers Hitler, en dépouillant cette haine de son enveloppe chauvine, en la dirigeant contre les hitlériens nationaux de France, en démasquant les fascistes, tels que Taittinger, de La Rocque, Hervé, Coty, Daudet, et tous leurs colonels comme ennemis du peuple français ». Il fallait leur expliquer simplement « que la défense de la patrie n'est que la défense des coffres-forts », leur faire comprendre « que la guerre de demain ne saurait être une guerre « défensive », mais une guerre offensive de marchands d'esclaves pour la conquête de nouveaux esclaves et la répartition de nouvelles richesses ». Sans se cantonner sur ce terrain idéologique, il fallait encore lier cette action psychologique en défendant « les intérêts économiques et politiques de ces couches : liberté de presse, de réunion, d'organisation, cela intéresse peu l'engagé, tandis qu'il est sensible à la mauvaise nourriture » (A. Mortier, Tempête dans les camps de l'armée bourgeoise », *Cahiers...*, 15 sept. 1934, p. 1085). A noter cependant que dans *Notre Temps* du 14 mars 1934, p. 1, Pierre Brossolette, parlant de la campagne de Pironneau déclarait que l'état-major voulait autre chose : « Les périphrases de M. Pironneau ne peuvent [...] que masquer la volonté déterminée qu'ont nos chefs d'obtenir le service de 18 mois ou de deux ans ».

du Conseil, Laval aux Affaires étrangères, Maurin à la Guerre. A partir de cette date, l'état-major français, pressé par l'imminence des classes creuses et par le réarmement allemand, dévoile plus ouvertement son désir de voir rétablir au plus tôt « les deux ans », cependant que *l'Echo de Paris* préconise et « les deux ans » et l'armée de métier.

Jusqu'alors Léon Blum avait gardé un mutisme prudent. N'avait-il pas senti, comme il l'avouait lui-même, « dans les débats de notre Parti [...] une certaine tendance à revenir sur les idées d'armée nationale et de milices, et un sourd attrait vers les armées de métier » ? (108) D'où probablement son silence au cours de l'été. Mais maintenant, c'en était trop. « On avait pu supposer, tous ces derniers temps, lançait-il le 28 novembre 1934 en première page du *Populaire*, que les grands chefs et ceux qui les mènent restaient assez indifférents à la durée du service militaire. Leur manœuvre véritable paraissait tendre plutôt vers l'accroissement des effectifs volontaires et professionnels, ou plutôt vers la création d'une armée de métier. Aujourd'hui tout est clair. Les grands chefs et ceux qui les mènent veulent à la fois l'un et l'autre. » (109) Ainsi, la neutralité socialiste face au projet de réorganisation militaire s'expliquerait par un certain flottement au sein du parti, provoqué par l'espoir qu'une armée de métier permettrait, au moins, d'éviter cette mesure si impopulaire : la prolongation du service obligatoire. Mais ne voilà-t-il pas que l'état-major prétendait gagner sur les deux tableaux ? A la vérité, ce dernier était foncièrement hostile au projet du lieutenant-colonel de Gaulle, tant pour des raisons doctrinales que d'opportunité politique. Sans doute fit-on savoir à Léon Blum qu'il se trompait. « On me dira peut-être, écrivait-il dans un nouvel éditorial, que je prends trop au sérieux tel ou tel livre d'officier, ou tel ou tel article de journaliste ». (110) L'objection lui a certainement été faite et Blum a dû se douter que de Gaulle et Pironneau ne parlaient pas forcément au nom

(108) Léon Blum, « A bas l'armée de métier », *Populaire*, 1^{er} déc. 1934.

(109) Léon Blum, « Soldats et armée de métier », *Populaire*, 28 nov. 1934. Le leader socialiste déclara dans le même sens à la Chambre des députés, deux semaines plus tard, que « les cercles de la haute armée [...] visiblement, essayent de pousser ce pays vers une armée de métier à long terme, une armée de choc et de vitesse, une armée cuirassée et blindée, ne supprimant pas l'armée du contingent mais la rejetant derrière elle, à un plan subalterne, et dont le double péril, sur le plan national, comme sur le terrain international, ne peut échapper à personne » (séance du 18 déc. 1934, J.O., p. 3315).

(110) « Vers l'armée de métier », *Populaire*, 30 nov. 1934.

de la hiérarchie. Qu'importe ! L'armée professionnelle pouvait devenir le mot d'ordre de demain, dans les milieux militaires. Et si certains socialistes se montraient perméables aux idées de de Gaulle et croyaient qu'une armée de qualité française comblerait le handicap démographique national par rapport à l'Allemagne, n'était-il pas habile, sur le plan politique, de rallier ces hésitants en accusant ces Messieurs de l'état-major de vouloir tout à la fois : « le matériel pour les hommes et les hommes pour le matériel » ? (111) Léon Blum reprochait, d'autre part, aux conceptions gaulliennes de s'écarter des dogmes admis, de ne plus concevoir la guerre « selon les thèmes officiels répétés depuis 15 ans par tous les hommes d'Etat français, quels qu'ils fussent, c'est-à-dire comme une défense du sol, rassemblant toutes les forces de la nation poussées à bout, après l'échec de toutes les procédures qui auraient pu enrayer l'agression ». En effet, la « mission de l'armée de choc et de vitesse, sa raison d'être, c'est de partir tout de suite, au premier signe, après une déclaration de guerre brusquée, de façon à prévenir l'attaque; c'est de la porter hors de France. Tout dépend de la rapidité de son entrée en action. Comment le temps serait-il réservé pour le jeu des instances internationales, pour la détermination de l'agression ». (112)

De décembre 1934 à mars 1935, l'état-major intensifie sa campagne en faveur des deux ans, qu'il voudrait voir rétablir avant la libération de la fraction de classe sous les drapeaux. Il s'agit pour lui d'entrer sans à-coup dans la période des classes creuses. Ce faisant, il n'a pas envie de voir l'attention du public détournée par la formule de l'armée de métier. Les chroniqueurs militaires préparent donc activement l'opinion publique à la décision qui sera prise et font discrètement savoir que la période d'attente est révolue et que la solution préconisée par le colonel de Gaulle est utopique.

L'opposition de gauche manifeste alors avec force contre la décision imminente. Toutes les formes d'agitation se déploient pour protester contre le dessein de l'état-major et contre le danger de guerre. Aux premiers mois de 1935, la lutte pour et contre les deux ans atteint son point culminant. Le Comité central du parti communiste propose aux socialistes l'unité d'action des travailleurs dans ce but. Son mot d'ordre : « orga-

(111) Cf. L. Blum, *Populaire*, 7 déc. et 16 déc. 1934, p. 1.

(112) *Populaire*, 1^{er} déc. 1934. Cf. également les numéros du 7 déc. 1934 et du 16 déc. 1934.

niser des réunions d'unité d'action, faire circuler les listes de pétition [...]; appeler toutes les organisations ouvrières et tous les groupements hostiles aux deux ans à constituer de puissants comités populaires » dans le but de « faire reculer le gouvernement et l'état-major, [de] défendre nos fils et nos frères qui sont dans nos casernes et [de] dresser le peuple de France en un vaste front populaire contre les fauteurs et profiteurs de guerre, contre les deux ans et contre toute prolongation du temps de service ». (113)

Il s'agissait là d'un combat essentiellement politique. Mais le parti socialiste ne pouvait pas justifier son refus des deux ans par des arguments seulement idéologiques. Ne rejetant pas *a priori* le devoir de défense nationale en régime capitaliste, il lui était difficile de ne pas se placer aussi, dans une certaine mesure, sur le plan technique. Pas question de se rallier à l'armée de métier qui, depuis la fin de l'été 1934, ne se présentait même plus comme un moyen d'éviter les deux ans mais comme un programme ultra-militariste. Il ne restait plus à la direction du parti socialiste qu'à se faire l'avocat du *statu quo*. Devant l'impossibilité d'utiliser l'ancienne distinction *qualité-quantité* pour refuser les deux ans, elle en vint à reprocher à l'état-major de s'écarter des conceptions stratégiques qui étaient précisément les siennes.

Marcel Bidoux, présenté par Léon Blum comme une compétence, dénonça publiquement dans le *Populaire* l'erreur de l'état-major, lequel n'appréciait « évidemment pas avec assez d'exactitude la puissance redoutable » du feu défensif et oubliait « les leçons de la guerre » de 1914-1918. « Dédaignant les armes automatiques », il avait le tort d'accorder sa faveur aux engins blindés, les croyant capables « de remplacer depuis la reconnaissance avancée à cheval jusqu'à la vague d'assaut de l'infan-

(113) Cf. le *Populaire* du 14 mars 1935, p. 4 et l'*Humanité* du 16 mars. Voir encore le compte rendu du grand meeting de protestation contre les deux ans organisé à Saint-Denis, avec la participation de Doriot, en réponse à l'appel du Comité de vigilance antifasciste et de l'Union des femmes contre la guerre, *Populaire*, 7 mars 1935, p. 3; voir la protestation contre la campagne en faveur des deux ans de la Ligue des droits de l'Homme, *Cahiers*, p. 147, 10 mars 1935; cf. la motion du Conseil national de la Jeune République, publiée dans le *Populaire* du 12 mars 1935, p. 3 et dans *Jeune République* du 17 mars 1935; cf. encore le manifeste du Comité national de lutte (Amsterdam-Pleyel), *Humanité* du 15 mars 1935, la motion de l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC), *ib.*, 15 mars 1935, celle des Jeunesses laïques et républicaines, *le Peuple*, 17 mars 1935, du Comité confédéral de la C.G.T., *ib.*, 19 mars 1935, de nombreux écrivains, dont Aragon, Barbusse, Eluard, Malraux, Soustelle, in *Commune*, avril 1935.

terie », alors que « chacun » devait « savoir, cependant, que ces engins subiraient le même sort que l'infanterie et la cavalerie. Surtout [...] à une époque où les armées disposent d'armes défensives légères que l'ennemi peut aisément se procurer et qu'il soustrairait facilement à notre regard ». (114)

*
**

En mars 1935, au moment où les socialistes accusaient l'état-major de vouloir l'armée de métier en plus des deux ans et de nourrir des conceptions stratégiques en contradiction avec les leçons de la Grande Guerre, le maréchal Pétain sortit enfin de son silence. Dans un article très remarqué, paru en supplément à la livraison du 1^{er} mars 1935 de la *Revue des deux Mondes*, il donnait enfin le mot d'ordre. Pas question, disait-il, « de changer les principes sur lesquels repose notre système militaire. Les luttes modernes impliquant la mise en œuvre de la totalité des ressources des peuples, notre défense nationale doit être établie sur le principe de la nation armée. Cette conception répond exactement à l'état politique et social d'une nation dépourvue de toute ambition territoriale et qui n'a d'autre but que la sauvegarde de notre patrimoine. Elle demeure intangible ». (115) Toutefois Pétain reconnut implicitement qu'étant ministre, il n'avait pas été hostile à la formule de l'armée de métier, puisqu'il avouait qu'« avec le désir d'épargner au pays une augmentation de ses charges, on s'[était] efforcé, en 1934, de mettre tout en œuvre pour améliorer le rendement de la loi du recrutement en vigueur, dans l'espoir qu'elle suffirait à assurer la sécurité du pays. Cet espoir, ajoutait l'ancien ministre,

(114) Cf. Marcel Bidoux, « La menace des deux ans », *Populaire* du 9 mars 1935, p. 2; du même, « La fortification des frontières », *ibid.*, 10 mars 1935, p. 1; cf. également Pierre Haxo, « Avant la loi des deux ans. Que vaut au juste l'armée française ? » *Populaire*, 2 mars 1935, p. 4, et *ibid.*, p. 1, un article de M. Bidoux, « Les responsabilités de l'état-major ».

Il faut noter que l'historien américain John Marcus a interprété ces articles de Bidoux et Haxo en faisant un *contre-sens total* et a commis une erreur monumentale, que l'on trouve souvent colportée ailleurs, en affirmant que les socialistes ont été parmi les premiers avocats des conceptions de de Gaulle. Voir John Marcus, *French socialism in the crisis years, 1933-36*, New York, 1958, pp. 111-112.

(115) Maréchal Pétain, « La sécurité de la France au cours des années creuses », R.D.M., 1^{er} mars 1935, (paginé à part, l'article ayant été inséré au dernier moment dans la livraison de mars de la Revue),

était permis vers le milieu de 1934. Il se trouve actuellement déçu, en raison d'une part, de l'échec de notre propagande en vue d'accroître dans la mesure du possible les engagements et les rengagements, en raison, d'autre part, de l'évolution de plus en plus accélérée du réarmement de l'Allemagne ». (116) Toujours selon Pétain, au cours des deux dernières années, on n'avait pas réussi à recruter le dixième des spécialistes prévus par la loi du 15 mai 1933; même au prix de sacrifices financiers importants, le plafond d'engagés volontaires ne dépasserait jamais 30 000 à 40 000 hommes en France; le maximum atteint avait été de 31 000 en 1931, chiffre qui était tombé à 22 000 en 1934. (117)

Dans cette même revue, un porte-parole de l'état-major avait déjà déclaré, fin 1934 : « On a souvent prôné, comme remède à la crise des effectifs, la constitution d'une armée de métier : l'impitoyable verdict des chiffres ne laisse de cette idée qu'un peu de fumée ». (117 bis) Le général Duval indiquait pour sa part, dans le *Journal des Débats*, qu'il était illusoire de prétendre combler l'affaiblissement militaire causé par les classes creuses en recourant à une politique d'engagements volontaires; « de fait, observait-il, sur les 15 000 spécialistes prévus [par la loi du 15 mai 1933], il n'a pu être recruté jusqu'au 1^{er} décembre 1934 que 900 environ. Personne ne peut donc croire à la possibilité d'une pareille solution »; quant aux simples engagés servant dans le rang, il en faudrait au minimum 70 000, ce qui était exclu d'avance. (117 ter) En sens inverse, Emmanuel Berl prétendait, citant P.O. Frossard, que si on l'avait vraiment voulu, on aurait pu « recruter 80 000 mercenaires » pour éviter les deux ans. (118) Un article de Juvenal, signé général B...,

(116) *Ibid.*, p. XV.

(117) *Ibid.*

(117 bis) XXX, « Contre l'attaque brusquée », R.D.M., 15 déc. 1934, p. 763.

(117 ter) Général Duval, « Nécessité du service militaire de deux ans », *Journal des Débats*, 9 janv. 1935, p. 3. Cf. également : général Barrard, « Toujours le service de deux ans; le nombre et la qualité », *L'Ordre*, 4 mars 1935, p. 1; général Duval, « Pour les deux ans, plus de discussion possible », *Journal des Débats*, 6 mars 1935, p. 3; J. Frontière, « La durée du service militaire », *Dépêche de Toulouse*, 12 mars 1935, p. 1; éditorial de Alfred Silbert, *L'Ordre* du 16 mars 1935, p. 1; général Barrard « Autour du Service de deux ans, les échappatoires et les rêves », *la Liberté*, 23 mars 1935, p. 3; Masson-Forestier, « Face à l'Allemagne : armée nationale ou armée de métier ? », *L'Homme libre*, 21 et 24 août 1935, p. 1.

(118) E. Berl, « Silence aux démagogues », *Marianne*, 6 mars 1935, p. 1.

affirmait de même : « N'en déplaie au vieux maréchal, je persiste à penser que la politique du matériel doit primer celle des effectifs à tout prix. Voilà pourquoi je suis contre les deux ans. » (118 *bis*) Cependant, à part de très rares exceptions, le verdict du maréchal Pétain ne fut pas contesté publiquement; son intervention eut valeur de chose jugée, surtout pour les militaires.

*
**

Attaqué par l'opposition de gauche comme une dangereuse lubie de l'état-major, et déclaré parallèlement utopique par un haut commandement qui eut l'habileté de ne pas se laisser entraîner dans une polémique où il aurait fatalement laissé des plumes, le « système de Gaulle » alla au devant de l'échec.

Le débat sur l'armée de métier s'était politisé à la fin 1934, lorsque de Gaulle avait vu son système publiquement attaqué par la gauche au moment même où l'état-major marquait, discrètement, son désaveu à son égard. De Gaulle chercha à sortir de cet étau et voulut amplifier son appel à l'opinion publique. Faute de pouvoir s'exprimer sur les antennes de la radio, (118 *ter*) comme il semble l'avoir désiré, faute aussi de pouvoir défendre ses conceptions dans les colonnes d'une revue d'état-major, (119) il multiplia ses contacts avec des journalistes (120) et des hommes politiques. Il était déjà en rapport

(118 *bis*) Général B..., « Le service de deux ans », *Juvénal*, 6 mars 1935, p. 1.

(118 *ter*) Cf. Nachin, *op. cit.*, p. 78.

(119) Le général Colson, sous-chef d'état-major de l'armée, refusa à de Gaulle, par une lettre du 17 décembre 1934, l'autorisation de publier dans la R.M.F. son article : « Comment faire une armée de métier »; cf. P. Reynaud, *Mémoires*, I, annexe V, p. 507. On remarquera d'autre part que tous les écrits de de Gaulle relatifs à l'armée de métier ont paru sans mention de grade.

(120) De Gaulle avait, en la personne de Rémy Roure, qui tenait dans *le Temps*, sous le pseudonyme de « Pierre Fervacque », la chronique sociale et syndicale, un fervent admirateur. Roure et de Gaulle avaient été co-détenus, à la fin de la guerre, au fameux Fort IX à Ingolstadt. Voir à ce propos la brève évocation de ce souvenir par Fervacque, dans les comptes rendus de *Vers l'armée de métier* (*Temps*, 15 juin 1934, p. 2) et de *La France et son armée* (*ibid.*, 12 nov. 1938, p. 3); cf. également le compte rendu du *Fil de l'Epée* par le même *ibid.*, 24 sept. 1932, p. 4). De Gaulle entra encore en rapport avec un autre journaliste du *Temps*, Edmond Delage, si l'on en croit Lacouture (*De Gaulle*, Paris, 1965, p. 44). Jeune journaliste, Raymond Cartier fut présenté à de Gaulle dans les salons de *l'Echo de Paris*, (Cf. *Paris-Match*,

avec des groupes monarchistes comme le Cercle des Affinités françaises (121) et le Cercle Fustel de Coulanges (122) et y fit sans doute des recrues. Mais dans ce milieu qui lui était le plus naturel, son action de propagande se trouva contrariée par le général Weygand (123), ainsi que par les préjugés cavaliers en honneur dans l'Action Française. Des raisons de doctrine en politique étrangère empêchaient de surcroît la droite monar-

nov. 1970, n° 1124, p. 48) et il y eut probablement d'autres rencontres du même genre. L'ancien correspondant à Paris du *Manchester Guardian*, quant à lui, révéla en 1940 dans un article consacré à de Gaulle que Lucius, le gérant de la librairie Berger-Levrault située en face du ministère de la Guerre, lui avait fait lire à l'époque *Vers l'armée de métier* et lui avait confié que l'état-major n'en appréciait pas les idées : « ... read this, he said to me one day, in 1934. it is important. *De Gaulle, c'est un type très fort.* — I confessed I had never heard of him. — He works over here, said Lucius, pointing to the war office and added in a half whisper : « Oh, but they don't like him there ! He is too damned independent-minded » (*Manch. Guardian*, 8 nov. 1940). Lucius a sans doute fait d'autres adeptes.

(121) Le 19 décembre, de Gaulle était l'invité d'honneur d'un dîner-débat organisé aux Champs-Élysées, sur le thème « Service de deux ans ou armée de métier », organisé par ce cercle monarchiste dont l'animateur, ancien Saint-Cyrien, avait été dans sa jeunesse l'un des élèves du père de de Gaulle. A remarquer que Weygand, habitué de ces dîners, boycotta cette réunion. Cf. G. Raissac, *Un soldat dans la tourmente* (biographie de Weygand), Paris, 1963, p. 86.

(122) Le Cercle Fustel de Coulanges patronna en février 1935 trois conférences du colonel de Gaulle à la Sorbonne, sous l'égide de la Société d'histoire de la guerre. Il y parla non de l'armée de métier mais de « l'action de guerre » et du « commandement ». Notons en passant que cette intrusion de l'armée en Sorbonne causa des remous et fut violemment dénoncée par le Comité de Vigilance antifasciste comme devant préluder à la militarisation de l'Université. Le professeur P. Renouvin, qui présida la première de ces conférences, paraît avoir ignoré quels étaient les instigateurs réels de cette série de conférences. Cf. « Les conférences militaires à la Sorbonne », A.F., 2 fév. 1935, p. 3, 4 fév. 1935, p. 2; « Au jour le jour, l'armée à la Sorbonne », *le Temps*, 5 fév. 1935, p. 4; « Les militaires à la Sorbonne », *Je suis partout*, 16 fév. 1935, p. 3; « L'armée à la Sorbonne », *Vigilance*, 25 fév. 1935, p. 5 (toute une page consacrée à cette affaire); *Esprit*, 1^{er} mars 1935, p. 991; cf. *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, mars 1935, p. 39. Cf. encore les explications de la *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, avril 1935, p. 207 et *ibid.*, oct. 1935, pp. 402-403; cf. la R.M.S., chronique française du général X..., mars 1935, pp. 130-133; cf. la lettre de de Gaulle, du 12 mai 1934, à l'un des organisateurs, parue dans les *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, nouvelle série, déc. 1953, pp. 33-34, mentionnée par E. Weber, *op. cit.* — Le doyen Renouvin nous a indiqué avoir ignoré jusqu'à ce jour que le Cercle Fustel de Coulanges avait été à l'origine de cette manifestation.

(123) Cf. Xavier Vallat, *Le nez de Cléopâtre*, Paris, 1957, p. 189; Pertinax, *Les Fossoyeurs*, t. 1, pp. 29-30. A noter aussi que selon Conquet, *L'énigme*, *op. cit.*, p. 33, Pironneau serait venu trouver en janvier 1935

chiste d'adhérer sans réserves aux postulats gaulliens. On connaît la répugnance de celle-ci à cette époque envers les engagements internationaux de la France et sa méfiance profonde à l'égard de tout ce qui pouvait entraîner le pays dans une expédition punitive contre l'Allemagne hitlérienne. A l'armée préventive et répressive du colonel de Gaulle, elle opposera l'idée d'une armée de contre-attaque, opérant en arrière de la Ligne Maginot.

Le 9 mars 1935, au terme d'une longue « Enquête sur le service de deux ans », ouverte dans l'*Action Française*, le général de Partouneaux indiquait aux lecteurs, en guise de conclusion, ce qu'il fallait retenir des propositions de Gaulle, qui avaient été évoquées à plusieurs reprises par les personnalités interrogées. (124) « Les grandes unités à base de chars, déclarait-il, sont le complément indispensable de notre système fortifié. Quelle que soit la valeur de ce système, il faut prévoir l'éventualité de ruptures, par endroits, sous la pression ennemie. Il faudra conduire alors une rapide et vigoureuse contre-attaque. [...] Bien que notre politique nous oblige à la défensive au début d'une campagne, il ne nous sera pas possible de garder cette attitude, qui nous condamnerait inéluctablement à la défaite. Il nous faudra saisir les occasions favorables pour reprendre la direction des opérations. Les grandes unités mécaniques formeront le premier échelon de nos forces en menant la contre-attaque et en allant occuper les territoires où se déroulera la manœuvre ». Quant aux soldats de métier, il convenait d'en recruter davantage, mais en vue d'étoffer la future armée de deux ans et pour avoir « les spécialistes dont ne peut plus se passer une armée moderne ». (125)

Le 10 novembre 1934, H. de Trézène, mentionnant pour la première et, croyons-nous, la dernière fois le nom de de Gaulle

le chef d'état-major du maréchal Pétain pour savoir ce que le maréchal pensait des idées de de Gaulle; on lui aurait répondu qu'il y avait peu de chances de le voir adopté par l'Assemblée nationale.

(124) Du 10 février 1935 au 7 mars 1935, Hubert de Lagarde (= H. de Trézène ?) publia dans l'*Action Française* une « Enquête sur le service militaire de 2 ans », à laquelle participèrent notamment le sénateur Lémery, le Comte de Blois, les généraux Niessel, Mordacq, Pâquette, Brécard et Duval. Tous se déclarèrent pour les deux ans et l'armée de métier si possible.

(125) Déclaration du général Partouneaux, A.F., 9 mars 1935, p. 3. Robert Poulaine, dans *le Temps* (« Trois mois avec l'armée française », *le temps*, 8 août 1935, p. 6) conclut à peu près de la même façon une enquête du même genre.

dans le cadre de sa chronique militaire de l'*Action Française*, avait indiqué déjà ce qui le séparait des conceptions gaulliennes :

« Pour l'action de force, de rupture, avec l'appui de l'artillerie, mais d'une artillerie modernisée, automotrice [...], l'infanterie demeurera souveraine. Mais dès qu'elle atteindra le terrain libre, elle lâchera ses réserves de cavalerie blindée, *en exploitation*, parce que, d'ailleurs, elle ne pourrait plus, à ce moment, progresser sans danger.

Nous nous élevons en ceci contre les conceptions du lieutenant-colonel de Gaulle qui ont fait tant de bruit, d'une masse motorisée et blindée de six divisions, "apte à créer l'événement". Pas dans la guerre de masses qui deviendra rapidement guerre de positions très forte. [...] Le rétablissement des situations difficiles et la curée, voilà les rôles du blindage dans la guerre des masses. C'est le rôle d'une réserve, d'une arme spéciale, de la cavalerie. » (126)

Cette thèse sera répétée trois ans plus tard par « Video », de l'*Action Française*, à l'encontre de Paul Reynaud, lequel venait de faire paraître *Le problème militaire français*, où étaient reprises les principales idées stratégiques du colonel de Gaulle. « Video » se prononçait en faveur d'une armée motorisée de contre-attaque, disposée en réserve, derrière la Ligne Maginot. « Ces corps mécaniques, écrivait-il, n'iront pas, comme le pense M. Paul Reynaud, livrer à l'aventure, en pays ennemi, une bataille *offensive* dont ils sont absolument incapables. Mais, suivant les propriétés véritables du char et de la mécanique terrestre, ils seront les irremplaçables "chiens de garde" de la frontière, en attendant la victoire et l'heure d'être la meute lancée à la curée. » (127)

(126) H. de Trézène, « Canon, char et cavalerie, l'ultime recours contre la guerre d'enfer », A.F., 10 nov. 1934, p. 5. Cf. également *supra*, pp. 177 et ss. Il est symptomatique que le seul monarchiste à avoir fait campagne en faveur du système de de Gaulle, Jean Le Cour Grandmaison, venait de la *Marine*.

(127) Video, *L'armée et la politique* (préface du colonel Larpent), Librairie d'Action Française, Paris, 1937, p. 73 et *passim*. — Le pseudonyme de Video apparaît en 1937 et 1938 dans la page militaire de l'*Action Française*, et ce livre était une mise en forme et un développement d'articles parus dans ce journal. Selon l'historien principal de l'*Action Française* (Weber, *op. cit.*, p. 424), il pourrait s'agir du colonel Bouvet. — Cf. encore : Video, « La Belgique, inévitable champ de bataille », in *Notre Prestige*, 25 mai 1938 (revue dirigée par Loustanaul-Lacau), mentionné par J.-R. Tournoux, *Pétain et de Gaulle*, Paris, 1964, p. 164. Tournoux ajoute que l'on aurait soupçonné à l'époque que de Gaulle se cachait sous ce pseudonyme (*ib.*). Si l'information est exacte,

Pas question, pour une armée de choc française, de prendre l'initiative des opérations. La stratégie française devait être défensive, non pour des raisons sentimentales ou démocratiques, mais à cause de sa faiblesse relative. « Il n'est pas de politique qui puisse nous imposer, au mépris de toute loi militaire et logique, l'attaque du faible au fort, l'offensive contre l'Allemagne. Tout système d'alliance capable de nous entraîner dans pareille aventure est une absurdité stratégique. D'autant que, de toutes les techniques de guerre, la technique offensive est à coup sûr la moins au point, la plus onéreuse en hommes, en matériel et en argent. » (128)

Ainsi, alors que de Gaulle et Reynaud préconisaient le corps blindé comme instrument de la politique extérieure française, « Video » et, en général, l'*Action Française*, admettaient le bien-fondé de la stratégie défensive française; cependant ils reprochaient à la doctrine officielle d'être défensive jusqu'au bout des ongles, de tout miser sur la Ligne Maginot et de ne pas envisager le passage à la contre-offensive.

Le général Weygand exposera, en 1937, des conceptions très voisines mais en se montrant davantage conscient du manque de parallélisme entre possibilités allemandes et françaises : La Wehrmacht possédait des effectifs nombreux et un matériel de premier ordre; grâce à ses autostrades, grâce à son haut degré de motorisation, et depuis le 7 mars 1936, grâce à la suppression du glacis rhénan, le Reich serait en mesure d'effectuer une offensive brusquée contre la France soit en entamant la barrière fortifiée française, soit en la débordant par les territoires voisins. Une telle opération, « menée avec des effectifs relativement faibles », serait certainement suivie, « et peut-être sans désenparer », d'une « irruption de masses, dont l'objet sera de franchir la porte ouverte pour inonder le territoire ennemi ». Pour parer à cette éventualité, Weygand écartait l'idée d'une armée française de contre-attaque, équipée d'engins de guerre puissants et composée de soldats de métier, bref : une nouvelle version du plan de Gaulle. Car ce serait couper l'armée en deux : « en arrière de cette armée d'élite, se représente-t-on ce que serait la pauvre armée du contingent ? » (129).

il doit s'agir d'une assimilation hâtive, à l'instar de ce qui s'est passé pour H. de Trézène, fondée sur les points de convergence entre ces deux auteurs et sans comprendre les profondes divergences qui existaient.

(128) Video, *op. cit.*, p. 59; cf. également *ibid.*, pp. 57-62.

(129) Général Weygand, « L'unité de l'armée », R.M.G., janv. 1937, pp. 15-19.

Mais revenons en 1934-1935. A cette époque, de Gaulle faisait aussi partie du groupe bigarré qui se réunissait les dimanches matin chez le lieutenant-colonel en retraite Emile Mayer (130). Là, il put rencontrer un certain nombre de personnalités parisiennes et les entretenir de son système. L'admiration avec laquelle son livre fut accueilli dans ce cercle n'allait pas toujours sans réserves expresses quant au fond. Le maître de céans n'avait-il pas son système propre, plus exclusif que l'autre ? L'apôtre de Douhet et le disciple de von Seeckt avaient un point commun dans leur opposition aux conceptions en vigueur dans l'Armée mais, doctrinalement, ils étaient rivaux. Mayer, dont nous connaissons les convictions « aérochimiques », apporta plusieurs fois la réplique au jeune colonel (131). Il le félicitait d'avoir écrit un livre brillant, mais ajoutait que le scénario en était malheureusement truqué, les réactions ennemies n'ayant pas été prises en considération. Mayer fut particulièrement explicite dans un article paru à la fin de mars 1935 dans le journal de tendance radicale *la Lumière*. La France, écrivait-il, battue d'avance dans la course aux effectifs contre l'Allemagne, devrait miser sur autre chose que la prolongation du temps de service. Or la solution ne saurait résider dans la formule d'une simple armée de métier, ainsi que le propose le colonel de Gaulle dans son « livre si remarquable et si justement remarqué ». Pouvaient-on « penser sérieusement à jeter ces six divisions en plein

(130) Cf. Jean Auburtin, *Le colonel de Gaulle, op. cit.*, pp. 9-10; Jacques Isorni, *Quand j'avais l'âge de raison*, Paris, 1966, p. 264. Mayer était une des bêtes noires de l'*Action Française*. Le colonel Larpent se mit en devoir de rappeler à ses lecteurs (A.F., 10 mars 1935, p. 1) que Mayer s'était distingué dans l'affaire Dreyfus; alors qu'il était chef d'escadron, en 1899, il fut mis en non-activité mais en 1908, la *Ligue des droits de l'homme* obtint réparation en sa faveur. Il fut alors nommé au grade de lieutenant-colonel (de territoriale) et reçut la rosette d'officier de la Légion d'honneur. Ajoutons que Mayer avait beaucoup d'entregent : avant la Grande Guerre, il écrivait dans la *Bibliothèque universelle* de Lausanne, après la guerre, il publia des chroniques dans la *Revue Militaire Suisse*; il était en correspondance avec Liddell Hart comme avec Roger Martin du Gard (Cf. R. Martin du Gard à Jean-Richard Bloch, du 30 janv. 1930, in : *Europe*, sept. 1964, p. 59 et Liddell Hart, *Mémoires*, I, p. 274).

(131) Cf. lieutenant-colonel Emile Mayer, « La guerre aérochimique. Ni armée de métier, ni service obligatoire ». *Notre Temps*, 10 oct. 1934, p. 2; « Le retour au service de deux ans, gaspillage d'hommes et d'argent... », *La Lumière*, 16 fév. 1935, p. 3; « Le retour au service de deux ans. Les conditions de la guerre ne sont plus aujourd'hui ce qu'elles étaient il y a vingt ans », *l'Œuvre*, 8 mars 1935, p. 1; « Les doctrines du haut-commandement nous mènent au service de 3 ans », *La Lumière*, 16 mars 1935, p. 1.

territoire ennemi, à l'allure de 50 lieues par jour ? Vous vous rappelez cette phrase du colonel de Gaulle : " *une grande unité, levant le camp au point du jour, sera le soir à 50 lieues de là* ". (Et 50 lieues, c'est la moitié de la distance de Trèves à Paris !) Voyez-vous cette poignée d'hommes lancée au milieu de populations hostiles, loin de sa base, avec des lignes de communications fragiles et dont il lui serait impossible d'assurer la garde ? » Une attaque blindée devra donc être suivie par les gros effectifs d'une armée nationale... Et considérant la situation sous l'angle inverse, Mayer observait que la Ligne Maginot exposait la France à une attaque par la Belgique. Or « ni les 100.000 hommes du colonel de Gaulle, ni les 600.000 hommes [au maximum] que la nouvelle loi va nous donner, ne seront en état, à eux seuls, d'arrêter la ruée. C'est par millions que les combattants devront accourir, mettant à profit les véhicules motorisés dont nous disposerons. A moins qu'on ne renonce aux armées (dont les uns réclament la quantité alors que d'autres mettent leur espoir dans la qualité) et qu'on recoure à l'aérochimie » (132).

Chez Emile Mayer, de Gaulle fit la connaissance d'un jeune avocat, Jean Auburtin, qui devint son principal mentor politique (133). Celui-ci lui arrangea une entrevue, en décembre 1934, avec un de ses collègues du barreau, Paul Reynaud, député de Paris, qui accepta, on le sait, de porter au Palais-Bourbon le système du colonel (134). Auburtin mit encore de Gaulle en rapport avec certains jeunes socialistes qu'il fréquentait : Léo Lagrange, Marcel Déat, notamment, qui se montrèrent intéressés par l'armée de métier (135). Mais le premier, par loyauté envers le leader de la S.F.I.O., refusa d'entrer en ligne. Le second, qui venait de rompre avec Léon Blum pour fonder le parti « néo-socialiste », accepta d'abord de le faire. De Gaulle semble avoir particulièrement compté sur le concours de Déat, mais celui-ci lui faussa bientôt compagnie, attiré qu'il fut, raconte

(132) Cf. E. Mayer, « Nous sommes battus d'avance dans la course aux effectifs », *La Lumière* du 23 mars 1935, p. 3.

(133) Auburtin, *op. cit.*, pp. 9-10.

(134) *Ibid.*, pp. 24-26 et Reynaud, *Mémoires, op. cit.*, I, pp. 420 et ss.

(135) Auburtin, *op. cit.*, p. 28, déclare être intervenu encore auprès de P. O. Lapie, Philippe Serre, Frédéric Dupont, Alexandre Millerand, Camille Chautemps et Léon Blum, mais les quatre derniers nommés ont été mis en rapport plus tardivement avec de Gaulle; cf. à ce propos, *l'Appel*, p. 13 et Reynaud, *Mémoires, II*, pp. 133-134; Paul-Boncour, *Entre deux guerres. Souvenirs sur la Troisième République*, Paris, 1946, p. 218.

de Gaulle, « dans une voie opposée » après « son échec aux élections de 1936 » (136). Toutefois, le 12 avril 1935 déjà, Déat avait affronté Kérillis dans une controverse publique au Club des Ambassadeurs, dans laquelle ce dernier avait soutenu que la France devait développer son aviation militaire et créer une armée de métier pour être en mesure de porter secours à ses alliés d'Europe centrale, tandis que Déat s'était prononcé en faveur d'une politique de coopération avec l'Allemagne (137).

Si les thèses de de Gaulle eurent un certain succès chez les socialistes dissidents, il ne faut pas oublier que ce groupe instable était partagé entre une aile qui penchait vers le pacifisme-ancien-combattant et nourrissait des sympathies envers le nazisme, et une aile plus jacobine, dans la lignée de Paul Boncour (138). Entre 1935 et 1939, la première prit de plus en plus de poids.

*
**

Manquant d'une base solide à droite comme à gauche, le « système de Gaulle » aurait-il pu s'imposer par une pression conjuguée des colonels (139), de l'industrie lourde (140) et d'un

(136) Auburtin organisa à son domicile une rencontre entre Déat et le colonel; cf. Auburtin, *op. cit.*, p. 28; de Gaulle lui consacre seulement cette petite phrase, dans *l'Appel*, p. 14 : Marcel Déat « sur les dons de qui je comptais particulièrement, fut, après son échec aux élections de 1936, attiré dans une voie opposée ». Cf. encore l'article de Marcel Déat, « Conditions de la sécurité française », *Europe nouvelle*, 1^{er} août, p. 777.

(137) D'après le bref compte rendu paru dans *l'Echo de Paris* du 13 avril 1935 : « La controverse Déat-Kérillis », p. 5.

(138) Le meilleur adepte de de Gaulle dans cette formation fut Raoul Perrin. Cf. notamment son article intitulé « Pour une organisation moderne de l'armée », *Vie socialiste*, série nouvelle, n° 411, 4 mai 1935, pp. 6-7.

(139) On peut repérer quelques thèses stratégiques proches du colonel de Gaulle dans la littérature militaire de cette période; cf. en particulier : colonel Didelet, R.M.F., juillet 1935, pp. 5-41; lieutenant-colonel Lançon, R.M.F., oct. 1935, pp. 61-64; lieutenant-colonel Béthouart, R.M.G., nov. 1937, p. 643; colonel Epailly, R.M.G., mai 1937, pp. 604-618. Ce dernier, par exemple, écrivait que face au risque d'un coup de main allemand en territoire français, la meilleure proposition fut celle « faite dernièrement et encore défendue, de créer une armée de choc, armée de manœuvre, rassemblée dès le temps de paix dans l'Est de la France et constamment prête à se porter rapidement dans la zone attaquée », mais elle a été écartée car elle affaiblirait l'armée nationale et, l'armée d'élite ne pouvant être partout, l'agresseur enfoncerait les parties faibles de l'armée nationale. — Notons d'autre part que le *Bulletin de la société*

rassemblement de jeunes politiciens accusant de faillite, face à la crise économique, au communisme et au danger allemand, les vieux partis traditionnels ? Non, car l'armée française n'était soulevée par aucune fièvre guerrière, marquée par aucune rébellion des jeunes cadres contre leurs vieux chefs; l'industrie lourde était déjà saturée de commandes militaires et possédait une importante fraction germanophile et même pro-hitlérienne; enfin, les Doriot, les Bergery, les Dorgères, les Déat, les de La Rocque allaient se retrouver sur des mots d'ordre pacifistes, avec la majorité de l'opinion publique française, au cours des années 1936-1940 (141).

*
**

La controverse sur les deux ans et l'armée de métier eut son apogée le 15 mars 1935, au Palais-Bourbon, la politique militaire du gouvernement Flandin faisant l'objet de plusieurs interpellations. On sait que ce fut ce jour-là que Paul Reynaud porta pour la première fois le projet du colonel de Gaulle à la tribune de l'Assemblée. C'est alors aussi qu'en fut dévoilée la précarité politique. En effet, Léon Blum, continuant sur la lancée de ses articles du *Populaire*, développa à la tribune un réquisitoire contre la campagne en faveur des deux ans et de l'armée de

des officiers français d'octobre-nov. 1935, dans un article intitulé « Motorisation dans les armées », faisait, ainsi que l'écrivait la R.I. (1^{er} déc. 1936, p. 1017) « un sort particulier au système prôné naguère, non sans risques, par le lieutenant-colonel de Gaulle, dans son livre *Vers l'armée de métier* ». D'autre part, un article de la R.I. ayant nommé pris à parti le colonel de Gaulle et M. Paul Reynaud et affirmé qu'« aux utopistes de la guerre aérochimique se sont opposés les utopistes de la guerre motorisée et cuirassée » (R.I., déc. 1937, pp. 1370-1373), la rédaction inséra dans le fascicule suivant le rectificatif que voici : « Il nous est agréable de redire ici que les idées du colonel de Gaulle ne sont pas de celles qu'on néglige, même quand on ne les partage pas. Il ne faudrait pas, en particulier, imaginer que ces idées ne sont pas à retenir, parce qu'elles ne passent point pour orthodoxes... » (R.I., janv. 1938, p. 246).

(140) *Le Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques*, organe d'information du Comité des forges, se montra discrètement favorable au projet de Gaulle-Reynaud. Cf. notamment les numéros du 15 et 18 mars 1935.

(141) Nous avons vu que les idées de de Gaulle exercèrent un certain attrait chez les néo-socialistes; ajoutons-y le néo-radical Pierre Dominique (cf. ses articles en faveur du système de Gaulle dans la *République* du 13 fév. 1935, p. 1, l'*Europe nouvelle* du 23 mars 1935, pp. 270-71, la *République* du 27 mars 1935, p. 1). Quant à Paul Reynaud, il s'était lui-même qualifié de *néo-nationaliste* dans un article paru en 1930, où il réclamait une « armée à grand rendement »; cf. Reynaud, « Un néo-nationaliste », R.H., 25 janv. 1930, pp. 490-491.

métier. « Dans les cercles les plus influents de l'état-major, déclara-t-il à ses collègues, on veut l'armée de deux ans. En sus de l'armée de deux ans, on veut l'armée de métier, le corps blindé, cuirassé et motorisé, pour les expéditions de choc et de vitesse. Pourquoi veut-on cela ? A quelle conception stratégique répond cette exigence ? [...] Est-ce que, pour ces unités mobilisées et pour l'armée de choc et de vitesse qu'on se propose de créer, on ne prépare pas aujourd'hui comme en 1913 et 1914, les grands plans de type napoléonien, les grands plans de stratégie offensive ? » (142) Maurice Thorez parla dans le même sens (143). A ces interpellateurs, le ministre de la guerre, le général Maurin, put fournir des assurances sincères et peu embarrassées. « On nous dit qu'en 1913 nous avions la doctrine napoléonienne de l'offensive », rétorqua-t-il. « C'est possible. Elle nous a coûté assez cher pour que nous ne la reprenions plus (*vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs*). Comment peut-on croire que nous songions encore à l'offensive, quand nous avons dépensé des milliards pour établir une barrière fortifiée ? Serions-nous assez fous (144) pour aller en avant de cette barrière, à je ne sais quelle aventure ? Cela, Messieurs, vous montre quelle a été la pensée du gouvernement. Car le gouvernement, tout au moins en ma personne, connaît parfaitement le plan de guerre. » (145)

(142) Chambre, 15 mars 1935, J.O., p. 1025. — Ajoutons que Blum déclara une nouvelle fois dans le *Populaire*, le 28 mars, qu' « on avait vu se profiler [...] le grand dessein de l'état-major, l'armée de métier, superposée à l'armée de deux ans ».

(143) J.O., p. 1036-1037. Mortier notait pour sa part dans les *Cahiers du bolchévisme* qu'il ne s'agissait pas, « comme on voulait le faire croire au début, d'instaurer les deux ans pour éviter l'armée de métier, mais de doter la France à la fois d'une armée de métier plus forte et d'une armée à service de deux ans » (p. 330). — Il est vrai que Raymond Cartier, par exemple, dans son compte rendu de la séance du 15 mars à la Chambre, écrivait dans l'*Echo de Paris* que « tous ceux qui envisagent » la « mise en application » du « système de Gaulle » sont « fermement convaincus qu'il faut d'abord faire les deux ans » (16 mars 1935, p. 1).

(144) « Des idées qui avoisinent l'état de délire [...]. M. de Gaulle a été devancé, il y a nombre d'années, par le père Ubu, qui était grand tacticien, lui aussi, avec des idées modernes » (Jean Norel, *Mercure de France*, 15 sept. 1934, pp. 606-608); « 100 000 hommes, malgré tous leurs moyens, ne sont jamais que 100 000 hommes » et d'ailleurs, « l'heure de la cavalerie à cheval n'est pas passée »; quant aux soldats de métier, mieux vaudrait les employer pour occuper en permanence la Ligne Maginot et la défendre à outrance (général X., *Chronique française*, R.M.S., juillet 1934, p. 363); il faut s'opposer à « la folle constitution d'une armée de choc » (lieutenant-colonel Adrien Roux, *Vigilance*, 5 mai 1935).

(145) J.O., p. 1045-1046. Cf. encore le Rapport Sénac, rédigé avec la

Le 16 mars 1935, Hitler rétablit le service obligatoire en Allemagne; le Führer mise à la fois sur les gros bataillons et sur la qualité : c'est Outre-Rhin que l'on met en chantier les premières divisions blindées, d'une composition très analogue à celle préconisée par de Gaulle (146). « Quelle tristesse, pourra déclarer en 1936 de Kérillis, dans un débat à l'Assemblée nationale, que le pays où est né l'automobile, où est né le tank, où est né l'avion, s'est laissé distancer à ce point. Et aussi le pays où est née l'idée de ces divisions motorisées, car vous ne devez pas oublier que c'est un officier français, le commandant de Gaulle, qui, le premier, les a proposées. » (147)

**

Au moment où elle entre dans les classes creuses, la France est en train de perdre la course sur tous les tableaux. Faudrait-il proposer le service de trois ans pour combler les déficits ? (148) Hélas, voici qu'en cette année 1935 le déclin démographique français a pris un caractère tragique. Les statistiques de l'année révèlent que le chiffre des décès a dépassé cette fois le nombre de nouveau-nés. La décadence démographique française, qui remontait au XIX^e siècle, avait été jusqu'alors masquée aux yeux des profanes par l'accroissement net de la population nationale, dû à la diminution de la mortalité et à la prolongation de la durée de vie moyenne; en 1935, le voile se déchire et le bilan montre un déficit net de 42.000 unités. Chiffre d'autant plus troublant que depuis l'arrivée au pouvoir d'Hitler, on observe un net relèvement de la courbe de natalité allemande,

collaboration directe de l'état-major, sur le projet de loi Reynaud du 28 mars 1935 tendant à créer l'armée cuirassée du colonel de Gaulle, Chambre, 1935, annexe n° 5410, J.O., pp. 1056 et ss. Cf. encore Chambre 1934, annexe n° 3269 et Chambre 1935, annexes n° 4457 et 5592.

(146) Voir dans Eddy Bauer, *op. cit.*, p. 33, un parallèle détaillé entre les divisions projetées par de Gaulle et les *Panzer-divisionen*. Cf. également de Gaulle, *l'Appel*, p. 12. Cf. encore *le Temps* du 24 août 1936, p. 1.

(147) Sur quoi, une voix à l'extrême-gauche interjecta : « C'est de La Rocque ? », cf. Chambre, 23 juin 1936, p. 1542.

(148) C'est ce que réclameront les généraux Niessel (*Revue universelle*, 15 avr. 1938) et Daubert (*Mercure de France*, 15 avr. 1938) le prochain conflit nécessitant « en effet, le groupement de nos forces non seulement sur la frontière de l'Est, mais aussi face aux Alpes, aux Pyrénées, et en Afrique du Nord ».

provoqué par tout un ensemble de mesures *ad hoc* prises par le nouveau régime.

Dans ces conditions, la recette de la « qualité » garde-t-elle encore un sens ? Et s'il est vrai que, selon la formule d'un journaliste, l'idée d'une « armée de métier exerce un puissant attrait sur les jeunes Français peu soucieux de passer quelques années à la caserne » (149), n'est-ce pas une raison supplémentaire de la refuser ?

A la suite de l'article de Pétain, dans la *Revue des deux Mondes* du 1^{er} mars 1935, les généraux Debeney (150), Guillaumat (151), Weygand (152) se prononceront catégoriquement contre le système de Gaulle, et en juillet, la *France militaire* exigera qu'un point final soit mis à la controverse (153).

*
**

La réoccupation de la Rhénanie par l'armée allemande, le 7 mars 1936, révéla brutalement aux Français et à leurs alliés polonais et belges l'impuissance stratégique de la France, incapable de mener une action militaire en bordure de son territoire national pour défendre ses intérêts vitaux. Inutile d'incriminer ici l'absence du corps d'intervention proposé par de Gaulle. La Chambre eût-elle adopté dès le printemps 1935 le projet déposé en ce sens par Paul Reynaud, celui-ci n'aurait encore existé, une année plus tard, que sur le papier ; à moins de changer d'un coup de baguette magique la plupart des données de la politique et de l'économie françaises.

(149) Cf. *Lu*, 3 avril 1936, p. 18.

(150) « Encore l'armée de métier », *R.D.M.*, 15 juillet 1935, pp. 279-295.

(151) « L'armée française devant le réarmement allemand », *Rev. pol. et parl.*, 10 mai 1935.

(152) « L'état militaire de la France », *R.D.M.*, 15 oct. 1936, pp. 721-736. Cf. également, général X***, « L'armée de métier », *Mercure de France*, 1^{er} avril 1936, pp. 9-18.

(153) « Armée nationale et armée de métier. Le point final », *F.M.*, 12 juillet 1935. On sait que Paul Reynaud déposa le 28 mars un projet visant à créer avant le 15 avril 1940 le corps cuirassé du colonel de Gaulle. La commission de l'armée le repoussa à l'unanimité, se rangeant ainsi à l'avis du gouvernement et de l'état-major. Les objections faites à ce projet se retrouvent intégralement dans la « Note du Général, chef de cabinet du Ministre de la Guerre au sujet de l'armée de métier, du 21 juillet 1936 », publiée dans les *Documents dipl. franç.*, série 2, t. III, pp. 17-23. En octobre 1935, le ministre de la Guerre Fabry demande un effort accru pour l'artillerie au détriment des chars, cf. Gamelin, *Mémoires*, II, p. 183.

Il faut bien le dire, *la faiblesse inhérente* au « système de Gaulle » fut sa trop tardive apparition. Il eut, à cet égard, le même défaut que le programme douhétien français, dont il était d'ailleurs contemporain. La *qualité* française opposée à la *quantité* germanique n'avait de sens, rhétorique mise à part, que s'il s'agissait de perpétuer par les armes une avance acquise. On qualifie volontiers le « système de Gaulle » de prophétique (154), sans voir qu'il était en un sens *presque* dépassé au moment où il fut conçu. Précurseur par certains côtés, de Gaulle fut aussi un disciple attardé de von Seeckt et un moraliste militaire tardivement converti aux tanks. Et c'est pourquoi le débat ouvert autour de l'armée de métier dans les années 1928-1931 offre tant d'intérêt : il nous fait mesurer exactement le retard historique du « système gaullien » par rapport à ses propres postulats (155).

Cela ne justifie évidemment pas le conservatisme pesant du Haut Commandement français et n'aurait pas dû empêcher l'armée française de lancer quand même un programme de divisions blindées, aussi intensif que possible.

**

Lors de la campagne électorale pour les législatives des 26 avril et 3 mai 1936, un petit nombre de candidats affichèrent dans leur programme le renforcement de l'armée et même la

(154) « Le colonel de Gaulle, dans un livre qui sera peut-être taxé un jour de prophétique » (XXX, *La Belle France*, avril 1935, p. 14); cf. également Alexander Werth, « The French collapse », *New Statesman*, 29 juin 1940, pp. 789-790; Victor Vinde, *La fin d'une grande puissance ? La France depuis la déclaration de guerre jusqu'à la révolution nationale*, Lausanne, 1942, pp. 113-115; etc.

(155) Les spécialistes anglais et français trouvèrent *Vers l'armée de métier* intéressant mais pas très original; les Français le jugèrent « séduisant » mais utopique. Cf. en plus des comptes rendus déjà cités, ceux d'*Esprit* (1^{er} mai 1935, p. 223); de *Politique* (juil./août 1934, pp. 557 et ss., sept. 1934, pp. 686 et ss.); *Europe nouvelle*, 18 mai 1935, p. 467, et à l'étranger : J.R.U.S.I., août 1934, p. 648; *Foreign policy reports*, vol. XII, mai 1936, pp. 42-52; *Wissen und Wehr*, oct. 1934, pp. 643-664, et *ibid.*, fév. 1935 et juil. 1935; *Militärwochenblatt*, 25 oct. 1935, pp. 616-618; *Deutsche Wehr*, 9 mai 1935, pp. 278-279; *ibid.*, 18 juillet 1935, p. 444; *ibid.*, 18 août 1938, pp. 557-559. — *Vers l'armée de métier* eut une édition (abrégée) allemande : *Frankreichs Stossarmee*, Potsdam, 1935, 89 p. (traduit par Deutsch von Gallicus !) et une traduction russe (non autorisée, semble-t-il), selon Tournoux, *Pétain et de Gaulle*, op. cit., p. 158.

création du corps mécanisé : Philippe Serre, Kérillis, Paul Reynaud... — « On sait, déclara ce dernier dans sa profession de foi, quelles sont les idées que j'ai soutenues à la Chambre pour la réforme de notre armée. » D'autres s'exprimèrent de façon plus équivoque, tel Wiedemann-Goiran, qui affirmait à ses électeurs parisiens qu' « on doit avoir l'armée de sa politique : armée motorisée et dotée de tous les perfectionnements modernes », tout en se prononçant pour une politique extérieure « exclusivement française »; tel Scapini, dont on ne voyait pas clairement s'il approuvait ou non la politique défensive française :

« Dans le présent, il faut bien le dire, la conception militaire repose sur un principe essentiellement défensif et la mobilisation doit se faire à l'abri des fortifications Maginot dont la valeur est indéniable. Par contre [...] nous sommes hors d'état [...] d'opérer aucune intervention de police internationale. La démonstration en a été faite lors de la dénonciation du Traité de Locarno, où, cependant, le traité lui-même la commandait. Sans insister sur ce point, il faut tout de même signaler que l'état-major a avoué ne pas être en mesure de suivre la politique extérieure affirmée par Sarraut et confirmée par Flandin dans leurs discours respectifs. Les temps modernes et l'état de l'Europe exigent un corps spécial motorisé, ou alors, il ne faut pas parler de sécurité collective. » (156)

Mais si quelques députés tirent la sonnette d'alarme, beaucoup contribuent à chloroformer davantage encore l'opinion publique, troublée par la violation hitlérienne du Traité de Locarno. Ils sont nombreux à présenter, dans leurs circonscriptions respectives, les récents événements comme une victoire défensive française : la Ligne Maginot a forcé Hitler de s'arrêter au Rhin et la France a pu éviter de mobiliser ! Ainsi, le marquis de Moustier, élu à Beaume-les-Dames (Doubs) écrivait, dans sa profession de foi, que le pays, grâce à ses puissantes fortifications, « a pu supporter dans le calme la violation par l'Allemagne du Traité de Locarno »; le néo-socialiste Maxence Bibié, élu à Ribérac (Dordogne), affirmait à son corps électoral que « notre territoire se trouve matériellement garanti contre tout risque d'invasion; si on n'avait pas eu la Ligne Maginot, on aurait dû, au moins, mobiliser plusieurs classes en mars dernier »; le député radical Castel, de Narbonne : « La Ligne de fortifications Painlevé-Maginot, dont nous, radicaux, avons voté les

(156) Philippe Serre fut élu à Briey; Kérillis, Reynaud, Wiedemann-Goiran, Scapini à Paris, cf. le *Barodet* de 1936.

crédits mais que n'ont pas voté les socialistes, nous vaut une frontière à peu près inexpugnable, défendue par des millions de mètres cubes de béton, tenant avantageusement la place de millions de poitrines françaises et barrant à Hitler la route de Paris. » Etant plus proches de la frontières, Boudoin-Bugnet, député de Besançon, Fernand Claudet, de Pontarlier, Maurice Bazin, de Dôle, réclament dans leur programme la prolongation de la Ligne jusqu'à Bâle « *pour nous protéger contre une invasion à travers la Suisse* ». (157)

*
**

(157) Cf. en outre, dans le *Barodet*, les professions de foi électorales de Mistler (radical, de Castelnau-d'Aud); Chambonnet (rad., d'Aubusson, Creuse); G. Bonnet (rad., Périgueux, Dordogne); Lyautey (rad., Vesoul, Haute-Saône); P. O. Lapie (néo, de Nancy, Meurthe-et-Moselle); Brandon (néo, 5^e ar. de la Seine) ainsi que celles des candidats de droite suivants : Tixier-Vignancourt (Orthez, Basses-Pyrénées); Drouot (Gray, Haute-Saône); Baudry (Fontainebleau, Seine-et-Marne); Tranchand (Châtellerault, Vienne); Saurin (Oran); Sérot (Metz, Moselle); d'Audiffret (Argentan, Orne); de Saint-Just (Saint-Omer, Pas-de-Calais); Claudet (Pontarlier, Doubs); de Polignac (Chollet, Maine-et-Loire); Dignac (Bordeaux); Fould (Argelès, Hautes-Pyrénées); Inizan (Brest, Finistère); de La Goudière (Saint-Lô, Manche); Sallès (Lyon); Peissel (Lyon); Elimger (Lyon); Guernier (Saint-Malo, Ille-et-Vilaine). — Quant aux socialistes, beaucoup enfourchent encore l'ancien slogan de désarmement et de réduction de la durée du service militaire à 8 mois; cf. les professions de foi des députés socialistes suivants : Bloch (Aisne); Menecier (*id.*); Froment (Ardèche), Voirin (Ardennes), Blum (Aude), Spinasse (Corrèze), Bouhey (Côte-d'Or), Jardilier (*id.*), Blanchet (Creuse), Bedin (Dordogne), Auriol (Haute-Garonne), Berlia (*id.*), Audeguil (Gironde), Naphile (*id.*), Cabannes (*id.*), Morin (Indre-et-Loire), Meunier (*id.*), Arnol (Isère), Hussel (*id.*), Mauger (Loir-et-Cher), Boudoux (Nièvre), Fié (*id.*), Deudon (Nord), Gernez (*id.*), Vassal (Oise), Biondi (*id.*), Tellier (Pas-de-Calais), Paulin (Puy-de-Dôme), Jordery (Rhône), Laville (Saône-et-Loire), Boulay (*id.*), Sibué (Savoie), Bèche (Deux-Sèvres, Malroux (Tarn), Guerret (Tarn-et-Garonne), Vailland (Vaucluse), Régis (Alger), Dubois (Oran). — Un communiste, Honel (Seine) utilise un slogan nettement pacifiste, mais cela s'explique par sa circonscription (7^e de Saint-Denis) où Doriot menait une vive campagne contre le « bellicisme » du P.C.F. Ajoutons pour finir que nous avons compté 87 députés élus ayant mentionné la crise du 7 mars dans leurs professions de foi, la plupart de manière très molle, comme Spinasse (S.F.I.O.) : « L'acte de Hitler du 7 mars donne l'occasion de construire la paix sur de nouvelles bases. Nous voulons que la France, qui n'a pas su donner à l'Allemagne républicaine l'égalité dans le désarmement, prenne l'initiative de proposer à l'Allemagne, au nom de la communauté internationale, la première convention de limitation et de contrôle des armements ! ».

La crise de Munich renforça encore le repliement français. Et l'on sait que même la campagne de Pologne ne modifiera pas les conceptions stratégiques et tactiques du haut commandement. La Pologne ? Mais elle n'avait pas de fortifications dignes de ce nom et n'avait pas établi un « feu continu » pour stopper l'invasion.

En mars 1936 et en septembre 1938, la doctrine militaire française, avec le système exclusif de la nation armée, se vit confrontée au dilemme suivant : a) mobilisation générale et guerre totale ou b) acceptation du fait accompli. A chaque fois les responsables militaires pesèrent en faveur de la seconde solution : le manque de soutien britannique rendait l'épreuve de force trop risquée, les Allemands ayant la supériorité numérique. Néanmoins les stratèges français ne semblent jamais avoir mis en doute la réalité de l'alternative. Or, en 1939, ils virent avec stupéfaction que, par la faute d'Hitler, le précédent de juillet-août 1914 ne jouait plus. Au lieu de voir se succéder sans trêve ces moments dramatiques, que l'histoire de la crise de l'été 14 avait rendus familiers : 1° mobilisation générale; 2° déclaration de guerre; 3° déclenchement des hostilités, voici qu'il ne suffisait plus de jeter le gant à l'Allemagne pour soulager l'allié de l'Est; voici même qu'une incursion en territoire ennemi ne provoquait aucune réaction sérieuse, alors que pendant la Première Guerre mondiale, on s'était sauvagement battu pour ne gagner, parfois, que quelques centaines de mètres de terrain.

Dans sa chronique des événements de septembre 1939, la *Revue des questions de défense nationale* (octobre-novembre 1939) (158) dissimula mal la déconvenue française au cours de la première phase de ce que l'histoire a baptisé *la drôle de guerre*. Il fallait venir en aide à la Pologne, y expliquait-on; il fallait par conséquent entreprendre une action demandant « à la fois puissance et vitesse ». Mais « la recherche de la puissance et celle de la vitesse s'avéraient [...] contradictoires; il fallut, au début, sacrifier la première à la seconde » (159). Vu l'impossibilité pour l'armée française de franchir le Rhin ou de passer par la Belgique neutre, il ne lui restait qu'un point d'attaque : entre la frontière du Luxembourg et les Vosges, la zone défendue par la Ligne Siegfried.

(158) La *Revue des Questions de Défense Nationale* remplaça à la déclaration de guerre, la *Revue militaire générale*, qui avait elle-même succédé à la *Revue militaire française* en 1936.

(159) « Chronique militaire (événements de septembre) », *Revue des quest. de défense nationale*, oct.-nov. 1939, p. 215.

« Ce dessein généreux, conforme d'ailleurs à nos obligations, posait dans ses exécutions de délicats problèmes. Il conduisait en effet, débouchant de notre ligne fortifiée, à franchir l'espace compris entre les lignes fortifiées françaises et allemandes, profond de 25 kilomètres environ, préparé défensivement et battu par l'artillerie adverse. » Pour répondre à ce « dessein généreux », les unités françaises débouchent entre le 4 et 9 septembre de la Ligne Maginot; le 9, elles pénètrent en territoire allemand et « s'assurent la possession d'observatoires donnant des vues sur la Ligne Siegfried »; puis, dans la deuxième quinzaine de septembre, elles occupent « des mouvements de terrain importants dominant la Sarre ». Ce « dessein généreux » est malheureusement mis en échec par une « tactique rusée et sournoise » de l'ennemi, qui découle d'une « idée directrice fidèlement suivie, et qui se résume ainsi : éviter tout accrochage sérieux avec l'armée française pendant la campagne de Pologne et même jusqu'à nouvel ordre », tout cela en dépit d'une déclaration de guerre en bonne et due forme (160).

*
**

Nous avons tenté, à plusieurs reprises, de montrer que cette stratégie conservatrice avait un contenu mental et socio-économique précis, dont il ne faudrait d'ailleurs pas accabler la seule armée. Or ne voilà-t-il pas que l'idéologie malthusienne se trouvait exaltée, avec une rare transparence, dans le fascicule d'octobre-novembre 1939 de cette revue militaire. Ce texte, destiné à élever le moral des soldats français est signé d'un historien, Paul Hazard, et intitulé : « Ce que nous devons défendre. » Nous ne pouvons faire mieux qu'en citer de larges extraits :

« Ce que nous devons défendre à l'heure présente, c'est le sol même de la France.

Elle est riche notre terre; et c'est bien pour cela qu'ils veulent nous la prendre, me disait un paysan qui quittait son village, le jour de la mobilisation. *Doux jardin de France* dont les Alpes et les Pyrénées sont la clôture [...], comme tu es riche en effet; et comme tu es beau. Nulle part le vin n'est plus savoureux, ou le blé plus dur; nulle part des productions plus variées ne se rassemblent dans un espace plus étroit. [...] Quand on revient du nouveau

(160) *Ibid.*, pp. 216-217.

monde, quand on débarque dans l'un de tes ports pour gagner Paris, et qu'on retrouve *ce parfait damier dont chaque case* est une prairie, un champ, un bois, un village d'où s'élève un clocher, on est ému de voir inscrite, sur la face de la terre, la preuve de cette parfaite union de l'homme et du sol. [...]

En te parcourant, *on feuillette l'histoire*. [...] Il arrive que nos laboureurs, poussant leur charrue, heurtent du soc les tombeaux millénaires de nos lointains ancêtres [...]. Vous traversez un col, et c'est *Roncevaux*; un village, et c'est *Domremy*; un défilé, et c'est *Valmy*, un paysage de collines et de forêts au pied d'une forteresse, et c'est *Verdun*.

Extrémité de l'Europe, et sa pointe la plus avancée; *lieu d'arrivée des envahisseurs venus du Nord, en même temps que l'objet de leurs convoitises; proie trop tentante pour n'être pas toujours désirée*, nous l'avons défendue bien des fois, notre terre de France. Elle a été menacée, attaquée, entamée même; et voici que de nouveau la grande épreuve est venue. Une longue tradition de danger et de gloire, et notre amour, nous assurent que nous saurons la soutenir. Ce que nous devons défendre, c'est le caractère unique de notre vie.

Elle était si douce et si facile, qu'à peine nous en sentions le prix; et aujourd'hui seulement, avec nostalgie, nous comprenons ce qu'elle avait d'heureux. » (161)

Et le pauvre Hazard d'évoquer les paysans français aux « poulaillers et clapiers largement habités », avec « fruits dans le cellier, vin dans la cave », les « gourmandises locales » et les « produits savoureux » qu'on trouvait dans chaque région. Et de s'attendrir sur « nos longues causeries, nos flâneries aimables » :

« Oui, *c'est nous qui résistions*, dans la mesure du possible, *au mécanisme envahissant* qui risquait de transformer la terre en une vaste prison. *C'est de nous qu'est partie la protestation* la plus clairvoyante et la plus vive *contre les méthodes* qui, *pour obtenir le maximum de rendement*, sacrifiaient non seulement l'originalité, mais l'indépendance des créatures humaines, transformées en outil. [...]

Si, par quelque affreuse hypothèse, nous ne savions pas nous défendre; si nos ennemis réussissaient à faire de nous, comme ils le désirent, des *vaincus abâtardis*, disparaîtraient du même coup des *qualités de mesure* et d'équilibre, d'élégance et de finesse, de goût et d'esprit, qui sont un des

charmes de la civilisation — *grâce d'une robe ou d'un chapeau, ordonnance d'un repas, harmonie d'un ameublement, aimable perspective d'un jardin; ou bien, à un degré supérieur, divine simplicité souriante d'un La Fontaine, peintures capiteuses d'un Watteau, musique d'un Debussy,* où les sons se trouvent être si voisins des idées — font de l'intelligence un art, et presque une vertu. » (162)

(162) *Ibid.*, pp. 145-147. Dans ce texte, les italiques sont de nous.

CINQUIEME PARTIE

Témoins

I. — TEMOINS

1. — RÉINTRODUCTION.

Revenons, dans notre sinueuse exploration, une fois encore sur nos pas pour saisir la dimension psychologique de la préparation (ou de l'impréparation) militaire française entre les deux guerres mondiales. Le climat moral dans lequel elle a baigné se reflète dans cette doctrine même; une doctrine de guerre incorpore toujours, et plus que ses penseurs ne l'imaginent, l'esprit de son temps et une certaine mentalité collective. On ne saurait toutefois, par l'analyse interne de la pensée militaire seulement, comprendre dans quelle mesure elle a correctement reflété les aspirations et les craintes de la société ambiante. Un point de référence est indispensable. L'idéal serait évidemment d'effectuer une série de coupes verticales pour identifier, autant que possible, l'attitude spécifique de chaque classe ou catégorie sociale à l'égard de la guerre et de la paix. Tâche démesurée ! Ce repère, c'est dans la production littéraire que nous le cherchons.

La source militaire et la source littéraire, aussi éloignées que possible l'une de l'autre, pourront se compléter et se corriger réciproquement, permettre une visée au télémètre.

Nous devons toutefois y prendre garde. Les écrivains sont peut-être d'excellents témoins, mais non sans alchimie. Nous pourrions facilement nous égarer à rechercher leurs imprécises sources d'inspiration ou à vouloir suivre les arcanes des multiples significations de leurs messages. Et puisque les chefs-d'œuvre transcendent leur époque et que les œuvres médiocres l'expriment médiocrement, ne récusera-t-on pas les uns au nom de leur ambiguïté et les autres en vertu de leur insignifiance ? Sans compter qu'une analyse exhaustive nous entraînerait beaucoup trop loin !

Aussi les aborderons-nous par l'intermédiaire de la critique. Celle-ci nous servira de filtre dans la masse de la production littéraire et de fil d'Ariane dans l'interprétation historique de celle-ci. Les comptes rendus instantanés des critiques d'alors nous livrent, en effet, le contexte temporel des messages littéraires enregistrés... Nous disposons, en outre, de toute une gamme d'écrits de circonstances en marge de la « pure » littérature et à l'écart de la propagande politique : textes et prétextes inspirés par l'actualité, moins énigmatiques que les œuvres de fiction et plus sincères que les écrits engagés.

La littérature doit s'entendre ici non pas selon des critères *esthétiques* mais *sociologiques*. Nous y incluons tout ce qui, par exemple, a pu paraître sous la couverture blanche de la *Nouvelle Revue Française*.

2. — 1919-1929.

1919. Les hommes de lettres, à l'instar des stratèges, se penchent sur la carte pour jouer les devins. Ils discernent mal l'avenir de la Révolution bolchévique, de même que la puissance montante de l'Amérique. Par contre, à l'écoute de la rumeur publique, en contact direct avec la terre natale, ils perçoivent le découragement de leurs compatriotes après cette victoire si chèrement acquise et si fragile déjà, et devinent les réserves d'énergie intacte que recèle l'Allemagne vaincue. Henri Ghéon constate dans la *Nouvelle Revue Française* que l'« être » de la France « est en suspens. Si le triomphe de nos armes l'a sauvée de la destruction et du servage, il l'a laissée si anémiée et de son plus précieux sang, de son capital-travail et de son capital-richesse, que sa position dans le monde, son assiette, est matériellement moins bonne, moins sûre, moins solide, malgré la récupération de deux provinces et l'occupation provisoire du Rhin, qu'en juillet 1914 ».

« Le Traité de Versailles laisse à notre principal ennemi le sentiment de sa puissance, de son avance sur nous, de sa richesse; il le brime sans le mater; et qui donc en fera respecter les clauses ? » (1)

« Nos ennemis séculaires, note pour sa part Paul Bourget dans un magazine, ont, hélas ! sauvé du désastre l'essentiel de

(1) N.R.F., 1919, II, pp. 954-955.

l'œuvre détestable de Bismarck : l'Empire. » Le peuple allemand « est terrassé, il n'est pas maté. L'épouvantable catastrophe ne l'a pas réveillé de sa criminelle intoxication ». Le danger, c'est pour l'heure un « Impérialat » socialiste dont le César serait un théoricien teuton, imprégné de marxisme. [...] Nous n'en deviendrions pas moins les esclaves de ces durs maîtres qui se croient la nation élue. A nous de le savoir et de faire de cette paix un instrument de défense contre un nouveau sursaut de la barbarie d'Outre-Rhin » (2).

« L'Allemagne, de toute évidence, ne se sent pas définitivement vaincue, constate un publiciste. A mesure que les jours s'écoulent, elle oublie sa chute profonde et d'il y a plus d'un an. Ou plutôt, elle la déguise, elle en transforme les causes, de nouvelles légendes se créent qui auréolent d'un jour nouveau tout le passé. [...] Il n'est pas jusqu'aux graves embarras où elle se débat qui ne soient propices à la propagation de la fièvre de haine et de revanche que ne manque pas de déchaîner la fureur pangermaniste. » (3)

Lors de la première commémoration du 11 novembre, le dramaturge Maurice Donnay notait dans son journal intime la tristesse de cet anniversaire, l'absence de fête, de drapeaux, de cris dans la rue. Et ce vieillard grincheux d'ajouter : « La seule chose de gagnée, c'est qu'on ne se tue plus, mais que de temps et d'argent perdus ! » (4) Donnay n'a pas fait la guerre, lui ; mais il a tout de même observé autour de lui, dès le premier printemps de paix, une crainte diffuse qu'on ne « remette ça » ; une insécurité masquée par une joie de commande. La prochaine guerre ? Elle commence déjà à prendre forme dans l'imagination populaire !

« On verra des flottilles de mille avions survoler une ville et, avec la puissance des modernes explosifs, il n'en restera plus une pierre. Les gens sentent obscurément ces menaces. Ils se disent alors : Vivons, profitons, jouissons ! » (5)

(2) « Réflexions sur la paix » *L'Illustration*, 5 juillet 1919, pp. 3-4.

(3) Georges Guy-Grand, *Le conflit des idées dans la France d'aujourd'hui*, Paris, 1921, pp. 203-207. Cf. également, Ibanez de Ribero, *L'Allemagne de la défaite*, Paris, 1919, pp. 15-16, 101 et *passim*; Victor Cambon, *L'Allemagne nouvelle*, Paris, 1923, p. 277 (écrit vers 1920); du socialiste Marcel Sembat, *La victoire en déroute*, Paris, 1925, pp. 229-231; du romancier H. Lichtenberger, *L'Allemagne d'aujourd'hui*, Paris, 1923.

(4) Maurice Donnay, *Mon Journal*, 1919-1939, Fayard, Paris, 1953, pp. 42-43.

(5) *Ibid.*, p. 19.

La guerre aérochimique ? On n'en est pas encore là, affirmait, en 1921, l'académicien René Doumic, aux élèves d'une école militaire, pour les rassurer (6). Néanmoins la crainte de la puissance germanique, qui est à l'origine de la peur aérochimique, apparaît un peu partout. Et aussi le doute : « Doute sur notre victoire : est-ce une vraie victoire ? Doute, sur notre paix : est-ce une vraie paix ? » (7) « J'ose dire, ajoutait Halévy, que la guerre était, en un certain sens, moins épuisante. »

Trompeuse victoire, car, comme l'écrivait le romancier Pierre Hamp : « Les cheminées allemandes fument pendant que nous reconstruisons nos usines. C'est pourquoi nous avons la gloire d'être les créanciers de l'Allemagne et l'obligation de devenir ses clients. » (8) Formule doublement prophétique, vu que cet auteur émargera, dix ans plus tard, aux fonds secrets allemands (9).

*
**

Sur le plan littéraire, les premières années de « l'après-guerre » voient paraître une série de récits visant à enregistrer, sans lyrisme et aussi objectivement que possible, l'expérience traumatisante des quatre années sanglantes. Quantité de livres parus au cours de la décennie 1919-1929 se proposent de peindre sobrement, sans phraséologie patriotique ou sentimentale, l'horreur quotidienne de cette morne tragédie. Des rescapés, dont certains n'auraient jamais pris autrement la plume, se mettent à décrire minutieusement et sans prétention à l'originalité, le calvaire du combattant. Il arrive que leur prose ne dise pas toujours grand chose à ceux qui « n'y étaient pas », et qu'elle n'apprenne rien de neuf à ceux qui « y étaient », n'entendant pas divertir à la manière du roman de cape et d'épée traditionnel, mais replonger le lecteur dans le bain. Au fond, son ressort était proustien. Les récits de guerre de cette époque furent, pour le large public des anciens combattants, quelque

(6) Voir *supra*, p. 173. A noter aussi un épisode de la *Cavalière Elsa*, de Pierre Mac-Orlan, intitulé « Sur le Rhin », évoquant la revanche de « 14-18 » avec apparition des Russes et des Chinois, cf. *Les Ecrits nouveaux*, juillet 1921, pp. 38-41.

(7) Daniel Halévy, *Revue de Genève*, juillet 1920, p. 123.

(8) Pierre Hamp, *La victoire mécanicienne*, Paris, 1920, p. 89, cf. aussi p. 160.

(9) En décembre 1930, Pierre Hamp sollicitera et obtiendra des subsides pour une « enquête » pro-germanique en Silésie, cf. *Beinfluss. d. Presse*, Paris, 6-12-1930, micr. L 520410-418.

chose comme une « recherche du temps perdu ». Ce phénomène, Benjamin Crémieux l'a noté à propos d'un roman de Joseph Delteil, *Les Poilus* (10).

« Ce n'est pas l'art de l'écrivain qui nous touche ici, c'est la résurrection d'un détail oublié qui reprend sa saveur vivante, saignante parfois. Pour chaque ancien combattant, c'est le miracle de la madeleine de Proust trempée dans le thé qui se produit alors : brusquement tout lui remonte à la mémoire et lui remet la larme à l'œil. » (11)

La larme à l'œil ? Peut-être, mais aussi, la rage au cœur. Car plus d'un écrivain dénonce, par sa peinture réaliste du carnage, la société qui l'a causé. Le *Feu* de Barbusse, dont on connaît l'immense succès au début de l'après-guerre, est le prototype de cette littérature révolutionnaire (12).

Cependant, *Clarté*, du même Barbusse, paru en février 1919, nous paraît avoir une signification plus grande pour la compréhension de l'entre-deux-guerres : Le héros de *Clarté*, Simon Paulin, rescapé du front, se met à délirer. « Pendant son délire, toutes sortes de visions épouvantables et d'idées imprévues tournoient dans la tête jusque-là médiocre et soumise de Simon Paulin. Sous l'action d'une fièvre apocalyptique, il aperçoit la sottise des hommes qui se laissent aller à la boucherie, l'infamie criminelle des puissants qui les y envoient, et comme perspective d'avenir, il entrevoit la destruction totale de l'espèce, inévitable grâce au perfectionnement scientifique des engins de meurtre, si la guerre est éternelle ainsi que l'affirment de soi-disant hommes positifs. [...] Et la passivité des masses le révolte. » (13)

*
**

(10) Joseph Delteil, *Les Poilus* (« Epopée »), Paris, 1926, 231 p.

(11) N.R.F., mai 1926, p. 620.

(12) Paul Souday indiquait dans *le Temps* du 20 février 1919 que *le Feu* (prix Goncourt, 1916), en était à son 230^e mille. « C'est un succès de librairie auquel on ne connaît guère de précédent. [...] Aussi longtemps, ajoutait l'illustre critique, qu'on se souviendra de la guerre de 1914-1918, on voudra connaître, entre autres, ce tableau de couleurs violentes, qui est un témoignage de bonne foi. Et il faut bien admettre que ce livre n'est pas pernicieux, ni démoralisant, comme le prétendent les ennemis de l'auteur, qui sont des ennemis politiques, puisque sa vogue immense, en pleine guerre, ne nous a pas empêché d'être victorieux ».

(13) Paul Souday, c. r. dans *le Temps*, 20 février 1919, p. 3.

Il est symptomatique aussi que les thèmes antimilitaristes soient applaudis sur les scènes parisiennes au cours de la saison théâtrale 1919-1920. René Doumic en était scandalisé :

« [...] Quelques pièces qui viennent d'être représentées coup sur coup et dont l'inspiration est voisine, sont dans les circonstances actuelles, un défi au sentiment national. La France injustement attaquée sort victorieuse, mais meurtrie, d'une lutte sacrée. Elle s'est dévouée pour la liberté du monde et pour le salut de la civilisation. Elle admire de toutes ses forces et elle pleure de toutes ses larmes les milliers et les milliers de combattants qui ont fait le grand sacrifice pour défendre le sol de la patrie. Et c'est le moment que choisit le théâtre pour prêter sa tribune aux utopies de l'internationalisme, aux bêlements de la fraternisation et aux excitations contre la société où nous vivons ! De la Comédie-Française au Gymnase, et du Gymnase au Théâtre-Antoine, dans des pièces qui se font écho, nous entendons déclarer que les peuples doivent se réconcilier, que la guerre est impie à moins que ce ne soit la guerre entre Français et qu'il est temps de renverser tout ce que nos enfants et nos frères ont défendu les armes à la main, protégé de leur corps et sauvé au prix de leur sang ! Il se trouve des auteurs pour composer de telles pièces, des directeurs pour les faire représenter, un public pour les écouter patiemment ! Et c'est à peine s'il s'est trouvé quelques écrivains dans la presse pour faire remarquer, discrètement et en y mettant toutes les formes, que c'est peut-être un scandale.

« [...] Que la Comédie Française, un an après la guerre, ait pu jouer *les Chaînes* de M. Georges Bourdon, c'est une erreur que je n'arrive pas à m'expliquer. »

En voici l'argument :

« A Etretat, en août 1917, un Français [...] internationaliste avant la guerre et dont la guerre a fait un patriote et un brave soldat, — blessé, fait prisonnier, évadé d'Allemagne, — retrouve une femme qui a été sa maîtresse, [...] une Slave, humanitaire, révolutionnaire, bolchéviste avant la lettre. Entre elle et lui s'engage une lutte d'idées. L'un et l'autre, tour à tour, exposent, en propos alternés, les deux théories adverses. Je m'empresse de dire que l'auteur a eu soin d'opposer à chaque argument pacifiste l'argument contraire. [...] Il reste qu'à la faveur de ce dialogue, l'anarchiste russe a tout loisir de développer ce thème que la patrie est « un concept transitoire ». [...]

« Quelques personnes aujourd'hui demandent qu'on ne parle plus de la guerre. Aiment-elles mieux qu'on leur parle de la guerre sociale ? *L'Animateur* [d'Henri Bataille] est une pièce de guerre sociale dont la signification ne peut

faire aucun doute, le parti-pris y étant nettement accusé de mettre d'un côté toutes les vertus et de l'autre tous les vices. [...]

« Dans cette pièce, le héros ne va pas jusqu'à crier « A bas l'armée ! » ni « A bas la patrie ! » Mais il proclame que l'homme n'a pas le droit de tuer, il maudit la guerre, et il appelle le jour où une grande vague révolutionnaire emportera la société bourgeoise et fera la place nette pour la Cité future, amenant l'avènement de la fraternité et de la facilité universelle. [...]

« La pièce de M. Charles Méré, représentée au théâtre Antoine, pourrait avoir pour sous-titre : *Au-dessus de la mêlée*. Il s'en dégage un irritant plaidoyer en faveur de la réconciliation de deux peuples que la guerre dressa l'un contre l'autre. Cette guerre « détestée des mères », c'est pour l'auteur la seule coupable. Il oublie l'agression, les crimes et les ruines, pour prêter aux deux adversaires l'excuse d'une irresponsabilité égale. Est-il besoin de souligner tout ce qu'a de pénible ce « généreux » appel à une fraternité qui, pour notre pays assailli et meurtri, équivaldrait à un reniement ? [...]

« Voilà donc trois pièces représentées à quelques jours de distance et à travers lesquelles souffle le même mauvais vent. Que pensent leurs auteurs ? Qu'ont-ils voulu dire ? Quelles sont leurs intentions ? Je me borne à constater qu'il se tient dans leurs pièces des propos qu'on ne devrait pas entendre sur des scènes françaises au lendemain de nos souffrances et de nos gloires. Dans *les Chaînes*, un article de théâtre permet à une anarchiste russe d'exposer la théorie de l'internationalisme. Dans *l'Animateur*, le héros de la pièce, dont on fait un apôtre et un martyr, travaille de toute son âme à préparer le grand chambardement. Dans *la Captive*, on étale les maux de la guerre pour nous en inspirer l'horreur, comme s'il suffisait qu'un peuple eût l'horreur de la guerre pour que personne ne vînt l'attaquer. En mettant sur le même pied les belligérants d'hier, les agresseurs et ceux qui se sont seulement défendus, les bourreaux et les victimes, on prêche leur fraternisation.

« Chacune de ces tirades, chaque trait de cette phraséologie humanitaire, et c'était à prévoir, recueille les applaudissements de certains spectateurs. Ces applaudissements sont-ils spontanés, sont-ils organisés ? Je n'en sais rien [...]. De telles pièces auraient dû provoquer un tollé dans la presse théâtrale. Il n'en a rien été. [...] Avouerai-je que ce qui m'étonne, — et me choque, — le plus, c'est la passi-

tivité avec laquelle l'ensemble du public assiste à ces pièces ? » (14)

« *Les Chaînes, l'Animateur, la Captive*, écrivait quant à lui le critique dramatique du *Correspondant*, transforment nos salles de spectacle en lieux de réunion publique où l'on disserte mélodramatiquement sur les horreurs de la guerre et sur les beautés du pacifisme internationaliste. » (15)

**

Formidable est alors le succès des *Croix de Bois* de Roland Dorgelès. (16) La vogue que connaît ce roman, plus neutre idéologiquement que le *Feu* mais presque aussi impitoyable, paraît au Directeur de la *Revue hebdomadaire*, « un signe qui contredit notre fausse quiétude : la dernière des guerres » continue, hélas ! Soupire-t-il, sinon parmi nous, du moins autour de nous, elle nous menace encore, puisque l'intérêt n'en paraît pas épuisé, même pour ce grand public qui prétendait « n'en vouloir plus », depuis que l'armistice l'avait autorisé à s'en distraire, à l'oublier. » Et il ajoutait : « L'horreur infinie de cette immobilité de quatre ans dans un fossé plein de boue et de sang, [...] M. Dorgelès l'a contée en des pages frémissantes de passion, de compassion, et pourtant sereines » (17). Son art réside en ceci que chacun peut y découvrir sa propre vision des combats : « Les antimilitaristes y trouveront la dénonciation de souvenirs exécrables; les « bellicistes » [...] y trouveront de l'héroïsme à revendre ». (18) Et pourtant :

« M. Dorgelès, qui n'a ambitionné que d'être documentaire, nous peint un retour des tranchées d'un symbolisme bien décourageant. Voilà des demi-cadavres à peine ressuscités, « qui ne veulent plus rien savoir », que la discipline oblige à défiler devant leur colonel, musique en tête, et

(14) R. Doumic, « Une vague d'internationalisme au théâtre », R.D.M., 15 fév. 1920, pp. 919-928. Cf. également *Mercure* CXXXVIII, pp. 455-456 et R.H., 27 mars 1920, pp. 519-530.

(15) Jacques Duval, « La satire sociale au théâtre », *Correspondant*, 10 fév. 1920, pp. 543-544.

(16) Paru en avril 1919.

(17) En 1932, il en fut tiré un film qui eut lui aussi un immense succès; cf. *Correspondant*, avril 1932, p. 301.

(18) François Le Grix, R.H., janv. 1920, pp. 110-113. Selon la *Revue Hebdomadaire*, 1923, I, p. 406, les *Croix de Bois* sont une des meilleures descriptions du soldat de 1914-1918.

qui, surveillés par leur public habituel de petite ville, redressent la tête, tendent le jarret, jouent leur rôle de victorieux, à l'adresse des belles filles larmoyantes. Il conclut : *Allons, y aura toujours des guerres, toujours, toujours !* »

« S'il doit y avoir toujours des guerres », rétorquait en guise de conclusion personnelle le directeur de la *Revue hebdomadaire*, « nous voulons qu'on nous en donne d'autres raisons. » (19)

**

Au cours de cette décennie 1919-1929, chaque facette de la Grande Guerre trouvera son narrateur. « Nous avons, *écrit* Henri Béraud lors de la parution d'un nouveau roman sur ce thème, en janvier 1929, nous avons avec le *Gaspard* de Benjamin, la guerre d'août 1914, la guerre du premier été dans les blés; avec le *Feu* de Barbusse, la guerre du premier hiver, dans la boue; avec *La guerre des soldats*, de Raymond Lefèvre et Vaillant-Couturier, la guerre de Lorette, la guerre des hommes écrasés; avec les *Carnets d'un officier de la légère* de E. Dupont, la guerre de l'officier de troupe; avec *G.Q.G., Secteur I* de Jean de Pierrefeu, la guerre des Etats-Majors; avec *Civilisation* et *La vie des Martyrs* de Duhamel, la guerre des hôpitaux... Georges Rozet nous avait montré la guerre des camions, Albert Alande, la guerre de la Légion, Mac Orlan, la guerre des bataillons d'Afrique. *L'Equipage* de Kessel peint la guerre de l'aviateur, *Ma pièce* de Lintier, celle du canonnier. [...] *Une histoire de douze heures* de F.-J. Boujean, peint les camps de prisonniers. [...] Sur cet horizon de souvenirs, *Les Croix de Bois* dominant ». Dorgelès a trouvé moyen de « peindre la guerre de tout le monde, l'héroïsme moyen, la mort démocratique, l'épopée pour tous, le fleuve de larmes, le grand éclat de rire sanglant. A tout un peuple, Dorgelès a tendu le miroir de fer, où il se reconnaît avec horreur, orgueil, pitié. » (20)

**

(19) *Ibid.*, p. 117.

(20) Henri Béraud, dans *Gringoire* du 25 janvier 1929, p. 4.

On n'en finit pas de ressasser ces quatre années de souffrances; la production littéraire consacrée entre 1918 et 1929 à la Grande Guerre comporte plus de 150 titres. Un professeur de lettres ancien combattant en a dressé la liste; il est instructif d'en opérer un classement chronologique. 40 récits de guerre parurent en 1918; 31 en 1919; 17 en 1920; 13 en 1921, 10 en 1922; 9 en 1923; 9 en 1924; 8 en 1925; 7 en 1926; 3 en 1927; 3 en 1928; 2 en 1929. Mais à partir de 1930, et pour des raisons qui apparaîtront clairement plus loin, la courbe remonte brusquement (21/22).

Au-delà des chiffres aveugles, il faut voir les changements qualitatifs qui s'opèrent. Jusque vers 1924, c'est la description clinique de la guerre qui domine; le panache en est absent : 1914-1918 est une *passion* et non une *épopée*. Ils seront seulement quelques-uns à vouloir faire les fanfarons; quelques jeunes auteurs refuseront de présenter les combattants comme des martyrs et chanteront la guerre sur le mode lyrique. Montherlant avec *le Songe*, Drieu la Rochelle avec *Interrogation*, (23) Philippe Barrès avec *La guerre à vingt ans* (23 bis) en exaltent le côté viril, sportif, joyeux. Mais prenons y garde, ce courant minoritaire ne contredit en rien les évocations pessimistes; il fait plutôt ressortir, par contraste, les couleurs sombres utilisées ailleurs. Il y a chez ces jeunes un parti pris de scandaliser et de se dist-

(21) John Norton Cru, *Du Témoignage*, Paris, 1930, 270 p. — L'ouvrage de Cru appelle des réserves méthodologiques; sa bibliographie par contre est de premier ordre. Ce professeur américain, d'origine française, a fait la guerre de 14; sa position de juge et partie, qui a certains égards fait sa force, fait aussi, sur un autre plan, sa faiblesse. « Nous, poilus, écrit-il par exemple à propos du *Feu* de Barbusse, nous répudions ce pseudo-pacifisme, érotique, morbide et calomniateur, qui fait le jeu des militaristes en leur offrant l'occasion de démentis faciles tout en discréditant le pacifisme honnête » (p. 563).

En ce qui nous concerne, c'est précisément l'aspect « tendancieux », « subjectif » de ces œuvres qui est révélateur : comment la (pré)vision d'une nouvelle guerre a-t-elle marqué l'image de la dernière guerre et vice-versa; et non, à l'instar de Cru, ce que fut « objectivement » le conflit de 14-18.

(22) Norton Cru a arrêté sa bibliographie au début de 1930 et signale 9 récits de guerre pour les premiers mois de l'année. — Prolonger au delà de 1930 la courbe de production littéraire consacrée à 14-18 nous a paru risqué. Nous avons préféré enregistrer des témoignages concernant le vif regain d'intérêt pour ce sujet dès 1930. Voir *infra*.

(23) A propos de ce recueil de poèmes, Daniel-Halévy (*Revue de Genève*, 1923, I, p. 508) écrivit que « c'était la voix émouvante d'un jeune homme à demi abasourdi par les bombardements; nous crûmes y entendre, mieux qu'ailleurs, l'accent énigmatique des tranchées ».

(23 bis) Cf. en particulier le compte rendu de ce roman par H. de Montherlant, dans la *Revue Hebdomadaire*, septembre 1924, pp. 2352-2363.

tancer du gros du peloton. D'ailleurs, leur lyrisme est un lyrisme du sacrifice, qui n'a rien d'épique. Enfin, leur ton dégagé pourrait tenir précisément au fait que ces trois « héros » n'y ont guère séjourné, dans la boue sanglante des tranchées.

En 1930, à cette date où la pose héroïque n'était absolument plus de mise parce qu'elle renvoyait à « la prochaine guerre » et non plus à « la dernière », Drieu la Rochelle éprouva le besoin de s'excuser :

« Ni moi, ni Montherlant (du moins à ce que je décèle du livre de celui-ci) ne sommes restés jamais longtemps au front, *et cela fait toute la différence.*

Certes, nous étions dans l'infanterie, et dans le rang (Montherlant soldat, moi caporal ou sergent) mais nous ne sommes jamais demeurés assez longtemps dans les tranchées pour y voir s'user tout notre élan d'imagination livresque et même notre instinct naturel de défense et d'agression comme il était inévitable qu'il en advienne pour quiconque, après quelques mois de cette guerre bureaucratique et industrielle des tranchées.

[...] Montherlant et moi nous étions dans l'infanterie, des volontaires et des amateurs, solidement appuyés sur un arrière prêt à nous faciliter la retraite et l'abri : nous l'avons d'ailleurs noté sans vergogne. » (24)

Ces jeunes gens qui ont fait la guerre immédiatement au sortir du lycée ont pu ne pas la prendre trop en haine comme leurs aînés. Comme le notait un critique :

« On n'a pas assez insisté sur la désillusion profonde qu'apporta la réalité de la bataille aux hommes de plus de vingt-cinq ans [...]. Certains plus jeunes gens, comme Drieu, Montherlant ou Philippe Barrès, ont pu se déclarer comblés, c'était une aventure suffisante pour eux de jouer à l'homme avant l'âge. Mais quelle déception pour leurs aînés, quel manque d'héroïsme actif, de grand air libre dans cette existence terrée, dans cette bataille invisible, sous les rafales d'acier. Quelle lamentable fin d'adolescence. » (25)

Quelle que soit la validité de cette analyse, il n'en reste pas moins que l'héroïsme de ce trio de jeunes écrivains était à contre-courant. Nous venons de citer un mot de Drieu reniant, en quelque sorte, son élan passé. Quant à Montherlant, son exal-

(24) Cf. Drieu La Rochelle à B. Crémieux, 7 oct. 1929, in N.R.F., 1929, II, pp. 727-730; voir également *ibid.*, pp. 568-570.

(25) Benjamin Crémieux, dans son compte rendu de *la Nuit Kurde*, par Jean-Richard Bloch, N.R.F., 1925, pp. 242-244.

tation du sacrifice suscita des inquiétudes et des réticences. Jean Schlumberger n'avouait-il pas en 1924, lors de la parution du *Paradis à l'ombre des épées*, que la plupart des lecteurs de Montherlant « n'ont pu accepter quelques phrases d'une cruauté agressive sur la prochaine guerre à qui sont immolés d'avance, avec une effroyable tranquillité, les corps des jeunes gens qui s'exercent sur le stade. » (26) Et quelques mois plus tard, lorsque Montherlant publie son *Chant funèbre pour les morts de Verdun*, Jean Prévost, considéré comme un des plus brillants représentants de la jeune classe, — celle qui a tout juste échappé au massacre — exprime la répugnance des jeunes à suivre les traces sanglantes de ceux qui ont fait Verdun :

« Le courage n'a point manqué là d'où vous êtes revenus; et la guerre a montré que l'on pouvait compter sur les hommes : peut-être ne faut-il point stimuler cette vertu. Dites à vos camarades, mon frère aîné, que même dans cette estime réciproque que vous vous donnez avec tant de raison, il y a, quand elle devient exclusive, quand elle forme une confrérie du courage éprouvé, comme un soupçon du courage d'autrui, qui aiguillonne les plus jeunes, qui peut les pousser jusqu'à cette folie de vouloir s'éprouver eux aussi, et rendre inutile le sacrifice des survivants et des morts.

Et les jeunes ont besoin de savoir qu'à la prochaine guerre ils ne seront même plus *tués* : car ce mot dans leurs esprits, garde quelque chose encore de la coupure fraîche et de l'indulgence du fer, mais d'être cuit vivant dans le Taureau d'airain paraîtra quelque chose futile et charmante auprès de la suppression perfectionnée. Et surtout le courage y sera inutile et invisible : exterminés comme de la vermine, quelle différence entre les affolés et les résignés ? » (27)

La nouvelle génération a trouvé là un argument qui lui servira jusqu'en 1940 : vanité de l'héroïsme, anachronisme du courage face à la guerre aérochimique !

Que la vision des milliers de mutilés de 1914-1918 ait renforcé

(26) N.R.F., 1924, I, p. 362.

(27) N.R.F., 1925, I, p. 229. Pourtant Denis de Rougemont avait voulu saluer cette œuvre comme marquant de la part de l'auteur un demi ralliement au pacifisme (*Revue de Genève*, 1925, I, pp. 380-382) : « Il y avait dans le *Paradis [à l'ombre des épées]* je ne sais quel relent de barbarie, un assez malsain goût du sang. Tout cela s'est purifié dans le *Chant funèbre* ». Mais « à quoi sert », objectait le jeune écrivain suisse, « d'exalter d'une si émouvante sorte les soldats déjà légendaires de Verdun ».

cette image ne fait guère de doute. Jean Prévost, dans un écrit autobiographique intitulé *Dix-huitième année* et paru en 1928, s'en expliquera : *Pendant la guerre « une seule chose nous semblait respectable : combattre. Les combattants avaient tous les droits. [...] A leur retour, après leur victoire, les combattants auraient tout. [...] Nous, enfants de dix-sept ans, [...] [nous] acceptions de tout notre cœur de vivre inférieurs, de n'obtenir jamais ni place, ni droit de parler, de tout laisser à ces héros, nos aînés immédiats, et de les adorer toujours. »* (28) Mais d'ajouter : *« Je sens aujourd'hui ce qu'aucun garçon de dix-sept ans n'aurait avoué : nous préférons, de beaucoup, les héros indemnes aux mutilés ». Les mutilés, ces « héros vaincus ! »* (29)

*
**

Entre 1924 et 1929, la guerre, comme sujet littéraire, est en baisse. La demande a évidemment influé sur la production. C'est que, depuis la signature des accords de Locarno, les Français veulent oublier la tragédie de « 14-18 » ; la Société des Nations paraît une belle promesse de paix. « Oui, oui, la guerre est aux abois », s'écrie en 1928 le doyen d'âge de la Chambre des députés, lors du traditionnel discours d'ouverture ; « on peut, dès aujourd'hui, prévoir le moment où l'histoire enregistrera sa mort, c'est-à-dire l'événement mondial le plus important et le plus utile dans les fastes de l'humanité, c'est-à-dire la fin de la guerre et l'avènement de la paix ». (30)

L'œuvre qui incarne avec le plus de justesse cette période locarnienne, n'est-ce pas *Siegfried* de Giraudoux, avec son héros amnésique, vivant symbole de la réconciliation franco-allemande.

Evidemment, il y a ceux qui refusent d'oublier, réactionnaires ou révolutionnaires. En cette année 1928, les communistes de Boulogne-Billancourt font précisément jouer, dans la banlieue rouge, une pièce de théâtre intitulée : *1914. Maudite soit la guerre*. Les officiers français y « sont dépeints comme des lâches, les patrons comme des embusqués, les ouvriers comme les seuls Français qui se soient battus, aient subi souffrances, blessures, mort » ; et les spectateurs, venus de l'usine Renault, applaudissaient en hurlant « A bas la guerre ! » (31)

(28) N.R.F., 1928, II, p. 490.

(29) *Ibid.*, pp. 490-491.

(30) Discours de Pinard, président d'âge, Chambre, 10 janv. 1928, J.O., p. 2.

(31) Cf. Jacques Valdour, « Le communisme à l'usine », R.D.M., 15 mai 1928, p. 376.

A la même date, René Doumic, représentant typique de la haute bourgeoisie, s'indignait des intentions politiques de la pièce de Giraudoux :

« Alors, tout est oublié ! L'Allemagne, subitement lavée de son crime, redevient une nation pareille à une autre, plus puissante que d'autres, partant digne d'une particulière considération, et dont on peut parler entre Français en toute liberté d'esprit et tranquillité de cœur. [...] Oubliés les deuils, les larmes, les foyers dévastés, l'agonie de tant de pauvres petits... Nous avons pris congé de nos morts. » (32)

3. — LE TOURNANT DE 1930.

1930 ! L'histoire prend un virage brutal. La détente se termine brusquement; l'Europe entre dans un nouvel avant-guerre. Les perspicaces ne s'y trompent pas. Dressant le bilan de l'année écoulée, le directeur de la *Revue hebdomadaire* note :

« Cette année cruciale 1930 [...] à marqué [...] en bien des domaines, en art comme en politique, une fin et un commencement, tout au moins le commencement de la fin, la fin de l'après-guerre. » (33)

Daniel Halévy s'interroge : « 1920 : aube de l'après-guerre; 1930, qu'en dirons-nous ? C'est rare que de tout près une année livre son secret. Ici, pourtant, nul doute : le tournant est marqué. Juillet 1930 : nous évacuons la Rhénanie; septembre 1930 : élections révolutionnaires et nationalistes en Allemagne : voilà une fin et un commencement. 1920-1930 : c'est un entr'acte entre deux âges, je ne veux pas dire entre deux actes ». (34)

Le cinéma reflète lui aussi, ce brusque changement. « Depuis quelques mois, s'étonne en juillet 1930 un critique, les films de guerre sont à la mode, tout au moins ceux qui rappellent au public la grande catastrophe de 1914. Un peu partout, on ne voit que tranchées, uniformes, grenades, ambulances et corps à corps, et cela dans le moment même où l'esprit locarnien veut pacifier la terre. » (35) L'incompréhension de ce cinéophile devant la brusque émergence du thème de la Grande Guerre ne donne

(32) R.D.M., 1^{er} juin 1928, p. 708.

(33) R.H., juillet 1931, pp. 97-98.

(34) Daniel Halévy, *Courrier de Paris*, Paris, 1932, p. i.

(35) Pierre de Lacretelle, *Gringoire*, 25 juillet 1930, p. 9.

que plus de poids à son observation. Deux films de guerre allemands, *A l'Ouest rien de nouveau*, tiré du roman célèbre de Remarque, et *Quatre de l'Infanterie*, d'après le roman d'Ernest Johansen, exercent une « grosse action sur le public français ». (36) Ils ont été interdits Outre-Rhin : trop pacifistes... « Décidément, la guerre nous colle à la peau; il n'y a pas moyen de s'en débarrasser », écrit Alexandre Arnoux, dans les *Nouvelles Littéraires*, après avoir vu le second de ces films. (37)

A la même date, un critique militaire du *Temps* constatait avec stupéfaction la vogue nouvelle de la littérature militaire : « A une époque où se multiplient les traités pour le maintien de la paix entre les peuples, la multiplication » de ces œuvres, consacrées à la dernière ou à la prochaine guerre, commentait-il, « semble étrange. Cela ne peut s'expliquer que par un sentiment d'inquiétude non avoué. De toutes parts, on se demande ce que sera demain. » (38)

*
**

Le *Journal* de Léautaud illustre ce brusque revirement d'atmosphère. Depuis la liquidation de l'expédition de la Ruhr, le mot « guerre » avait disparu de sa plume. Or ne voilà-t-il pas que le 13 décembre 1929 est relevée cette confiance d'un confrère : trois sujets d'articles suscitent des lettres de lecteurs : la religion, l'amour et la guerre. (39) La religion ? Passe encore, mais la guerre, par quelle aberration s'y intéressait-on encore ? La guerre ? Mais elle deviendra bientôt, même pour lui, un sujet de réflexion continuel. Ce vieillard misanthrope et peu porté à l'excitation patriotique s'en trouvera bientôt obsédé. Le 20 janvier 1930, il croyait remarquer une tentative de réaction contre le pacifisme littéraire; le début d'une « curieuse campagne » contre les livres de guerre trop réalistes, « et qu'on commence à trouver

(36) Cf. la chronique cinématographique de Jean Morienvall, *Correspondant*, 25 nov. 1930, p. 602 et 25 déc. 1930, pp. 928-929. Ces deux films, de style très réaliste, sont parmi les premières œuvres « sonores » du cinéma.

(37) *Nouv. Litt.*, 20 déc. 1930.

(38) Lieutenant-colonel Reboul, *Temps*, 20 juill. 1930, p. 4. Le jour précédent, Simone Ratel observait sur un autre plan « l'avalanche de livres maudissant la guerre et qui sont puants de lâcheté »; « lâcheté » en ce sens qu'ils refusaient d'avouer que « nous avons consenti à la guerre en 1914 ». Cf. *Nouv. Litt.*, 19 juillet 1930, p. 9.

(39) Paul Léautaud, *Journal Littéraire*, t. VIII, Paris, *Mercure de France*, 1960, p. 107.

d'un effet dangereux pour la conservation de l'esprit civique et de l'héroïsme guerrier ». (40) A l'automne son étonnement se muait en stupeur : « On parle de la guerre comme si on en était à la veille »; elle dépassera en horreur la précédente : « Des escadrilles d'avions porteurs de bombes telles qu'une dizaine ou [une] vingtaine jetées sur une ville comme Paris suffiraient pour y allumer un incendie général » (41).

Peu après, Léautaud, en historiographe scrupuleux, prend soin de recopier dans son *Journal* « une prédiction de Ludendorff sur la guerre de 1932 », qu'il complète par des précisions du professeur Langevin sur le caractère qu'elle prendrait : 100 avions, transportant chacun une tonne de bombes, suffiraient pour répandre une « nappe de gaz de 20 mètres de hauteur »; s'il n'y a pas de vent, Paris serait anéanti en une heure. (42)

*
**

Le *Journal* de Julien Green, le seul qui puisse se comparer à celui de Léautaud par sa ponctualité, confirme l'existence de cette crainte lancinante. En octobre 1930, l'écrivain franco-américain est « assombri » par les nouvelles d'Allemagne. « Comment travailler à un roman, soupire-t-il, alors que la paix est menacée ? » (43) Trois jours plus tard, il avoue que « depuis quelques jours, les menaces de guerre » sont plus sérieuses qu'autrefois; il fallait se résigner « à vivre dans l'attente d'une catastrophe ». (44)

« Partout, observe-t-il encore à la date du 22 octobre 1930, il n'est question que de la guerre. Dans les salons, au café, on n'entend parler que de cela, avec le même accent d'horreur. Certains la prévoient pour dans deux mois, d'autres, moins pessimistes, nous accordent encore une année de paix ». (45) Il ajoutait, il est vrai, cette réflexion rassurante : « *Les plus intelligents croient l'Allemagne hors d'état de se lancer dans une*

(40) *Ibid.*, pp. 135-136.

(41) *Ibid.*, pp. 262-63.

(42) *Ibid.*, pp. 268-269.

(43) Julien Green, *Journal*, I, 1928-1934, Plon, 1938, p. 28 (16 oct. 1930).

(44) *Ibid* (19 oct.).

(45) *Ibid.*, pp. 28-29.

aventure aussi coûteuse et aussi meurtrière, mais l'ombre d'une telle menace a quelque chose de paralysant. » (46)

*
**

Une vague d'anxiété déferle donc en 1930 sur la France. Les propos de Léautaud et de Julien Green ont leur pendant dans des discours, tel celui de Painlevé qui, le 5 octobre 1930, dénonçait le spectre d'une attaque brusquée et s'élevait contre ce qu'il prétendait être une « campagne diffuse d'affolement » ; (47) tel celui de Briand qui, trente jours plus tard, lors du débat de ratification des accords Young, s'écriait à la Chambre : « S'il est une chose qui m'attriste, c'est le vent de panique que l'on essaye de souffler sur notre peuple. La guerre imminente ? Vraiment, nous n'en sommes pas là ». (48)

Cette panique, parce qu'elle est sourde et diffuse et qu'elle n'est pas trop exploitée par la presse et les partis, est difficile à saisir. Au niveau militaire, la nervosité soudaine avec laquelle furent accueillies, en 1930, les thèses de von Seeckt en est évidemment une manifestation : la polémique autour de l'armée de métier, la paralysie des responsables gouvernementaux doivent s'inscrire dans ce contexte. Au niveau du public, la peur touche à la panique et ce n'est pas sans raison que ce mot est si souvent prononcé. Jean Schlumberger, dans un article paru en décembre 1930 dans la *Nouvelle Revue Française* nous en fait comprendre le mécanisme :

« C'est seulement par la panique que l'opinion publique devient accessible aux anticipations cruelles. La panique est l'explosion d'une imagination dormante, lancée tout à coup dans des régions qu'elle n'a jamais explorées, où elle court au hasard, s'affole, trébuche, perd pied. On a bien entendu dire qu'une nouvelle guerre dépasserait en horreur la précédente et qu'elle livrerait au chaos une Europe anéantie. Mais ce ne sont là que des paroles. Non pas qu'on nie la justesse de ces affirmations : simplement l'on ne s'y arrête pas, l'on n'en inventorie pas le contenu ; on en est d'ailleurs incapable, faute de savoir imaginer une situation qu'on n'a pas traversée. Malgré leur entraînement professionnel, les romanciers n'y réussissent pas tou-

(46) *Ibid.*

(47) Cf. les journaux du 6 oct. 1930 ; cf. également F.M., 9 oct. 1930, p. 1 ; *Œuvre*, 18 nov. 1930, p. 1.

(48) Cité par Bonnefous, *Histoire politique de la III^e République*, Paris, 1959-1962, t. V, pp. 46-47.

jours. Alors qu'attendre d'esprits qui n'ont ni le goût ni l'habitude d'imaginer ce qui ne s' imagine qu'avec effort ? » (49)

Qu'on ne s'y méprenne pas. Schlumberger ne minimisait pas le bien-fondé de la panique observée autour de lui, bien au contraire; simplement il regrettait que celle-ci restât informe :

« Faut-il ne faire que rire du pessimiste qui se dit avec effroi : “ Il suffit désormais, ou il suffira demain, de cinq cents fous armés d'avions et de bombes pour asphyxier en quelques heures la population d'une ville comme Paris ? ” Aurons-nous raison de lui tourner le dos avec la seule réponse que ce sont des choses qui ne se font pas ?

Jamais jusqu'à présent (ou jusqu'à demain) cinq cents fous armés d'un équipement qu'une moyenne usine suffirait à fournir, n'avaient détenu le pouvoir de prendre une initiative aussi formidable. Et quel pays n'a ses fous et quel gouvernement, même sage, est sûr de toujours maîtriser les siens ? Naguère ni dix mille, ni même cent mille hommes ne pouvaient rien entreprendre. On avait le temps de les voir venir. [...] Mais aujourd'hui, une moitié de l'Europe cherche péniblement son assiette et nuls cadres éprouvés n'y sont plus assez forts pour résister aux grandes folies paniques. » (50)

Certes, Jean Schlumberger ne pouvait s'empêcher de faire quelque peu du roman au moment où il s'efforçait de donner un contenu réaliste et concret à cette panique informe. Mais là n'est pas la question. L'important est que son effort de réflexion exaspérait sa peur au lieu de la maîtriser, laissait percer une forme de défaitisme. Ecoutons-le :

« Nos préférences sont toutes pacifiques. Mais nous croyons encore que le choix se pose entre des préférences, alors qu'il se pose au-delà, entre être et ne plus être. Votre interlocuteur reconnaît presque toujours qu'en cas de conflit européen, le vainqueur sortirait de la lutte aussi détruit que le vaincu. Mais s'il fait suivre cet aveu d'une phrase qui signifie : “ Pourtant, au cas où l'on nous y forcerait, il faudrait bien... ”, il prouve qu'il ne croit pas sérieusement à cette destruction. Il y croit comme à un accident qui pourrait arriver à d'autres mais pas à lui-même. A ses yeux, c'est toujours la puissance qui est en jeu, non la vie. Il continue à faire des estimations, des pesées, mais il ne met pas dans l'un des plateaux ce poids

(49) Jean Schlumberger, « D'un certain, manque d'imagination », N.R.F., 1930, II, p. 758.

(50) *Ibid.*, p. 766.

sans commune mesure avec aucun autre : la possibilité de périr; non pas d'être vaincu, mais de ne plus exister. Le fait-il avec courage ? C'est une malhonnêteté d'orateur public, que d'établir une confusion entre ce que le courage peut réclamer d'un individu et ce qu'il réclame d'un peuple. La mort peut se trouver dans le lot de l'un mais pas de l'autre. Pour une civilisation, la mort de ce qu'elle représente dans le monde est une sorte d'absolu qui n'entre pas en équation avec des facteurs relatifs, tout comme l'infini de la vie éternelle exclut, aux yeux de Pascal, la possibilité de rien mettre d'autre en balance. » (51)

*
**

Le pacifisme, pour être activiste et militant, implique un pôle contraire. Autrement ce n'est qu'une forme d'abstention. On n'est authentiquement pacifiste que par opposition à un parti militariste. Or, dans ces années 1930, proclamer sa foi dans la paix comme bien suprême, c'était indirectement accuser, et selon certains, provoquer l'Allemagne « revancharde » dont l'idéologie officielle, au contraire de celle de la France, n'était certainement pas la paix. Les « pacifistes intégraux » sentirent le piège et s'en prirent par conséquent à *l'esprit pacifique de la France, forme nationale du bellicisme !* Le pacifisme ordinaire français était, selon eux, une forme déguisée et hypocrite de bellicisme, à dénoncer au même titre que l'autre. Donc, fauteurs de guerre, ceux qui confondaient la paix avec les traités de paix; vrais pacifistes ceux-là seuls qui refusaient sans condition de se battre. (52)

Cette profession de foi exprimée dans *Europe*, provoqua des répliques. A l'extrême gauche, les communistes réaffirmèrent leurs positions idéologiques : la paix n'était pas un objectif qui devait l'emporter sur celui de la Révolution; elle n'était pas le bien suprême; pour supprimer définitivement la guerre, il fallait d'abord extirper le régime capitaliste de la planète. (53) Un indépendant, Ramon Fernandez, observateur averti de l'Allemagne, tenta pour sa part de montrer les faiblesses concrètes de l'ultra-pacifisme. Fernandez estimait qu'il s'agissait là, au

(51) *Ibid.*, pp. 769-770.

(52) Emmanuel Berl, « Bellicisme français », *Europe*, 15 déc. 1930, pp. 488-91.

(53) Cf. *Europe*, 1931, I, pp. 275-279.

fond, d'un provincialisme français drapé dans la raison universelle :

« En face [du] Français légiste et conservateur se dresse, dans les parlotes internationales, le Français pacifiste. Il croit avoir sur l'autre l'immense avantage de comprendre les peuples auxquels il s'adresse. [...] De la propagande révolutionnaire, et de la propagande de guerre, il retient la bonne volonté de justice, qui consiste à se mettre à la place de l'adversaire. Il croit coïncider avec l'âme allemande lorsqu'il lui prête des sentiments qu'il découvre en lui-même. S'il explique le succès de Hitler par les embarras du contribuable allemand, il ne doute pas qu'il ne se comporte en homme universel. Il fait plus. Il dénombre les responsabilités de la guerre de 1914, en découvre quelques-unes au compte des anciens alliés, et cela lui suffit : il lâche tout, il ouvre les bras, et, personne n'y tombant, il reste les bras ouverts. La Russie lui fait peur et l'attire; il y fait des incursions brèves, en revient encensé ou rassuré, ou bien inquiet et passionné, selon sa nature. L'Allemagne, il la comprend, il sait ce qu'il lui manque. " Le Traité de Versailles, cette cochonnerie mérite un coup de pied, et qu'on n'en parle plus. " Il réserve toute sa haine pour les ignobles philistins qui se cramponnent au *statu quo* et veulent voir de près les choses. [...]

[...] [Mais] le langage de la France pacifiste et " européenne " n'est guère mieux entendu en Allemagne que son langage de défense et de réaction. Certes on l'y trouve plus commode, plus utilisable, et dans tous les sens du terme, plus opportun; mais en admettant que le pacifisme de la France se réalise un jour, c'est ce pacifisme lui-même qui pourrait devenir une entrave, peut-être aussi gênante à sa manière que le traité. [...]

[...] Si l'Allemagne apprenait quelque jour que sa libération dépend effectivement d'un programme pacifiste, elle accepterait ce programme, sans hypocrisie, mais comme l'étape présente d'un devenir indéfini. C'est dire qu'elle ne peut accepter la paix comme un absolu, même si elle la préfère à la guerre. Elle préfère la paix à la guerre, mais elle préfère beaucoup de choses à la paix, et parmi ces choses, la possibilité d'agir comme elle entend l'action, avec son aventure et ses risques. La guerre et la paix lui paraissent des solutions possibles, parmi d'autres solutions possibles, du conflit des tendances et des intérêts. Or le pacifisme français, *condition absolue* de sa liberté, lui apparaîtrait, en fin de compte, comme une autre forme de l'impérialisme français. Ici encore, la France substituerait sa pensée, sa nature à celles de l'Allemagne; ici encore, la

solution française serait antérieure aux difficultés allemandes et ne tiendrait aucun compte de leur caractère particulier.

[...] Vieil européen du temps où l'Europe était l'Univers, le Français, quand il se donne à l'Europe, croit naïvement rejoindre l'Univers. Provincialisme charmant mais dangereux en face d'une Allemagne pour qui l'esprit européen n'est qu'un rameau, et non peut-être le plus vivace, de l'esprit cosmique. [...]

[...] Prencis garde que la volonté de paix, en face des traités de paix, ne forme une autre impasse. S'il est vrai qu'une adhésion stricte et sourde à la paix de Versailles pourrait rompre bientôt nos communications avec le monde, gardons-nous de tirer notre langage pacifiste de notre fonds d'idées, de nos intérêts, de notre besoin de noblesse ou de notre besoin de repos. Avant du moins d'avoir appris comment le monde va. Gardons-nous de bâtir une doctrine universelle qui serait reçue par le monde comme un régionalisme. Ce contraste entre l'université de l'intention et le particularisme de l'effet est présentement la tragédie de l'esprit politique français. » (54)

Fernandez annonçait que l'abandon des traités n'inaugurerait pas le règne de la paix; peut-être serait-ce la fin d'une guerre prolongée en sourdine, mais plus sûrement le début d'une ère d'aventures et de risques auxquels les pacifistes étaient mal préparés.

4. — LE THÈME DE LA DÉSERTION.

A partir de 1930, les romans se multiplient qui prennent pour thème la lâcheté, la peur, la désertion tandis qu'on n'en signale guère à exalter l'héroïsme guerrier. (55)

En 1926, le dramaturge H.-R. Lenormand avait bien donné une pièce en quatre actes intitulée un *Lâche* (56); mais l'auteur s'était gardé de prendre parti; son déserteur, « réfugié en Suisse pendant la guerre et devenu agent de renseignement pour fuir

(54) Ramon Fernandez, « L'autre impasse (à propos des rapports franco-allemands) », N.R.F., 1931, I, pp. 113-122.

(55) Citons comme exception *le Héros* par André Foucault (Paris, 1930). Voir le c. r. des *Nouvelles littéraires*, 6 sept. 1930, p. 4; encore que Daniel-Rops fût d'un avis différent puisqu'il jugeait que ce livre de guerre, « franc, loyal jusqu'à l'impudeur », s'apparentait à l'œuvre de Remarque (cf. *Revue de Genève*, 1930, II, p. 659).

(56) On pourra lire le texte de cette médiocre pièce dans le supplément « théâtre » de la *Petite Illustration*, n° 275 du 13 févr. 1926.

plus sûrement les tranchées » (57) était un personnage bien falot; nulle révolte consciente en lui; rien que la lâcheté physique, une veulerie subie passivement et non assumée. Le roman d'Henry Poulaille, *Ils étaient quatre*, paru à la même époque, utilisait lui aussi le thème de la désertion, mais il s'agissait, là encore, d'une désertion accidentelle qui servait de prétexte au narrateur... (58) Plus intéressante déjà est la publication, en 1929, de *Marceau-la-Rose* d'Elie Richard, dont le héros était un véritable réfractaire. (59) L'année 1929 vit encore la parution de *Sabres de bois*, de Jacques Deval, roman de guerre ou plus exactement « roman de l'arrière », qui fit, paraît-il, grand bruit. Ce récit, qui s'inscrivait dans la tradition littéraire de Courteline, avec des « traits cruels et des détails cocasses », se terminait soudain sur des « pages qu'alourdit un malaise d'horreur et qui laissent entrevoir, pour ainsi dire de la coulisse, la conclusion des mutineries de 1917 ». (60) Deval n'aurait-il pas commencé sa rédaction en pleine euphorie locarnienne et mis la dernière main à son œuvre alors que le vent était en train de tourner ?

En 1930, le style courtelinesque n'est plus de saison; (61) plus question, alors que le souffle empesté de la *prochaine* guerre se fait déjà sentir, de plaisanter sur la *dernière*. Un événement d'ordre littéraire accélère cette mutation : le succès phénoménal du livre de Remarque, *A l'Ouest rien de nouveau*, paru en janvier 1929. (62)

(57) Cf. c. r. de la N.R.F., fév. 1926, pp. 244-245.

(58) Grasset, 1925; c. r. in N.R.F., mars 1926, p. 359 et *Revue de Genève*, 1925, I, pp. 774-775

(59) Cf. le c. r. de la *Revue des Vivants*, 1929, p. 1109; Elie Richard avait déjà peint « avec humour » des guerriers sans héroïsme dans *Les Guerriers clandestins*.

(60) *Revue de Genève*, 1929, II, pp. 645-646; nous n'avions pas spécialement remarqué, à la lecture de ce roman, le climat des mutineries de 1917; nous avons été davantage frappé par les bombes empoisonnées que lance un avion, à la fin du livre.

(61) En 1928 avait paru *Boîte de singe* de Georges Girard sorte de « Courteline aux tranchées » (N.R.F., 1928, I, p. 425) et précédemment, *les Guerriers clandestins*. Signalons, dans le style des romans vulgaires d'anticipation : *Berlin... Moscou... Pékin*, par Pierre Limagne (Paris, 1929) qui fait éclater la guerre en 1935; la France, alliée à la Pologne et à la Yougoslavie lutte contre l'Allemagne, qui reçoit l'aide de la Russie et d'une Chine bolchévisée; une révolution communiste en Inde fait intervenir par contre-coup la Grande Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique, tandis que le Japon et l'Italie restent dans l'expectative; finalement, contre-révolution en U.R.S.S., reflux des Asiatiques, démembrement de l'Allemagne et de la Russie.,,

(62) La traduction française parut en juin et tira d'un coup à 200.000 exemplaires; en Allemagne, le roman se vendit à 700.000 exem-

En 1930, un des grands succès de librairie en France c'est *la Peur*, de Gabriel Chevallier. Mais laissons la parole à un critique :

« Livre neuf surtout parce qu'il proclame avec fermeté la vérité fondamentale de la guerre moderne, telle que l'éprouvèrent les neuf dixièmes des combattants. Vérité que le titre même de l'ouvrage résume. Le moment est venu de le dire. La guerre, ce fut la peur. Et l'héroïsme, quatre fois sur cinq, fut un effet de la peur. Elle conditionnait à ce point nos actions. Il n'est pas excessif d'écrire que si nous avons battu certains records d'énergie, ce fut souvent par elle. Tout le monde sur le front vivait constamment dans cette pensée de la peur. D'ailleurs, ôtez la peur, où serait le courage, que resterait-il de gloire ? Avec le triste privilège de quarante mois de front, nous demandons qu'on nous montre des tirailleurs souriants en face des mitrailleuses, nous attendons qu'on ose désormais prétendre que les acteurs des plus authentiques faits d'armes n'avaient pas les traits décomposés. [...]

Trêve de discussion. Il n'y a plus à y revenir. Nous possédons maintenant des milliers de témoignages, qui ne relèvent pas de la littérature de chefs de section, et qui, dans les deux camps, sauf exception rare, s'accordent. Leur somme établit une vérité désormais éclatante aux regards froids des historiens : abomination et révolte. Or ce n'est pas le mauvais esprit qui inspire ces livres de révolte, mais la guerre elle-même, ignoble. L'image synthétique la plus précise de cette folie des hommes fragiles en proie aux engins scientifiques, ce n'est pas le soldat succombant sous l'écrasement d'un 420, c'est l'enfant nouveau-né violé par un gorille.

Gabriel Chevallier a levé les derniers voiles. » (63)

En janvier 1930, un autre critique affirmait déjà, dans la *Nouvelle Revue Française* que « l'on nous a assommés, tant que durait la guerre, de romans belliqueux. [...] Les poncifs ont changé : l'on nous écrase aujourd'hui de soldats désespérés, qui ne parlent que suicide, catastrophe et révolution. Cette nouvelle mode n'est pas plus déplaisante que l'autre : il arrive qu'elle soit pleine de bonnes intentions. Mais l'on en abuse un peu. » (64)

plaires au cours des dix premiers mois (d'après la N.R.F., oct. 1929, pp. 568-70).

(63) C. R. de Joseph Jolinon, *Europe*, 1931, I, pp. 108-109; cf. également par Gabriel Chevallier : « Pourquoi j'ai écrit la peur », *Nouv. litt.*, 27 déc. 1930.

Par exemple, *Noir et Or* d'André Thérive, (65) roman aujourd'hui tombé dans un juste oubli, mais dont le thème correspondait alors à une demande du public; en janvier 1931, Marcel Arland parlait de ce roman (dont le sujet était la guerre) comme d'« une de ces œuvres auxquelles un auteur confie le meilleur de soi... » Et pourtant, remarquait-il, « le livre refermé, on éprouve une sorte de malaise et peut-être pire que du malaise ». « Ce n'est point, *expliquait-il*, parce que ce livre peint d'atroces événements et des êtres misérables. Un livre peut proposer la peinture la plus sombre, la plus désespérée, et pourtant atteindre à la grandeur, faire rêver de grandeur, porter au plus secret de soi le regret, le besoin, le culte de la grandeur. *Noir et Or* est le livre de la médiocrité, d'une médiocrité sans éclat, presque résignée [...]. *Noir et Or*, dit M. Thérive, ce sont les couleurs de la guerre; mais hommes et événements, dans son livre, n'ont qu'une couleur : un jaune douteux, grisâtre, fangeux. » (66)

5. — CÉLINE.

Cette puanteur fangeuse de la guerre, ce refus sarcastique de l'héroïsme, cette répulsion à « servir » ont trouvé, dans le *Voyage au bout de la nuit*, (67) leur expression achevée au point de vue littéraire. Car il faut voir que l'impudique Céline a utilisé, sans retenue aucune et sans fard, un thème actuel. Qu'on relise en particulier toute la première partie du roman pour s'en persuader : l'horreur de la guerre, l'apologie de la désertion et de la lâcheté y sont partout; Ferdinand Bardamu y étale sa peur, son désir de « se défiler », de se cacher, d'être fait prisonnier, de sauver sa peau, et son ami Robinson est encore plus lâche, plus peureux que lui.

« — Oh ! vous êtes donc tout à fait lâche, Ferdinand ! Vous êtes répugnant comme un rat...

— Oui, tout à fait lâche, Lola, je refuse la guerre et tout ce qu'il y a dedans... Je ne la déplore pas moi... Je ne

(64) N.R.F., 1930, I, pp. 146-147.

(65) Paris, 1930.

(66) N.R.F., 1931, I, p. 123; cf. également le c. r. de Georges Girard, in *Vient de paraître*, 1931, p. 74.

(67) Louis-Ferdinand Céline, *Voyage au bout de la nuit*, Denoël, 1932.

me résigne pas moi... Je ne pleurniche pas dessus moi... Je la refuse tout net, avec tous les hommes qu'elle contient, je ne veux rien avoir à faire avec eux, avec elle. Seraient-ils neuf cent quatre-vingt-quinze millions et moi tout seul, c'est eux qui ont tort, Lola, et c'est moi qui ai raison, parce que je suis le seul à savoir ce que je veux : je ne veux plus mourir.

— Mais c'est impossible de refuser la guerre, Ferdinand ! Il n'y a que les fous et les lâches qui refusent la guerre quand leur patrie est en danger.

— Alors vivent les fous et les lâches ! Ou plutôt survivent les fous et les lâches ! [...] » (68)

Le Voyage, notait un critique en 1933, « a fait l'unique conversation des salons de Paris pendant plus d'un mois » ; un « suffrage unanime prononce que [les] soixante pages sur la guerre sont le sommet du livre » ; mais ce roman qui peint la « guerre des lâches », un « Gouvernement soucieux de ses devoirs et du tragique de l'heure », l'« aurait interdit ». (69) « Pour parler de la guerre comme il en parle, observait un autre, il n'y a qu'une excuse, c'est de l'avoir faite, et M. Céline l'a faite, et même avec éclat, médaillé militaire qu'il est de septembre 1914... » (70)

Le thème de la désertion, on le retrouve dans *la Comédie de Charleroi*, de Drieu (71); également, dans *L'auberge de l'abîme*, d'André Chamson (72). *L'indifférence perdue*, de Pierre Neyrac, pâle imitateur de Céline, prend pour héros un déserteur (73). La désertion, c'est encore le sujet d'une espèce de confession : *Gonnet, déserteur*, qui fera dire à Jean Guéhenno que « vingt ans de réflexions et d'expériences font que nous sommes moins sûrs de ce qu'était le vrai devoir des hommes dans les années 1914-1918. Les « déserteurs » et les « héros » ont sans doute droit à la même pitié (74).

(68) P. 82 de l'édition Denoël, p. 70 de l'édition de poche.

(69) F. Le Grix, R.H., fév 1933, pp 110-113.

(70) Cf. *le Temps*, 19 déc. 1932; cf. encore les c. r. de L.-P. Quint, *Rev. de Fr.*, 1933, I, pp. 527-539; de Dabit, N.R.F., 1932, II, pp. 935-937; cf. encore l'essai de Paul Vandromme, « Céline, la guerre et le pacifisme », *Ecrits de Paris* n° 210, 1962. Pour Céline, « il n'y a pas de guerre juste », cf. *L. F. Céline, textes réunis et présentés* par Dominique Roux..., *Cahiers de l'Herne*, 1963, pp. 111, 113.

(71) Paris, 1934.

(72) Paris, 1933 (se passe sous l'Ancien régime).

(73) Paris, 1933; le héros du roman, qui s'affirme à la première ligne : « Je suis un déserteur », s'embusque en Palestine; cf. le c. r. de Dabit, *Europe*, 1934, I, pp. 146-147.

(74) Cf. le c. r. de Guéhenno, *Europe*, 15 sept. 1934, p. 113.

Et voici une confession fictive : *Fesse-Mathieu, l'anonyme*, de Joseph Jolinon (75), qu'un compte rendu d'*Europe* résumait de la manière suivante : Si le Soldat Inconnu de l'Arc de Triomphe parlait aux vivants « que leur dirait-il ? C'est en somme ce qu'a imaginé Joseph Jolinon. Son Fesse-Mathieu, c'est l'anonyme, le paysan, le fantassin, l'éternelle dupe ». S'il est mort au front, c'est uniquement que chez lui, la peur du peloton d'exécution l'a emporté sur l'envie de désertier. Et ce campagnard sceptique s'est mis à raisonner mais trop tard : au tombeau. Ce qui fournit à l'auteur l'occasion de lui mettre en bouche des tirades contre les marchands de canon et les officiels de l'héroïsme » (76).

« Encore un livre sur la guerre ! Nous en sommes rassasiés ! » s'écriait de Pawlowski dans *Gringoire*, fin 1931, à propos du *Grand troupeau*, de Giono, roman qui faisait l'apologie du défaitisme. « Je suis tout prêt, concédait-il, à donner raison aux pacifistes, car, pendant quarante mois de front, je n'ai cessé de me graver dans la mémoire que *rien ne valait cela*. Mais une fois le désarmement effectué, il faut en envisager les conséquences sans lâcheté. [...] Que l'on réponde à cela que la civilisation grecque a conquis Rome victorieuse; que Napoléon fut vaincu par sa conquête, j'en conviens volontiers; que la France soit absorbée politiquement par les pays voisins, cela ne signifie point forcément la disparition de la civilisation française mais la disparition de la France en tant que nation. Que l'on pèse le pour et le contre, que l'on consulte même le pays à ce sujet, cela n'aurait rien d'absurde et pourrait se discuter; mais en pareille matière aucune hypocrisie n'est permise. [...] Ajoutons enfin qu'une fois la France absorbée par les Etats voisins, il y aurait de fortes chances pour que la guerre ne disparût

(75) Paris, 1936. Ce roman est en fait un pamphlet dénué d'intrigue, où l'on trouve à l'état presque brut les thèmes courants de la propagande antimilitariste, et même une allusion à la question de l'armée de métier (p. 220); voir du même auteur le *Valet de Gloire*, Paris, 1923, notamment le chapitre intitulé « Lâchetés de Claude Lunant », publié dans *Europe*, 15 juill. 1933; cf. également Norton Cru, *Témoins*, pp. 622-623. Signalons encore *Caporal Valentine*, Paris, 1932, par André Salmon, dont le héros est un déserteur qui se travestit pour échapper au peloton d'exécution (c. r. in *N.R.F.*, 1932, II, p. 317).

(76) G. Dupeyron, *Europe*, 15 déc. 1936, pp. 559-60; cf. également le c. r. de Jacques Vaudal, *N.R.F.*, 1936, II, p. 719. — Jolinon avait achevé, avec *Les Revenants dans la boutique* (Paris, 1930) son cycle de Claude Lunant, type de poilu de 14-18; dans ce dernier volume, Lunant prenait conscience, après la Grande Guerre, d'une nouvelle guerre en préparation, cf. le c. r. de la *Revue de Genève*, 1930, I, p. 518.

point pour cela du monde et les soldats français n'auraient fait que changer d'uniforme. » (77)

Ces réflexions n'étaient pas une quelconque digression de journaliste; elles portaient sur la thèse centrale du roman de Giono qui recommandait à ses compatriotes, *et spécialement à ses frères paysans*, une attitude de refus systématique envers la guerre et même de passivité totale vis-à-vis des envahisseurs éventuels. Au fond de cette attitude, c'est encore la peur que l'on découvre, une peur impudique, une peur « publique ». Une peur de rescapé. « Je ne peux pas oublier la guerre, avouait Giono en 1934 dans *Europe*. Je le voudrais. Je passe des fois deux jours ou trois sans y penser et brusquement, je la revois, je la sens, je l'entends, je la subis encore. Et j'ai peur. Ce soir est la fin d'un beau jour de juillet. La plaine sous moi est devenue toute rousse. On va couper les blés. L'air, le ciel, la terre sont immobiles et calmes. Vingt ans ont passé. Et depuis vingt ans, malgré la vie, les douleurs et les bonheurs, je ne me suis pas lavé de la guerre. L'horreur de ces quatre ans est toujours en moi. Je porte la marque. Tous les survivants portent la marque. [...]

Il n'y a pas un seul moment de ma vie où je n'ai pensé à lutter contre la guerre depuis 1919. [...] A la guerre, j'ai peur, j'ai toujours peur, je tremble, je fais dans ma culotte. [...] Je préfère m'occuper de mon propre bonheur. Je ne veux pas me sacrifier... » (78)

6. — ANTICIPATIONS.

« Qui aurait pu prévoir, il y a seulement un an, s'étonnait Jean Schlumberger dans la *Nouvelle Revue Française* d'avril 1932, le fatalisme avec lequel certaines couches du public se laisseraient imposer par leurs journaux la croyance à une guerre imminente ? » (79) La guerre, parmi tous les fléaux menaçant l'homme, serait le seul inéluctable ? « C'est ainsi qu'on a vu des familles se préparer au sacrifice avec une docilité surprenante, les uns mobilisant leur résignation chrétienne, les autres

(77) *Gringoire*, 18 déc. 1931, p. 4.

(78) « Je ne peux pas oublier », *Europe*, 15 nov. 1934, pp. 377, 379-89.

(79) Dans son c. r. de *Paix sur la terre ?* par Louis Artus, Grasset, 1932, in N.R.F., 1932, I, p. 754.

leur stoïcisme, comme si le problème était de se faire une sagesse et non pas de tout mettre en jeu pour se débarrasser d'abord d'une dangereuse folie. » Après cet exorde, Schlumberger saluait « le véritable courage » d'un Louis Artus, pour son dernier livre, *Paix sur la terre*. Voici en quelques mots l'intrigue de ce roman dédié à Hitler et qui eut passablement de succès à l'époque, fait d'autant plus significatif que le style en était hideux, la narration lourde et maladroite. Nous sommes en Allemagne, où règne un pacifique Chancelier, dont la fille est fiancée à un Français. Dans un laboratoire, un chimiste invente une poudre capable de supprimer toute vie sur la planète. Un aventurier s'empare de la diabolique invention et déclenche la guerre. Mais, coup de théâtre de dernière minute : après un débat cornélien, l'Allemande-fiancée-à-un-Français s'interpose et les deux camps s'unissent pour sauver la civilisation. Nous ne voudrions infliger à personne la lecture de ce piètre roman. Ce qui importe ici, c'est de relever l'exploitation du thème de l'apocalypse par cet auteur de boulevard; ce qui compte, c'est que Louis Artus ait réussi à convaincre la critique, sans que la platitude de la forme, le peu de vigueur de la pensée, lui aient nui. Notons que Schlumberger trouva « fort bien » la dédicace du livre à Hitler, mais « à condition que cet appel ne paraisse pas rejeter sur nos voisins toute la responsabilité de la tension ». L'auteur, commentait-il, « voudrait que partît d'Allemagne le cri de sincère réconciliation que pas un des nôtres ne refuserait d'écouter ». Un tel cri, ajoutait Schlumberger, « ne peut être lancé d'abord que par le vainqueur, et l'on ne saurait dire que jusqu'à ce jour, la France ait fait plus que le murmurer. » (80)

« M. Louis Artus, objectait timidement André Billy dans une de ses chroniques littéraires, croit que la guerre sera rendue impossible par le perfectionnement même des moyens de destruction mis par les savants à la disposition des militaires. C'est une optique que je ne serais pas loin de partager, sous réserve que la folie humaine ne nous a sans doute pas encore révélé ses dernières limites. » (81)

On trouve un thème assez analogue dans un livre d'Isabelle Sandy, intitulé *Kaali* : une chimiste, Wanda, a découvert

(80) *Ibid.*, p. 755; Louis Artus fut au nombre des signataires du manifeste d'Henri Massis : « Pour la défense de l'Occident », au sujet du conflit italo-abyssinien.

(81) Cf. André Billy, chron. litt. de *l'Œuvre*, 26 janv. 1932, p. 5; cf. également *Mercure de France*, 15 sept. 1932, p. 656.

un gaz ultra-meurtrier; elle a un fils; la guerre éclate... Scène cornélienne : détruira-t-elle sa découverte ? (82)

Toujours dans le même genre, citons encore de Florian Parmentier *La mort casquée, ou la paix à l'ombre de la guerre*, ennuyeux roman à thèse, qui met en scène des anciens combattants, pacifistes, briandistes, effrayés par la perspective d'un nouveau conflit. Nous sommes en pleine anticipation « aérochimique », avec démonstration à l'appui : « L'expérience a démontré, dit un personnage à la fin du livre, que les guerres de positions, quelle que soit la puissance des engins employés, ne peuvent plus amener de décision rapide. Avoir un front bloqué d'un bout à l'autre, se verrouiller dans une ligne de tranchées ininterrompues, y masser de chaque côté un monstrueux appareil, c'est se préparer à une longue suite d'actions locales absolument sans profit. Et le premier qui aventure ses armées dans la percée, en un tel point, les condamne à l'enveloppement et à la débâcle. » L'Allemagne l'a bien compris : la prochaine guerre sera aérochimique ! (83)

Les romans que nous venons de mentionner sont des œuvres

(82) I. Sandy, *Kaaly, déesse de l'amour et de la mort* (éd. Cosmopolites, Paris, s.d. /1930/, 248 p.). Voir à ce sujet le c. r. de Simone Ratel dans les *Nouvelles Littéraires* du 19 juill. 1930, « La guerre et les femmes », p. 9, qui commentait : « [...] résumée, la donnée de *Kaali* semblera peut-être romantique et grandiose. Il n'en n'est rien. C'est au contraire un des mérites du livre de s'être maintenu constamment dans la vérité et même la vraisemblance quotidienne. Il n'est pas une ligne qui ne touche à une angoisse cruellement actuelle. [...] Une œuvre nette, austère, et fervente écrite avec le souci de servir. Si elle ne rencontre pas d'écho, c'est que nous sommes décidément bien avachis, hommes et femmes, et qu'il ne faut plus compter que sur le troisième sexe pour donner le coup de torchon. »

Pour une exploitation « en rose » du même thème, lire *Ciel rose* de Michel Corday (Flammarion, Paris, 1933) : la guerre éclate mais par bonheur, un chimiste génial vient d'inventer un gaz euphorisant qui répand sur terre la paix et l'amour; la civilisation est sauvée... Sur le mode mélodramatique, voir *l'Univers en feu* de Léon Rictor, c. r. dans *Mercure de France* du 15 fév. 1934, p. 126. Voir encore *La Paix est pour demain* d'André Lang, pièce représentée en 1937 à l'Odéon : il s'agit d'une intrigue amoureuse dans le cadre de la guerre aérochimique, à Paris, en 1940; (cf. le c. r. paru dans *Marianne*, 14 juill. 1937, p. 22).

(83) F. Parmentier, *La mort casquée...*, Paris, 1931, p. 251; cf. du même auteur le tableau du monde d'après la prochaine guerre dans *l'Abîme*, Paris, 1934, c. r. de John Charpentier, *Mercure de France*, 1^{er} sept. 1934, pp. 362-363; cf. également *La der des der*, « roman de la prochaine guerre », Paris, 1930, par Victor Méric : destruction aérochimique de Paris, fin de la civilisation, invasion de nègres auxquels les femmes du monde se prostituent; cf. *La prochaine dernière* par La Fouchardière, Paris, 1933; *Conseils à un jeune soldat pour la prochaine dernière* par Galtier-Boissière, Paris, 1931.

très médiocres qui métamorphosent à peine les données courantes de l'imagination politique. Il n'en va pas de même pour le chef-d'œuvre de Louis Guilloux. « *Le Sang noir*, comme le remarquait un critique, est un livre de guerre. Il peint la guerre non pas où d'habitude on la localise, là où dans le sang versé elle étale son horreur, [...] mais loin à l'arrière du front, en pleine province. » (84) A quelles intentions répondait ce parti-pris ? Sans doute « l'arrière » pourri offrait-il un cadre meilleur que le « front » pour mettre en accusation une société engendrant fatalement la guerre; mais « l'arrière », n'est-ce pas aussi, depuis 1920, le lieu des hécatombes anticipées ? En outre, la province arriérée représente l'obéissance passive de ceux qui, en temps de paix, laissent, sans réagir, la machine infernale se mettre en marche; le *Sang noir* serait de ce fait un appel indirect au soulèvement.

« Il faut que nous nous levions, nous autres, la génération du sang noir », écrivait précisément Giono dans un compte rendu consacré au *Journal d'un homme de quarante ans*, de Guéhenno (85). « Nous sommes la génération des enfants qui ont vu, dans les écoles primaires, l'Alsace et la Lorraine peintes en noir sur les cartes. On nous a dit qu'il fallait effacer ça. Apprenez que ce deuil est entré dans nos cœurs, que nos artères charrient des fleuves de suie pour avoir vu inutilement mourir nos camarades (86). [...] Aucun morceau de terre ne vaut qu'un homme meure pour elle. »

« L'unité de la génération de la guerre, c'est la paix », observait un autre critique à propos d'un roman pacifiste de Maurice Rostand, *L'homme que j'ai tué*, ajoutant pour son propre compte : « Je suis de ceux qui, étant nés de la guerre à la vie, n'ont gardé de cette formation heurtée que la passion violente de la paix. » (87)

(84) Jean Blanzat, *Europe*, déc. 1935, p. 583; cf. également le c. r. de R. Fernandez dans *Marianne*, 27 nov. 1935, p. 4 et surtout celui de Malraux, *ibid.*, 20 nov. 1935, p. 4, réédité en préface à l'édition de poche du *Sang noir*, Paris, 1969, pp. 9-13.

(85) A propos de cette œuvre, voir plus loin, p. 324.

(86) *Marianne*, 26 déc. 1934, p. 4.

(87) C. r. d'Henri Torrès, *Gringoire*, 24 janv. 1930, p. 9; nous renonçons à résumer l'anecdote très compliquée de la pièce antibelliciste de Maurice Rostand. Notons par contre que Maurice Rostand donna le 28 avril 1933, sur la scène du « Palace », la première de *Marchands de canons*, pièce en trois actes qui fut interdite après quelques représentations; elle fourmillait d'allusions politiques transparentes; on y voyait une personnalité politique (Briand) assassinée à l'instigation des marchands de canons, à cause de son mot d'ordre : « Arrière les canons, arrière les mitrailleuses »; pièce très compliquée car la veuve du héros épousait

On peut d'ailleurs reconnaître dans *Le Feu sacré*, de Robert de Saint-Jean l'allégorie de cette génération du feu. « *Le Feu sacré*, expliquait Kléber Haedens, est l'histoire d'un jeune garçon dont l'enfance est en quelque sorte étouffée par le souvenir d'un frère aîné mort à la guerre. Au collège, à la maison, c'est de lui qu'on parle. C'est lui qu'on cite en exemple. A mesure qu'il grandit, le héros du livre, René, a des doutes sur la valeur de ce frère dont on chante sans cesse les louanges et il se délivre lentement de ce mort encombrant. » (88)

L'allégorie était encore plus explicite dans *la Carne*, de G. David, « livre plein d'une haine violente et sincère contre la guerre et les soldats » (89), qui montrait un capitaine élevé, avant 1914, dans le culte de la revanche. Arrive la guerre; notre capitaine s'y conduit en héros; un jour, il abat une forte tête qui insulte l'Armée : malheur ! c'est son propre frère qu'il vient de tuer... Le capitaine en devient objecteur de conscience ! (90)

Mais rouvrons les journaux intimes de Julien Green et de Paul Léautaud pour y chercher des témoignages moins métaphoriques. Et c'est pour y découvrir, au cours des années 1931-1935, une authentique psychose de guerre, exacerbée par la menace supplémentaire d'une révolution. Echo, évidemment d'un phénomène collectif, particulièrement intense dans ce Paris qui bourdonnait alors « comme un rûcher troublé »; où, comme l'a constaté Ehrenbourg, « les gens s'enrouaient à discuter dans les cafés, dans les wagons de métro, au coin des rues »; dans une atmosphère rappelant « un peu le Moscou de l'été 1917. Même les peintres de Montparnasse commençaient à s'intéresser à la politique » (91).

En juin 1931, Julien Green se montre « préoccupé par les nouvelles » qui paraissent dans la presse; « le vieux monde capitaliste s'écroule. Un monde nouveau commence », note-t-il dans son *Journal*. Et d'imaginer les reproches faits par les jeunes

le marchand de canons (de Wendel) tandis que son fils s'éprenait de la meurtrière de son père. Le texte fut édité chez Figuière, Paris, 1933, 189 p. En mai 1933, Rostand organisait une lecture publique suivie d'un débat de sa pièce au Club du Faubourg, cf. *l'Œuvre* du 24 mai 1933. Il est intéressant de noter que la pièce de Giraudoux, *Combats avec l'ange* (1936) a certaines analogies avec celle de M. Rostand. Voir encore de M. Rostand, *L'homme que j'ai fait naître*, Paris, 1931, dont la thèse était : la guerre rendue impossible par les morts de 1914-1918.

(88) *Cahiers du Sud*, 1936, II, p. 680.

(89) N.R.F., fév. 1932, p. 312.

(90) *Ibid.* et *Mercure de France*, 1^{er} janv. 1932, p. 159; *Cahiers du Sud*, juill. 1932, p. 488.

(91) Ilya Ehrenbourg, *La nuit tombe*, Gallimard, Paris, 1966, p. 15.

à ceux de sa génération : « Qu'avez-vous fait pour que nous soyons moins malheureux ? nous demanderont-ils. Qu'avez-vous fait pour préserver la paix ? » (92)

A l'automne, il note le canevas d'une conversation à laquelle il a silencieusement assisté. C'était après le vote du jury chargé de décerner le « prix du premier roman » ; on se mit alors à parler de la guerre prochaine. Avis partagés : les uns la prévoyaient pour le printemps suivant ; l'invasion, dit-on, passera cette fois-ci par la Suisse ! Mais avec quel argent les Allemands feraient-ils la guerre ? objecte l'un des jurés ; ils n'en ont pas ! Cet argument paraît faible aux autres interlocuteurs : rien de simple comme de transformer en bombardiers les avions commerciaux, et en unités de fantassins les formations para-militaires. Quelqu'un rétorque cependant que ces dernières sont pacifistes et que l'instruction militaire qui s'y donne n'est en rien comparable à celle du service obligatoire français. D'autant plus que l'Allemagne craint pour elle-même une invasion à l'Est ! (93)

Le 1^{er} janvier 1932, Green inscrit cette sombre prédiction : « Un article de Léon Daudet nous promet la guerre pour cette année. A l'en croire, elle éclatera au printemps. » (94) En septembre, même refrain : « A Paris, hier chez Plon. Parlé un moment avec Belperron qui me dit qu'à Paris on craint la guerre, prédite cette fois pour la fin de l'année. » (95) Quelques pages plus loin : « 6 octobre. De nouveau, il n'est question que de la guerre. Un homme aussi raisonnable que L., que je vais voir, est atteint, lui aussi, de cette folie générale qui consiste à prévoir la catastrophe pour la fin de la semaine. Il attend, me dit-il, sa feuille de mobilisation. Depuis quatre ans, nous vivons dans ce cauchemar de la peur. » (96) Une semaine plus tard, Green constate que la peur est généralisée : « Les gens que je vois sont en proie à la panique. Cela arrive trois ou quatre fois par an. Quand il ne s'agit pas de la guerre, c'est la révolution qui leur ôte le sommeil. » (97)

A la fin du mois, même genre de conversation entre gens de lettres que l'année précédente : le 30 octobre, l'écrivain anglo-

(92) Julien Green, *op. cit.*, p. 48 (14 juin 1931); en 1970, Julien Green a donné chez Plon une édition plus complète du premier tome de son *Journal*, nous nous y référerons quand ce sera nécessaire.

(93) *Ibid.*, p. 69 (14 nov. 1931).

(94) *Ibid.*, p. 82.

(95) *Ibid.*, (5 sept.) éd. Plon, 1970, p. 318.

(96) *Ibid.*, pp. 106-107.

(97) *Ibid.*, p. 109 (11 oct.).

américain assiste « à une réunion d'écrivains dont presque tous sont célèbres dans le petit monde où nous vivons. Il est question de littérature, note-t-il, puis de la guerre, sujet de prédilection. La catastrophe est inévitable, et de plus, imminente (98). On se communique le conseil de ne pas envoyer les enfants passer leurs vacances Outre-Rhin, car « nous sommes en 1913 »; on évoque la responsabilité des marchands de canons; l'un des interlocuteurs prétend que la France pourrait « tenir quinze jours contre Mussolini », à quoi un autre répond qu'il faudrait « lui donner la Tunisie, et qu'il nous fiche la paix »; un troisième prophétise que la Suisse « sera la Belgique de la prochaine guerre », que ce « sera la fin de l'Europe. La France sera isolée. L'Angleterre se frottera les mains, l'Amérique se les lavera » (99).

Le lendemain encore, Green inscrit dans son *Journal* : « Rumeurs de guerre... Pensé à tout cela avec une horreur telle que je ne puis me résoudre à en parler. » (100) L'été suivant, il s'apaise, mais il effectue alors un long séjour aux Etats-Unis. A son retour en France, ça recommence. En mars 1934, après un thé pris avec une amie, il note laconiquement qu'« elle ne croit pas à la révolution mais à la guerre » (101) Prolongement d'une conversation sur le 6 février. De guerre, il en est encore question le 30 juillet, à l'occasion de l'assassinat du chancelier autrichien Dolfuss (102); le 13 octobre, lors du meurtre du roi de Yougoslavie, la tragédie de Marseille faisant penser à celle de Sarajevo (103); le 16 octobre, nouvelles « rumeurs de guerre comme imprégnées de cette peur générale » (104); en novembre, le bruit circule qu'une classe va être rappelée (105); à la fin du mois, nouvelles rumeurs de guerre et de révolution; un ami que Julien Green reçoit à déjeuner « prophétise » que ce sera « l'Apocalypse » : des « incendies »; un « vaste incendie », avec, en arrière-fond, la révolution à Berlin et Paris. « Et ses yeux se révulsent » en disant cela, observe le mémorialiste (106).

Une morne résignation finit vers 1935 par s'emparer de l'auteur; autour de lui, il constate le même phénomène; on prend

(98) *Ibid.*, pp. 111-112 (30 oct.).

(99) *Ibid.*

(100) *Ibid.*, éd. Plon, 1970, p. 338.

(101) *Ibid.*, (mars 1934), éd. Plon, 1970, p. 497.

(102) *Ibid.*, Plon, p. 535.

(103) *Ibid.*, Plon, p. 552.

(104) *Ibid.*, Plon, p. 554.

(105) *Ibid.*, Plon, p. 569 (23 nov.) et p. 571 (25 nov.).

(106) *Ibid.*

ses dispositions. Témoin ce romancier qui déclare se hâter de faire paraître son prochain roman avant qu'éclate le conflit armé, « cette catastrophe sur laquelle tant de gens finissent par compter » (107). Dans le *Journal* de Green, les pressentiments obscurs et les rumeurs incontrôlables font place à des faits précis, se passant de commentaires : réarmement allemand, exercices de défense passive, remilitarisation de la Rhénanie... On s'installe dans l'événementiel.

Chez Léautaud, on peut observer une évolution assez analogue. On le voit s'efforcer de chasser l'horrible pressentiment mais le milieu ambiant contrarie ses tentatives de refoulement. En janvier 1931, c'est une lettre d'un congénère résidant en Allemagne qui lui prédit la conflagration d'ici cinq ans (108); en février, c'est un visiteur revenant de Belgique qui en évoque la perspective et tous deux se mettent à parler « de la folie, de l'incroyable folie qu'elle serait » (109). En mars, conversation avec un certain Oger, lequel projette de fonder une société anti-belliciste. Léautaud refuse son concours : « La future guerre ? L'empêcher ? Comment ? Nous sommes des zéros. Et quand on voit le peuple bête, aveugle et docile, on se dit : qu'il y aille donc et tant pis pour lui. » (110) Mais l'autre garde quelque espoir : « Il demande seulement dix ans. Alors, il aura organisé une vraie société de confrères contre la guerre, s'appuyant sur la fameuse déclaration : la guerre hors la loi, et partant de là pour justifier toutes actions possibles contre les fauteurs de guerre. Question d'argent aussi. [...] Il veut des individus décidés à tout. » (111)

En octobre 1932, Paul Léautaud soupèse avec un confrère l'intérêt à thésauriser dans l'éventualité d'un conflit armé (112). La veille, Francis Carco lui a confié que dans les milieux gouvernementaux on s'attend à une invasion du corridor polonais par les Allemands. On se trouve devant un dilemme. Si on les arrête, que se passera-t-il ? Et si on les laisse faire, « que ne se sentiront-ils pas enhardis à tenter ensuite ? » (113).

Cette anxiété émerge dans le *Journal* un peu comme un ice-

(107) De même, Emile Servan-Schreiber note à la date du 10 oct. 1935 : « De retour à Paris, j'écoute les conversations. Dans un salon, une jeune femme déclare : " J'attends, pour commander mes nouvelles robes. Vous pensez, avec ces bruits de guerre ! " » (*op. cit.*, pp. 148-149).

(108) Léautaud, *op. cit.*, t. 8, p. 316 (23 janv.).

(109) *Ibid.*, p. 320 (3 fév.).

(110) *Ibid.*, p. 347 (28 mars).

(111) *Ibid.*, pp. 347-348.

(112) *Ibid.*, t. 10, p. 20 (25 oct. 1932).

(113) *Ibid.*, p. 21.

berg; on n'en voit que la pointe. En novembre 1932, après avoir croisé dans la rue un capitaine en uniforme, il grommelle dans son *Journal* ce mot de Clemenceau : « La guerre est une affaire trop sérieuse pour qu'on la confie à des militaires. » (114) Le mois suivant, à propos de la mort d'un écrivain, mutilé de 1914-1918 : « Qu'on fasse la guerre avec des gens de métier, qui en ont le goût, à qui cela plaît, qui aiment donner des coups et en recevoir, mais prendre chez lui un homme tranquille, pacifique, voué aux choses de l'esprit et l'envoyer tuer et se faire tuer ! Voilà la civilisation. » (115)

En mars 1933, nouveaux bruits sur un déclenchement imminent des hostilités contre l'Italie ou contre l'Allemagne. Léautaud aimerait ne plus y penser; cela l'empêche de se consacrer pleinement à son affaire. Mais, avoue-t-il, « on finit malgré soi par être atteint par toutes ces perspectives de chambard d'un côté ou d'un autre » (116). Et lui revient à l'esprit un mot de Renan sur l'impuissance des esprits de paix et de conciliation. « Il n'y a plus qu'à se croiser les bras avec désespoir » conclut-il pour sa part (117). Le 12 mars un collègue lui fait cette confidence : un ami employé aux services secrets du ministère de la Guerre lui a involontairement révélé que la France achetait des gaz asphyxiants à l'Allemagne. Et Léautaud d'observer que « tout le monde s'attend à la guerre, plus ou moins prochaine, les uns dans deux mois, les autres dans deux ans. Cette attente [est] assez répandue dans toute la France [...] : on n'ose plus rien projeter, hasarder, entreprendre ». Il apprend que le général Weygand recommande une guerre préventive et s'en indigne; ses amis l'approuvent lorsqu'il leur dit que « s'il y avait une nouvelle guerre et que la France reçoive une râclée, elle ne l'aurait pas volée », vu qu'elle n'avait pas respecté ses engagements concernant le désarmement. « Tous concluent également que nous sommes tous de pauvres zéros, bernés, trompés, entretenus dans le mensonge, par la presse, toute la presse. » (118)

Le 15 mars, Léautaud reçoit une lettre d'Angleterre. Son correspondant lui signale que là-bas, on craint d'être entraîné par la France dans une aventure sanglante. Les « intentions secrètes » de Weygand sont donc connues Outre-Manche (119).

(114) *Ibid.*, p. 29 (9 nov.).

(115) *Ibid.*, p. 62 (27 déc.).

(116) *Ibid.*, p. 147 (4 mars 1933). Cf. également le *Journal* de Charles du Bos, Corrêa, Paris. 1946-1961, notamment le t. VIII, pp. 37-43 (9 avril 1933).

(117) *Ibid.*

(118) *Ibid.*, p. 152.

(119) *Ibid.*, p. 154.

Le mois suivant, il rencontre une personne qui a travaillé un an et demi au ministère des Affaires étrangères. Elle lui confie que la situation y est jugée inquiétante, mais qu'il n'y aura pas la guerre avant trois ans; les fonctionnaires du Quai d'Orsay regrettent d'avoir évacué Mayence, mais maintenant c'est trop tard; impossible de réoccuper la Rhénanie; si la France voulait tenter pareille opération, elle risquerait de se trouver seule en face de l'Allemagne; or les milieux gouvernementaux ont la hantise d'être lâchés par la Grande-Bretagne (120).

Léautaud s'indigne aussi des expériences faites sur les animaux avec les gaz asphyxiants. « Une autre guerre peut venir, s'écrie-t-il. Ce n'est pas moi qu'on verra m'apitoyer, comme pendant la dernière, sur les victimes humaines. » (121)

Enfin en août 1933 s'amorce un tournant dans sa psychose : « Ce matin, écrit-il à la date du 21 août, visite de Fernand Fleuret. Il me dit qu'on parle de la guerre pour octobre. Il est de l'opinion que je commence à avoir : s'en foutre, puisque tant de gens sont enchantés d'aller se faire tuer. Nous ne trouvons toutefois pas drôle s'il faut repasser par ces abominations. » (122) Il n'y arrive cependant pas encore. Il s'indigne quelque temps plus tard d'apprendre qu'un de ses amis, âgé de cinquante ans, a reçu la visite d'un gendarme venu lui demander s'il accepterait, n'étant plus mobilisable, de prendre du service comme auxiliaire dans l'aéronautique, afin de permettre à un plus jeune d'aller combattre à sa place... (123) Et en octobre, entendant de la musique militaire, Léautaud s'irrite contre la bêtise des gens qui se laissent entraîner; s'ils y laissent leur peau, ils ne seront pas à plaindre (124). En mars 1934, il remarque encore que les uns ne parlent que de la guerre, qui sera déclenchée par l'Allemagne, les autres, que de la révolution (125).

Vers 1935, Léautaud commence à se résigner. Son *Journal* n'évoque pratiquement plus la menace d'un conflit imminent. Comment supposer que ce silence soit dû à l'optimisme ? Refoulement peut-être, ou prise de conscience de l'inexorabilité du conflit ?

**

(120) *Ibid.*, p. 187 (16 mai).

(121) *Ibid.*, p. 190 (17 mai).

(122) *Ibid.*, p. 223.

(123) *Ibid.*, p. 224.

(124) *Ibid.*, p. 240 (1^{er} oct. 1933).

(125) *Ibid.*, p. 290 (14 mars 1934).

Un autre journal intime, celui d'Eugène Dabit, confirme ce que nous ont révélé les deux précédents. Tenu avec moins de régularité que ceux-ci, il ne couvre en fait que les années 1932 à 1935 : une seule page pour 1928, rien pour l'année suivante; une page pour 1930, une dizaine seulement pour 1931 (126). Donc rien de comparable à la chronique quotidienne de Green et Léautaud. Dabit, en peintre qu'il était aussi, utilise avant tout son *Journal* comme carnet à croquis, et ce n'est que par bouffées qu'il s'y épanche. On voit toutefois avec netteté que la guerre fut au cours des années 1932-1935, l'une de ses obsessions majeures.

Janvier 1932 : Dabit est en visite chez Guéhenno; il y rencontre Guilloux, Chamson, Mondzain. On chante, puis la conversation tombe sur la guerre. Sera-ce pour 1932 ou pour 1935 ? Voilà la question. « Il me semble déjà qu'on suffoque, inscrit-il dans son carnet. Quelle monstruosité, quelle négation, quel crime. Bande de bandits ! Faillite de la science. Comment croire ? vivre ? C'est avec cette angoisse perpétuelle d'une mort stupide que nous devons agir, aimer, créer. » Et quelle ironie, s'écrie-t-il, d'écrire un roman d'amour au milieu de ces menaces (127).

En mars, la question de son mariage le préoccupe : il hésite à sauter le pas, délibère et finit par conclure : « Je ne crois pas assez en la vie pour souhaiter la donner, pas assez dans la sagesse des hommes pour croire que mon enfant ne serait pas victime de la guerre. » (128) Quelques jours plus tard, il assiste à une séance du Sénat, probablement pour se documenter en vue d'un roman. « Est-ce possible, se demande-t-il avec angoisse, que de tels hommes dirigent un pays ? Que notre sort se décide ici ? Pour une guerre ? » On examinait le budget des P.T.T., puis est venu celui de la Guerre : « Avec des mots prudents [...] on touche ici au tragique, bien qu'on cherche à le dissimuler », note-t-il (129).

Cette année 1932, tout lui parle de l'holocauste. Une belle journée de juin lui arrache cette réflexion : « C'est par des jours d'été pareils qu'éclatent les guerres. » (130) Il prend un train de nuit, et le voilà qui se met à songer aux « intermi-

(126) Eugène Dabit, *Journal intime (1928-36)*, Gallimard, Paris, 1939, 355 p.

(127) Dabit, *op. cit.*, p. 22 (16 janv.).

(128) *Ibid.*, p. 34 (24 mars).

(129) *Ibid.*, (28 mars).

(130) *Ibid.*, p. 45, (4 juin).

nables trajets des années de guerre » (131). En vacances en Espagne, il fait des rêves d'évasion, caresse le projet de se « retirer ici, d'y fuir une guerre et de vivre en harmonie avec le ciel » (132). Assis à la terrasse d'un café parisien, il se prend à méditer : « Qu'une guerre éclate; si des bombes ne détruisent pas Paris à moitié, alors, sur ces boulevards, dans les cafés, apparaîtront les combinards, et les femmes; tout le commerce reprendra comme aux beaux jours de 1918. » (133)

Février 1933 : Dabit se demande que faire en cas de déclenchement des hostilités. Se soumettre ou désertre, qu'est-ce qui serait le plus risqué ?

« Rien de plus grave que ceci : la guerre est déclarée, que dois-je faire ? Accepter de partir, ou refuser ? Me soumettre, et espérer que je me tirerai d'affaire ? espérer aussi que je pourrai m'opposer à cette catastrophe ? Oh ! bien peu, avec l'aide de camarades écrivains. Ah ! je n'ai pas grandes illusions, grandes espérances. Je sais que cette tourmente sera pareille à celle de 1914, et plus violente et plus vaste. » (134)

Pareil en ceci à Léautaud, Dabit s'efforce d'échapper au cauchemar en ne lisant plus les journaux. Mais la vue d'officiers assis à la terrasse d'un café suffit à réveiller son angoisse (135). Il envisage même de fuir devant le cataclysme imminent, projette de se rendre en Espagne, de s'y mettre « à l'abri » (136). « On frémit, songe-t-il, à la pensée de l'avenir meurtrier et inhumain que se préparent les hommes. » (137) Il se répand en imprécations contre la science qui prépare l'assassinat du genre humain... (138) Mais l'oubli est vain; après une détente au théâtre, il se ressaisit : « Il faut bien que l'illusion finisse, qu'on sache qu'on est en 33 [avec] la guerre et la révolution ou le fascisme devant soi. » (139)

En 1934, il exhale sa douleur : « Oh ! comme j'aurais vécu heureux sans cette pensée de la guerre ! Depuis 1920, elle me poursuit. N'y ai-je échappé, à la guerre, que pour y retomber ? Il est vrai que j'ai presque 36 ans, que j'ai déjà rencontré

(131) *Ibid.*, p. 53 (9 juin).

(132) *Ibid.*, p. 65 (30 juin), cf. également p. 66.

(133) *Ibid.*, p. 88 (19 nov.), cf. également p. 93.

(134) *Ibid.*, p. 140 (22 fév. 1933).

(135) *Ibid.*, p. 157 (12 mai).

(136) *Ibid.*, p. 173-175 (14 et 20 août).

(137) *Ibid.*, p. 187.

(138) *Ibid.*, p. 188.

(139) *Ibid.*, p. 191 (23 oct.).

bien des êtres. [...] Mais j'aurai eu ce poison dans le sang. » (140)
Un peu plus tard, après de longues vacances en Espagne, sa hantise le ressaisit : « Me voici de retour en France, il y a de la joie, de la paix dans mon cœur. Et immense serait le bonheur si je ne craignais — toujours — les folies de certains hommes, et de voir éclater la plus infâme et la plus terrible des guerres. On nous y conduit, doucement, dans la confusion et le mensonge. » (141)

L'année 1935 est pour lui aussi celle du grand refoulement. Néanmoins son angoisse crève plusieurs fois à la surface, réveillée par de soudains rappels. En mai, un gendarme vient lui changer son fascicule de mobilisation : en cas de complications, il aura à partir « immédiatement et sans délai ». Il en est complètement abattu (142) :

« Je n'ai jamais rien oublié de mes trois années de service militaire, de la guerre. Mais aujourd'hui, ma haine est plus forte, plus grand mon désespoir. C'est la nuit, celle de la mort, qui menace de nous envelopper tous. [...] Cette odieuse menace qui pèse sur nos vies, qui fait que la vie nous est mesurée, qu'il semble que nous la volions honteusement alors que c'est notre droit de vivre, notre bien ! Depuis quinze ans et plus, je connais cette angoisse. Cela ne m'a pas empêché de vivre, dira-t-on. Mais jamais pleinement, en homme libre. Certes, je veux oublier, il le faut. Hélas, combien de rappels, aussi précis que celui d'aujourd'hui. » (143)

Et de remarquer qu'il ne peut croiser un soldat sans ressentir haine et dégoût (144). Il suppute ses chances de s'en tirer, d'atteindre l'âge où l'on ne vous met plus en première ligne. « On fait des calculs sordides pour échapper à la tuerie : j'ai presque 37 ans, encore huit ou neuf [ans], et je suis sauvé. (Pas sûr.) » (145) D'autant moins sûr qu'on pense que la prochaine guerre sera aérochimique, et que l'arrière sera autant sinon davantage visé que l'avant. Il en perd le goût de travailler, vit à la petite semaine. « Il est impossible de songer à l'avenir. Et agir seulement dans le présent, avec le sentiment d'une catastrophe possible, c'est dur par instants. » (146)

(140) *Ibid.*, p. 220 (28 juin).

(141) *Ibid.*, p. 256 (31 oct.).

(142) *Ibid.*, p. 273 (8 mai 1935).

(143) *Ibid.*

(144) *Ibid.*, p. 275 (26 mai).

(145) *Ibid.*, p. 286 (24 août).

(146) *Ibid.*, p. 287 (3 sept.); cf. encore pp. 287-288 (18 sept.), p. 290 (5 oct.), p. 292 (17 oct.), p. 297 (25 déc.), pp. 299-301 (26 déc. 1935-2 janv. 1936), p. 307 (10 fév. 1936), p. 312 (8 mars), p. 313 (14 mars).

Cette année, son angoisse le poursuit jusqu'en Espagne. La crise éthiopienne l'abat complètement et les phrases de son *Journal* deviennent haletantes :

« Dans une semaine, deux, ou un mois, quels événements meurtriers ? On les sent s'approcher, rendus inévitables par la volonté criminelle de quelques hommes, déjà acceptés par tout un peuple, — demain par plusieurs peuples. Tant que c'est la paix, comment croire à la guerre ? Nous ? La France ? Comment ne penserai-je à cette question ? J'ai fait déjà une expérience. Une seconde ? Je m'y refuse. J'ai passé l'âge ; je n'en ai plus la force. » (147)

Peu après, Eugène Dabit cherchera la paix dans la mort. En 1936, il se suicide.

7. — CATASTROPHISME.

Green, Léautaud, Dabit, des hypersensibles, victimes de campagnes de presse ? Pourtant les journaux évitaient de colporter ces rumeurs de guerre ; on en trouve parfois un écho amorti, dans *l'Œuvre* notamment, mais dans des articles luttant contre ces paniques. Le 19 janvier 1932, Jean Piot, dans un texte intitulé « Sus aux alarmistes » évoquait le témoignage d'un instituteur dont les élèves étaient apeurés par la crainte d'une conflagration et lui demandaient : « Est-ce vrai qu'on aura la guerre ? ». La semaine suivante, le même journal, poursuivant sa campagne contre les alarmistes mentionnait des manifestations qui avaient eu lieu dans le Nord contre les rumeurs de guerre et citait, d'autre part, le cas d'un boulanger de la Nièvre qui avait répandu le bruit que six classes avaient été mobilisées ; celui encore d'une dame de Constantine, qui répondait à qui lui demandait des nouvelles de son garçon, terminant son temps de caserne : « Ah, il n'est pas prêt de rentrer. Comme les autres, il faudra qu'il reste. Sa classe ne sera pas libérée. On va avoir la guerre. » (148) En octobre de la même année, *l'Œuvre* reproduisait avec indignation une petite annonce lue dans *l'Est Républicain* dans la rubrique *A Vendre* :

Loin des routes de l'invasion, maison dans l'Ouest, entre Laval et Angers, Salon, salle à manger, etc... (148 bis)

(147) *Ibid.*, p. 288 (18 sept. 1935).

(148) *L'Œuvre*, 28 janv. 1932, « Pour en finir avec les alarmistes ».

(148 bis) *L'Œuvre*, 4 oct. 1932, citant *l'Est Républicain*, sans date.

Ici ou là, on peut découvrir d'autres symptômes de panique. Ainsi, en 1935, une petite manifestation spontanée se serait produite devant l'étalage d'un commerçant où étaient exposés des masques à gaz; le commissaire de police dut intervenir pour disperser la foule et faire retirer les masques provocateurs. (148 *ter*) La Fouchardière protesta la même année contre la publicité des assurances qui faisaient savoir à leur aimable clientèle que, moyennant une prime supplémentaire de 0,1 %, elles prenaient en charge les risques de guerre civile et étrangère, émeutes et bombardements compris. (148 *quater*) Les exercices de défense passive, qui débutèrent le 14 mai 1935 à Paris, semblent avoir beaucoup contribué à alourdir l'atmosphère

Comme le disait excellemment l'historien G. Ferrero,

« La guerre n'est plus, pour le monde occidental, un danger intermittent, qui menace et épouvante du dehors : c'est une obsession, qui effraye du dedans et se nourrit d'elle-même comme toutes les idées fixes. [...]

On a jamais tant pensé à la guerre et à ses horreurs futures, vraies ou imaginaires — villes détruites en quelques heures par une pluie de bombes, gaz toxiques capables de détruire en quelques minutes toute espèce de vie dans une ville grande comme Paris, millions d'enfants, de femmes, d'hommes tués ensemble. On dirait que notre époque a le pressentiment de devoir être un jour anéantie par une explosion fantasmagorique de violence. Le pacifisme lui-même n'est qu'une forme, la plus désespérée peut-être, de l'obsession de la guerre. » (149)

*
**

Parlez à n'importe quel Français, notait le publiciste Latzarus, en octobre 1932, dans la *Revue Hebdomadaire*, il en arrivera vite à laisser voir son double souci : *allons-nous vers la guerre ? et, allons-nous vers la banqueroute ?* (150)

« Nous ne dormons pas, guettant l'appel de la sirène »,

(148 *ter*) *Le Phare de la Loire*, cité sans réf. par l'*Œuvre* du 3 mai 1935.

(148 *quater*) L'*Œuvre* du 22 avril 1935. Cf. également E. Servan-Schreiber évoquant l'intervention d'un conseiller municipal de Charonne auprès du préfet de police de Paris afin de protester contre la diffusion de prospectus alarmistes concernant la guerre aérochimique (*op. cit.*, p. 123, 22 mars 1933).

(149) *Europe*, 15 sept. 1931, pp. 5-6.

(150) R.H., octobre 1932, p. 500.

écrivait La Fouchardière dans *l'Œuvre* du 19 mai 1935, parlant de l'obsession aérochimique si commune en France; trois ans plus tôt, Roger Martin du Gard avouait de même avoir le sommeil troublé par l'attente du cataclysme, ainsi qu'en témoigne cette lettre du 12 juin 1932 à son ami Jean-Richard Bloch. « [...] je vis comme les autres », lui confiait-il, « assourdi par la rumeur terrible que fait l'Europe. [...] On s'en réveille la nuit ! » (151) Montherlant n'échappa nullement à cette psychose collective. N'avoue-t-il pas quelque part qu'en 1930, « sûr désormais que la guerre était inévitable », il lui arriva de se réveiller « pendant quelques semaines » en sursaut « avec une folie de battements de cœur », se voyant en train de succomber sous les gaz. (152) Par la suite, il s'efforcera de réagir par la crânerie; une lettre à André Chamson, datée de janvier 1933, nous le montre dans cette posture de défi. (153) En 1936, Montherlant se procure un masque à gaz; il se glorifie, il est vrai, de l'avoir offert « presque aussitôt » à une femme qui n'en avait pas : pitié pour les femmes ! Mais cette forfanterie est elle-même éloquente. Il se vante aussi d'être, vers 1932, allé trouver le ministre de la guerre pour lui proposer, avant qu'il ne fût encore officiellement question de défense passive, « d'essayer d'alerter l'opinion par une campagne dans un des grands quotidiens »; le ministre ne lui donna même pas la documentation utile. (154)

Une nouvelle de Montherlant, intitulée « 7 mars 1936 », parue juste après la remilitarisation de la Rhénanie, nous fournit une vivante description de l'atmosphère ambiante. (155),

(151) Cf. *Europe*, oct. 1964, p. 107; on sait que dès janvier 1931, Roger Martin du Gard a donné une orientation entièrement nouvelle à ses *Thibault*; démontrer à quel point ce changement est redevable au climat politique nouveau, dont Martin du Gard a pris conscience à la suite de son fameux accident d'automobile, nous conduirait trop loin; on sait néanmoins que *l'Été 1914* a été rédigé dans une atmosphère qui paraissait très analogue, aux yeux de l'auteur, à celle qu'il décrivait dans son roman : l'avant-guerre; observons enfin que la mort des deux héros semble contenir un élément d'angoisse « aérochimique », puisque Jacques périt d'un accident d'avion et que son frère Antoine meurt d'une mort lente : gazé...

(152) Dans son récit autobiographique intitulé : *24 septembre 1938*, paru dans *Marianne*, 12 oct. 1938, p. 4 et réédité dans le recueil intitulé *L'Equinoxe de septembre*, Paris, 1938, pp. 109-110, note 1; cf. également le c. r. de *l'Equinoxe... in le Temps*, 25 janv. 1939, p. 3; cf. également l'avant-propos de *Mors et Vita* (1932).

(153) *L'Equinoxe...*, op. cit. (« Phylactères »), pp. 89-94.

(154) *L'Equinoxe*, op. cit., p. 110.

(155) Parue d'abord dans la *Revue des deux Mondes*, 15 juin 1936, pp. 869-879.

Elle a pour thème « la grande, la sourde, la dramatique inhibition française de 1936 ». L'apathie nationale est symbolisée par un quadragénaire venant rendre visite à son fils dans une garnison de couverture en Alsace; c'est l'heure de la plus forte tension internationale; la guerre paraît imminente. Soudain, grand remue-ménage au milieu de la nuit : les troupes quittent la ville. Départ pour le front?... Une fausse pudeur retient ce père de courir à la gare embrasser, une dernière fois peut-être, son garçon qui va se battre, mourir, qui sait ? Il s'y rend sournoisement après le départ du convoi. Il remarque un attroupelement autour d'une petite affiche blanche; son cœur palpite... Les résultats sportifs ! (156)

Mais c'est le portrait psychologique de ce quadragénaire qui a la plus grande valeur documentaire. Montherlant a voulu dépeindre, explique-t-il, « le type d'homme qui a toutes les faveurs des Français de [1936] : le type chien crevé au fil de l'eau ». « Bien avant que la menace se précisât [...] cet homme vivait depuis des années dans une atmosphère d'an mille » et il s'était mis en veilleuse. « Maintenant que la menace était brûlante, il triomphait. Il avait eu bien raison de ne pas acheter ces terrains, puisque les terres allaient être distribuées [...], bien raison de n'avoir pas un intérieur luxueux puisque sa maison allait être écrasée sous les bombes. » (157)

Cette expression : « an mille », n'est pas gratuite. Montherlant y revient lors de la crise munichoise :

« La croyance communément exprimée qu'une nouvelle guerre ferait périr la « civilisation » (voire qu'elle serait la fin du monde : nous avons lu cela) est une des croyances ridicules de l'époque. Nous aussi, nous avons notre *millenium*, avec cette différence qu'à la veille de l'an mille la bourgeoisie donna ses biens aux pauvres. » (158)

Daniel-Rops, dans un essai rédigé entre 1930 et 1933 évoque aussi le « millénarisme » et le « catastrophisme » con-

(156) 7 mars 1936, *op. cit.*; à rapprocher de cette note sur Munich, in *L'Equinoxe*, « Phylactères » (24 sept. 1938), pp. 133-134.

(157) *Ibid.*; à propos du 6 mars 1936, cf. également l'éditorial affolé d'*Esprit*, « Adresse des vivants aux survivants », avril 1936.

(158) Montherlant, « Que 1938 est bon », note 3, in *L'Equinoxe*, *op. cit.*, p. 75; à noter ce poème de Jean Cocteau, intitulé expressément *l'Incendie*, traduisant « l'atmosphère du Paris d'avant Munich » et la machine infernale mise en marche : « Est-ce demain, après-demain, l'Apocalypse ? », se demande le poète, en proie à une vision « aérochimique », cf. Jean Cocteau, *Œuvres complètes*, Lausanne, 1946, t. IV, « Allégories », pp. 193-200 ainsi que le c. r. de la N.R.F., juill. 1939, p. 135.

temporaires : « De jour en jour, l'esprit de panique grandit dans le monde » [...]. La première menace, « ou si l'on veut, celle dont on nous entretient le plus, est la guerre [...] ». La peur de la guerre est partout; il n'est pas un journal où, sous quelque forme, elle ne s'exprime. Les uns l'envisagent, consciemment ou non, comme une répétition pure et simple de la précédente, et, se référant à du connu (si horrible qu'il ait été) finissent par s'y accoutumer. D'autres, influencés par une littérature pseudoscientifique, lui prêtent des apparences romantiques, tout un pittoresque horrible et puéril à la fois. (Ah, ces avions, dont quatre détruiraient Paris ! Ah, ces bombes d'un kilo, dont chacune suffirait à incendier un quartier ! Ah, ces microbes, ces bacilles, ces gaz inconnus...). Il est certain — le succès des livres où de telles anticipations s'évalent en fait foi — qu'ainsi se crée une représentation de terreur qui, bien loin, comme certains pacifistes l'ont cru, de servir de base à l'esprit de paix, finit par exercer sur des cerveaux faibles, une véritable fascination. » (159)

« Comme à toutes les époques troublées, observait en mars 1936 un quotidien parisien, on entend actuellement se propager de sombres prophéties concernant les terribles engins que mettrait en jeu une guerre moderne. » Qui n'a entendu parler du « fameux rayon de la mort » ? Le professeur Langevin, l'autorité la plus citée en ce qui concernait le péril aérochimique, crut nécessaire d'affirmer « catégoriquement que le rayon de la mort est une escroquerie ». (160)

« Toute une partie de la France aujourd'hui vit dans les transes » enregistrait la *Vie intellectuelle*. « Chaque jour, elle attend pour le lendemain l'explosion. De nombreux Français ne s'endorment plus sans redouter d'apprendre, à leur réveil, le passage de la frontière par un avion ennemi ou les premières convulsions de la guerre civile. » (161) Cette angoisse se glisse

(159) Daniel-Rops, *Eléments de notre destin*, Paris, 1934, 253 p. (pp. 15-18); cet essai, paru en janvier 1934, est composé de fragments écrits entre 1929 et 1933; cf. également du même auteur, « Sur le catastrophisme contemporain », *Cahiers du Sud*, mars 1932, pp. 135-143.

(160) « Si demain la guerre », *Œuvre*, 26 mars 1936; à ce propos, citons le général Rouquerol (« Les rayons diaboliques et la guerre aérochimique », F.M., 19-20 juillet 1931) qui avait évoqué une telle « invention » mais dans le schéma mental de la Ligne Maginot, ce moule universel : ne prévoyait-il pas des « rayons diaboliques », « électriques », qui nécessiteraient des générateurs *lourds* et *fixes*, capables de barrer la frontière mais non d'attaquer. Moyens défensifs tout indiqués pour des nations pacifiques, ajoutait-il.

(161) Cf. le « billet » de « Civis », « Plaidoyer pour le sang-froid », *Vie intellectuelle*, oct. 1936, pp. 36-38.

dans des textes qui pour nous ont perdu cette résonance. Il faut lire par exemple le placard publicitaire des *Cloches de Bâle* pour en saisir, toute ramassée, la présence lancinante dans ce roman :

« Ecoutez le chant de ces cloches. Il rejoint les musiques évanouies de l'avant guerre. Il évoque ce congrès de 1912 où Jaurès appelait la paix d'un cœur gonflé d'espérance. L'évêque de Bâle avait prêté sa cathédrale, les enfants agitaient des palmes. Mais le spectre de la guerre ricanait derrière eux. Lisez l'admirable fresque d'Aragon, c'est la vie même qui coule sous vos yeux. » (162)

De même, lisant aujourd'hui le *Journal d'un homme de quarante ans*, de Guéhenno, on risque de passer à côté de l'épouvante. Une seule page, à la fin du livre, la trahit carrément :

« La guerre, nous dit-on, de nouveau monte autour de nous. Il me semble entendre encore qui grondent dans le ciel noir, avec une si terrible régularité, ces centaines d'avions des nuits d'octobre 1918. La prochaine guerre commencerait comme la dernière a fini. [...] La guerre monte et je sens la même épouvante, la même écrasante fatigue. Nous ne sommes pas nés pour cela ! [...] Nous avons une femme, des enfants, n'aurons-nous pas le temps de les aimer un peu ? » (163)

Mais l'annonce publicitaire en fait le thème central :

« L'homme de quarante ans vit dans la hantise de la guerre; celle d'hier et celle de demain. Cette angoisse de l'avenir l'obsède; elle obsède aussi Jean Guéhenno et son *Journal* si pathétique n'est au fond que le journal de chacun d'entre nous. » (164)

*
**

(162) Cf. *l'Œuvre* du 27 nov. 1934, p. 2, par exemple. « *Les Cloches de Bâle*, notait John Charpentier dans le *Mercure de France*, ce sont celles qui sonnèrent en novembre 1912 pour le congrès international contre la guerre. Dix-huit mois après, d'autres cloches sonnaient en glas, chez nous. *Et aujourd'hui*, on est à attendre, dans l'angoisse que résonne ce même glas »... (*Mer. de F.*, juin 1935, p. 363). Quant à Eugène Dabit, il écrivait à propos de ce même roman que les « personnages que fait vivre Aragon, les scènes qu'il décrit, tout cela nous rapproche de 1914. Avec la fin de son livre, le son grave des cloches de la cathédrale, le discours de Jean Jaurès, c'est déjà la guerre, c'est aujourd'hui » (*Europe*, fév. 1935, p. 298). Cf. encore le c. r. de Billy, *l'Œuvre* du 27 nov. 1934, p. 5.

(163) Cf. *Europe*, 15 nov. 1934, pp. 413-414 ou les pp. 248-250 de la réédition parue en 1962 de cette œuvre.

(164) Cf. *l'Œuvre*, 3 déc. 1934, p. 2; cf. encore le c. r. de R. Fernan-

L'attente tragique de la guerre ne s'exprime pas forcément sur le mode exacerbé; elle peut aussi se déguiser sous un style souriant et précieux. Peut-être n'existait-il, du point de vue esthétique, que deux manières, aux antipodes l'une de l'autre, d'aborder valablement ce problème obsédant : l'hyperbole et la litote, l'outrance célinienne du *Voyage au bout de la nuit*, ou l'ironie tranquille de Giraudoux. Car ceux qui assistèrent en 1935 aux représentations de *La guerre de Troie n'aura pas lieu* reconnurent d'emblée le « grand débat d'actualité » sur la fatalité de la guerre. Pour eux, le décor n'était pas planté sur les rivages orientaux de la Méditerranée mais au cœur de l'Europe. L'entrevue du Grec et du Troyen symbolisait l'entrevue de Thoiry et les efforts, en fin de compte dérisoires, de Briand et Stresemann pour établir la paix. Hector représentait un type d'« ancien combattant pacifiste » comme ceux de la « génération du feu ». (165) Selon *Politique*, la pièce décrivait « la lutte désespérée et finalement vaine d'Hector contre une psychose collective de guerre qui crée la guerre. [...] Aucune cause ne sera la vraie cause, c'est sur le mensonge d'un rimeur gâteux que la guerre éclatera ». (166) Quant au critique du *Temps*, il tirait cette leçon de la pièce : « Les catastrophes n'en auront pas moins lieu, malgré tous les sacrifices, pour deux raisons. La première, est qu'un voyou de la rue ou un barde échauffé défait en un instant ce frêle édifice de paix, élevé à force de patience; la seconde est que le destin lui-même a horreur des hommes. » (167)

Dans la *Nouvelle Revue Française*, Benjamin Crémieux admirait le « courage anti-belliciste de M. Jean Giraudoux » dans cette « pièce contre la guerre ». « Le sommet de la pièce est sans doute, estimait-il, le dialogue entre Hector et Ulysse : on y voit s'assembler les nuées qui fondront en guerre, comme (coïncidence curieuse) dans les Tomes IX et X des *Hommes de bonne volonté*, que vient de publier M. Jules Romains. » (168)

dez dans *Marianne*, 9 janv. 1935, p. 4; cf. *ibid.*, 26 déc. 1934, p. 4, le c. r. de Giono, dont nous avons donné un extrait; cf. également le c. r. de la *Revue des Vivants*, avril 1935, pp. 582-583.

(165) Cf. le c. r. de la pièce paru dans *Europe nouvelle*, 7 déc. 1935, p. 1195.

(166) Pierre Barbier, *Politique*, 1936, I, pp. 86-87, qui précisait que « l'entrevue du Grec et du Troyen [...] évoque irrésistiblement Locarno ».

(167) H. Bidou, *le Temps*, 3 août 1936, p. 2.

(168) N.R.F., 1936, I, pp. 132-133.

Lisons encore le compte rendu de la pièce paru dans le *Mercure de France* (169) :

« Comment définir cet état de choses où nous vivons ? Nous sommes des gens qui vingt ans après une guerre affreuse n'en sommes pas encore remis. Nous vivons dans un trouble douloureux qui tient à ce que nous ne sommes pas encore guéris du choc que nous avons subi, et d'autre part à ce que nous redoutons cruellement le retour d'un malheur pareil à celui qui nous a frappés, sinon d'un pire. Nous haïssons la guerre, comme peut-être aucun groupement humain, peuplade, cité, nation, ne l'a haïe et cependant nous nous y sentons irrésistiblement, inéluctablement conduits. Et nous avons l'impression qu'aucun effort ne pourra nous garantir contre elle. Voilà comment nous sommes, ou plutôt, voilà comment nous savons que nous sommes depuis que M. Giraudoux nous l'a dit. Il nous a expliqué notre sort, il nous a prédit notre destin, nous prouvant par là même qu'il est bien un poète au sens divinatoire du mot : *vates*.

Les Troyens, tels qu'il nous les peint, rentrent vainqueurs d'une guerre qui vient de se terminer. Hector a juré à Andromaque que cette guerre était la dernière. *C'était la dernière*, répond Cassandre. *La suivante l'attend*. Et voici que cette suivante ne se fait pas attendre aussi longtemps qu'on aurait pu l'espérer. L'incident qui doit provoquer la guerre de Troie a eu lieu, Pâris a enlevé Hélène, et les rois grecs alliés sont venus demander raison de cette offense. En vain tout ce qui dans une nation a les plus fortes raisons de ne pas vouloir la guerre (les hommes jeunes qui la font, les femmes qui en souffrent presque aussi cruellement qu'eux) tente de s'opposer au retour de ce fléau, la fatalité s'accomplit, les efforts que l'on fait pour dresser des obstacles devant sa marche restent vains (et nous qui savons que la guerre de Troie a eu lieu, nous concevons dès l'origine que ces efforts ne peuvent être que vains) et l'événement se produit. Il se produit comme il pourrait faire dans notre monde contemporain. De longues palabres diplomatiques le précèdent

(169) Pierre Lièvre, *Mercure de France*, 15 déc. 1935, pp. 573-577.
— Un autre critique observait : « L'analogie du débat avec certaines négociations des récentes années ne laisse pas de courir à travers le tissu du dialogue. [...] Derrière les masques du chef troyen et du chef hellène, les profils de Briand et de Stresemann se dessinent vaguement au bord d'un lac, dans une brume argentée. Les différences des temps se fondent en une terrible ressemblance, une redoutable identité » (François Porché, chronique du théâtre, *Revue de Paris*, 15 déc. 1935, p. 921). Cf. également *Marianne*, 15 déc. 1937, p. 20, c. r. par H. Bidou.

dont on ne sait si elles ont pour but d'empêcher la guerre, comme elles en ont l'air, ou de la précipiter : entrevues, conférences, congrès...

A la veille de toute guerre il est courant que deux chefs de peuples en conflit se rencontrent seuls dans quelque innocent village, sur la terrasse au bord d'un lac, dans l'angle d'un jardin. Et ils conviennent que la guerre est le pire fléau du monde, et tous deux, à suivre du regard ces reflets et ces rides sur les eaux, à recevoir sur l'épaule ces pétales de magnolias, ils sont pacifiques, modestes, loyaux. Et ils s'étudient. Ils se regardent. Et, tiédés par le soleil, attendris par un vin clairet, ils ne trouvent dans le visage d'en face aucun trait qui justifie la haine, aucun trait qui n'appelle l'amour humain, et rien d'incompatible non plus dans leur langage, dans leur façon de se gratter le nez ou de boire. Et ils sont vraiment comblés de paix, de désirs de paix. Et ils se quittent en se serrant les mains, en se sentant des frères. Et ils se retournent de leur calèche pour se sourire... Et le lendemain pourtant éclate la guerre. »

*
**

Au cours des années 1938-1939, les témoignages littéraires, en raison de la confusion idéologique croissante et de la mobilisation à outrance des esprits, sont d'un emploi beaucoup moins sûr pour appréhender le climat psychologique ambiant; du reste, ils deviennent moins intéressants, soit qu'ils ne fassent que répéter ce qui a déjà été dit et redit, ou que l'état de l'opinion publique au temps de Munich soit trop évident par ailleurs.

Les écrivains portés à la confiance intime, tels Julien Green et Léautaud, ont réussi à refouler l'angoisse mortelle qui les étreignait.

Pourtant, si certains écrivains vont jusqu'au bout de l'ultra-pacifisme, si Céline en rajoute et publie ses *Bagatelles pour un massacre*, si Giono clame ce qu'il nomme « les seules vérités », à savoir qu'« il n'y a pas de héros », que « les héros morts sont tout de suite oubliés » et que « les veuves des héros se remarient avec des hommes vivants, simplement parce qu'ils sont vivants », (170) d'autres, en revanche, esquissent une tenta-

(170) A ce mot d'ordre de Giono (cf. « Les seules vérités », N.R.F., 1939, I, p. 167, ainsi que *Précisions*, Paris, 1939, *passim*) s'oppose « lancé avec succès », celui de la Passionaria : « Il vaut mieux être la veuve d'un héros que la femme d'un lâche » (cité par le journal ultra-pacifiste et de tendance trotskyste *la Révolution prolétarienne*, 25 mars 1938).

tive de redressement : Montherlant s'indigne du « climat de dégonflage perpétuel » qui règne en France et Jean-Richard Bloch se prend à regretter l'absence à la barre de l'Etat d'une « brute » comme Poincaré au lieu de ces velléitaires de gauche... (171)

Sur le plan de la création littéraire, le courant défaitiste trouve son ultime expression dans *la Nausée* de Sartre, roman qui se rattache par certains côtés au *Voyage au bout de la nuit*. « Sartre, raconte Simone de Beauvoir dans ses Mémoires, avait trop d'imagination et trop encline à l'horreur » pour ne pas penser à ce que serait une nouvelle guerre : des visions le traversaient (en 1933-1934), dont certaines ont marqué *la Nausée* : « des villes en émeute, tous les rideaux de fer tirés, du sang au carrefour et sur la mayonnaise des charcuteries ». (172)

Cf. encore Giono qui répétait « Il vaut mieux vivre, n'importe comment, mais vivre », à quoi un représentant du syndicat des instituteurs ajoutait : « Vivre est le bien suprême, notre patrie, c'est notre peau ! » Cf. encore les écrits de F. Challaye qui proposait inlassablement ce mot d'ordre : « Plutôt l'occupation étrangère que la guerre ! » Cf. de même les *Propos* ultra-défaitistes d'Alain. — En 1938-1939, on finira par comprendre que même l'ultra-pacifisme, allant jusqu'à l'acceptation de l'occupation étrangère, ne préservera pas les Français de l'obligation d'aller se battre. C'est ce que vit — après Munich — Jean Prévost : « La paix à tout prix reste le plus bel idéal humain et peut-être notre devoir immédiat, [?] !] mais elle veut dire le sacrifice le plus complet, le malheur le plus assuré, pour nous et pour nos enfants. Le reste n'est qu'hypocrisie ». Ce qui attend la France, c'est un « asservissement complet » et l'obligation, au bout du compte, de combattre au profit de Hitler après avoir refusé de se défendre contre lui (Jean Prévost, « Suite à *Mars* » [d'Alain], N.R.F., août 1939, p. 319). En somme, à ceux de ses camarades qui, ayant milité « contre la guerre et le fascisme », s'étaient ensuite vu obligés de choisir l'un ou l'autre terme, et qui s'étaient plus ou moins ralliés au fascisme dans l'espoir d'éviter la guerre, Jean Prévost annonçait que même dans ce cas-là, il n'y échapperaient pas; et pourtant, il se déclarait ultra-pacifiste quand même : la lucidité intellectuelle peut fort bien s'allier à la veulerie la plus grande; remarquons que ces ultra-pacifistes ne s'intéressaient guère aux techniques de lutte non-violente connue à l'époque par l'action de Gandhi... Un Georges Pioch trouvera sa voie dans le suicide (cf. *Europe*, déc. 1938, pp. 550-551), quelques-uns se redresseront au dernier moment devant l'absurdité de leur position; beaucoup de ces intellectuels « anti-fascistes » feront le voyage jusqu'au bout de la nuit, dans la *collaboration*; les « prudents » feront comme Panurge.

(171) Voir les deux dernières années d'*Europe* et de la N.R.F. en particulier.

(172) Cf. Simone de Beauvoir, *La force de l'âge*, Paris, 1960, p. 154; S. de Beauvoir remarque fort justement que les intellectuels refaisaient leur guerre de 1914 : regrettant d'avoir accepté l'union sacrée et d'avoir donné « dans les panneaux du chauvinisme », ils s'étaient « juré de ne jamais ressusciter le mythe de la « barbarie allemande », ils refusaient

Claudine Chonez faisait remarquer, dans un compte rendu, que pour « libérer pratiquement Antoine [Roquentin, le héros de *la Nausée*], « il ne faudra rien moins qu'un bouleversement du monde : utilisant en romancier ce qu'il a eu sous les yeux, J.-P. Sartre fait vivre à son héros les jours récents où nous avons cru que tout allait être balayé dans la guerre : il l'imagine mobilisé, découvrant dans cette rupture une liberté totale et enivrante ». (173)

Mais alors s'affirme aussi, avec *l'Espoir* d'André Malraux, l'aube d'un nouvel héroïsme, (174) enfin dégagé des images de 1914-1918, et qui trouvera à s'engager bientôt dans la Résistance...

de déclarer que cette guerre-ci, si elle éclatait, serait juste » (*ibid.*, p. 153). En cela, ils avaient exactement la même attitude que ces officiers d'état-major qu'ils accusaient si violemment d'être en retard d'une guerre. — Ajoutons que, dans l'ensemble, *La Force de l'âge* nous paraît assez trompeur comme évocation historique.

(173) Cl. Chonez, « Jean-Paul Sartre, romancier-philosophe », *Marianne*, 23 nov. 1938, p. 6.

(174) Cf. A ce propos les remarques admiratives de Montherlant, *L'équinoxe...*, « Phylactères », pp. 90-91, note 1. Encore que plusieurs critiques seront frappés par le « nihilisme » de Malraux et que Sartre y admirera un « catastrophisme » apparenté au sien.

II. — EN GUISE DE CONCLUSION

La plupart des écrivains dont nous avons examiné le témoignage résidaient à Paris. On comprend qu'ils aient été particulièrement sensibles à la menace d'un anéantissement de la Ville-Lumière par l'aérochimie. Que leur hantise ait été partagée par le Parisien moyen, sans doute l'admettra-t-on sans trop de difficultés; de même pour les habitants des grandes cités françaises. Mais la masse des provinciaux, les paysans ?

La réalité de la peur aérochimique est indubitable. Nous en avons, ailleurs, longuement analysé l'aspect proprement militaire.

Mais, de même que nous savons que le *douhétisme* occupait une place relativement secondaire dans la pensée stratégique française, essentiellement *terrienne*, de même nous devinons que la plupart des écrivains que nous avons évoqués reflétaient davantage la mentalité des *citadins* que des *ruraux*.

Il s'agit donc de rétablir l'équilibre. Par un nouvel et dernier effort, essayons de capter l'écho de la pensée paysanne au sujet de la guerre.

1. — PACIFISME PAYSAN.

Giono, nous l'avons vu, justifiait son pacifisme comme celui de la génération du feu. Mais ce chantre de la vie rurale fondait aussi son refus de la guerre sur des valeurs paysannes; son œuvre en témoigne assez. Il est vrai que dans celle-ci, le pacifisme-paysan se donne pour intemporel. Prenons donc plutôt,

comme point de départ, ce manifeste politique de Giono daté, lui, de 1938 : la *Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix*, où il expliquait la « raison du pacifisme paysan ».

« Vous êtes les soldats de toutes les guerres. On n'a jamais tué que des paysans dans les batailles. Les ouvriers n'ont pas le droit de prendre parti pour ou contre les guerres [...] car ils ne font pas les guerres. Et c'est même une comédie de les envoyer dans les casernes en temps de paix, car, dès que la guerre éclate, on les retire des rangs qui s'avancent vers les mitrailleuses et on les remplace soigneusement dans les usines où on en a besoin, pour fondre du métal, et usiner des pièces de guerre, des canons, des avions, des tanks, des chimies [*sic*]. L'ouvrier n'a pas le droit de parler de la guerre. Il doit se taire. Car, guerre ou paix, il ne change pas de métier; il ne change pas d'outil, on dit qu'il est plus utile avec son marteau qu'avec sa baïonnette. L'industrie où il travaille est une fonction naturelle de la guerre. Elle n'est jamais aussi prospère que dans la guerre. [...]

Nous, paysans, nous sommes le front et le ventre des armées; et c'est dans nos rangs que les cervelles éclatent et que les étripaillements se déroulent derrière nos derniers pas. Alors, vous comprenez bien que nous sommes contre les guerres. » (175)

Ici, nous ne sommes plus dans l'intemporel abstrait mais bel et bien en 1938, au moment de Munich. Au-delà de la conjoncture, on découvre dans ce texte l'affirmation d'une conscience de classe paysanne remontant à la guerre de 1914-1918; une conscience de classe non au sens du marxisme — ce qui n'est pas une raison suffisante pour lui dénier toute valeur *mobilisatrice*. Prise de conscience s'effectuant non par rapport à l'inégalité des biens mais par rapport à l'inégalité devant les sacrifices et notamment le sacrifice suprême.

Nous ne disposons pas de sources d'archives pour vérifier si et dans quelle mesure cette attitude était répandue dans les campagnes; nous pouvons néanmoins rechercher, et ce sera déjà beaucoup, si d'autres témoignages, indépendants de celui de Giono, confirment ou, au contraire, démentent ces thèses.

Avant d'aller plus loin, rappelons le monologue de *Fesse-Mathieu* sous l'Arc de Triomphe : le soldat inconnu que Jolinon faisait parler sous la dalle sacrée, c'était un « poilu », c'est-à-dire :

(175) Jean Giono, *Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix*, Grasset, 1938, 91 p. (pp. 16-17, 89-91 en particulier).

un paysan, éternelle dupe, jurant (mais était-ce vraiment trop tard ?) qu'on ne l'y reprendrait plus...

Le même son de cloche, nous le trouvons dans une probe enquête : *Visites aux paysans du Centre* (1907-1934) de Daniel Halévy. La dernière version de ce livre est formée de trois parties qui forment véritablement trois couches successives d'observations : I. *Les visites de 1910*; II. *Les visites de 1920*; III. *Les visites de 1934*. Dans la première partie, rien sur la guerre, la caserne ou la Revanche. Une seule notation rappelant l'armée : dans le portrait d'un de ses hôtes, le visiteur dit simplement : « Je reconnais de loin sa haute silhouette, correcte et simple, de maréchal des logis en civil. Il a longtemps servi dans la cavalerie. il a gardé la marque militaire : c'est un homme d'ordre, de régularité, de commandement. [...] Hoche ou Moreau en eussent fait, je n'en doute pas, un admirable colonel, peut-être un très bon brigadier. Les envieux du village l'ont surnommé *l'Empereur*. Notre siècle ne sait que faire de ces belles natures, et les laisse où elles sont nées. » (175 bis) C'est peu de choses, encore que cette brève évocation en dise plus long qu'il n'y paraît; le connaisseur y surprend comme une réminiscence de la légende napoléonienne et un reflet très estompé du bonapartisme rural du XIX^e siècle : les notations d'Halévy ne sont évidemment pas le fait d'un *reporter* qui enregistre sans art n'importe quoi; il y entre beaucoup d'allégorie. Ces lignes, qu'elles soient symboliques ou anodines, tranchent en tout cas avec les observations précises faites par Halévy en 1920. Retournant dans le Bourbonnais, deux ans après la Grande Guerre, il y retrouvait une grande stabilité mais il notait aussi l'extrémisme politique de certains paysans, « pour la plupart des anciens combattants, qui ont beaucoup souffert et ne le pardonnent pas à la société ». (176) Que le communisme rural soit essentiellement issu de la guerre, c'est chose établie; mais Daniel Halévy observait encore que le paysan conservateur lui-même était contaminé, qu'il avait en lui une profonde rancœur contre toutes les autres catégories sociales. Il « en veut à tous : aux anciens privilégiés, nobles et bourgeois; aux privilégiés du monde nouveau, qui sont les ouvriers »; et au nombre de ses griefs contre eux tous, il y a l'inégalité devant l'impôt du sang :

« En paix comme en guerre, il murmure : " Tout le monde s'embusque, excepté moi... " Ce sentiment qu'il eut si fort dans la tranchée, il l'avait apporté de la terre, il l'y rapporte renforcé. Il ne s'intéresse qu'à soi-même. [...]

(175 bis) Halévy, *op. cit.*, p. 51.

(176) *Ibid.*, p. 100.

Hier, aujourd'hui encore, il soutient l'ordre bourgeois. Ce n'est pas dévouement, c'est calcul. Demain, que calculera-t-il ? » (177)

Si, en général, il résiste encore au pacifisme, c'est peut-être qu'il a matériellement profité de la guerre et de la période qui a immédiatement suivi, et que, s'il imagine, à tort ou à raison, que sa classe a été saignée plus que les ouvriers et les bourgeois, ce sentiment d'injustice est compensé par la fierté qu'il ressent d'être le *poilu-victorieux*. C'est la paysannerie, pense-t-il, qui a porté le poids de la lutte alors que les ouvriers ont été rappelés dans les usines; c'est sa ténacité séculaire, son amour charnel du sol, sa résistance légendaire, sa résignation héroïque, son obstination têtue, sa ruse animale qui ont assuré la victoire à la France. (178)

« Les tranchées. Là règne un homme qu'on appelle le Paysan. Les Tranchées, c'est affaire de remueurs de terre, c'est affaire de paysans. [...]

En fait, il restait surtout des paysans dans les tranchées. A la mobilisation, tout le monde était parti gaiement. Se battre, le Français aime ça (pourvu qu'il y ait un brin de clairon à la cantonade). [...] Mais après les grandes batailles, dès qu'on s'arrêta, lorsque vint l'hiver avec ses pieds gelés, et la crise des munitions aidant [...], les malins se débinèrent. [...]

Le paysan, lui, resta dans les Tranchées. Il se tient là, dans son trou, tapi comme ces blaireaux, ces fouines qu'il connaît bien. Creuser le sol, ça le connaît, n'est-ce pas ! » (179)

Glorieuse taupe des tranchées ! Mais survienne la crise et que se fasse sentir le souffle empesté d'une nouvelle guerre... alors ?

Dans ses visites de 1934, Halévy a observé l'aigreur nouvelle des campagnards :

« La guerre assurément est pour beaucoup dans cette sombre humeur qui a saisi le paysan. *On parle peu de ses tortures, mais on n'en oublie rien*, et il reste au fond des cœurs aigris un désir de vengeance. Voilà une des écoles de haine où s'instruisent les jeunes. " On te mène à la boucherie, dit le père au fils. Je me suis laissé faire, j'y ai été. Toi, n'y va pas... " La rancune a sommeillé quinze ans, le paysan s'en est laissé distraire par les bons prix

(177) *Ibid.*, p. 103.

(178) Cf. Halévy, *op. cit.*, p. 108.

(179) Joseph Delteil, *Les Poilus*, Paris, 1926, pp. 79-80.

que faisaient blés et bêtes. Mais la crise a déchiré les voiles, elle a libéré les anciennes colères, elle en suscite de nouvelles. » (180)

Rassemblons encore quelques-unes de ces notations fugitives et éparées. Un politicien notait, à la date du 10 juin 1919 :

« Les soldats, qui sont de la campagne, ont une dent contre les ouvriers des villes demeurés dans les usines pendant la guerre, et ils se persuadent, non sans raison, que leur démobilisation est retardée par les grèves. » (181)

Et encore, quelques jours plus tard, il remarquait que l'armée, « composée en grande partie d'agriculteurs, [...] est animée d'une forte rancune contre les embusqués des usines ». (182)

En 1920, un chroniqueur de la *Revue des Deux Mondes* faisait observer que « les paysans ne parlent pas autant » qu'on le voudrait; il est difficile de savoir exactement ce qu'ils ruminent, politiquement; toutefois, ajoutait-il, « on aperçoit quelques-unes de leurs idées » :

« La première est particulièrement intéressante parce qu'elle est peut-être un point d'appel et de cristallisation pour l'âme collective. Ce que pensent tout d'abord les paysans, c'est qu'ils ont fait la guerre, en ont soutenu le poids principal, lui ont payé le plus dur tribut, et finalement qu'une grande part de la victoire leur revient : idée très ferme, et d'autant plus que, toutes choses mises au point, elle est vraie. » (183)

Combien de fois, concluait l'observateur, n'a-t-on pas entendu « des phrases comme celle-ci : « Dans les tranchées, il n'y a que des paysans... Partout où l'on cogne, les pauvres b... y sont ! » (184)

« [...] une vérité cruelle s'impose, constatait par ailleurs le *Correspondant*, en novembre 1919 : entre les classes de la population, la classe rurale apparaît la plus décimée ». (185) Le romancier Pierre Hamp allait plus loin; dans la *Victoire méca-*

(180) Halévy, pp. 267-268 (les italiques sont de nous). Cf. également les dernières pages de *Fesse-Mathieu*, où le soldat inconnu s'adresse à son fils, paysan comme lui, et le convie à ne pas se laisser « couillonner » à la prochaine guerre comme il l'a été lui-même à la précédente.

(181) Marcellin, *op. cit.*, p. 102.

(182) *Ibid.*, p. 103 (14 juin 1919), cf. également p. 101.

(183) Emmanuel Labat, « Le paysan », R.D.M., 1^{er} août 1920, p. 481.

(184) *Ibid.*, p. 482.

(185) Maurice Lair, « Le paysan français et la guerre », *Correspondant*, nov. 1919, p. 447.

nicienne, paru en 1920, il relevait que « le paysan français déteste l'ouvrier resté pendant la guerre à l'usine au lieu d'être comme lui au combat ». (186) Il est « vrai, remarquaient les *Etudes*, que bien des paysans ont conscience d'avoir été en un sens les dupes de la guerre au bénéfice de l'ouvrier des villes; ils n'ignorent pas le chiffre formidable des pertes à eux, ni les hauts salaires de ceux qu'ils appelleraient volontiers et sans les justes distinctions nécessaires, les embusqués de l'usine; et il faut avoir entendu le ton et les termes avec lesquels ils parlent de la loi de huit heures, par exemple... ». (187)

Citons encore Michel Augé-Laribé qui, dans une étude parue en 1923 et intitulée *Le paysan français après la guerre*, observait :

« Au 11 novembre 1918, le paysan était sur le piédestal. Dans cet alliage de tous les fils de France qui a été coulé dans le type du *Poilu*, on savait bien que le sang paysan entrait pour la plus grosse part. On le disait au point de surprendre la modestie et la simplicité rustiques. » (188)

Ces thèmes firent inexorablement leur chemin dans l'âme paysanne, aidés par la présence obsédante sur la grand-place de

(186) P. Hamp., *op. cit.*, p. 83.

(187) Louis Barde, « La bataille pour le paysan », *Etudes*, 1919, t. 161, qui donnait les taux de pertes suivants : paysans : 55 %, commerçants et professions libérales : 27 %; ouvriers : 18 %; selon le député radical-socialiste Dalbiez, les paysans représentaient 80 % des mobilisés dans les unités combattantes. (Chambre 1919, annexes n° 5353, J.O., p. 1949). En fait, le calcul est plus compliqué qu'il n'y paraît à première vue : quelle base prendre ? Les taux de mortalité peuvent en effet, comme le faisait remarquer Michel Augé-Laribé (*Le paysan français après la guerre*, Paris, 1923, pp. 46-47) être comparés selon les effectifs des catégories envisagées (total des morts d'un groupe par rapport au total des mobilisés de ce même groupe), ou encore, selon les taux de mortalité de ces mêmes groupes *au front*. Ainsi, en ce qui concerne les fonctionnaires, le premier mode de calcul leur donne un taux de mortalité très faible (beaucoup d'entre eux ayant été maintenus à leur poste), et le second, un taux élevé.

(188) Augé-Laribé, *op. cit.*, p. 133; sur ce point, André Siegfried (*Tableau des partis en France*, Paris, 1930, p. 115) confirme ce phénomène, mais par des notations très superficielles; cf. encore *Etudes*, 1920, t. 162, pp. 37-41; Thibaudet, N.R.F., 1932, p. 423; Georges Blond, *Journal d'un imprudent*, roman, Paris, 1936, p. 18 et R.H., mars 1922, pp. 615-618. Mme Annie Kriegel a montré, mais en le sous-estimant quelque peu (car cela affaiblissait la thèse qu'elle soutenait) l'impact de la guerre sur la bolchévisation des paysans français, cf. Annie Kriegel, *Histoire du mouvement ouvrier français, 1914-1920...*, Paris, 1964, t. II, pp. 834 et ss.; cf. Philippe Gratton, « Le communisme rural en Corrèze », *le Mouvement social*, avr.-juin 1969.

chaque village du monument aux morts, avec sa longue inscription funèbre gravée sur le marbre. Ils jailliront à la surface le jour où apparaîtront des organisations politiques pour recueillir, afficher et extérioriser ces revendications paysannes.

Ainsi, ce passage du *Programme politique, économique et social du parti agraire et paysan français*, en date de mars 1930, c'est-à-dire peu après sa fondation :

« Le Parti Agraire et Paysan français, composé d'hommes qui font [*sic*] la guerre dans les tranchées et non dans les usines, d'hommes qui travaillent ou possèdent des champs; qui, dans les régions sinistrées, sont meurtris par les obus, considère qu'une armée forte, susceptible de défendre l'indépendance et le patrimoine de la France, est malheureusement une nécessité; mais considère, parce qu'il est souverainement pacifique, que la démocratie paysanne doit s'associer à toutes les mesures internationales de réduction des armements ou même de désarmement, à condition que la France se trouve en face de nations qui, de bonne foi, consentissent les mêmes sacrifices.

Il demande l'égalité de l'impôt du sang entre toutes les classes de la société. » (189)

Nous nous trouvons en présence d'un pacifisme de nuance briandiste mais avec ceci de particulier : le sentiment que les autres sont des « embusqués », et que la « chair à canon », c'est avant tout le pauvre croquant. Ce qu'affirmait sans ménagement le *Paysan mutilé* :

« Les paysans, les culs-terreux, les braves et solides gars de la terre, propriétaires, fermiers ou métayers, ouvriers agricoles et petits artisans des campagnes ont payé à la guerre le plus lourd des tributs. Ceux-là, pas moyen de les ramener de la tranchée, impossible de les embusquer : qu'en eût-on fait, où les eût-on casés ? Pour eux, pas de

(189) *La Voix de la terre*, 29 mars 1930, p. 2, « Programme... »; l'organe agrarien semble avoir hésité entre la formule de l'armée de métier et la levée en masse; le 3 janv. 1930, il avait publié un article d'un lieutenant-colonel anonyme (cf. note 61 p. 262) en faveur de l'armée de métier, en le faisant précéder de ce chapeau rédactionnel : « Le paysan, qui ne vend ni de l'acier ni des obus, le paysan qui ne fait pas la guerre dans les usines mais dans les tranchées avec sa chair et avec son sang, aime la paix et veut la Paix... » (Lieutenant-colonel X., « Armée nationale ou armée de métier ? », *la Voix de la Terre*, 3 janv. 1930, p. 2). Par contre, le programme du parti agrarien que nous citons ci-dessus se prononçait en faveur de la nation armée, cf. également *la Voix de la Terre* du 22 février 1930, p. 2, profession de foi pour la nation armée mais sans les périodes de réserves; cf. encore *ibid.*, 21 août 1930, p. 1 « La paix par les paysans ».

filon. Ils étaient bons, totalement bons pour faire de la chair à canon, de la meilleure et de la plus abondante. » (190)

Et si la France se présente comme essentiellement pacifique dans un monde où les rivalités internationales sont féroces, n'est-ce pas dû au fait qu'elle est restée profondément rurale, et que ses paysans n'aiment pas la guerre car ils la font ! Il existe, écrivait en 1928 de Saint-Aulaire dans la *Revue des agriculteurs de France*, un impérialisme industriel, dont l'Allemagne offre un exemple, et un impérialisme financier, dont l'Amérique est le modèle, mais il n'existe pas et ne peut exister d'impérialisme agricole; d'ailleurs :

« Il est superflu de répéter que les agriculteurs détestent la guerre, précisément parce que ce sont surtout eux qui la font. C'est sans doute que cultiver la terre prépare à la défendre bien parce qu'on l'aime bien. Pour nos paysans la tranchée a été un sillon plus profond où ils ont semé la victoire. » (191)

2. — L'IMPÔT DU SANG.

Les thèmes du « pacifisme » paysan se dépouilleront, lors de la crise économique, de leur côté un peu sentimental et exploseront, au moment de la crise de Munich. C'est alors que toutes les rancœurs, tout l'égoïsme de classe pressentis par Daniel Halévy crèveront à la surface, et seront exploités par d'inquiétants tribuns. N'y avait-il pas analogie entre la guerre tueuse de paysans, et la crise économique provoquant l'exode rural et asphyxiant le petit exploitant ? « A l'heure actuelle, écrivait en 1937 l'organe de la Fédération des combattants et mutilés du Puy-de-Dôme, le paysan n'en peut plus, il est à bout. Il vit chichement, il récolte mal, vend plus mal encore. Ses fils le quittent pour la ville; il reste seul avec la terre qu'il aime, sa terre qu'il ne veut pas abandonner, Jacques Bonhomme, " le cul-terreux ", voit s'ajouter à ses souffrances de toujours une désespérance infinie. »

« [...] En France, on sacrifie l'agriculture paysanne aux forces économiques nouvelles : l'industrie, le grand commerce

(190) *Le Paysan mutilé*, bulletin de l'Union des mutilés et anciens combattants du canton du Bois d'Oingt, n° 94, mai-juin 1934, p. 1.

(191) Saint-Aulaire, *Revue des agriculteurs de France*, oct. 1928, pp. 314-316 (éditorial). — Cette revue est l'organe de la société des agriculteurs de France, dominée par les gros propriétaires terriens; syndicale et technique, elle ne fait en principe « pas de politique ».

d'exportation, la banque. » Mais « nous avons là, sous la main, des richesses que nos voisins nous envient, et nous les délaissions pour aller courir je ne sais quelle aventure industrielle qui nous coûtera cher, car jamais nous n'arriverons à lutter sur un pied d'égalité avec l'Amérique, avec l'Allemagne, avec le Japon, avec l'Angleterre, avec la Russie ». Et le « paysan, le cœur meurtri, voit partir un à un ses enfants attirés par le mirage de l'or, du plaisir, de la vie facile. [...] J'ai vu des pauvres vieux pleurer sur cette terre qu'ils aiment bien, mais qui ne sait plus, qui ne peut plus retenir les enfants. *N'est-il pas l'heure de se pencher enfin sur le sort du paysan, sur le sort de celui qui, pendant la guerre, dans les tranchées, formait plus de 80 % des effectifs ?* » (192)

Une année plus tard, au moment de la mobilisation partielle lors de la crise de Munich, tout s'entremêle : la tuerie de la dernière guerre, l'exode rural de l'après-guerre, les hécatombes prochaines :

« La dernière guerre à coûté à la population paysanne la perte de près d'un million d'hommes parmi les meilleurs; la politique sociale de ces dernières années a réduit le nombre des ruraux bien au-dessous des effectifs nécessaires pour cultiver l'ensemble du territoire. Avec une mobilisation générale il ne resterait plus dans nos campagnes que des femmes et des vieillards, avec l'aggravation de la présence, dans certaines régions, d'ouvriers étrangers dont l'attitude n'est pas toujours rassurante.

Comment continuer à cultiver la terre dans de pareilles conditions ? Dans les villages de l'Est, la mobilisation partielle a créé des vides effrayants.

La saignée d'une nouvelle guerre correspondrait cette fois-ci à la destruction de notre paysannerie, et sans paysannerie que resterait-il de la France ? Une guerre victorieuse serait presque aussi néfaste qu'une guerre perdue. » (193)

(192) Emile Collomb, « Misères paysannes », paru dans *Notre France*, édition spéciale de l'organe de la Fédération des combattants et mutilés du Puy-de-Dôme, éditorial du secrétaire général, cité par le *Paysan mutilé*, nov.-déc. 1937, p. 1.

(193) Pierre Caziot, vice-président de la Société des Agriculteurs de France, éditorial : « Pour la paix », *Rev. des Agriculteurs de France*, oct. 1938, p. 371; pendant la crise de Munich, le Conseil de direction de la Revue était intervenu auprès de Daladier pour éviter la guerre en arguant de « l'émotion intense » provoquée par la crise dans les campagnes et « en nous plaçant exclusivement sur le plan rural »; les raisons « que nous avons invoquées sont hélas tellement graves qu'on ne peut les exposer sans un serrement de cœur. La paysannerie française, du fait de la guerre, serait appelée, plus qu'une autre catégorie de citoyens, à des sacrifices qui vont maintenant bien au-delà des possibilités humaines » (*ib.*).

Ouvrons un autre organe : *Syndicats paysans*, qui s'adressait à une couche plus modeste de cultivateurs. (194) Le 18 février on y trouve un éditorial signé J. Le Roy Ladurie : « La guerre ? A aucun prix ! Les paysans n'en veulent pas car c'est eux qui la font. » L'auteur y dénonçait le bellicisme de l'industrie des armements et plaidait pour le retour aux valeurs artisanales et paysannes (195) : C'est à ce moment que prend corps ce qui deviendra l'idéologie officielle de Vichy. Quant au problème immédiat :

« Personne — assure-t-on — ne veut la guerre. Et cependant, elle est là, menaçante, à nos portes. A vrai dire, depuis l'autre, depuis moins de vingt ans, son spectre ne nous a jamais quittés. Hier encore, il grimaçait dans les brumes de Genève. [...]

Il n'y a donc plus de pacifisme ? Pacifisme genevois ? Pacifisme des intellectuels ? Pacifisme des internationales ouvrières ? Pacifisme des anciens belligérants de la grande famille européenne, qui ont appris à leurs dépens que la guerre ne payait plus pour la race blanche ?

Dissipés, évanouis, tous ces pacifismes-là ? [...] Mais il reste cependant le pacifisme paysan, un pacifisme vieux comme le monde, celui de ceux qui veulent bien défendre leur terre contre l'invasion et le pillage, mais qui ne trouvent aucun profit à ruiner les terres voisines. » (196)

Le 17 mars, dans le même organe, ce titre en première page sur huit colonnes : « Pour une paix paysanne » ! L'auteur de l'éditorial, s'adressant à ses camarades paysans, évoquait son exode en Artois pendant la dernière guerre, sa maison et son village détruits, sa terre meurtrie par la bataille, ses champs où il fallut « reboucher treize cents sapes et d'innombrables trous d'obus » :

« Les labours de vingt années n'ont pas encore effacé les cercles blanchâtres qui marquent les entonnoirs; les jeunes arbres que les habitants [...] ont replantés bourgeonnent pour la dix-neuvième fois, et déjà on reparle de la guerre. » (197)

(194) *Syndicats paysans*, bimensuel (n° 1, 1^{er} juill. 1937), « organe de l'Union nationale des syndicats agricoles », J. Boulangé, président; J. Le Roy Ladurie, rédacteur en chef.

(195) J. Le Roy Ladurie, *Syndicats paysans*, 18 fév. 1938, p. 1.

(196) *Ibid.*

(197) « A mes camarades paysans », par J. Boulangé dans *Syndicats paysans*, 17 mars 1938. Cf. encore J. Le Roy Ladurie, « Défense nationale », *ibid.*, 5 mai 1938, pp. 1-2 : « La guerre ? La Paix ? Problème capital pour le paysan, grand fouilleur de terre, ignorant l'art des occupations

Dans le fascicule suivant, un gros titre : « Le projet de loi qu'attend la paysannerie » ; il se passe de commentaires :

« De tous les projets de loi qu'attend la paysannerie, pour rétablir entre la campagne et la ville un peu d'égalité, il y en a un qui est particulièrement urgent.

Deux articles suffiraient pour qu'il soit parfait. Ces deux articles, les voici :

PROJET DE LOI

ARTICLE 1. — *En cas de guerre, paysans et ouvriers feront, à tour de rôle, six mois dans les tranchées et six mois dans les usines.*

ART. 2. — *La solde aux tranchée sera de 100 Fr. par jour. La solde à l'usine sera de 1,25 Fr. par jour.*

Paysans, écrivez à vos parlementaires pour que ce projet de loi soit, sans tarder, déposé et voté. » (198)

Même réclamation dans *Le Paysan du Centre-Ouest*, organe du parti agraire. Le leader du mouvement, Dorgères, y publiait le 13 février 1938 un article intitulé : « En attendant l'égalité devant l'impôt du sang » :

« La parole est à ceux qui se feront casser la gueule pour dix sous par jour, tandis que les politiciens touchent 82.500 Fr. par an pour vivre tranquillement à Bordeaux et que les Cégéteux métallurgistes toucheront 100 Fr. par jour pour tourner des obus dans les arsenaux. Les paysans, qui ont défendu et qui défendront leur pays attaqué, veulent la paix.

[...]

Les paysans français veulent la paix; ils savent que la dernière guerre a coûté à la paysannerie plus d'un million de morts, soit deux tués sur trois; ils savent que la prochaine sera plus meurtrière encore. » (199)

Quinze jours plus tard, le même organe affirmait la nécessité de « répéter sans nous lasser qu'en cette matière » de la guerre et de la paix, « la parole appartient surtout à ceux qui se feront tuer. Et, dans les hécatombes futures, plus encore que dans le passé, les paysans seront les principales victimes. *La motorisation de l'armée, l'emploi d'engins de plus en plus perfectionnés mobi-*

d'usines, mais connaissant à fond celui des occupations de tranchées, lequel — on s'en souvient — associe le maximum de risques au minimum de paye », etc.; cf. encore *ibid.*, 1^{er} avril 1938, p. 1 : « A bas la guerre ! tueuse de paysans » ; 15 sept. 1938, p. 1. « Pour une paix paysanne », 28 sept. 1938, p. 1. « Contre la guerre, tueuse de paysans ».

(198) *Syndicats paysans*, 1^{er} avril 1938, p. 1.

(199) *Le paysan du Centre-Ouest*, 13 fév. 1938, pp. 4-5.

liseront dans les usines de nombreux ouvriers, ceux surtout qui, à l'heure actuelle, sont les éléments les plus remuants de la C.G.T., ceux qui sont prêts à déclencher la guerre pour sauver Staline et la Russie ». (200)

Joseph Bilger, dans le *Paysan lorrain*, mettait les *points* sur les *i*; en cas de guerre, affirmait-il, les paysans feront leur devoir et ils seront d'ailleurs les premiers à se faire tuer. « Par contre, nos populations rurales, les premières exposées, parfois seules dans les tranchées, sont franchement hostiles à toute guerre d'intervention ou toute croisade idéologique. Se faire trouer la peau pour les Tchèques ou les Russes n'est pas une perspective bien gaie, quand l'intégrité de nos propres frontières est assurée. Cela surtout, quand on se rappelle l'attitude de ces Tchèques pendant la dernière guerre, où ils ont empêché en 1917 une paix séparée avec l'Autriche, alors que les Russes, eux, l'ont faite à nos dépens. [...] L'alliance avec la Tchécoslovaquie a été en plus désastreuse pour l'agriculture française. » (201)

Dans le *Paysan du Sud-Ouest*, de tendance dorgériste, c'est le même refrain : les parlementaires communistes « veulent la guerre pour sauver Moscou »; leurs associés du front populaire, de même, « pour passer l'éponge sur les fautes commises »;

(200) Editorial du *Paysan du Centre-Ouest*, « Répétons sans cesse : les paysans veulent la paix », 27 fév. 1938 (les italiques sont de nous); cf. également l'édit. du 6 mars 1938 : « Pour la paix »; cf. encore *ibid.*, 27 mars 1938, p. 4 : « Défense paysanne d'abord », qui revenait sur la question de « l'égalité devant l'impôt du sang ».

(201) Joseph Bilger, « Les paysans pour la paix », *Paysan lorrain*, 24 sept. 1938, p. 1; même page, éditorial intitulé « Paix ou guerre » affirmant que « nous, paysans, nous voulons la Paix de toutes nos forces parce que nous serions les premières victimes de la guerre, et nous ne ferons la guerre que si l'intégrité ou l'honneur de la France sont menacées ». Quant à l'Espagne, ou plus exactement, quant aux réfugiés espagnols dans le Sud-Ouest, le *Paysan du Sud-Ouest* n'affirmait rien moins que ceci : « La révolution est une et internationale. Partout où elle est battue et surtout en Espagne, il faut conclure que c'est une bonne affaire pour nous. Tous les salopards de l'armée en déroute reflueront chez nous ? Certes ! Mais c'est à nous d'imposer à notre triste gouvernement les mesures de sécurité nécessaires. Après tout, les Boches d'il y a vingt ans étaient autrement guerriers que les marxistes valenciens ou barcelonais et nous avons su les mettre à la porte » ! C.N., « Têruel », *Le Paysan du Sud-Ouest*, 9 janvier 1938, p. 2. — *Le paysan du Sud-Ouest*, le *paysan du Centre*, le *Paysan lorrain* prennent des positions de plus en plus extrémistes, pour verser finalement dans un antisémitisme de style hitlérien. *L'effort paysan*, plus modéré, dénonce également l'intervention en Espagne au nom de la paysannerie et en s'attaquant aux « ouvriers qui ne font pas la guerre » (cf. n^{os} du 19 mars et 26 mars 1938, p. 1).

ils sont suivis par la classe ouvrière; « les plus bruyants cégétistes, les métallurgistes, se moquent de ce qui peut leur arriver. Ils resteront dans les arsenaux ou dans les usines de munitions et gagneront, à tourner des obus, de meilleurs salaires qu'en temps de paix.

« Les gros industriels voient, dans la guerre, la possibilité de faire renaître la paix sociale troublée et la possibilité de réaliser de gros bénéfices. Les aspirants mercantis, tous les types menacés de faillite, tous ceux dont les affaires s'anémient peu à peu voient la guerre d'un œil favorable.

« Mais les paysans veulent la paix; ce sont eux qui se feront trouer la peau. Et comme le premier vœu des paysans est la paix, le premier devoir des groupements agricoles est d'exiger cette paix à tout prix. Que les parlementaires ne se fassent pas d'illusions : les paysans ne partiront pas en 1938 avec autant de facilité qu'en 1914. Ils savent que les responsables de la situation actuelle resteront à l'abri pendant qu'eux, qui déjà ont fait courageusement leur devoir de 14 à 18, seront exposés à la mitraille et aux obus allemands.

« Nous voulons la paix et les comités de défense paysanne sauront l'obtenir. Déjà, lors de la guerre d'Abyssinie, nos organisations ont évité la guerre. C'est la pression que nous avons exercée sur le parti radical-socialiste qui a permis d'éviter des sanctions. Lors des affaires d'Espagne, l'intervention des paysans a obligé les gouvernements à penser rester neutres, du moins en apparence. Aujourd'hui, les paysans doivent se dresser à nouveau pour clamer partout leur désir de vivre en paix... » (202)

Ouvrons encore un autre journal agrarien, relativement modéré celui-là : *L'effort paysan*. (203) Durant la tension du printemps 1938 causée par l'*Anschluss*, on y relève une série de caricatures, du genre de celle-ci : une vieille paysanne en prières, avec cette légende : « *Mon Dieu, faites que ceux qui les [les jeunes paysans sous les drapeaux] ont arrachés aux sillons ne les conduisent pas dans les tranchées* » (204); ou cette autre, où l'on voit deux paysans fourbus discutant : « *C'est ça, ils occupent les usines et nous les premières lignes !!!* »; sur la même page, l'éditorial déclare en substance : « *Dans la guerre, il y a ceux qui tournent*

(202) *Le Paysan du Sud-Ouest*, éditorial du 6 fév. 1938 : « Les politiciens veulent la guerre et les paysans veulent la paix; et il est probable que les paysans allemands sont aussi pacifiques que les paysans français », pp. 1-2.

(203) Organe de l'Union Nationale des Syndicats Agricoles, fondée en 1937.

(204) N° du 2 avril 1938, p. 1.

les obus et il y a ceux qui les reçoivent. [...] Les Paysans, soldats de première ligne des prochains conflits, demandent que tout soit mis en œuvre pour conserver la paix. » (205) Le 28 mai, cet article extrêmement significatif intitulé « L'oubli des morts » :

« L'été s'annonçait magnifique. Les départs pour les vacances se précipitaient [...]. Citadins, fonctionnaires, employés, rêvaient de la mer ou de la campagne. Les paysans travaillaient. La moisson était prochaine, et il n'y a pas de vacances qui tiennent, la moisson n'attend pas.

“ La vie est là, simple et tranquille ”, chantait le poète.

La vie était là...

La guerre aussi.

Vous souvenez-vous, mes camarades, de ces heures d'angoisse brusquement survenues. Aux clochers de nos églises, le tocsin a égréné dans les campagnes ses notes émouvantes.

Les affiches blanches nous ont dit que la mobilisation n'est pas la guerre. Il fallait bien ménager, n'est-ce pas, la sensibilité des grandes villes ! Mais les paysans ne s'y sont pas trompés ; et, tandis que la grêle tombait — cette grêle du 2 août 1914 dont le souvenir est resté, sans doute, dans nos régions, aussi vivant que le souvenir même de la mobilisation... — ils ont fait en hâte leurs recommandations. Après la grêle, il faudra sulfater, ne l'oublie pas ; le champ de la Perrière pourra se labourer...

On a embrassé la vieille maman, la jeune épouse. On a regardé longuement les gosses qui ne comprennent pas. Et puis l'on est parti.

Ce furent quatre mortelles années. Et ils participèrent à tous les coups durs.

La terre, ça les connaissait. Il n'y eut pas leurs pareils pour la remuer, pour la fouiller, pour creuser les tranchées.

Après tout, c'était un peu leur métier à eux. [...] Comme c'était un peu le métier des autres de travailler dans les usines, d'écrire dans les bureaux. [...]

.....

Onze novembre 1918. Les cloches sonnent encore, mais c'est de reconnaissance et c'est de bonheur. [...] Toutes les classes de la société ont participé au lourd tribut. Personne n'oublie d'ailleurs que la part la plus grande fut réservée aux paysans. Douze cent mille des leurs ont payé de leur vie la survie de la France. Et pourtant, ils ne représentaient que la moitié de la population du pays, les Paysans !... Alors, dans un élan de gratitude infinie, on

(205) N° du 9 avril 1938 ; on relève dans ce journal comme dans ceux du mouvement agraire, un ressentiment à l'endroit des ouvriers qui ont obtenu les congés payés et la loi de 40 heures.

prit les restes de l'un de nos morts, on le porta pieusement sous la dalle sacrée. Ainsi naquit le culte du Soldat Inconnu qui sans doute fut un Paysan.

..
Vingt ans se sont écoulés. Comme aux jours de 1914, d'obscur menaces grandissent autour de la Paix... Demain peut-être, et de nouveau, l'appel aux paysans retentira. » (206)

*
**

Ce thème fut exploité aussi par Jacques Doriot. Dans son livre-programme *Refaire la France*, ne déclarait-il pas qu'« au premier rang des victimes (de la crise économique), il faut placer les paysans. Eux ont tenu les tranchées; ce n'est pas sans raison que l'on évoque toujours la figure du paysan-soldat. Or le paysan, attaché au sol et à la patrie, n'a pas eu la récompense de la victoire qu'il a pétrié de son sang. » (207)

3. — EPILOGUE.

Rien ne serait plus erroné que de minimiser l'importance de ces slogans sous prétexte qu'ils sont brandis par des extrémistes; ceux-ci n'inventent pas ces mots d'ordre mais soufflent

(206) « L'oubli des morts », *l'Effort paysan*, 28 mai 1938, p. 1.

(207) Jacques Doriot, *Refaire la France*, Grasset, Paris, 1938, 126 p. (p. 22); comme on peut le constater ce thème n'avait d'autre originalité que de se trouver sous la plume de Doriot; même conformisme dans son paragraphe consacré à l'armée, dont la source d'inspiration est sans doute officielle : « La France, disons-le tout de suite, a une armée admirable. Bon état-major qui a fait ses preuves pendant la guerre. Bons cadres, bonne instruction. Insuffisance toutefois des militaires de métier, étant donné le développement des armes techniques. Bon moral des cadres qu'il ne faudrait tout de même pas laisser atteindre par des traitements vraiment insuffisants. Et je remarque à ce propos que ce sont ceux qui veulent faire la politique la plus agressive à l'extérieur; ceux qui nous conseillent la politique d'orgueil et de guerre, comme M. Paul Reynaud, qui adressent à l'armée française les critiques les plus virulentes. » (p. 64) Cf. encore p. 75 où il se prononce pour des divisions blindées à l'instar de l'Allemagne. — Cf. encore cette profession de foi aux élections de 1936 du « frontiste » Gaston Bergery (Nantes) : le peuple français veut unanimement la paix. « Il sait qu'une guerre victorieuse est une catastrophe à peine moins grande qu'une guerre perdue. Et plus que toute autre, la classe paysanne hait la guerre, plus que toute autre, elle est appelée, dans l'infanterie, à en subir les horreurs » (cf. *Barodet*, 1936, p. 1524).

sur des braises qui couvaient en silence depuis 1916 ou 1917; qui avaient été recouvertes d'une couche de cendres au cours des années tranquilles 1924-1928 et que l'ouragan de la crise mondiale et le tisonnier nazi ont ravivées. Ces mots d'ordre, qui ose les contredire sauf les communistes ? — ce qui d'ailleurs ne fait qu'exciter les autres. Et les communistes sont d'autant plus embarrassés que ces agrariens dénaturent leurs méthodes de lutte des classes à eux et falsifient leurs anciens slogans pacifistes. Et puis, il y a les trotskystes, les libertaires et les « piver-tistes ». Depuis que le Parti, sur l'injonction de Staline, s'est rallié au drapeau tricolore et que la S.F.I.O. l'a timidement suivi, ils crient à la trahison et battent monnaie du pacifisme. (208)

En ce qui concerne l'armée, il faut voir que celle-ci a pris conscience de la revendication de l'égalité devant l'impôt du sang. Voici ce qu'écrivait dans la *Revue des questions de défense nationale* de septembre-décembre 1939, H. Hitier secrétaire perpétuel de l'Académie d'agriculture et professeur à l'Ecole libre des sciences politiques, à propos de la mobilisation :

« La France, pendant la guerre de 1914-1918, a perdu des centaines de milliers d'hommes appartenant à la classe rurale, tombés au champ d'honneur. De là, pour notre agriculture, une crise grave, devenue plus aigüe depuis trois ou quatre ans à la suite de l'application des lois sociales (votées par le front populaire), qui a entraîné un exode rural sans précédent. » (209)

Et de réclamer que, à l'instar des ouvriers mobilisés dans les usines, le maximum d'agriculteurs soient appelés à l'arrière. Il fallait libérer les hommes nécessaires pour : « fabriquer des machines agricoles, les utiliser, les réparer, pour fabriquer des engrais et les épandre; pour travailler le sol, semer, moissonner, effectuer les battages; pour piocher la vigne, la tailler, la traiter contre les multiples ennemis qui l'attaquent [*sic*]; pour planter le tabac, lui donner les soins délicats qu'il réclame, en

(208) En plus des journaux de tendance trotskyste ou libertaire, cf. Jean Montigny qui, dans *le Temps* du 27 janv. 1939, s'expliquait sur les raisons l'ayant amené à fonder son « front de la paix » en se qualifiant d'« ancien combattant, représentant des paysans pacifiques »; cf. également le témoignage du « piver-tiste » Daniel Guérin qui relate qu'après 1935 « les masses populaires, en particulier dans les campagnes, malgré les slogans stalinien, étaient demeurées foncièrement pacifistes » et que le pacifisme, cheval de bataille de la « gauche révolutionnaire » de Marceau Pivert, rencontrait un vif succès chez les ruraux (*Front populaire, révolution manquée*, Paris, 1963, pp. 149-150).

(209) H. Hitier, « La mobilisation des Champs », *Rev. des Questions de défense nationale*, sept-déc. 1939, p. 297.

cueillir les feuilles et en opérer la dessiccation, pour dresser les animaux de trait, soigner les animaux de route. [...]

« Certes, il ne saurait être question de dégarnir le front, mais d'employer le plus rationnellement possible, pour la Défense nationale, les hommes de l'arrière. Des mobilisés sont maintenus dans les usines qui travaillent pour la guerre, usines qui fabriquent des pièces d'armement, des pièces d'avion, des moteurs, des munitions, etc... C'est absolument nécessaire, l'armée en a besoin. Mais l'armée n'a-t-elle pas moins besoin de pain, de vin, de viande, de sucre, de tabac; ne faut-il pas en même temps assurer le ravitaillement de la population civile ? Ne serait-ce pas dangereux de s'en remettre pour cela à des achats à l'étranger, le pourrions-nous en toute sécurité ? Nos réserves d'or et de devises ne sont-elles pas à ménager ? La cause n'est plus à plaider ! [...]

Le maintien et la remise en production d'une terre sont, en réalité, choses autrement difficiles que le maintien et la remise en marche d'ateliers ou d'usines. A n'importe quelle époque de l'année, en quelques jours, en quelques semaines, un atelier, une usine peuvent être remis en marche, en état de production [...]. Il n'en va pas de même en ce qui concerne l'agriculture [...]. »

Les leçons de la guerre de 1914-1918 nous montrent les risques : diminution du cheptel, augmentation des mauvaises plantes dans les champs de blé « couverts d'une végétation folle de bleuets, coquelicots, chiendents, chardons, sanves » ; il est surtout nécessaire de rendre l'agriculture de guerre rentable.

Dans ce fascicule de la *Revue des questions de défense nationale*, paru alors que les Allemands envahissaient la Pologne, le professeur Hitier remerciait le Président du Conseil d'avoir accordé de nombreuses permissions agricoles et mis de la main-d'œuvre militaire à la disposition des paysans pour « rentrer les moissons », « vendanger » et « récolter les pommes de terre ».

Mais il fallait faire davantage. Dans les grands domaines agricoles, où des Nord-Africains pourraient remplacer les travailleurs polonais ou yougoslaves appelés sous les drapeaux, il faudrait mobiliser sur place les chefs d'exploitation pour encadrer techniquement cette main-d'œuvre, à l'exemple de ce qui se faisait dans les usines pour les ingénieurs. Mais la France était surtout un pays de petite propriété. Il fallait rappeler dans leurs foyers les maréchaux-ferrants, les mécaniciens ruraux, les charrons, sans lesquels la culture deviendrait rapidement impossible. D'autre part, on ne pouvait songer « à envoyer dans la

ferme où la femme reste seule avec ses enfants et les vieux parents, un Berbère ou un Marocain. » (210)

Le général Gamelin ne cache pas, dans ses souvenirs de guerre, qu'il avait autorisé, en 1940, l'affectation de 250 000 mobilisés dans l'agriculture. Celle-ci « se trouvait très avantagée; c'était juste, explique-t-il, étant donné les pertes subies pendant la guerre précédente par les milieux paysans » ! (211).

*
**

« Parmi tous les combattants, déclarait le *Règlement de l'infanterie* dans sa dernière édition, le fantassin est celui qui subit la plus grande part des souffrances de la guerre. Les fatigues des longues marches et des durs travaux, la privation de sommeil, la faim, la soif, les intempéries, la chaleur comme le froid, la douleur des blessures viennent tour à tour l'accabler.

« Il se sait l'objectif constant de toute la puissance de destruction de l'ennemi; il ne vit que par une lutte continuelle contre la mort; il a sans cesse sous les yeux les plus horribles aspects du champ de bataille. Il voit chaque jour tomber autour de lui ses chefs et ses camarades les plus chers.

« C'est par ses souffrances qu'il achète la victoire, mais aussi, lorsque l'heure de celle-ci a sonné, il est récompensé de ses peines. Quelle que soit la part qui revienne au commandement et aux autres armes dans la victoire commune, le fantassin est seul à en jouir pleinement. Couvert de sueur, de poussière et de boue, souvent sanglant, c'est lui qui atteint l'objectif, c'est lui qui voit l'ennemi en fuite ou se rendant à merci. » (212)

En juin 1940, les Panzers allemands rattrapant les troupes françaises en débandade, leur crieront de jeter leurs fusils et de dégager la route : *Nous n'avons pas le temps de vous faire prisonniers !* (213)

(210) Hitier, *Rev. des Questions de défense nationale*, sept-déc. 1939, pp. 297-303.

(211) Gamelin, *Servir*, I, p. 219.

(212) Ministère de la Défense nationale et de la guerre, Etat-major de l'armée, *Règlement de l'infanterie, Rapport au ministre*, art. 4, titre 2, pp. 19-20, Paris, 1939. — Nous n'insistons pas sur la correspondance existant entre les conceptions stratégiques françaises : ligne Maginot, incompréhension des problèmes posés par la mécanisation, défense du sol national, et l'idéologie paysanne française de cette époque.

(213) Général de Gaulle, *Mémoires de Guerre*, I, p. 31.

PLAN DE LA BIBLIOGRAPHIE

I. Guides bibliographiques et catalogues

II. Sources *

- A) Documents officiels
- B) Instructions et Règlements militaires français
- C) Cours et manuels officiels
- D) Revues et Bulletins militaires
- E) Revues politiques et littéraires
- F) Journaux quotidiens et hebdomadaires
- G) Ouvrages militaires contemporains
- H) Ouvrages politiques contemporains
- I) Publications officielles des partis
- J) Témoignages contemporains
- K) Souvenirs, témoignages et procès non contemporains

III. Travaux

* Nous avons abondamment utilisé comme source la littérature, notamment les œuvres des romanciers français de la période 1919-1939. Nous avons renoncé à faire figurer ici la liste des œuvres analysées. Le lecteur intéressé la trouvera au fil des notes en bas de page dans la cinquième partie du présent ouvrage.

I. GUIDES BIBLIOGRAPHIQUES ET CATALOGUES

Ministère des Armées, Etat-major de l'armée de terre, Service historique, *Guide bibliographique sommaire d'histoire militaire et coloniale française*. Paris, 1969, 522 p.

Pohler (Jean), *Bibliotheca historico-militaris. Systematische Uebersicht der Erscheinungen aller Sprachen auf dem Gebiete der Geschichte der Kriege und Kriegswissenschaft seit Erfindung der Buchdruckerkunst*. Leipzig, 1887-99, 4 vol.

Probobysz (A. de Favitski de), *Répertoire bibliographique de la littérature militaire et coloniale française depuis 100 ans*. Paris, 1935, 363 p.

Catalogue de la bibliothèque de garnison de la place de Metz, établi à la date du 1^{er} janvier 1934. Metz, 1934, 298 p.

Deutsche Heeresbücherei, *Bücherverzeichnis der Abteilung III (Bibliothek des ehemaligen Grossen Generalstabes)*. Berlin, s.d. (1937 ?), 927 p.

Heer und Wehr im Bücher der Gegenwart. Verzeichnis der Neuerwerbungen der Deutschen Heeresbücherei. Band I. : Okt. 1919 - Sept. 1927. Berlin, 1929, 555 p. Band II. : Okt. 1927 - Sept. 1934. Berlin, 1934, 755 p.

Katalog der Militärbibliothek in Basel, herausgegeben im Auftrag der Offiziersgesellschaft Baselstadt. Bâle, 1907, 271 p.

Zuwachs der Militärbibliothek in Basel. Basel, 1919.

II. SOURCES

A. — Documents officiels.

Journal officiel de la République française, comptes rendus sténographiques des débats parlementaires, sessions ordinaires et extraordinaires. Paris [1919-1939].

Chambre des députés, *Documents annexes aux procès-verbaux, projets et propositions de lois, exposés des motifs et rapports.* Paris [1919-1939].

Sénat, *Documents annexes aux procès-verbaux des séances, projets et propositions de lois, exposés des motifs et rapports.* Paris [1919-1939].

Chambre des députés, Service des commissions, *Bulletin des Commissions,* Paris [1919-1939].

Bulletin officiel annoté de tous les ministères (lois, décrets, circulaires, instructions) [1919-1939].

Rapports faits au nom de la commission chargée de réunir et de publier les programmes et engagements électoraux des candidats aux élections législatives, 1919-1936, 5 vol. : élections législatives de nov. 1919, annexe au procès-verbal du 28 juill. 1920, rapport par Louis Marin, 1924, 1029 p.; élections législatives du 11 mai 1924, annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 26 mars 1925, rapport par Louis Marin, 1925, 1068 p.; élections législatives de 1928, rapport par Maurice Robert et Louis Sevestre, 1932, 1715 p.; élections législatives des 1^{er} et 8 mai 1932, rapport par Théodore Valensi, 1933, 1523 p.; élections législatives de 1936, recueil dressé par les soins du secrétaire général de la Chambre, 1939, 1776 p. [connus sous le nom de BARODET].

Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris. Débats des assemblées de la ville de Paris et des départements de la Seine. Conseil municipal [1919-1939].

B. — Instructions et Règlements militaires français.

Instruction pour les unités d'engins d'accompagnement, du 1^{er} août 1930, mise à jour avec les modificatifs n° 1 du 1^{er} juin 1931, n° 2 du 15 nov. 1932, n° 3 du 29 nov. 1935 et n° 4 du 2 nov. 1936. Paris, 1938, 387 p. [Ministère de la Guerre, Direction de l'infanterie].

Instruction provisoire du 6 oct. 1921 sur l'emploi tactique des grandes unités. Paris, 1925, 138 p. [Ministère de la guerre].

Instruction provisoire sur le service en campagne. Annexe n° 1 à l'Instruction provisoire sur l'emploi tactique des grandes unités.

Paris, 1937, 230 p. [Ministère de la Guerre, Etat-major de l'armée].

Instruction provisoire sur l'emploi des chars de combat comme engins d'infanterie, du 23 mars 1920. Paris, 1924, 27 p. [Ministère de la Guerre, Etat-major de l'armée, 3^e Bureau].

Instruction sur l'armement et le tir dans les unités de chars légers. Paris, 1937, 184 p. [Ministère de la Guerre, Direction de l'infanterie].

Instruction sur la figuration des feux. Paris, 1940, 30 p. [Ministère de la défense nationale et de la guerre, Etat-major de l'armée].

Instruction sur l'emploi des chars de combat du 24 janvier 1929. Paris, 1940, 51 p. [Ministère de la défense nationale et de la guerre, Etat-major de l'armée].

Memento d'instruction militaire générale. Paris, 1935, 262 p.

Instruction sur l'emploi tactique des grandes unités, du 12 août 1936. Paris, 1940, 177 p. [Ministère de la Défense nationale et de la Guerre].

Règlement de l'Infanterie, du 1^{er} mars 1928, 2^e partie, Combat. Mis à jour avec les modificatifs n° 1 et n° 2. Paris, 1937, 255 p. [Ministère de la guerre, Etat-major de l'armée].

Règlement de l'Infanterie. 3^e partie, service en campagne. Paris, 1933, 141 p. [Ministère de la guerre, Etat-major de l'armée].

Règlement de la cavalerie. 3^e partie, service de la cavalerie en campagne. Mis à jour avec les modificatifs n° 1, 2 et 3. Paris, 1937, 280 p. [Ministère de la guerre, Etat-major de l'armée].

Règlement des unités de chars légers. 4^e partie, Description et entretien du matériel. Texte mis à jour avec le modificatif n° 1 du 1^{er} juin 1935. Paris, 1939, 294 p. [Ministère de la guerre, Etat-major de l'armée].

C. — Cours et manuels officiels.

Cours d'artillerie. Paris, 1921, 127 p. [Ministère de la guerre, Ecoles militaires].

Cours d'économie politique. Paris, 1922, 226 p. [Ministère de la guerre, Ecoles militaires].

Cours d'histoire. Paris, 1921, 276 p. [Ministère de la guerre, Ecoles militaires].

Cours d'organisation et de législation. Paris, 1921, 191 p. [Ministère de la guerre, Ecoles militaires].

Cours de tactique. Paris, 1921, 191 p. [Ministère de la guerre, Ecoles militaires].

Cours d'emploi des armes. T. II : le combat. Paris, 1937, 344 p.
[Ecole militaire de l'infanterie et des chars de combat].

Instruction et éducation militaires. Manuel d'infanterie à l'usage des
sous-officiers, des candidats sous-officiers, etc.

D. — Revues et Bulletins militaires.

a) *Revue militaire.*

L'Aéronautique. Paris.

L'Aérophile. Paris.

Les Ailes. Paris.

L'Air. Paris.

L'Armée moderne. Paris.

The Army quarterly. Londres.

Bulletin belge des sciences militaires. Bruxelles (B.B.S.M.).

Deutsche Wehr. Berlin (D.W.).

Journal of the Royal united service institution. Londres (J.R.U.S.I.).

Journal of the Royal Tank Corps. Londres (J.R.T.C.).

Militär Wochenblatt. Berlin (M.W.).

Revue d'études militaires. Paris.

Revue d'Infanterie. Paris (R.I.).

Revue de Cavalerie. Paris (R.C.).

Revue de l'aéronautique militaire. Paris.

Revue des Questions de défense nationale. Paris.

Revue de l'Armée de l'air. Paris (R.A.A.).

Revue des Forces aériennes. Paris (R.F.A.).

Revue du Génie. Paris.

Revue du ministère de l'Air. Paris.

Revue maritime. Paris.

Revue militaire française. Paris (R.M.F.).

Revue militaire générale. Paris (R.M.G.).

Revue militaire suisse. Lausanne (R.M.S.).

Wissen und Wehr. Berlin.

Wehrgedanken des Auslandes [1926-1940]. Privatdruck des Reichs-
wehrministeriums [Biblioth. des Nations Unies, Genève].

b) *Bulletins régionaux et/ou de liaison.*

Les Alpes militaires. Organe mensuel de liaison entre les officiers
de réserve et leurs camarades de l'active, Lyon.

Bulletin de l'Association nationale des officiers en retraite des armées de terre et de mer. Versailles.

Bulletin de l'Ecole régionale des officiers de complément de Nancy (20° C.A.). Nancy.

Bulletin du groupement régional des officiers mutilés et anciens combattants. Bordeaux.

Bulletin régional des écoles de perfectionnement et des amicales des officiers et sous-officiers de réserve de la 2° région. Amiens.

Bulletin régional des officiers et sous-officiers de réserve de l'armée de l'air. Tours.

Bulletin trimestriel de l'association nationale des officiers en retraite des armées de terre et de mer. Versailles.

La Normandie militaire. Rouen.

E. — Revues politiques et littéraires.

Cahiers du bolchévisme. Organe théorique du Parti communiste français (S.F.I.C.) [1924-1939].

Les Cahiers du Sud. Mensuel [1925-1929].

Le Correspondant. Mensuel (Religion, philosophie, politique) [1919-1933].

Le Courrier royal. Mensuel [1934-1939].

La Documentation catholique [1919-1939].

Esprit. Revue internationale [1932-1939].

Etudes (publiées par des pères de la Compagnie de Jésus). Revue catholique d'intérêt général [1919-1939].

Europe. Revue mensuelle [1923-1939].

La Grande revue [1919-1939].

Le Mercure de France. Revue universelle de la littérature et des beaux-arts [1919-1939].

La Nouvelle revue française. Revue mensuelle de littérature et de critique [1919-1939].

La Nouvelle revue socialiste. Revue mensuelle du mouvement socialiste international [1925-1931].

Politique. Revue de doctrine et d'action [1927-1939].

Revue de France [1921-1939].

La Revue de Genève. Revue de l'élite européenne [1920-1924].

La Revue de Paris [1919-1939].

La Revue des deux mondes [1919-1939].

La Revue des Vivants. Organe de la génération de la guerre [1927-1935].

La Revue hebdomadaire [1919-1939].

La Revue politique et parlementaire [1919-1939].

La Revue universelle [1920-1939].

La Science et la Vie. Magazine des sciences et de leurs applications à la vie moderne [1919-1939].

La Vie intellectuelle [1928-1939].

F. — *Journaux quotidiens et hebdomadaires.*

a) *Quotidiens.*

L'Action française.

Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques (ronéotypé).

L'Echo de Paris.

L'Humanité.

L'Intransigeant.

Le Journal des débats.

La Liberté.

New York Times.

L'Œuvre.

L'Ordre.

Le Peuple.

Le Populaire.

La République.

Le Temps.

The Times.

b) *Journaux et bulletins hebdomadaires.*

La Bataille socialiste.

La Belle France.

L'Effort paysan.

L'Entente paysanne.

L'Europe nouvelle.

Le Flambeau des anciens combattants de l'avant.

La France rurale.

L'Illustration.

Jeune République.

Juvénal.

La Lumière.

Marianne.

La Nation (bimens.).

Notre Temps.

Les Nouvelles littéraires, artistiques et scientifiques.

Le Paysan du Centre-Ouest.

Le Paysan du Sud-Ouest.

Le Paysan lorrain.

Le Progrès agricole de l'Ouest.

Le Réveil paysan.

Syndicats paysans (bimens.).

Le Travailleur de la terre.

L'Usine.

Vendémiaire.

La Vie agricole et rurale.

La Vie socialiste.

Vigilance (bimens.).

La Voix de la terre.

G. — Ouvrages militaires contemporains.

Alléhaut (colonel), *Le combat de l'infanterie*. Etude analytique et synthétique d'après les règlements, illustrée de cas concrets de la guerre 1914-1918. Paris, 1924, 181 p.

Alléhaut (colonel), *La guerre n'est pas une industrie*. Paris, 1925, 156 p.

Alléhaut (général), *Motorisation et armée de demain*. Paris, 1929, 267 p.

Altmayer (lieutenant-colonel René), *Cours de cavalerie*. Paris, 1929, 296 p.

Amonville (lieutenant-colonel d'), *Tradition et progrès. Cavalerie d'hier, cavalerie d'aujourd'hui, cavalerie de demain*. Paris, 1931, 48 p.

Armengaud (général de division), *L'aviation et la puissance offensive de l'instrument de guerre de demain*. Paris, 147 p. [extrait des n^{os} d'août-sept. 1932 de la *Revue des Forces aériennes*].

- Azama (capitaine), *Epreuve de connaissances militaires et d'aptitude physique du futur Saint-Cyrien. Guide pratique à l'usage des candidats à l'école spéciale militaire*. Paris, 1937, 178 p.
- Azan (général Paul), *L'armée indigène nord-africaine*. Paris, 1925, 62 p.
- B.A.R., *L'armée nouvelle et le service d'un an*. Préface du général Duval. Paris, 1921, 154 p.
- Barjot (Pierre), *L'aviation militaire française (préface du général Vuillemin)*. Paris (1937), 257 p.
- Belli (Obersleutnant von), *Der Krieg der Zukunft im Urteil des Auslandes*. Berlin, 1936, 87 p.
- Biswang (commandant), *Les engins d'accompagnement en France et à l'étranger*. Paris, 1924, 105 p. [extrait de la *Revue militaire générale* de juin-juill.-août-sept. 1924].
- Blin (colonel), *Histoire de l'organisation et de la tactique des différentes armes de 1610 à nos jours (préparation à l'examen de l'Ecole supérieure de Guerre)*. Paris, 1931, 146 p.
- Bouchacourt (lieutenant-colonel), *Essai sur la psychologie de l'infanterie*. Paris, 1933, 302 p.
- Carrias (capitaine), *Comprendre*. Paris, 1932, 159 p.
- Castex (amiral Raoul), *Théories stratégiques*. Paris, 1929-1931, 3 vol.
- Chauvineau (général), *Une invasion est-elle encore possible ?* Paris, 1939, xxi-219 p. (préface du maréchal Pétain).
- Cholet (lieutenant-colonel E.), *A propos de doctrine. — Les leçons du passé confirmées par celles de la grande guerre*. Paris, 1920, 165 p.
- Clément-Grandcourt (lieutenant-colonel), *Nos indigènes Nord-Africains dans l'armée nouvelle*. Paris, 1926, 63 p.
- Cot (Pierre), *L'armée de l'air (1936-1938)*. Paris, 1939, 247 p.
- Culmann (général F.), *La fortification permanente aux frontières. Emploi stratégique, armement, formes techniques, occupation*. Paris, 1931, 951 p.
- Culmann (général F.), *Tactique générale, d'après l'expérience de la grande guerre et les Règlements les plus récents*. Paris, 1930, 702 p.
- Culmann (général F.), *Stratégie. La manœuvre stratégique offensive dans la guerre de mouvement. La défense des Etats. Les Traités de paix et le tracé des frontières. La couverture et les grandes opérations préliminaires. Elaboration des plans d'opérations*. Paris, 1924, 592 p.
- Debeney (général), *La guerre et les hommes*. Paris, 1937, 382 p.
- Debeney (général), *Sur la sécurité militaire de la France*. Paris, 1930, 130 p.

- Deygas (commandant F.-J.), *Les chars d'assaut, leur passé, leur avenir*. Paris, 1937, 343 p.
- Doriot (Jacques), *La France avec nous*, Paris, 1937, 142 p.
- Doriot (Jacques), *La France ne sera pas un pays d'esclaves*, Paris, 1936, 158 p.
- Doriot (Jacques), *Refaire la France*. Paris, 1938, 126 p.
- Douhet (général Giulio), *La guerre de l'air* (traduit de l'italien par Jean Romeyer, présentation d'Etienne Riché, préface du général Tulasne). Paris, 1932, 188 p.
- Drieu La Rochelle (Pierre), *Avec Doriot*. Paris, 1937, 214 p.
- Drieu La Rochelle (Pierre), *La Comédie de Charleroi*, Paris, 1934, 251 p.
- Drieu La Rochelle (Pierre), *L'Europe contre les patries*. Paris, 1931, 153 p.
- Drieu La Rochelle (Pierre), *Genève ou Moscou*. Paris, 1928, 268 p.
- Drieu La Rochelle (Pierre), *Mesure de la France*. Paris, 1922, 163 p.
- Drieu La Rochelle (Pierre), *Socialisme fasciste*. Paris, 1934, 248 p.
- Duché (Robert), *Un plan de guerre contre l'Allemagne. Etude stratégique*. Paris, 1929, 51 p.
- Duval (général), *Les leçons de la guerre d'Espagne*. Paris, 1938, 247 p.
- Eimannsberger (général von), *Der Kampfwagenkrieg*. München, 1934, 216 p.
- Fabry (Jean), *Pour vivre en paix. Les lois militaires*. Paris, 1919, 20 p.
- Faure (Pierre), *L'avion tuera la guerre*. Paris, 1935, 203 p.
- Foch (Maréchal), *Les principes de la guerre*. Paris, 1921, 344 p.
- Fonck (capitaine René), *L'aviation et la sécurité française*. Paris, 1924, 315 p. (Le capitaine Fonck était député des Vosges et Président de la Ligue aéronautique française).
- Fuller (colonel, puis général), *The army in my time*. Londres, 1935, 246 p.
- Fuller (colonel, puis général), *The dragon's teeth : a study of war and peace*. Londres, 1932, 337 p.
- Fuller (colonel, puis général), *The foundations of the science of war*. Londres, 1926, 335 p.
- Fuller (colonel, puis général), *On future warfare*. Londres, 1928, 390 p.
- Fuller (colonel, puis général), *The reformation of war*. Londres, 1923, 287 p.

- Fuller (colonel, puis général), *Tanks in the great war*, 1914-1918. Londres, 1920, 331 p.
- Fuller (colonel, puis général), *War and western civilization*, 1832-1932; *a study of war as a political instrument and the expression of mass democracy*. Londres, 1932, 287 p.
- Gascoin (général F.), *Le triomphe de l'Idée*, 1914. Paris, 1931, 264 p.
- Gaulle (capitaine de), *La discorde chez l'ennemi*. Paris, 1924, viii-143 p.
- Gaulle (chef de bataillon de) et Yvon (chef de bataillon), *Histoire des troupes du Levant*. Paris, 1931, 64 p.
- Gaulle (Charles de), *Vers l'armée de métier*. Paris, 1934, 215 p.
- Gautier (colonel Charles), *Nos alliances ?* Paris, 1938, 196 p.
- Germain (Victor Wallace), *The « mechanization » of war*. Londres, 1927, 253 p.
- Glasson (capitaine Pierre F.), *La guerre future*. Paris-Neuchâtel, 1922, 125 p.
- Grandcourt (lieutenant-colonel Clément), *Nos indigènes Nord-Africains dans l'armée nouvelle*. Paris, 1926, 63 p.
- Guderian (général von), *Die Panzerwaffe; ihre Entwicklung, ihre Kampf-taktik und ihre operativen Möglichkeiten bis zum Beginn des Grossdeutschen Freiheitskampfes*. (1^{re} éd. : « Achtung Panzer », 1937). 2^e éd., Stuttgart, 1943, 229 p.
- Henry (Edmond), *Guide à l'usage des jeunes officiers et des élèves officiers de réserve. Conseils aux jeunes officiers, relations militaires, relations civiles*. Paris, 1928, 339 p.
- Jourdan (lieutenant-colonel), *Guide tactique du chef de bataillon*. Paris, 1939, 196 p.
- Justrow (Oberstleutnant Karl a. D.), *Der technische Krieg im Spiegelbild der Kriegerfahrungen und der Weltpresse*. Berlin, 1938, 125 p.
- Laffargue (commandant), *Les leçons de l'instructeur d'infanterie*. Paris, 1934, 512 p.
- Laffargue (commandant), *Les leçons du fantassin, Le livre du soldat*. Paris, 1932 (52^e éd.), 217 p.
- Langsdorff (Dr. W. von), *Taschenbuch der Luftflotten*. Munich, 1934, 306 p.
- Lavigne-Delville (général), *Apparences et réalités. Matériel, effectifs, contingents, armes anciennes et nouvelles, esprit cavalier, combattants, assimilés, victoires et devoirs des Français*. Paris, 1921, 160 p.

- Lavigne-Delville (général), *Inquiétudes militaires, officiers et fonctionnaires*. Paris, 1924, 156 p.
- Liddell Hart (captain B. H.), *The British way in warfare*. Londres, 1932, 311 p.
- Liddell Hart (captain B. H.), *The decisive wars of history : a study in strategy*. Londres, 1929, 242 p.
- Liddell Hart (captain B. H.), *The defence of Britain*. Londres, 1939, 444 p.
- Liddell Hart (captain B. H.), *Europe in arms*. New York, 1937, 287 p.
- Liddell Hart (captain B. H.), *The future of infantry*. Londres, 1933, 83 p.
- Liddell Hart (captain B. H.), *The remaking of modern armies*. Londres, 1927, 315 p.
- La ligne Maginot, bouclier de la France*. Paris, 1936, 126 p. [colonel X].
- Lobligeois (lieutenant-colonel), *Réflexions sur la fortification permanente*. Paris, 1932, xii-275 p.
- Loustaunau-Lacau (commandant G.), *Echos tactiques de l'étranger, Infanterie et chars de combat*. Paris, 1932, 431 p.
- Loustaunau-Lacau (commandant G.) et Senneville (capitaine), *Armement, organisation, instruction. Procédés tactiques*. Paris, 1932, 95 p.
- Maitrot (général), *La prochaine guerre (son caractère scientifique)*. Paris, 1921, 109 p.
- Maitrot (général), *Le Nouvel état militaire de la France, l'armée de demain*. Paris, 1919, 144 p.
- Maurin (général), *L'armée moderne*. Paris, 1938, 270 p.
- Mayer (lieutenant-colonel Emile), *Demain ou après-demain. Essai d'anticipation*. Paris, 1922, 200 p.
- Mayer (lieutenant-colonel Emile), *Essais de pédagogie militaire*. Paris, 1922, 259 p.
- Mayer (lieutenant-colonel Emile), *La théorie de la guerre et l'étude de l'art militaire*. Paris, 1923, 215 p.
- Memento d'instruction militaire générale à l'usage des jeunes gens suivant les cours de la préparation militaire supérieure* (mis à jour le 1^{er} octobre 1934). Paris, 1934, 252 p.
- Méric (Victor), *La guerre qui revient fraîche et gazeuse*. Paris (1932), 257 p.
- Mermet (lieutenant-colonel Armand), *Siegfried Taktik 37*. Paris, s.d. (1938), 90 p.
- Mermet (lieutenant-colonel Armand), *Walpurgis Strategie*. Essai sur la stratégie allemande. Paris (1938), 95 p.

- Méthodes modernes de guerre et protection des populations civiles* (conférence internationale sur les méthodes modernes de guerre et la protection des populations civiles, Francfort). Paris, 1929, 242 p.
- Millaud (C.), *Pour la guerre de demain, Face au danger*. Orléans, 1919, 24 p.
- Monnier (capitaine A.), *De la sauvegarde de la civilisation dans le combat sur terre*. Nancy, 1925, 207 p.
- Mordacq (général H.), *Les leçons de 1914 et la prochaine guerre*. Paris, 1934, 285 p.
- Moreau (lieutenant-colonel A.), *Guerre de demain; le combattant, essai de psychologie*. Paris, 1934, 23 p.
- Nehring (Oberstleutnant Walther), *Heere von Morgen, Ein Beitrag zur Frage der Heeresmotorisierung des Auslandes*. Potsdam, 1934, 80 p.
- Nehring (Oberstleutnant Walther), *Kampfwagen an die Front*. Leipzig, 1935, 80 p. plus 44 photos.
- Niessel (général A.), *La maîtrise de l'air*. Paris, 1928, 255 p.
- Niessel (général A.), *Méthodes d'instruction*. Paris, 1^{re} éd., 1921, 38 p., 3^e éd., 1928, 38 p.
- Pavie (André,) *La loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Texte et commentaire*. Paris, 1928, 205 p.
- Percin (général), 1914, *les erreurs du haut commandement*. Paris, 1920, 287 p.
- Perrier de La Bathie (colonel Paul), *De Descartes au général X*. Paris, 1926, 235 p.
- Pouderoux (général Paul), *Guerre et protection*. Paris, 1934, 256 p.
- Quel serait le caractère d'une nouvelle guerre?* (enquête organisée par l'Union Interparlementaire). Paris, 1932, 342 p.
- Rapport sur la manœuvre de Mailly (7-13 août 1928) approuvé par le maréchal de France, vice-président du Conseil supérieur de la Guerre*. Conseil supérieur de la Guerre, Etat-major du général Maurin. 175 p. ronéotyp. (confidentiel). 1 exempl. n° 195, à la Bibliothèque Nationale.
- Roques (capitaine L.), *La frontière ouverte*. Paris, 1930, 105 p.
- Roques (capitaine L.), *La sécurité française*. Paris, 1929, 164 p.
- Roujou (André), *Philosophie militaire*. Paris, 1932, 55 p.
- Rowan-Robinson (colonel H.), *Some aspects of mechanization*. Londres, 1928, 67 p.
- Rowan-Robinson (brigadier general), *Further aspects of mechanization*. Londres, 1929, 116 p.

- Seeckt (general von), *Pensées d'un soldat* (trad. de l'Allemand). Paris, 1932.
- Serrigny (général), *Réflexions sur l'art de la guerre*. Paris, 1921, 204 p. (3^e éd. Paris, 1930, 208 p.).
- Sheppard (major E. W.), *Tanks in the next war*. Londres, 1938, 182 p.
- Talbot-Booth (E. C.), *Fighting planes of the world* (compiled by Eric Sargent). Londres, s.d.
- Taufflieb (général Marie-E.), *Comment doit être conçue la réorganisation de la défense nationale pour le cas de guerre*. Strasbourg, 1925, 89 p.
- Taufflieb (général Marie-E.), *Les leçons de la guerre*. Strasbourg, 1920, 36 p.
- Tournès (lieutenant-colonel René), *L'Histoire militaire. But et utilité, difficultés et méthodes, la crise de l'histoire, l'enseignement de l'histoire dans les écoles militaires et préparatoires et à l'Ecole de Guerre*. Paris, 1922, 117 p.
- Vallet (chef de bataillon Albert), *Questionnaire du gradé d'infanterie. Instruction théorique et formation militaire des caporaux, caporaux-chefs et sergents d'active et de réserve*. Paris. 1^{re} éd. 1931, 323 p. 21^e éd. 1939, 534 p.
- Vallet (chef de bataillon Albert), *Tendances allemandes. Quelques considérations techniques et tactiques* (préface du général Guillaumat). Paris, 1931, 61 p.
- Vauthier (colonel), *La doctrine de guerre du général Douhet* (préface du Maréchal Pétain). Paris, 1935, 230 p.
- Vauthier (lieutenant-colonel Arsène-Marie Paul), *Le danger aérien et l'avenir du pays* (préface du Maréchal Liautey). Paris, 1930, 387 p.
- Vernier (capitaine Bernard), *Le nouveau règlement d'infanterie (comparaison avec le précédent)*. Paris, 1939, 48 p.
- Video (colonel Bouvet ?), *L'armée et la politique* (préface du colonel Larpent). Paris, 1937, 210 p.
- Vignal (capitaine Léon), *La loi du 13 juillet 1927 sur l'organisation de l'armée* (commentaires et texte). Paris, 1929, 89 p.
- Werner (Max, pseudonyme), *The military strength of the powers translated by E. Fitzgerald*. Londres, 1939, 376 p.

H. — Ouvrages politiques contemporains.

- Accambray (L.), *Pour la puissance de la patrie. L'armée qui se meurt, l'armée qui va naître*. Paris, 1928, 632 p.
- Alain, *Eléments d'une doctrine radicale*. Paris, 1925, 316 p.

- Archambault (Paul), *L'idéalisme démocratique et la guerre*. Paris, 1919, 97 p.
- Archimbaud (L.), *L'avenir du radicalisme*. Paris, 1937, 162 p.
- [J.I.R.G.I.], *L'armée française vivra*. Paris, 1929, 235 p.
- Augé-Laribé (Michel), *Le paysan français après la guerre*. Garnier, 1923, 292 p.
- Aymard (Camille), *Bolchévisme ou Fascisme?... Français, il faut choisir*. Paris, 1925, 291 p.
- Bainville (Jacques), *Les conséquences politiques de la paix*. Paris, 1920, 200 p.
- Barral (Maurice de), *Les combattants dans la nation. Principes d'action* (préface de Marcel Bucard). Paris, 1932, 95 p.
- Beau de Loménie (E.), *Qu'appellez-vous droite et gauche?* Paris, 1931, 165 p.
- Becker (général G.), *Défense nationale, le patrimoine, la menace, la sauvegard*. Paris, 1932, 119 p.
- Becker (général G.), *Le Japon veut-il faire la guerre?* Paris, 1934, 118 p.
- Bénazet (Paul), *Défense nationale. Notre sécurité*. Paris, 1939, 205 p.
- Berl (Emmanuel), *La politique et les partis*. Paris, 1932, 233 p.
- Bernier (Paul), *Vers l'augmentation de la durée du service militaire? Vers le retour à une armée de métier? La loi d'un an*. Paris, 1931, 162 p.
- Berr (Henri), *La guerre allemande et la paix française. Le germanisme contre l'esprit français*. Paris, 1919, 300 p.
- Blum (Léon), *Les problèmes de la paix*. Paris, 1931, 213 p.
- Bonte (Florimond), *La guerre de demain (aérienne, chimique, bactériologique). Ses monstrueux massacres des masses humaines sans distinction d'âge ni de sexe*. Paris, 1929, 112 p. (publié par le Parti communiste).
- Bos (Charles), *Les hécatombes de la guerre prochaine*. Paris, 1923, 212 p.
- Bourmand (capitaine), *La campagne allemande contre les troupes noires, rapport du capitaine Bourmand sur les missions en pays rhénans*. Paris, 1922, 55 p.
- Brissaud-Desmaillet (général), *L'armée minima. Les conditions préables. Le personnel civil*. Paris, 1926, 136 p.
- Bruère (Paul et al.), *Face au péril aérochimique*. Paris, 1936, 119 p.
- Cabannes (René), *La nation armée et le parti socialiste*. Paris, 1928, 61 p. (publié par la S.F.I.O.).
- Castel (J.), *Le prolétariat et les paysans*, in *Les Cahiers du militant*, édités par le Parti communiste français S.F.I.C. n° 10, juill. 1925, Librairie de l'Humanité, 26 p.

- Challaye (Félicien), *La paix sans aucune réserve*, thèse de F. Challaye suivie d'une discussion entre Th. Ruysen, F. Challaye, G. Canquihem, Jean-Le-Mataf et de textes de B. Russel et Alain. Paris (chez l'auteur), 1932, 70 p.
- Challaye (Félicien), *Pour la paix désarmée même en face de Hitler*. Paris, 1935, 23 p. (1^{re} éd. 1932 (chez l'auteur), rééd. 1933, 1934).
- Corcos (Fernand), *Catéchisme des partis politiques; historique, doctrine et programme de tous les groupements politiques en France pour les élections de 1928*. Paris, 1927, 303 p.
- Corcos (Fernand), *Catéchisme pour les élections de 1932*. Paris, 251 p.
- Coural (R.), *Dernière guerre, guerre prochaine*. Mâcon, 1920, 60 p.
- Daniel-Rops, *Eléments de notre destin*. Paris, 1934, 253 p.
- Darcy (Paul), *L'Allemagne toujours armée*. Paris, 1933, 343 p.
- Denvignes (général), *Ce que j'ai vu et entendu en Allemagne; la guerre ou la paix*. Paris, 1927, 319 p.
- Denvignes (général), *La farce du désarmement*. Paris, 1930, 254 p.
- Doriot (Jacques), *Refaire la France*. Paris, 1938, 126 p.
- Duchatel, *Le communisme aux champs*. Sens, 1922, 19 p.
- Feue (sic) l'armée française*. Paris, 1929, 250 p. [capitaine Lucien Souchon].
- La Fin de la nation armée*. Paris, 1934, 175 p.
- Florent-Matter (Eugène), *La France est-elle défendue ?* Paris, 1930, 224 p.
- Folliet (Joseph), *Pacifisme de droite ? Bellicisme de gauche ?* Paris, 1938, 44 p.
- Fourcade (Jacques), *La République de la province. Origines des partis, fresques et silhouettes* (préface de Lucien Romier). Paris, 1936, 246 p.
- Fournol (Etienne), *Manuel de politique française*, 6^e éd. Paris, 1933, 254 p.
- Galley (J.-B.), *Contre la guerre*. Saint-Etienne, 1920, 20 p.
- Girod (général), *Le service d'un an. Pourquoi je le désire et comment je le vois*. Paris, 1927, 33 p.
- Grand-Guy (Georges), *Le conflit des idées dans la France d'aujourd'hui*. Paris, 1921, 268 p.
- Groc (Raymond), *De la guerre. Maximes, réflexions, notes*. Paris, 1934, 199 p.
- Halévy (Daniel), *La République des comités. Essai d'histoire contemporaine (1895-1934)*. Paris, 1934, 196 p.
- Hamp (Pierre), *La victoire mécanicienne*. Paris, 1920, 167 p.

- Héricourt (Pierre), *La dernière des guerres*. Paris, 1923, 231 p.
- Honnorat (André), *Un des problèmes de la paix. La sécurité de la France. Textes et documents*. Paris, 1923, 160 p.
- Jammy-Schmidt, *Les grandes thèses radicales*. Paris, 1932, 200 p.
- La Brière (Yves de), *Le droit de juste guerre; tradition théologique; adaptations contemporaines*. Paris, 1938, 197 p.
- Leclerc (abbé Jacques), *Guerre et service militaire devant la morale catholique*. Bruxelles, 1934, 81 p.
- Legendre (Jean), *Questions à poser aux orateurs adverses*. Centre de propagande des républicains nationaux, s.l.n.d. (1936), 64 p.
- Léger (Augustin), *La revendication allemande de l'égalité des armements*. Paris, 1933, 80 p.
- Loyer (Pierre), *Rapports de la franc-maçonnerie et de l'armée*. Paris, s.d. (1935), 32 p.
- Marcellin (L.), *Voyage autour de la Chambre du Cartel des Gauches*. Paris, 1925, 328 p.
- Maublanc (René), *Le pacifisme et les intellectuels*. Paris, 1936, 22 p. (publié par le Comité mondial contre la guerre et le fascisme).
- Noblemaire (Georges), *Carnet de route : au pays des parlementaires. Comment on devient député, sénateur, ministre*. Paris, 1923, 423 p.
- Parti républicain radical et radical-socialiste. *La défense nationale et le parti radical et radical-socialiste, par le général Girod, député du Doubs*. Comité exécutif, 17, rue de Valois, Paris (1927), 48 p.
- Percin (général Alexandre), *Guerre à la guerre*. Paris, 1927, 258 p.
- Pivert (Marceau), *La Révolution avant la guerre*. Paris, 1938, 48 p.
- Quinton (René), *Maximes sur la guerre*. Paris, 1930, 224 p.
- Reboul (lieutenant-colonel Raoul), *Non, l'Allemagne n'a pas désarmé*. Paris, 1932, 320 p.
- Reboul (lieutenant-colonel Raoul), *Pourquoi nous sommes dans la Ruhr*. Paris, 1923, 53 p.
- Reynaud (Paul), *Jeunesse, quelle France veux-tu ?* Paris, 1936, 96 p.
- Reynaud (Paul), *Le problème militaire français*. Paris, 1937, 107 p.
- Ricolfi (Humbert), 1919-1932. *Profils de trois législatures*. Paris, 1932, 191 p.
- Roux (lieutenant-colonel Adrien), *Gardons le service d'un an, mais organisons nos réserves*. Paris, s.d. (1935), 31 p. (intervention de Roux, délégué de la Fédération du Puy-du-Dôme, au congrès de 1935 du parti radical et radical-socialiste).
- Souchon (capitaine Lucien), *Le passifisme [sic], la guerre des inaptes*. Paris, 1920, 223 p. [pseudonyme du lieut. L. Scoudert].

- Souchon (capitaine Lucien), *De Sedan à Locarno*. Paris, 1930, 323 p.
- Tabouis (Geneviève), *Chantage à la guerre*, Paris, 1938, 211 p.
- Tarde (A.) et Jouvenel (R. de), *La politique d'aujourd'hui. Enquête parmi les groupements et les partis*. Paris, s.d., 346 p.
- Tardieu (André), *Notes de la semaine 1938. L'année de Munich*. Paris, 1939, 252 p.
- Tardieu (André), *La Paix*. Paris, 1921, 520 p.
- Tessier (Gaston), *Les catholiques et la paix*. Paris, 1927, 148 p.
- Vinde (Victor), *La fin d'une grande puissance ? La France depuis la déclaration de la guerre jusqu'à la révolution nationale*. Lausanne, 1942, 251 p.
- Vaillant-Couturier (Paul), *A ceux des champs*. Paris, 1920.

I. — Publications officielles des partis.

- Parti socialiste (S.F.I.O.), 17^e congrès national tenu à Strasbourg, 25-29 fév. 1920. Compte rendu stén. Paris, 1920, 580 p.
- Parti socialiste (S.F.I.O.), 18^e congrès, Tours, 25-31 déc. 1920. Compte rendu stén. Paris, 1920, 604 p.
- Parti socialiste (S.F.I.O.), 20^e congrès national, Lille, 3-6 fév. 1923, *Rapports*. Paris, 1923, 131 p.
- Parti socialiste (S.F.I.O.), 30^e congrès national, 14-17 juill. 1933, *Rapports*. Paris, 1934, 350 p.
- Parti socialiste (S.F.I.O.), 31^e congrès national, Toulouse, 20-23 mai 1934. Compte rendu stén. Paris, 1934, 424 p.
- Parti socialiste (S.F.I.O.), 32^e congrès national, Mulhouse, 9-12 juin 1935. *Rapports*. Paris, 1935, 207 p.
- Parti socialiste (S.F.I.O.), 33^e congrès national, Paris, 30-31 mai, 1^{er} juin 1936. Compte rendu stén. Paris, s.d., 288 p.
- Parti socialiste (S.F.I.O.), 34^e congrès national, Marseille, 10-13 juill. 1937. Compte rendu stén. Paris, 1937, 624 p.
- Parti socialiste (S.F.I.O.), 35^e congrès national, Royan, 4-7 juin 1938. Compte rendu stén. Paris, 1938, 632 p.
- Le parti social français devant les problèmes de l'heure. Rapports présentés au 1^{er} congrès national du P.S.F.* Paris, déc. 1936. Paris, 1937, 414 p.
- Le paysan français sauvera la France avec le P.S.F.* Paris, 1937, 64 p.
- Parti communiste (S.F.I.C.). *Quatre années de luttes pour l'unité. Le pain, la paix, la liberté*. VIII^e congrès national, 22-25 janvier 1936, s.l.n.d. (Paris, 1936), 144 p.

Parti républicain national et social... Congrès national de Paris, 27-29 mars 1938. Rapports du congrès. Orléans, 1938, 49 p.

J. — Témoignages contemporains.

Benda (Julien), *Les cahiers d'un clerc* (1936-1949). Paris, 1949, 332 p.

Dabit (Eugène), *Journal intime* (1928-1936). Paris, 1939, 360 p.

Donnay (Maurice), *Mon journal*. Paris, 1953, p.

Du Bos (Charles), *Journal*. Paris, 1946-1961, 9 vol.

Chateaubriant (A. de), *Cahiers* (1906-1951). Paris, 1955, 345 p.

Gide (André) et Martin du Gard (Roger), *Correspondance*. Paris, 1968, 2 vol.

Green (Julien), *Journal*. Paris, 1938-1958, 6 vol.

Halévy (Daniel), *Visites aux paysans du Centre* (1907-1934). Paris, 1935, 352 p.

Léautaud (Paul), *Journal littéraire*. Paris, 1956-1965, T. III-XIII.

Marcellin (L.), *Politique et politiciens d'après-guerre*. Paris, 1921, 411 p.

Valéry (Paul), *Les Cahiers*. Paris, 1957-1961, 29 vol. [éd. en fac. sim.].

K. — Souvenirs, témoignages et procès non contemporains.

a) Enquêtes et procès politiques.

Assemblée nationale, Commission d'enquête parlementaire, *Les événements survenus en France de 1933 à 1945, Rapport de M. Charles Serre, député*, 2 vol., Paris, 1947.

Assemblée nationale, *Annexes : témoignages et documents*. Paris, 1951, 9 vol.

Les procès de collaboration : Fernand de Brinon, Joseph Darnand, Jean Luchaire. Compte rendu stén. Paris, 1948, 629 p.

Le procès Flandin devant la Haute Cour de justice. Paris, 1947, 407 p.

Le procès de Charles Maurras. Compte rendu stén. Paris, 1946, 390 p.

Le procès du maréchal Pétain. Compte rendu stén. Paris, 1945, 2 vol.

Le procès Laval. Compte rendu stén. Paris, 1946, 315 p.

b) *Souvenirs et Témoignages.*

- Albord (Tony), *Pourquoi cela est arrivé ou les responsabilités d'une génération militaire, 1919-1939.* Nantes, 1947, 144 p.
- Armengaud (général J.), *Batailles politiques et militaires sur l'Europe. Témoignages (1932-1940).* Paris, 1948, 339 p.
- Arnoux (Alexandre), *Contacts allemands. Journal d'un demi-siècle.* Paris, 1950, 408 p.
- Baumont (Maurice et Berthelot (Marcel), *L'Allemagne. Lendemain de guerre et de révolution.* Paris, 1921, 300 p.
- Berger (Maurice), *La nouvelle Allemagne (enquêtes et témoignages).* Paris, 1919, 346 p.
- Bloch (Marc), *L'étrange défaite; témoignage écrit en 1940.* Paris, 1946, 192 p.
- Cambon (Victor), *L'Allemagne nouvelle.* Paris, 1923, 285 p.
- Chateaubriant (A. de), *Cahiers, 1906-1951.* Paris, 1955, 351 p.
- Clemenceau (Georges), *Grandeurs et misère d'une victoire.* Paris, 1930, 374 p.
- Cot (Pierre), *Le procès de la République.* New York, 1944, 2 vol.
- Cot (Pierre), *L'armée de l'air, 1936-1938.* Paris, 1939, 247 p.
- Coulondre (Robert), *De Staline à Hitler, Souvenirs de deux ambassades (1936-1939).* Paris, 1950, 336 p.
- Desgranges (abbé), *Journal d'un prêtre député, 1936-1940* (avant-propos de Robert Schuman, introduction du chanoine Dutronuy, notes de Denise Aimé-Azam). Paris-Genève, 1960, 398 p.
- Donnay (Maurice), *Mon journal, 1919-1939.* Paris, 1953, 290 p.
- Dorlodot (baron René de), *35 ans d'indépendance au Parlement, II.* Bruxelles, 1964, 229 p.
- Duhamel (Georges), *Entretiens dans le tumulte. Chronique contemporaine (1918-1919).* Paris, 1919, 271 p.
- Fabre-Luce (Alfred), *25 années de liberté. T. 1. Le grand jeu, 1936-1939.* Paris, 1962, 324 p.
- Fabry (Jean), *De la place de la Concorde au cours de l'Intendance, février 1934-juin 1940.* Paris, 1942, 246 p.
- Frossard (L.-O.), *De Jaurès à Léon Blum. Souvenirs d'un militant.* Paris, 1943, 208 p.
- Gamelin (général), *Servir; t. I, Les armées françaises de 1940,* Paris, 1946, 380 p.; *t. II, Le prologue du drame (1930-août 1939),* Paris, 1946, 479 p.; *t. III, La guerre (septembre 1939-19 mai 1940).* Paris, 1947, 533 p.
- Gaulle (général de), *Mémoires de Guerre.* Paris, 1954-1959, 3 vol.

- Gentizon (Paul), *La révolution allemande* (novembre 1918-janvier 1919). Paris, 1919, 239 p.
- Giraudoux (Jean), *De pleins pouvoirs à sans pouvoirs*. Paris, 1950, 271 p.
- Guehenno (Jean), *Journal d'une « Révolution »*, 1937-1938. Paris, 1939, 271 p.
- Guérin (Daniel), *Un jeune homme excentrique*. Paris, 1965, 252 p.
- Guérin (Daniel), *Quand le fascisme nous avançait. Souvenirs et leçons de 10 ans*, 1939-1940. Paris, 1955, 23 p.
- Halévy (Daniel), *Courrier d'Europe*. Paris, 1933, 318 p.
- Halévy (Daniel), *Courrier de Paris*. Paris, 1932, 313 p.
- Halévy (Daniel), *Visites aux paysans du Centre* (1907-1934). Paris, 1935, 352 p.
- Halévy (Daniel), *Visites aux paysans du Centre*. Paris, 1921, 170 p.
- Herriot (Edouard), *Jadis, t. II, D'une guerre à l'autre*. 1914-1936. Paris, 1952, 656 p.
- Ibanez de Ibero, *L'Allemagne de la défaite*. Paris, 1919, 160 p.
- Isorni (Jacques), *Quand j'avais l'âge de raison*. Paris, 1966, 316 p.
- Laffargue (général), *Fantassin de Gascogne; de mon jardin à la Marne et au Danube*. Paris, 1962, 313 p.
- Laffargue (général), *Justice pour ceux de 1940*. Paris, 1952, 237 p.
- La Rocque (Edith et Gilles de), *La Rocque tel qu'il était*. Paris, 1962, 298 p.
- Laroche (Jules), *Au Quai d'Orsay avec Briand et Poincaré*, 1913-1926. Paris, 1957, 230 p.
- Laubreaux (Alain), *La terreur rose* (préface de Gaxotte). Paris, 1939, 237 p.
- Lémery (Henry), *D'une république à l'autre. Souvenirs de la mêlée politique 1894-1944*. Paris, 1964, 339 p.
- Liddell Hart (captain B. H.), *Memoirs, vol. I*. Londres, 1965, 433 p.
- Loucheur (Louis), *Carnets secrets*, 1908-1932. Bruxelles, 188 p.
- Loustaunau-Lacau (commandant Georges), *Mémoires d'un Français rebelle*, 1914-1948. Paris, 1948, 368 p.
- Mac-Arthur (général Douglas), *Reminiscences*. New York, 1964, 438 p.
- Marcellin (L.), *Politique et politiciens d'après-guerre*. Paris (1924), 411 p.
- Martin du Gard (Maurice), *Les mémorables*, 1918-1923. Paris. 1957, 363 p.
- Nollet (général), *Une expérience de désarmement. Cinq ans de contrôle militaire en Allemagne*. Paris, 1932, 256 p.

- Pivert (Marceau), *20 ans après*, in *Revue socialiste* n° 75-76, 1954, pp. 275-285; 396-410.
- Reboux (Paul), *Mes Mémoires*. Paris, 1956, 393 p.
- Recouly (Raymond), *Le Mémorial de Foch; mes entretiens avec le maréchal*. Paris, 1929, 339 p.
- Rolland (Romain), *Mémoires et fragments de Journal*. Paris, 1956, 334 p.
- Rupied (général Jean), *Elysée 1928-1934. Anecdotes et souvenirs*. Paris, 1952, 312 p.
- Szembek (Comte Jean), ancien sous-secr. d'Etat aux affaires étrangères. *Journal*, 1933-1939, traduit du polonais par J. Rzewuska et T. Zaleski. Paris, 1952, 504 p.
- Vallat (Xavier), *Le nez de Cléopâtre. Souvenirs d'un homme de droite*, 1919-1944. Paris, 1957, 311 p.
- Van Overstraeten, *Au service de la Belgique, t. I, Dans l'étau*. Paris, 1960, 359 p.
- Weygand (général), *Mémoires, III, Rappelé au service*. Paris, 1950, 614 p.
- Zay (Jean), *Souvenirs et solitude*. Paris, 1946, 490 p.

III. TRAVAUX

- Alfred, Dupont (L. et J.), Fischer (Kurt), *L'antimilitarisme révolutionnaire. Aperçu historique*. Paris, Parti Communiste Français (1928 ?), 160 p.
- Auburtin (Jean), *Charles de Gaulle, soldat et politique*. Paris, 1945, 80 p.
- L'aviation française au combat; les forces aériennes françaises de 1939 à 1945* (introduction du colonel Pierre Paquier). Paris, 1949, 269 p.
- Bardonnnet (Daniel), *Evolution de la structure du parti radical*. Paris, 1960, 293 p.
- Basso (Jacques), *Les élections législatives dans le département des Alpes-Maritimes de 1860 à 1930. Eléments de sociologie électorale*. (Thèse de droit, Nice, 1966). Paris, 1968, 397 p.
- Bauer (Eddy), *La guerre des blindés. Les opérations de la seconde guerre mondiale sur les fronts d'Europe et d'Afrique*. Paris, 1948, 640 p.
- Baumont (Maurice), *La faillite de la paix, I. De Rethondes à Stresa (1918-1945)*. Paris, 1960, 534 p. *II. De l'affaire éthiopienne à la guerre (1936-1939)*. Paris, 1961, 448 p.

- Barral (Pierre), *Le département de l'Isère sous la III^e République, 1870-1940; histoire sociale et politique*. Paris, 1962, 592 p.
- Beau de Loménie (E.), *Les responsabilités des dynasties bourgeoises*. Paris, 1943-1963, 4 vol.
- Beaufre (général André), *Le drame de 1940*. Paris, 1965, 273 p.
- Benoist-Méchin (Jacques), *Histoire de l'armée allemande depuis l'Armistice; t. I : De l'armée impériale à la Reichswehr (1918-1919)*. Paris, 1941, 409 p.; *t. II : De la Reichswehr à l'armée nationale (1919-1938)*, 672 p. [nouvelle éd. en 1964].
- Bonnefous (Georges), *Histoire politique de la Troisième république*. Paris, 1956-1967, 7 vol.
- Bonnet (Georges E.), *Le Quai d'Orsay sous trois républiques, 1870-1961*. Paris, 1961, 370 p.
- Boucher (général), *L'arme blindée dans la guerre*. Paris, 1953, 272 p.
- Bourret (général), *La tragédie de l'armée française*. Paris, 1947, 224 p.
- Bui Xuan Bao, *Naissance d'un héroïsme nouveau dans les lettres française de l'entre-deux-guerres : aviation et littérature* (thèse de lettres). Paris, 1961, 604 p.
- Carré (Jean-Marie), *Les écrivains français et le mirage allemand*. Paris, 1947, 225 p.
- Carrias (colonel Eugène), *La pensée militaire française*. Paris, 1960, 378 p.
- Carrias (colonel Eugène), *La pensée militaire allemande* (thèse de lettres). Paris, 1947, 400 p.
- Castellan (Georges), *Le réarmement clandestin du Reich (1930-1935)*. Paris, 1954, 571 p.
- Caute (David), *Communism and the French intellectuals, 1914-1960*. Londres, 1964, 413 p.
- Challener (Richard D.), *The French theory of the nation in arms, 1866-1939*. New York, 1955, 305 p.
- Charnay (Jean-Paul), *Société militaire et suffrage politique en France depuis 1789*. Paris, 1964, 319 p.
- Chastenet (Jacques), *Histoire de la III^e République*. Paris, 1952-1963, 7 vol.
- Cheval (René), *Romain Rolland, l'Allemagne et la guerre*. Paris, 1963, 769 p.
- Conquet (général), *L'énigme de notre manque de divisions blindées (1932-40)*. Paris, 1956, 191 p.
- Coston (Henri), *Partis, journaux et hommes politiques d'hier et d'aujourd'hui*. N^o spécial de Lectures françaises, déc. 1960, 620 p.

- Coutrot (Aline), *Un courant de la pensée catholique : l'hebdomadaire Sept* (mars 1934-août 1937). Thèse de 3^e cycle, sciences politiques, Paris, 1960.
- Cameron (Elisabeth R.), *Prologue to appeasement; a study in French foreign policy* (1933-1936). Washington, D.C., American council on public affairs, 1942, 228 p.
- Colton (Joël), *Léon Blum* (trad. de l'anglais). Paris, 1968, 512 p.
- Contamine (Henry), *La revanche, 1871-1914*. Paris, 1957, 280 p.
- Cotta (Michèle), *La flèche et le frontisme de 1934 à 1939*. Mémoire sciences politiques, Paris, 1959.
- Desbois (Pierre), *L'école militaire et l'école supérieure de guerre* (avec une préface du Maréchal Pétain). Paris, 1937, 2 vol., 100 et 23 p.
- Drachkovitch (Milorad), *Les socialismes français et allemands et le problème de la guerre* (thèse). Genève, 1953, 385 p.
- Earle (Edward M.), *Makers of modern strategy; military thought from Machiavelli to Hitler*. Princeton, 1961, 553 p.
- Erickson (John), *The Soviet high command, a military-political history, 1918-1941*. New York, 1962, 889 p.
- Fauchère (Germaine), *L'action parlementaire* (1932-1936). Paris, 1936, 2 vol., 435 p.
- Fauvet (Jacques), *Histoire du parti communiste français. T. I. De la guerre à la guerre, 1917-1939*. Paris, 1964, 288 p.
- Favez (Jean-Claude), *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923* (thèse). Genève, 1969, 407 p.
- Ferré (colonel Georges), *Le défaut de l'armure; nos chars pouvaient-ils vaincre en 1940 ? Enseignements et perspectives nouvelles*. Paris, 1948, 232 p.
- François-Poncet (André), *De Versailles à Postdam. La France et le problème allemand contemporain, 1919-1945*. Paris, 1948, 305 p.
- François-Poncet (André), *Souvenirs d'une ambassade à Berlin. Septembre 1931-oct. 1935*. Paris, 1946, 357 p.
- Gaulle (colonel Charles de), *La France et son armée*. Paris, 1938, I, 279 p.
- Goutard (colonel A.), *1940; la guerre des occasions perdues*. Paris, 1956, 402 p.
- Greene (Nathanael), *Crisis and decline. The French socialist party in the popular front era*. Ithaca, 1969, 361 p.
- Guyard (Marius François), *L'image de la Grande-Bretagne dans le roman français 1914-1940* (thèse lettres). Paris, 1954, 390 p.

- Hébrard (général d'aviation aérienne J.), *25 années d'aviation militaire* (1920-1945). I : *La Genèse du drame aérien de 1940*. Paris, 1946, 291 p. II : *La guerre aérienne, 1939-1945*. Paris, 1947, 484 p.
- Jacomet (contrôleur général), *L'armement de la France, 1936-1939*. Paris, 1945, 407 p.
- Jordan (W. M.), *Great Britain, France and the German problem, 1918-1939. A study of Anglo-French relations in the making and the maintenance of the Versailles settlement*. Londres, 1943, 235 p.
- King (Jere Clemens), *Foch versus Clemenceau; France and German dismemberment, 1918-1919*. Cambridge, Mass., 1960, 137 p.
- Kranz (Herbert), *Hinter den Kulissen der Kabinette und Generalstäbe. Eine französische Zeit- und Sittengeschichte, 1933-1940*. Frankfurt a.M., 1941, 351 p.
- Labé (Camille), *Le budget de la guerre en France; aspects financiers de la défense nationale* (thèse de droit). Paris, 1930, 219 p.
- La Gorce (Paul-Marie de), *La république et son armée*. Paris, 1963, 708 p.
- Lapaquellière (Yvon), *Edouard Daladier*. Paris, 1940, 209 p. (écrit en 1939).
- Lardy (Pierre), *Dégagement des cadres, retraites anticipées* (loi du 31 mai 1933). Paris, 1933, 61 p.
- Larmour (Peter J.), *The French radical Party in the 1930's*. Stanford, 1964, 327 p.
- Lassalle-Seré (R.), *Le recrutement de l'armée noire* (thèse de droit, Toulouse). Paris, 1929, 229 p.
- Laure (général), *Pétain*. Paris, 1941, 442 p.
- Long (Raymond), *Les élections législatives en Côte d'Or depuis 1870, essai d'interprétation sociologique*. Paris, 1958, 300 p.
- Loosli-Usteri (Carl), *Geschichte der Konferenz für Herabsetzung und die Begrenzung der Rüstungen, 1932-1934, ein politischer Weltspiegel*. Zurich, 1940, 867 p.
- Loubet del Bayle (L.), *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*. Paris, 1969, 493 p.
- Luvaas (Jay), *The education of an army - British military thought 1915-1940*. 1965, 465 p.
- Manevy (Raymond), *Histoire de la presse, 1914 à 1939*. Paris, 1945, 360 p.
- Marcus (John T.), *French socialism in the crisis years, 1933-1936. Fascism and the French left*. New York, 1958, 216 p.

- Mathieu (Jean-Luc), *Essai sur Jacques Doriot et le parti populaire français* (mémoire dact.). Paris, 1957.
- Maxence (Jean-Pierre), *Histoire de dix ans (1927-1937)*. Paris, 1939, 379 p.
- Mayeur (Françoise), *L'Aube, étude d'un journal d'opinion de 1932 à 1940* (thèse). Paris, 1964, 248 p.
- Micaud (Charles), *The French right and nazi Germany, 1933-1939; a study of public opinion*. Durham, 1943, 257 p.
- Miller (Jane Kathryn), *Belgian foreign policy between two wars, 1919-1940*. New York, 1951, 337 p.
- Minart (colonel Jacques), *Le drame du désarmement français (1918-1939)*. Paris, 1960, 270 p.
- Ministère des armées, Etat-Major de l'armée de terre, Service historique, guerre 1939-1945. *Les grandes unités françaises (historiques succincts)*, vol. 1, Paris, 1967, 762 p.; vol. 2, Paris, 1967, 968 p.; vol. 3, Paris, 1967, 936 p.
- Miquel (Pierre), *Poincaré*. Paris, 1961, 639 p.
- Monteilhet (Joseph), *Les institutions militaires de la France, 1814-1932 : de l'armée permanente à la nation armée* (préface de J. Paul-Boncour). Paris, 1926, 415 p.
- Murphy (Robert), *Diplomat among warriors*. Londres, 1964, 575 p.
- Nachin (Lucien), *Charles de Gaulle, général de France*. Paris, 1944, 127 p.
- Nagle (Thomas Wheeler), *A study of british public opinion and the European appeasement policy, 1933-1939* (thèse). Genève, 1957, 221 p.
- Osgood (Samuel M.), *French royalism under the Third and Fourth Republics*. La Haye, 1960, 228 p.
- Pataut (Jean), *Sociologie électorale de la Nièvre au XX^e siècle, 1902-1951*. T. 1. Paris, 1956, 331 p.
- Pluymène (Jean) et Lassiera (Raymond), *Les fascismes français, 1923-1963*. Paris, 1963, 318 p.
- Prételat (général Gaston), *Le destin tragique de la Ligne Maginot*. Paris, 1950, 279 p.
- Racine (Nicole), *Les écrivains communistes en France (1920-1936)* (thèse dact.). Paris, 1963.
- Raissac (Guy), *Un soldat dans la tourmente*. Paris, 1963, 525 p.
- Regout (Robert, S.J.), *La doctrine de la guerre juste; de Saint Augustin à nos jours, d'après les théologiens et les canonistes catholiques*. Paris, 1935, 342 p.
- Les relations militaires franco-belges — mars 1936 - 10 mai 1940. C.N.R.S. : *Travaux d'un colloque d'historiens belges et français* (préface de P. Renouvin), 198 p.

- Rémond (René) et Coutrot (Aline), *Les catholiques, le communisme et les crises*. Paris, 1960.
- Rémond (René), *La droite en France. De la première restauration à la V^e République*. Paris, 3^e éd., 1968, 2 vol.
- Roton (général), *Années cruciales : la course aux armements (1933-1939), la campagne (1939-1940)*. Paris, 1947, 304 p.
- Salewski (Michael), *Entwaffnung und Militärkontrolle in Deutschland 1919-1927*. Munich, 1966, 421 p.
- Sallesse (lieutenant-colonel), *L'aviation de chasse française en 1939-1940*. Paris, 1948, 199 p.
- Scelle (Georges) et Cassin (René), *L'opinion française et le problème de la sécurité collective*. Genève, 1936, 530 p.
- Schneider (lieutenant-colonel Fernand), *Histoire des doctrines militaires*. Paris, 1957, 127 p. (Que sais-je ?).
- Scott (William Evans), *Alliance against Hitler; the origins of the Franco-Soviet pact*. Durham, 1962, 296 p.
- Séché (Alphonse), *Dans la mêlée littéraire (1900-1930). Souvenirs et correspondance*. Paris, 1935, 295 p.
- Sénéchal (Michel), *Droits politiques et liberté d'expression des officiers des forces armées*. Paris, 1964, 321 p.
- Sérant (Paul), *Le romantisme fasciste; étude sur l'œuvre politique de quelques écrivains français*. Paris, 1959, 321 p.
- Siegfried (André), *Tableau des partis en France*. Paris, 1930, 247 p.
- Simon (Yves), *La campagne d'Ethiopie et la pensée politique française*. Paris, 1936, 128 p.
- Soulié (Michel), *La vie politique d'Edouard Herriot*. Paris, 1962, 629 p.
- Suarez (Georges), *Briand*. Paris, 1938-1952, 6 vol.
- Tannenbaum (Edward), *The Action Française, die-hard reactionaries in twentieth-Century France*. New York, 1962, 316 p.
- Tarr (Francis de), *The French radical party, from Herriot to Mendès-France*. Londres, 1961, 265 p.
- Thibaudet (Albert), *Les idées politiques de la France*. Paris, 1932, 265 p.
- Tournoux (général Paul-E.), *Haut commandement, gouvernement et défense des frontières du Nord et de l'Est, 1919-1939*. Paris, 1960, 352 p.
- Vandromme (Paul), *Pierre Drieu La Rochelle*. Paris, 1958, 128 p.
- Walter (Gérard), *Histoire du parti communiste français*. Paris, 1948, 392 p.
- Walters (F. P.), *A history of the League of Nations*. Londres, 1952, 2 vol.

- Wandycz (Piotr), *France and her Eastern allies 1919-1925. French-Czechoslovak-Polish relations from the Paris peace conference to Locarno*. Minneapolis, 1962, 454 p.
- Weber (Eugen J.), *Action française, royalism and reaction in twentieth-century France*. Stanford, 1962, 594 p.
- Weygand (général), *Foch*. Paris, 1947, 370 p.
- Weygand (général), *En lisant les « Mémoires de Guerre » du général de Gaulle*. Paris. 1955, 237 p.
- Wohl (R.), *French communism in the making, 1914-1924*. Stanford, 1966, 530 p.
- Wolf (Dieter), *Die Doriot Bewegung. Ein Beitrag zur Geschichte des französischen Faschismus*. Stuttgart, 1967, 408 p.
- Wolfers (Arnold), *Britain and France between two wars; conflicting strategies of peace since Versailles*. New York, 1940, 467 p.
- Zieburá (Gilbert), *Léon Blum et le parti socialiste, 1872-1934* (traduit de l'all.). Paris, 1967, 384 p.

INDEX

- Abadie (lieut.-col.), 70 n.
 Accambray (député), 126 n; 150 n.
 Aiglat, 149 n; 152 n.
 Alain, 327 n.
 Alande (Albert), 287.
 Alléhaut (col.), 105 n; 118; 118 n;
 119; 119 n; 120 n; 122; 122 n.
 Altmayer (col. R.), 75 n.
 Amonville (commt d'), 148 n.
 Andriot (lieut.-col. M.), 85 n.
 Andriot (capit. R.), 19 n.
 Auriol (Vincent), 92.
 Aragon (Louis), 255 n; 323.
 Armengaud (lieut.-col. puis gén.), 22 n;
 141 n; 168 n; 178; 179 n.
 Arnoux (Alexandre), 293.
 Artus (Louis), 305 n; 306; 306 n.
 Astruct (commt), 167 n.
 Auburtin (Jean), 263 n; 264; 264 n;
 265 n.
 Augé-Laribé (Michel), 334; 364 n.
 Bainville (Jacques), 82 n.
 Bairdsmith (lieut.-col.), 115 n.
 Bajou (Jean), 162 n.
 Balland (commt), 105 n; 109 n.
 B.A.R. (pseud.), 81 n; 92-98; 149 n;
 172 n.
 Baratie (gén.), 22 n; 23 n; 251; 251 n.
 Barbier (Pierre), 324 n.
 Barbusse (Henri), 255 n; 283; 287;
 288 n.
 Barde (Louis), 334 n.
 Barjot (lieut. de v.), 181 n; 183;
 183 n; 189 n.
 Barjon (lieut.-col.), 109 n.
 Baron (lieut.-col.), 106; 106 n.
 Barrard (gén.), 257 n.
 Barrès (Maurice), 79.
 Barrès (Philippe), 288; 289.
 Barthou (Louis), 250.
 Bataille (Henri), 284.
 Bauer (Eddy), 35 n; 225 n; 268 n.
 Bayet (Albert), 239.
 Bazaine (gén.), 37, 72 n.
 Bazin (Maurice), 272.
 Beadon (col. R. H.), 115 n.
 Beauvoir (Simone de), 327, 327 n.
 Bénazet (Paul), 92 n, 141 n.
 Benoît XV, 248.
 Bérande (Charles), 179 n.
 Béraud (Henri), 287, 287 n.
 Bergery (Gaston), 266, 343 n.
 Berl (Emmanuel), 257, 257 n, 297 n.
 Besnard (lieut.-col.), 120, 121 n.
 Bernier (Paul), 242, 242 n.
 Béthouart (lieut.-col.), 265 n.
 Bibié (Maxence), 271.
 Bidoux (Henri), 10 n; 324 n; 325 n.
 Bidoux (Marcel), 255; 256 n.
 Bilger, 340; 340 n.
 Billotte (gén.), 138.
 Billy (André), 306; 306 n; 323 n.
 Bismarck, 281.
 Biswang (commt), 120 n.
 Blanc (lieut.-col.), 129 n.
 Blanzat (Jean), 308 n.
 Blériot, 193.
 Bloch (J.-R.), 263 n; 289 n; 320; 327.
 Bloch (Marc), 40; 40 n.
 Blond (Georges), 334 n.
 Blois (Cte de), 260 n.
 Blum (Léon), 253; 253 n; 254; 254 n;
 255; 264; 264 n; 266; 267 n; 272 n.
 Bonnefous, 295 n.
 Bonnet (adjudant), 166 n.
 Bos (Charles du), 313 n.
 Bouchacourt (lieut.-col.), 104.
 Bouché (Henri), 177; 177 n; 178 n;
 189 n; 192; 193 n; 194 n; 195 n;
 196 n.
 Boucherie (gén.), 148 n; 149 n; 150 n.
 Boudoin-Bugnet, 272.
 Bouilloux-Lafont, 186 n; 188 n; 217;
 217 n; 243.
 Boujean (F.-J.), 287.

Boulangé (J.), 338 n.
 Bourdon (Georges), 284.
 Bourget (gén.), 79 n.
 Bourget (Paul), 280.
 Bouvard (chef de bat.), 13 n.
 Bouvet (col.), 261 n.
 Boyer (J.), 197 n.
 Brandon, 180 n.
 Brécard (gén.), 150 n; 151; 151 n;
 152; 152 n; 260 n.
 Brenet (chef d'esc.), 149 n.
 Briand, 241; 308 n; 324; 325 n.
 Brindel (gén.), 75; 75 n.
 Brocart (commt), 172.
 Brossé (gén.), 19; 19 n; 44 n; 69 n;
 70 n; 204 n.
 Brossolette (Pierre), 252 n.
 Brouillard (lieut.), 129 n.
 Buat (gén.), 232 n.
 Bui-Xuan-Bao, 10 n.
 Burky (Ch.), 172; 172 n.

 Cadart (capit.), 64 n.
 Cambon (Victor), 281 n.
 Camon (gén.), 16 n; 149 n; 229;
 229 n.
 Carco (Francis), 312.
 Carey (col. B.), 115 n.
 Carrère (lieut.), 53 n.
 Carrias (col.), 34 n.
 Cartier (Raymond), 258 n; 267 n.
 Castellan (Georges), 65 n; 185 n;
 186 n; 188 n.
 Castelnau (gén. de), 172; 228; 228 n.
 Castex (capit. vaiss.), 16 n; 30 n; 66 n;
 211 n.
 Cathala, 74 n; 236; 247 n; 248.
 Cavillon (Edmond), 155.
 Caziot (Pierre), 337 n.
 Céline (C.-F.), 302; 302 n; 303; 303 n;
 326.
 Challaye (F.), 327 n.
 Challéat (gén.), 67 n; 68 n.
 Chambion (capit.), 116 n.
 Champetier de Ribes, 247 n; 248.
 Chamson (André), 303; 315; 320.
 Chapedelaine (Louis de), 142 n; 196 n.
 Charbonneau (col.), 129 n.
 Charpentier (Armand), 177; 177 n;
 197 n; 230 n; 231 n.
 Charpentier (John), 307 n; 323 n.
 Chasseigne, 246 n.
 Chauteemps (Camille), 264 n.
 Chauvineau (gén.), 71 n; 141 n; 145;
 146; 146 n; 147; 147 n.
 Chazal-Martin (capit.), 107 n.
 Chédeville (gén.), 107 n; 130; 130 n.
 Chevallier (Gabriel), 301; 301 n.
 Chichéry, 180 n.
 Chonez (Claudine), 327; 328 n.
 Churchill (Winston), 226.
 Claudet (Fernand), 272.
 Clausewitz (Carl von), 15; 16 n; 80.
 Clemenceau (Georges), 49; 79 n; 313.
 Clément-Grandcourt (gén.), 140 n.
 Cochin (col.), 11 n; 38 n.
 Cocteau (Jean), 321 n.
 Coint-Bavarot, 182, 183 n.
 Collomb (Emile), 337 n.
 Colson (gén.), 247 n; 258 n.
 Compton (major), 109 n.
 Contamine (Henri), 10 n; 12 n.
 Conquet (gén.), 146 n; 259 n.

Corday (Michel), 307 n.
 Cordonnier (gén.), 178 n.
 Corniglion-Molinier, 193 n; 196 n.
 Cot (Pierre), 177 n; 180; 181 n; 184;
 185; 185 n; 186; 187.
 Coty, 252 n.
 Coue (col. P.-A.), 242 n; 243; 249;
 249 n.
 Cour (P.-A.), 12 n; 13 n; 14 n.
 Courteline, 300.
 Crémieux (Benjamin), 283; 289 n.
 Cognac (commt de), 139, 140.
 Curteis (capit. H. M.), 115 n.
 Cru (John Norton), 288 n; 304.

 Dabit (Eugène), 303 n; 315; 315 n;
 316; 318; 323 n.
 Daladier (Edouard), 137 n; 141 n;
 142 n; 146 n; 155; 156; 240; 240 n;
 255; 256; 337 n.
 Dalbiez, 334 n.
 Dalimier, 180.
 Daniel-Rops, 199 n; 221; 222 n.
 Dame (gén.), 136 n; 141 n.
 Dario (lieut.-col.), 162 n.
 Daubert (gén.), 28; 28 n; 142 n;
 152; 152 n; 154; 268 n.
 Daudet (A.), 252 n.
 Daudet (Léon), 310.
 Dautzat (A.), 230 n; 231 n.
 David (G.), 309.
 Déat (Marcel), 196; 264; 265 n; 266.
 Debeney (gén.), 117; 117 n; 123; 181;
 181 n; 231; 232; 232 n; 234; 234 n;
 241; 241 n; 269.
 Debussy (Claude), 276.
 Delage (Edmond), 258 n.
 Delanney (lieut.-col.), 24 n.
 Delbé (commt), 34 n.
 Delbos, 180 n.
 Delesalle (Charles), 76 n; 80 n.
 Delmas (lieut.-col.), 13 n; 35 n; 38 n;
 129; 130 n.
 Delteil (Joseph), 283; 283 n; 332.
 Denain (gén.), 180; 181 n; 186; 188;
 189.
 Descatres, 10; 15 n; 41.
 Deval (Jacques), 300.
 Deygas (commt), 129 n; 225 n.
 Deyris, 180 n.
 Dezarnaulds, 180 n.
 Didelet (col.), 265 n.
 Dignac (Pierre), 181 n; 272 n.
 Dolfuss, 311.
 Dominique (Pierre), 266 n.
 Donnay (Maurice), 185 n; 281; 281 n.
 Dorand (col.), 188 n.
 Dorgèlès (Roland), 286; 287.
 Dorgères, 266; 339.
 Doriot, 255 n; 266; 272 n; 343 n.
 Douhet (gén.), 169; 170; 171; 171 n;
 176; 180; 182; 182 n; 183; 183 n;
 197 n; 263.
 Doumergue (Gaston), 250; 252.
 Doumic (René), 171; 172 n; 282; 284;
 286; 292.
 Dreyfus, 263 n.
 Drieu La Rochelle, 288; 289; 289 n;
 303.
 Dubarry (Albert), 230 n.
 Duboin (Jacques), 225; 225 n; 226;
 227.
 Duché (Robert), 91 n.

- Duffour (gén.), 30 n.
 Duhamel, 287.
 Dumat (Louis), 126 n; 143; 144 n.
 Dupeyron (G.), 304 n.
 Dupont (E.), 287.
 Dupont (Frédéric), 264 n.
 Durand (chef de bat.), 110 n.
 Duval (gén.), 81 n; 92; 141 n; 251;
 251 n; 257; 257 n; 260 n; 286 n.
 Eccard (sénateur), 176 n.
 Ehrenbourg (Ilya), 309; 309 n.
 Eluard (Paul), 255 n.
 Engels, 16 n.
 Epailly (colonel), 265 n.
 Escudier (chef de bat.), 168 n.
 Estienne (gén.), 107; 108; 224; 225 n;
 227; 244.
 Etienne (capit.), 145 n; 283.
 Fabre-Luce (Alfred), 101 n; 102 n.
 Fabry (Jean), 20 n; 79 n; 78 n; 92;
 92 n; 216 n; 217 n; 226 n; 241;
 242 n; 250 n; 269 n.
 Faugeron (gén.), 21; 21 n.
 Faure (Pierre), 177; 177 n; 185 n;
 189 n.
 Fernandez (Ramon), 297; 299; 299 n;
 323 n.
 Ferré (col. Georges), 131; 131 n.
 Ferrero (G.), 319.
 Fervacque (Pierre), 258 n.
 Fieschi, 217 n.
 Filipi (Ulysse), 175 n.
 Fillonneau (Henri), 173.
 Fiori, 180 n.
 Flandin (P.-E.), 271.
 Fleuret (Fernand), 314.
 Fliech (lieut.-col.), 144, 144 n.
 Foch (maréchal), 22; 44; 76; 77; 78;
 78 n; 81; 81 n; 84; 97; 97 n; 188.
 Fontanier (Henri), 229 n.
 Fonville (gén.), 80 n; 84; 85 n; 86;
 87 n; 241; 241 n.
 Foucault (André), 299 n.
 Fournier (Maurice), 50 n.
 Franchet d'Esperey (maréchal), 34 n.
 Frontière (J.), 257 n.
 Frossard (P.-O.), 257.
 Fuller (gén.), 36; 111; 113 n; 114;
 119; 141 n; 167; 211; 224.
 Fustel de Coulanges (cercle), 259,
 259 n.
 Gallicus (Deutsch von), 270 n.
 Galtier-Boissière, 307 n.
 Gamard (H.), 189 n; 191 n.
 Gamelin (gén.), 39 n; 79 n; 91 n; 118 n;
 138 n; 269; 346; 346 n.
 Gandhi, 327 n.
 Garros (Louis), 142 n.
 Gaulle (Charles de), 24; 25 n; 57;
 72 n; 89 n; 107 n; 117; 117 n;
 138 n; 139; 158; 158 n; 201-206;
 210-215; 217; 218; 223; 224; 246-
 251; 253; 254; 256 n; 258-270; 347 n.
 Gay (Francisque), 249.
 Gelot (lieut.), 122 n; 141 n.
 Gemeau (lieut.-col.), 105 n; 111 n.
 Ghéon (Henri), 280.
 Gide (André), 21 n.
 Giono, 304; 305; 308; 324 n; 326;
 326 n; 327 n; 329; 330; 330 n.
 Girard (Georges), 300 n; 302 n.
 Giraudeau, 291; 292; 309 n; 324; 325.
 Gistroit (pseud.), 191 n.
 Glasson (capit.), 81 n.
 Goiran : voir Wiedemann.
 Gontard (capit.), 141 n.
 Grandmaison (Jean Le Cour), 249 n;
 261 n.
 Grange (A. de La), 191 n.
 Grasset, 300 n; 305 n; 330 n; 343 n.
 Gratton (Philippe), 334 n.
 Green (Julien), 294; 294 n; 295; 309;
 310; 310 n; 311; 318; 326.
 Grimault (ingén.), 192; 192 n.
 Grisolli (capit.), 105 n.
 Grosrichard (Yves), 53 n.
 Guderian (gén.), 160 n.
 Guérin (Daniel), 344 n.
 Guéhenno (Jean), 303; 303 n; 308; 315;
 323.
 Guigues (commt), 21 n; 72 n.
 Guillaumat (gén.), 75 n; 78; 129.
 Guilleminet (col. aé.), 168 n.
 Guilloux (Louis), 308, 315.
 Guy-Grand (Georges), 82 n; 281 n.
 Haedens (Kléber), 309.
 Halévy (Daniel), 282; 282 n; 288 n;
 292; 292 n; 331; 331 n; 332; 332 n;
 333 n; 336.
 Hamp (Pierre), 282; 282 n; 333.
 Hart : voir Liddell.
 Hassler (lieut.-col.), 73 n.
 Haxo (Pierre), 256 n.
 Hazard (Paul), 274; 275.
 Hébrard (gén. de brig.), 177 n; 186 n.
 Hervé (Gustave), 252 n.
 Hitier (H.), 344; 344 n; 346.
 Hitler, 86; 87; 87 n; 123; 124; 163 n;
 252 n; 268; 271; 272; 272 n; 273;
 298; 306; 327 n.
 Hoche, 331.
 Hugues (Howard), 167 n.
 Humbert-Ricolfi, 243; 244 n.
 Hurst (lieut.-col.), 72 n.
 Inizan (Vincent), 155.
 Isaac (Jules), 11 n.
 Isorni (Jacques), 263 n.
 Itard (Jean), 246 n.
 Izard (Georges), 248 n.
 Jaurès (Jean), 92; 229; 323 n.
 Jeanpierre (col.), 74.
 Jeanroy (capit. R.), 50 n; 52 n.
 Joffre (maréchal), 10.
 Johansen (Ernest), 293.
 Jolinon (Joseph), 301; 304; 304 n;
 330.
 Jonchay (capit.), 71 n.
 Jouvenel (H. de), 235 n; 237; 237 n;
 257.
 Kahn (Reginald), 724.
 Kayser (Jacques), 246 n.
 Kérilliss (H. de), 172; 249 n; 265;
 265 n; 266; 271; 271 n.
 Kessel, 287.
 Kitchief (Georges), 178 n.
 Klotz (Helmuth), 141 n.
 Kriegel (Annie), 334 n.
 Kuntz (lieut.-col.), 44 n.

- Labat (Emmanuel), 333 n.
 Lacouture (Jean), 258 n.
 Lacreteille, 292 n.
 Lacroix (gén.), 10 n.
 Laffargue (gén.), 34 n.
 La Fontaine, 51, 276.
 La Fouchardière, 21 n; 307 n; 319; 320.
 Lagarde (Hubert de), 260 n.
 Lagrange (Léo), 264.
 Lair (Maurice), 333 n.
 Lamartine (A. de), 51.
 Lançon (lieut.-col.), 265 n.
 Lang (André), 307 n.
 Langevin (commt), 183 n; 186 n.
 Langevin (professeur), 294.
 Lapie (P.-O.), 164 n; 272.
 La Rocque (colonel), 89, 90 n; 160 n; 176 n; 237 n; 251; 251 n; 252 n; 266; 268 n.
 Larpent (col.), 261 n; 263 n.
 Lassalle-Séré (R.), 91 n; 180 n.
 Laurent (commt), 50 n.
 Lauth (col.), 48 n.
 Lauzanne (Stéphane), 237; 237 n.
 Lavigne-Delville (gén.), 10 n; 86; 86 n; 154 n; 156; 156 n; 216 n.
 Lavis (Eugène), 81.
 Léautaud (Paul), 21 n; 293; 293 n; 294; 309; 312; 312 n; 313; 314; 315; 316; 318; 326.
 Le Bail (député rad.), 155.
 Lebaud (col.), 242 n.
 Le Brigant (commt), 68; 68 n.
 Lebrun (Albert), 237.
 Lecomte (André), 103 n.
 Lefèbre (Raymond), 287 n.
 Le Grix (François), 286 n.
 Lenormand (H. R.), 299.
 Le Roy Ladurie (J.), 338; 338 n.
 L'Escaille (capit.), 23 n.
 Lichtenberger (H.), 281 n.
 Liddell-Hart (captain), 36; 111; 113 n; 114; 115 n; 143 n; 169; 211; 224; 263 n.
 Lièvre (Pierre), 325 n.
 Limagne (Pierre), 300 n.
 Linarès (capit. de), 22 n.
 Lintier, 287.
 Loebe (gén. von), 238.
 Loubet (del Bayle), 248 n.
 Loustanau-Lacau (capit.), 43 n; 44; 44 n; 49; 49 n; 50 n; 68 n; 71 n; 105; 122 n; 123 n; 167 n; 250 n; 261 n.
 Luchaire (Jean), 248 n.
 Lucius, 12 n; 13 n; 259 n.
 Ludendorff (gén.), 87; 87 n; 110.
 Luvaas (Jay), 36 n.
 Lyautey (maréchal), 171 n; 196.

 Mabile (commt), 74 n;
 MacDonald (Carlisle), 239 n.
 Mac-Mahon (gén.), 37; 72 n.
 MacOrlan (Pierre), 282 n; 287 n.
 Madelin (gén.), 163 n; 251 n.
 Maginot (André), 92; 93; 226; 227; 238; 239; 239 n; 241 n.
 Magne (lieut.-col.), 239; 251 n.
 Mahieu (M.), 243 n.
 Mainié (col.), 107 n; 136; 136 n; 137; 137 n.
 Maistrot (gén.), 81 n.

 Mallette (gén.), 63; 63 n; 83; 83 n; 84; 84 n.
 Malraux (André), 255 n; 328; 328 n.
 Mangin (gén.), 86 n; 90; 90 n.
 Marcellin (L.), 82 n.
 Marchand (capit.), 91 n.
 Marcus (John), 256 n.
 Margaine, 14 n.
 Marguerite (V.), 230 n.
 Marin (Louis), 82 n.
 Martin du Gard (R.), 263 n; 320; 320 n.
 Marx (Karl), 15.
 Massis (Henry), 306 n.
 Masson-forestier, 257 n.
 Mastermann (Air comm.), 188 n.
 Maulnier (Thierry), 158 n.
 Maurer (René), 167 n.
 Maurin (gén.), 250 n; 267.
 Mayer (lieut.-col. E.), 171 n; 176 n; 216 n; 247 n; 248 n; 263; 263 n; 264; 264 n.
 Mayeur (Fr.), 247 n.
 Meilhan, 252 n.
 Mendras (lieut.-col.), 124 n.
 Mèrat (capit.), 220; 220 n; 221; 222; 223.
 Méré (Charles), 285.
 Méric (Aimé), 230.
 Méric (Victor), 207 n.
 Mermet (lieut.-col. A.), 75 n.
 Meynier (A.), 64 n.
 Michel (Henri), 35 n.
 Michelin (André), 172 n.
 Miles (pseud.), 156 n. 159 n.
 Millerand (Alexandre), 264 n.
 Millet (Charles), 11 n; 82 n.
 Missoffe (Michel), 126 n.
 Miquel (L.), 161 n.
 Moltke (gén.), 10; 56; 88.
 Monicault (de), 226.
 Montbrison (commt), 161 n.
 Monteilh (J.), 247 n; 248 n.
 Montherlant (H. de), 288; 288 n; 289; 290; 320; 321; 321 n; 327; 328 n.
 Montesquieu (Charles de), 218 n.
 Montigny (lieut.-col. Jean), 684; 144 n; 145 n; 344 n.
 Montjou (Guy de), 29 n; 174 n; 186 n; 187 n.
 Mordacq (gén.), 260 n.
 Moreau (lieut.-col.), 140 n; 331 n.
 Morel (capit.), 55; 55 n; 56; 63 n; 116 n.
 Morienvil (Jean), 293 n.
 Morizet (A.), 11 n.
 Mortier (A.), 252 n; 267 n.
 Moufflet (André), 50 n.
 Moulin (commt), 188 n.
 Moustier (marquis de), 271.
 Mussolini, 311.

 Nachin (commt), 247 n; 248 n; 249 n; 258 n.
 Nadaillac (M. de), 192 n.
 Napoléon I^{er}, 17; 36; 37; 56.
 Naville (Denise), 15 n.
 Naville (Pierre), 16 n.
 Nemo (capit., pseud.), 251 n.
 Neyrac (Pierre), 303.
 Niessel (gén.), 142 n; 186 n; 260 n; 268 n.
 Nollat (gén.), 216; 235.

Norel (Jean, pseud.), 11 n; 235 n;
267 n.
Normand (gén.), 146 n.
Nudant (gén.), 85 n.
Paganon, 180 n.
Paillé (commt), 48; 48 n.
Painlevé, 39 n; 131; 217 n; 247 n;
295.
Paluel-Marmont, 129 n.
Pâquette (gén.), 260 n.
Parmentier (Florian), 307; 307 n.
Partouneaux (gén. de), 260; 260 n.
Pascal, 10; 297.
Passage (gén.), 109 n.
Paul-Boncour, 92; 92 n; 93 n; 237 n;
241 n; 247; 248; 248 n; 264 n;
265; 265 n.
Pawłowski, 304.
Perré (lieut.-col.), 24; 24 n; 25; 25 n;
26 n; 28; 29; 29 n; 43; 43 n; 101 n;
105 n; 108 n; 109 n; 110 n; 111 n;
118 n; 121; 121 n; 122; 122 n; 128;
131; 131 n.
Perrier de La Bâthie, 15 n.
Perrin (Paul), 175; 175 n.
Perrin (Raoul), 264 n.
Pertinax (pseud.), 64 n; 257 n.
Pétain (maréchal), 44 n; 56; 76; 77;
78; 79; 79 n; 145; 146 n; 147 n; 171;
176; 177 n; 184 n; 215 n; 249; 249 n;
250; 250 n; 252; 256; 256 n; 257;
258; 260 n; 269.
Pezet (Ernest), 248 n.
Pichon (gén.), 140 n.
Pierrefeuf (Jean de), 11 n; 287.
Pinard, 291 n.
Pingaud (commt), 105 n.
Pioch (Georges), 231 n; 327 n.
Piot (Jean), 147 n; 318.
Pironneau (André), 238 n; 249; 249 n;
250; 252 n; 253; 259 n.
Pivert (Marceau), 175; 344 n.
Plutarque, 11 n; 50.
Poidebard (lieut.-col.), 244 n.
Poincaré (Henri), 19; 239 n; 327.
Pouderoux (gén.), 185.
Poulaille (Henry), 300.
Poulaine (Robert), 260 n.
Prentout, 180 n.
Prévost (Jean), 290; 291; 327 n.
Pujo (commt), 74 n.
Quénot (capit.), 106; 106 n.
Quint (L.-P.), 303 n.
Rabelais, 51.
Racine, 45.
Raiberti, 92.
Raissac (G.), 259 n.
Rampont (gén.), 153; 153 n.
Rancourt (commt), 163; 163 n.
Ratel (Simone), 293 n; 307 n.
Rathenau (Walter), 50 n.
Reboul (lieut.-col.), 39 n; 74; 74 n;
79 n; 186 n; 197 n; 216 n; 293 n.
Recouly (Raymond), 13 n; 78 n; 97.
Remarque (Erich-M.), 293, 300.
Renaitour, 180 n; 191 n.
Renan, 313.
Renaudel, 197 n.
Renouvin (P.), 10 n.
Requin (gén.), 241; 241 n.

Reynaud (Paul), 34 n; 79 n; 80 n; 88;
88 n; 89; 247 n; 258 n; 261; 262;
264; 264 n; 266; 266 n; 268 n; 269;
269 n; 271; 271 n; 343.
Riberio (Ibanez de), 281.
Ribet (Maurice), 107 n; 108 n; 138 n;
146 n.
Richard (Elie), 300; 300 n.
Richard (Georges), 174.
Riché (Etienne), 171 n; 176 n.
Riotor (Léon), 307 n.
Rodrigues (Gustave), 230 n.
Rognon, 92.
Romain (col.), 87; 87 n; 88 n.
Romains (Jules), 324.
Romatet, 183 n.
Romeyer (Jean), 171 n.
Ronsard, 45.
Rostand (Maurice), 308; 308 n; 309 n.
Rougé (de), 226.
Rougeron (Camille), 107 n; 182; 182 n;
195 n; 197; 197 n; 198; 198 n.
Rougemont (Denis de), 290 n.
Roujou (André), 218; 218 n.
Rouquerol (gén.), 64 n; 74 n; 228;
229 n; 322 n.
Roure (Rémy), 258 n; voir aussi :
Fervacques.
Roux (Dominique), 303 n.
Roux (col.), 217 n; 267 n.
Rozet (Georges), 287.
Ruyssen (Théodore), 248 n.
Saint-Aulaire, 336; 336 n.
Saint-Jean (Robert de), 309.
Salewski (Michael), 188 n.
Salmon (André), 304 n.
Sandy (Isabelle), 306; 307 n.
Sangnier (Marc), 247 n; 248.
Sarraud, 271.
Sartre, 327; 328; 328 n.
Scapini, 271; 271 n.
Scelzo (col.), 188 n.
Scharnhorst, 173.
Schlieffen, 56; 88; 203.
Schlumberger (Jean), 295; 296; 296 n.
Seeckt (gén.), 173; 228; 228 n; 229;
229 n; 232; 234; 236; 237; 238;
239; 240; 242; 245; 263; 270; 295.
Segawa (col.), 188 n.
Sembat (Marcel), 281 n.
Sénac (Jean), 57 n; 267 n.
Serre (Philippe), 247 n; 248; 248 n;
270 n; 271; 271 n.
Serrigny (gén.), 16 n; 56; 56 n.
Servan-Schreiber (E.), 163 n; 164 n;
312 n; 319.
Séverine, 230 n.
Schepard : voir Beadon.
Siegfried (André), 334 n.
Silbert (Albert), 257 n.
Souchon (Lucien, pseud.), 58 n; 153;
154 n; 235; 235 n; 237 n; 251.
Souday (Paul), 283 n.
Soustelle, 255 n.
Stackelberg (von), 107 n.
Staline, 340; 344.
Stavisky, 230 n.
Stehlin (Paul), 195 n.
Stinnes (Hugo), 50 n.
Stresemann, 238; 324; 325 n.
Suire (capit.), 107 n.
Susset, 180 n.

- Tabouis (Maurice), 54 n.
 Taittinger, 252 n.
 Targe (gén.), 75 n; 238 n; 247 n; 248.
 Tarlé (commt A. de), 50 n.
 Thérive (André), 302.
 Thibaudet, 334 n.
 Thomasson (lieut.-col.), 91 n.
 Thorez (Maurice), 267.
 Torrès (Henri), 308 n.
 Thoumin (capit. R.), 46 n; 204 n;
 205 n.
 Touchon (gén.), 42 n; 126 n.
 Tournès (lieut.-col.), 18 n; 30 n.
 Tournoux (gén.), 76 n; 79 n; 91 n;
 261 n; 270 n.
 Treviranus, 238.
 Triballet, 180 n.
 Trochu (Charles), 197 n.
 Trézène (H. de, pseud.), 156 n; 157 n;
 158; 158 n; 159; 159 n; 160; 160 n;
 260; 260 n; 261 n; 262 n.
 Tulasne (gén.), 171 n.

 V... (lieut.-col.), 147 n.
 Vaillant-Couturier (P.), 252; 252 n;
 287.
 Vallat (Xavier), 237; 237 n; 259 n.
 Valdour (Jacques), 291 n.

 Valéry (Paul), 15 n; 21; 21 n; 185 n.
 Vallet (chef de b. A.), 75 n.
 Vandal (Jacques), 304 n.
 Vandromme (Paul), 303 n.
 Vauthier (lieut.-col.), 171 n; 181 n;
 196; 197; 197 n.
 Velpy (gén.), 43 n; 107; 107 n; 127;
 127 n.
 Verdurand (A.), 189 n.
 Vernier (capit.), 21 n; 45 n.
 Video (pseud.), 261; 261 n; 262 n.
 Vinci (Léonard de), 15 n.
 Vinde (Victor), 270 n.
 Vivat (pseud.), 156 n; 157; 157 n;
 160; 160 n.
 Vuillemin (gén.), 195 n.

 Wanty (major), 141 n.
 Watteau, 276.
 Wavell (Field Marshall), 37 n.
 Weber (Eugen), 259 n; 261 n.
 Werth (Alexander), 270 n.
 Weygand (gén.), 39 n; 80 n; 138 n;
 152 n; 156; 232 n; 234; 241 n;
 250 n; 259; 259 n; 262; 262 n; 269;
 313.
 Wiedemann-Goiran, 181 n; 271; 271 n.
 Wintle (capit.), 63 n.

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE. — LES MILITAIRES FRANÇAIS ET LE PROBLÈME THÉORIQUE DE LA GUERRE : ART OU SCIENCE ?	7
I. — <i>La crise de la doctrine :</i>	
1. — Une doctrine de guerre française	9
2. — Art ou science de la guerre ?	15
II. — <i>L'école historique :</i>	
1. — La révélation de la Grande Guerre	17
2. — L'expérience du feu	19
3. — Les tanks français	24
4. — Le juste milieu. — Perré	28
5. — Place de l'histoire	30
6. — Comparaisons	35
7. — Une fausse dialectique	37
III. — <i>L'école matérielle :</i>	
1. — Le terrain	41
2. — Cartésianisme ?	44
3. — Exercices pratiques	52
IV. — <i>Empiriques et sceptiques :</i>	
1. — Une doctrine de guerre est un pari	55
2. — La guerre est un art simple	56

DEUXIEME PARTIE. — OFFENSIVE OU DÉFENSIVE ? 59

I. — *Prévision d'une nouvelle guerre :*

1. — Prospective 61
2. — Deux échiquiers 62
3. — La guerre totale 65

II. — *La théorie du feu continu :*

1. — Causes stratégiques 66
2. — La guerre d'usure 67
3. — Divergences franco-allemandes 73

III. — *La sécurité :*

1. — Foch et Pétain 76
2. — Guerre et politique 80
3. — Une nouvelle invasion possible 81
4. — Une armée de couverture 87
5. — Le manifeste de B.A.R. 92

TROISIEME PARTIE. — LE MATÉRIEL. — CHARS ET AVIONS 100

I. — *Les chars :*

1. — Le char : arme stratégique ? 101
2. — Divergences franco-anglaises 104
3. — Vitesse ou puissance ? 111
4. — Intérêts menacés 115
5. — Ils sont trop lents 127
6. — L'infanterie les tient en laisse 134
7. — Mécanisation et guerre de positions 139
8. — Chars et cavalerie 148
9. — L'Action Française 152

II. — *L'aviation :*

1. — Aviation et guerre d'usure 165
2. — Douhet 169
3. — Vitesse ou puissance ? 173
4. — L'aviation allemande 186
5. — La crise française 190

QUATRIEME PARTIE. — L'ARMÉE DE MÉTIER : UNE ALTERNATIVE POSSIBLE ? 201

1. — Le projet gaullien 201
2. — La crise des cadres 213

3. — Le capitaine Mérat	220
4. — Von Seeckt	228
5. — De Gaulle	245

CINQUIEME PARTIE.

I. — <i>Témoins</i>	279
1. — Réintroduction	279
2. — 1919-1929	280
3. — Le tournant de 1930	292
4. — Le thème de la désertion	299
5. — Céline	302
6. — Anticipations	305
7. — Catastrophisme	318
II. — <i>En guise de conclusion</i>	329
1. — Pacifisme paysan	329
2. — L'impôt du sang	336
3. — Epilogue	343

BIBLIOGRAPHIE	347
---------------------	-----

INDEX des noms	377
----------------------	-----

Achevé d'imprimer le 12 mai 1973
sur les presses de la Société Nouvelle
des Imprimeries DELMAS,
à Artigues-près-Bordeaux.

Dépôt légal 2^e trimestre 1973.

